BIBLIOTHEQUE FNSP
1 227 012

PAUL LEROY-BEAULIEU
de l'Institut

LA GUERRE DE 1914 VUE EN SON COURS

CHAQUE SEMAINE

ECOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

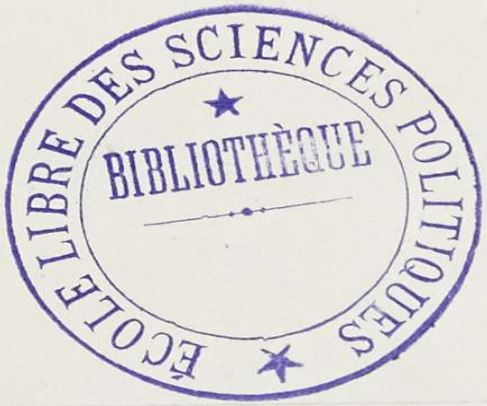
9. 1006

PARIS
LIBRAIRIE DELAGRAVE
15, RUE SOUFFLOT, 15

BIBLIOTHÈQUE

1

28133



OFFERT

A

LA BIBLIOTHÈQUE

de l'Ecole libre des Sciences Politiques

par Mr. E. d'Eichthal

1936

1

A M. Eugène d'Eichthal,
affectueux souvenir,
P. Leroy-Beaulieu

LA GUERRE DE 1914
VUE EN SON COURS
CHAQUE SEMAINE

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

1

PAUL LEROY-BEAULIEU
de l'Institut.

LA GUERRE DE 1914 VUE EN SON COURS

CHAQUE SEMAINE

1

LA PREMIÈRE ANNÉE DE GUERRE

(Août 1914 à fin Juillet 1915)

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE
f. 1006

PARIS
LIBRAIRIE DELAGRAVE
15, RUE SOUFFLOT, 15

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation
réservés pour tous pays.

Copyright by Librairie Delagrave, 1915.

PRÉFACE

Quand la guerre présente a éclaté, aux premiers jours d'août 1914, je commençai, en mon journal l'Économiste français, *une série d'articles, sous le titre :* la Guerre : la situation, les perspectives.

Cette série d'articles a été continuée chaque semaine sans aucune interruption et elle l'est encore.

Les faits d'ordre militaire, ceux aussi d'ordre politique, diplomatique et économique se rattachant à la guerre, se trouvent résumés en ces récits hebdomadaires, au fur et à mesure qu'ils se sont produits.

Il m'a semblé qu'il y avait intérêt à réunir et à publier, pour la première année de guerre, du commencement d'août 1914 à la fin de juillet 1915, cette succession de récits.

Je n'y ai absolument rien changé. La guerre, avec ses conséquences diverses, se présente ainsi telle qu'elle a apparu chaque semaine.

L'histoire, qui ne s'élabore que tardivement, aura, sans doute, des corrections à effectuer dans cet exposé de faits. Il répond, en tout cas, aussi exactement que possible aux données qui se sont révélées au cours de la guerre. Il explique les impressions,

les sensations, les résolutions que la guerre a suscitées en France dans son développement.

Aussi croyons-nous apporter à l'histoire elle-même une contribution utile en publiant la Guerre de 1914, vue en son cours chaque semaine.

8 novembre 1915.

LA GUERRE DE 1914 VUE EN SON COURS
CHAQUE SEMAINE

LA PREMIERE ANNÉE DE GUERRE

PREMIÈRE SEMAINE

Du 1er au 7 août 1914.

Motifs qui poussent à la guerre l'Allemagne, nation de proie. — Intrigues de l'ambassadeur d'Allemagne à Paris. — Première déclaration de l'Angleterre pour la protection de la marine marchande et des côtes de la France. — Résistance de la Belgique aux injonctions de l'Allemagne. — Déclaration de guerre par l'Angleterre à l'Allemagne. — Neutralité de l'Italie. — Occupation allemande du Luxembourg. — Conjectures sur la durée de la guerre.

Ce qui n'était qu'une terrible menace, il y a quelques jours, est devenu une réalité. La guerre, une guerre sans excuse, quasi sans prétexte, préparée avec soin et en secret, depuis plusieurs mois, sinon depuis plusieurs années, une guerre de pure ambition, de vil appétit de domination et de tyrannie, vient d'être déchaînée par l'Allemagne sur l'Europe. Cinq grandes nations et deux petites y sont directement engagées à l'heure présente, douze ou quatorze millions d'hommes vont y prendre part. D'autres nations, émues par cette audace effrénée, ce cynisme débordant de la nation provocatrice, arment

à outrance, se tiennent prêtes à sauvegarder, le cas échéant, leur indépendance.

Depuis que l'humanité existe, jamais la guerre n'a apparu dans ces proportions gigantesques; jamais pareille hécatombe d'êtres humains, pareille destruction de capitaux, éléments de vie et de progrès, n'ont été projetées par un gouvernement ou par un peuple.

« La guerre, disait Mirabeau, est l'industrie nationale de la Prusse. » Eh oui! la Prusse a toujours été et est restée une nation de proie. Toujours elle a guetté l'occasion de s'élancer sur ses voisins, et elle l'a saisie sans pitié, ne songeant qu'à s'agrandir sans mesure et sans relâche et à courber tout ce qui l'environne sous son hautain et implacable despotisme.

Cette occasion, la nation de proie a cru la trouver dans les circonstances récentes : il avait éclaté en Russie des désordres dont, comme toujours à l'étranger, on s'exagérait l'importance; la Grande-Bretagne se trouvait dans des circonstances difficiles à cause de l'antagonisme existant en Irlande entre une province, en majorité protestante, et les trois autres provinces, en majorité catholiques; en France, la majorité, bien faible d'ailleurs, constituée, au Palais-Bourbon, par l'union des socialistes et des radicaux-socialistes unifiés, avait paru, aux étrangers peu au courant de notre politique, beaucoup plus qu'aux observateurs français sérieux, indiquer un affaissement des tendances militaires récentes et de l'esprit de sacrifice; d'autre part, les observations présentées au Sénat par M. Humbert sur certaines lacunes présumées de notre armement et de notre préparation guerrière étaient interprétées à l'étranger, avec une visible exagération, comme décelant certaines faiblesses dans notre armature militaire; cet ensemble de faits a paru à la Prusse, depuis longtemps à l'affût, fournir l'occasion si ardemment désirée.

Nous n'avons pas ici à relater la série des incidents des derniers huit jours. Le Message de M. le Président

de la République Poincaré, la déclaration du Ministère et le discours du président du Conseil, M. Viviani, l'un sous une forme condensée, l'autre avec tous les détails nécessaires, en ont fait un lumineux exposé.

La fourberie prussienne, fourberie qui est héréditaire dans cette nation de proie, qui se manifesta avec tant d'éclat en 1870 par la fameuse dépêche d'Ems, s'est, une fois de plus, étalée avec une désinvolture inouïe.

On peut dire que, pendant une quinzaine de jours, l'ambassadeur allemand en France a cherché à endormir notre gouvernement, après s'être efforcé d'abord de l'intimider. Sa première démarche d'intimidation, cette sorte d'injonction d'abstention qu'il avait faite au quai d'Orsay, après l'ultimatum austro-hongrois à la Serbie, étant restée sans effet, il avait fait peau neuve, il s'efforçait de se donner un aspect souple et conciliant; il retournait sans cesse voir notre ministre des affaires étrangères et lui tenir un langage adouci. Pendant ce temps, l'Allemagne armait à outrance; elle massait ses troupes sur notre frontière; elle déclarait, sans aucun motif, spontanément, la guerre à la Russie; elle violait chaque jour, sur des points divers, notre territoire; elle violait effrontément aussi la neutralité du Luxembourg et s'installait dans ce petit pays : et l'ambassadeur allemand restait à Paris et il continuait à venir au quai d'Orsay; l'Allemagne eût voulu que nous-mêmes prissions l'initiative de lui déclarer la guerre, afin de s'en prévaloir auprès de l'Italie et de l'Angleterre.

Avec une patience infinie, malgré toute une série de violations du droit des gens de la part de l'Allemagne, la France a gardé une attitude ferme, mais modérée, évitant tout entraînement en paroles ou en action. Elle a dû, cependant, pour sauvegarder ses chances de succès dans une lutte suprême, se décider à la mobilisation générale dans la journée du 1er août. Alors, jetant un masque qui ne trompait plus personne, l'ambassadeur

allemand s'est décidé à quitter notre territoire, en formulant de prétendus griefs et en déclarant, de la part de l'Allemagne, la guerre à la France.

La nation de proie, contemptrice de tous les traités, de tous les droits d'autrui, s'est de nouveau révélée, d'une façon qui a stupéfait, non pas nous, certes, mais les nations paisibles habituées à la loyauté et à la pratique des devoirs internationaux. L'Allemagne a adressé un ultimatum à la Belgique, pays neutre, dont la neutralité est garantie par toutes les grandes puissances, enjoignant à ce petit pays de lui faciliter les moyens de faire passer par son territoire les armées allemandes, à l'effet d'attaquer la France sur un point réputé faible et insuffisamment défendu.

La Belgique a rejeté avec courage et indignation cette provocation à une coupable complicité : elle s'est déclarée prête à défendre son territoire et a mobilisé 250.000 hommes ; elle lutte, à l'heure actuelle, héroïquement, à Liège, contre toute une armée allemande ; nous lui envoyons notre tribut d'admiration, et nous espérons que ses vaillantes troupes pourront tenir jusqu'à ce que, dans quelques jours, une armée française, ayant opéré sa mobilisation, puisse aller les appuyer.

L'ultimatum allemand à la Belgique coïncidait avec le moment même où le ministre des affaires étrangères d'Angleterre, sir Edward Grey, à l'appui d'une demande de crédits de 1.250 millions de francs au Parlement, dans un discours des plus sympathiques à la France, déclarait à la Chambre des communes que l'Angleterre mobilisait sa flotte et prenait des mesures pour s'opposer à toute attaque de la flotte allemande contre les côtes françaises :

Dans le cas, déclara-t-il, où l'escadre allemande franchirait le détroit ou remonterait la mer du Nord pour doubler les Iles-Britanniques, dans le but d'attaquer les côtes françaises ou la marine de guerre française et d'inquiéter la marine marchande française, l'escadre anglaise interviendrait pour prêter à la marine française

son entière protection, de sorte que, dès ce moment, l'Angleterre et l'Allemagne seraient en état de guerre.

Ainsi, l'Angleterre maintenait hautement et resserrait même, à l'heure de l'épreuve, ses liens d'amitié avec la France. Le concours qu'elle nous accordait ainsi, dès le premier moment, a un grand prix : il mettait nos côtes, notre marine de guerre et notre marine marchande à l'abri de toutes les incursions de la flotte allemande; il assurait les communications maritimes entre la France et toutes les nations étrangères; notre pays était ainsi assuré de pouvoir commercer sans entraves avec le dehors. L'Angleterre, quand elle a appris le projet de violation du territoire belge par le gouvernement allemand, a été plus loin : elle a déclaré à l'Allemagne qu'il y aurait là, pour elle, un *casus belli* et lui a adressé un ultimatum à ce sujet. Dans la matinée du mercredi 5 août, le *Foreign Office* (ministère des affaires étrangères d'Angleterre) fait savoir que, le Gouvernement allemand ayant rejeté l'ultimatum britannique, l'Angleterre a déclaré la guerre à l'Allemagne, à partir du 4 août, à 11 heures du soir. Cet événement est de la plus haute importance, d'abord au point de vue moral, puis au point de vue matériel. Ce sont les communications de l'Allemagne avec les deux mondes qui vont désormais être coupées par la flotte britannique.

Une autre déception était réservée à la nation de proie. L'Italie, notre sœur latine, qu'elle eût voulu entraîner à ses côtés dans la guerre, a fait une déclaration de neutralité, considérant qu'il y avait là une entreprise purement offensive de la part de l'Allemagne et qui ne rentrait pas dans le cadre des engagements de la Triple-Alliance. Notre sœur latine a donné ainsi une preuve éclatante qu'elle n'est pas la dupe et qu'elle ne veut pas être la complice de la fourberie et de l'appétit de domination de l'Allemagne.

Ainsi cette nation de proie n'a avec elle que l'Autriche, qu'elle domine et conduit depuis quelques années.

Elle a contre elle, nettement, la petite mais énergique Serbie, l'immense Russie, la France, lasse d'humiliations demi-séculaires, de menaces constantes et décidée à défendre à outrance l'intégrité et l'indépendance de son territoire. La nation de proie a contre elle aussi l'Angleterre. Toutes les petites nations neutres se sont émues, se sont armées jusqu'aux dents; la Belgique, la Hollande, la Suisse également, dans la crainte que la nation de proie ne se jette sur elles; la Belgique est engagée avec l'envahisseur teuton dans une lutte opiniâtre; on dit que l'Allemagne a violé également, à Maestricht, le territoire hollandais et, d'autre part aussi, par des incursions, le territoire suisse.

Il n'y a aucun doute que, si l'Allemagne triomphait, ce serait fini de l'indépendance de l'Europe continentale et de la liberté de l'Angleterre. La nation de proie, qui vient d'occuper si brutalement le Luxembourg, occuperait, le lendemain d'une guerre victorieuse, ou vassaliserait, réduirait en territoires subordonnés et dépendants, la Belgique, la Hollande et la Suisse. Elle s'emparerait de toutes les colonies néerlandaises. Elle consacrerait toutes ses ressources accrues au développement de sa marine, qu'elle finirait par rendre plus forte que la marine britannique. C'en serait fait bientôt de l'indépendance de la Grande-Bretagne.

Ainsi, toute l'Europe est convaincue qu'il faut contenir, réduire à l'impuissance, mettre pour tout le siècle dans l'impossibilité de nuire cette nation de proie, inlassable et toujours inassouvie, la Prusse, qui a réussi à dominer l'Allemagne et à en faire, ainsi que de l'Autriche-Hongrie, l'instrument de son appétit de domination et de tyrannie.

C'est aujourd'hui la lutte de la civilisation contre cette nation qui ne recule devant aucun forfait. La civilisation vaincra, et la nation de proie recevra le châtiment qu'elle a mérité.

Une lutte de ce genre sera, sans doute, obstinée et

d'une certaine longueur; ce ne peut pas être une lutte au premier sang. Les forces russes n'entreront sans doute pas en ligne contre l'Allemagne, en proportion considérable, avant quatre ou cinq semaines. Notre propre mobilisation ne sera pas complètement achevée avant quinze jours pleins, M. Messimy, ministre de la guerre, ayant déclaré au Sénat qu'il ne pourrait pas accepter d'engagements, sauf de la part de spécialistes, avant le vingtième ou le vingt et unième jour de la mobilisation, ce qui reporte au 21 ou 22 août. Autant qu'on peut faire des conjectures, dans une matière si incertaine et n'ayant pas de précédents, il n'est pas probable qu'une guerre obstinée, guerre à outrance, guerre qui fixera, non seulement pour un demi-siècle, mais pour tout le siècle sans doute, les destinées de la civilisation européenne, puisse se terminer en moins de trois mois; peut-être même, comme celle de 1870, pourrait-elle durer une demi-année. L'esprit de sacrifice et de persévérance ne manquera ni à la France ni à ses alliés pour la soutenir jusqu'au bout et, Dieu le veuille! jusqu'au complet triomphe. Le droit, il ne peut y avoir aucune incertitude, est pour nous, qui nous sommes abstenus scrupuleusement de toute provocation, de toute imprudence, qui avons fait preuve de la plus méritoire longanimité pendant près d'un demi-siècle. La civilisation triomphera, nous en avons la confiance, contre la barbarie; ce sera, on peut l'espérer, tout au moins le souhaiter, la dernière, en même temps que la plus immense hécatombe que l'appétit de domination d'un peuple aura infligée à l'humanité.

DEUXIÈME SEMAINE

Du 7 au 13 août 1914.

Population respective des deux groupes de belligérants. — La guerre de 1914 contre-partie de la guerre de 1814. — La résistance des Belges à Liège. — Brillants débuts des opérations. — Pénétration des Français dans la Haute-Alsace. — L'entrée à Mulhouse. — Nécessité entrevue de la patience. — Le temps doit travailler pour la Triple-Entente.
Les convoitises de l'ogre allemand.

Les événements se déroulent, lentement sans doute jusqu'ici, mais de la façon la plus réconfortante, pour les peuples de la Triple-Entente et pour l'héroïque petite Belgique, ainsi que pour la Serbie, cause occasionnelle innocente de cette formidable lutte.

On ne peut s'attendre à ce que quelques semaines, à plus forte raison quelques jours, décident d'une aussi colossale mêlée qui n'a eu aucun précédent dans l'histoire de l'humanité.

Rappelons les populations englobées directement dans la guerre : les trois grands peuples de la Triple-Entente et les alliés nouveaux qui leur sont survenus; puis, à l'encontre, les deux nations provocatrices, folles et criminelles instigatrices de ces hécatombes :

	Habitants.
La Russie compte (en 1912)	171.059.000
La France (en 1911)	39.601.000
L'Angleterre (en 1911)	45.370.000
La Belgique (en 1910)	7.428.000
La Serbie (avec territoires nouveaux)	4.500.000
Le Monténégro (avec territoires nouveaux)	516.000
Total	268.474.000

Voilà le premier groupe.

Voici le second :

Allemagne (1912, en nombre rond)	66.500.000
Autriche-Hongrie (1910)	49.437.000
Total	115.937.000

Ce sont donc 384 millions d'hommes qui se trouvent directement engagés dans cette guerre. Encore n'est-il pas certain que ce nombre ne grossisse pas par l'entrée en campagne, plus ou moins tardivement, des Roumains, Danois et autres.

Il ne nous échappe pas que les groupes de populations qui précèdent ne sont pas complètement comparables, en ce qui concerne les forces militaires qu'elles peuvent fournir. Parmi les 171 millions d'habitants de l'empire des Tsars, il y aurait lieu de déduire plusieurs dizaines de millions d'Asiatiques, qui ne prendront pas part effective à la guerre ; même dans la population russe européenne, le taux proportionnel des levées d'hommes sera sensiblement moins élevé qu'en Allemagne ou en France. D'autre part, l'Angleterre, n'ayant pas de service militaire personnel, ne pourra fournir un nombre de soldats en relation avec sa population.

Il n'en est pas moins vrai que le groupe de peuples engagé dans la lutte du côté de la Triple-Entente l'emporte énormément en population et en ressources de toutes sortes sur les deux nations provocatrices et instigatrices de la lutte : l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Il en résulte, toutes autres circonstances étant supposées égales, que, plus la lutte se prolongera, et plus les chances de succès final seront en faveur du premier groupe, celui de la France, Russie, Angleterre, Belgique, Serbie, Monténégro.

De là vient la suprême importance, pour les membres de ce groupe, de montrer, dans la lutte, une constance à toute épreuve, de ne se laisser aucunement ébranler par les lenteurs initiales, même par des revers initiaux, s'il devait s'en produire. Le temps, manifeste-

ment, travaille pour les puissances alliées, qui veulent défendre l'indépendance de la civilisation contre les nations de proie aux mœurs barbares et tyranniques, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. On a dit, avec raison, que 1914 est le pendant ou la contre-partie de 1814; c'est le groupement d'un bon nombre de nations civilisées contre la tyrannie de l'une d'elles.

C'est la conscience du manque d'équilibre final entre les forces des deux parties qui avait porté l'Allemagne, alors qu'elle ne se doutait pas qu'elle allait mettre contre elle la Belgique et l'Angleterre, à brusquer les hostilités. Cyniquement, elle avait toujours fait entrer dans son plan la violation du territoire belge, pensant que la Belgique se contenterait d'une vaine protestation, et elle comptait que, en huit jours, ses armées auraient traversé, sans effort ni perte, le territoire belge et tomberaient dans notre département du Nord, pour y bousculer la mobilisation et atteindre en quelques étapes l'Oise et l'Aisne, tournant nos armées de l'Est et menaçant Paris. Les Allemands devaient, d'autre part, avoir occupé Nancy deux ou trois jours après la déclaration de guerre. Après avoir écrasé rapidement la France, les Allemands se seraient retournés contre les Russes, à mobilisation lente. Cela paraissait très simple.

On sait comment ce plan cynique, qui violait les engagements formels de l'Allemagne, garante de la neutralité belge, a misérablement échoué. L'héroïsme de la Belgique a été le magnifique fait imprévu qui a renversé toute cette audacieuse machination. Les Belges ont opposé une résistance superbe à l'envahisseur allemand; les forts de Liège ont supporté huit jours d'attaques consécutives; ils ont tenu bon et ils tiennent bon encore. Cette intrépide défense a permis aux armées françaises du Nord d'achever leur mobilisation et leur concentration et d'entrer en Belgique; elle a donné le temps également à l'Angleterre d'envoyer sur les lieux des luttes prochaines une partie de ses belles troupes.

Ainsi, la situation est tout à fait renversée. Les Allemands ont été tenus partout en échec. Ils se vantaient que, quelques jours après l'ouverture des hostilités, ils auraient partout détruit ou tourné nos défenses et pénétré fort à l'intérieur de la France. Il y a bien aujourd'hui quinze jours que, sinon la guerre est déclarée, du moins que la déclaration en était imminente ; or, la guerre se fait jusqu'ici en territoire non français : en Belgique surtout, puis dans la Haute-Alsace, et c'est à peine si quelques escarmouches se font dans des localités françaises toutes voisines de la frontière, aux environs de Longwy et d'Avricourt.

Sauf l'ensemble des combats autour de Liège, où des corps allemands importants ont été engagés, avec un incontestable échec, les rencontres jusqu'ici n'ont eu qu'une portée indicatrice; elles n'ont pas englobé des masses d'hommes suffisantes pour que l'effet direct en fût considérable. Elles valent surtout comme indice ; à ce point de vue, elles sont, au plus haut degré, réconfortantes. Notre *raid* audacieux dans la Haute-Alsace, l'entrée à Mulhouse, quoique passagère et prématurée, l'occupation des hauts cols des Vosges, cols du Bonhomme et de Sainte-Marie-aux-Mines, puis la prise de trois mitrailleuses et de trois canons dans la région de Spincourt, au nord-est de Verdun, où des forces allemandes s'étaient aventurées : tous ces engagements n'ont, sans doute, qu'une portée effective restreinte; mais leur portée morale, à l'entrée d'une lutte colossale, est très haute. Ils témoignent de la façon la plus manifeste que nos troupes ont l'élan, l'entrain, qui ont toujours distingué dans l'histoire les armées françaises. Nous sommes convaincu qu'elles auront aussi la constance.

Il faut être préparé à une longue guerre, une guerre de six à sept mois, si c'est nécessaire. Sans doute, on peut espérer que cette épreuve pourra être abrégée, si, par exemple, les premières grandes batailles qui vont

se livrer, dans peu de jours, en Belgique et, peut-être aussi, en Luxembourg et en Lorraine, sont de sérieuses victoires pour la France et ses alliés. Alors, les choses pourraient aller beaucoup plus rondement, et il serait possible que la guerre fût finie au bout de trois mois. Il serait imprudent, toutefois, de compter sur un dénouement si rapide.

Si les grandes luttes initiales nous sont moins favorables, nous n'oublierons pas que toute l'existence de la France, comme nation libre et indépendante, est en question, et nous soutiendrons la lutte indéfiniment. Nous avons, pour le succès final, un ensemble de circonstances prodigieusement propices : la Belgique, qui, avec 200 ou 250.000 hommes, s'est, dès le premier jour, jetée avec ardeur et un merveilleux succès dans la lutte; l'Angleterre, qui nous donne le concours inestimablement précieux de sa flotte et qui, en outre, fournit un contingent immédiat de 40.000 hommes, devant s'élever à 200.000 ou 250,000 dans deux ou trois mois; la Serbie, qui va lancer aussi 300.000 hommes aguerris contre l'Autriche; enfin, la neutralité certaine de l'Italie. Voilà un concours de circonstances sur lequel personne ne pouvait compter, que même le Français le plus optimiste ne pouvait rêver. Il faut ajouter le précieux appui, sur lequel nous avons toujours compté, des 2 ou 3 millions de Russes qui, à partir du mois prochain, vont être disponibles pour attaquer, avec leur habituelle solidité, les Allemands dans leurs provinces de l'Est.

A supposer donc que les rencontres initiales, dans les prochains jours ou les prochaines semaines, n'amènent pas tous les résultats qu'on peut en espérer, il est certain que le temps travaille pour nous et que le succès final, à la seule condition d'une constance inébranlable dans la lutte, paraît assuré. Ce sera le triomphe de la civilisation sur la barbarie teutonne, de l'indépendance et de l'autonomie des peuples sur le despotisme et la tyrannie des nations de proie.

Les convoitises de l'ogre allemand. — Peu de temps après la guerre russo-japonaise, il parut au Japon un dessin qui eut un grand succès : il représentait un soldat japonais saisissant dans ses mains crochues le globe terrestre tout entier. Ce croquis peignait, à cette heure d'exaltation, l'âme japonaise; depuis lors, elle s'est calmée et rassise, et, tout en ayant de fortes ambitions, elle ne les étend plus à l'ensemble du globe.

Il n'en est pas de même de l'Allemagne, de l'ogre germanique, dirons-nous. C'est bien la conquête ou la domination de tout l'univers qu'il rêve, et c'est elle qu'il prépare méthodiquement.

Les gens compétents et perspicaces s'en doutaient depuis longtemps; mais beaucoup de personnes béates et naïves l'ignoraient. Les propositions faites la semaine dernière, avec le plus audacieux cynisme, par le cabinet de Berlin au gouvernement britannique expriment de la manière la plus nette ce rêve de l'ogre.

Ces propositions, sir Edward Grey, le ministre des affaires extérieures, les a stigmatisées au Parlement, comme un effort pour corrompre la Grande-Bretagne : *effort to bribe Britain;* comme des propositions honteuses : *an infamous proposal.*

L'ogre allemand a laissé entendre qu'il désirait s'approprier toutes les colonies de la France, en Afrique, en Asie et ailleurs.

C'est l'Afrique, notamment, on peut dire quasi toute l'Afrique que convoite l'ogre allemand; il était, disait-il, prêt à prendre l'engagement, si l'issue de la guerre devait le lui permettre, de ne pas dépecer davantage la France en Europe. Mais c'est la France africaine qui le mettait en appétit : le Congo, où déjà, grâce à une convention des plus malheureuses, il a pris des amorces, qui le mettent en contact avec le Congo belge; on sait qu'il considère l'immense domaine africain de nos énergiques voisins comme devant lui être dévolu un jour

prochain; il couve des yeux aussi les colonies africaines des Portugais; puis, sous prétexte de vague parenté, il voudrait établir un protectorat sur les contrées habitées par les Boers; Madagascar également l'attire.

L'Afrique tropicale et l'Afrique équatoriale fascinent donc l'ogre allemand comme une proie facile. Mais le seuil de l'Afrique sur la Méditerranée, l'Afrique relativement tempérée, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, le mettent aussi en appétit.

L'Indo-Chine également; s'il pouvait s'emparer de cette colonie, il tiendrait la Chine entre deux tenailles le Chantoung au nord, l'Indo-Chine au sud. Même nos colonies secondaires, comme la Nouvelle-Calédonie et nos Antilles, ne le laissent pas indifférent.

Si on le laissait faire, l'ogre allemand deviendrait, en moins d'un an, le maître des trois quarts de l'Afrique, y réunissant les possessions françaises, belges, portugaises, et même une fraction des possessions britanniques, le maître aussi de l'Asie orientale.

Cela ne veut aucunement dire qu'il renonçât aux extensions en Europe. Il est clair que, si on ne l'arrêtait pas au cours de la guerre actuelle, il écraserait la France, rejetterait la Russie dans l'Asie du Nord, bloquerait l'Angleterre dans ses deux îles et vassaliserait la Belgique, la Hollande, les pays scandinaves et la Suisse; puis aussi les pays des Balkans et la Turquie.

Voilà les convoitises de l'ogre allemand. Il n'est que temps que tous les pays indépendants s'unissent pour faire obstacle à cette nation de proie, pour l'empêcher d'établir son implacable tyrannie sur une quantité de peuples et de soumettre tous ceux-ci aux traitements barbares qu'elle inflige, depuis quarante-trois ans, avec une brutalité croissante, aux infortunés Alsaciens-Lorrains.

Comme le disait, à la dernière séance de l'Académie des sciences morales et politiques, le président de cette

compagnie, M. Henri Bergson, le philosophe le plus célèbre du monde contemporain :

La lutte engagée contre l'Allemagne, a dit M. Bergson, est la lutte même de la civilisation contre la barbarie. Tout le monde le sent, mais notre Académie a peut-être une autorité particulière pour le dire. Vouée en grande partie à l'étude des questions psychologiques, morales et sociales, elle accomplit un simple devoir scientifique en signalant dans la brutalité et dans le cynisme de l'Allemagne, dans son mépris de toute justice et de toute vérité, une régression à l'état sauvage.

Il faut mettre l'ogre allemand dans l'impossibilité de dévorer ses voisins et même les pays lointains, pendant au moins tout le siècle en cours.

TROISIÈME SEMAINE

Du 14 au 20 août 1914.

Adresses du roi George et du ministre anglais de la guerre lord Kitchener à l'armée britannique. — Affermissement de la neutralité italienne. — Entrée du Japon dans la lutte aux côtés de la Triple-Entente. — Appel de la Russie aux Polonais en vue de la reconstitution intégrale de la Pologne. — Appel également de la Russie aux Ruthènes.

Résistance acharnée des Belges à l'envahisseur teuton. — Développement de l'offensive française en Alsace et en Lorraine. — Transport de la résidence des autorités belges de Bruxelles à Anvers.

La situation ne paraît plus comporter des batailles pleinement décisives comme celles d'Austerlitz et d'Iéna.

Action des Serbes et des Russes.

La liberté des mers; l'assurance contre les risques de guerre. — Taux de cette assurance. — Garantie assumée par les gouvernements anglais et français de ces risques à concurrence de 80 pour 100. — Les services de navigation internationaux.

L'ouverture à la navigation du canal de Panama.

La troisième semaine depuis la mobilisation s'achève : elle n'a apporté, tant au point de vue politique ou diplomatique qu'au point de vue militaire, que des événements réconfortants.

La participation de l'Angleterre à la lutte des nations civilisées contre les nations de proie s'est accentuée, non seulement sur mer, mais sur terre, des contingents anglais importants étant arrivés en Belgique soit directement, soit après avoir débarqué dans un port français.

Le roi George a fait une sublime adresse à son armée, et le ministre de la guerre britannique, le général lord Kitchener, a envoyé aux soldats du corps expédition-

naire des recommandations publiques qui se distinguent par le caractère de la moralité la plus haute.

Les flottes anglaises et françaises, agissant de concert, poursuivent partout les vaisseaux allemands et ont déjà presque entièrement rétabli la sécurité des mers pour les navires des pays de la Triple-Entente et des pays neutres, ce qui a une importance capitale, ainsi que nous l'exposons plus loin dans une étude spécialement consacrée à ce sujet.

La neutralité de l'Italie, malgré tous les efforts tentés depuis trois semaines, avec les plus alléchantes et les plus fallacieuses promesses, par les gouvernements des deux nations de proie, pour entraîner dans leur camp le gouvernement italien, s'est affermie. Il n'y a plus aujourd'hui aucun doute que l'Italie, bien informée, édifiée sur les desseins tortueux des deux Etats protagonistes de la Triple-Alliance, n'ait définitivement et formellement refusé de se joindre à eux. Bien plus, il y a dans la population italienne un mouvement qui s'accentue chaque jour davantage pour que l'Italie se range nettement aux côtés des puissances de la Triple-Entente, représentant la cause de l'autonomie et de l'indépendance des nations contre la barbarie et la tyrannie teutonnes.

Une nouvelle puissance, toute jeune, mais importante, s'est émue des prétentions envahissantes de l'Allemagne, c'est le Japon. Lié par des traités à l'Angleterre et à la Russie, le Japon a envoyé un ultimatum à l'Allemagne; l'échéance de cet ultimatum n'est pas encore arrivée; mais si, comme cela paraît probable, le Japon entre, dans l'extrême Orient, en lutte avec l'Allemagne, on peut penser qu'il contribuera à nettoyer les mers de Chine des croiseurs et des corsaires allemands et à établir, dans cette sphère, la complète sécurité maritime pour les nations de la Triple-Entente, leurs alliés et les neutres.

Ainsi, l'Allemagne, par ses intolérables prétentions à

FOYER DES SCIENC BIBLIOTHÈQU

l'hégémonie sur le globe, par ses desseins d'asservissement graduel de toutes les nations qui la gênent ou pourraient un jour la gêner, a opéré la concentration contre elle des peuples les plus divers, dont certains étaient, depuis le début de leur existence, obstinément pacifiques, comme la Belgique.

Au point de vue politique et diplomatique encore, deux grands faits sont à citer et à retenir : c'est d'abord l'appel fait par la Russie aux Polonais, non seulement aux Polonais Russes, mais aux Polonais Prussiens et Autrichiens, pour le rétablissement et l'autonomie de la Pologne. C'est là un acte de la plus haute importance qui doit réjouir le monde civilisé tout entier : ce sera la réparation d'une grande injustice. Une nationalité avait été dépecée et supprimée, il y a plus d'un siècle. Elle persistait, néanmoins, à vivre, quoique séparée en trois tronçons opprimés : elle gardait sa langue, sa foi. La voilà qui va ressusciter. Le tsar doit être vivement félicité de ce noble dessein. Empereur de Russie, il sera roi effectif de toute la Pologne, ce dernier pays recouvrant son autonomie et sa vie propre.

Presque au même moment que cet appel aux Polonais, le tsar en a adressé un aux Ruthènes ou Russes sujets de l'Autriche : on se souvient de l'étrange procès que, tout récemment, le gouvernement autrichien faisait à des représentants de ce groupe ethnique asservi. Le tsar déclare que les Russes sujets de l'Autriche vont rentrer dans l'Empire moscovite.

Ces deux déclarations, jointes au dessein formel qu'a la France de ne conclure la paix qu'en libérant l'Alsace-Lorraine, assignent, dès maintenant, à la guerre présente un but précis : la guerre devra être poursuivie jusqu'à ce que ce but soit atteint. Sans doute, on peut dire qu'il y aurait quelque témérité à vendre la peau de l'ours avant qu'il soit tué, à disposer de territoires actuellement germaniques avant que l'Allemagne soit complètement terrassée.

Ces revendications, fondées sur le droit, peuvent, néanmoins, se formuler. La guerre durera ce qu'elle durera. Elle pourra être relativement courte si, dans « les batailles d'armées » qui sont imminentes, le succès favorise nettement et grandement les armes de la Triple-Entente et de ses nouveaux alliés; elle sera plus longue si les événements du début sont, contrairement à l'espoir fondé d'aujourd'hui, moins favorables. Mais la guerre sera poursuivie sans répit jusqu'à ce que le but sus-indiqué soit atteint. L'énorme effort auquel l'arrogance allemande a condamné les peuples de la Triple-Entente et leurs alliés nouveaux ne peut s'arrêter à mi-chemin et n'aboutir qu'à des résultats secondaires.

La France est encadrée, dans cette lutte suprême, par deux puissances dont la ténacité est universellement reconnue et s'est historiquement, à bien des reprises, démontrée, l'Angleterre et la Russie. Ces deux puissances ont nettement déclaré qu'elles iraient jusqu'au bout, qu'elles ne lâcheraient pas. Les engagements du tsar, confirmés par l'unanimité de la nation russe, sont on ne peut plus significatifs sur ce point. Quant à l'Angleterre, le nouveau ministre de la guerre de ce pays, soldat expérimenté et illustre, lord Kitchener, ne cache pas le ferme dessein de sa nation de faire une guerre très prolongée, si c'est nécessaire, de constituer une armée de 500.000 hommes et de jeter ces gros contingents graduellement, d'ici à quelques mois, sur le continent. La France, elle aussi, s'armera de constance et rivalisera, si c'est nécessaire, de persévérance et de sang-froid avec ses deux puissants alliés.

Ainsi, au point de vue politique et diplomatique, la situation de la Triple-Entente et de ses nouveaux alliés s'affermit chaque jour davantage et se présente comme de plus en plus favorable.

Au point de vue militaire, elle est également très réconfortante. Trois semaines vont s'être écoulées depuis la mobilisation allemande, qui a commencé, en réalité,

avant la fin de juillet; or, les Allemands, qui devaient occuper Nancy dès les premiers jours, attaquer nos troupes du Nord dès la fin de la première semaine, ont à peine franchi la frontière sur un ou deux points, tandis que nos troupes l'ont franchie sur des étendues considérables et avec de nombreux et éclatants succès.

L'offensive allemande s'est donc trouvée complètement déconcertée et ajournée. Or, on sait que, d'après les Allemands eux-mêmes, l'issue de la campagne devait dépendre de la rapidité foudroyante avec laquelle ils supposaient que leur offensive serait conduite. Il s'agissait de bousculer les troupes françaises en pleine mobilisation, de les écraser et de les disperser, dans le premier mois de la lutte, et de ramener alors la plus grande partie de leurs forces contre les Russes, dont on pensait que la mobilisation s'effectuerait avec lenteur.

Or, voilà trois semaines bientôt écoulées, et les troupes françaises occupent beaucoup plus de territoire allemand que les Allemands n'occupent de territoire français. Le jour approche où, la mobilisation russe étant complètement terminée, les vastes armées du tsar vont foncer sur les provinces orientales de l'Allemagne, et où il sera nécessaire à celle-ci d'y porter une grande partie de ses forces.

Cet énorme mécompte de l'Allemagne, ce retard considérable apporté à son offensive, viennent, sans doute, de la résistance magnifique des Belges, non seulement aux forts de Liège, mais sur tous les points de la Belgique. La civilisation ne saurait être assez reconnaissante à ce petit peuple qui, avec une admirable énergie, a contenu pendant quinze jours et plus les hordes germaniques.

Les forces françaises ne sont pas restées, cependant, inactives pendant ces trois semaines : elles ont pris, tout le long de la frontière, contact avec l'ennemi. Les combats se sont succédé, presque tous heureux pour nos troupes, témoignant de leur élan, de leur solidité, de la

supériorité de notre artillerie, de l'effet décisif de nos corps à corps à la baïonnette. Cette série de combats ne peut pas être regardée seulement comme des indices favorables permettant, justifiant tous les espoirs; elle a obtenu des résultats positifs importants.

Le général Joffre, commandant en chef, dans un télégramme du grand quartier général de l'armée de l'Est, en date du 18 août, les a, dans un langage précis et sans emphase, résumés : en Alsace et en Lorraine, les troupes françaises ont pris partout l'offensive et ont chassé l'ennemi, lui faisant de nombreux prisonniers, lui prenant des canons, des munitions de toutes sortes et un drapeau; les troupes françaises sont, en cette région, partout campées sur le territoire annexé par l'Allemagne.

Ce n'est là, sans doute, que la première phase de la guerre; ce ne sont encore que des engagements n'ayant compris chacun que quelques brigades ou quelques divisions. Ils n'en sont pas moins significatifs, quoiqu'il fût imprudent de s'en laisser griser et d'en tirer des augures certains sur l'issue et surtout sur la durée de la lutte.

La seconde période de la guerre va commencer, si même elle n'est commencée depuis quelques heures. On n'est pas bien fixé sur les mouvements des troupes allemandes en Belgique, lesquels sont couverts, sinon dissimulés, par une abondante cavalerie faisant des raids de tous côtés. Notre état-major doit connaître la situation réelle et juge inutile d'en informer le public. Le mois ne s'écoulera pas sans qu'il y ait eu quelque grande « bataille d'armées », suivant l'expression nouvelle, peut-être même plusieurs. Nous pouvons avoir pleine confiance dans nos troupes et dans leurs chefs. Nous savons qu'ils ont l'élan, l'audace; ils auront aussi la constance. Quelles seront les péripéties de cette grande lutte, la plus vaste et, sans doute aussi, la plus acharnée qu'aura connue l'humanité, il serait vain de le

rechercher. Le temps n'est plus où une seule bataille, Austerlitz, Iéna, décidait de tout le sort d'une campagne et imposait au vaincu immédiatement la paix. Il y aura, sans doute, des péripéties et certains mécomptes; il faut nous y préparer, envisager avec sang-froid et résolution des échecs s'il s'en présente. Puis, il ne faut pas transformer en échecs des mouvements stratégiques qui ont leur justification. On ne doit pas s'étonner de certains déplacements du front de la lutte ou des organes gouvernementaux. Que les autorités belges aient, par exemple, transporté leur résidence de Bruxelles, ville ouverte, à Anvers, place formidablement armée, il n'y a pas lieu de s'étonner ni de s'inquiéter. Cela ne révèle aucun incident fâcheux et correspond à un plan dès longtemps conçu.

Soit que les premières « batailles d'armées » favorisent nettement nos armes, soit qu'elles se trouvent pour nous moins favorables, la France se montrera certainement digne, par son esprit de sacrifice, par sa résolution, au besoin par son inébranlable persévérance, de la grande cause qu'elle soutient et qu'elle conduira, à travers tous les obstacles, à bonne fin. Les nouvelles des Serbes et des Russes sont excellentes et enregistrent des succès. Avec ses alliés, grands et petits, la France ne se lassera pas avant d'avoir fait triompher définitivement la civilisation et détruit pour toujours la barbarie teutonne.

La liberté des mers. L'assurance des risques de guerre. — On conçoit la nécessité de rétablir, le plus rapidement possible, la liberté des mers. La prépotence de la flotte britannique, aidée par la flotte française, doit obtenir, sans trop de délai, ce résultat.

La venue des approvisionnements en céréales, en cotons, en maïs, etc., pour le vieux monde, dépend de la sécurité complète des relations maritimes.

On n'a pas joui de cette sécurité dans la première

quinzaine du mois d'août. Une bonne partie des lignes régulières de navigation avait suspendu ses services. Les recettes de la première décade du mois d'août, pour le canal de Suez, n'ont produit qu'une somme de 2 millions 250.000 francs, contre 3.260.000 francs pour la même décade de 1913 et 3.010.000 francs pour celle de 1912; et, cependant, les tout premiers jours du mois n'avaient pu être impressionnés par les événements, aucune déclaration de guerre n'ayant encore été faite entre les grandes puissances de l'Europe occidentale et centrale[1].

Aujourd'hui, toutes les lignes allemandes sont naturellement suspendues. Les lignes anglaises, françaises, sans parler des néerlandaises, italiennes et autres, tout en maintenant leur activité propre, pourraient les remplacer. Mais, en ce qui concerne la navigation britannique et la navigation française, on a craint les croiseurs allemands et les navires de même nationalité transformés en croiseurs, tels que le *Kronprinz-Wilhelm* et le *Vaterland*. Il importe de purger les mers de ces croiseurs. Cela n'est pas très aisé. *The Economist* (de Londres) dit, dans son dernier numéro (15 août), qu'il y a dans l'Atlantique 24 croiseurs britanniques, sans compter les croiseurs français, qui cherchent à découvrir et à mettre hors d'état de nuire 5 croiseurs allemands qui sont supposés se trouver dans cet océan.

On a vu que les deux croiseurs allemands de la Méditerranée, le *Goeben* et le *Breslau*, qui avaient bombardé les deux villes algériennes ouvertes de Bône et de Philippeville, sont maintenant réfugiés dans les Dardanelles et ne donnent plus lieu à appréhension, quoique le pro-

1. Nous devons dire que la compagnie du canal de Suez a communiqué à la presse la note suivante :

« Le trafic du canal de Suez n'a pas été interrompu un seul jour. La dernière recette télégraphiée au siège de la compagnie, celle du 16 août, est de 390.000 francs, contre 230.000 francs pour la journée correspondante de 1913. »

cédé turc, en ce qui les concerne, suscite toujours les critiques les plus justifiées.

Quoi qu'il en soit, les inquiétudes que les croiseurs ou corsaires allemands entretenaient encore la semaine dernière tendent considérablement à s'apaiser. La baisse notable de la prime pour risques de guerre en fournit la preuve. Cette prime au Lloyd anglais s'élevait, le 6 août, à 20 guinées p. 100; elle tombe le 7 à 10 guinées, le 9 à 8, le 12 à 4 guinées, et le 14 à 3 guinées p. 100; c'est dire qu'elle a presque disparu. C'est là une énorme amélioration.

Il reste, cependant, quelques points sur les océans qui paraissent encore recéler quelque danger, à cause de la présence qu'on y suppose de croiseurs allemands, accompagnés de vaisseaux charbonniers pour les ravitailler; ces deux points sont, d'une part, les Antilles, et, de l'autre, le Pacifique central; mais il faut espérer que bientôt on aura nettoyé ces parages. Dès maintenant, on peut considérer la situation comme satisfaisante.

On sait que le gouvernement anglais et le gouvernement français ont assumé, dans certaines conditions, une participation jusqu'à 80 p. 100 de ces risques de guerre.

Les lignes de navigation française tendent à reprendre intégralement leur service; c'est ainsi que la Compagnie Transatlantique a décidé de faire partir de nouveau ses bateaux pour New-York, ainsi que pour le Vénézuéla, la Colombie, les Antilles françaises et, d'autre part, l'Amérique du Sud, le Brésil, l'Uruguay et l'Argentine. Voici les renseignements concernant le dernier départ pour New-York. Le 15 août, deux transatlantiques, *France* et *Chicago*, ont quitté le Havre. Le premier transportait 1.420 voyageurs, dont 490 de 1re classe, 430 de 2e classe et 500 de 3e classe. Le second a pris 398 voyageurs de 2e classe et 15 de 3e classe.

La compagnie des Messageries Maritimes, dont l'un

des paquebots, le *Saghalien,* subissait, il y a peu de jours, dans les Dardanelles les menaces du croiseur allemand *Breslau,* annonce, elle aussi, qu'elle va reprendre certains services un moment suspendus, et même étendre plusieurs de ses itinéraires. Elle va avoir, notamment, un service bihebdomadaire entre la France et la Russie. Nos deux principales Compagnies viennent de donner un bon exemple : on pense qu'il sera suivi par les autres sociétés d'armement. Une occasion s'offre, qu'elles doivent saisir, à nos compagnies de navigation de se substituer, au moins en partie, aux compagnies allemandes, qui ne peuvent plus tenir la mer à l'heure présente et qui, même après la paix, resteront atteintes d'un certain discrédit.

Par une coïncidence qui semble presque une ironie, le canal de Panama vient de s'ouvrir à la navigation le 15 août par la traversée du navire *Ancon,* appartenant au service du ministère de la guerre américain. Les écluses de Gatun ont été franchies, nous dit-on, en soixante-dix minutes. Il s'agit là, bien entendu, d'une ouverture officielle; on dit bien, il est vrai, que le canal est ouvert à la navigation commerciale; mais l'état présent du monde ne développera guère, pendant un certain temps, la fréquentation de la route nouvelle.

QUATRIÈME SEMAINE

Du 21 au 27 août 1914.

La bataille de Charleroi. — Echec, non défaite, pour les troupes françaises et britanniques. — Déclaration de lord Kitchener au Parlement anglais au sujet des effectifs prochains et futurs des armées anglaises opérant sur le continent. — La France est loin d'avoir mobilisé toutes les classes aptes au service. — Résistance héroïque des Belges.

Succès des Serbes. — La mobilisation russe rapidement effectuée. — Avance triomphale des Russes dans la Prusse orientale : leurs victoires ou succès.

La comparaison des ressources effectives de l'Allemagne et de la France en hommes doit s'établir sur la population respective des deux pays il y a vingt ans, et non sur la population respective actuelle : calculs à ce sujet.

Imperturbable constance et longue persévérance nécessaires aux membres de la Triple-Entente.

Le ministère de la Défense nationale.

La grande bataille que chacun attendait avec anxiété, depuis une semaine ou plus, vient de se livrer en Belgique. Elle avait pour objet de dégager des Allemands ce vaillant petit pays. Nos troupes, y compris celles des Anglais, nos alliés, ont pris l'offensive sur toute la ligne depuis la Lorraine. L'effort principal a eu lieu sur la rive gauche de la Sambre, entre Mons et Charleroi. Après trois jours de lutte acharnée, jugeant que notre offensive ne pouvait aboutir cette fois à déloger les masses ennemies, sensiblement plus nombreuses que les nôtres, et qu'en s'obstinant dans ce dessein prématuré on perdrait inutilement un grand nombre de vies humaines, le général en chef a ordonné à nos armées de se replier sur leurs positions primitives, celles dont elles ne se seraient pas départies si l'invasion du terri-

toire neutre de la Belgique par les troupes allemandes n'avait pas eu lieu.

Le *Communiqué* officiel relatif à cette grande bataille et aux emplacements qui en sont résultés pour nos armées est très digne; il offre tous les caractères de la véracité; il est confirmé, les Anglais ayant été chaudement engagés dans cette série de combats, par un communiqué officiel britannique; il est confirmé aussi par les déclarations très nettes qu'ont faites au Parlement anglais, dans la journée de lundi, M. Asquith, président du Conseil des ministres, et lord Kitchener, ministre de la guerre. Les indications fournies dans les trois journées qui ont suivi cette grande bataille témoignent également que ces communications n'ont aucunement déguisé ni atténué la vérité. La lutte a repris et continue.

Nous avons donc subi un échec, non pas une défaite; nos armées ont éprouvé, ce qui était inévitable avec un pareil choc, soutenu trois jours durant et avec de pareilles masses, des pertes notables; celles des Allemands apparaissent plutôt comme supérieures; mais nos armées restent intactes, pleines d'entrain et d'espoir; c'est là le grand point.

Ce grave mécompte est surtout regrettable parce que, si notre offensive avait réussi, si nous étions parvenus à déloger les Allemands des rives de la Sambre, ce qui eût entraîné, sans doute, l'évacuation de Bruxelles, nous aurions rendu à l'héroïque population belge un très grand service; en outre, la guerre eût apparu comme ayant des chances d'être abrégée; on eût pu espérer qu'elle eût fini, par exemple, en trois mois, les Allemands, rejetés à une bonne distance de notre frontière, ayant eu alors peu de chances de pouvoir reprendre avec succès leur marche en avant.

C'est partie remise; cela demandera plus de temps. L'opinion publique française doit s'habituer, et elle s'habitue, à l'idée que la guerre durera, par exemple,

jusqu'à la fin de l'année en cours, que, peut-être même, elle s'étendra sur l'année prochaine. La guerre de 1870-1871, quoique, dès le début, elle ait été caractérisée par des séries de revers dont certains déconcertaient l'imagination, a bien duré sept mois. La France peut, s'il est nécessaire, supporter la guerre présente pendant une durée pareille, même en supposant, ce qui n'est pas, une notable partie du territoire envahi. Nous sommes encadrés par des alliés : les Russes et les Anglais à longue patience. Lord Kitchener, le ministre britannique de la guerre, a déclaré lundi, au Parlement, que l'armée britannique en campagne sur le continent serait portée, dans les six ou sept prochains mois, à un total de 30 divisions, et que si la guerre se prolongeait davantage, le Parlement et le peuple de la Grande-Bretagne ne reculeraient pas devant des sacrifices plus considérables encore. Nous voilà prévenus : six ou sept mois de guerre, peut-être davantage.

La guerre présente, où nos troupes ont fait preuve des plus brillantes et des plus solides qualités, où elles ont obtenu de nombreux avantages et où, dans la grande bataille dernière, quoique très inférieures en nombre, elles n'ont pas plié, où elles n'ont éprouvé aucune défaite, peut bien durer un temps analogue. Tout le monde actuellement y est préparé et envisage avec sang-froid cette éventualité.

Absolument rien n'est compromis. Il n'y a pas lieu de se laisser impressionner par les patrouilles de uhlans que les Allemands envoient jusqu'à 50 kilomètres au delà de leur front, non plus que par les automobiles canonnières qui font aussi des *raids* pour semer la terreur; ce sont là des incidents pénibles, mais sans portée. Le résultat final, le dénouement, qui seul importe, apparaît toujours comme devant être favorable aux alliés, aux Français, aux Russes, aux Anglais, aux Serbes, auxquels il faut joindre, dans l'extrême Orient, les Japonais. C'est toute la civilisation qui est en jeu,

l'indépendance des Etats divers, contre l'odieuse et arrogante domination teutonne. La cause est splendide; elle anime et soutient tous ceux qui luttent contre l'esprit insatiable de domination des hordes germaniques.

Puisque l'on a constaté une disproportion numérique entre les troupes françaises et anglaises d'une part, et les troupes allemandes de l'autre, en Belgique et même en Lorraine, il faut s'occuper, et l'on en a les moyens, de supprimer ou de réduire notablement cette disproportion.

La France est loin d'avoir mobilisé toutes les classes qui légalement, et l'on peut dire aussi physiquement, sont astreintes au service militaire en temps de guerre. Notre mobilisation s'étant faite avec un magnifique succès, le déchet des appelés ayant été presque nul, tandis qu'on s'attendait à un déchet d'une certaine importance, il en est résulté qu'on a cessé d'incorporer une bonne demi-douzaine de classes, qui sont fort en état de prendre part à la lutte. On a renvoyé dans leurs foyers beaucoup d'hommes qu'on avait d'abord appelés; et ceux-ci, bien loin de s'en montrer joyeux, s'en sont montrés peinés. Il y a eu, jusque dans la presse, des complaintes sur ces *mobilisables* qui n'ont pas été *mobilisés* et sur les inconvénients de cette situation mal définie. Rien ne serait plus simple que d'appeler, graduellement tout au moins, plusieurs de ces six ou sept classes. On obtiendrait ainsi facilement 700 à 800.000 hommes. Il faut ajouter que beaucoup de régiments ou de dépôts sont encore loin de la frontière, que dans certains les permissionnaires sont assez nombreux.

Nous n'avons nullement l'intention de faire la leçon à l'administration de la guerre, seule responsable, et dont la responsabilité doit être entièrement respectée; mais on peut l'assurer que, si elle appelle, sans tarder, plusieurs classes de mobilisables, l'opinion publique et les intéressés eux-mêmes, dans cette lutte suprême que la nation doit subir avec constance et jusqu'au bout,

bien loin d'en éprouver du regret, en auront de la satisfaction et de la joie.

Ajoutons que, d'ici à deux ou trois mois, graduellement, les forces britanniques, dans notre département du Nord ou en Belgique, pourront être accrues de 120.000 à 150.000 hommes, sinon plus; il y a même cette circonstance importante, dont il faut tenir compte, c'est que, maîtres de la mer, les Anglais ont le choix de débarquer leurs troupes soit dans nos lignes, soit en Belgique, par Ostende ou Anvers, de manière à attaquer les communications allemandes et à y jeter une perturbation qui pourrait être fatale à l'envahisseur. L'admirable armée belge, à l'abri de la forteresse imprenable et indéfiniment alimentée d'Anvers, retient aussi au moins 100.000 Allemands, et menace toujours de les couper, en cas d'échec.

Si l'on prend, enfin, en considération tous les engagements étrangers qui affluent, qui demandent, il est vrai, du temps pour être susceptibles d'un service efficace, on peut dire que, avec nos classes encore mobilisables, les corps ou détachements dispersés sur la surface du pays, l'accroissement certain des troupes britanniques, il y a un million d'hommes qui peut graduellement, mais assez rapidement, venir accroître la force active de nos armées.

Tout cela répond que l'espoir en une très satisfaisante issue finale est justifié. Ce qui vient encore à l'appui, ce sont les succès de nos alliés.

Il faut envisager cette guerre de nations dans toute son ampleur et sur tous les théâtres de la lutte. Les Serbes ont remporté une splendide victoire sur les Autrichiens; ils vont bientôt, maîtres de la Bosnie et de l'Herzégovine, déborder en Autriche. Les Russes ont avancé leur mobilisation, qui s'est effectuée bien plus rapidement qu'on ne le supposait. Une partie de leur armée, la moindre, balaye les Autrichiens. On peut dire qu'il y a de grandes chances pour que l'Autriche-

Hongrie, qui a déchaîné sur le monde cette guerre sans précédent et inexpiable, soit, dans un délai assez bref, six semaines ou deux mois, sinon moins même, mise quasi hors de combat.

L'offensive russe a commencé à porter son principal effort contre l'Allemagne; elle a gagné une magnifique bataille sur les corps allemands qui gardaient l'Allemagne orientale; ceux-ci sont, en partie, disloqués. L'éclatante victoire de Gumbinnen, suivie d'une seconde victoire à Allenstein, l'occupation d'Insterburg, d'une part, de Lick, puis, plus au sud, de Willemberg et de Soldau, donnent aux Russes la maîtrise presque complète de la province de la Prusse orientale. On apprend aujourd'hui que les troupes russes viennent d'occuper Osterode, tout à l'extrémité de cette province; elles se trouvent ainsi à 450 kilomètres environ de Berlin.

Il serait, sans doute, excessif de croire que les vainqueurs de Gumbinnen vont se diriger sur Berlin à marches forcées, sans rencontrer aucun obstacle, soit dans de nouveaux contingents allemands, soit dans les forteresses qu'il faut, sinon prendre de vive force, du moins tourner et surveiller par des corps d'observation. Mais il n'est pas indispensable que les Russes soient à Berlin pour que la pression exercée par leurs armées en marche sur l'Allemagne soit formidable : supposez-les, dans six semaines ou deux mois, ayant fait avec succès la moitié de la route et se tenant à 200 ou 220 kilomètres de Berlin, il est clair que la situation de l'Allemagne serait singulièrement critique.

Elle le serait tout à fait si alors nous reprenions l'offensive; or, si, dans l'état présent, avec la plus grande partie des immenses forces allemandes sur nos frontières, avec un grand nombre de nos classes mobilisables non mobilisées, la défensive peut s'imposer à nous, rien ne dit qu'elle doive être éternelle.

Qu'on nous permette de relever ici une erreur générale. Quand on compare, au point de vue des forces mili-

taires, les populations de la France et de l'Allemagne, on prend les chiffres les plus récents : 39 1/2 millions d'habitants pour la France, 67 1/2 millions pour l'Allemagne; or, la comparaison ainsi faite est très défectueuse; ce que l'on doit considérer, c'est le chiffre des hommes au-dessus de 20 ans dans les deux pays; par conséquent, il faut se référer aux chiffres de la population il y a vingt ans; or, en 1895, la France comptait environ 39 millions d'habitants, guère moins qu'aujourd'hui; l'Allemagne avait, en ladite année, 52.280.000 âmes[1], soit 13 millions en nombre rond, ou 33 p. 100, de plus que la France. On avouera que cet écart doit bien être comblé par les contingents anglais, belges et surtout russes.

Quand donc nous affirmons notre confiance inébranlée dans le succès final, qui est et doit rester celle de tous les Français, nous n'obéissons pas à un simple sentiment, c'est sur les raisonnements les plus positifs que repose cette confiance.

La civilisation triomphera de la barbarie teutonne; la Belgique sera délivrée de l'odieuse invasion allemande et elle recevra toutes les réparations, toutes les compensations, toutes les garanties auxquelles elle a droit; l'Alsace-Lorraine sera complètement libérée et réunie à la mère patrie de son choix; la Pologne, conformément à la déclaration du tsar, sera, sous sa direction et son autorité, reconstituée avec une large autonomie; la Russie, la Serbie, l'Angleterre, recevront, en outre, toutes les satisfactions, toutes les compensations auxquelles elles peuvent légitimement prétendre; les nationalités opprimées par l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne seront délivrées. Pour que ce jour de justice luise enfin sur le monde, pour que la civilisation européenne soit dégagée de la tyrannie teutonne, des menaces teutonnes, du cauchemar teuton, il suffit, avec l'imperturbable constance de ses alliés, grands et petits,

1. *Statistiches Yahrbuch für das Deutsche Reich*, 1913, page 2.

que la France garde toujours son sang-froid, son esprit de sacrifice, qu'elle ait autant de persévérance qu'elle a eu d'élan; elle en sera amplement récompensée : une ère nouvelle s'ouvrira, pour elle, comme pour le monde civilisé tout entier.

Le ministère de Défense nationale. — On parlait, depuis quelques jours, de remaniements ministériels. Le fait est actuellement acquis : le ministère Viviani a donné sa démission; il était clair que cette équipe ministérielle, toute considération politique laissée de côté, déjà médiocre en temps ordinaire, était d'une manifeste insuffisance dans les temps de grand danger national, d'immense tâche nationale devant lesquels se trouve la France.

Le président de la République a chargé M. Viviani de constituer le nouveau cabinet. La constitution s'en est faite rapidement. Plusieurs des hommes principaux du parti républicain de toutes nuances, MM. Briand, Delcassé, Ribot, Millerand, sont entrés dans le cabinet nouveau. On y a adjoint deux députés socialistes : M. Sembat et M. Jules Guesde. On a donc voulu donner au ministère une base très étendue. L'opposition n'est pas représentée dans ce cabinet; mais elle a trop le sentiment patriotique pour ne pas le soutenir dans sa tâche, qui est essentiellement et uniquement la défense nationale.

Voici la composition du nouveau cabinet :

MM. Viviani, président du Conseil, sans portefeuille; Briand, justice, vice-président du Conseil; Delcassé, affaires étrangères; Malvy, intérieur; A. Millerand, guerre; Augagneur, marine; Ribot, finances; Fernand-David, agriculture; Sembat, travaux publics; Bienvenu Martin, travail; Thomson, commerce, postes; Sarraut, instruction publique; Doumergue, colonies; Jules Guesde, sans portefeuille.

Ainsi constitué, le nouveau ministère paraît devoir

être plus à la hauteur des si graves circonstances actuelles que ne l'était le précédent.

L'homme principal dans ce remaniement, c'est M. Millerand, qui reprend le ministère de la guerre qu'il avait déjà précédemment occupé. M. Millerand est, par excellence, un laborieux acharné, et on lui reconnaît des talents d'organisateur. Il saura, nous n'en doutons pas, tirer rapidement de la France toutes les ressources militaires qu'elle possède et leur donner le meilleur emploi pour la défense et le triomphe du pays. Nous signalions plus haut qu'une demi-douzaine de classes mobilisables n'ont pas encore été mobilisées; bien plus, parmi les cinq dernières classes actuellement mobilisées, il semble que la moitié des effectifs fournis n'ait reçu encore aucune destination. Il y a là près d'un million d'hommes disponibles pour accroître notre défense. M. Millerand, nous n'en doutons pas, avec ses connaissances militaires déjà acquises, sa puissance de travail, ses dons d'organisation, saura mettre en valeur les grandes réserves d'hommes que possède encore le pays.

CINQUIÈME SEMAINE

Du 28 août au 3 septembre 1914.

Nos lignes de l'Est restent fermes ; Nancy demeure inviolé ; Verdun n'est pas attaqué. — L'invasion, après la bataille de Charleroi, vient par le Nord : le communiqué officiel du 28 août annonce que notre front est sur les bords de la Somme. — Brillant succès à Guise. — Le camp retranché de Paris. — Toutes nos armées demeurent intactes. — Conjectures sur le siège de Paris. — La retraite française s'effectue au sud-est de la capitale. — Proclamation gouvernementale annonçant le départ pour Bordeaux des pouvoirs publics.

La France est loin d'avoir réalisé son maximum d'efforts.

Les Russes poursuivent leurs succès en Prusse orientale et en Galicie. — Les Allemands transportent des troupes de leur front occidental à leur front oriental.

Les événements de guerre ont suivi le cours que les renseignements de la fin de la semaine dernière faisaient pressentir. Sur l'immense front allant du milieu de la Belgique aux Vosges les succès ont été divers. A notre droite, dans les Vosges et en Lorraine, nous avons maintenu fermement nos positions et nous prenions même l'offensive avec avantage. Nancy, dont on prévoyait avant la guerre l'abandon dès les premiers jours des hostilités, demeurait, aux dernières nouvelles, inviolé. Sur notre centre, dans la direction de la Meuse, entre Verdun et Mézières, notre résistance a également arrêté l'ennemi. Sur toute cette partie du front, les Allemands n'ont pu guère progresser et ne se sont pas avancés sensiblement sur notre territoire.

La partie faible de nos lignes a été et reste celle qui regarde le nord. Les Allemands, suivant leur plan longuement prémédité, avaient porté tous leurs efforts de ce

côté. Leur succès dans la grande bataille de quatre jours en Belgique et sur notre frontière septentrionale, dans les journées du 22 au 26 août, leur a permis, quoique nos lignes n'aient été nulle part rompues, de prendre une avance continue. La réalité de la situation est apparue aux yeux de tous quand le communiqué gouvernemental du vendredi 28 août annonça que notre front se trouvait sur les bords de la Somme. Depuis lors, nous avons eu un brillant succès à Guise, rejetant l'ennemi en arrière. Mais notre gauche n'a pas pu contenir la droite allemande où l'ennemi avait concentré ses plus grandes forces et son principal effort. L'admirable tenue et l'infatigable vaillance des troupes anglaises, en liaison parfaite avec les nôtres, n'ont réussi qu'à ralentir et non à arrêter définitivement la marche allemande.

Paris étant à une médiocre distance de la frontière belge, il en résulte que des corps allemands en approchent. Cette éventualité, si regrettable qu'elle soit, était prévue, puisque l'on avait pris soin de doubler les forts établis sous le règne de Louis-Philippe, et de faire de la région de Paris un camp retranché. Les forts ont été reportés à une plus grande distance, si bien que le camp retranché comprend une bonne partie du département de Seine-et-Oise, notamment Versailles. Ce camp retranché a un diamètre de 45 kilomètres approximativement dans un sens et 35 dans l'autre; la ceinture entière des forts représente 145 kilomètres environ.

Voilà donc l'ennemi, du moins une partie des forces ennemies, celles venant de Belgique, sous Paris. Les autres forces allemandes, celles provenant de la Meuse, de Lorraine, des Vosges, en sont encore à 160 ou 200 kilomètres.

C'est une nouvelle phase de la guerre qui s'ouvre; cela n'implique rien au point de vue de l'issue.

Nos armées sont intactes : celle du Nord, ayant affaire à des forces beaucoup plus nombreuses qu'elle, a effectué son mouvement de repliement avec une constance et

une tenue admirables. Nos lignes n'ont été nulle part brisées; il y a eu des échecs, dus en général à l'inégalité des effectifs, mais il n'y a pas eu de défaite. Nos troupes sont partout en bon ordre, partout prêtes au combat. La population civile, à Paris comme ailleurs, est parfaitement résolue; elle entend, comme l'ont proclamé, en même temps que nous, nos alliés : les Anglais, les Russes, les Belges, aller jusqu'au bout, jusqu'au succès final, qui, malgré ces tristes péripéties, ne paraît toujours pas douteux.

En 1870-1871, alors que Paris était complètement investi (et il n'est nullement sûr qu'il puisse l'être de nouveau) et que la France avait perdu toutes ses armées régulières, la guerre a duré cinq mois après la capitulation de Sedan. Il n'y a aucune raison pour que cette année-ci elle dure moins; les raisons, au contraire, de prolonger la lutte sont beaucoup plus fortes aujourd'hui qu'il y a quarante-quatre ans. Alors, nous étions abandonnés à nous-mêmes, avec l'Europe indifférente, sinon peu sympathique. Aujourd'hui, nous avons des alliés déterminés, redoutables, les Russes, les Anglais, les Serbes, qui tous ont juré de prolonger la guerre jusqu'au succès complet.

La population française, sur tout le territoire, dans toutes les classes, est déterminée à ne jamais fausser compagnie à nos alliés. La paix sera commune, elle se fera par le commun accord de tous, quand le but sera atteint, c'est-à-dire quand l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie succomberont à bout d'efforts.

Le jeu de l'Allemagne est très simple : c'est celui d'Horace contre les trois Curiaces; elle fait un effort prodigieux pour abattre rapidement son « principal adversaire » (c'est ainsi qu'elle nous a désignés) et se retourner ensuite, avec le gros de ses forces, contre son autre adversaire redoutable. La France ne peut se prêter à ce jeu; c'est pour cela qu'elle a tenu essentiellement à n'engager sur aucun terrain une partie décisive et à tenir

toutes ses armées en bon ordre et en parfaite liaison les unes avec les autres. Elle y a réussi; ses moyens de lutte restent quasi entiers.

La pointe allemande sur Paris, réalisée avec d'énormes sacrifices, place les armées germaniques dans une position périlleuse. C'est une colonne massive qui a foncé sur Paris et qu'on n'a pu retenir; les Allemands ne se sont pas étendus le long du parcours entre la Belgique et la Seine : le communiqué officiel du 2 septembre annonce, en effet, que, dans la région du Nord, on ne signale pas d'ennemis à Lille, Arras, Douai, Béthune, Lens; c'est dire combien la colonne allemande qui s'est ruée sur Paris manque de base. L'immense ligne de communications que les Allemands doivent maintenir d'Aix-la-Chapelle à Paris par la Belgique est fragile et peut se prêter à des retours de fortune. Cette éventualité de la présence prochaine des Allemands sous Paris, tout le monde la prévoyait, et nous notamment quand, il y a huit jours, examinant les projets d'honorables philanthropes qui, pour la reprise du travail, préconisaient de détruire les maisons réputées insalubres pour en édifier d'autres, nous disions que la première, l'unique tâche pour le moment était de compléter les travaux défensifs du camp retranché de Paris.

Quelle sera la durée de la résistance de Paris, en supposant que les armées allemandes parviennent à investir notre capitale? Le siège de Paris en 1870-1871 a duré quatre mois et demi, de septembre jusque vers la fin de janvier. On doit s'efforcer que la résistance de Paris, cette fois-ci, soit aussi prolongée; et ce n'est certainement pas le courage soit de nos forces armées, soit de la population civile, qui est exposé à une défaillance. Chacun a rendu témoignage à l'admirable, l'héroïque sentiment patriotique qui s'est manifesté dans toute la France à l'explosion de cette guerre et qui n'a subi, qui ne subira, jusqu'au succès final, aucune atteinte.

Il faut, en tout cas, que l'étranger se pénètre bien de

l'idée que Paris n'est pas la France et qu'il ne suffirait pas, ce qui n'est pas le cas actuellement, d'occuper une douzaine de départements français pour tenir la France à merci. Pour qu'il y ait chance qu'il en fût ainsi, il faudrait tout au moins que les armées ennemies eussent poussé jusqu'à l'Atlantique et aux Pyrénées.

Un grand point, c'est que nos armées ne s'enferment pas dans Paris. Il faut que, tout en soutenant notre capitale, elles gardent toute la liberté de leurs mouvements; telle est l'opinion, non seulement de l'ensemble de la population française, mais encore de tous les civils qui se trouvent à Paris et veulent y rester.

Aussi a-t-on unanimement approuvé le communiqué officiel du 1er septembre, 23 heures, ainsi conçu : « A notre aile gauche, par suite de la continuation du mouvement enveloppant des Allemands, et dans le but de ne pas accepter une action décisive qui aurait pu être engagée dans de mauvaises conditions, nos troupes se sont repliées partie vers le sud, partie vers le sud-ouest. »

C'est bien là la tactique indiquée. L'ensemble de nos troupes doit garder toute sa liberté et rester en communication avec le reste de la France.

Il est naturel également et utile que, dans les circonstances présentes, le gouvernement ne reste pas à Paris. Le président de la République, les ministres et les chefs des principales administrations devaient nécessairement se rendre à Bordeaux, afin d'y diriger, en toute liberté d'esprit, la défense nationale sur l'ensemble du territoire, de rendre cette défense, nous ne disons pas seulement aussi énergique, mais aussi active que possible. La proclamation du gouvernement à ce sujet, en date du 3 septembre, était prévue; elle doit, comme la décision prise, être hautement approuvée.

Le gouvernement s'est décidé à « convoquer sans délai les réservistes de l'armée territoriale de toutes classes non encore rappelés et habitant les régions du nord et du nord-est de la France ». C'est pour tout le terri-

toire que cette convocation doit être faite ; elle a beaucoup trop tardé ; nous le faisions remarquer il y a huit jours. Si l'on n'avait pas, au début de la mobilisation, renvoyé dans leurs foyers un grand nombre de mobilisés appelés, l'inégalité des effectifs entre les troupes françaises et les troupes allemandes ne se serait pas produite ou aurait été très atténuée. Comme nous le disions la semaine dernière, il y a, outre de très nombreux permissionnaires dans certains corps, six à sept classes de mobilisables qui n'ont pas été mobilisées ; cela représente 700 à 800.000 hommes et, avec l'accroissement prévu, d'ici à plusieurs mois, des effectifs anglais, près de 1 million d'hommes.

La France est donc très loin d'avoir fourni son maximum d'efforts.

L'Allemagne, au contraire, qui, ayant un projet arrêté d'agression, avait effectué sa concentration huit jours avant nous, paraît avoir fourni son maximum d'efforts. Or, elle est vivement pressée à l'est par les Russes, nos alliés, dont les ressources en hommes peuvent être regardées comme inépuisables.

Les Russes se sont déjà avancés de 200 kilomètres environ dans l'intérieur de l'Allemagne ; ils sont maintenant à 400 kilomètres au plus de Berlin. Ils étaient hier encore en partie retenus par leur lutte en Galicie contre les Autrichiens ; mais ils viennent, après une série d'importants succès préliminaires, de remporter sur les armées de l'Autriche-Hongrie une victoire, qui paraît décisive, à Lemberg, capitale de la Galicie. A partir d'aujourd'hui, les Russes vont donc avoir les coudées plus franches pour avancer en Allemagne. Sans doute, ils y rencontreront des obstacles, et déjà l'on dit que les Allemands sont en train de transporter des corps d'armée de Belgique vers la Prusse orientale. Notre mission ici, mission de sacrifice, est de retenir tous les effectifs allemands qui sont sur notre territoire.

Les troupes russes vont se fortifier, d'autre part, de

contingents nouveaux. C'est aussi le moment psychologique que doivent saisir, pour une sérieuse intervention armée, les puissances jusqu'ici neutres, mais sympathiques à nous, qui ont des revendications, des reprises à exercer sur les deux nations de proie; la Roumanie et l'Italie, si elles laissent passer cette heure décisive pour la libération de leurs congénères, risquent de ne pas retrouver cette occasion dans tout le cours du présent siècle.

De toutes ces circonstances ressort l'espoir très justifié que, dans quatre à cinq semaines, les troupes russes, dégagées de toute appréhension du côté des Autrichiens, pourraient se trouver sur les bords de l'Oder, à moins d'une centaine de kilomètres de Berlin et de Dresde, ayant leurs effectifs continuellement renforcés, presque intacts, tandis que les armées de l'Allemagne seront de plus en plus affaiblies.

Ainsi, le succès final apparaît toujours comme certain, comportant, avec la fin de l'hégémonie allemande, l'affranchissement complet de toutes les populations que les deux nations de proie tiennent asservies.

Les épreuves que nous traversons, si pénibles qu'elles soient, n'ont rien qui soit de nature à affaiblir notre courage et à diminuer notre confiance. La France, comme la Belgique, joue une partie, la partie jusqu'ici sacrifiée, dans une lutte gigantesque; elle va être de plus en plus efficacement soutenue par des alliés inébranlables et aux ressources indéfinies. La victoire commune, malgré des péripéties pénibles, est assurée avec toutes les réparations nécessaires.

SIXIÈME SEMAINE

Du 4 au 10 septembre 1914.

La déclaration de Londres du 5 septembre : les membres de la Triple-Entente s'interdisent toute paix séparée.

Les Allemands se détournent de Paris et font une marche forcée vers le Sud-Est. — Diminution de la population de Paris par les départs. — Préparation et engagement d'une immense bataille des environs de Meaux aux Vosges.

Depuis notre dernier bulletin, des événements considérables se sont produits, d'ordre politique et d'ordre militaire, les uns et les autres avantageux à notre cause.

Le grand événement politique, c'est la déclaration de Londres, l'engagement formel, pris par les trois principales puissances alliées, la Grande-Bretagne, la France et la Russie, de « ne pas conclure de paix séparée au cours de la présente guerre. Les trois gouvernements conviennent que, lorsqu'il y aura lieu de discuter les termes de la paix, aucune des puissances alliées ne pourra poser de conditions de paix sans accord préalable avec chacun des autres alliés ».

Cette déclaration, en date du 5 septembre, mérite l'applaudissement de tous les Français. On peut dire qu'elle n'était pas nécessaire, en ce sens que la plus élémentaire conception de l'honneur et le sens le plus rudimentaire aussi de l'intérêt national devaient écarter, comme perverse, honteuse et contraire au bien public, toute pensée d'effectuer une paix séparée.

Quelle signification auraient les alliances si les alliés se réservaient *in petto* la faculté de se fausser compagnie les uns aux autres ? Celui qui tiendrait une pareille conduite se mettrait au ban de l'opinion publique univer-

selle; il se condamnerait à ne plus rencontrer parmi les nations aucune amitié, aucune sympathie.

Et, cependant, l'Allemagne, qui n'a cessé de pratiquer la fourberie, paraissait espérer, d'après certains bruits, qu'elle pourrait détacher la France de l'Angleterre et de la Russie. L'Allemagne a donné tant de preuves depuis longtemps, et notamment depuis deux mois, de sa méconnaissance de tout principe d'honneur et de loyauté, qu'il est possible qu'elle intriguât pour obtenir ce résultat.

Nous eussions été une nation abjecte si nous nous fussions prêtés à une semblable manœuvre; et, de plus, nous eussions été une nation aussi stupide qu'abjecte. Ayant fait, vaille que vaille, une paix séparée avec la France, l'Allemagne eût porté toutes ses forces sur la Russie, pensant l'écraser, et, si elle y eût réussi, dans trois ou quatre ans, nous ayant brouillés définitivement avec la Russie, l'Angleterre, la Belgique et, d'ailleurs, avec toutes les nations honnêtes, l'Allemagne se fût retournée contre la France avec l'intégrité de ses forces terrestres et navales.

Ni stupide ni abjecte ne veut être la France; elle tient fermement, elle tiendra toujours et de plus en plus étroitement avec l'Angleterre, la Russie et les vaillants petits peuples qui se sont rangés aux côtés de la Triple-Entente; pas de paix séparée; pas de négociations séparées; une paix conclue d'un commun accord entre tous les alliés quand le moment sera venu, et ce moment apparaît encore comme fort éloigné. Les Anglais déclarent être prêts à faire la guerre durant deux ans et plus, si c'est nécessaire; les Russes affirment le même dessein; nous ne croyons pas, quant à nous, quoique la guerre nous apparaisse comme devant être de longue durée, qu'elle puisse se prolonger autant; mais elle durera ce qu'elle durera, et l'on trouvera jusqu'au bout la France combattant énergiquement aux côtés de l'Angleterre et de la Russie, jusqu'au triomphe final, complet et durable.

La déclaration des trois puissances, si elle apparais-

sait à la généralité des Français comme superflue, tellement elle répond à des sentiments naturels d'honneur et d'intérêt bien entendu, a, néanmoins, une grande portée. Elle ferme chez nous la bouche à certains bas intrigants, dignes de l'universel mépris. Et surtout, elle témoigne au dehors que la France ne se sent aucunement fatiguée, aucunement alarmée, qu'elle est pleine de décision et de constance. Elle donne aussi sa signification réelle au départ des pouvoirs publics pour Bordeaux; c'est une nouvelle période de la lutte qui s'ouvre, et la France y montrera autant d'entrain et d'endurance que pendant la période précédente; rien ne lassera notre constance et n'entamera notre confiance.

Voilà le grand fait politique; voici maintenant le grand fait militaire. Quand a paru notre dernier bulletin, on s'attendait à ce que les Allemands, qui avaient montré tant d'audace et subi tant de pertes pour se pousser jusqu'à Paris, fissent une ruée sur nos forts et sur notre enceinte. Ils devaient sacrifier quelque nombre d'hommes que ce fût pour tenter de prendre Paris par un coup de force. Paris était décidé à repousser énergiquement ce terrible assaut.

Or, voici que tout est changé : les Allemands se sont détournés de Paris : leur armée en a abandonné les environs, jusqu'à une distance assez grande, et s'est mise à faire une marche précipitée vers l'Est.

Quelles sont les raisons de ce brusque changement de plan? Elles peuvent être d'ordre politique ou d'ordre militaire. Au point de vue politique, les Allemands ont pu se convaincre que, même s'ils arrivaient, avec des sacrifices colossaux, à s'emparer de Paris, ils n'auraient aucunement avancé leurs affaires : les pouvoirs publics sont partis; les grands organismes financiers ont déménagé tout ou presque tout leur avoir; la plupart des hommes importants, en quelque ordre d'activité que ce soit, sont partis; la population elle-même s'est beaucoup réduite. On vient de faire à Paris un recensement en vue

des approvisionnements de siège et du rationnement de certaines denrées, si c'est nécessaire. Or, en 1911, dernier recensement quinquennal, on comptait à Paris 1.123.634 ménages et 2.883.551 habitants ; dans les trois ans écoulés depuis lors, le nombre des ménages et celui des habitants ont bien dû augmenter, conformément aux antécédents, de 6 à 7 p. 100 au moins ; tout au contraire, le recensement qui vient d'être fait ne constate plus officiellement que 887.267 ménages et 2.006.786 personnes ; c'est, en nombre rond, une diminution de 877.000 âmes.

Ainsi, en supposant que les Allemands, après des sacrifices colossaux, parvinssent à prendre Paris, ils ne tiendraient ni le Paris politique, ni le Paris financier, ni le Paris mondain, ni le Paris industriel et commercial ; comme on connaît la déplorable manie des Allemands de prendre des otages dans la population civile, la généralité des gens qui, à tort ou à raison, se jugent importants a quitté Paris ; il n'en reste que quelques rares, d'un sang-froid au-dessus de la moyenne, dont la capture ne procurerait aux Allemands aucun bénéfice et serait loin de valoir le sacrifice pour eux de 60.000 à 80.000 de leurs compatriotes ; quant à ce qui concerne le bloc de la population, les Allemands auraient le squelette d'une ville dont le nombre des habitants se serait réduit de 887.000 âmes, soit de plus d'un tiers, les plus valides, les plus aisés, les plus actifs étant partis.

Il est possible que, dans ces conditions, les Allemands se soient dit que la prise de Paris ne compenserait pas les immenses sacrifices et les énormes risques qu'elle comporterait.

Il est possible aussi que, au point de vue militaire, les Allemands aient réfléchi que leur situation sur Paris et même à Paris, comme maîtres de cette ville, serait bien périlleuse, avec une ligne de communications aussi énorme qu'étroite de Paris à Aix-la-Chapelle, en passant par la Belgique. Comme nous l'avons dit dans notre précédent bulletin, les Allemands occupent, en réalité,

une très petite surface du territoire français; leur occupation est toute en longueur, sans aucune largeur; c'est une colonne qui s'est avancée et qui n'a qu'une très modique épaisseur; c'est un simple ruban; on a comparé même cette poussée des Allemands en France à une flèche lancée avec force; l'occupation allemande n'a donc aucune base large et solide. Au moment où nous revoyons ces lignes, une preuve positive encore nous est apportée de l'étroitesse, malgré sa longueur, du territoire occupé par les Allemands. La ville de Beauvais se trouve en plein dans la zone qu'ils ont parcourue du Nord à Paris; or, le maire de Beauvais envoie aux journaux un avis pour déclarer que « Beauvais est indemne », qu' « aucun Allemand n'est encore entré dans ses murs[1] ».

Les Allemands peuvent s'être rendu compte des dangers d'une base d'opérations aussi mince; ainsi se détournant de Paris, soit définitivement, soit momentanément, ils ont obliqué précipitamment vers l'Est, pour se joindre à leurs armées du Luxembourg et de Lorraine, et dans l'espérance aussi, sans doute, de rompre nos propres armées opérant dans la région. Quel sera le résultat de cette manœuvre? Une immense bataille est engagée, depuis quatre ou cinq jours, plus grande encore que la bataille de Charleroi, sur un front de 250 kilomètres environ, des environs de Meaux jusqu'aux Vosges en passant par Vitry-le-François et Verdun, entre l'ensemble des armées allemandes et l'ensemble des armées françaises; c'est la plus grande mêlée d'hommes qu'ait encore vue le genre humain. Cette lutte acharnée se

1. Voici cet avis officiel, que nous trouvons dans le *Figaro* du 10 septembre :

« La mairie de la ville de Beauvais communique l'avis suivant :

« Pour rassurer contre les faux bruits mis en circulation ceux de ses concitoyens qui ont quitté leur demeure, le maire de Beauvais vous prie d'annoncer et de propager que Beauvais est indemne, qu'aucun Allemand n'est encore entré dans ses murs et qu'il espère même que cette invasion sera évitée. Il les invite à regagner leur domicile, où ils seront en sécurité autant, sinon plus, que partout ailleurs.

« *Le maire de Beauvais*, DESGROUX. »

poursuit; ce qui transpire, c'est que sur divers points nous avons eu des avantages notables, et que sur aucun, jusqu'ici, nous n'avons éprouvé de recul. La semaine ne s'achèvera pas sans que cette colossale bataille se soit terminée.

Si le résultat définitif est défavorable aux Allemands, il est bien probable qu'ils seront rejetés sur nos frontières, sinon au delà, ce qui ouvrira une autre période de la guerre. Si le résultat, au contraire, malgré les avantages nombreux signalés à l'heure présente, tournait contre la France, on peut dire nettement que rien ne serait définitivement compromis pour nous. Nos armées subsisteraient avec un entrain et une vaillance qui défient toutes les traverses de la fortune; puis, nous avons démontré que la France, en appelant, comme le gouvernement paraît s'y être décidé, les six à sept classes mobilisables et non mobilisées, dispose d'une réserve de 700 à 800.000 hommes et, avec l'accroissement attendu d'ici à quelques mois des troupes anglaises, de près de 1 million d'hommes.

Les Allemands, en supposant que leur manœuvre vers l'Est dût réussir, reviendraient-ils sur Paris et chercheraient-ils à prendre cette ville? Ils y éprouveraient encore plus de difficulté qu'ils n'en eussent éprouvé dans les premiers jours de septembre. Deux, sinon trois semaines, se seraient écoulées; ce temps aura été mis à profit pour compléter les travaux et l'armement des forts et de l'enceinte, pour appeler des renforts, pour accroître les approvisionnements et pour diminuer les bouches inutiles. Insistons pour que le gouvernement accroisse indéfiniment les approvisionnements, de façon que Paris, si les Allemands font contre cette ville un retour offensif, puisse tenir quatre à cinq mois, comme en 1870-1871. Les sacrifices à faire par les Allemands pour prendre Paris, en supposant qu'ils dussent réussir, ce qui est fort douteux, seront beaucoup plus considérables vers la fin de septembre qu'au début de ce mois.

Puis, les Allemands, pour prix de sacrifices gigantesques, ne retireraient qu'une vaine gloriole, sans profit positif. Nous espérons bien que cette gloriole ne leur écherra pas.

La situation en France reste donc pleinement de nature à entretenir la confiance.

Entre temps, les Belges ne cessent de harceler les Allemands et de leur causer des pertes. Les Russes poursuivent le cours de leurs succès ; sans doute, leur marche sur Berlin est momentanément suspendue. Ils opèrent actuellement surtout en Galicie, dont ils prennent rapidement possession ; ils occupent aussi les passes des Carpathes, chaîne de montagnes de 1.700 à 2.600 mètres d'altitude qui, en cette saison, est aisée à franchir, après de grandes victoires. Il ne faut pas oublier, d'autre part, que les Autrichiens et les Allemands, lesquels étant auteurs de la guerre, la préparaient de longue main et jouissaient d'une avance notable sur leurs adversaires, pris à l'improviste, s'étaient emparés, dès le début des hostilités, d'une notable partie de la Pologne russe : les Allemands, notamment, y occupaient les villes importantes de Lodz et de Radom, et les Autrichiens celle de Lublin ; les Allemands ont dû abandonner Lodz vers le milieu d'août, et l'on annonce qu'ils viennent de quitter Radom. Les Autrichiens, après leur défaite de Lemberg, sont obligés d'évacuer Lublin.

Les troupes russes ont eu à débarrasser leur territoire de cette invasion d'ennemis : c'est maintenant chose faite. On peut espérer que bientôt ils pourront reprendre leur marche, si heureusement commencée, sur Berlin. Cette guerre exige, d'ailleurs, de la part de tous les alliés, de la patience ; il est peu vraisemblable qu'elle puisse être terminée avant la fin de l'année. Que le dénouement soit favorable, complètement favorable, c'est là le grand point ; et tout confirme les défenseurs de la civilisation européenne contre la barbarie teutonne dans cette inébranlable confiance.

SEPTIÈME SEMAINE

Du 11 au 17 septembre 1914.

« La bataille qui se livre depuis cinq jours, dit le général Joffre, s'achève en une victoire incontestable. » — L'ennemi a été rejeté de la Marne sur l'Aisne. — Les Anglais projettent de porter à un million d'hommes l'effectif de leurs troupes opérant contre l'Allemagne. Déclaration de M. Asquith, président du ministère britannique. — Succès des Serbes et des Russes.

Il y a huit jours, la situation militaire en France apparaissait comme s'améliorant sérieusement et s'éclaircissant. L'ennemi, qui avait poussé rapidement de Belgique sous les murs de Paris, s'était détourné, momentanément pensait-il, de notre capitale pour rompre les lignes de nos troupes, lesquelles s'étaient retirées au sud et au sud-ouest.

Les *communiqués* du ministère de la guerre, dans un langage sobre, mais d'une frappante précision et d'une admirable sincérité, ont, depuis le ministère Millerand, renseigné, avec la plus grande sûreté, les citoyens. C'est ainsi que le *communiqué* officiel du 1er septembre (23 heures) s'exprimait en ces termes : « A notre aile gauche, par suite de la continuation du mouvement enveloppant des Allemands, et *dans le but de ne pas accepter une action décisive qui aurait pu être engagée dans de mauvaises conditions*, nos troupes se sont repliées partie vers le sud, partie vers le sud-ouest. »

En lisant ce renseignement, quelques personnes avaient pu s'imaginer qu'il y avait là un euphémisme destiné à déguiser la renonciation par nos troupes à la défense de la région de Paris. Il n'en était rien ; le communiqué officiel était d'une vérité littérale. L'état-major

français ne cherchait pas à échapper à une bataille, mais il ne voulait pas la livrer « dans de mauvaises conditions » ; il avait choisi son terrain plus au sud, s'étendant sur un front de 250 kilomètres, de la rivière Ourcq jusqu'à Nancy. La plus grande bataille, par les effectifs engagés et par l'étendue du front, qu'ait jamais connue le genre humain, s'est ainsi livrée sur le terrain choisi par notre état-major; elle a duré cinq jours, et elle s'est terminée par une immense victoire française.

Le généralissime Joffre avait, certes, raison de dire dans son ordre du jour aux armées : « La bataille qui se livre depuis cinq jours s'achève en une victoire incontestable. » Les quatre armées allemandes, en effet, sont en retraite : la première armée, celle du général von Kluck, qui était venue sous les murs de Paris, a reculé, d'abord avec précipitation, et, remontant au-dessus de l'Aisne, tandis qu'elle avait poussé jusqu'à Provins, elle perd une bonne centaine de kilomètres; les armées du centre, qui avaient occupé et fortifié Vitry-le-François, remontent au-dessus de Reims, perdant une cinquantaine de kilomètres; l'armée qui avait effectué une marche entre l'Argonne et la Meuse, l'armée du kronprinz (prince héritier de l'Empire) et qui faisait effort pour prendre l'important fort de Troyon, défendant les hauts de la Meuse, s'est repliée, plus lentement d'abord, abandonnant le siège du fort, puis, avec une grande précipitation, semble-t-il, dans un terrain difficile; quant à l'armée de Lorraine, qui menaçait Nancy et qui avait occupé Lunéville et Saint-Dié, elle a complètement évacué le territoire français.

La victoire est donc immense, non seulement par les effectifs engagés qui devaient approcher de 800.000 hommes de chaque côté et par la longueur exceptionnelle du front (250 kilomètres), mais encore par le terrain que l'ennemi a perdu. Qu'on examine une carte, les Allemands ne se trouvent plus que dans une demi-douzaine de départements français, et ils n'occupent, dans la plu-

part, qu'une zone très étroite, dont l'ensemble n'équivaut pas à la surface entière de deux départements.

Le public a reçu avec joie, mais avec dignité, sans aucune exubérance, la nouvelle de cette magnifique victoire, dont il augure la libération prochaine du territoire français.

Cette libération, toutefois, n'est pas encore complètement obtenue : quoique très précipitée, en ce qui concerne l'armée allemande du général von Kluck, et très marquée en ce qui touche les trois autres armées germaniques, cette défaite n'a pas été une déroute ; elle en a un peu approché et a failli l'être pour von Kluck, qui a dû abandonner de nombreux obusiers ou canons, des quantités de munitions et jusqu'à de nombreux documents ou papiers, publics ou privés ; mais enfin l'ennemi est parvenu à se ressaisir au nord de l'Aisne ainsi qu'à l'ouest et au nord de Reims ; il résiste sur ces positions bien choisies ; il y soutient, depuis quatre jours, ce que le *communiqué* officiel appelle « une bataille *défensive* sur tout le front dont certaines parties ont été fortement organisées par lui ». Cette bataille dure encore au moment où nous écrivons ces lignes.

On peut penser que cette résistance a surtout pour objet de permettre l'écoulement du gros de l'armée ennemie par des lignes de repliement étroites et insuffisantes. Peut-être, cependant, la déception profonde qu'a éprouvée l'ensemble de la population de l'Allemagne à la nouvelle que les armées allemandes renonçaient à prendre Paris a-t-elle déterminé chez elles la reprise acharnée de la lutte dans l'espoir que, si elles avaient un succès signalé sur l'Aisne, elles pourraient se remettre en marche sur notre capitale. L'une et l'autre hypothèse sont plausibles. L'on peut penser, toutefois, que les troupes anglo-françaises, animées par leur récente et magnifique victoire sur la Marne, triompheront de la résistance de l'ennemi sur l'Aisne et que, avant la fin du mois, le sol complet de la France, celui aussi peut-

être de la Belgique, seront complètement évacués par l'envahisseur.

Les Français n'ont jamais cru qu'une seule victoire, si importante fût-elle, pût achever la guerre. Ainsi que nous l'avons dit dès le premier jour, nous ne sommes plus au temps d'Austerlitz et d'Iéna, sans compter que, même en 1805 et en 1806, ces victoires célèbres et décisives avaient été précédées d'engagements importants et de manœuvres d'une certaine durée.

Une fois le sol français et le sol belge libérés, il faudra porter la guerre en Allemagne, jusqu'au fond de l'Allemagne, occuper quasi tout l'Empire allemand, du moins les principales villes : cette mission incombera aux forces anglo-françaises d'une part, aux forces russes de l'autre. Il y faudra, sans doute, du temps et des sacrifices.

Nos troupes sont pleines d'ardeur et de confiance; elles reçoivent et vont recevoir d'importants renforts. En appelant tous les permissionnaires et également les sept classes mobilisables auxquelles l'on n'avait pas recouru dans le mois d'août, nous avons dit que la France pouvait disposer de 700 à 800.000 hommes, soit pour combler les vides de ses armées, soit pour en accroître les effectifs.

Les Anglais, d'autre part, ont décidé de porter à 1 million d'hommes le chiffre de leurs troupes de terre contre l'Allemagne : il faudra, sans doute, beaucoup de temps pour former ces effectifs : déjà l'Angleterre a réuni plus de 500.000 hommes qui successivement, d'ici à la fin de l'année, viendront sur le continent augmenter dans une proportion énorme les effectifs britanniques qui s'y trouvent.

Avec la clarté de langage qui le signale, M. Asquith, le président du ministère anglais, a déclaré qu'il ne s'agit pas de faire une paix sur de premiers succès, laquelle permettrait à l'Allemagne de reconstituer sa puissance militaire et de reprendre l'offensive dans cinq ou six ans;

il s'agit de détruire à tout jamais l'organisme militaire et féodal de l'Allemagne et de procurer une paix solide aux nations européennes pendant tout le restant du siècle. Nous espérons, quant à nous, que ce résultat pourra être atteint d'ici à la fin de l'année présente; mais si, comme l'entrevoient les Anglais avec leur sincérité envers eux-mêmes et envers les autres, il y fallait un temps plus long, aucun des alliés ne se refuserait à une tâche indispensable pour le salut définitif de l'Europe.

Les Belges continuent à faire preuve de leur intrépidité et de leur activité, en retenant chez eux des forces allemandes qui ne peuvent figurer, pour cette raison, parmi les envahisseurs de la France. Les Serbes ont pris Semlin, l'importante ville hongroise en face de Belgrade, et vont porter la guerre au sein même des vieilles provinces austro-hongroises. Quant aux Russes, ils poursuivent le cours de leurs splendides victoires sur leur propre territoire que les armées austro-allemandes avaient envahi et en Galicie.

Quelques personnes éprouvent une déception de ce que l'avance russe dans la Prusse orientale soit, depuis deux semaines environ, arrêtée; un diplomate russe avait pris soin, dans les premiers jours de ce mois, d'avertir le public occidental qu'on ne pouvait espérer que les armées russes, actuellement, se dirigeassent à marches forcées vers Berlin; elles avaient une tâche préliminaire importante à remplir : c'était de rejeter les armées austro-hongroises en dehors de la Pologne russe où elles s'étaient établies grâce à l'avance de leur mobilisation; c'était aussi de détruire les armées autrichiennes en Galicie. Cette tâche est aujourd'hui en grande partie accomplie, et l'on peut penser qu'une fraction au moins des armées russes va pouvoir, par la province de Posen ou plus au nord, se diriger vers les provinces centrales de l'Allemagne. Il ne faut pas croire, toutefois, qu'elles vont y arriver sans coup férir, sans

arrêts, avec la rapidité de troupes qui exécutent de simples manœuvres.

A l'ouest, c'est-à-dire chez nous et chez les Belges, à l'est chez les Russes, au sud chez les Serbes, la situation militaire est donc excellente : le triomphe définitif de la civilisation sur les hordes barbares allemandes et austro-hongroises, dont aucun homme judicieux et expérimenté n'avait jamais douté, s'annonce comme devant être, dans une certaine mesure, plus prochain qu'on ne pouvait le penser à la fin du mois d'août. Il faut, cependant, considérer qu'une œuvre aussi grande, pour être définitive, exige beaucoup de temps et qu'elle comporte des péripéties.

Le moment n'est pas encore venu où le gouvernement français devra rentrer à Paris et où la vie civile et commerciale reprendra son train accoutumé. Il est bien probable, sans doute, que Paris se trouve désormais à l'abri de tout retour offensif sérieux des Allemands. Il convient, néanmoins, de ne pas abandonner à la légère les précautions prises, de maintenir Paris armé et approvisionné ; l'administration doit s'occuper avec diligence de lui assurer un approvisionnement suffisant, en toute éventualité, pour de longs mois.

Quant au gouvernement, il peut et même doit rester à Bordeaux jusqu'à ce que l'Allemagne apparaisse comme complètement brisée et réduite en quelque sorte à merci. Mais s'il est naturel que le gouvernement reste à Bordeaux, on est surpris de voir se faire dans cette ville des préparatifs pour des événements qui n'ont aucune chance de s'y produire : c'est ainsi qu'on y prépare, dit-on, un Alhambra ou toute autre salle de café-concert ou de spectacle populaire pour une réunion éventuelle des Chambres. Des mesures aussi peu justifiées surprennent avec raison le public et le choquent. La session des Chambres est close : la session ordinaire des Chambres en 1915 ne doit s'ouvrir que le deuxième mardi de janvier, soit le 12 janvier 1915. Il est infini-

ment probable qu'elle pourra se tenir à Paris. Il est inconvenant de faire des préparatifs pour sa tenue à Bordeaux; il y a déjà un trop grand nombre de parlementaires qui s'agitent dans cette ville, et, parmi eux, de bas intrigants ayant une lourde responsabilité dans la situation difficile où s'est trouvée la France : il est inutile de fournir une sorte de théâtre officiel à ces bas intrigants, ainsi qu'aux simples agités qui se plaisent à faire la mouche du coche.

HUITIÈME SEMAINE

Du 18 au 24 septembre 1914.

Bataille opiniâtre de l'Oise et de l'Aisne jusqu'en Lorraine. — Les communiqués officiels. — Bataille de l'Aisne et prolongements. — Notre armée fait une sorte de siège. — L'Allemagne paraît penser à la paix et sonder le président des Etats-Unis pour une médiation. — Déclarations énergiques de M. Winston Churchill, ministre britannique de la marine. — Continuation des victoires russes en Galicie.

Une bataille opiniâtre se poursuit, depuis une dizaine de jours, de l'Oise et de l'Aisne jusqu'en Lorraine. C'est la reprise, mais avec un caractère différent et à une distance plus au nord variant entre une soixantaine et une centaine de kilomètres, de la bataille de la Marne.

L'ennemi rejeté de cette dernière rivière et de la région qui la prolonge à l'est, avait fait une retraite précipitée qui même, sur certains points, approchait de la déroute. Puis il s'est ressaisi sur des positions naturelles très fortes, il a reçu des renforts, du nord de la France et de Belgique notamment, et il a de nouveau fait front.

Le communiqué officiel du 16 septembre (15 heures) paraît avoir décrit très exactement la situation : « Dans les journées des 14 et 15 septembre, disait-il, les arrière-gardes ennemies atteintes par nos éléments de poursuite ont dû faire tête et ont été renforcées par le gros des armées allemandes. L'ennemi livre une bataille *défensive* (le mot était souligné dans le communiqué) sur tout le front, dont certaines parties ont été fortement organisées par lui. »

Les Allemands se sont campés sur une position natu-

rellement très forte à l'ouest, les plateaux au nord de Vic-sur-Aisne et de Soissons, le massif de Laon, les hauteurs au nord et à l'ouest de Reims, prolongées par une ligne qui, passant par l'Argonne, atteignait ensuite la Meuse. Cette ligne de défense des Allemands est moins longue que leur ligne d'attaque sur la Marne et prolongements : au lieu de 250 kilomètres, elle n'en a guère que 180; mais dans la partie occidentale, sur l'Aisne, elle repose sur une position naturelle des plus fortes, et, dans la partie du centre, elle a été consolidée par toutes sortes de retranchements et de palissades.

Que les Allemands, qui, depuis quarante ans et plus, se livraient à une étude méthodique de la France pour leurs projets d'invasion, se soient rendu compte des grands avantages que leur offriraient, pour une retraite éventuelle, les plateaux au nord de Vic-sur-Aisne et de Soissons, ainsi que le massif de Laon, cela ne peut étonner : ils venaient, d'ailleurs, de parcourir une partie de cette région dans leur marche rapide sur Paris.

On comprenait moins comment ils avaient pu, dans la partie centrale de leurs lignes, creuser des retranchements et élever des palissades ou des barrières solides; il semble que notre poursuite, qui n'avait pas cessé d'être active, ne devait pas leur en laisser le temps. Aujourd'hui que l'on sait que les Allemands occupaient Reims et la région voisine depuis le 3 septembre et qu'ils avaient donc eu une douzaine de jours pour créer ces retranchements et ces barrières, qu'ils ont dû forcer à y travailler les habitants restés dans le pays, on a l'explication de ces fortifications volantes.

Maintenant, quel but poursuivent les Allemands en se cantonnant ainsi et en opposant cette résistance prolongée sur place, au lieu de se retirer au delà de nos frontières où ils auraient toute latitude d'accorder à leurs troupes un repos nécessaire et de les reformer?

On a cru d'abord que cette résistance acharnée n'avait pour objet que de protéger la retraite des corps d'armée de l'Argonne, engagés dans une région difficile. Mais il n'eût pas été besoin de tenir dix à douze jours pour ce résultat. Il est probable que cette résistance des Allemands, malgré leur épuisement, sur ce nouveau front, a deux causes : d'une part, le profond désappointement ressenti en Allemagne, où la réalité commence à transpirer, par le bruit que les armées allemandes renoncent à prendre Paris; le gouvernement craint que si cette nouvelle venait à se confirmer d'une façon décisive, il n'en résultât en Allemagne un découragement profond et un violent mécontentement. Aussi veut-il maintenir autant que possible l'armée d'invasion en ligne, coûte que coûte; dans les communiqués qu'il fait à la population, il désigne toujours cette armée comme « l'armée sous Paris », quoiqu'elle en soit éloignée, dans ses corps les plus proches, de 120 à 140 kilomètres. Il prolonge ainsi ou cherche à prolonger l'illusion de la population allemande. C'est là la plus incontestable raison de cet arrêt dans la retraite de l'envahisseur.

Le second objet de cette résistance prolongée, malgré leur état d'épuisement, des Allemands sur cette longue ligne, soit naturellement très forte, soit artificiellement fortifiée par des retranchements et des palissades, c'est, sans doute, que, à l'abri de ces défenses, les Allemands s'efforcent de faire glisser une partie de leurs troupes vers l'est pour les porter à la rencontre des Russes.

La bataille de l'Aisne et prolongements paraît bien, depuis une dizaine de jours qu'elle se livre, avoir conservé le caractère de « bataille défensive sur tout le front » que lui assignaient les communiqués officiels. Il ne paraît aucunement que les Allemands puissent avoir l'espoir, dans les conditions présentes, de revenir sur Paris. Ils se livrent bien, de temps à autre, notamment sur Craonne, à des mouvements offensifs, à de très violentes contre-attaques; mais ils le font sans succès.

Ils n'ont gagné de terrain, en ces dix jours, sur aucun point, et nous en avons gagné sur plusieurs, d'une façon quasi continue, d'un côté, à notre gauche, sur l'Oise et l'Aisne ; d'un autre côté, à notre centre, entre Reims et l'Argonne. Ces gains partiels et lents auront, sans doute, dans quelque temps, raison de l'ennemi et l'amèneront à reprendre son mouvement de retraite vers nos frontières.

C'est une sorte de siège que fait notre armée. Les forces en face d'elle restent très considérables, puisque le communiqué du 22 septembre annonce que, dans les journées du 20 et du 21, nous avons fait de « nombreux prisonniers appartenant, notamment, aux 4e, 6e, 7e, 8e, 9e, 13e, 14e et 16e corps allemands, à la landwehr bavaroise et à des corps de réserve ». Cela représente huit corps, plus d'autres éléments, soit une force qui devait se rapprocher, originairement, de 500.000 hommes; encore cela ne s'applique-t-il qu'aux combats sur une partie du front.

Il est probable que, si nous ne reculions pas devant les sacrifices d'hommes, nous pourrions, en nous livrant à un assaut, emporter les lignes allemandes en un temps assez bref. Mais mieux vaut obtenir ce résultat en plus de jours, et être ménager, dans la mesure que les nécessités de la guerre permettent, de la vie de nos soldats. Cette prudence de nos chefs militaires doit être approuvée.

Il demeure très probable que nous triompherons, un jour prochain, de cette résistance acharnée de l'ennemi sur des positions et dans des conditions exceptionnelles. On peut toujours espérer que, sinon dans les derniers jours du mois, du moins dans les premiers du mois prochain, tout le territoire français sera évacué, ou qu'une lisière à peine d'une petite partie de nos frontières restera momentanément soumise à son occupation ou à ses incursions.

Le territoire français que l'ennemi occupe ne cesse,

d'ailleurs, de se restreindre, comme en témoignent les nouveaux horaires de la compagnie des chemins de fer du Nord, qui reprend ses services entre Paris, Abbeville, Boulogne, Calais, Dunkerque, Lille, Roubaix, Tourcoing.

On peut espérer aussi que bientôt s'effectuera la libération de la Belgique. Là également, les Allemands paraissent inquiets et ils se mettent à faire des fortifications en vue d'une retraite prochaine.

Le désappointement de l'Allemagne se fait sentir par deux catégories de faits, de nature très différente. En premier lieu, ils ont repris le cours de leurs atrocités, qu'ils paraissaient avoir un moment suspendu après la réprobation unanime qu'a soulevée dans le monde entier leur destruction de Louvain. Ils ont détruit Senlis dans des conditions abominables. Puis, les voilà qui, sans aucune raison militaire, se sont acharnés sur la cathédrale de Reims, l'un des plus purs et des plus magnifiques joyaux de l'art gothique. Les Allemands rivalisent avec les Huns, dépassent même les Huns; leur empereur vaut Attila. Leur armée apparaît soit comme une collection de bandits, soit tout au moins comme conduite par des bandits aux mains desquels elle se montre un instrument docile et effroyable.

Le monde pourra apprécier cette fameuse *Deutsche Kultur*, civilisation allemande, dont les pédants d'outre-Rhin et, d'ailleurs, tous les habitants d'outre-Rhin ont la bouche pleine.

Le jour venu, il faudra des réparations pour Louvain et pour Reims; et ces réparations ne devront pas être seulement de nature pécuniaire, il faudra des compensations en œuvres d'art. Il est bon de le mentionner dès maintenant.

Une autre nature de faits qui témoigne de l'amer désappointement des Allemands, c'est ce qu'un journal américain, l'*Evening Post*, vient de révéler au sujet de négociations ou du moins de confidences qui auraient

été échangées entre le gouvernement allemand et le président des Etats-Unis sur une sorte de médiation en vue de la paix. Il semble en résulter que l'Allemagne, ce pays si arrogant, serait disposée à conclure une paix sur la base du *statu quo*. Il n'est pas besoin de dire qu'une pareille paix ne serait aucunement acceptable et que, d'ailleurs, le moment est encore éloigné où il pourra être question de propositions ou même de préparations à ce sujet. Que l'Allemagne soit, néanmoins, dans des dispositions de ce genre, cela prouve qu'elle sent que sa situation militaire et politique est loin d'être satisfaisante et qu'elle tend même à devenir franchement mauvaise. Il est vrai qu'elle se dit que, si elle pouvait bâcler une paix avant d'être complètement écrasée, elle referait en quelques années ses forces, qu'elle ne trouverait sans doute plus alors devant elle le faisceau solide de puissances contre lequel elle doit lutter aujourd'hui, et elle se promet que, à bref délai, entre trois et six années, elle pourrait entreprendre une nouvelle guerre dans des conditions militairement et diplomatiquement meilleures qu'à l'heure présente.

Aucun homme sérieux et prévoyant ne peut être la dupe de ce calcul allemand. La déclaration de Londres, à laquelle la Serbie et le Japon annoncent qu'ils veulent se conformer, est le salut des alliés. Il faut que l'Allemagne soit complètement terrassée, que son organisme militaire soit définitivement brisé sans pouvoir être rétabli pendant plusieurs générations ; c'est alors seulement que sonnera l'heure psychologique de penser à la paix.

Nous rappelions, il y a quelque temps, le mot fameux de Mirabeau, mot vieux déjà de près d'un siècle et demi et qui, depuis cinquante ans notamment, a reçu une éclatante confirmation : « La guerre est l'industrie nationale de la Prusse. » Eh bien! il faut qu'il n'y ait plus sur le globe une nation dont la guerre soit l'industrie nationale.

On ne peut qu'applaudir à la superbe décision que montrent les Anglais en ce qui concerne cette guerre. M. Winston Churchill, le ministre de la marine britannique, vient d'avoir avec un publiciste italien une interview dont nous extrayons le passage suivant, qui exprime le sentiment général des alliés :

Nous voulons que cette guerre remanie la carte de l'Europe selon le principe des nationalités, selon le vrai désir des peuples habitant ces territoires tant disputés. Après tant de sang versé, nous voulons obtenir un résultat naturel, harmonieux, qui libère les races, restaure l'intégrité des nations, permette un soulagement durable.

Ce résultat sera obtenu par les efforts concordants et persévérants des alliés. Pendant que nous travaillons avec constance et, somme toute, avec succès, nous et nos alliés anglais, à rejeter l'Allemand hors de France, que les Belges font la même œuvre pour la Belgique, la Russie et la Serbie continuent à faire de la magnifique besogne. Les Russes, sans doute, ne marchent pas sur Berlin aussi vite que quelques impatients, peu experts en choses de guerre et en histoire, l'espéraient; ils peuvent avoir subi un temps d'arrêt en Prusse orientale; mais ils ont nettoyé leur propre territoire des armées austro-allemandes ; ils ont eu d'énormes victoires en Galicie sur les armées autrichiennes, qu'ils ont en grande partie détruites; ils approchent du moment où ils vont pouvoir diriger sur l'Allemagne, sinon la totalité, du moins de beaucoup la plus grande partie de leurs forces. Ils ne sont pas encore en possession de tous leurs moyens, leur territoire étant immense et leurs voies de communication longues et incomplètes; mais leurs forces augmentent de jour en jour.

Les motifs de confiance en l'heureux dénouement final se multiplient et s'affermissent : la barbarie teutonne, dont la férocité apparaît de plus en plus, qui croyait devoir se déverser presque sans obstacle chez ses voisins de l'Ouest et de l'Est, se trouve obligée de se

replier sur son propre territoire; les alliés, qui défendent la civilisation générale et l'indépendance des nations, iront l'y chercher et l'y traquer, jusqu'à ce qu'elle demande grâce et que l'on soit certain de l'avoir réduite pour toujours à l'impuissance.

NEUVIÈME SEMAINE

Du 25 septembre au 1er octobre 1914.

Extension vers la Somme de la bataille de l'Aisne et de l'Oise. — L'état moral de la population berlinoise au milieu de septembre. — Continuation des intrigues de l'Allemagne auprès du président Wilson pour susciter sa médiation. — Les Etats de la Triple-Entente peuvent prendre le président Wilson comme un témoin des atrocités allemandes, mais nullement comme nn médiateur. — Atrocités allemandes à Louvain, à Senlis, à Reims. — Succès des Russes dans les Carpathes.
Perspectives générales à la fin du mois de septembre 1914.

La semaine qui se termine aura été une semaine d'attente, anxieuse, non pas angoissante. La plus longue bataille que le monde ait sans doute jusqu'ici connue est en train de s'achever. Elle a commencé dans les journées du 14 et du 15 septembre. Le communiqué du 16 septembre (15 heures), que nous avons rapporté dans notre bulletin d'il y a huit jours, le dit expressément : c'est alors que les arrière-gardes ennemies ont fait tête et ont été renforcées par le gros des armées allemandes. C'est alors que l'ennemi s'est mis à livrer une bataille *défensive* sur tout le front, dont certaines parties avaient été fortement organisées par lui. Ce sont là les termes mêmes du communiqué du 16 septembre.

Nous sommes maintenant en octobre, et la bataille continue ; il semble bien qu'elle soit près de finir. Elle ne paraît pas avoir changé de caractère, malgré les fréquentes attaques, ou plutôt contre-attaques furieuses de l'ennemi. Celui-ci est toujours, pour la plus grande partie, terré dans ses retranchements.

Si elle n'a pas changé de caractère, cette bataille s'est étendue ; elle a pris plus de développement du chef de

notre propre action. Comme on l'a fait remarquer avec justesse[1], une bataille, surtout engagée sur une ligne aussi immense, plus de 200 kilomètres à l'heure présente, n'est pas susceptible, sur toute son étendue, d'une poussée uniforme; elle comporte des points particulièrement actifs et des points morts; les premiers, sur lesquels se portent les efforts suprêmes des combattants; les seconds, où l'on ne tend guère qu'à contenir l'ennemi ou à le refouler à petite distance.

Le point qui apparut immédiatement comme le plus actif pour nous, dans cette colossale lutte, ç'a été notre gauche, entre l'Aisne et l'Oise. Les communiqués officiels, toujours très sobres, très concis, sauf celui du 29 septembre, 15 heures, qui est plus étendu, tout en étant aussi précis, apprenaient aux citoyens que nous nous efforcions constamment de gagner du terrain sur notre gauche et que presque toujours nous y réussissions. Il semblait que nous eussions adopté la tactique des Allemands de l'enveloppement. Graduellement, le plus vif de l'action est passé de l'Aisne sur l'Oise, puis sur la Somme. Le nom de cette rivière est apparu brusquement dans le communiqué du 24 septembre et de la façon la plus favorable, de même qu'il était apparu, un mois auparavant, brusquement, d'une façon alarmante, dans le communiqué du 28 août, qui fit à Paris une pénible impression.

Cette fois-ci, au contraire, le nom de la Somme figurait d'une manière réjouissante. On voyait que nous réussissions à tourner l'aile droite ennemie, la fameuse armée du général von Kluck, qui, de la Belgique, nous avait poussés presque sous les murs de Paris. Sans doute, nous ne pouvons guère avoir la chance de réaliser, ce qui serait un inespéré coup de fortune, la capture du gros de l'armée ennemie, mais nous pouvons penser que, en compromettant gravement ses communications,

1. Le *Journal des Débats* du 30 septembre 1914.

nous la forcerons à déguerpir, à se rejeter sur la frontière, sinon au delà, et à libérer la France de son odieuse et calamiteuse présence.

Tous les Français espèrent ce dénouement prochain, et voilà pourquoi l'attente des résultats si lents de la bataille commencée les 14 et 15 septembre et encore en cours au début d'octobre a bien été et est encore anxieuse, mais n'est pas angoissante, sauf à la pensée des vies humaines si lamentablement sacrifiées.

Ce qui nous entretient dans l'espoir d'un résultat hautement favorable, ce n'est pas seulement le langage sobre, mais encourageant, des communiqués officiels, c'est l'attitude tout à fait réconfortante des blessés qui, du front, sont ramenés dans nos ambulances urbaines; ils s'expriment avec le plus vif enthousiasme et une inaltérable confiance. Ce qui fortifie l'espoir également, ce sont les communiqués officiels britanniques; ce sont même les récents communiqués officiels allemands.

Jusqu'à ces derniers temps, l'Allemagne, dans sa folle infatuation, avait représenté toute la série des combats, depuis le début de la guerre, comme une suite ininterrompue de brillants succès pour elle. Aussi les Allemands maintenaient-ils partout leur arrogance. Une correspondance tirée du *Journal de Genève* et reproduite par le *Temps* du 29 septembre en témoigne. Nous croyons devoir la reproduire à notre tour, parce qu'elle dépeint un état d'âme qui doit être maintenant singulièrement modifié. Voici donc ce que l'on écrivait de Berlin au *Journal de Genève,* à la date du 16 septembre :

L'excitation des premiers jours s'est peu à peu calmée, et les victoires des troupes allemandes dans le nord de la France et en Prusse orientale ont affermi encore la confiance que l'on a ici dans l'armée, et la certitude de la victoire finale. Cette croyance est renforcée par des conférences de personnes en vue, de professeurs de l'Université qui parlent de la guerre, de ses antécédents, de ses causes, et qui ne manquent naturellement pas de mettre toute la faute sur les alliés. D'une façon générale, « on reconnaît à la France un certain droit à cette guerre, qui est la réalisation de la vieille

idée de revanche et la reprise de l'ancienne lutte de deux cultures, de deux races »; cette phrase a été dite bien des fois dans les journaux allemands. L'accord des trois puissances, au sujet de la signature de la paix, a été vivement critiqué : on le considère un peu comme une comédie jouée non seulement pour intimider la Duplice, mais surtout pour donner confiance au peuple français; les journaux doutent cependant que le résultat ait été atteint, car l'obligation pour la France et l'Angleterre de se battre et de supporter les conséquences, pour elles désastreuses, d'une guerre aux côtés de la Russie, ne peut avoir tranquillisé l'esprit de ces deux nations.

Tout ici a repris son cours habituel; les trains locaux et de ceinture et les trams circulent de nouveau régulièrement, quoique très espacés. Les « conductrices » de trams disparaissent peu à peu, la Compagnie les remplaçant par des sans-travail. La plupart des théâtres : Opernhaus, Deutsches Theater, Lessing Theater, Kammerspiele, Lutspielhaus, Residentz Theater, Schiller Theater, ont rouvert leurs portes; ce ne sont pas seulement les théâtres à pièces sérieuses, mais aussi l'opérette et la comédie.

Un grand nombre de théâtres-variétés et de cinématographes ont également recommencé leurs représentations; dans les premiers, des diseurs débitent des pièces de circonstance sur la situation actuelle et ne manquent pas d'injurier les ennemis autant que le permettent les convenances, et de leur promettre toutes les « râclées » possibles et imaginables. Un tableau allégorique, représentant la fraternisation de l'Allemagne et de l'Autriche, sur un fond de jets d'eau illuminés, termine le spectacle, tandis que les grandes personnalités de 1870 et de 1914 (Bismarck, Moltke, Guillaume Ier, Guillaume II et l'impératrice, le prince héritier et sa femme) apparaissent sur la toile; la foule se lève et entonne des chants patriotiques accompagnés de l'orchestre de l'établissement. Les films représentent surtout des images du théâtre de la guerre, les villes et les forts belges, les prisonniers creusant des tranchées pour les soldats allemands, les effets terribles du fameux obusier de 42 centimètres.

Les discours patriotiques, qui étaient à la mode dans les grands cafés au commencement de la guerre, ont cessé; on n'y joue même plus ou très peu d'airs patriotiques.

Voilà quel était l'état moral de la population berlinoise le 16 septembre. Elle ne se doutait pas que l'Allemagne venait d'essuyer, après huit jours de combat, de la Marne à la Meuse, une des plus sérieuses défaites que l'histoire ait enregistrées. On la lui avait dissimulée; on continuait à l'entretenir des faits et gestes de « l'armée

sous Paris » ou « devant Paris », quoique les corps les plus rapprochés de l'armée allemande s'en trouvassent rejetés à 130 kilomètres environ au nord.

Or, voici qu'impuissant à déguiser complètement une vérité persistante qui finirait par éclater brusquement, le gouvernement allemand, dans ses communiqués récents, commence à soulever un peu le voile qui cachait cette vérité. La compagnie Marconi, de Londres, publie, en effet, le télégramme suivant[1] :

Berlin, dimanche (27 septembre).

Le grand quartier général annonce que les troupes françaises et anglaises ont progressé d'une façon étendue contre l'extrême aile droite de l'armée allemande. Au centre, les troupes allemandes sont entrées en contact avec l'ennemi sur certains points. Ailleurs la situation reste sans changement.

Et une dépêche d'Amsterdam reproduit le communiqué suivant encore plus récent, en date du 29 septembre soir, du grand état-major allemand :

Sur l'aile droite, en France, la bataille est indécise.
Entre l'Oise et la Meuse, l'action est généralement calme.
L'armée opérant entre les forts de la Meuse a repoussé un nouvel assaut des Français de Verdun et de Toul.

Voilà un retour inattendu à une sorte de sincérité; ces nouveaux communiqués du grand état-major allemand n'ont rien de décourageant pour nous.

Le gouvernement allemand, depuis plusieurs semaines, d'ailleurs, ne partageait certainement pas les illusions qu'il cherchait à entretenir dans la population. On en a la preuve dans les intrigues qu'il nouait aux Etats-Unis en vue de provoquer entre lui et les adversaires de l'Allemagne une sorte de médiation du président Wilson pour amener la paix. Que l'Allemagne, cette arrogante nation, pensât à la paix, même sur le simple terrain du *statu quo*, cela prouve combien elle

1. *Le Temps* du 30 septembre 1914.

sent la partie compromise pour elle. Evidemment, ces sondages allemands en vue de la paix sont ridicules; il serait trop commode, après avoir déchaîné une guerre énorme, de s'écrier, en s'apercevant que l'affaire tourne mal : « Tenons-nous-en là, faisons la paix sur la base du *statu quo;* » et, si l'autre partie était assez naïve pour accepter cet arrangement, de refaire ses forces et ses préparatifs et de se rejeter sur elle isolée, trois ou quatre ans après, dans l'espoir que l'occasion serait meilleure.

Ici une remarque importante s'impose. Il ne peut être, en aucune façon, question, non seulement maintenant, mais plus tard, il ne pourra jamais être question d'une médiation des Etats-Unis pour mettre fin à la guerre présente. On a pu prendre les Etats-Unis comme *témoins* des atrocités, des violations de droit international, commises par les armées germaniques; jamais les puissances de la Triple-Entente et leurs alliés n'admettront, quand le jour sera venu, qui est encore distant, les Etats-Unis comme médiateurs ou comme arbitres. Et cela n'est nullement un manque d'égards à l'endroit des Etats-Unis ou du président Wilson, pour lesquels les nations de la Triple-Entente professent les sentiments de la plus haute estime; c'est le sentiment du droit naturel qu'après avoir subi des sacrifices immenses, après avoir été poussés par un adversaire hautain et déloyal dans une guerre abominable, on est seul juge, après la victoire, des conditions que l'on doit imposer pour que la paix apporte les réparations et les garanties nécessaires. Ainsi, aucune médiation ne sera ni recherchée ni acceptée. Les Etats-Unis et le président Wilson, qui invoquent constamment la doctrine de Monroe, n'accepteraient, s'ils étaient en guerre avec un Etat américain, aucune médiation européenne. Il doit aussi y avoir une doctrine de Monroe pour l'Europe.

Les Etats-Unis, au contraire, et le philanthrope président Wilson peuvent être des *témoins* des atrocités et

des violations du droit public commises au cours de cette guerre. Ici, leur témoignage, qui est simplement un jugement de conscience, a du prix et peut être invoqué comme une appréciation désintéressée et compétente.

Il convient que les crimes commis par l'Allemagne soient dénoncés et flétris par la civilisation tout entière; il convient qu'ils restent, pour l'histoire, attestés par une haute autorité impartiale.

La destruction de Louvain et de plusieurs autres cités belges, le bombardement systématique, constamment renouvelé, *en dehors de toute raison militaire,* de la cathédrale de Reims, un des joyaux artistiques non seulement de la France, mais de la civilisation tout entière; l'incendie inexcusable de Senlis; la prise, dans la population civile, d'otages innocents que l'on fusille, comme le malheureux maire de cette même ville de Senlis; les bombes que des zeppelins ou des aéroplanes allemands jettent sur des villes ouvertes et paisibles à 130 kilomètres des lignes de bataille, tuant ou mutilant des vieillards et des enfants, comme à Paris, le dimanche 27 septembre; la violation des sépultures, comme celle récente du tombeau de la famille du président Poincaré, en Lorraine; tant d'autres actes qui témoignent de l'état de bassesse où est descendue l'âme allemande, tout cela doit être retenu, enregistré, dénoncé à la civilisation et à l'histoire pour permettre de juger la fameuse *Kultur* germanique et ce que le monde perdra ou gagnera à son effondrement.

Pendant que les armées franco-anglaises se livrent, avec un succès continu, quoique lent et durement acheté, à cette lutte héroïque ininterrompue depuis le 20 août dernier, soit pendant déjà plus de quarante journées consécutives, sans repos ni répit, pour rejeter les hordes teutonnes en dehors de France, nos autres alliés font, eux aussi, de leur côté, de la bonne et brillante besogne civilisatrice; les inlassables Belges, sous

la conduite active de leur héroïque roi, continuent de coopérer énergiquement à la grande partie qui se joue, on peut le dire, dans l'Europe entière, et dont ils ont été les initiateurs; les Russes, non seulement achèvent leur prise de possession de toute la Galicie, mais viennent de franchir les Carpathes et, par leur prise d'Uzfok, pénètrent à 60 kilomètres dans l'intérieur de la Hongrie; les Serbes, enfin, expulsent les Autrichiens de la Bosnie et ont déjà pénétré dans les possessions anciennes de l'Autriche-Hongrie.

Le mois de septembre finit donc dans les conditions les plus réconfortantes pour les membres de la Triple-Entente et leurs alliés nouveaux; il a réparé, en grande partie du moins, les mécomptes de la dernière décade du mois d'août; et tout annonce que le mois d'octobre apportera à la cause de la civilisation contre la barbarie, sur le territoire même que celle-ci détient héréditairement, des résultats non moins glorieux et non moins importants.

DIXIÈME SEMAINE

Du 2 au 8 octobre 1914.

Visite du président de la République aux armées. — La bataille gagne la région d'Arras et celle des Flandres. — La critique des communiqués officiels. — Lutte ardente dans la région de Berry-au-Bac au Centre, puis dans celle des Hauts de Meuse.
Résistance persistante des Belges.
Péripéties de la guerre entre les Russes, d'une part, et les Allemands et les Austro-Hongrois de l'autre. — Echecs russes en Prusse orientale, puis victoire d'Augustow. — Brillantes actions des Serbes et des Monténégrins.
Observation sur la durée et le caractère de la guerre présente. — L'Allemagne sera gênée dans son alimentation, mais elle ne sera pas affamée.

On espérait que la première semaine d'octobre nous apporterait le dénouement de la bataille, ou plutôt de la série de batailles, engagée depuis le 14 septembre des bords de l'Aisne à ceux de la Meuse. Les derniers renseignements nous font savoir qu'il nous faut encore faire preuve d'une patience plus prolongée. Cette nécessité d'une plus longue patience n'infirme aucunement la complète confiance, chez l'ensemble des citoyens français, dans le succès final, ni l'entrain inébranlable de nos troupes.

Nos armées viennent de recevoir la visite du président de la République, qui leur a apporté, en termes légitimement enthousiastes, au nom de la nation, les félicitations et les remerciements que méritent à la fois leur vaillance et leur endurance.

Il convient de s'accoutumer, avec les masses colossales mises en mouvement, à un genre de guerre que l'humanité n'a pas encore connu et dont l'histoire, du

moins, n'a retenu aucun exemple. Au lieu d'une lutte d'une ou quelques journées concentrée sur quelques kilomètres, on a une série d'opérations et de rencontres s'étendant à des fronts de 200 ou 300 kilomètres, voire de 400 ou 500, et se prolongeant non seulement des semaines, mais peut-être un mois ou davantage.

Le spectateur, intéressé ou non, passionné ou réfléchi, doit prendre d'autres habitudes d'esprit que celles qui lui ont été suggérées par le souvenir ou le récit des guerres antérieures.

La série d'opérations et de batailles des bords de l'Aisne à ceux de l'Oise, inaugurée le 14 septembre, comme on l'a vu par le communiqué que nous avons antérieurement rapporté, a évolué : sans que le front primitif en ait été sensiblement modifié, elle s'est étendue vers l'ouest, d'abord, puis vers le nord; la lutte s'est portée graduellement sur les bords de l'Oise, puis aussi sur ceux de la Somme, et alors on proposait d'appeler cette bataille, ou plutôt cette série de batailles, les batailles des trois rivières : Aisne, Oise et Somme; l'action la plus intensive s'est poursuivie dans cette région, quoiqu'elle continue sur tout l'ancien front jusqu'à la Meuse et qu'elle ait aussi une grande intensité sur les rives de ce dernier cours d'eau.

Voici, toutefois, que les nouveaux communiqués ont fait apparaître de nouveaux noms et une nouvelle extension du théâtre de la lutte; c'est Arras, avec une nouvelle rivière, la Scarpe; puis, d'autres noms encore apparaissent, plus au nord, tout à fait voisins de la frontière belge, les noms de Lille, Tourcoing, Armentières, où des masses très importantes de cavalerie allemande sont signalées, « précédant, nous dit-on, des éléments ennemis ». On ajoute le lendemain que la lutte s'est engagée aussi sur ces points et que nous avons refoulé la cavalerie allemande au nord de Lille, c'est-à-dire presque en Belgique; on voit quelle est l'extension vers le nord de la ligne de combat.

Les communiqués officiels sont brefs; ils nous ont dit pendant plusieurs jours que la « situation est favorable », ou « reste favorable »; ils nous annoncent, en général, que l'ennemi est repoussé avec pertes; parfois ils révèlent que l'on a perdu sur certains points un peu de terrain, qu'on en a gagné sur d'autres; puis, le lendemain ou le surlendemain, ils font connaître qu'on a repris le terrain antérieurement perdu; ou ils déclarent que « la situation se maintient sensiblement »; ils ajoutent que soit au nord de l'Oise, soit près d'Arras, l'action est de plus en plus violente.

Nous n'avons aucunement l'intention d'interpréter toutes ces indications successives; les informations nous manqueraient et aussi la compétence. Mais il y a des conclusions qui paraissent s'imposer à tout bon observateur : la lutte ne s'accentue pas sur le front sud et vers Paris; au contraire, les communiqués successifs sont complètement concordants sur ce point que, de ce côté, il y a, en général, de l'accalmie, et que nous gagnons même du terrain, au nord de Soissons, par exemple, et dans la région de Berry-au-Bac, c'est-à-dire en plein centre. Nous gagnons aussi du terrain, quoique la lutte y soit beaucoup plus ardente, à notre droite et dans la région des Hauts de Meuse.

Ainsi, les armées allemandes ne se rapprochent aucut nement de Paris; elles se cramponnent à leurs positions et tâchent d'y rester; mais c'est, sur leurs derrières, de plus en plus au nord, qu'elles portent tous leurs efforts. Cette situation, sans donner satisfaction à l'optimisme irréfléchi qui dominait depuis le gain de la grande bataille de la Marne, n'a rien d'inquiétant. On doit toujours espérer et compter comme une probabilité que l'ennemi harassé, luttant ainsi principalemensur ses derrières et pour s'assurer une retraite ou pour empêcher l'armée française de venir au secours des Belges à Anvers, finira par être délogé de son front sud, c'est-à-dire de la ligne de l'Oise à la Meuse, ou par

en déloger spontanément. La retraite des Allemands sur la frontière apparaît toujours comme une question de temps, et une nouvelle pénétration de leur part à l'intérieur de la France paraît de plus en plus invraisemblable.

Voilà le résultat après plus de deux mois de guerre; il constitue pour l'ennemi un mécompte des plus cruels; les Allemands comptaient être dans Paris au bout de quatre ou cinq semaines; ils l'avaient crié, comme on dit, par-dessus les toits; l'espoir d'y être jamais semble bien s'être évanoui pour eux.

Pendant ce temps, les Belges, ayant toujours à leur tête leur roi, qui prend une part personnelle et dirigeante à la lutte, continuent leur résistance héroïque à Anvers; ils défient les attaques allemandes; nous souhaitons vivement que, à bref délai, les circonstances nous permettent d'aller les secourir et de dégager la Belgique, dès que nous aurons, sans crainte d'être coupés, accès à ce courageux et noble pays.

On l'a dit et l'on ne saurait trop le redire, la guerre actuelle doit être envisagée sur les 3.000 à 4.000 kilomètres de longueur d'une part, les 2.000 à 2.500 kilomètres de largeur de l'autre, auxquels s'étend l'action des peuples de la Triple-Entente et de leurs récents adhérents.

Le sort des rencontres n'est pas, au même moment, pientique sur toutes ces énormes lignes. Au moment où nous subissions des échecs en Belgique et où nous accomplissions notre retraite, d'ailleurs magnifique, sur Paris d'abord et jusqu'au delà de la Marne, les Russes obtenaient des succès éblouissants dans la Prusse orientale; puis, quand nous gagnions cette colossale bataille de la Marne, les Russes, dont la mobilisation n'était pas encore achevée, étaient moins heureux, éprouvaient un revers dans la Prusse orientale, y perdaient le terrain antérieurement gagné par des raids audacieux et voyaient les troupes allemandes pénétrer sur leur territoire soit en Pologne, soit au nord de la Pologne.

Voici que maintenant, alors que nous luttons noblement, énergiquement, mais encore avec des résultats en partie indécis, sur l'Oise, la Somme, même la Scarpe, les Russes gagnent d'énormes batailles. On sait comment ils ont presque détruit les armées autrichiennes, pris Lemberg, occupé Czernowitz; les voici qui viennent de gagner à Augustow, sur les Allemands, une bataille de tout à fait premier ordre, qui paraît devoir rejeter ceux-ci en dehors de la Prusse orientale et remettre cette province de nouveau au pouvoir des Russes.

Une bataille colossale est soit engagée, soit sur le point de l'être, aux environs de Cracovie; si, comme on a toute raison de l'espérer, elle est gagnée par les Russes, toute la partie orientale de l'empire d'Allemagne sera complètement ouverte à nos alliés.

On dit qu'il y a, de part et d'autre, 2 millions d'hommes, c'est-à-dire 4 millions en tout, engagés dans ces batailles sur le front oriental de la lutte : Prusse orientale, Silésie, Pologne russe, Pologne autrichienne. S'il y avait là, pour nos alliés, des succès décisifs, s'ajoutant à celui d'Augustow, la durée de la guerre pourrait en être abrégée.

Il est à remarquer que les Autrichiens, quoique battus dans les conditions les plus désastreuses, tiennent toujours; ils rassemblent les débris de leurs armées et soutiennent encore la lutte, dans des conditions très affaiblies naturellement. Les armées autrichiennes dans le passé, non seulement dans le dernier siècle, mais dans ceux qui l'ont précédé, ont compté plus d'échecs que de succès; il en résulte qu'étant plus familiers avec les échecs, ils en éprouvent un moindre découragement; néanmoins, leurs troupes ne forment plus des organismes compacts et en bonnes conditions pour la lutte.

Les Serbes continuent aussi leur brillante besogne; ils ont mis, avec leurs frères les Monténégrins, le siège devant Sérajevo, capitale de la Bosnie; on peut espérer

que, dans quelques semaines, ils pourront, comme ils en ont donné le gage par la prise de Semlin, marcher directement sur l'intérieur des anciennes provinces de l'empire austro-hongrois; cela hâtera l'effondrement de cet amalgame de peuples disparates et laissera libres des contingents russes pour porter le coup décisif à l'Allemagne, le principal ennemi.

Si l'on envisage tout l'ensemble de la guerre, depuis l'Oise jusqu'au Niémen, depuis la Manche et la mer du Nord jusqu'aux Balkans, l'impression est tout à fait satisfaisante et réconfortante. L'écrasement de l'Allemagne, car l'Autriche-Hongrie n'est ici qu'un satellite, apparaît comme de plus en plus certain.

Après plus de deux mois de guerre acharnée, en Belgique et en France d'une part, dans la Prusse orientale, la Pologne, la Galicie, la Serbie et la Bosnie d'autre part, il ressort d'une façon certaine que les Allemands et leurs alliés les Autrichiens n'ont sur nous et nos alliés aucune supériorité de qualité des troupes, de commandement ou d'armement : c'est flatter plutôt les Allemands de dire qu'il y a chez eux, avec nous et nos alliés, égalité ou parité sur ces trois points.

En 1870, il en était différemment; il y avait, on peut l'admettre, égalité de qualité des troupes (nos soldats de l'armée régulière étant de premier ordre); mais les Allemands possédaient une certaine supériorité d'armement au point de vue de l'artillerie, puis une incontestable supériorité de commandement (le haut commandement français étant alors très défectueux); enfin ils avaient une très grande supériorité des effectifs.

Dans la guerre présente, la situation va être retournée : il va y avoir bientôt, et de plus en plus, une inégalité notable des effectifs en faveur de la Triple-Entente; il va se manifester, en outre, une autre inégalité importante au point de vue des conditions économiques. On peut considérer que les effectifs autrichiens, déjà diminués, doivent se réduire chaque jour davantage.

Quant aux effectifs français, belges, serbes d'une part, et allemands de l'autre, ils ne paraissent plus appelés à grossir; chacun de ces belligérants ne pourra que les maintenir. Au contraire, deux de nos alliés, la Russie et l'Angleterre, pourront, graduellement et considérablement, accroître leurs effectifs. La « méprisable petite armée du général French », comme parlait récemment, avec l'habituelle hauteur germanique, l'empereur allemand, est déjà devenue une armée importante par le nombre, comme elle l'a toujours été par la vaillance; elle doit grossir à 500.000 hommes vers le milieu de l'hiver, et à 700 ou 800.000 si la guerre se prolongeait bien au delà de ce terme. Étant donné que l'Allemagne ne détient aucune supériorité de qualité des troupes, d'armement et de commandement; étant donné, de plus, que les conditions économiques où elle se meut, à cause du blocus qu'elle subit et qui deviendra de plus en plus rigoureux, sont beaucoup plus mauvaises que celles de la France, de l'Angleterre et de la Russie, l'écrasement final de l'Allemagne apparaît, plus que jamais, comme une absolue certitude.

OBSERVATIONS SUR LA DURÉE ET LE CARACTÈRE DE LA GUERRE PRÉSENTE

A la demande qui me fut adressée par M. René Stourm, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques, j'ai fait à ce grand corps, dans la séance du 3 octobre 1914, une communication orale sur : *Quelques Questions économiques se rattachant à la guerre présente*. Je reproduis ici le résumé de cette communication : elle montre par des antécédents que cette guerre diffère prodigieusement de toutes les guerres antérieures, qu'elle pourra être de longue durée, que l'Allemagne sera gênée dans son alimentation, mais ne sera pas affamée.

M. Paul Leroy-Beaulieu, au début de son exposé, déclare que la guerre de 1914 est un phénomène sans aucun précédent dans l'histoire du monde. Quelques données numériques indispensables le feront comprendre.

On estime la population entière du globe à 1.700 millions environ d'êtres humains. Voyons quelle proportion du genre humain constituent les nations belligérantes.

Le premier groupe des nations belligérantes, celui de la Triple-Entente et de ses nouveaux adhérents, représente les chiffres de population qui suivent :

	Habitants.
La Russie (1912)	171.059.000
La France (1911)	39.601.000
La Belgique (1910)	7.428.000
L'Angleterre (1911)	45.370.000
La Serbie (avec territoires nouveaux)	4.500.000
Le Monténégro (avec territoires nouveaux)	516.000
Le Japon (1913)	52.985.000
Premier groupe de belligérants	321.459.000

Le second groupe de belligérants se compose des deux empires d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie :

Allemagne (1912) en nombre rond	66.500.000
Autriche-Hongrie (1910)	49.437.000
Deuxième groupe de belligérants	115.937.000

Les populations des deux groupes de belligérants réunis : 321 millions d'une part, 116 millions de l'autre, constituent ensemble 437 millions d'âmes, soit plus que le quart de la population entière du globe.

Ce n'est pas tout : il faut tenir compte, en outre, d'autres participants à la guerre :

Possessions de la France dans l'Afrique du Nord (Maroc compris)	12.000.000
Dominions ou grandes colonies britanniques autonomes (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud)	25.000.000
Indes britanniques	320.000.000
Colonies européennes diverses, notamment celles de l'Afrique qui fournissent des soldats	60.000.000
	417.000.000

En réunissant ce troisième groupe aux deux premiers, on a un total de 854 millions d'êtres humains qui sont, dans une certaine mesure, participants à la guerre présente : c'est quasi exactement la moitié du genre humain, légèrement plus même que la moitié.

Si l'on tenait compte des contrées neutres, qui ne participent pas à la guerre, mais qui sont obligées de mobiliser des troupes pour en surveiller les éventualités, à savoir : l'Italie (35 millions d'habitants), la Roumanie (7.500.000), la Suisse (3.700.000), la Hollande (5.800.000), on aurait un quatrième groupe d'environ 52 millions d'âmes appartenant à des pays qui, sans être participants à la guerre, arment en vue des éventualités que la guerre comporte; alors on arriverait à plus de 900 millions d'âmes, c'est-à-dire à notablement plus de la moitié du genre humain (1.700 millions) qui ont dans cette guerre un intérêt de premier ordre.

Tenons-nous-en, toutefois, aux belligérants directs : leur participation à la guerre est, sans doute, très inégale : elle est très intensive pour les peuples de l'Europe continentale : France, Russie, Serbie, Monténégro d'une part, Autriche-Hongrie et Allemagne de l'autre; elle est moins intensive, quoiqu'elle doive le devenir chaque jour davantage, pour l'Angleterre, qui arriverait à jeter un million de soldats sur le continent vers le milieu de l'année prochaine (1915), si la guerre se prolongeait jusque-là; la participation à la guerre est assez restreinte, quoique effective sur un théâtre limité, pour le Japon.

La participation à la guerre n'atteint le plus haut degré d'intensité que pour les nations qui ont adopté le service militaire personnel obligatoire. Il est à remarquer ici que le service obligatoire, dans les grands pays belligérants, a été étendu à des âges de plus en plus mûrs, à quarante-huit ans notamment en France, tandis que, il y a quelques dizaines d'années, il s'arrêtait à l'âge de quarante ou quarante-deux ans, tout au plus de quarante-cinq; d'autre part, il a été avancé en France à l'âge de 20 ans, au lieu de 21. Si l'on tient compte de ces circonstances et que l'on réunisse les deux groupes de belligérants, on constate que ce n'est pas seulement par millions, mais par dizaines de millions d'hommes, qu'il faut compter, sinon les combattants actuels, du moins ceux qui peuvent être appelés à combattre.

Sans doute, dans la pratique, on doit admettre des réductions. Il faut pouvoir vêtir, équiper, armer, transporter tous ces millions d'hommes; il y a là une limite qui élimine une grande quantité de gens astreints légalement au service.

Quoi qu'il en soit, un fait apparaît au premier coup d'œil : la grande inégalité de population des deux groupes de belligérants. Cette inégalité peut ne pas se traduire, immédiatement surtout, en inégalité militaire. Néanmoins, la force de renouvellement quasi indéfinie des Russes et l'accroissement graduel de l'apport anglais sont des facteurs qui se manifesteront de plus en plus et finiront par avoir une importance considérable si la guerre dure de longs mois.

Quant à la disproportion de nombre entre l'Allemagne et la France, elle réclame quelques calculs et réflexions. L'Allemagne, en 1912, compte 66 millions d'âmes; la France, environ 40 millions : l'écart est de 65 pour 100. Mais ce ne sont pas ces chiffres qu'il faut comparer. On ne prend que les hommes au-dessus de vingt ans; par conséquent, il faut comparer, non pas la population actuelle de l'Allemagne à la population actuelle de la

France, mais la population de l'Allemagne il y a vingt ans à la population de la France il y a vingt ans. Or, l'Allemagne avait, il y a vingt ans, 52 millions d'habitants, et la France 39 millions; soit un écart de 13 millions représentant 35 pour 100, au lieu de 65 pour 100 actuellement. Par conséquent, l'écart entre les forces engagées par les deux pays devrait être de 35 pour 100, un peu plus d'un tiers.

Mais l'Allemagne doit faire face à la Russie, ce qui, sans parler du concours des Anglais et des Belges, devrait rétablir la proportion sur le pied de l'égalité tout au moins.

Une question préliminaire se posait : une guerre où toute la population mâle adulte serait armée pourrait-elle s'effectuer?

Sans remonter à la guerre du Paraguay contre le Brésil et la République Argentine, il y a un demi-siècle, guerre qui dura plusieurs années, où la population mâle du Paraguay, jeune ou d'âge moyen, fut presque anéantie, ce qui arrêta et arrête encore l'essor de ce pays, qu'arriva-t-il pendant la guerre de l'Afrique du Sud, — Boers contre Angleterre, — 1899-1902?

La population boer des deux Etats ne dépassait guère 300.000 âmes, et elle résista activement pendant plus de deux ans (de l'automne 1899 au printemps de 1902) à une armée anglaise toujours grossie, qui finit par atteindre 150.000 hommes.

Plus récemment, dans les deux guerres balkaniques, l'effort a été prodigieux. Les Etats ont eu sous les armes plus du dixième — 12 à 13 pour 100 — de la population. Et voici la troisième guerre de la Serbie.

L'expérience prouve donc qu'une guerre armant toute la population mâle jeune et d'âge moyen est possible et peut durer longtemps.

C'est affaire de mentalité plus que de forces physiques.

Mais comment la nation, privée du concours, pour ses œuvres de production, de toute la population mâle

et d'âge moyen, peut-elle se soutenir? C'est là un problème qui a paru insoluble à beaucoup d'esprits. Il y a, cependant, une solution pratique à ce problème.

Les travaux tout à fait indispensables se font à peu près, avec déchet naturellement. Les adolescents, sinon les enfants, les vieillards, les femmes surtout, remplacent en partie les hommes. Cela peut se faire avec déchet, mais un déchet qui n'est pas énorme, qui, en tout cas, ne suspend pas la vie, mais seulement l'atténue. Ainsi, on achève actuellement les vendanges dans le Midi, des vendanges dépassant la moyenne, bien que tous ou presque tous les hommes de vingt à quarante ans et au delà soient sous les armes ou aux dépôts, bien que les animaux aient été réquisitionnés. On s'ingénie, l'opération s'étend sur plus de temps. Puis il y a parfois une aide étrangère, celle de nombreux ouvriers espagnols dans le midi de la France.

La mobilisation de tous les hommes jeunes ou d'âge moyen comporte donc un déchet dans la production essentielle, celle des denrées alimentaires, mais ce déchet, tout en étant appréciable, n'est pas formidable ; il peut s'élever à 10 ou 15 pour 100, non à 25 ni surtout à 50 pour 100, sauf dans la partie du pays qui peut être le théâtre des opérations militaires ; mais cela ne représente jamais que la moindre partie d'un grand pays.

Si les peuples primitifs, les Boers, les peuples des Balkans, peuvent supporter, sans fléchir, une guerre prolongée, les peuples à civilisation plus développée le peuvent aussi, car s'ils ont moins de rudesse, d'endurance, ils possèdent plus de réserves.

Les réserves sont très considérables chez un peuple de vieille civilisation ; les accumulations de choses utiles, domestiques, apparentes ou cachées, sont très importantes. Il y a, en outre, toujours un certain recours à l'extérieur.

Le commerce extérieur peut être très restreint pendant la guerre ; il n'est pas supprimé complètement.

Cela est vrai pour les peuples maritimes, quand la mer est libre pour eux. Cela l'est moins pour les peuples, soit séparés de la mer, soit bloqués sur les mers dont ils détiennent les rivages.

Ainsi, l'Allemagne qui est bloquée et qui ne produit que les trois quarts environ de son alimentation, qui, en outre, manque de certains produits spéciaux indispensables à sa production d'outillage militaire, — le cuivre, le nickel, même le fer, le pétrole, le caoutchouc, — et aussi de coton, de jute, etc., éprouvera une très grande gêne, de très grandes souffrances. Elle s'affaiblira et s'épuisera, mais à la longue.

Pourtant, il peut être exagéré de dire que cette pénurie soit un élément prépondérant pour amener un grand pays à composition. Il y a là un facteur, sans doute. Mais les éléments d'ordre militaire seront toujours prédominants. Il faut se rappeler la France, bloquée pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire, payant le sucre 10 francs la livre, manquant de poudre, etc. : il y eut là pour elle une entrave, non un empêchement absolu.

En temps de guerre, tout l'ensemble de la population, même les classes aisées et opulentes, réduisent leurs besoins au minimum. Toutes les superfluités disparaissent.

Et le problème est beaucoup moins de trouver des bras pour les industries dont le personnel a été mobilisé, que de trouver des occupations pour le personnel qui reste, dans la réduction universelle des besoins.

En ce qui concerne l'approvisionnement des belligérants bloqués, il faut tenir compte qu'ils ont des voisins neutres, que les habitants de ces pays neutres trouvent un intérêt considérable à faciliter cet approvisionnement, et que, d'autre part, les belligérants adverses sont tenus, par politique, à certains ménagements vis-à-vis des Etats neutres.

A l'heure présente, par exemple, l'Allemagne est une

nation bloquée. Mais elle a pour voisins divers Etats neutres. En laissant de côté l'Italie et la Roumanie, dont la neutralité peut prendre fin, elle a pour voisins neutres la Suisse au sud, puis au nord la Hollande, c'est le principal, et les Etats scandinaves. Il est inévitable qu'il y ait des infiltrations et des fuites par ces Etats neutres.

Le blocus ne pourrait devenir hermétique que si les armées de la Triple-Entente occupaient toutes les frontières de terre de la Hollande et si, d'autre part, annulant complètement la flotte allemande, la flotte britannique pouvait établir des croisières méthodiques dans la Baltique. Cela peut arriver; nous espérons que cela arrivera d'ici à un ou deux mois, mais ce n'est pas le cas actuel.

De toutes ces observations il résulte qu'il n'y a aucune impossibilité, ni économique ni physique, à une durée prolongée de la guerre.

S'il ne se produit pas d'événements militaires décisifs, on peut très bien envisager une guerre durant six ou sept mois, peut-être davantage. Il faut tenir compte, toutefois, d'un facteur très important, le facteur psychique et moral; si un peuple infatué subit, pendant une suite de mois, une série ininterrompue de gros échecs, il peut en résulter une telle dépression morale que ce peuple capitule avant d'être frappé d'un complet épuisement économique ou physique. L'épuisement économique, quoique incomplet, finit par peser beaucoup à la nation bloquée et ajoute à sa dépression. En tout cas, au point de vue des forces respectives et de leur faculté de renouvellement, toutes les chances semblent devoir être de plus en plus en faveur de la Triple-Entente et de ses récents alliés. C'est là un grand motif, non seulement d'espérance, mais de confiance.

ONZIÈME SEMAINE

Du 9 au 15 octobre 1914.

On apprend la chute d'Anvers. — Emigration au Havre des pouvoirs publics belges. — La bataille se poursuit de la Meuse à l'Oise, puis de l'Oise à la Somme et aux Flandres. — Les Allemands occupent Lille. — Les forces anglo-françaises, avec le reste de l'armée belge, s'établissent à Ypres.

Les batailles gigantesques continuent sur le front oriental.

On agite de plus en plus la question de l'intervention de la Roumanie. — Le roi de ce pays paraît retenu par sa parenté avec le kaiser; une abstention causée par ce motif serait une atteinte au principe monarchique.

C'est une grande douleur pour toute la civilisation, c'est pour elle un vrai deuil, que la chute d'Anvers. La grande métropole commerciale et artistique est devenue la proie des hordes teutonnes. La puissance des modernes canons de siège vient rapidement à bout des fortifications les plus savantes et les mieux entretenues, tandis que, par un étrange contraste, une armée en campagne peut tenir quasi indéfiniment dans des tranchées improvisées contre les assaillants les plus déterminés et les plus habiles.

La chute d'Anvers était redoutée depuis que cette place se trouvait soumise au bombardement. C'est, en partie, comme nous le disions il y a huit jours, pour venir à son secours que l'armée française s'était, dès le début de ce mois, hâtée vers Arras et notre frontière du Nord; les circonstances ont empêché que ce mouvement pût s'effectuer assez rapidement et assez pleinement.

Anvers aurait pu, sans doute, tenir quelques jours de plus, et la plupart des forts ont prolongé leur résistance

ou la prolongent encore. Mais les dirigeants de l'armée belge qui se trouvait dans la place, grossie de contingents anglais, ont jugé qu'une nécessité supérieure obligeait à évacuer la ville, à mettre l'armée assiégée en sûreté et en situation de continuer énergiquement la lutte. C'était là une résolution sage et patriotique. L'armée belge et les brigades anglaises, agissant au moment opportun, ont pu effectuer leur retraite dans des conditions favorables, sauvant tout leur matériel et ayant détruit tout ce qui n'était pas transportable et eût pu, dans la ville, servir à l'ennemi. Une partie d'une brigade anglaise, évaluée à 2.000 hommes, et une petite troupe belge numériquement équivalente ont, seules, été empêchées de se dégager à temps et ont dû se replier en Hollande, où, conformément aux lois de la neutralité, elles ont été désarmées.

Ainsi, l'armée belge et les contingents anglais qui s'y étaient joints vont continuer à tenir campagne et à lutter, avec l'énergie que l'on sait, contre les Teutons.

Il en résulte que la chute d'Anvers ne modifie pas essentiellement les forces qui restent en présence ; elle ne confère aucun avantage numérique notable à l'ennemi. Elle n'ajoute rien ou peu de chose à sa force offensive. Plus tard, quand les armées françaises, anglaises et belges, agissant de concert, auront rejeté les Allemands en dehors de France, peut-être la possession d'Anvers pourra-t-elle ajouter quelque chose à leur puissance défensive, mais dans des proportions qui n'ont rien de déconcertant et qui ne sauraient modifier la solution certaine du conflit de peuples et de doctrines qui se poursuit sur le continent depuis le 2 août.

Une conséquence de la chute d'Anvers et de l'occupation de Bruxelles par les Allemands, ç'a été l'émigration des pouvoirs publics de Belgique : le pays, qui a une énorme densité de population, n'occupant qu'un territoire restreint (une trentaine de mille kilomètres carrés, la dix-huitième partie seulement du territoire

français), les pouvoirs publics de Belgique, ministère, administrations publiques diverses, pour être à l'abri d'une surprise militaire, ont dû aller demander asile à l'étranger. C'est la France qu'ils ont choisie, et c'est au Havre qu'ils vont provisoirement résider jusqu'à ce que, un jour prochain, ils puissent rentrer dans la Belgique délivrée de l'occupation teutonne. Le roi, dont la vaillance est supérieure à toutes les épreuves, reste en Belgique à la tête de son armée.

C'est un très grand honneur pour la France que d'avoir été choisie comme lieu d'asile par le gouvernement belge ; c'est encore un resserrement de liens étroits d'amitié, de haute estime et de dévouement réciproque des deux nations.

L'héroïsme belge grandit chaque jour et s'impose de plus en plus à l'admiration du monde. Tant qu'il y aura une histoire, l'épopée belge de 1914 sera glorifiée ; elle représente un des événements les plus magnifiques qu'aient connus les fastes du genre humain.

La chute d'Anvers ne doit pas faire perdre de vue les faits militaires qui se poursuivent sur le théâtre de guerre allant de la Somme et de l'Oise au Niemen et à la Vistule, environ 2.500 kilomètres de longueur, et de la mer du Nord à l'Adriatique ou aux Balkans, près de 2.000 kilomètres de largeur. Comme le disait un journal britannique, il ne faut jamais perdre de vue les points stratégiques principaux et essentiels de cette gigantesque lutte.

En ce qui nous concerne, la série de batailles de la Meuse à l'Oise, puis de l'Oise et la Somme à notre frontière du Nord, continue sans interruption. Les communiqués successifs nous en donnent un résumé succinct, nous en transmettent l'impression générale. Sur trois points principaux, la lutte reste très vive : au point de jonction de la ligne horizontale et de la ligne verticale de nos forces à l'ouest, entre Roye et Lassigny, puis plus au nord, dans notre évolution récente autour d'Arras,

enfin à l'est, du côté de Verdun et des Hauts de Meuse.

L'impression générale (il ne peut guère s'agir dans ces communiqués au public, sur une série d'opérations aussi étendues et aussi complexes, que d'impressions) demeure satisfaisante; ce sont les termes mêmes du communiqué du 10 octobre : « L'impression de la journée est satisfaisante ; » et de même : « En résumé, dit le communiqué du 13 octobre (15 heures), la journée d'hier a été marquée par un progrès sensible de nos forces sur divers points du champ de bataille. » Les communiqués suivants confirment ces notes. Nous ne pouvons que faire confiance à nos troupes et à leurs chefs : les hordes teutonnes n'avancent pas en France ; après avoir déjà perdu, le mois dernier, une centaine de kilomètres de la Marne à l'Aisne, elles paraissent en voie de se replier de nouveau, et il y a moins de chemin de l'Aisne ou de la Somme à la frontière qu'il n'y en avait de la Marne à l'Aisne.

Sur notre frontière septentrionale elle-même, les mouvements des Allemands et de nos troupes se mêlent : l'ennemi a réoccupé, pour peu de temps sans doute, Lille, et les forces anglo-françaises, débordant l'ennemi, ont pris possession de la ville belge d'Ypres.

Mentionnons un nouveau trait de la férocité germanique : le dimanche 11, plusieurs avions allemands ont survolé Paris et ont jeté une vingtaine de bombes, qui ont tué quatre promeneurs et en ont blessé vingt.

Nos alliés les Russes sont engagés dans des batailles gigantesques ou les préparent; en ces vastes régions, la lutte apparaît aussi complexe qu'étendue, et il est difficile à un observateur occidental de bien la suivre. Après leur grande victoire d'Augustow, qui a rejeté les Allemands dans la Prusse orientale, nos alliés ont des actions colossales en train, d'une part sur la Vistule, et, d'autre part, autour de Cracovie. Ils ont laissé, intentionnellement, semble-t-il, une armée allemande pénétrer en Pologne, où, à cause de la différence de largeur

des voies ferrées, elle éprouvera, pour son ravitaillement, de grandes difficultés. On dit toujours que, sur ce vaste front, de la Baltique au milieu de la Galicie, s'étendant sur environ un millier de kilomètres, il y aurait en présence 2 millions d'hommes de chaque côté. Si les Russes remportent là un nouveau triomphe signalé, toute la face de l'ensemble de la guerre peut en être changée; la puissance germanique pourrait éprouver là un coup décisif. Si, au contraire, les Russes subissaient quelque échec ou n'avaient que des demi-succès, leur situation, étant donné l'inépuisable fonds de renouvellement dont ils disposent pour leurs troupes, n'en serait aucunement compromise, mais la durée de la guerre pourrait en être prolongée.

Mentionnons l'avance rapide d'une armée russe en Hongrie; ce n'est là, toutefois, qu'une scène secondaire sur l'immense théâtre général de cette guerre sans précédent.

Les Serbes, dont on parle moins parce que leur action est plus éloignée et plus locale, continuent le cours de leurs éclatants exploits, avec leurs frères les Monténégrins. Ils font le siège de la capitale de la Bosnie, Serajevo, et l'on peut toujours penser que, dans quelques semaines, ils pourront, comme ils en ont donné l'exemple à Semlin, marcher sur les vieilles provinces de la monarchie autrichienne.

Entrera-t-il dans la lutte un nouveau participant qui pourrait y jouer un rôle important? On sait que les Roumains, pour ne parler que d'eux, sont, depuis le commencement du mois d'août, tout frémissants, et que le mouvement populaire les porterait à se jeter sur l'Autriche-Hongrie pour revendiquer les provinces de cet empire habitées par leurs frères de race, qui implorent leur délivrance.

Les Roumains ont été retenus jusqu'ici, dans l'accomplissement de cette grande œuvre nationale, de cette mission nationale, par la résistance de leur vieux roi,

Karol Ier. C'était un prince Hohenzollern, porté au trône de Roumanie en 1866, c'est-à-dire il y a près d'un demi-siècle, homme de mérite d'ailleurs, politique habile et appliqué, qui a bien conduit son peuple, son pays adoptif, durant ces quarante-huit années. Mais, prince allemand d'origine, ancien officier allemand, il considérait l'Allemagne avec vénération et amour, et la regardait comme une puissance invincible, même à une coalition; puis l'empereur allemand lui apparaissait comme son chef de famille, auquel il devait des égards et de l'amitié; il croyait aussi avoir des obligations au grand-père du présent empereur ; bref, raisonnement et sentiment chez lui s'opposaient à ce qu'il entrât en lutte contre l'Allemagne et l'alliée de celle-ci, l'Autriche-Hongrie. Il y avait, dans sa conscience, une lutte entre tous ses souvenirs, tous ses sentiments propres, et les aspirations de ses sujets; cette lutte intérieure porta le dernier coup à sa santé déjà compromise.

Il ne se rendait pas assez compte que la préférence qu'il accordait à ses idées et à ses affections personnelles, relativement aux intérêts de son pays, ne tendait à rien moins qu'à ébranler le principe monarchique : si les rois songeaient plus à leur parenté, à leurs affections propres, qu'au bien de leur royaume, le principe monarchique perdrait beaucoup de sa vertu. Aussi, les rois énergiques ne se laissent pas arrêter par des considérations de cet ordre : soit Edouard VII d'Angleterre, soit le roi George, soit l'empereur Nicolas de Russie, soit le roi Albert de Belgique, écartent avec décision les sentiments de parenté et de relations personnelles quand les intérêts primordiaux du pays qu'ils gouvernent sont en jeu.

Le roi Karol ne sut pas imiter ces exemples; la crise de conscience qu'il ne put surmonter l'emporta : le voilà mort. Il a pour successeur son neveu : le nouveau souverain a bien aussi une origine allemande, mais il est à un degré plus éloigné de celui qui est considéré, au point

de vue privé, comme le chef de famille; il est plus dégagé de l'éducation germanique. Il saura, on doit l'espérer, agir en roi.

Or, l'intérêt de la Roumanie, en présence de la guerre actuelle, n'est pas douteux : l'Autriche-Hongrie compte au moins trois millions de sujets roumains qui sont opprimés et qui implorent leur délivrance. La Roumanie compte environ 7 millions et demi d'habitants; si elle annexe les provinces roumaines actuellement détenues et opprimées par l'Autriche-Hongrie, elle accroîtra de 40 p. 100 l'étendue de son territoire et le nombre de ses habitants. Elle deviendra la première contrée du bas Danube et des Balkans.

On dira peut-être qu'en tout état de cause et sans coup férir la Roumanie recevra cette aubaine; que, la paix devant nécessairement comporter la dislocation de l'Autriche-Hongrie, la Roumanie pourra toujours s'annexer, sans avoir fait aucun sacrifice, les trois millions de Roumains compris jusqu'ici dans le conglomérat austro-hongrois.

Ce calcul risquerait d'aboutir à un mécompte. Certes, nous avons pleine confiance que l'énorme conflit actuel se terminera par la victoire de la Triple-Entente — Angleterre, France, Russie — et de leurs alliés : Belgique, Serbie, Monténégro, Japon. Deux points, cependant, sont incertains : la durée de la lutte, qui menace d'être très longue, et le degré même du triomphe de la Triple-Entente. Ce triomphe, il importe à la civilisation qu'il soit complet et que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie se trouvent réduites à merci. Quelle que soit la confiance que l'on ait en cet heureux résultat, il faut bien admettre, cependant, qu'une guerre indéfiniment prolongée, pendant un an, par exemple, pourrait, à la rigueur, par lassitude ou épuisement, amener les membres de la Triple-Entente et leurs alliés à se relâcher quelque peu de leur plan primitif, à n'aller pas jusqu'au bout des conditions qu'ils sont décidés à imposer : ces

conditions comportent une perte d'une vingtaine de millions d'âmes pour l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne. Il faut que ces deux pays soient absolument écrasés et dans un temps raisonnable pour que ces conditions soient pleinement obtenues, avec nombre d'autres, d'ailleurs, financières, économiques et garanties diverses qui doivent s'y joindre.

Nous avons la ferme confiance que la France, l'Angleterre, la Russie et leurs alliés obtiendront, en un temps raisonnable, un triomphe suffisant pour que toute cette œuvre réparatrice soit accomplie, pour que toutes les garanties d'avenir soient procurées. Il est évident, toutefois, que les participants actuels à la guerre se serviront les premiers et que, s'il y avait quelque concession à faire, ils la feraient pour les choses qui ne les intéressent pas directement.

La Roumanie ne peut donc considérer comme certain qu'elle pourra s'annexer les 3 millions de Roumains incorporés actuellement à l'Autriche-Hongrie que si elle intervient directement à la lutte, si elle y prend part, et cela au moment opportun, qui est le moment le plus proche. Si elle lance actuellement 200.000 hommes contre l'Autriche-Hongrie, qu'elle imite la Serbie, elle assurera encore davantage le résultat de la lutte et elle rendra cette lutte plus brève, ce qui sera un grand bienfait pour la civilisation et ce dont celle-ci lui sera éternellement reconnaissante. La Roumanie prenant immédiatement part à la guerre et s'y engageant à fond, marchant non seulement sur la Transylvanie, mais sur Vienne, c'est la faculté pour la Russie d'augmenter de 200.000 hommes ses troupes dirigées contre l'Allemagne; c'est la défaite de l'Allemagne, sa capitulation sans doute avancée de plusieurs semaines. La Roumanie, d'autre part, ne courrait aucun risque en engageant 200.000 hommes immédiatement contre l'Autriche-Hongrie; étant donné que sa population dépasse 7 millions d'âmes, ses forces militaires totales doivent bien

s'élever à 500.000 hommes ; elle pourrait donc conserver une armée d'observation de 250.000 à 300.000 hommes pour veiller au maintien de l'ordre dans les Balkans.

Voilà la tâche, la haute mission qui s'impose à la Roumanie ; il y a des heures historiques que les peuples doivent savoir saisir ; leur grandeur en dépend : ces heures historiques ne se représentent pas plusieurs fois en un siècle ; quand on ne les saisit pas, plusieurs générations s'écoulent avant d'en voir de semblables. Dans ce choc des nations civilisées, représentant les idées d'indépendance et de liberté, contre les deux nations de proie du centre de l'Europe, la Roumanie a une mission à remplir qui lui sera à la fois glorieuse et immensément profitable ; cela doit bannir chez elle toute hésitation.

DOUZIÈME SEMAINE

Du 16 au 22 octobre 1914.

La bataille dite des trois rivières : Aisne, Oise et Somme, s'étend de plus en plus. — On revient au procédé de guerre d'il y a 2.000 ans, des Cimbres et des Teutons contre Marius, de Vercingétorix et de César.

Les méthodes russes sur le front oriental ; péripéties de la lutte des Russes contre les Allemands ; leurs succès quasi constants contre les Austro-Hongrois.

Les Allemands prétendent-ils annexer la Belgique ? — En tout cas, ils voudraient s'emparer du Congo belge.

La faculté de renouvellement des forces se révèle comme beaucoup plus forte chez les membres de la Triple-Entente que chez leurs adversaires ; le triomphe final des premiers apparaît, avec le temps, comme ayant un caractère de nécessité.

Voilà près de quinze jours qu'Anvers a succombé ; toute la civilisation en a éprouvé une vive douleur. Mais, ainsi que nous le disions dans notre dernier bulletin, les Allemands n'en ont retiré — l'événement jusqu'ici le démontre — aucun accroissement de leur force offensive.

L'héroïque roi des Belges, à la tête de l'armée belge intacte, a effectué, le long de la mer, sa jonction avec les forces franco-britanniques, et il continue une lutte opiniâtre, avec succès, contre l'envahisseur.

Les opérations de batailles commencées le 14 septembre sur les rives de l'Aisne se poursuivent, en évoluant et gagnant de plus en plus le nord de la France.

La bataille de l'Aisne, en réalité, paraît terminée, quoique les Allemands conservent toujours, mais en le dégarnissant de plus en plus, leur front sur cette rivière ; il nous serait, sans doute, possible de l'enlever si nos

chefs ne tenaient pas, avec raison, à ménager les vies de nos soldats.

La bataille même qu'on avait un moment nommée des trois rivières, Aisne, Oise et Somme, sans avoir pleinement cessé, notamment sur la dernière, n'est pas celle qui, aujourd'hui, a le plus d'importance. La lutte sévit surtout aux environs d'Arras et de Lens, puis de Lille, avec prolongement en Belgique, aux environs d'Ypres et au delà.

Il serait superflu de vouloir commenter ici les communiqués officiels. Il suffit d'en dégager l'impression générale : partout nous tenons ferme, avec des progrès nombreux ; nous progressons, en effet, la carte en témoigne, puisque nous occupons Armentières, sur notre extrême frontière, et Ypres, en Belgique, et que notre pointe, en ce dernier pays, est en voie de s'accentuer. La situation est bonne aussi du côté des Hauts de Meuse.

La lenteur, au début imprévue, de toutes ces vastes opérations n'est plus de nature à étonner. L'art de la guerre, chose inattendue, est revenu aux méthodes d'autrefois, celles d'il y a près de deux mille ans. On rappelle que dans la lutte de Marius contre les Cimbres et les Teutons, les deux parties s'entouraient de circonvallations, de retranchements de fortune et de palissades, qu'il en fut de même à Alésia entre César et Vercingétorix.

Dans cette lutte de combats journaliers, nos troupes étant chez elles, par conséquent en pays non seulement ami, mais dévoué, disposant de lignes de chemins de fer nombreuses et intactes, doivent beaucoup moins souffrir que l'ennemi, qui se trouve en pays adverse, abandonné, quasi vacant, loin de ses centres d'approvisionnement et ne pouvant recourir qu'à des voies ferrées en partie endommagées et dépourvues de leur matériel : si l'on ajoute que l'outillage militaire de l'ennemi, notamment son artillerie, est beaucoup plus lourd et moins

facilement mobile que le nôtre, on doit conclure que l'épreuve est plus dure pour lui que pour nous.

Si nous passons à nos alliés les Russes, on les voit soutenir, sur un front approchant d'un millier de kilomètres, de l'extrémité de la Prusse orientale jusqu'au fond de la Galicie, en passant par les bords de la Vistule, des luttes opiniâtres, avec des résultats heureux. Il s'est trouvé des sceptiques pour douter que l'attente des Russes devant Varsovie fût inspirée par des raisons vraiment stratégiques. Ces sceptiques paraissent bien avoir tort. Les Russes ont leurs méthodes de combat, dont ils possèdent l'expérience et qui leur ont maintes fois réussi avec éclat dans le passé. Ils ne se pressent pas, d'abord; ils agissent avec une ténacité admirable; ils peuvent être patients, puisqu'ils ont des masses incommensurables où ils peuvent toujours puiser, soit pour combler les vides dans leurs troupes, soit pour y ajouter, avec le temps, des corps nouveaux.

Les Allemands étaient arrivés à une quinzaine de kilomètres de Varsovie et ils en tiraient vanité, comme si cette marche qu'on leur a laissé effectuer eût constitué, par elle-même, une victoire. Les Allemands étaient bien arrivés à une trentaine de kilomètres de Paris, et maintenant le gros de leurs troupes est à 150 kilomètres de notre capitale. Outre que Varsovie n'est pas pour la Russie ce que Paris est pour la France, les Allemands s'exposaient, en Pologne, à la même déconvenue qu'ils ont éprouvée chez nous.

Quand le général Joffre, dans le *communiqué* officiel du 1er septembre (23 heures), s'exprimait en ces termes : « A notre aile gauche, par suite du mouvement enveloppant des Allemands et *dans le but de ne pas accepter une action décisive qui aurait pu être engagée dans de mauvaises conditions,* nos troupes se sont repliées partie vers le sud, partie vers le sud-ouest, » il y eut, dans ces jours de panique, des sceptiques; ils ne croyaient pas à la raison stratégique; et, cependant, elle existait; l'évé-

nement l'a montré avec éclat quelques jours plus tard; le général Joffre voulait attirer l'ennemi encore plus au centre de la France, et il gagnait la magnifique victoire de la Marne.

Les dernières nouvelles portent qu'il vient d'en être de même en Russie; les éclatantes victoires des Russes à Lemberg et à Augustow faisaient augurer que leur action en Pologne, exécutée avec réflexion, conformément à un plan dès longtemps arrêté, devait avoir des résultats aussi utiles à la cause commune des alliés que glorieux pour les chefs et les troupes moscovites. L'événement vient de confirmer cette attente. Un communiqué officiel russe annonce que les Allemands, sur les bords de la Vistule, ont subi une complète défaite, qu'ils sont en retraite précipitée, évacuant les positions qu'ils avaient fortifiées. C'est une déroute; elle est, paraît-il, le résultat d'une grande bataille de sept jours.

Les Serbes continuent leur bonne besogne locale en Bosnie et sur les frontières entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie; ils y retiennent d'importantes armées austro-hongroises sur lesquelles ils remportent de fréquents avantages. Le jour viendra, avec le temps, où, maîtres de ces territoires, ils pourront effectuer une pointe sérieuse dans les vieilles provinces de la monarchie autrichienne.

Maîtres temporairement de la plus grande partie de la Belgique, voici que les Allemands se prennent à discuter sur le sort définitif de ce beau pays. Certains journaux de Berlin insinuent que l'annexion de la Belgique à l'Allemagne serait utile, sinon nécessaire, et que cette conquête devrait être conservée. A coup sûr, Bruxelles, Anvers, constitueraient un magnifique complément de l'Allemagne. Des journaux de pays neutres font remarquer, par contre, que la politique et la diplomatie allemandes ont commis une nouvelle et grande maladresse en étendant l'action des troupes germaniques à la Belgi-

que tout entière, et notamment en occupant Anvers et Bruxelles. Les immenses convoitises de l'Allemagne se dénoncent ainsi officiellement à l'ensemble du globe. La guerre que les puissances de la Triple-Entente font à l'Allemagne et à l'Autriche ne peut qu'en être surexcitée et prolongée jusqu'à l'extinction des forces de l'un des groupes de belligérants.

Ce serait une prétention puérile des Allemands que celle soit de conserver la Belgique ou une part quelconque de la Belgique, soit de modifier le statut international de ce vaillant et riche pays. On le leur fera bien voir.

Certains Allemands, en apparence moins prétentieux, mais ayant au fond une à peu près égale outrecuidance, s'aperçoivent bien qu'il faudra que l'Allemagne restitue la Belgique et même qu'elle l'indemnise. Mais ils nourrissent une pensée qui leur paraîtrait plus pratique, ce serait de se faire céder le Congo belge. Les Allemands ont jeté, en dehors de l'Europe, leur dévolu sur beaucoup de contrées, sur la Turquie d'Asie, mais principalement sur l'Afrique. Ils voudraient se rendre maîtres de quasi tout ce continent. Ils prétendent effectuer une jonction de leur colonie du Cameroun, sur la côte occidentale d'Afrique, avec leur colonie de l'Afrique orientale, sur la mer des Indes. On a vu l'acharnement qu'ils ont mis à se faire céder par nous des morceaux de notre Congo, qui constituent des sortes d'antennes, les rendant voisins du Congo belge. Ils se sont efforcés aussi d'obtenir la cession de notre droit de priorité, que nous possédons par contrat, sur la cession du Congo belge, au cas singulièrement improbable où la Belgique voudrait s'en défaire. On sait aussi que l'Allemagne convoite les possessions portugaises de la côte occidentale d'Afrique et celles de la côte orientale, particulièrement les premières.

L'acquisition du Congo belge par l'Allemagne est, pour les Allemands, un rêve où ils se complaisent; elle

est, au contraire, pour nous autres, pour les Anglais aussi, un cauchemar qui doit susciter toutes nos énergies. Nous avons pleine confiance que ce rêve allemand ne se réalisera pas, que la guerre présente n'apportera aux Allemands aucune extension de leurs possessions en Afrique et qu'elle y effectuera, au contraire, à leurs dépens, certains redressements nécessaires.

Plus on réfléchit aux conditions de la guerre immense et sans précédent qui se fait depuis près de trois mois aux deux extrémites de l'Europe, plus on en suit avec soin les péripéties, et plus se confirme la conviction qu'elle doit finir par le triomphe décisif des pays de la Triple-Entente et de leurs alliés. Les combats acharnés qui se livrent depuis près de trois mois dans d'énormes régions, sur des fronts de centaines et presque de milliers de kilomètres, témoignent, de la manière la plus éclatante, que les Allemands et les Austro-Hongrois n'ont sur les peuples de la Triple-Entente et leurs alliés nouveaux aucune supériorité soit d'armement, soit de commandement. Leurs troupes, qui ont eu l'avantage d'une préparation plus précoce et d'une mobilisation antérieure, sont partout contenues.

Or, à la longue, il sera beaucoup plus difficile aux Allemands et aux Austro-Hongrois de renouveler leurs forces que ce ne le sera aux peuples de la Triple-Entente. Les Russes ont une population colossale qui leur procure, pour leurs troupes, soit afin d'y combler les vides, soit pour amener de nouvelles formations, un fonds de renouvellement qu'on peut considérer comme pratiquement inépuisable.

Quant aux Anglais, la « méprisable petite armée du général French », pour prendre les paroles sottement hautaines de l'empereur allemand, déjà portée au delà de 200.000 hommes, est appelée à s'élever graduellement jusqu'à 600 ou 700.000 hommes, sinon au delà.

On annonçait officiellement, hier même, que les enrôlements effectués en Angleterre depuis la déclaration de

guerre atteignent maintenant 780.000 hommes[1], non compris les Canadiens et les troupes coloniales britanniques, et les enrôlements continuent. Dans les circonstances présentes, avec des hommes d'un bon âge et de bonne santé, il suffit de trois ou quatre mois pour préparer suffisamment un soldat. L'entraînement des soldats, en effet, s'effectue beaucoup plus rapidement en temps de guerre qu'en temps de paix, et celui d'engagés volontaires est plus aisé que l'entraînement de recrues forcées. On peut donc compter que, d'ici à la fin de janvier, l'armée britannique d'opérations sur le continent pourra être accrue de 400.000 à 500.000 hommes et, ultérieurement, de bien davantage si la guerre devait avoir une plus longue durée. Cet apport nouveau et graduel de 400.000 à 500.000 Anglais se composera de troupes d'un bon âge et entièrement fraîches. Si l'on ajoute que la situation économique et même alimentaire est, pour l'Allemagne bloquée, beaucoup plus grave que pour les pays de la Triple-Entente, on peut, par un raisonnement précis et indépendamment de tout sentiment, conclure que l'Allemagne, dans la lutte qu'elle a entreprise contre la civilisation, est fatalement vouée à l'écrasement et à la capitulation. C'est une question de temps, sans doute d'un temps plus prolongé, étant données les méthodes de la guerre contemporaine, qu'on ne le pensait il y a quelques semaines. Mais le dénouement apparaît comme ayant un caractère de nécessité. Il s'agit, pour nous, de faire provision de patience, de constance; le résultat en vue, c'est-à-dire le triomphe de la civilisation, de l'indépendance des nations, vaut, certes, que la génération présente, par une inlassable continuité d'efforts et de sacrifices, assure un aussi inestimable bienfait et à elle-même et aux générations futures.

1. Voir le *Temps* du 21 octobre, dernières nouvelles.

TREIZIÈME SEMAINE

Du 23 au 29 octobre 1914.

La bataille sévit avec rage sur les rives de l'Yser entre Nieuport et Dixmude. — Des forces allemandes ont réussi à franchir le cours d'eau. — Elles sont contenues par nos troupes et ne peuvent progresser.
Nouvelle visite du président Poincaré aux armées.
Le langage des communiqués : il est critiqué à l'Institut.
La Belgique appelle sous les armes les hommes de 18 à 30 ans.
A notre droite, Nancy, Verdun et Toul restent inviolées. — Nos offensives heureuses en cette région.
Les Russes ont rejeté les Allemands loin de Varsovie.
Les Serbes suspendent le siège de Sérajevo.
Les Allemands paraissent convoiter nos ports du Nord : Dunkerque, Calais, Boulogne, surtout Calais.
Rêves mystiques allemands pour « la revision de l'attribution des parts au gouvernement général du monde » et pour « la direction de l'humanité ».

Observations financières concernant la guerre présente : paralysie de l'appareil international de circulation de valeurs sur le globe; l'estimation actuelle des frais mensuels de guerre ; comparaison avec les guerres antérieures.

La bataille se poursuit avec un très grand acharnement dans la région des Flandres, autour d'Arras et de Lens d'une part, d'Ypres, de Dixmude et de Nieuport de l'autre, en Belgique, sur les rives de l'Yser. Successivement, suivant les péripéties de la lutte, l'un ou l'autre des combattants gagne ou perd, sur un point de l'immense ligne, un peu de terrain, quelques centaines de mètres, bien exceptionnellement un ou deux kilomètres. Ces gains apparaissent rarement comme définitifs. La ville belge de Roulers, par exemple, apparaît comme ayant été prise quatre fois. Il y a eu quelque émotion

chez certains à l'annonce, dans le communiqué officiel du 25 octobre (23 heures), que des « forces allemandes ont pu franchir l'Yser entre Nieuport et Dixmude »; le communiqué officiel du lendemain, 26 octobre, 15 heures, signalait que « les forces allemandes qui avaient franchi l'Yser entre ces deux villes n'ont pas pu progresser ». Les communiqués suivants sont rassurants.

Il ressort de toute la série de ces communiqués officiels que les troupes alliées maintiennent énergiquement leur terrain, que leur front n'est rompu nulle part et que, sur divers points, il y a progrès.

Si l'on rapproche la situation de celle d'il y a trois ou quatre semaines, on doit la trouver satisfaisante. Alors la bataille sévissait sur les bords de l'Aisne et de l'Oise, à 100 ou 130 kilomètres de Paris; maintenant, une accalmie presque générale règne sur ce front; c'est dans les Flandres, soit française, soit belge, que la lutte s'est portée, soit à 200 ou 250 kilomètres de Paris, sinon davantage. On annonce une nouvelle visite du président Poincaré aux armées; au lieu de porter à celles-ci le salut et les félicitations de la nation dans l'Ile-de-France, il les leur portera dans les Flandres et en Belgique : le progrès est considérable.

A notre extrême gauche se trouve la vaillante et infatigable armée belge, commandée par son roi héroïque et soutenue par l'armée anglo-française. Un trait particulier de la lutte sur les côtes de Belgique, c'est que des vaisseaux, soit britanniques, soit français, y ont coopéré, détruisant par leur tir des batteries allemandes.

Les journaux anglais, qui ont des correspondants sur les lieux, nous rapportent des épisodes nombreux de cette lutte sans précédent; ils sont remplis d'enthousiasme, de confiance; ils vont parfois jusqu'au lyrisme; leur lecture est au plus haut degré réconfortante.

Nos communiqués officiels ne se départent pas de leur calme, de leur sobriété et de leur brève, toute objective, précision. On le leur a souvent reproché; on

les en plaisantait hier encore sous la coupole de l'Institut. Nous avouons que, quant à nous, le langage des communiqués ne nous paraît prêter à aucune critique : il est ce qu'il doit être; il ne cherche pas à soulever des espérances excessives ou prématurées qui pourraient amener des déceptions. Les communiqués officiels indiquent la situation des armées, le sens général des engagements; ils le font avec une véracité dont témoigne la succession des événements. C'est au public, ensuite, de se faire une opinion : de temps en temps, d'ailleurs, les communiqués contiennent une note suggestive, confirmant l'élan constant de nos troupes, ou bien ils nous donnent des indications précieuses.

Ainsi, le communiqué du 26 octobre (15 heures) signalait que « dans les batailles de ces dernier jours, l'ennemi paraît avoir fait des pertes considérables ». Le communiqué du 28 octobre (15 heures) déclare : « Il se confirme de plus en plus que les pertes allemandes en tués, blessés et prisonniers ont été considérables dans la région du Nord. » Un communiqué antérieur, celui du 23 octobre (15 heures) faisait cette remarque importante : « En résumé, l'ennemi paraît tenter sur la majeure partie du front, et notamment entre la mer du Nord et l'Oise, un nouvel effort, en utilisant des corps de nouvelles formations, constitués avec des hommes récemment instruits, les uns très jeunes, les autres assez âgés, et avec des cadres prélevés un peu partout. » On dit, en effet, qu'il y a, dans ces nouvelles troupes allemandes, des recrues de 17 à 18 ans, et d'autres aux environs, sinon au delà, de la cinquantaine.

Cette constatation est du plus haut intérêt : elle tendrait à prouver qu'un certain épuisement commence à se manifester chez l'ennemi; or, on ne l'ignore pas : l'épuisement graduel des Allemands en soldats instruits et de bon âge, en chevaux, en munitions, en vivres même, c'est l'une des éventualités favorables, quasi certaines même, sur lesquelles comptent les belligérants de

la Triple-Entente. Sans doute, il ne faut pas s'imaginer que cet épuisement va prendre rapidement de grandes proportions ; il y faudra un certain nombre de mois.

La force de renouvellement et même d'accroissement de leurs troupes, chez les membres de la Triple-Entente, est très supérieure à celle des Allemands et se fera de plus en plus sentir. Voici maintenant les volontaires canadiens qui entrent en lutte ; ce n'est que quelques dizaines de mille hommes ; mais bien d'autres suivront. Voilà pourquoi la longueur de la lutte, si pénible qu'elle soit par les sacrifices d'hommes qu'elle entraîne, n'a rien de décourageant en ce qui concerne le dénouement. Celui-ci, comme nous n'avons cessé de le dire, à la seule condition que les membres de la Triple-Entente poursuivent la lutte avec une inébranlable constance, — et ils y sont décidés, — ce dénouement, favorable à la Grande-Bretagne, la France, la Russie, la Belgique et leurs alliés, apparaît chaque jour davantage comme ayant un caractère de nécessité.

La Belgique appelle sous les armes les hommes de 18 à 30 ans ; à l'heure présente, la plus grande partie du pays étant occupée par les Allemands, les effectifs ainsi réunis seront restreints, mais le jour qui arrivera certainement où l'on aura libéré de la présence de l'envahisseur le territoire belge, la nouvelle armée belge, dans ce pays qui compte environ 8 millions d'habitants, pourra monter à un nombre respectable de centaines de mille hommes.

A notre droite, aux environs de Nancy et sur les Hauts de Meuse, nous continuons à faire de la bonne besogne. Non seulement Nancy, Verdun et Toul continuent d'être inviolés ; mais nous avons réussi à dégager une partie du territoire français : « Dans la région est de Nancy, signale le communiqué du 27 octobre (15 heures) entre la forêt de Bezange et celle de Parroy, nous avons pris l'offensive et rejeté l'ennemi au delà de la frontière. »

En définitive, le mois d'octobre, quoiqu'il ne nous ait pas apporté, comme on l'avait un moment espéré, la libération du territoire français, nous a procuré des résultats favorables dans l'ensemble; il a ajouté aux mécomptes allemands; il a contribué à l'usure de leurs troupes, et, somme toute, il a reporté dans la région des Flandres, soit française, soit belge, le fort de la lutte qui, à la fin de septembre et au début d'octobre, sévissait encore en pleine Ile-de-France.

Si, maintenant, nous franchissons un millier de kilomètres et que nous regardions l'œuvre que font nos alliés russes, nous avons des raisons de grande satisfaction et nous devons applaudir à leurs succès. Les armées austro-allemandes, sous les yeux mêmes de l'empereur Guillaume, avec des masses que l'on a évaluées à près de 2 millions d'hommes, avaient fait un mouvement convergent vers Varsovie; elles s'étaient approchées jusqu'à une douzaine de kilomètres de cette grande ville. Les Russes ont absolument rompu le faisceau des forces austro-allemandes; ils ont disloqué leurs armées; au commencement de la semaine, les forces allemandes rejetées le moins loin se trouvaient à une distance de 50 à 60 kilomètres de Varsovie, dans une situation précaire, et la plus grande partie des armées germaniques était repoussée à 120 ou 150 kilomètres, sinon davantage. On annonce que la grande ville industrielle de Lodz est évacuée par les Allemands. Ainsi, les graves mécomptes allemands se produisent à l'est comme à l'ouest; l'excellence de la méthode russe s'affirme. Ajoutons que, si les Allemands bloqués sur mer doivent se voir, un jour plus ou moins prochain, dans des difficultés croissantes pour renouveler leur cavalerie, pour les munitions, pour l'essence, pour les vivres mêmes, les Russes possèdent, au contraire, sur leurs territoires immenses, des quantités innombrables de chevaux, des ressources indéfinies en pétrole, en métaux, en vivres, ayant une récolte dont l'excédent

pourrait suffire à l'alimentation de plusieurs grandes nations européennes.

Les Serbes ont dû suspendre le siège de Sérajevo; il est probable qu'ils le reprendront sous peu : en attendant, ils continuent d'occuper d'importantes masses austro-hongroises. On annonce que le Trésor français vient d'avancer au gouvernement serbe une somme de 90 millions de francs, sans doute sans intérêts; l'Angleterre a dû en faire autant, car c'était elle qui avait eu l'initiative de cette idée.

On peut se demander quel est le projet que poursuivent les Allemands dans leur campagne des Flandres. Il ne paraît pas qu'ils songent à un retour sur Paris, que les circonstances ne permettraient guère. Ce sont nos ports du Nord qu'ils convoitent : Dunkerque, Calais, Boulogne, Calais surtout. Ils auraient la prétention de s'y installer pour terroriser l'Angleterre : le détroit du Pas-de-Calais a une largeur de 35 kilomètres; les Allemands prétendent qu'ils possèdent un canon dont le tir s'étend à 45 kilomètres et, par conséquent, pourrait, si on n'en contrariait ni l'installation ni le fonctionnement, détruire la ville de Douvres; ils auraient, d'autre part, la prétention, avec ce fameux canon, de rendre le Pas-de-Calais innavigable à la flotte britannique. Ils voudraient aussi faire de Calais une base de sous-marins qu'ils y transporteraient de Kiel par voie ferrée. On ajoute qu'ils préparent une descente en Angleterre. On croyait d'abord que c'étaient quelques douzaines de zeppelins qui avaient la mission de bombarder Londres. On dit maintenant que les Allemands, une fois maîtres de Calais, vont faire sortir leur flotte et se proposent de transporter en Angleterre un corps de débarquement. Nous espérons bien que les Allemands ne prendront pas Calais ni Dunkerque; mais on voit, par ces projets que ne dissimulent pas leurs journaux, quelle est leur obsédante manie du *kolossal* (avec un K) et du terrorisme.

Ils ne rêvent qu'à terroriser le genre humain ; ce n'est pas seulement leur empereur, ni seulement leurs officiers ou hobereaux, c'est toute la nation qui est maniaque de terrorisme et de domination. Leurs fameux intellectuels en donnaient récemment la preuve dans le manifeste qu'ils ont soumis à l'admiration, croyaient-ils, du monde entier ; les recteurs de leurs vingt-deux Universités viennent de faire une démonstration analogue, et voici que, dans des cercles qui sembleraient devoir être à l'abri de ces obsessions démesurément orgueilleuses, dans des cercles piétistes, la même manie de domination universelle et de terrorisme s'étale. Voici qu'un ancien pasteur, dans une revue paraissant consacrée aux choses de morale, M. Friedrich Naumann, en sa revue hebdomadaire *Die Hilfe* (le Secours), s'exprime comme il suit au sujet de la Belgique et de l'avenir de l'Etat allemand : nous empruntons au *Journal des Débats*[1] cette citation singulièrement caractéristique de l'universelle mentalité germanique.

Même en admettant, écrit M. Friedrich Naumann, qu'il y ait eu en Belgique un sentiment de neutralité aussi honorable que celui que nous croyons exister en Suisse, par exemple, la question n'en subsiste pas moins du droit que peut avoir un petit Etat de se tenir, quelles que soient les circonstances, en dehors d'un travail historique de reconstitution. Les guerres sont maintenant un changement d'organisation dans le processus de l'évolution humaine... Comme il y a des Etats et des peuples en ascension et d'autres en décadence, il *doit y avoir des jours où l'on fait les comptes et où l'on revise l'attribution des parts au gouvernement général du monde*. Un tel jour vient de se lever. La lutte a pour enjeu *la direction de l'humanité*. Si sympathique que l'on puisse être aux vœux des neutres, on ne saurait admettre en principe leur droit de se tenir à l'écart du processus général de *centralisation de la maîtrise de l'humanité*. Dans le domaine économique, nous voyons chaque jour les petites entreprises s'efforcer de rester en dehors des Syndicats. Souvent elles y réussissent, mais souvent aussi elles échouent. Les mêmes phénomènes se produisent dans les sphères de la politique supérieure.

1. *Journal des Débats* du 26 octobre 1914.

On ne peut s'exprimer avec plus de clarté : l'Allemagne a décidé de *prendre la direction de l'humanité*, d'effectuer la *centralisation de la maîtrise de l'humanité*. A cette décision, paraît-il, rien ne peut légitimement s'opposer. Il faut faire revenir les Allemands de cette erreur. L'humanité ne veut pas qu'ils prennent sa direction, laquelle plongerait les autres nations dans la servitude. Les peuples de la Triple-Entente et leurs nouveaux alliés empêcheront bien les Allemands de réussir dans cette outrecuidante prétention de *prendre la direction de l'humanité*, de *centraliser la maîtrise de l'humanité*. Si longue doive être la guerre, il faut la mener jusqu'au bout pour mettre à jamais l'humanité à l'abri de la domination allemande et du terrorisme allemand.

OBSERVATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LA GUERRE PRÉSENTE. — LA PARALYSIE DE L'APPAREIL INTERNATIONAL DE CIRCULATION DES VALEURS SUR LE GLOBE ; L'ESTIMATION ACTUELLE DES FRAIS MENSUELS DE GUERRE ; COMPARAISON AVEC LES GUERRES ANTÉRIEURES[1].

Pour comprendre les effets financiers de la guerre de 1914, il faut se rappeler que la moitié au moins du genre humain, soit plus de 850 millions d'hommes, métropoles européennes et colonies comprises, sur 1.700 millions d'hommes auxquels on estime la population du globe, y prennent part.

Cette part est, sans doute, très inégale pour ces divers participants, mais tous y sont directement intéressés.

Les hommes mobilisables, chez tous les participants principaux, dépassent certainement 20 millions, et si tous ne sont pas mobilisés simultanément et dans la première période de la guerre, ils est probable qu'ils le

1. Les passages qui suivent sont extraits d'une communication faite par M. Paul Leroy-Beaulieu à l'Académie des sciences morales et politiques, dans sa séance du 17 octobre 1914.

seront successivement, au cours d'une lutte qui ne paraît pas devoir être plus brève que la guerre de 1870-1871, c'est-à-dire qui a une perspective de durée quasi minima de six à sept mois depuis son origine.

Pour bien comprendre encore les effets financiers de cette guerre sans précédent, il faut se rappeler que, au moment où elle éclata, le monde civilisé était déjà, au point de vue économique et financier, dans une situation délicate et assez tendue.

On venait d'avoir, en effet, une guerre préliminaire, très localisée, mais d'une très grande âpreté, la guerre des Balkans, qui, elle-même, avait été précédée par la guerre entre l'Italie et la Turquie.

En Amérique aussi les événements du Mexique avaient jeté les Etats-Unis dans des inquiétudes qui avaient déprimé, en ce pays, les marchés financiers.

La situation économique des deux Amériques était, d'autre part, pour d'autres raisons, devenue médiocre et préoccupante. La politique de combat, inaugurée par le président Roosevelt, suivie, avec une certaine modération, par le président Taft, sensiblement aggravée par le président Wilson, contre les grands *trusts* américains ou grands Syndicats industriels et commerciaux, avait jeté le marché de New-York dans de réelles alarmes.

Les deux grands pays de l'Amérique du Sud, le Brésil et la République Argentine, le premier surtout, à la suite d'abus de crédit pendant une période de grande prospérité, et par la baisse des cours des principaux produits naturels brésiliens, étaient tombés dans une crise sérieuse.

Ici, en Europe, les grandes banques étaient encombrées de Bons du Trésor turcs, bulgares et d'autres participants aux guerres balkaniques, qui entravaient en partie leur liberté d'action.

Il ne faut pas perdre de vue tout cet ensemble de circonstances adverses si l'on veut bien comprendre tous les événements financiers qui ont accompagné, sinon

précédé, la déclaration de guerre en 1914 et qui, naturellement, se sont ensuite de plus en plus aggravés.

Au moment où la guerre est devenue presque certaine, sans être encore déclarée, dans les tout derniers jours de juillet (la guerre ne date que des premiers jours d'août), tout l'organisme financier, soit national, soit international, des peuples civilisés, dans les deux Amériques, pays neutres, aussi bien qu'en Europe, est tombé en un état de *complète paralysie*.

Le mot de paralysie est le mot qui convient, et cette paralysie dure quasi complètement encore.

Toutes les grandes Bourses de valeurs du globe, celles de Londres, de New-York, de Paris et toutes les autres se sont fermées au moment de la déclaration de guerre ou quelques jours après, et aucune de ces grandes Bourses, quoique dix semaines se soient écoulées depuis lors, ne s'est rouverte. Les dernières Bourses régulières auxquelles on se reporte, en Angleterre et en France, sont celles du 30 juillet, ayant précédé de trois à cinq jours la déclaration de guerre concernant chacun de ces pays.

Tout l'appareil international, notamment, de circulation de valeurs sur le globe a été frappé de cette attaque de paralysie, dont il n'est pas encore relevé.

Tout le système si délicat, mais en temps normal si effectif et relativement si parfait, du crédit international, a été suspendu.

On en a eu une preuve frappante et pittoresque. Plusieurs dizaines de mille millionnaires américains étaient, en cette saison de villégiature et de voyages, dispersés dans les divers pays d'Europe, Angleterre, France, Belgique, Hollande, Allemagne, Suisse, etc.; ils portaient tous le viatique le plus perfectionné et le plus moderne, des lettres de crédit en bonne forme chez des banquiers de premier ordre; ils en détenaient les uns pour plusieurs milliers de francs chacun, d'autres pour plusieurs dizaines de mille francs; toutes ces lettres de crédit se sont immédiatement, dans les premiers jours d'août, trouvées

rebutées; tous les banquiers, ou à peu près tous, refusèrent d'y faire face; et ces dizaines de mille opulents américains se trouvèrent tout à coup plongés dans la plus noire détresse, n'ayant pas le moyen de pourvoir à leur entretien le plus modique et de payer leurs frais de retour aux Etats-Unis. Il fallut que le gouvernement américain affrétât des navires et les envoyât à ses frais en Europe pour rapatrier tous ses opulents nationaux dépourvus, par suite des événements, de tout moyen de payement.

Ces faits sont contemporains de la déclaration de guerre; ils témoignent, d'un côté, de l'état déjà fragile où se trouvait le système de crédit dans les deux mondes lorsque la guerre a éclaté, et, de l'autre, de l'appréhension profonde que la simple déclaration de guerre a produite dans les pays mêmes que leur situation géographique semblait mettre à l'abri de toutes conséquences de la lutte engagée.

Jamais auparavant, pas même en 1870-71, il n'y avait eu de phénomène analogue.

L'interdépendance croissante des nations s'est ici révélée de la façon la plus saisissante et aussi la plus durable. Car au moment actuel la paralysie des organes de circulation des valeurs entre les nations persiste et est presque aussi complète qu'au premier jour.

Graduellement, si la guerre se poursuit, suivant les apparences, un certain nombre de mois, on trouvera des moyens de fortune, comme on dit, pour suppléer en partie au système si complet et si harmonieux, dans les temps normaux, de relations financières internationales qui a été frappé de paralysie.

A l'intérieur de chaque nation, une paralysie analogue, mais moins complète, se fait sentir.

Les guerres anciennes, j'entends celles d'avant 1870, et cette dernière même qui est une sorte de transition entre les guerres anciennes et les guerres du type contemporain, étaient un phénomène simple et circonscrit.

Prenons pour exemple la guerre d'Italie en 1859 : le théâtre de la lutte était restreint; les armées avaient un effectif qui oscillait tout au plus autour de 200.000 hommes; une ou deux batailles d'une ou rarement deux journées chacune, et quelques combats, décidaient du sort de la lutte; les troupes engagées ne comprenaient que des professionnels; l'outillage militaire était peu compliqué : la dépense se trouvait fort modique.

La guerre d'Italie n'a pas coûté plus de 1.100 millions pour trois participants (France, Piémont, Autriche); on fit en France, pour y pourvoir, un emprunt de 500 millions; il ne fut pas épuisé par la guerre; il resta une trentaine de millions disponibles, que l'on employa à des travaux publics[1].

Aujourd'hui, la complication de la guerre est rendue extrême, non seulement par le nombre des nations participantes, mais par le service obligatoire qui appelle sous les drapeaux tous les citoyens de vingt à quarante-huit ans; on dit même qu'en Allemagne cette limite va être reculée.

La guerre pose la question des dépenses nécessaires pour en défrayer les frais.

Ces dépenses ne peuvent être, par anticipation, exactement évaluables.

On admet, d'ordinaire, empiriquement, que chaque combattant doit coûter, en tenant compte de tout l'attirail guerrier et en prenant une moyenne pour les différentes armes, une douzaine de francs par jour, soit une douzaine de millions quotidiennement, par chaque million d'hommes appelés sous les drapeaux.

Sans entrer dans des calculs de détail qui seraient actuellement en grande partie arbitraires, on peut admettre que, pour chacune des cinq grandes puissances engagées : France, Allemagne, Russie, Autriche-Hongrie, Angleterre, la dépense de guerre atteindra en moyenne

1. Voir notre ouvrage : *Recherches économiques, historiques et statistiques sur les Guerres Contemporaines* (Paris, Lacroix et Verbœckhoven, 1869).

1 milliard de francs par mois, un peu moins peut-être pour l'Autriche-Hongrie, un peu plus certainement pour l'Allemagne.

On calcule que, pour les deux premiers mois, l'Angleterre a dépensé environ 600 millions par mois; mais elle ne pourvoit actuellement qu'à un effectif réduit; chaque mois lui coûtera davantage; elle arrivera certainement bien à la moyenne du milliard mensuel.

De ces sommes, il faudrait défalquer la dépense habituelle, en quelque sorte normale, des pays belligérants, pour la guerre et la marine.

Mais il faut tenir compte de ce que, dans ce milliard mensuel, rien n'est prévu pour l'usure du matériel terrestre ou naval, sinon en ce qui concerne les besoins immédiats.

Aussi peut-on considérer le milliard mensuel, pour chacune des cinq grandes puissances en moyenne, comme la somme qui s'ajoute aux dépenses habituelles de guerre et de marine.

Cela étant, il en résulte pour les cinq grandes puissances belligérantes une dépense, que l'on doit considérer plutôt comme un minimum que comme un maximum, de cinq milliards par mois.

QUATORZIÈME SEMAINE

Du 30 octobre au 5 novembre 1914.

La retraite des Allemands sur l'Yser. — Nous faisons sur tout le front un grand nombre de prisonniers.
Prétention des Allemands de disposer de 18 millions d'hommes en Allemagne et en Autriche-Hongrie. — Lord Kitchener veut porter à 2 millions d'hommes les engagements volontaires dans la Grande-Bretagne. — Le nombre des engagements effectués parmi les élèves ou anciens élèves des grandes universités britanniques.
Appréciation de M. Bergson sur l'idéal allemand; présages de ce philosophe.
Les succès russes : adresse du général Joffre au grand-duc Nicolas.
Les Allemands suscitent la révolte de De Wett dans l'Afrique du Sud.
Les procédés systématiques inamicaux de la Turquie entraînent l'Angleterre et la France à entrer en guerre avec cette puissance.

Les communiqués officiels français, anglais et belges, sans sortir du cadre habituel et des données coutumières, sont, cette semaine, plus abondants; sans comporter grande nouveauté quant aux emplacements des troupes belligérantes en France et en Belgique, ils sont réconfortants. C'est toujours autour d'Arras d'une part, de Nieuport, de Dixmude et d'Ypres de l'autre, que la bataille sévit avec le plus de violence et d'acharnement, bataille de plusieurs semaines. Des attaques vives ont, toutefois, été faites par l'ennemi non seulement dans la région de l'Est, du côté de Verdun, mais aussi sur d'autres points du front inférieur de l'armée allemande, jouissant depuis quelque temps d'une sorte d'accalmie, sur le centre notamment, aux environs de la forêt de Laigue.

Nous maintenons partout nos lignes en parfaite cohésion et liaison; si nous perdons quelque point une

journée, nous le regagnons le lendemain; nous progressons en Belgique. Ces progrès, sans doute, ne frappent pas l'œil sur des cartes restreintes; il faut les suivre sur celles de l'état-major. Nous avançons vers Ostende, continuant à bénéficier, le long de la mer, du concours de nos flottes.

Cette guerre de tranchées, renouvelée, nous l'avons dit antérieurement, de la tactique des luttes d'il y a deux mille ans entre les Romains et les Teutons ou entre les Romains et les Gaulois, apparaît, sans doute, comme bien prolongée et bien monotone. On voudrait que nos provinces envahies fussent plus rapidement dégagées et que la libération de la Belgique apparût comme plus prochaine.

Il faut s'habituer à ces conditions naguère imprévues de la guerre moderne d'énormes masses. L'avantage est certainement de notre côté : ce ne sont pas seulement les récits toujours élogieux, parfois dithyrambiques, des correspondants anglais, écrivant du voisinage des forces britanniques placées à notre gauche, qui en témoignent : c'est l'esprit toujours excellent de nos troupes, c'est la confiance inaltérable dont témoignent nos blessés. Ils se sentent supérieurs à l'ennemi et n'ont aucun doute que, avec le temps, ils le repousseront et l'écraseront.

Les faits eux-mêmes confirment que cette confiance est justifiée. Les Allemands avaient juré d'entrer rapidement à Paris : ils paraissent avoir été amenés à y renoncer; ils assuraient qu'ils allaient être à Calais, et, loin d'avoir avancé dans cette direction, ils s'en sont, en définitive, écartés. On sait qu'il y a une dizaine de jours quelque émotion avait été produite par le communiqué du 25 octobre (23 heures) annonçant que « des forces allemandes ont pu franchir l'Yser entre Nieuport et Dixmude ». Le communiqué du lendemain 26 octobre (15 heures) signalait que « les forces allemandes qui avaient franchi l'Yser entre ces deux villes n'ont pas pu progresser ». Or, voici que le communiqué officiel français du

3 novembre (15 heures) déclare expressément : « A notre aile gauche, l'ennemi paraît avoir abandonné complètement la rive gauche de l'Yser, en aval de Dixmude, et les reconnaissances des troupes alliées, poussées sur les chaussées dans les régions inondées, ont réoccupé les passages de l'Yser sans grandes difficultés. » Le même communiqué dit qu' « au sud de Dixmude et vers Gheluvelt, notre avance a été particulièrement sensible ». Le communiqué belge, avec plus de détails, confirme ces faits, ajoutant : « L'ennemi, abandonnant des morts et des blessés, s'est replié vers l'est... Nos éléments avancés se sont portés vers l'Yser et ont rencontré partout des indices d'une retraite précipitée. »

Sans commenter davantage ces communications officielles, le lieu même où le président de la République, en tournée aux armées, s'est rendu et a séjourné, témoigne de l'échec éprouvé par l'offensive ennemie. C'est à Dunkerque, l'une des villes les plus convoitées par les Allemands, que, le dimanche 1er novembre, le président Poincaré, accompagné de notre ministre de la guerre, M. Millerand, s'est rencontré et a tenu conseil avec les ministres de la guerre anglais et belge, lord Kitchener et M. de Broqueville. Le lendemain, le lundi 2 novembre, M. Poincaré, accompagné de M. Millerand et du généralissime Joffre, allait saluer, en Belgique, le roi des Belges.

Cette tournée, à elle seule, atteste la solidité de la situation des alliés dans cette importante région.

Cette guerre de tranchées est, on l'a dit bien des fois, une guerre d'usure. Un fait très significatif révèle que les Allemands s'y usent beaucoup plus que les alliés : c'est la quantité de prisonniers que nous faisons. On lit dans le communiqué officiel du 1er novembre (15 heures) : « D'après des statistiques fournies par nos services de l'arrière et pendant la seule semaine du 13 au 20 octobre, il a été interné 7.783 prisonniers allemands. Dans ces chiffres ne se trouvent pas compris les blessés soi-

gnés dans nos ambulances, ni les détachements en voie d'acheminement du front à l'arrière. » Une moyenne de plus de 1.100 prisonniers par jour, cela indique, chez l'ennemi, des troupes lassées et à l'état moral affaissé; un communiqué antérieur signalait la présence, dans les troupes allemandes, d'un bon nombre d'adolescents de dix-sept ou dix-huit ans et d'hommes aux environs de la cinquantaine, sinon au delà : ce sont là des éléments peu résistants.

L'usure paraît toujours devoir faire plus de ravages parmi les troupes germaniques que parmi celles des alliés. La force de renouvellement et d'accroissement, parmi ces dernières, notamment chez les Anglais et les Russes, apparaît comme très supérieure à la même force chez les Allemands.

On nous apprend, il est vrai, qu'un important journal germanique, la *Gazette de Cologne,* continue à persifler les renforts et les futurs contingents anglais, qu'elle étale, au contraire, avec emphase, les inépuisables réserves germaniques. Il y aurait en Allemagne et en Autriche-Hongrie, déclare-t-elle, 12 millions de soldats parfaitement instruits, et avec les hommes non exercés, mais valides, de dix-huit à vingt ans et de quarante-cinq à cinquante, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie disposeraient de 18 millions de soldats.

C'est toujours là la manie du Colossal qui hypnotise les Allemands. S'ils ont, nous ne disons pas 18 millions de soldats, mais 12 millions, où les cachent-ils et qu'en font-ils? Ces chiffres tout théoriques ne méritent aucune créance; puis, on voit qu'ils étagent leurs appels de dix-huit à cinquante ans : c'est bien jeune et c'est bien vieux.

Nous avons plus de confiance, quant à nous, dans les futurs contingents britanniques et coloniaux d'un bon âge, entre vingt et trente-cinq ans, leurs effectifs fussent-ils plus restreints. Quand l'Angleterre suppute qu'elle avait, avant la fin d'octobre, 780.000 engagés

volontaires, non compris les contingents coloniaux et les troupes indiennes, quand le ministre de la guerre britannique, lord Kitchener, affirme qu'il portera les enrôlements à 1.200.000 ou 1.500.000 hommes ou même à 2 millions, si la durée de la guerre le comporte, ces perspectives d'enrôlement d'hommes d'un bon âge (vingt à trente-cinq ans) apparaissent comme beaucoup plus sérieuses que le recrutement des adolescents de dix-huit ans ou des quinquagénaires allemands.

Il convient de relever ici une erreur commune. Quand on parle des engagés volontaires anglais, on suppose, en général, sur le continent, qu'il s'agit simplement d'hommes de condition médiocre et de situation difficile alléchés par la solde relativement élevée. C'est là une erreur. Dans une guerre, tout au moins comme la guerre présente, le patriotisme, en Angleterre, est un grand recruteur d'armée; il appelle sous les drapeaux des jeunes gens de toutes les conditions sociales, même et peut-être surtout des plus hautes.

Si la guerre se poursuit longtemps, il n'y aura probablement pas, dans la Grande-Bretagne, un homme des classes moyennes et supérieures âgé de vingt à trente ans qui n'éprouve une diminution sociale s'il ne s'est pas engagé. Déjà, une étude récente sur la célèbre Université de Cambridge témoigne que l'effectif des collèges d'étudiants y a diminué de 71 à 26 pour 100. D'après une publication de la *Cambridge Review* (Revue de Cambridge), la liste des anciens membres de cette Université qui sont actuellement sous les drapeaux monte à 4.200[1]. Ces étudiants et ceux des années antérieures, d'un bon âge, on ne saurait trop le répéter, c'est-à-dire de vingt à trente-cinq ans, dont un grand nombre se signalaient par des performances athlétiques, peuvent, au bout de quelques mois, trois ou quatre mois par exemple, faire de bons officiers.

1. *Journal des Débats* du 31 octobre 1914.

Un entraînement de trois mois est suffisant, en temps de guerre, pour rendre des engagés volontaires d'un bon âge aptes au service sur le front. Aussi, les 780.000 enrôlés britanniques du milieu d'octobre pourront-ils entrer en lice, soit successivement, soit presque simultanément, vers la fin du mois de janvier 1915. Et ce ne sera pas là un médiocre appoint. Ce pourra même être l'apport décisif.

Les troupes allemandes sont donc exposées à souffrir beaucoup plus de l'usure que les troupes alliées. Après le désappointement, déjà profond, que les mécomptes de la guerre présente leur ont apporté, relativement aux rapides et décisives victoires entrevues, leur état moral les dispose bien plus à l'affaissement.

Un philosophe célèbre, M. Bergson, sous ce titre : *La force qui s'use et celle qui ne s'use pas,* vient d'écrire, pour le *Bulletin des armées,* une page qui est à la fois de la plus haute éloquence et de la plus exacte vérité psychologique. Nous allons en citer quelques passages :

La guerre, telle qu'elle (l'Allemagne) la pratique, fait chez elle une effroyable consommation d'hommes ; pourtant, ici encore, tout ravitaillement est impossible, aucune aide ne viendra du dehors, parce qu'une entreprise lancée pour imposer la domination allemande, la « culture » allemande, les produits allemands, n'intéresse et n'intéressera jamais que ce qui est allemand. Telle est la situation de l'Allemagne, en face d'une France qui garde son crédit intact et ses ports ouverts, qui se procure vivres et munitions comme il lui plaît, qui renforce ses armées de tout ce que ses alliés lui apportent, et qui peut compter, parce que sa cause est celle de l'humanité même, sur la sympathie de plus en plus agissante du monde civilisé...

L'énergie morale des peuples, comme celle des individus, ne se soutient que par quelque idéal supérieur à eux, plus fort qu'eux, auquel ils se cramponnent solidement quand ils sentent vaciller leur courage.

Où est l'idéal de l'Allemagne contemporaine? Le temps n'est plus où ses philosophes proclamaient l'inviolabilité du droit, l'éminente dignité de la personne, l'obligation pour les peuples de se respecter les uns les autres. L'Allemagne militarisée par la Prusse a rejeté loin d'elle ces nobles idées qui lui venaient d'ailleurs, pour la plus

grande part, de la France du dix-huitième siècle et de la Révolution. Elle s'est fait une âme nouvelle, ou plutôt elle a accepté docilement celle que Bismarck lui a donnée. On a attribué à cet homme d'Etat le mot célèbre : « La force prime le droit. » A vrai dire, Bismarck ne l'a jamais prononcé, car il se fût bien gardé de distinguer le droit de la force : le droit était simplement à ses yeux ce qui est consigné par le vainqueur dans la loi qu'il impose au vaincu. Toute sa morale se résumait ainsi.

L'Allemagne actuelle n'en connaît pas d'autre. Elle a, elle aussi, le culte de la force brutale. Et comme elle se croit la plus forte, elle s'absorbe tout entière dans l'adoration d'elle-même. Son énergie lui vient de cet orgueil. Sa force morale n'est que la confiance que sa force matérielle lui inspire. C'est dire qu'ici encore elle vit sur ses réserves, elle n'a aucun moyen de ravitaillement. Bien avant que l'Angleterre eût commencé le blocus de ses côtes, elle s'était bloquée elle-même, moralement, en s'isolant de tout idéal capable de la revivifier.

Elle verra donc s'user en même temps ses forces et son courage. Mais l'énergie de nos soldats est suspendue, elle, à quelque chose qui ne s'use pas, à un idéal de justice et de liberté. Le temps est sans prise sur nous. A la force qui ne se nourrit que de sa propre brutalité, nous opposons celle qui va chercher en dehors d'elle un principe de vie et de renouvellement. Tandis que celle-là s'épuise peu à peu, celle-ci se refait sans cesse. Celle-là chancelle déjà, celle-ci reste inébranlée. Soyons sans crainte, ceci tuera cela.

Ces observations sont non seulement d'une haute éloquence, mais encore de la plus fine et de la plus exacte psychologie.

Revenons aux faits de guerre, puis abordons les faits diplomatiques les plus considérables.

Sur le théâtre oriental, les Russes poursuivent le cours de leurs succès et sont en train de rejeter les Allemands et les Austro-Hongrois en dehors de la Pologne. Les quatre armées allemandes sont toutes en retraite, et plusieurs même en déroute. Les Allemands déclarent qu'ils vont se tenir désormais sur la défensive. Nous espérons que les Russes, après avoir libéré leur territoire, attaqueront énergiquement les Allemands soit en Posnanie, soit en Silésie, en même temps qu'ils prendront complète possession de la Galicie. La situation,

sur ce théâtre oriental de la guerre, apparaît comme très satisfaisante et pleine d'espoir.

Le généralissime Joffre en témoigne hautement par le télégramme qu'il vient d'adresser au grand-duc Nicolas, généralissime de l'armée russe :

Nous avons reçu, dit-il, avec un vif plaisir toutes les nouvelles de la marche triomphante des armées russes au cours de ces quinze jours et de la nouvelle avance qui vient de les amener à proximité de la frontière allemande.

Je tiens à adresser à Votre Altesse Impériale mes meilleures félicitations.

De notre côté, nous avons arrêté les attaques furieuses allemandes, et, par une action énergique et incessante, nous cherchons à détruire les forces ennemies qui nous sont opposées. Notre situation est bonne, et nos efforts combinés amèneront bientôt, je l'espère, le succès final. JOFFRE.

Cette dépêche apporte le plus grand réconfort aux Français aussi bien qu'aux Russes ; elle est le prélude de succès importants ; chacun sait que le généralissime Joffre n'a jamais été suspect de verbosité ou de jactance.

La diplomatie allemande s'efforce de rallier aux deux nations de proie quelques concours. Elle est parvenue à susciter dans l'Afrique du Sud une émeute où l'on regrette de voir Christian De Wett prendre part ; mais l'affaire apparaît comme quasi avortée, en tout cas sans conséquence grave.

Une bien autre affaire, c'est l'agression des navires allemands-turcs contre les ports russes ; dans la nuit du 28 au 29 octobre, des navires de guerre turcs, vraisemblablement le *Gœben* et le *Breslau*, sont entrés dans le port d'Odessa vers 3 heures et demie du matin, ont tiré sur une canonnière russe qu'ils ont coulée et sur le paquebot français *Portugal*, à bord duquel deux personnes ont été tuées ; le 29 octobre, vers 10 heures du matin, un croiseur turc a bombardé la gare et la ville russe de Théodosia ; enfin le croiseur turc *Hamidieh* a paru

devant la ville russe de Novorossik, l'a sommée de se rendre, puis l'a bombardée.

Ces trois agressions sans précédent constituent, non seulement l'acte politique le plus inconcevable de la part de la Turquie, mais encore la violation la plus manifeste du droit des gens. La Turquie a refusé de donner à la Russie, à l'Angleterre et à la France la réparation qu'elles demandaient et qui consistait à congédier de sa marine et de son armée tous les officiers allemands, s'y trouvant au nombre, dit-on, de un millier. Les ambassadeurs des trois puissances de la Triple-Entente ont quitté Constantinople, et les trois gouvernements ont remis leurs passeports aux ambassadeurs turcs près d'eux.

On pouvait se demander si c'était la guerre. La Turquie paraissait vouloir tergiverser. Les alliés ne lui en ont pas laissé le temps. Un navire anglais a bombardé le fort ottoman de Akaba, dans la région du Sinaï, au nord de la mer Rouge. Les flottes anglaise et française ont bombardé les forts des Dardanelles. Les troupes russes ont bousculé les avant-gardes turques en Arménie.

Cette folie turque crée, sans doute, une complication, mais beaucoup plus diplomatique que militaire. L'Angleterre, avec des renforts de l'Inde, peut facilement protéger l'Egypte. La Russie, sans grands renforts en Arménie, peut aisément contenir les Turcs. Les forces des alliés contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie n'en éprouveront aucune réduction, et les renforts à elles destinés n'en seront pas retardés ou restreints d'une façon appréciable.

L'Allemagne et la Turquie pensaient provoquer dans les colonies de l'Angleterre et de la France un mouvement panislamique, c'est là une chimère; on sait dans tout l'Islam que la clique qui domine Constantinople est, au point de vue religieux, composée de notoires incrédules.

Mais que feront les Etats balkaniques, la Bulgarie, la

Roumanie, l'Italie également? Ni l'Allemagne ni la Turquie ne paraissent appelées à trouver un concours parmi ces puissances. Tous les voisins de la Turquie se considèrent comme ses héritiers et ne peuvent être enclins à lui prêter aucune aide. La Turquie a vécu, non seulement en Europe, mais en Asie; elle se trouvera confinée au fond de l'Asie Mineure, où elle formera une principauté d'une demi-douzaine de millions d'habitants. La complication, nous le répétons, restera, actuellement du moins, surtout d'ordre diplomatique, et le cours des événements, pour la grande lutte entre les puissances de la Triple-Entente et les deux nations de proie : l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, n'en sera pas affecté.

QUINZIÈME SEMAINE

[Du 6 au 12 novembre 1914.

Les Allemands poursuivent leur ruée sur Ypres, la Bassée et Arras, dans l'espoir d'arriver à Calais et à Boulogne ; continuation de leur échec.

Nous laissons jusqu'ici en France inoccupés 700.000 hommes aptes au service. — Interview de M. Fallières; l'ancien président déclare que la campagne sera longue et que la guerre ne fait que commencer.

Pertes colossales subies par les Allemands : évaluation à ce sujet.

La lutte sur le front oriental.

Déclaration de lord Kitchener, le 9 novembre, à l'installation du lord-maire de Londres. — Les enrôlements dans le monde de la Bourse en Angleterre.

Echec d'une escadrille anglaise attaquée sur les côtes du Chili par une escadre allemande notablement plus forte. — Destruction de corsaires allemands.

La bataille, ou plutôt les batailles continuent avec acharnement en Belgique et dans le nord de la France ; des combats plus ou moins vifs ont lieu sur les autres parties du front, particulièrement sur l'Aisne et toujours dans l'Argonne.

La plupart des comptes rendus de journaux parlent d'engagements incessants sur toute notre ligne de Belgique ou de la mer aux Vosges; c'est insuffisamment et inexactement décrire nos positions; il faut dire des côtes de Belgique à l'Oise, en passant par la Somme, et de l'Oise aux Vosges et même en Alsace. Ce front est deux fois environ plus étendu que celui qui irait simplement des côtes de Belgique aux Vosges.

Les communiqués sont fort explicites : partout nous tenons; notre front n'est nulle part entamé. Sur plusieurs points nous prenons l'offensive et nous progressons. Ces progrès, toutefois, qui consistent dans l'enlè-

vement d'une ligne de tranchées ou d'un village, ne modifient pas, d'une façon frappante, depuis cinq à six semaines, l'aspect général de nos lignes et de celles de l'ennemi sur une carte restreinte. Ces lignes paraissent à peu près au même point sur les 400 kilomètres environ de leur longueur. On avait annoncé une nouvelle et furieuse ruée de l'armée allemande, munie de puissants renforts récents, en Belgique ; cette ruée s'est produite : elle n'a abouti qu'à l'occupation par l'ennemi du bourg de Dixmude, dont nous continuons à occuper solidement les abords ; ce bourg, antérieurement, a été pris et repris plusieurs fois.

Voici environ deux mois que s'est effectué, après leur défaite sur la Marne, l'arrêt des Allemands sur les fortes positions de l'Aisne (14 septembre). En dépit de l'apparence de piétinement, ce temps n'a pas été perdu pour nous, et il est certain qu'il a grandement profité à la France.

Durant ces deux mois, on a eu successivement la bataille de l'Aisne, puis la bataille des trois rivières, ensuite la bataille d'Arras, la bataille des sept rivières, comme les Anglais ont dénommé une série d'engagements considérables assez récents, la bataille de l'Yser, puis la bataille d'Ypres ou, plus généralement, la bataille des Flandres.

Presque toutes ces batailles ont été avantageuses aux alliés : Français, Anglais et Belges. Les décorer du nom de victoires serait peut-être exagéré, car ce nom de victoires paraît surtout convenir à de hauts faits qui disloquent ou ébranlent complètement l'armée vaincue et la rejettent fort en arrière des positions qu'elle occupait la veille. Mais, si ce ne sont pas des victoires dans toute la plénitude du sens du mot, c'est une série d'incontestables et très profitables succès, qui non seulement arrêtent l'ennemi, mais le déconcertent, l'affaiblissent, le mettent graduellement en état d'infériorité et tendent à l'épuiser.

Les Allemands, à la fin de la semaine dernière, par exemple, ont dû cesser leur énorme poussée sur l'Yser après y avoir éprouvé de colossales pertes ; ils ont reconnu qu'une action, si intense fût-elle, le long des dunes et de la mer, n'avait pas de chances d'aboutir. Ils ont alors concentré tous leurs efforts sur Ypres, sur la Bassée et sur Arras, voulant à tout prix faire une trouée qui leur ouvrît l'accès à Calais ou à Boulogne. Cette immensité d'efforts a encore échoué.

Les journaux anglais continuent de témoigner du même lyrisme dans la description des épisodes de cette lutte sans précédents.

Les nouvelles qu'ils donnent, ainsi que divers journaux hollandais (les journaux belges n'existant plus), sur les forces et les dispositions des armées en présence, ne laissent pas que d'être contradictoires. On a parlé de très importants renforts allemands arrivant de l'Est ; on racontait que l'ennemi avait constitué trois nouveaux corps d'armée, et on les désignait : le 18e *ter* à Francfort, le 8e *ter* à Coblentz, le 10e *ter* à Hanovre ; toutes ces troupes nouvelles ont dû accourir vers l'Yser ou vers Ypres. Les plus modérés ont évalué à 150.000 hommes cet afflux de nouvelles troupes germaniques, d'autres allèrent jusqu'à 500.000 hommes. Il est probable que, dans une certaine mesure, cet afflux s'est produit. A l'heure actuelle, le mouvement inverse semble plutôt se dessiner, et l'on annonce que des contingents allemands quitteraient la Belgique pour la Pologne.

Il est impossible de démêler ce qu'il y a de vrai dans ces renseignements contradictoires, qui peuvent, d'ailleurs, ne pas concerner le même moment. Il paraît certain, en tout cas, que les Allemands ont effectué une concentration de leurs troupes en Belgique, réduisant au minimum les garnisons des villes qu'ils occupent, amenant aussi des forces de Lorraine et des troupes de remplacement de la région du Rhin. Mais ils sont

aujourd'hui trop occupés, semble-t-il, dans la région de l'Est pour envoyer désormais des renforts considérables dans celle de l'Ouest.

Nous aussi, nous pensons — et c'est un impérieux devoir — à renforcer nos troupes sur le front. Au début de la guerre, nous avions eu le tort de laisser beaucoup trop de permissionnaires en dehors de l'action et de ne pas mobiliser la totalité de nos classes mobilisables : c'est à peine si nous en avions mobilisé les trois cinquièmes. Dans notre bulletin du 27 août, ici même, nous signalions qu'on laissait ainsi en France en dehors de nos armées environ 700.000 hommes aptes au combat[1]; nos échecs en Belgique, au mois d'août, sont dus, en partie, à cette faute. On s'applique depuis quelque temps à la corriger. Des circulaires de M. Millerand ont amené parmi les combattants des hommes valides qui restaient affectés à des services auxiliaires, et plusieurs classes mobilisables ont été appelées; néanmoins, il y a encore en France d'assez grandes ressources en hommes, sans parler de la classe de 1914 qui va, dit-on, en grande partie, être envoyée au front, et de la classe de 1915, qui va être appelée à l'instruction.

En dehors de notre magnifique résistance, mêlée d'offensives heureuses en Belgique et dans le Nord, il est bon de rappeler que nous avons réparé notre échec de Vailly dans la région de l'Aisne et repris les positions qu'il nous avait fait momentanément perdre, qu'enfin nous manœuvrons toujours heureusement dans l'Argonne et dans les Vosges.

Cette série de batailles, sur tout l'immense front actuel, inaugurée il y a environ deux mois (14 septembre), touche-t-elle à sa fin et l'ennemi va-t-il évacuer prochainement la plus grande partie, sinon la totalité, des postes qu'il occupe dans nos départements du Nord et de l'Est? On l'espère et on a tout lieu de l'espérer.

1. Voir la Semaine du 21 au 27 août 1914, page 29.

En tous cas, ces deux mois de si durs et si opiniâtres combats auront été très bien employés. Nos armées et celles de nos alliés Anglais et Belges ont rempli l'essentiel de leur tâche, à savoir : elles ont retenu et affaibli l'ennemi en France et en Belgique, permettant ainsi aux Russes de triompher des Austro-Allemands et de remporter une série de victoires qui auront sur la guerre une influence quasi décisive. Les perspectives sont aujourd'hui, dans l'ensemble, plus favorables qu'elles n'ont jamais été.

Cette lutte indéfinie dans des tranchées fait, toutefois, penser que la guerre aura une durée sensiblement plus longue qu'on ne le croyait il y a encore peu de temps. Quand, dans la communication que nous faisions à l'Institut dans la séance du 3 octobre, nous indiquions que la guerre pourrait durer sept mois, on jugeait, en général, cette prévision exagérée. Aujourd'hui, beaucoup de personnes assigneraient à la guerre une durée plus prolongée.

L'opinion française s'est familiarisée avec l'idée d'une longue guerre; c'est ainsi que le *Temps* du 30 octobre reproduit une *interview* de M. Fallières avec le journal *la France* (de Bordeaux), où l'ancien président de la République déclare que « la campagne sera longue. A mon avis, dit-il, la guerre ne fait que commencer. » Ces paroles sont à retenir; les très hautes fonctions qu'a remplies l'interlocuteur donnent à cette déclaration d'autant plus d'importance qu'il peut être considéré comme un représentant de l'opinion démocratique. Il ne faudrait pas, cependant, tomber dans une exagération contraire à celle des premières semaines d'août. Nombre de personnes voient les Allemands, après avoir, dans quelques jours ou quelques semaines, abandonné leurs positions en France, se retrancher sur la Meuse et à Anvers et une nouvelle série de batailles de deux ou trois mois s'y livrer, puis, après avoir été débusqués de ces positions, les Allemands se retrancher sur le

Rhin et y refaire la même résistance de deux ou trois mois, et ainsi de suite, sur des retranchements constitués successivement dans tout leur territoire.

Il est clair que, dans ces conditions, la guerre serait non seulement très longue, mais presque interminable. Cette façon de raisonner prête à la critique. Elle ne tient pas compte du facteur psychique, qui a la plus haute importance ; elle tient même insuffisamment compte de l'épuisement physique.

L'expérience prouve que, après une longue série renouvelée d'échecs, les armées et les peuples finissent par tomber dans le découragement. Prenons un exemple : la guerre de Crimée, qui a duré deux ans, a consisté uniquement dans le siège d'une place, Sébastopol, située tout à l'extrémité de la Russie, place absolument excentrique, à plusieurs milliers de kilomètres de la capitale ; on aurait pu conclure que les Russes auraient pu opposer une résistance analogue sur divers emplacements successifs de leur territoire. Il n'en fut rien ; l'épuisement était venu. Il peut venir également pour les Allemands, beaucoup plus vite, parce que la lutte présente a beaucoup plus d'intensité.

Les pertes subies par les Allemands sont colossales. Un critique militaire britannique de haute réputation, M. Hilaire Belloc, se fondant sur les chiffres officiels allemands relatifs aux pertes des seules armées prussiennes à la date du 15 septembre, les commentant et un peu, il est vrai, les redressant, estime à 1.750.000 les hommes mis hors de combat actuellement dans les armées allemandes par la mort à l'ennemi, les blessures et les maladies[1]. Admettons qu'il y ait là de l'exagération et que les pertes allemandes soient seulement de 1 million d'hommes ; il est certain que les Allemands seront beaucoup moins en état de les réparer, et celles qui se produiront dans l'avenir, que les Anglais ou les

1. Voir le *Temps* du 10 novembre 1914, première page.

Russes. Les Allemands, dans peu de mois, se trouveront en très grande infériorité d'effectifs relativement aux membres de la Triple-Entente, et cela aussi bien sur le front occidental que sur le front oriental.

La série d'éclatantes victoires que les Russes ont remportées en Pologne et en Galicie ouvre dans la guerre une ère tout à fait nouvelle : les armées allemandes ont été rejetées en Allemagne; elles ont abandonné sans combat les lignes de retranchements qu'elles avaient préparées en vue d'une retraite éventuelle. Les Autrichiens paraissent, de leur côté, presque expulsés de la Galicie. L'offensive russe reprend partout, en Prusse orientale, en Posnanie, dans les conditions où elle s'était si heureusement manifestée à la fin d'août et au commencement de septembre. L'Allemagne, maintenant, va avoir à se débattre contre l'invasion.

On peut espérer que, sinon dans quelques semaines, du moins dans peu de mois, elle aura aussi à lutter contre l'invasion dans ses provinces occidentales. Les discours solennels prononcés le 9 novembre, à l'installation du nouveau lord-maire de Londres, par les principaux hommes d'Etat britanniques, notamment par le ministre de la guerre, lord Kitchener, témoignent de l'immense effort qu'est en train de faire la Grande-Bretagne et des énormes contingents qu'elle se propose d'amener à brève échéance sur le continent. Lord Kitchener a déclaré que, en dehors des contingents coloniaux, il avait actuellement en formation une armée de 1.250.000 hommes. On sait que le nombre des volontaires montait, il y a quelques jours, à 780.000 hommes. La « méprisable petite armée du général French », comme la désignait, avec sa hauteur habituelle, l'empereur Guillaume, s'est déjà élevée de 60.000 ou 70.000 hommes, chiffre du début, à 200.000 ou 220.000 hommes. On peut considérer que, au mois de février prochain, elle atteindra 600.000 hommes environ et, en avril ou mai 1915, si la guerre dure jusque-là, environ

un million d'hommes; ce serait là, pour la plus grande partie, des troupes fraîches et d'un bon âge (20 à 32 ou 35 ans), ce qui a de l'importance.

Nous avons dit qu'il fallait se garder de voir dans les troupes britanniques une simple réunion de mercenaires recrutés dans la partie inférieure de la population. Les classes élevées et moyennes fournissent maintenant une proportion très élevée de volontaires : nous signalions, il y a huit jours, les 4.200 enrôlés membres ou anciens membres de l'Université de Cambridge. Nous trouvons ces jours-ci, dans le journal financier anglais le *Financial Times,* une liste, la quinzième, indiquant les membres du *Stock-Exchange* (Bourse) ou leurs commis qui se sont enrôlés[1] sous les drapeaux; cette quinzième liste contient 109 noms, ce qui fait supposer 1.600 volontaires, depuis l'origine, dans le seul personnel qui gravite autour de la Bourse de Londres.

L'échec que vient d'éprouver une escadrille anglaise surprise, battue et en partie coulée, sur les côtes du Chili par une escadre allemande plus forte, ne fait qu'exaspérer les Anglais et redoubler leur ardeur guerrière. Notons ici que l'escadre anglaise et l'escadre allemande qui ont eu cette rencontre avaient à peu près le même tonnage et le même nombre d'hommes d'équipage : 24.250 tonnes et 1.540 hommes pour la première, contre 23.200 tonnes et 1.550 hommes pour la seconde; mais les navires anglais étaient plus anciens (de 1897 à 1901); les navires allemands étaient beaucoup plus récents, et leur artillerie l'emportait de 35 p. 100 sur celle de l'escadrille britannique[2].

Ce revers ne fait que surexciter davantage l'ardeur belliqueuse de nos voisins. Mentionnons, comme compensation partielle à cet échec, que le fameux croiseur allemand *Emden,* qui avait fait des prises légendaires,

1. *Financial Times* du 7 novembre 1914.
2. Le *Temps* du 11 novembre 1914.

vient d'être coulé par un navire de guerre australien, le *Sydney*, et qu'un autre croiseur allemand, le *Kœnigsberg*, se trouve embouteillé dans les mêmes parages.

En face de l'invasion russe, méthodiquement dirigée, des énormes renforts britanniques qui se préparent à doubler presque les forces françaises, l'Allemagne, à la condition que les alliés poursuivent la guerre jusqu'au bout, est vouée à l'écrasement; elle ne paraît pas avoir de chances sérieuses d'y échapper.

SEIZIÈME SEMAINE

Du 13 au 19 novembre 1914.

La bataille de l'Yser s'achève définitivement contre les Allemands.
Population des territoires français actuellement occupés par l'Allemagne.
Les facultés de transport de troupes allemandes d'un front à l'autre, d'après le colonel suisse Feyler.
L'Angleterre décide de porter son armée à 3 millions d'hommes. — Emission d'un emprunt anglais de 8 milliards 750 millions de francs.

L'on avait annoncé de toutes parts que les Allemands amenaient de très importants renforts en Belgique et qu'ils allaient tenter sur les lignes des alliés, pour gagner Dunkerque, Calais ou Boulogne, une ruée sans précédent. Cette ruée s'est produite depuis huit jours; peut-être continuera-t-elle encore ou redoublera-t-elle même; en tout cas, jusqu'ici, elle a complètement échoué.

« En résumé, dit le communiqué officiel du 15 novembre (15 heures), tous les efforts faits par les Allemands ces jours derniers n'ont abouti qu'à la prise du village en ruine de Dixmude, dont la position isolée sur la rive droite du canal rendait la défense difficile. » Le communiqué du même jour (23 heures) ajoute : « L'incident le plus notable de la journée a été le rejet de l'ennemi sur la rive droite du canal de l'Yser. La partie de la rive gauche que les Allemands tenaient encore a été complètement évacuée. »

Voilà un succès sérieux, car on sait qu'il y a une quinzaine de jours la traversée par les Allemands de ce petit cours d'eau, l'Yser, sur un point, puis, quelques jours

plus tard, leur occupation des ruines de Dixmude, avaient causé dans le public quelque anxiété. Ils sont maintenant rejetés sur la rive droite de l'Yser. Les inondations que, grâce à la saison, on a pu étendre le long de ce fleuve ont, sans doute, facilité ce rejet des Allemands sur l'autre rive : l'événement n'en est pas moins acquis et heureux.

Nous ne citerons pas ni n'analyserons les communiqués officiels postérieurs, sauf celui du 17 novembre (23 heures), que nous reproduisons entièrement, vu sa brièveté et son caractère synthétique : « Aux dernières nouvelles, l'ennemi a renouvelé à l'est et au sud d'Ypres des attaques qui n'ont pas modifié la situation. L'impression est satisfaisante. Depuis deux jours, nous avons enregistré des progrès plus ou moins marqués partout où nous avons attaqué : à Het-Sas, sur l'Yser, entre Armentières et Arras, dans la région de Vailly, dans l'Argonne et sur les Hauts de Meuse. »

Ce langage est sobre, sans emphase, il donne une note réconfortante. « L'impression est satisfaisante. » Quant à nous, nous nous en contentons pour le moment. Les impatients, sans doute, désireraient davantage. Mais il faut se faire aux circonstances et aux conditions de cette guerre.

Nous tenons partout; nous attaquons sur divers points, avec succès en général. Nous usons l'ennemi; c'est là, sans doute, la meilleure tactique actuelle.

Nous tenons partout; on rappelait que, à Waterloo, Wellington n'a pas fait autre chose ni mieux; il est vrai qu'il attendait l'aide des Prussiens; mais, nous aussi, nous attendons l'aide de nos alliés les Russes, et nous leur facilitons leur tâche; les troupes ennemies que nous retenons et que nous épuisons ici, ils ne les trouvent pas et ne les trouveront pas devant eux; leur tâche, qui est d'envahir l'Allemagne, en sera facilitée, et ce sera ensuite notre tour d'effectuer cette invasion.

Nous avons comparé, dans nos précédents articles,

cette guerre de tranchées au siège de Sébastopol, il y a soixante ans, qui décida de la guerre de Crimée : la prise après deux ans de siège, de cette place tout à fait excentrique, située à plus de 2.000 kilomètres de la capitale de l'Empire moscovite, décida de la guerre. Il faut que notre comparaison ait été juste, car voici un communiqué officiel (celui du 16 novembre), puis des critiques militaires en renom qui la recueillent[1].

Mais il faut pousser cette comparaison jusqu'au bout : si la prise de Sébastopol, localité absolument excentrique, a décidé du sort de la guerre de 1854-1856, c'est que cette lutte s'était prolongée pendant un très long temps et que les armées russes, nos adversaires loyaux alors, se trouvaient épuisées. Supposez que Sébastopol eût été prise six mois après avoir été assiégée, cette prise rapide n'eût aucunement mis fin à la guerre.

Il en est de même, dans une certaine mesure du moins, de la bataille de l'Aisne, l'Oise, Somme et Flandres; voilà plus de deux mois qu'elle dure, acharnée : les Allemands s'y épuisent beaucoup plus que les alliés; sans prétendre, comme certains récits enthousiastes, qu'ils perdent sept à huit fois plus d'hommes que nous n'en perdons, il ne serait pas étonnant que, avec leur méthode d'attaquer en masses profondes et de faire bon marché de la vie de leurs soldats, ils perdissent deux fois plus d'hommes que nous. Puis ils ont et surtout ils auront chaque jour moins de ressources de renouvellement que n'en ont les alliés sur le même front, notamment les Anglais et leurs coloniaux.

Quand les Allemands abandonneront, un jour plus ou moins prochain, la partie dans les Flandres, il est très douteux qu'ils puissent la reprendre à quelques dizaines de kilomètres sur la Meuse : leurs armées, fourbues et découragées, devront, sans doute, reculer davantage pour se refaire ; chaque jour de prolongation de la lutte

1. Voir, notamment, un article du général Bonnal dans le *Matin* du 18 novembre 1914.

dans les Flandres, est un jour de moins de durée de la lutte qui suivra et que nos ennemis voulaient porter sur la Meuse : il est probable, en tout cas il semble possible que l'heure qui libérera le sol français libère aussi, sinon la totalité, du moins la plus grande partie de la Belgique et que les Allemands soient rejetés, du coup, dans leurs provinces du Rhin.

La prolongation, imprévue à l'origine, quoique fort explicable maintenant, de la lutte dans les Flandres et sur tout le front des lignes allemandes en France est, sans doute, particulièrement douloureuse pour nous, à cause des souffrances qu'un ennemi aussi féroce impose aux populations envahies. C'est un dur sacrifice qu'il faut supporter en vue d'assurer le succès final.

Un député au *Landtag* (Diète) de Bavière, dont des journaux citaient ces jours-ci les élucubrations, parlait des 10 à 15 millions de population française que comprenait, d'après lui, la zone occupée par les Allemands. Il faut, heureusement, beaucoup rabattre de ces chiffres.

L'occupation du territoire français par les Allemands comprend en totalité un seul département, les Ardennes, et en partie, plus ou moins grande, huit autres départements : ceux du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme, de l'Oise, de l'Aisne, de la Marne, de la Meuse et de Meurthe-et-Moselle.

Faisons le calcul approximatif des populations comprises dans toute cette vaste zone : le département du Nord, département le plus peuplé de France après celui de la Seine, est tout entier, sauf les arrondissements de Hazebrouck et de Dunkerque et une petite partie de l'arrondissement de Lille (Armentières), occupé par les Allemands; ce grand département, d'après le recensement de 1911, compte 1.961.000 habitants; il faut en défalquer 110.000 pour l'arrondissement de Hazebrouck, 155.000 pour celui de Dunkerque, et une quarantaine de mille pour Armentières et sa banlieue : c'est donc plus de 300.000 âmes à déduire : cela ramène au-dessous de

1.660.000 le chiffre de la population de la partie du département du Nord occupée par les Allemands.

Dans le département du Pas-de-Calais, qui compte 1.068.000 âmes, les seuls arrondissements aux mains de l'ennemi, et encore seulement en partie, sont ceux d'Arras (moins le chef-lieu), de Béthune et peut-être une partie de celui de Saint-Pol; en estimant à 500.000, soit à près de la moitié du chiffre total pour le département entier, la population de la partie du Pas-de-Calais occupée, il est probable que l'on est au-dessus de la vérité : voilà donc, avec le département du Nord, environ 2.160.000 âmes qui se trouvent aux mains des Allemands. Dans la Somme, ceux-ci ne détiennent qu'une partie restreinte des arrondissements de Péronne et de Montdidier, peut-être aussi un peu de celui de Doullens, mais certainement tout au plus une centaine de mille âmes. Dans l'Oise, ils n'occupent que quelques communes, peut-être une trentaine de mille habitants. En revanche, ils détiennent la plus grande partie du département de l'Aisne, dont la population est de 530.000 âmes; mais si l'on retranche l'arrondissement de Château-Thierry et la plus grande partie de celui de Soissons, il ne reste pas plus de 400.000 âmes, dans ce département, sous le joug des Allemands.

Ils n'occupent plus maintenant qu'une lisière du département de la Marne, peut-être une trentaine de mille âmes; comptons-en, néanmoins, 150.000, puisqu'il est encore en leur pouvoir, dont ils usent avec une insigne férocité, de bombarder Reims, cette ville martyre, partageant le sort de Louvain et d'Arras. Dans la Meuse, ils ne se trouvent que sur une longue bande longitudinale de terrain : ce département ayant 624.000 habitants, comptons-en une centaine de mille comme aux mains ou sous les prises des Allemands. En Meurthe-et-Moselle, ils sont maîtres de l'important arrondissement de Briey, lequel compte 100.525 âmes, et peut-être de quelques communes en dehors, ce qui peut

élever en tout à 120.000 le nombre d'âmes des territoires qu'ils détiennent.

Ajoutons enfin, pour terminer, l'entier département des Ardennes, soit 318.896 âmes, et récapitulons : c'est à environ 3.380.000 âmes que l'on peut évaluer la population, en temps normal, de la région de France qui est aux mains des Allemands ou sous leur étreinte. On est loin des 10 à 15 millions d'âmes dont parlait le député bavarois.

Cela représente 8 1/2 p. 100 environ de la population de la France ; mais cette zone est particulièrement riche et industrielle ; elle peut bien représenter 12 à 13 p. 100 de l'ensemble de la richesse française.

Espérons que tous ces beaux territoires où l'ennemi déploie sa férocité seront bientôt libérés de sa présence. Cette libération sera obtenue par le concours de tous les alliés.

Les Russes y contribueront comme les Français, les Anglais et les Belges. L'œuvre des Russes continue à être grandiose ; ils envahissent méthodiquement et rapidement la Prusse orientale ; ils livrent encore une énorme bataille sur les confins de la Pologne russe et de la Posnanie, et nous espérons qu'elle sera pour eux un nouveau triomphe. Enfin, ils étendent leur prise de possession de la Galicie. Sans doute, les impatients trouvent qu'ils ne vont pas assez vite ; ils procèdent par étapes ; il est peu probable qu'ils puissent entrer en masse en Silésie et en Posnanie avant d'avoir achevé leur œuvre en Galicie et pris Przemysl et Cracovie. Mais, pour être consolidée à la base, leur pénétration en Allemagne n'en sera que plus assurée.

On s'est livré à des calculs sur la possibilité, pour les Allemands, de faire faire la navette à d'importants corps de troupes entre leur front oriental, la Pologne, et leur front occidental, la Belgique. L'écart entre les deux fronts est bien de 1.500 kilomètres, sinon plus. Un critique militaire suisse, le colonel Feyler, a calculé que,

par trois voies ferrées, à raison de 40 trains par voie et par jour, marchant à 25 kilomètres à l'heure, un corps d'armée de 40.000 hommes peut être transporté en moins de trois jours d'un front à l'autre[1]. Ce sont là des calculs en grande partie théoriques; puis, pendant la durée du transport, ces troupes seraient indisponibles et manqueraient à la fois à l'un et à l'autre front.

Notons la reprise des combats entre Serbes et Autrichiens, puis la prise, par les Japonais, de Kiao-Tchéou, la capitale du Chan-Toung, la colonie allemande en Chine, désastre qui a été particulièrement douloureux au kaiser et aux impérialistes allemands.

Nous finissons par le plus grand événement de la semaine : le vote, d'une ouverture de crédits de 250 millions de livres sterling, soit 6 milliards 250 millions de francs par le Parlement britannique, sur l'annonce que l'Angleterre a l'intention de porter son armée à 3 millions d'hommes, puis l'émission immédiate d'un emprunt colossal de 350 millions de livres sterling ou 8 milliards 750 millions de francs. Evidemment, de pareils effectifs ne pourraient participer à la guerre présente que si celle-ci avait une durée excessivement prolongée; sans aller jusqu'à ce chiffre colossal de 3 millions de soldats anglais et en ne regardant que le temps assez prochain, il est très probable que, vers le printemps (et l'on n'entrevoit plus que la guerre puisse être finie auparavant), les troupes britanniques faisant campagne pourront s'élever à 700 ou 800.000 hommes; elles y arriveront facilement, surtout si l'on y comprend les contingents des grandes colonies britanniques (les *dominions*); le Canada parle de porter à lui seul son contingent à 150.000 hommes. Si la guerre se prolongeait jusqu'à l'été, l'ensemble de ces troupes britanniques pourrait atteindre ou dépasser 1 million d'hommes; ce seraient des troupes fraîches, d'un bon âge (de 20 à 32 ou 35 ans),

1. Ce calcul est cité dans le *Journal des Débats* du 14 novembre 1914.

qui seraient opposées, avec une supériorité d'effectif, aux armées allemandes fourbues, composées alors en notable partie d'adolescents ou de quinquagénaires, éléments peu résistants. Aussi apparaît-il comme de plus en plus certain que toute prolongation de la lutte est un gain assuré pour les alliés et que la guerre prolongée doit finir par le complet écrasement de l'Allemagne et sa complète capitulation.

DIX-SEPTIÈME SEMAINE

Du 20 au 26 novembre 1914.

Echec général du plan allemand depuis le début des hostilités.
Répartition et commandement de nos armées du Nord.
Ordre du jour prussien « à la jeunesse qui quitte les bancs de l'école pour endosser l'habit du roi ».
Importantes réserves de forces chez les Anglais et les coloniaux britanniques.
Bruits de coopération d'armées japonaises à la guerre terrestre en Europe ; cette coopération ne semble pas nécessaire.
La guerre en Pologne.
La guerre dans le golfe Persique : les Anglais occupent Bassorah.

Tout en étant intéressants et satisfaisants, pour les lecteurs attentifs et réfléchis, les communiqués officiels relatifs aux opérations sur l'immense front d'environ 500 kilomètres des Flandres à l'Oise, puis de l'Oise et l'Aisne aux Vosges, prenaient depuis quelque temps un aspect monotone : c'était toujours les noms des mêmes localités qui revenaient depuis cinq ou six semaines : Nieuport, Dixmude, l'Yser, Ypres, la Bassée, Arras, puis Soissons, les environs de Reims, l'Argonne, les Hauts de Meuse. A peine quelque épisode local d'avance ou de repliement de quelques centaines de mètres, pour ne pas dire de quelques dizaines de mètres, s'y glissait-il de temps à autre.

Ces épisodes, les journaux, soit français, soit surtout anglais, les exposaient avec détails, avec aussi un lyrisme justifié, témoignant de l'entrain et des prouesses des troupes alliées, belges, anglaises et françaises.

Ce n'est pas que ces communiqués, avec leur sécheresse et leur sobriété voulues, ne fussent instructifs pour les esprits doués du sens de l'observation : ils

témoignaient que les combats d'artillerie avaient, dans les derniers jours, succédé aux attaques d'infanterie, les seules, en l'état présent de la guerre, qui puissent être décisives ; ils constataient ainsi le manifeste échec de la récente ruée allemande sur Ypres. Ils indiquaient, d'autre part, que l'ennemi redoublait d'efforts dans l'Argonne et la région de Verdun et qu'il semblait préparer une initiative sérieuse, depuis longtemps suspendue, du côté de Soissons.

L'opinion publique, néanmoins, commençait à se lasser, dans une certaine mesure, d'informations qui paraissaient, aux gens peu réfléchis, ne pas changer non seulement d'une journée à l'autre, mais d'une semaine à la suivante. Cela risquait de disposer le public à accueillir des bruits sans fondement et des interprétations erronées et troublantes. Le gouvernement a eu l'idée heureuse de publier des récapitulations des opérations de guerre en France ; il en a fait paraître deux : l'une sur les opérations du 15 au 21 novembre, l'autre, plus étendue, qui a paru dans le *Bulletin des armées*, et qui établit le bilan militaire en France de ces six dernières semaines.

Toute l'histoire de la guerre en France depuis le milieu d'octobre s'y retrouve, retracée en termes précis et vivants. La lecture en est non moins réconfortante qu'instructive. Il en ressort que le mouvement des armées allemandes en France, qui, dans la seconde quinzaine de septembre, était un mouvement de retraite, comportant une « bataille défensive », suivant les termes de la déclaration du généralissime Joffre, en date du 16 septembre (15 heures), a changé de caractère depuis la chute d'Anvers ; l'armée allemande qui avait assiégé cette place et qui poursuivait les restants de l'armée belge a pris nettement l'offensive contre les troupes alliées en Belgique et dans nos départements du Nord et du Pas-de-Calais, et elle n'a pas cessé, depuis lors, avec des alternances d'accentuation et de momen-

tanée atténuation, de poursuivre cette offensive. Celle-ci a complètement échoué.

Il est bon de mentionner ici la fin même de ce résumé officiel du bilan de la guerre depuis six semaines : ce bilan met en pleine lumière l'échec du plan allemand :

Ce plan, celui de von der Goltz, de Bernhardi, de Falkenhayn, c'était, on l'a rappelé souvent, d'écraser la France en trois semaines et de se retourner contre la Russie.

Or, voici que touche à sa fin le quatrième mois de la guerre, et la France n'est pas écrasée.

Tout au contraire, elle n'a, depuis le 6 septembre, enregistré que des succès, malgré l'accumulation réalisée contre elle d'une masse de troupes représentant plus de cinquante corps d'armée.

Ces cinquante corps d'armée, il faut dire et redire — car telle est la vérité, et cette vérité est notre honneur — qu'ils sont tous encore devant nous ; quinze corps d'armée allemands, réunis à la presque totalité des forces autrichiennes, font face à la Russie.

On ne saurait trop répéter que, depuis le 6 septembre, la masse formidable qui nous assaille n'a pu, quelle que soit sa valeur, nous faire fléchir nulle part ; bien au contraire, sur beaucoup de points, elle a reculé sous la poussée de notre effort.

Cinquante corps d'armée, cela représente, au complet, environ 2.500.000 hommes ; avec les vides que quatre mois de guerre y ont produits, et quoique l'ennemi se soit efforcé de les combler, ces effectifs doivent bien être aujourd'hui réduits du quart ou, tout au moins, du cinquième. Quant à l'ensemble des corps d'armée allemands, à l'heure présente, y compris ceux de la landwehr, on le fixe maintenant au nombre de cent, soit théoriquement 5 millions d'hommes, et effectivement, sans doute, 4 millions, répartis aujourd'hui, suivant les probabilités, à peu près également entre le front occidental et le front oriental, sur lequel vient s'y joindre la grande masse des contingents autrichiens.

L'échec du plan allemand, quoiqu'il ait fallu du temps pour l'obtenir, est de toute évidence. Les Allemands prétendaient prendre rapidement Paris, Nancy, Verdun et, sur le côté oriental de la lutte, Varsovie. Ils n'ont pris ni Paris, ni Nancy, ni Verdun, ni Varsovie, et il ne

paraît pas qu'il y ait des chances sérieuses qu'ils occupent une quelconque de ces places.

Leur objectif ensuite, hautement avoué, a été Calais ; à défaut de Calais, Dunkerque ou Boulogne ; on ne voit pas non plus qu'ils soient en train de mettre la main sur une de ces places. Les succès obtenus par quelques-uns de ses sous-marins et quelques-uns de ses croiseurs, succès dus à des surprises, ont grisé l'Allemagne ; la haine qu'elle a pour l'Angleterre s'y joignant, elle éprouverait une joie profonde si elle pouvait mettre le pied sur le Pas-de-Calais et s'y installer ; il est peu probable que l'Angleterre en fût grandement gênée ; mais l'orgueil allemand, qui, on le sait, est incommensurable, en éprouverait une énorme satisfaction. C'est une erreur de voir là un simple *bluff* : l'Allemagne est une nation hallucinée ; son hallucination consiste dans le rêve de l'universelle domination sur terre et sur mer.

On saura gré à ces documents officiels, plus étendus que les communiqués journaliers, d'avoir un peu écarté le voile de l'anonymat qui couvrait le commandement de nos armées. Ce voile peut avoir de l'utilité, mais il ne répond ni à nos habitudes, ni à nos sentiments, ni à nos idées de justice. On aura été heureux d'apprendre que le groupe de nos armées du Nord, qui s'est magnifiquement conduit en Flandre, était sous la direction du général Foch, et que chacune des trois armées le composant était commandée respectivement par les généraux d'Urbal, de Maud'huy et de Castelnau.

Que va faire maintenant l'Allemagne, après la continuation ininterrompue de ses échecs, depuis deux mois, sur le front occidental de la lutte ? Ce serait mal la connaître que de croire qu'elle va lâcher prise et se replier. Elle ne le peut pas ; alors même que la stratégie le lui conseillerait d'une façon évidente, le gouvernement ne l'oserait pas. Il craindrait que la vérité, c'est-à-dire l'échec complet et définitif de ses plans, n'éclatât soudain, d'une façon irrésistible, devant la population alle-

mande qu'il n'a cessé de bercer de victoires imaginaires et d'espérances grandioses.

Le gouvernement allemand va s'efforcer plus que jamais — y étant condamné par des nécessités politiques — de réaliser, où que ce soit, en Belgique ou en France, une action d'éclat, soit à Ypres ou à Dixmude, sur la voie de Calais, soit à Soissons, sur celle de Paris, soit sur les Hauts de Meuse et du côté de Verdun. Il lui faut une action d'éclat; l'obtiendra-t-il? Tout témoigne qu'il échouera de nouveau.

Mais il faut que, nous aussi, nous redoublions d'efforts. On annonce que des renforts considérables sont amenés par les Allemands en Belgique des provinces du Rhin; on parle notamment de l'arrivée de régiments du génie et de milliers de pontonniers, ainsi que de quantité de canons de gros calibre. Parmi les contingents nouveaux amenés en Belgique, on trouve beaucoup de tout jeunes gens de dix-sept ans, des engagés volontaires, dit-on, mais dont beaucoup peuvent avoir été *sollicités* par une pression officielle irrésistible. Un ordre du jour prussien fait un appel particulier à ces adolescents : « Cette instruction, y est-il dit, est spécialement destinée à la jeunesse qui quitte les bancs de l'école pour endosser l'habit du roi[1]. » Or, l'ordre du jour en question édicte des férocités, notamment que tout civil français trouvé sur le champ de bataille soit fusillé.

Nous pouvons, nous aussi, amener des renforts, et il est probable que nous le faisons; les dernières décisions du ministère de la guerre relatives aux permissionnaires, aux hommes du service auxiliaire et aux classes encore mobilisables, en font foi. Notre classe de 1914, composée de jeunes gens qui ont tous ou vont avoir dans quelques jours vingt ans, va être versée sur le front. Notre classe de 1915, composée de jeunes gens qui tous, dans quatre semaines, auront dépassé dix-neuf

1. Le *Temps* du 25 novembre 1914, p. 2, 1re colonne.

ans, va entrer en service vers le milieu du mois prochain et pourra prendre part à la guerre à l'ouverture du printemps.

Nos alliés les Anglais ont ou vont avoir, déjà maintenant, mais surtout dans deux ou trois mois, des ressources d'hommes, non seulement considérables, mais énormes; il en est de même des coloniaux britanniques, Canadiens et autres.

Jusqu'ici, les forces, de part et d'autre, allemandes et alliées, sur le front occidental de la guerre gigantesque, ont pu, depuis le milieu de septembre dernier, être considérées comme se faisant à peu près équilibre. Mais cet équilibre va tendre de plus en plus à être modifié et renversé en faveur des alliés. Il y a, chez les Anglais et les coloniaux britanniques, une réserve tout au moins de 700 à 800.000 hommes qui, sans doute, n'est pas actuellement disponible, mais qui va le devenir successivement. Viendra-t-il, de ce chef, un apport d'une centaine de mille hommes environ chaque mois, ou, tout à coup, au printemps, un apport de 500 à 600.000 hommes, destinés à s'accroître avec le temps? L'un et l'autre pourrait peut-être se faire successivement. Alors l'équilibre sur le front occidental sera rompu, et il paraît bien que la guerre sera portée à ce moment, sinon plus tôt, sur le territoire allemand.

On a parlé, dans ces derniers temps, d'une coopération effective d'armées japonaises à la guerre terrestre en Europe. Il ne semble pas que cette coopération, dont le prix serait sans doute très grand, doive être jugée nécessaire.

Sur les autres théâtres de cette guerre gigantesque la lutte continue très vive entre les Serbes et les Autrichiens.

Quant aux Russes, ils poursuivent, suivant leurs méthodes militaires nationales, dont l'histoire a prouvé l'efficacité, leur œuvre magistrale et grandiose en Prusse orientale, en Galicie et plus particulièrement

dans la Pologne russe, que le général allemand von Hindenburg avait réenvahie, en se dirigeant de nouveau vers Varsovie. Il n'y a aucune probabilité que cette grande ville tombe au pouvoir des Allemands. Une bataille acharnée se livre entre la Vistule et la Warta; c'est là, comme habituellement dans la présente guerre, une bataille qui doit durer un bon nombre de jours; mais tous les renseignements témoignent que l'avantage est du côté des Russes et que leur succès promet, dans cette série de rencontres, d'être de premier ordre.

Quand nous aurons mentionné que les troupes indiennes, en raison de la guerre qu'a si sottement déclarée la Turquie aux puissances de la Triple-Entente, ont occupé Bassorah, le grand port ottoman sur le golfe Persique, nous aurons noté tous les faits de guerre récents et importants. Il est hors de doute que Bassorah est devenue et restera possession britannique.

La guerre continue ainsi de se dérouler, sur les deux fronts, dans les conditions les plus favorables à la Triple-Entente; elle exigera, sans doute, une grande patience et des sacrifices prolongés, mais elle les récompensera abondamment en assurant, pour plusieurs générations, l'indépendance des nations et le cours paisible et régulier de la civilisation.

DIX-HUITIÈME SEMAINE

(*Du 27 novembre au 3 décembre 1914.*)

Hallucination générale allemande pour la prise de Calais : discours de M. Erzberger, député au Reichstag, représentant le parti du centre (parti catholique). — La ruée teutonne dans cette direction paraît atténuée ou ajournée. — L'accalmie succède à d'effroyables mêlées.
Un rapport du maréchal French.
Accroissement continu des forces anglo-françaises.
Lutte opiniâtre des Russes en Pologne : le feld-maréchal von Hindenburg. — Succès des Russes en Galicie.
Visite du roi George, accompagné du président Poincaré, à l'armée anglaise en France. — Déclaration énergique du président Poincaré. — Témoignages analogues de M. Clemenceau et de M. Pelletan.
Le général Joffre en Alsace : son adresse aux Alsaciens.

Les derniers jours écoulés ont apporté moins de faits nouveaux, clairs et certains du moins, que de documents, documents très variés et du plus vif intérêt, les uns diplomatiques et rétrospectifs, les autres se rapportant à des événements ou incidents plus rapprochés. Il importe de ne pas les laisser passer sans réflexion.

Parlons d'abord, toutefois, des faits. Les armées allemandes et alliées restent en présence sur l'immense front de 500 kilomètres environ de tranchées qui vont de Nieuport aux bords de l'Oise et de l'Aisne, puis de ceux-ci aux Vosges. On avait annoncé un redoublement d'offensive germanique, sinon sur toute cette longue ligne, du moins sur les points principaux, à savoir : Dixmude, Ypres, Arras dans le Nord, Soissons au Centre, puis dans l'Argonne et du côté de Verdun. Sauf sur ces deux derniers points, où la lutte reste toujours

vive, ce redoublement d'offensive teutonne ne s'est pas produit.

On assurait que des milliers de pontonniers et de gros canons étaient arrivés du fond de l'Allemagne dans les Flandres, que l'empereur et tout son peuple, toujours profondément d'accord avec lui, quoi qu'on en dise, et le poussant au moins autant qu'il est poussé par lui, tenaient par-dessus tout à occuper Calais. En effet, Calais revient sans cesse, depuis quelque temps, dans les journaux et les propos allemands. Ces jours-ci encore, un député important au Reichstag, M. Erzberger, qui appartient au parti du centre (parti catholique), faisant un discours à Aix-la-Chapelle, parlait, avec l'habituel tact germanique, de la nécessité pour l'Allemagne d'annexer la Belgique, avec, en outre, une bande longitudinale, sur la Manche, comprenant Calais. En poursuivant leur marche, jusqu'ici équivalant à un simple piétinement, vers Calais, les Allemands comptaient, notamment, prendre leur revanche de la destruction par la flotte britannique de la base navale qu'ils avaient établie en Belgique, à Zeebrugge.

Tous les pronostics que l'on faisait relativement au nouveau colossal effort des Allemands sur l'Yser ou sur Ypres ne se sont pas, dans ces derniers jours, réalisés. Et il en a été de même en ce qui concerne Soissons. L'idée que les Allemands penseraient à faire une percée vers Paris paraît, certes, très surprenante. A la fin d'août, après leurs succès très sérieux en Belgique, alors que nos armées étaient en retraite continue, retraite en bon ordre sans doute, mais où elles ne pouvaient donner la mesure de leur valeur, les Allemands sont passés à une trentaine de kilomètres près de Paris, qui alors n'était pas en état de défense; ils n'ont pas osé se ruer sur la capitale; peut-on penser qu'ils y songeraient à l'heure présente, quand les armées alliées ont donné tant de preuves de leur force et quand le camp retranché de Paris, après trois mois de travaux constants pour le

mettre en état, apparaît comme en situation de parfaitement se défendre?

Les Allemands, toutefois, nous l'avons dit, cherchent surtout, à l'heure actuelle, en Belgique et en France, une action d'éclat quelconque qui, peut-être, permettrait de faire feld-maréchal un des généraux des armées germaniques sur notre front et qui prolongerait l'illusion où se trouve plongée, depuis le début de la guerre, toute la population allemande.

Si une ruée teutonne doit de nouveau se produire sur le front des alliés, en Belgique ou en France, elle paraît, en tout cas, ajournée; les derniers communiqués ne parlent que d'accalmie.

« La journée du 25 novembre n'a été marquée par aucun fait important. Dans le Nord, la canonnade a diminué d'intensité et aucune attaque d'infanterie n'a été dirigée sur nos lignes, » dit le premier communiqué du 26 novembre; et le second communiqué du même jour : « En Belgique, calme complet; au centre, canonnades sans attaques d'infanterie. » Et cela continue les jours suivants : « Dans la journée du 26 novembre, le ralentissement du feu de l'artillerie ennemie a été partout constaté... Journée calme, rien à signaler »; ainsi s'expriment les deux communiqués du 27 novembre. Les communiqués postérieurs constatent une situation à peu près identique : « Calme sur tout le front, sauf dans l'Argonne, où les attaques ennemies n'ont pas eu plus de succès que précédemment; » voilà pour la journée du 28. « En Belgique, l'ennemi est resté sur la défensive; la canonnade a été faible et nous avons progressé sur quelques points; » voilà pour la journée du 29. Voici pour celle du 30 novembre : « En Belgique, canonnade assez vive pendant la journée du 30 novembre : aucune attaque d'infanterie allemande. » C'est ainsi que parle le premier communiqué du 1er décembre; il est vrai que le second communiqué du même jour ajoute : « En Belgique, l'infanterie allemande a essayé, sans succès,

de sortir de ses tranchées au sud de Bixschoote. Entre Béthune et Lens, à la suite d'une affaire assez chaude, nous avons enlevé le château et le parc de Vermelles. »

Ce que nous citons ici, ce ne sont que les traits caractéristiques des communiqués officiels; ils ne sont naturellement pas aussi laconiques, si sobres qu'ils s'efforcent de rester. Mais, là où il y a eu quelques attaques, il ressort des explications fournies que ces attaques ont été peu importantes; ainsi pour la journée du 28 novembre : « Dans la région au nord d'Arras, une attaque ennemie, menée par trois régiments environ, a définitivement échoué, après plusieurs contre-attaques exécutées de part et d'autre; » voilà ce que nous révèle le communiqué du 29 novembre; « une attaque de trois régiments *environ* », voilà ce qui a représenté à peu près le maximum des engagements dans les derniers jours écoulés.

On se trouve donc, momentanément, quasi dans un état de piétinement, ce que les Anglais appellent *deadlock;* disons plutôt dans un état d'observation ou d'attente et de préparation.

Il ne faut pas oublier que cette accalmie succède à d'effroyables mêlées. Tout le mois de novembre, sauf les derniers jours, a été rempli, dans les Flandres, par les plus formidables et les plus sanguinaires rencontres qu'enregistre, certainement, l'histoire des batailles modernes. C'est le 3 novembre qu'on annonce que les Allemands abandonnent la rive gauche de l'Yser qu'ils avaient réussi à franchir, ce qui donna un instant d'inquiétude en France; c'est le 11 novembre que les Allemands parvinrent à s'emparer de Dixmude, succès tout passager et tout local, qu'ils transformèrent en énorme victoire.

Le mois de novembre, s'il a fini dans l'accalmie, sur notre front, s'est écoulé dans les batailles les plus acharnées, où l'ennemi s'est épuisé et où il a été rejeté sans cesse et définitivement dans ses lignes.

Un rapport du maréchal French décrit, en ce qui concerne les troupes britanniques, cette lutte gigantesque. « D'accord avec le général Joffre, il avait été décidé de renforcer considérablement le front septentrional des alliés. Le transport des forces anglaises dans les Flandres commença le 3 octobre. » Le maréchal déclare que le succès de cette opération difficile est dû à la « coopération amicale qui a constamment existé entre les deux armées ». Il rend hommage au général Foch qui commandait les troupes françaises voisines. « La résistance, dit-il, s'imposait, car autrement le flanc des alliés aurait été tourné et les ports de la Manche auraient été à la merci de l'ennemi. »

Le maréchal French affirme (ceci, il est vrai, s'applique à la fin du mois d'octobre) que « l'ennemi possédait, sur la Lys, des effectifs bien supérieurs à ceux des troupes alliées. De leur côté, les forces anglaises occupaient un front beaucoup plus étendu que ne le permettait leur force numérique ». On doit penser que cette situation s'est, depuis lors, grandement améliorée. Le maréchal French termine par cette déclaration, singulièrement réconfortante :

> Presque toute l'armée allemande active se trouve retenue sur une ligne de tranchées s'étendant de la forteresse de Verdun à la mer du Nord, et profondément atteinte dans son moral et dans ses effectifs. Les alliés ont subi des pertes élevées, mais celles de l'ennemi sont au moins trois fois plus fortes.

Ce n'est pas que les pertes subies par les alliés n'aient été considérables. Une revue rétrospective, publiée dans le *Courrier de l'armée belge* ces jours-ci même sur les opérations depuis le 16 octobre sur l'Yser, déclare que l'armée belge, dans sa résistance sur ce fleuve, a perdu le quart de son effectif, mais que les Allemands ont fait des pertes de beaucoup supérieures.

Cette supériorité des pertes allemandes n'est pas une de ces formules de convention qu'on glisse dans les rapports ; c'est une certitude ; pertes triples, dit le maréchal

French ; mettons, si l'on veut, dans l'ensemble, pertes doubles; c'est presque un corps d'armée que les Allemands perdent ainsi chaque mois en plus de ce qui correspond aux pertes des alliés. Cet excédent de leurs pertes tient, d'une part, à ce qu'ils pratiquent plus que les alliés l'offensive et, d'autre part, à leur méthode de combattre en lignes profondes, ainsi peut-être qu'à la supériorité de notre artillerie de campagne. Le maréchal allemand von der Goltz, dans son ouvrage sur *la Conduite de la guerre,* écrit : « Les armées qui attaquent fondent comme de la neige au printemps, » et il en fournit des exemples nombreux [1].

Toute cette série de combats depuis le 14 septembre, où a commencé la bataille de l'Aisne, amènera-t-elle les Allemands à se retirer de cette ligne de tranchées de 500 kilomètres environ qu'ils ont creusée et qu'ils occupent en Belgique et dans neuf de nos départements, pour se reformer soit sur la Meuse, soit dans leurs provinces du Rhin ? On avait longtemps espéré cette retraite spontanée. Il n'y a pas lieu, sans doute, d'en perdre tout espoir; mais il faut avouer que les circonstances politiques, la crainte de mettre l'Allemagne soudain en présence de la révélation d'un désastre auquel elle ne s'attend pas, rendent aujourd'hui cette retraite spontanée peu probable.

Il faudra, semble-t-il, une très forte poussée des alliés pour contraindre les Allemands à une retraite qui ne sera pas, sans doute, d'une ou deux dizaines de kilomètres, mais d'une cinquantaine ou d'une centaine même.

Cette forte pousée des alliés, il peut être prudent de ne l'effectuer que quand des renforts notables seront arrivés à leurs lignes. En France, en appelant parmi les combattants tous les hommes aptes de vingt à quarante-huit ans que des considérations diverses laissaient en

1. *Journal des Débats* du 27 novembre 1914, 1re page.

dehors de l'armée ou occupés à des tâches accessoires, on pense pouvoir procurer au pays un supplément de 300.000 soldats ou même davantage[1]; disons 200.000, car il importe de n'envoyer au front que ceux qui ont l'aptitude physique incontestable pour supporter la vie éprouvante des guerres contemporaines; autrement, on risquerait d'amoindrir l'entrain et l'élan de nos troupes. Quant aux Anglais, il semble qu'ils puissent puiser largement parmi ces 780.000 volontaires qui avaient déjà, vers le milieu de novembre, répondu à l'appel du roi et dont les quatre cinquièmes sont encore à l'entraînement en Angleterre; il y a aussi 80.000 ou 100.000 coloniaux divers, de race blanche, Canadiens, Australiens, etc.; la « méprisable petite armée du maréchal French » est passée, de 60.000 ou 70.000 hommes vers la fin d'août, à 200.000 ou 220.000, semble-t-il, à l'heure présente; il semble qu'il ne doive pas falloir un temps prolongé pour en doubler, ultérieurement pour en tripler l'effectif. Les armées alliées devront donc être, à une date pas trop distante, en état de prendre une offensive vigoureuse.

En attendant, elles retiennent sur le front occidental la plus forte partie des corps allemands de l'armée active. Les Russes, suivant les méthodes qui leur sont propres, ce que l'on oublie trop, continuent à se livrer à une œuvre grandiose sur le front oriental. Leur succès en Galicie est complet, et, de ce côté, en même temps qu'ils entourent Cracovie, ils sont aux portes de la Silésie. Sur la plus grande partie du front, dans la Pologne russe, le long de la Vistule et de la Warta, ils ont remporté de très grands succès; sur un point de cette ligne très étendue, les Allemands ont eu quelques avantages; mais il semble bien que ceux-ci se vantent quand l'agence Wolff prétend qu'ils ont fait prisonniers 40.000 hommes, pris 70 canons et 136 mitrailleuses; l'empereur Guillaume aussi paraît se livrer au *bluff*, qui lui est cou-

1. Voir cette évaluation dans le *Temps* du 2 décembre 1914, 1re page.

tumier, en faisant feld-maréchal le général de Hindenburg. Parmi les 40.000 prétendus prisonniers qu'ont faits les Allemands, il est probable que figurent des milliers de civils que les Teutons, au mépris du droit des gens, ont pris l'habitude de ramasser dans les contrées ennemies qu'ils occupent ; et quant à la victoire allemande en Pologne, il est opportun de se rappeler, pour la juger, tout le bruit fait en Allemagne autour de la soi-disant victoire de Dixmude, le 11 novembre, simple incident local, sans conséquence. Le communiqué allemand est obligé, d'ailleurs, de reconnaître que les rencontres en Pologne n'ont rien de décisif. Tout témoigne que l'événement, non seulement en Galicie, ce qui est acquis, mais sur toute la ligne de bataille en Pologne, ce que l'on appelle aujourd'hui la bataille de Lodz, se terminera par une incontestable victoire russe.

Les Serbes, que les Autrichiens pensaient avoir défaits, leur opposent de nouveau une résistance acharnée.

Mentionnons la visite du roi George aux ambulances britanniques et à l'armée anglaise en France ; le président Poincaré a été porter à notre glorieux allié ses félicitations ; les plus chaleureuses sympathies de la population française accompagnent dans cette tournée le roi d'Angleterre.

Le président Poincaré, quelques jours auparavant, était allé remettre la médaille militaire, distinction suprême pour les grands chefs, au généralissime Joffre. Jamais distinction n'a été plus méritée. Elle passerait, cependant, quasi inaperçue si l'intéressant discours que M. Poincaré a prononcé, en remettant la médaille au généralissime, ne se terminait par une déclaration très nette en faveur de la guerre poussée jusqu'au bout :

Les deuils et les horreurs de cette guerre sanglante, a dit le président, n'attiédiront pas l'enthousiasme des troupes ; les pertes douloureuses que subit la nation ne troubleront pas sa constance et ne feront pas chanceler sa volonté. La France a épuisé tous les moyens pour épargner à l'humanité une catastrophe sans pré-

cédent : elle sait que, pour en éviter le retour, elle doit, d'accord avec ses alliés, en abolir définitivement les causes ; elle sait que les générations actuelles portent en elles, avec le legs du passé, la responsabilité de l'avenir ; elle sait qu'un peuple ne tient pas tout entier dans une minute, si tragique soit-elle, de son existence collective et que, sous peine de désavouer toute notre histoire, nous n'avons pas le droit de répudier notre mission séculaire de civilisation et de liberté.

Une victoire indécise et une paix précaire exposeraient demain le génie français à de nouvelles insultes de cette barbarie raffinée qui prend le masque de la science pour mieux assouvir ses instincts dominateurs. La France poursuivra jusqu'au bout, par l'inviolable union de tous ses enfants, et avec le persévérant concours de ses alliés, l'œuvre de libération européenne qui est commencée, et, lorsqu'elle l'aura couronnée, elle trouvera, sous les auspices de ses morts, une vie plus intense dans la gloire, la concorde et la sécurité.

On ne saurait trop applaudir ces paroles. La guerre doit être poussée jusqu'au complet écrasement de l'Allemagne et à sa capitulation. Tout le monde en France est résolu aux efforts et aux sacrifices que cette décision comporte. M. Clemenceau, dans son *Homme enchaîné*, succédant à son *Homme libre*, s'exprimait ces jours-ci en ce sens, avec une suprême énergie. Rappelons que le président Fallières, il y a quelques semaines, témoignait des mêmes sentiments, qu'il en a été de même d'un ancien ministre radical-socialiste, qu'on eût été porté à classer plutôt parmi les « pacifistes », M. Pelletan. Là, et là seulement, est le salut.

Un incident, qui ne peut pas passer inaperçu et qui, dans les circonstances présentes, prend même une décisive importance, c'est la tournée du généralissime Joffre en Alsace ; le généralissime s'est rendu dans la ville alsacienne de Thann que nous occupons ; il a dit aux Alsaciens : « Notre retour est définitif ; vous êtes Français pour toujours ; la France vous apporte, avec les libertés qu'elle a toujours représentées, le respect de vos libertés à vous, des libertés alsaciennes, de vos traditions, de vos convictions, de vos mœurs. Je suis la France ; vous êtes l'Alsace. Je vous apporte le baiser de la France. »

Voilà, en termes éloquents et décisifs, un engagement formel, de la part d'un homme responsable, de celui qui connaît le mieux les forces respectives des alliés et des Allemands. Cet engagement solennel, la France le tiendra.

DIX-NEUVIÈME SEMAINE

(*Du 4 au 10 décembre 1914.*)

Les Allemands débaptisent Ostende et l'appellent *Kales,* créant en Allemagne une confusion avec Calais. — Continuation de la lutte en Belgique : la *maison du passeur.* — Succès entre Béthune et Lens : enlèvement du château et du parc de Vermelles. — Nous continuons à faire de nombreux prisonniers. — Les Allemands bombardent Reims avec acharnement.

Tournée de M. Millerand dans l'Alsace occupée par nous ; il y visite les écoles.

Sur le front oriental, les Allemands font une nouvelle poussée sur Varsovie.

Sur le front sud, les Serbes triomphent des Autrichiens.

Destruction de l'escadre allemande du Pacifique par une escadre anglaise.

Publication officielle de récits rétrospectifs des opérations de guerre.

Importantes discussions sur la situation diplomatique passée et présente au Parlement italien.

Dès les premiers jours du mois de décembre il y a eu moins d'accalmie sur le front occidental de la lutte. La grande offensive allemande, annoncée il y a quelques semaines, sur Ypres ou un autre point dans le Nord, pour amener les Allemands, le 10 décembre, jour convenu, à Calais, ne s'est cependant pas produite.

En fait de Calais, les Allemands se sont contentés de baptiser Ostende du nom de *Kalès,* de sorte que la partie ignorante, plus nombreuse qu'on ne le croit, de la population germanique s'imagine que les troupes du kaiser occupent définitivement Calais, de même que cette partie ignorante de la population, chez nos voisins, très vaste, comme partout, mais plus crédule qu'ailleurs aux affirmations ou aux suggestions gouvernementales,

n'a cessé de penser, depuis trois mois et plus, que les troupes allemandes sont devant Paris.

Il appert ainsi, autant qu'on peut s'en rendre compte, que l'annonce de l'attaque en grandes masses de notre front septentrional par l'ennemi était un *bluff*, destiné peut-être à dissimuler le transport en Pologne d'effectifs assez nombreux des troupes allemandes de Belgique.

Les journaux hollandais affirment, cependant, qu'il se trouve une centaine de mille Allemands aux environs de Bruges, prêts à être jetés sur notre front.

En attendant, il y a eu, depuis le début de décembre, provenant soit de nous, soit de l'ennemi, des offensives locales ou successives qui, sans qu'on en pût attendre un résultat général, sont intéressantes et ont pour nous quelques bons effets.

On jugera de la nature et de l'issue de ces combats par les quelques exemples suivants : « Au nord de la Lys, dit le communiqué du 5 décembre (15 heures), nous avons réalisé de sensibles progrès. Notre infanterie, attaquant au point du jour, a enlevé d'un seul bond deux lignes de tranchées : le gain a été de 500 mètres ; » cela est considérable dans ce genre de guerre, et un pareil succès ne se produit pas souvent.

Le même communiqué du 5 décembre (15 heures) ajoute : « En avant de Poésele (à mi-distance entre Dixmude et Ypres), nous avons pris, sur la rive droite du canal, une maison de passeur, vivement disputée depuis un mois. L'ennemi a tenté, sans succès, de nous obliger, par une attaque violente d'artillerie lourde, à évacuer le terrain conquis. » Une maison de passeur, c'est une simple cahute destinée à loger, parfois simplement à abriter dans le jour, le marinier qui détient et dessert un bac sur un petit cours d'eau.

Or, cette cahute, la maison du passeur, revient dans plusieurs communiqués successifs. Le communiqué du même jour (5 décembre), mais de 23 heures, dit : « En

Belgique, même activité que la veille. Nous avons consolidé notre situation au nord de la maison du passeur enlevée dans la journée du 4; » puis, le communiqué du 6 décembre (15 heures) : « En Belgique, non loin de la maison du passeur, dont la prise a été signalée hier, notre artillerie lourde a écrasé un fortin allemand. L'ennemi a vainement tenté de nous reprendre Weidenreft. »

Ces luttes continues, pendant un mois, puis, d'une façon plus accentuée, pendant plusieurs journées de suite, pour la conquête de cette « maison du passeur », n'ont pas un caractère exceptionnel. Voici un autre exemple frappant de ces sortes d'opérations : nous citions, il y a huit jours, le second communiqué du 1er décembre, disant : « Entre Béthune et Lens, à la suite d'une affaire assez chaude, nous avons enlevé le château et le parc de Vermelles. » Or, voici plusieurs communiqués successifs qui, durant les huit jours suivants, nous entretiennent de cette affaire de Vermelles. Le communiqué du 7 décembre (23 heures) annonce : « Entre Béthune et Lens, nous avons fini d'enlever le village de Vermelles et la position du Rutoire, à l'est de laquelle nous bordons la voie ferrée. » Le communiqué officiel du 8 décembre (15 heures) résume ainsi la série de luttes dont ce château et son parc ont été l'objet :

Dans la région d'Arras, une brillante attaque nous a, comme nous l'avons annoncé, rendus maîtres de Vermelles et du Rutoire. Vermelles était, depuis deux mois, le théâtre d'une lutte acharnée. L'ennemi y avait pris pied le 16 octobre, et, du 21 au 25 octobre, il avait réussi à nous rejeter hors de cette localité. Depuis le 25 octobre, les opérations de sape et de mine nous avaient ramenés, pied à pied, jusqu'aux lisières, et, le 1er décembre, nous avions enlevé le parc et le château.

Ainsi, nos immenses armées modernes, avec leur matériel perfectionné, luttent, pendant un mois dans le premier cas, pendant sept semaines dans le second,

tout comme jadis les petites armées du moyen âge, pourvues seulement d'épées, de lances ou de flèches, pour la possession d'une cahute comme la maison du passeur ou d'une construction moyenne et d'un terrain exigu y attenant, comme le château et le parc de Vermelles.

Relevons quelques autres traits intéressants et instructifs dans toute la série des communiqués récents : « On rend compte que, dans la journée du 2 (décembre), nous avons fait neuf cent quatre-vingt-onze prisonniers dans la seule région du Nord ; » voilà une nouvelle réconfortante donnée par le communiqué du 4 décembre (23 heures) ; or, comme, dans la journée du 2, il n'y a pas eu, en Belgique, d'engagement de première importance, la capture d'un nombre aussi notable d'Allemands paraît indiquer une certaine démoralisation chez l'ennemi.

Plusieurs notes très satisfaisantes se trouvent dans les communiqués au sujet de notre artillerie lourde ; or, on sait que nous possédions bien peu de pièces lourdes au début de la guerre : c'était là une des principales lacunes, non la seule, de notre armement. « En Champagne, dit le communiqué du 7 décembre (15 heures), notre artillerie lourde a pris, à diverses reprises, un avantage très marqué sur l'artillerie ennemie. » Le communiqué du 5 décembre (15 heures) disait déjà : « Reims a été bombardée avec une intensité particulière. De notre côté, nous avons détruit avec notre artillerie lourde plusieurs ouvrages en terre. » Que les Allemands continuent depuis deux mois et demi à bombarder Reims, ville ouverte, cela prouve toute la férocité, toute la jalousie et, en définitive, toute l'abjection de l'âme allemande.

On voit que, depuis le début de décembre, il y a eu assez d'activité, mais d'une façon toute locale, sur notre front occidental. Dans les journées du 7 et suivantes, l'ennemi, à son tour, a pris des offensives locales en

Belgique, mais non par grandes masses; il a toujours été repoussé.

Les communiqués tout récents, ceux notamment du 9 décembre, témoignent de toute une série d'avances heureuses, de notre part, et de prises de tranchées sur nombre de points de notre front.

La lutte continue d'être particulièrement vive dans l'Argonne.

Nous progressons assez sérieusement dans la Haute-Alsace; on sait que le généralissime Joffre s'y était rendu, il y a quelques jours; on annonce que le ministre de la guerre, M. Millerand, y est allé ces jours derniers et qu'il a visité non seulement les troupes, mais les écoles. Ce sont là des engagements formels de poursuivre la lutte jusqu'à ce que, en ce qui nous concerne, l'Alsace-Lorraine nous soit pleinement restituée. Tout en développant notre avance en Alsace, il faut la graduer et ne pas faire, en ce pays cordialement nôtre, des incursions prématurées, comme les deux occupations de Mulhouse.

Toutes ces initiatives heureuses, de notre part, dans la dernière quinzaine, peuvent avoir amélioré, d'une facon appréciable, nos lignes; elles ont, en outre, le mérite d'entretenir l'entrain et l'élan de nos troupes; mais il est évident qu'il faudra une poussée beaucoup plus systématique, plus étendue, plus concordante et plus énergique pour rejeter l'ennemi hors de France et, à plus forte raison, de Belgique. C'est à notre haut commandement qu'il appartient de juger l'heure où devra s'effectuer cette générale et décisive offensive.

Si nous passons au théâtre oriental de la guerre, nous y voyons que la lutte gigantesque continue entre les Russes et les Allemands en Pologne : ces derniers, ayant à leur service chez eux un réseau de chemins de fer aux mailles très serrées et ayant ramené, semble-t-il, des contingents assez nombreux de troupes de leur front occidental (Belgique et Lorraine), sont parvenus à

dégager ceux de leurs corps qui étaient compromis et ont eu des avantages aux environs de la grande ville de Lodz que les Russes se sont décidés à évacuer par raison stratégique et que les Allemands ont alors occupée. Il ne faudrait pas en conclure que l'offensive allemande, reprise en Pologne avec de grandes masses vers le milieu de novembre, ait eu le succès qu'espérait l'ennemi. Les communiqués allemands eux-mêmes reconnaissent que les troupes germaniques ont subi des pertes énormes et que l'occupation de Lodz ne décide rien. La lutte continue acharnée sur ce théâtre de la guerre. Les Allemands y auraient amené, d'après le communiqué officiel russe récapitulatif du 7 décembre, « six corps d'armée et cinq divisions de cavalerie représentant des formations nouvelles ». Les Allemands cherchent moins, semble-t-il, à poursuivre leur offensive vers Varsovie, qui, comme Paris, paraît définitivement à l'abri de leurs atteintes, qu'à se retrancher, si possible, pour empêcher l'avance russe en Silésie. Nos alliés ont de telles ressources d'hommes et d'énergie, une si inébranlable ténacité, qu'on doit considérer qu'il n'y a là qu'un retard dans la poussée des Russes vers l'Allemagne.

Il faut tenir compte des méthodes de combat spéciales aux Russes; c'est la troisième fois, dans cette campagne, qu'ils effectuent un mouvement de repliement; cela leur a admirablement réussi les deux fois précédentes.

Sur le front sud, les Serbes, que les Autrichiens croyaient écrasés parce que les troupes autrichiennes, au nombre de 500.000 hommes, affirme-t-on, avaient eu quelques engagements heureux et occupaient Belgrade, que le Danube seul sépare de la Hongrie, ont repris l'offensive avec un brillant succès. Ils ont pris du matériel et fait des prisonniers; on annonce que, depuis le début des hostilités, le total des prisonniers faits par les Serbes atteindrait 27.000 soldats et 400 officiers.

Nous ne dirons rien de la guerre en Turquie, qui, sauf en Arménie, à une altitude de 2.800 mètres, avec un froid de 20 degrés, en un pays sans voies ferrées et sans routes, n'est qu'en préparation. En Arménie, d'après les conditions susindiquées, il est aisé aux Russes non seulement de contenir, mais de bousculer les Turcs. Quant aux menaces de ceux-ci sur le canal de Suez, il n'y a pas à s'en inquiéter. Les garnisons qui s'y trouvaient déjà, accrues des troupes indiennes et des 23.000 volontaires australiens qui viennent d'arriver en Egypte et que l'Angleterre y retient, avec la double barrière du désert du Sinaï et du canal de Suez, se prêtant à une large inondation dans la partie avoisinant Port-Saïd, mettent ce pays à l'abri des bandes turques, fussent-elles conduites par des pachas généraux allemands.

La matinée de jeudi nous a apporté la destruction de l'escadre allemande du Pacifique par une escadre anglaise : les croiseurs allemands le *Scharnhorst*, le *Gneisenau* et le *Leipzig* ont été coulés ; seuls, le *Dresden* et le *Nurnberg* sont parvenus à s'enfuir. C'est la revanche rapide et décisive de la surprise dont avait été victime, le 1er novembre, une escadrille britannique composée de quelques vieux bateaux.

On a, dans ces dernières semaines, pris l'habitude en France, avec l'autorisation et le concours même parfois de l'administration militaire, de publier des récits rétrospectifs des opérations de guerre sur nos divers théâtres de lutte. Elles intéressent vivement le public, que le perpétuel anonymat sur nos armées et leurs chefs déconcertait. C'est ainsi que nous apprenons successivement les noms et les hauts faits de nos hommes de guerre : on connaissait déjà et l'on admirait, outre le généralissime Joffre et le général Galliéni, les généraux Pau et de Castelnau, qui ont, avec tant de zèle et de hauteur de vues, préparé nos armées et ensuite les ont conduites avec bonheur ; à côté d'eux, voici que les Français ap-

prennent à connaître et à admirer les généraux Foch, de Maud'huy, d'Urbal, Dubail, Sarrail, de Langle de Cary, Franchet d'Espérey, Maunoury et d'autres encore. Il n'y a aucun doute que, parmi ces chefs, un certain nombre n'acquièrent une célébrité devant traverser les siècles et ne deviennent légendaires comme les généraux de la Révolution et les maréchaux du premier Empire.

Terminons cette revue par la mention de deux faits politiques importants.

Il y a eu au Parlement italien un grand et court débat sur la situation de l'Italie dans la gigantesque lutte des nations. L'ancien président du conseil, M. Giolitti, a profité de cette occasion pour faire une déclaration qui éclaire singulièrement l'origine de la guerre présente. Nous reproduisons cet incident d'après le *Journal des Débats*[1] :

L'ancien président du conseil a dit qu'au cours de la seconde guerre balkanique, le 9 août 1913, il avait reçu du marquis de San Giuliano, ministre des affaires étrangères, le télégramme suivant : « L'Autriche nous fait connaître, ainsi qu'à l'Allemagne, son intention d'agir contre la Serbie, et elle déclare qu'une telle action de sa part ne peut être considérée que comme défensive. Elle espère faire jouer le *casus fœderis* de la Triple-Alliance que je juge inapplicable en la circonstance. Je cherche à combiner nos efforts avec ceux de l'Allemagne en vue d'empêcher une telle action de la part de l'Autriche, mais il serait nécessaire de dire clairement que nous ne considérons pas cette action éventuelle comme défensive. Nous ne croyons donc pas qu'il existe de *casus fœderis*. »

Si l'on se rappelle que l'assassinat de l'archiduc héritier d'Autriche est de la fin de juin 1914, on voit que, près d'un an auparavant, l'Autriche avait décidé d'attaquer la Serbie ; cela détruit toutes les tartuferies allemandes et austro-hongroises sur les causes de la guerre présente.

Quant au président actuel du conseil des ministres d'Italie, M. Salandra, il a fait, lui aussi, des déclarations

1. Numéro du 8 décembre 1914, 1re page.

qui méritent d'être retenues et soulignées. Nous en empruntons les passages principaux au compte rendu du *Temps*[1] :

La neutralité proclamée librement et loyalement observée ne suffit pas à nous garantir des conséquences du bouleversement immense qui prend chaque jour plus d'ampleur et dont il n'est donné à personne de prévoir la fin.

Sur les terres et sur les mers de l'ancien continent, dont la configuration politique est peut-être en train de se transformer, l'Italie a des droits vitaux à sauvegarder, des aspirations justes à affirmer et à soutenir ; elle a sa situation de grande puissance à maintenir intacte; bien plus, elle doit faire que cette situation ne soit pas diminuée par rapport aux agrandissements possibles des autres Etats.

Il suit de là que notre neutralité ne devra pas rester inerte et molle, mais active et vigilante ; non pas impuissante, mais fortement armée et prête à toute éventualité. (*Applaudissements très vifs et prolongés. Toute la Chambre, debout, fait une longue et chaleureuse ovation au président du conseil.*)

Il résulte de ces paroles de M. Salandra que le premier ministre italien croit à des modifications importantes de la carte d'Europe et qu'il pense, par conséquent, que la défaite de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie est assurée.

Le second incident récent qui mérite d'être signalé et retenu, c'est l'échange de compliments entre le nouvel ambassadeur des Etats-Unis et le président de la République, M. Poincaré. Le nouvel ambassadeur des Etats-Unis, M. William G. Sharp, dans la matinée du 4 décembre, ayant, dans son allocution, ce qui était à peu près une clause de style, exprimé le souhait que « des épreuves de l'heure présente puissent sortir bientôt les bienfaits d'une paix longue et heureuse », le président de la République française a répondu sur ce point, en ces termes :

Nous sommes déterminés à remplir jusqu'au bout le devoir qui nous a été imposé. Pour qu'elle soit longue et heureuse, pour

1. Le *Temps* du 5 décembre 1914, 2e page.

qu'elle ne soit pas illusoire et trompeuse, il faut que la paix soit garantie par la réparation intégrale des droits violés et prémunie contre des attentats futurs.

A la bonne heure! Voilà un ferme et patriotique langage, prévoyant aussi. Cela veut dire que la guerre doit être continuée jusqu'au bout, à savoir : jusqu'au complet triomphe de la France et de ses alliés; c'est une déclaration réconfortante, que les pouvoirs publics ne sauraient trop renouveler et qui a l'approbation de l'immense majorité du pays.

VINGTIÈME SEMAINE

Du 11 au 17 décembre 1914.

Nouveaux combats en Belgique : l'ennemi achève l'évacuation de la rive ouest de l'Yser.
Lutte ardente dans la région de l'Argonne : le bois le Prêtre. — Notre artillerie lourde se développe : elle fait notamment ses preuves dans la région de l'Aisne. — Les rimailhos : exemple des récompenses que donne l'Etat à ses grands serviteurs.
Les soldats français se familiarisent avec la guerre de tranchées et de mines.
Renseignements sur l'énorme victoire serbe : complète déroute des Austro-Hongrois.
Raid d'une escadre allemande sur les ports de Scarborough, Hartlepool et Whitby.
Déclarations de MM. Churchill et Samuel, membres du gouvernement britannique, ainsi que de M. Austen Chamberlain, sur les enrôlements et sur la force future des armées britanniques.

Les sept derniers jours écoulés ont présenté, comme les sept précédents, des séries d'attaques locales sur différentes parties de notre immense front, allant des Flandres belges à l'Oise et à l'Aisne et de ces rivières aux Vosges et en Alsace. Ce sont toujours à peu près les mêmes points qui se signalent par une certaine activité : la partie de notre front en Belgique et dans nos départements du Nord et du Pas-de-Calais, puis l'Argonne, auxquels se joint, depuis quelques semaines, l'Alsace. Partout ailleurs, il n'y a guère que quelques canonnades, sans engagements d'infanterie.

L'offensive est venue, sur les points où il y a eu combat, tantôt de nous, tantôt des Allemands. Ceux-ci ont fait quelques attaques assez marquées aux environs d'Ypres, mais sans succès; ils ont bien un jour, d'après le communiqué du 11 décembre (15 heures), « réussi à

atteindre (dans la région d'Ypres) une de nos tranchées de première ligne »; mais le communiqué du même jour (23 heures) indique que « celle de nos tranchées qui avait été signalée dans le communiqué de 15 heures comme atteinte par les Allemands a été reprise par nous ».

Les attaques germaniques, toutes partielles dans toutes ces journées, n'ont rien de commun avec le grand projet de poussée à fond que l'on prêtait aux Allemands, dans la seconde quinzaine de novembre, pour gagner Calais. Il semble bien que l'ennemi ait, en fait, aussi bien renoncé à Calais qu'à Paris.

Toutes ces luttes locales se terminent très nettement en notre faveur : nous progressons en maint endroit; ces progrès s'entendent toujours de quelques centaines de mètres, dans les meilleures journées : du côté d'Arras, par exemple, le communiqué du 10 décembre (15 heures) annonce : « Dans la région du Quesnoy et d'Andéchy, nous avons réalisé des progrès variant de 200 à 600 mètres; notre gain a été maintenu et consolidé. » Le 12 décembre, il est encore question de l'Yser et de la célèbre « maison du passeur » dont il fut tant parlé la semaine précédente : « L'ennemi a achevé d'évacuer la rive ouest du canal de l'Yser, au nord de la maison du passeur; nous occupons cette rive. »

Un succès qui paraît plus accentué est indiqué dans le communiqué du 15 décembre (15 heures); nos alliés les Anglais y participent comme nous-mêmes : « De la mer à la Lys, les Anglais ont enlevé un petit bois à l'ouest de Wytschaele. Le terrain gagné hier par nos troupes le long du canal d'Ypres et à l'ouest d'Hollebeke a été conservé malgré une nouvelle contre-attaque de l'ennemi; » le communiqué du même jour (23 heures) signale une action heureuse à laquelle Belges et Français concoururent : « En Belgique, les troupes franco-belges ont débouché de Nieuport et occupé la ligne lisière ouest de Lombaertzyde-ferme de Saint-Georges.

Au sud d'Ypres, nous avons attaqué dans la direction de Klein-Zylledeke et gagné 500 mètres. »

Le communiqué du 16 décembre (15 heures) donne une note analogue : « L'armée belge a repoussé une contre-attaque sur Saint-Georges et occupé les fermes de la rive gauche de l'Yser. Nos troupes, qui avaient déjà gagné du terrain vers Klein-Zillebeke, ont aussi progressé, mais moins sensiblement, dans la région de Saint-Eloi. » On nous apprend que Saint-Eloi est à trois kilomètres au sud d'Ypres. On voit que tous ces mouvements se font dans un rayon restreint. Le communiqué du 16 décembre (23 heures) donne une indication plus générale : « Légère progression : jusqu'à la mer au nord-est de Nieuport; au sud-est d'Ypres ; le long de la voie ferrée, dans la direction de la Bassée. » On apprend que la flotte anglo-française aurait participé, par son artillerie, à certains des engagements récents sur la côte de Belgique.

Ainsi, dans ces derniers jours, en des points qui ne sont pas les mêmes, nous avons gagné soit 200, soit 500 mètres, soit 600. Tout cela est très réconfortant et témoigne de l'entrain, de l'élan et, comme on dit, du « mordant » de nos troupes. D'après les révélations des journaux britanniques, les troupes anglaises, dans les Flandres, auraient beaucoup plus développé leur avance que ne le disent nos communiqués; acceptons l'augure de ces bonnes nouvelles, tout en en attendant la confirmation.

Dans la région de l'Argonne et dans les Hauts de Meuse, les engagements paraissent presque quotidiens et tournent à notre avantage : il y a là un site qui, dans ces luttes opiniâtres, tient la même place qu'en Flandre la « maison du passeur » et, du côté d'Arras, le « château et le parc de Vermelles » ; c'est le « bois le Prêtre » sur les Hauts de Meuse. « Dans le bois le Prêtre, dit le communiqué du 10 décembre (15 heures), nous avons pris de nouvelles tranchées; » et le communiqué du

11 décembre (15 heures) ajoute : « Dans le bois le Prêtre, notre progression s'est poursuivie et accentuée »; puis le communiqué du 13 décembre (même heure) : « Dans le bois le Prêtre, nous avons sérieusement progressé. »

Entre temps, les communiqués rendent de nouveau hommage à notre artillerie lourde, qui n'existait quasi pas au début de la guerre : « Dans la région de l'Aisne, dit le communiqué du 12 décembre (15 heures), notre artillerie lourde a fait taire les batteries de campagne des Allemands; une de leurs batteries d'obusiers a été complètement détruite au nord-est de Vailly. » Le communiqué du 14 décembre (15 heures) nous apprend aussi que « notre artillerie a détruit (dans l'Aisne) un ouvrage important aux abords d'Ailles ». Autre note favorable à notre artillerie lourde dans le communiqué du 17 décembre (15 heures).

Voilà donc notre artillerie lourde qui se signale. A ce propos, il est utile de mentionner un fait que la chronique de l'armée porte à notre connaissance. Nos canons lourds les plus efficaces s'appellent les rimailhos, du nom de l'officier qui les a inventés ; or, on nous apprend que cet officier, qui était en retraite, vient de reprendre du service; il avait fini sa carrière comme lieutenant-colonel; il faut avouer que l'Etat récompense bien mal ses plus utiles serviteurs; voilà un homme qui, s'il se fût mis au service de l'industrie privée, eût, sans doute, par ses dons d'invention et de combinaison, réalisé une grosse fortune : s'étant voué au service public, il quitte l'armée comme lieutenant-colonel, situation de la généralité des officiers moyens; c'est général qu'il eût dû être, et plutôt de division que de brigade.

Nous avons relaté les principaux incidents récents de cette lutte de tranchées; ils sont, nous le répétons, très réconfortants. Suffiront-ils pour amener, comme on dit, « une décision », c'est-à-dire un événement décisif, la retraite des Allemands en Allemagne? Il semble qu'il y faudrait quelque chose de plus; une poussée plus géné-

rale, tout à fait énergique et soutenue, ou une manœuvre d'assez grande envergure pour alarmer tout à fait l'ennemi et le contraindre, par prudence, à se retirer, malgré l'effet déplorable, la révélation fatale que cette retraite produirait en Allemagne.

Nous ne doutons pas que l'un ou l'autre de ces faits, soit la poussée générale, énergique et soutenue, soit la manœuvre alarmante pour l'ennemi et l'amenant au recul, ne se produise au moment opportun, dont nous ne sommes aucunement juge.

Peut-être nos mouvements assez accentués, dans ces derniers temps, en Alsace peuvent-ils être conçus dans ce sens et avoir, un jour, cette conséquence heureuse.

En attendant, nous allons voir se poursuivre cette guerre de tranchées, où le soldat français a, sans que rien pût le faire prévoir, réussi à exceller. Ces tranchées, dans les premiers temps, étaient à 700 ou 800 mètres de celles de l'ennemi; elles sont maintenant parfois distantes d'une centaine de mètres, sinon d'une cinquantaine. Cela dégénère quelquefois en une lutte à la sape; on cherche à saper la tranchée de l'ennemi et à la miner; chacun des deux adversaires s'efforce à avoir le « dessous » de l'autre. Le soldat français, avec son ingéniosité, sa plasticité, s'est fait à cette vie; il y a apporté son incomparable gaieté, sa blague même, qui vaut mieux que le *bluff* allemand. Comme l'ensemble du peuple français, notre soldat étonne et étonnera de plus en plus le monde par son endurance. Il faut, toutefois, penser que, en cette saison jusqu'ici plus pluvieuse que froide, nos soldats souffrent au fond des tranchées de l'humidité, et il faudrait s'occuper de leur fournir de bonnes chaussures de rechange.

Le grand fait militaire de la première quinzaine de décembre, dont nous avions déjà parlé il y a huit jours, mais sur lequel on n'avait encore que des renseignements insuffisants, c'est l'éclatante victoire que les Serbes ont remportée sur les Autrichiens.

Cette victoire serbe, nous n'hésitons pas à le dire, est le grand fait, le plus important, entendons-nous, de toute la campagne sur tous les théâtres de la guerre, depuis et après la bataille de la Marne.

Combien ils paraissaient en triste posture, les Serbes, les pauvres Serbes, comme on disait! Ils avaient dû considérablement reculer devant les 400.000 Autrichiens environ qui s'étaient mis à foncer sur eux. Ceux-ci avaient pris Belgrade; ils dénonçaient les Serbes aux Bulgares comme une proie facile, si les Bulgares ne craignaient pas de se tourner contre une puissance balkanique.

Il semble que les Serbes manquaient surtout de munitions.

Puis, gardons-nous de considérer tout recul comme une défaite et le présage d'un désastre. L'armée française a constamment reculé dans les derniers jours d'août et les premiers de septembre; puis, elle a remporté la grande victoire de la Marne. Les Russes ont deux fois reculé, en septembre et en octobre, devant les Allemands, en Prusse orientale et en Pologne, et ils ont à deux reprises remporté contre l'envahisseur d'éclatants succès. De même ont fait les Serbes, et d'une façon tout à fait décisive.

C'est vers Kragujewatz, à mi-distance environ de Belgrade et de Nisch, que s'est livrée, du 3 au 9 décembre, la grande bataille entre les Serbes et les Austro-Hongrois : elle a fini par un complet triomphe pour les Serbes. Les Autrichiens ont été mis en lamentable déroute; ils ont perdu, dit-on, 130 canons, 70 mitrailleuses, 43.000 prisonniers; ils ont fui sans s'arrêter, et les Serbes sont rentrés, le 14 décembre, dans Belgrade, leur capitale, très mal située, que les Autrichiens n'ont occupée qu'une dizaine de jours.

Quels magnifiques exemples donnent au monde civilisé les petites nations, Belgique, Serbie, que les sauvages de Berlin, y compris les ineptes et féroces « excel-

lences » universitaires, se proposent de subjuguer ou de subalterniser!

On nous permettra, ici, une réflexion qui n'ôte rien au magnifique mérite des Serbes. La complète déroute des Austro-Hongrois, les 43.000 prisonniers qu'ils ont laissés aux mains des Serbes, cela peut s'expliquer, en partie, par la composition des armées austro-hongroises : ces armées comprennent 40 pour 100 de soldats qui sont des ennemis jurés de l'Autriche-Hongrie, qui se battent par crainte d'être fusillés; quand la déroute arrive, quand le prestige du commandement et de l'officier s'est complètement évanoui, tous ces soldats ennemis de leur drapeau et de la cause pour laquelle ils sont forcés de combattre doivent finir, quand l'occasion s'en présente sans danger, par lâcher pied et se laisser prendre. Il est probable que, dans le reste de la campagne, on verra de plus en plus se produire ce naturel phénomène.

La lutte continue ardente en Pologne entre les énormes masses des Russes et celles des Austro-Allemands. Comme nous l'avons dit déjà, il faut se rendre compte des méthodes de combat propres aux Russes. Nous espérons que, un jour ou l'autre, assez prochain, il y aura en Pologne une grande victoire russe analogue à la grande victoire serbe. C'est au sud de Cracovie, annonce-t-on, que se livre la bataille qui doit avoir l'importance la plus grande sur le sort de la campagne.

La marine britannique recouvre tout le prestige dont elle n'avait jamais cessé de jouir auprès des gens réfléchis, mais que quelques étourdis, à la suite de surprises récentes, commençaient à lui contester. Outre la brillante et décisive victoire des îles Falkland, voici une de ces magnifiques prouesses presque individuelles qui signalent un corps entier à l'admiration du monde. Le lieutenant Norman D. Holbrook, commandant un sous-marin britannique, a réussi à franchir les Dardanelles et à couler le cuirassé turc *Massoudieh,* vieux cuirassé,

sans doute, mais l'un des rares vaisseaux encore intacts de la folle Turquie.

Les océans, grâce aux récents hauts faits de la marine britannique, sont maintenant presque complètement nettoyés des corsaires allemands. Ceux-ci tenaient encore en alarmes et en grands risques la navigation des régions du Sud-Atlantique et du Sud-Pacifique. Désormais, ces productives contrées, le Chili, la République Argentine, l'Uruguay, vont respirer plus librement. Leur commerce va pouvoir prendre tout le développement que permettent leurs énormes ressources. Nous attendons de ces contrées notamment les denrées d'alimentation, puis le cuir et la laine ; les besoins de laine sont de plus en plus intenses ; elle va pouvoir nous arriver sans obstacle, les corsaires allemands étant détruits, et de l'Australie et du Sud-Amérique.

Une nouvelle surprise allemande s'est, toutefois, produite. Personne ne refusera aux Allemands une qualité, l'audace ; ils en témoignent et sur terre et dans les airs, et sous mer et sur mer : mais cette audace est le plus souvent au service du crime ; c'est ainsi que plusieurs de leurs croiseurs, faisant un *raid* rapide, en poussant la nuit droit de Kiel sur la côte orientale anglaise, ont réussi, dans la matinée du 16 décembre, à jeter des obus sur les ports anglais de Scarborough, de Hartlepool et de Whitby. Il y aurait eu, dit-on, 20 habitants tués et 80 blessés à Hartlepool, 12 tués et 24 blessés à Scarborough. C'est là un haut fait, sans doute, mais c'est un crime, les villes bombardées à l'improviste étant des ports de plaisance, et les victimes se trouvant des civils désarmés, en grande partie femmes et enfants. Voilà un nouvel exemple de la férocité allemande. Ce crime sera sans aucune conséquence militaire ; ce n'est aucunement une revanche effective de la destruction de l'escadre allemande du Sud-Pacifique. On annonce que la flotte britannique poursuit ces croiseurs allemands.

L'Angleterre témoignait, d'ailleurs, avant cet incident,

de sa résolution bien arrêtée de pousser la guerre à outrance; c'est ainsi que l'un des ministres anglais les plus considérables, M. Churchill, s'est exprimé ces jours-ci en ces termes, à Friars-Barnet[1] :

Nous devons remporter la victoire. Mais le seul moyen sûr pour arriver à ce résultat, c'est d'envoyer au maréchal French une armée d'au moins un million d'hommes, et de la maintenir en pleine force, quelles que soient les pertes qu'elle subisse.

Quelques jours après, le 15 décembre, la veille même du *raid* des croiseurs allemands, il se tenait, à Birmingham, en présence d'un membre du gouvernement britannique actuel et de l'un des chefs du gouvernement précédent, un meeting en faveur du recrutement des volontaires. Voici le résumé de ce qui s'est dit dans ce meeting[2] :

Le lord-maire a fait remarquer que la ville de Birmingham a elle seule, avait envoyé 57.000 recrues. M. Samuel, membre du gouvernement, a déclaré que le cabinet est plus confiant aujourd'hui qu'au début de la guerre dans le succès de la lutte engagée.

« L'Angleterre, a-t-il ajouté, devait jouer son rôle dans la punition à infliger à une nation qui avait violé le droit des gens. J'ai moi-même treize neveux ou cousins sous les drapeaux; cinq servent comme simples soldats. Au printemps prochain, il nous faudra avoir au moins un million d'hommes en campagne. »

M. Austen Chamberlain, l'ancien ministre unioniste, a déclaré qu'on ne pourrai être assuré ni de la victoire, ni d'une paix durable avant que, les armées allemandes étant refoulées à l'est par les Russes et à l'ouest par les autres alliés, toutes les armées alliées se rencontrassent en Allemagne.

M. Austen Chamberlain, considérant combien peu les hommes politiques britanniques avaient préparé l'Angleterre à la lutte, déclare qu'il est merveilleux de voir avec quelle unanimité la nation se jette maintenant en avant.

Voilà ce qui mettra fin à cette guerre des nations : que l'armée britannique sur le continent, qui aujourd'hui a un effectif d'environ 200.000 hommes, soit por-

1. Le *Temps* du 11 décembre 1914, p. 1.
2. Voir le *Temps* du 17 décembre 1914, p. 4.

tée, un jour pas trop distant, à 1 million d'hommes ou même à 700.000 ou 800.000 hommes, et la déroute allemande devra s'effectuer sur le front occidental, de même que nous comptons bien que, grâce aux Russes et aux Serbes, en admettant qu'il n'y ait pas de nouveaux participants, elle s'effectuera simultanément sur le front oriental.

VINGT ET UNIÈME SEMAINE

Du 18 au 24 décembre 1914.

Les communiqués deviennent moins laconiques. — Offensive prise par nos troupes sur divers points du front : en Belgique, dans la région d'Arras ; en Champagne, au nord de Beauséjour.
Nouveaux éloges de notre artillerie lourde. — Brillante tenue des troupes britanniques.
Batailles épiques en Pologne. — La poussée allemande sur Varsovie est contenue.
Détails concernant le raid des croiseurs allemands sur les ports anglais de plaisance ou de pêche.
Réouverture du Parlement français. — Déclaration gouvernementale.

Il faut rendre à notre administration militaire cette justice que ses communiqués sont maintenant à la fois plus étendus et plus précis qu'ils ne le furent dans la première période de la lutte. On n'y trouve plus cette mention qui revenait avec une sorte de constance : *Situation inchangée*. Ce n'est pas, certes, que la situation change considérablement d'un jour à l'autre ou même d'une semaine à la suivante.

Elle se modifie, néanmoins, graduellement. L'administration a joint, depuis quelque temps, à ses communiqués biquotidiens d'autres communiqués donnant le résumé des opérations de toute une semaine ou parfois d'une durée plus longue. Ceux-ci complètent et éclairent l'exposé de la situation. C'est ainsi que celui relatif aux opérations du 6 au 15 décembre s'exprime en ces termes : « Après les coûteuses et vaines expériences du mois dernier, nos adversaires paraissent presque partout réduits à la défensive. Et c'est nous qui, sur tout le front, avons l'attitude agressive. »

Voilà un changement qui mérite d'être signalé. Les Allemands paraissent avoir renoncé à Calais, ou à Boulogne, ou à Dunkerque, de même qu'à Paris. Il a dû leur en coûter de ne plus chercher à prendre pied sur la Manche en face d'Albion. Ils s'y sont, semble-t-il, résignés. S'ils ne pratiquent plus cette offensive systématique en grandes masses qui leur a été si meurtrière, ils se livrent, cependant, de temps en temps, à des contre-attaques; mais ce sont de purs incidents locaux.

Notre agression, dans les derniers jours écoulés, s'est principalement portée sur les mêmes points, de la mer à la Lys, puis dans la région d'Arras, et toujours dans l'Argonne. Sur le reste du front, l'activité a été moindre.

Ces opérations, assez étendues, quoique encore locales, ont donné les mêmes résultats favorables que dans les jours antérieurs : nous avons, en général, gagné du terrain, enlevé et gardé un certain nombre de tranchées ennemies; quand nous avons reperdu, à la suite de contre-attaques, le terrain conquis, nous l'avons presque toujours repris. Nous gardons donc sur l'ennemi la supériorité, supériorité morale et supériorité effective. D'autre part, notre artillerie lourde continue à faire de la bonne besogne, et il est à supposer qu'elle devient plus nombreuse; on sait qu'elle n'était qu'en quantité presque insignifiante au début des hostilités.

« De la mer à la Lys, nous avons enlevé plusieurs tranchées à la baïonnette, » dit le communiqué du 17 décembre (15 heures), et celui du même jour (23 heures) ajoute : « En Belgique, nos troupes ont gagné du terrain au nord de la route d'Ypres-Menin, ainsi qu'au sud et au sud-est de Bixschoote. Nous avons débouché au nord-est d'Arras et nous sommes arrivés aux premières maisons de Saint-Laurent-Blangy. » Le communiqué du 18 décembre (15 heures) confirme le développement de notre avance sur les deux points. « Dans la région d'Arras, dit-il notamment, une offensive vigoureuse nous a rendus maîtres de plusieurs tranchées

devant Auchy-lès-la Bassée, Loos, Saint-Laurent-Blangy. Sur ce dernier point, nous avons enlevé, sur un front de plus d'un kilomètre, presque toutes les tranchées de première ligne de l'ennemi. » Voilà un succès sérieux; sans doute, nous ne méconnaissons pas qu'il ne s'agit que des tranchées de première ligne des Allemands; mais cela, tout au moins, encourage les nôtres et déprime l'adversaire.

Dans les communiqués suivants, nous voyons apparaître un site qui semble appelé au même rôle que, dans la quinzaine précédente, la « maison du passeur » et « le château et le parc de Vermelles »; c'est le Cabaret-Korteker : « En Belgique, dit le communiqué du 19 décembre (15 heures), nous avons, dans la journée du 18, organisé le terrain gagné la veille au sud de Dixmude et poussé notre front au sud du Cabaret-Korteker; notre avance au sud d'Ypres s'est poursuivie dans un terrain marécageux et très difficile. De la Lys à l'Oise, nous avons progressé dans la région de Notre-Dame-de-Consolation (sud de la Bassée) de plus d'un kilomètre au cours des deux dernières journées. » Et le même communiqué signale encore d'autres avances diverses; gagner plus d'un kilomètre, même sur une ligne peu étendue, c'est dans les circonstances un succès sensible. Le communiqué du même jour (23 heures) nous entretient encore de sensibles progrès aux abords du Cabaret-Korteker. Le communiqué du 21 décembre (15 heures) nous parle de « quelques progrès dans la région de Lombaertzyde et Saint-Georges et au sud-est du Cabaret-Korteker (sud-est de Bixschoote) », ainsi que de « l'occupation de quelques maisons de Zwartelem »; il nous dit que, en Champagne, « au nord-est de Beauséjour, nous avons conquis 1.200 mètres de tranchées ennemies ». Le communiqué du même jour (23 heures) nous apprend que les troupes britanniques qui, par une offensive particulièrement hardie, avaient enlevé quelques jours auparavant un certain nombre de tran-

chées à l'ennemi, puis, surpris par une contre-attaque, les avaient reperdues, en ont repris la plupart. Les communiqués suivants nous parlent d'avances dans la région de Lihons, près de Chaulnes (Somme), et dans celle de Noyon.

Quant à la lutte dans la région de l'Argonne, elle paraît être très âpre, mais nous reste favorable, sans qu'on nous fournisse de grands détails à ce sujet. Ce sont des séries indéfinies d'engagements depuis des semaines dans le bois de la Grurie, où nous progressons.

L'éloge et les succès de notre artillerie lourde s'inscrivent dans les communiqués du 18 décembre (15 heures), du 21 décembre également (15 heures) : « Notre artillerie lourde, dit ce dernier, a fait taire, à diverses reprises, l'artillerie ennemie ; » il s'agit à la fois de la région d'Albert et de celle de l'Aisne.

Tout cela est réconfortant; évidemment ce n'est pas la bataille d'Austerlitz, ni celle d'Iéna; mais la guerre contemporaine ne va pas de ce train. Il faudra, pour rejeter l'ennemi hors de France et de Belgique, une offensive plus générale, plus systématique, plus soutenue, ou bien une manœuvre heureuse ; nous avons confiance que ce jour viendra, et nos hommes de guerre jugent, sans doute, qu'il y aurait inconvénient à vouloir le précipiter.

Les journaux britanniques continuent d'être lyriques; ils annoncent que nous sommes aux portes d'Ostende, et certains annonçaient même que nous avions pris Roulers, ce qui était prématuré. Il est prudent, pour les faits positifs, de s'en tenir aux communiqués ; mais tous les beaux récits des hauts faits des troupes alliées sont, dans l'ensemble, justifiés. Si nous prenions Ostende et Roulers, il semble que ce serait un double pas sérieux qui nous placerait en arrière de la plupart des tranchées allemandes et qui peut-être permettrait une manœuvre de grande envergure.

La lutte se poursuit en Pologne entre Russes et Austro-Allemands dans des proportions tout à fait épiques, ou plutôt beaucoup plus qu'épiques, car jamais, dans l'histoire, on ne vit aux prises pendant une telle durée et avec cet acharnement des millions d'hommes. Les Allemands ont annoncé, en termes imprécis quant à la situation, une grande victoire, ce qui a permis aux Berlinois et autres Teutons d'illuminer. Cette victoire existe-t-elle réellement? Est-elle grande? Cela se peut discuter; en tout cas, elle n'est certainement pas décisive. Il faut, nous ne saurions trop le répéter, tenir compte des méthodes de guerre des Russes; le repliement, en cas de difficultés stratégiques imprévues, leur répugne beaucoup moins qu'à nous autres Français; c'est une de leurs manœuvres familières. Nous avons, il y a plus d'un siècle, gagné sur les Russes la célèbre bataille de la Moskowa, et cela ne nous a été d'aucun profit; il eût beaucoup mieux valu pour nous la perdre.

Il paraît s'être livré ou se livrer trois grandes batailles en Pologne : l'une au nord, près de la Prusse orientale, et l'on ne peut guère contester qu'elle n'ait été gagnée par les Russes; une autre au sud, aux environs de Cracovie, et il paraît bien que les Russes y contiennent fermement les Austro-Allemands; l'autre bataille est au centre, dans la direction de Varsovie, et, ici, les Russes ont reculé de 30 à 50 kilomètres, à dessein, disent-ils, et pour opposer aux formidables masses allemandes un front plus restreint et mieux appuyé. On pourra croire à une sérieuse victoire allemande quand les Allemands occuperont Varsovie. Même alors, rien ne serait définitivement compromis. Les Russes ont une ténacité et une force de renouvellement qui doivent leur assurer le succès final.

Ne pouvant jusqu'ici l'occuper, les Allemands ont envoyé à Varsovie un zeppelin qui y a jeté des bombes et a massacré une centaine de malheureux habitants

civils, femmes et enfants pour le plus grand nombre. Voilà bien la férocité et la bassesse de l'âme allemande.

Cette même férocité et cette même bassesse s'étaient donné une criminelle joie, la semaine dernière, en bombardant des ports anglais de plaisance ou de pêche ; on est maintenant fixé sur les conditions et les résultats de cette action d'éclat germanique ; cinq croiseurs de combat, ayant une vitesse de 25 nœuds, c'est-à-dire d'une cinquantaine de kilomètres à l'heure, ont effectué ce bombardement, qui n'a pas duré une heure et qui a causé 122 morts, dont 6 seulement parmi des soldats, sans compter 549 blessés.

Voilà les effets de la célèbre *Kultur* allemande ; on en trouvera un autre exemple dans les destructions que les Allemands font à Lille et dont on estime le montant à plus de 300 millions de francs.

Nous avons réservé pour la fin de cette rapide revue le grand événement de cette semaine, la réouverture du Parlement français, la déclaration gouvernementale et l'accueil qu'elle a reçu dans nos Chambres et dans la presse.

Cette déclaration, lue à la Chambre par le président du conseil, M. Viviani, et par M. Briand, vice-président du conseil, au Sénat, a exprimé, avec une haute, sobre et mâle éloquence, l'opinion unanime et les résolutions constantes du peuple français. Des commentaires ici seraient superflus et en quelque sorte déplacés. Contentons-nous de détacher de cette pièce, qui traversera des siècles d'histoire, les morceaux principaux. Voici d'abord l'exorde :

Messieurs,

Cette communication n'est pas la déclaration coutumière dans laquelle un gouvernement qui se présente pour la première fois devant le Parlement précise sa politique. Il n'y a, pour l'heure, qu'une politique : le combat sans merci jusqu'à la libération définitive de l'Europe, gagée par une paix pleinement victorieuse.

C'est le cri qui s'est échappé de toutes les poitrines, lorsque, dans la séance du 4 août, s'est levée, comme l'a si bien dit M. le président de la République, l'union sacrée qui, à travers l'histoire, sera l'honneur du pays. C'est le cri que répètent tous les Français, après avoir fait disparaître les désaccords où se sont trop souvent acharnés nos esprits et qu'un ennemi aveugle avait pris pour des divisions irrémédiables. C'est le cri qui s'élève des tranchées glorieuses où la France a jeté toute sa jeunesse et toute sa virilité.

Voilà de belles et fortes pensées, un beau et fort langage; voici, d'autre part, des engagements précis et solennels; après avoir parlé de l'origine de la guerre, la Déclaration poursuit :

Toutes les révélations sont apportées à ce tribunal de l'Histoire où il n'y a pas de place pour la corruption. Et puisque, malgré leur attachement à la paix, la France et ses alliés ont dû subir la guerre, ils la feront jusqu'au bout.

Fidèle à la signature qu'elle a attachée au traité du 4 septembre dernier, et où elle a engagé son honneur, c'est-à-dire sa vie, la France, d'accord avec ses alliés, n'abaissera ses armes qu'après avoir vengé le droit outragé, soudé pour toujours à la patrie française les provinces qui lui furent ravies par la force, restauré l'héroïque Belgique dans la plénitude de sa vie matérielle et de son indépendance politique, brisé le militarisme prussien, afin de pouvoir reconstruire sur la justice une Europe enfin régénérée.

Ainsi le Parlement se trouve, de fait, associé, et il l'a prouvé par ses enthousiastes applaudissements, au traité du 4 septembre conclu par les gouvernements alliés et établissant entre eux, pour la conclusion de la paix, une solidarité absolue. La paix, notamment, ne pourra pas s'effectuer tant que « l'héroïque Belgique » n'aura pas été « restaurée dans la plénitude de sa vie matérielle et de son indépendance politique », et tant que, d'autre part, en ce qui nous concerne, l'Alsace-Lorraine n'aura pas été soudée pour toujours à la patrie française.

La Déclaration dit formellement : « Nous avons la certitude du succès. »

Citons enfin les principaux passages de la conclusion :

Messieurs, le jour de la victoire définitive n'est pas encore venu. La tâche, jusque-là, sera rude. Elle peut être longue. Préparons-y nos volontés et nos courages. Héritier du plus formidable fardeau de gloire qu'un peuple puisse porter, ce pays souscrit d'avance à tous les sacrifices. Nos alliés le savent. Les nations désintéressées dans le conflit le savent, et c'est en vain qu'une campagne effrénée de fausses nouvelles a essayé de surprendre en elles une sympathie qui nous est acquise. Si l'Allemagne, au début, a feint d'en douter, elle ne doute plus. Qu'elle constate, une fois de plus, qu'en cette heure le Parlement français, après plus de quatre mois de guerre, a renouvelé devant le monde le spectacle qu'il a offert le jour où, au nom de la nation, il a relevé le défi...

Pour vaincre, il ne suffit pas de l'héroïsme à la frontière, il faut l'union au dedans. Continuons à préserver de toute atteinte cette union sacrée. Aujourd'hui, comme hier, comme demain, n'ayons qu'un cri : la Victoire; qu'une vision : la Patrie; qu'un idéal, le Droit. C'est pour lui que nous luttons, que luttent encore la Belgique qui a donné à cet idéal tout le sang de ses veines, l'inébranlable Angleterre, la Russie fidèle, l'intrépide Serbie, l'audacieuse marine japonaise. Si cette guerre est la plus gigantesque que l'Histoire ait enregistrée, ce n'est pas parce que des peuples se heurtent pour conquérir des territoires, des débouchés, un agrandissement de la vie matérielle, des avantages politiques et économiques ; c'est parce qu'ils se heurtent pour régler le sort du monde.

Rien de plus grand n'est jamais apparu au regard des hommes : contre la barbarie et le despotisme, contre le système de provocations et de menaces méthodiques que l'Allemagne appelait la paix, contre le système de meurtres et de pillages collectifs que l'Allemagne appelle la guerre, contre l'hégémonie insolente d'une caste militaire qui a déchaîné le fléau, avec ses alliés, la France émancipatrice et vengeresse, d'un seul élan, s'est dressée. Voilà l'enjeu. Il dépasse notre vie.

Ainsi, la Déclaration n'hésite pas à le reconnaître, la guerre peut être longue. Le gouvernement, par l'organe de M. Ribot, ministre des finances, demande des crédits militaires extraordinaires pour une durée de six mois. Les présidents de la Chambre et du Sénat, M. Paul Deschanel et M. Antonin Dubost, ont, de leur côté, et avec éloquence, exprimé des idées complètement conformes à celles du gouvernement. Le Parlement, par son accueil enthousiaste, leur a donné la consécra-

tion nationale. Si longue que puisse être la guerre, la France, qui ne veut ni mourir ni être vassalisée, ce qui équivaudrait à la mort ou même serait pire, la soutiendra jusqu'au bout, afin de mettre à la fois elle-même et toutes les nations à l'abri de l'oppression du monstre allemand.

VINGT-DEUXIÈME SEMAINE

Du 25 au 31 décembre 1914.

Lutte acharnée en Belgique autour de Saint-Georges. — Combats près d'Albert, à la Boisselle. — Bataille en Champagne dans la région de Perthes-les-Hurlus. — Engagements en Argonne, le bois de la Grurie; sur la Meuse, la forêt d'Apremont; en Alsace, autour de Steinbach. — Nombreuses avances *hectométriques*.
Continuation des luttes colossales en Pologne.
Les opérations en Turquie. — L'Angleterre place l'Egypte sous son protectorat et y installe un nouveau khédive. — La France doit se réserver la Syrie.
Occupation par les Italiens du port de Vallona, en Albanie.
Raid de navires légers et d'hydro-aéroplanes britanniques sur Cuxhaven.
Les réserves d'hommes de la France : les jeunes classes en France et en Allemagne d'après les chiffres respectifs des naissances de 1894 à 1896.

La lutte s'est poursuivie, dans les sept jours écoulés, sur le front occidental, c'est-à-dire en Belgique, en France et en Alsace, avec les mêmes caractéristiques que durant les deux semaines précédentes. Nous attaquons en général sur les points principaux de nos lignes et nous continuons de gagner du terrain. L'ennemi, cependant, a paru un peu plus porté à l'offensive, et, en dehors de contre-attaques qui ne sont qu'un mode de résistance, il s'est montré parfois agressif, notamment en Flandre et en Argonne.

Il serait superflu d'analyser et de commenter les communiqués officiels, toujours plus détaillés que dans les premiers mois de la guerre. Disons, toutefois, que, en Belgique, c'est toujours sur la route de Nieuport à Westende, dans la direction et non loin d'Ostende, qu'ont lieu les engagements les plus vifs. Nous n'avons pas

pris Ostende, ni, dans l'intérieur, Roulers, ainsi que des feuilles britanniques enthousiastes l'avaient annoncé; mais nous approchons de ces deux villes, dont la possession aurait pour nous, semble-t-il, une importance considérable, en nous plaçant en partie sur les derrières de l'immense réseau des tranchées allemandes. Elle nous donnerait aussi un port belge notable qui pourrait servir de base à des opérations utiles.

Il y a eu, en Belgique, plusieurs faits d'armes dignes de mention. Le communiqué officiel du 29 décembre (15 heures) confirme que, dans cette région, contrairement à une dénégation d'un communiqué allemand, « le village de Saint-Georges a été enlevé par nos troupes, qui s'y sont établies ». Les Belges, disent des informations particulières, dans une manœuvre heureuse, ont fait deux mille prisonniers aux environs de Lombaertzyde. Les navires britanniques continuent, sur la côte, à coopérer, par leur artillerie, aux opérations des alliés.

A l'est de Béthune et surtout près d'Albert, au village de la Boisselle, notre agression a été très vive et nous a fait gagner du terrain. Il en a été de même sur divers autres points de notre front septentrional. Nous voyons réapparaître dans les communiqués un nom qu'on n'y voyait plus depuis quelques semaines, celui de Lassigny, près de la pointe de l'équerre formée par le front vertical et le front horizontal de nos lignes; il y a eu là, à l'est et au sud-est d'Amiens, des combats d'artillerie.

Une action très ardente et soutenue s'est passée en Champagne orientale, aux environs de Perthes; il en est parlé dans une série de communiqués successifs : « Dans la région de Perthes-les-Hurlus, dit le communiqué du 23 décembre (15 h.), nous avons enlevé, après une vive canonnade et deux assauts, le dernier tronçon de la ligne partiellement conquise le 21 : gain moyen, 800 mètres. » Les communiqués des 24, 25, 26 et 27 décembre

confirment que, malgré de violentes et successives contre-attaques de l'ennemi, nous sommes restés maîtres des tranchées conquises.

En Argonne, nous faisons aussi quelque progrès, toujours dans le bois de la Grurie, théâtre d'engagements répétés depuis des semaines, sinon des mois.

Il en est de même sur la Meuse, dans la forêt d'Apremont.

En Haute-Alsace, enfin, devant Cernay, puis autour de Steinbach, nous montrons une activité profitable.

Partout, nous faisons sentir notre supériorité sur l'ennemi. Nous ne risquons pas, néanmoins, une action d'ensemble et à fond, soutenue et développée pendant un bon nombre de jours; nous ne jouons pas la grande partie, jugeant, sans doute, que le moment n'est pas venu.

Nos avances, tout en étant fréquentes et conservées, en général, malgré de furieuses contre-attaques de l'ennemi, demeurent mesurées : on gagne 100 ou 200 mètres ici, 400 mètres ailleurs; un gain de 800 mètres, comme celui signalé par le communiqué du 23 décembre (15 heures), dans la région de Perthes, paraît tout à fait exceptionnel. Il faut tenir compte que toutes ces tranchées forment autant de petites citadelles au niveau et au-dessous du sol, admirablement fortifiées : « Notre front, dans cette région (celle d'entre la Meuse et l'Argonne), atteignait les réseaux de fils de fer de l'ennemi. » Qu'il faille beaucoup de temps pour de légers progrès dans ces conditions, il n'y a pas à s'en étonner.

Ces « avances hectométriques », c'est-à-dire d'une ou quelques centaines de mètres, ne peuvent amener de solution ou, pour employer le terme technique, de « décision » rapide et définitive. Elles témoignent de l'entrain de nos troupes; elles peuvent préparer des résultats plus considérables.

Depuis le 14 septembre, c'est-à-dire trois mois et demi, alliés et Allemands sont les uns en face des autres sur

ces lignes de 500 kilomètres de tranchées habilement agencées et fortifiées. Les Allemands ont fait, vers la fin de novembre et au début de décembre, des attaques en grandes masses, pendant une suite de jours, pour faire une trouée dans nos lignes, sacrifiant à cet effort un grand nombre de dizaines de mille hommes, sinon même une centaine de mille. Leur échec a été complet. On peut penser qu'il leur sera impossible de le reproduire.

Les alliés n'ont pas fait un grand effort d'ensemble analogue. On recule devant les énormes sacrifices qu'il nécessiterait. Nous attendons, sans doute, l'arrivée des troupes britanniques, la grande armée qui est à l'entraînement en Angleterre et qui, au mois de février, doit fournir aux troupes alliées un surcroît qui sera peut-être de 400 à 500.000 hommes et ultérieurement pourrait monter même à des effectifs plus élevés.

La lutte colossale que les Russes soutiennent en Pologne contre les Allemands et les Autrichiens se poursuit. Dans nos précédentes revues, nous avons toujours déclaré[1] que les Allemands nous paraissaient avoir chanté beaucoup trop tôt victoire. Il faut, disions-nous, et nous y insistons, tenir compte des méthodes militaires des Russes, lesquelles leur ont généralement profité; ils pratiquent, sans hésiter, le repliement, lorsqu'ils y voient quelque utilité. Il semble bien que, cette fois encore, cette méthode doive leur réussir. Tandis que les Russes conservent le terrain occupé en Galicie, ils contiennent vigoureusement l'avance allemande en Pologne et ils infligent aux Allemands d'énormes pertes d'hommes. On pourra croire à une véritable victoire allemande, quand les troupes germaniques occuperont Varsovie; même alors, il ne faudrait nullement considérer la partie comme compromise; elle serait seulement retardée. On peut toujours avoir foi dans la ténacité russe, dans l'énorme, l'inépuisable force de renouvellement russe;

1. Voir les 19e, 20e et 21e Semaines, p. 163, 175 et 183.

elles triompheront de l'invasion allemande et à leur tour envahiront l'Allemagne.

La grande et inopinée victoire des Serbes, au début de décembre, est un grand enseignement; elle continue à porter ses fruits, et militaires et diplomatiques, ces derniers, par la répercussion que la victoire serbe a sur les dispositions des peuples des Balkans, n'étant pas les moins importants.

Parlerons-nous de ce qui se passe en Turquie? Le maréchal von der Goltz s'est souvenu qu'il est pacha, et il est venu à Constantinople joindre ses lumières à celles du général Liman de Sanders pour diriger les armées ottomanes; celles-ci combattent sur les hauts plateaux neigeux de l'Arménie, où les Russes les ont bousculées; on ne voit pas qu'il se dessine, malgré tous les propos du début du mois, une avance turque vers le canal de Suez, où les navires de toutes les nations continuent et continueront de passer en toute tranquillité.

L'Angleterre, si sottement provoquée par les « Jeunes-Turcs », clique de fous et de malandrins, après avoir pris possession de Bassorah, puis annexé l'île de Chypre, vient de déclarer déchu le khédive, de proclamer son protectorat sur l'Egypte, puis d'y installer un sultan pris dans la famille d'Ismaïl et de Méhémet Ali.

La dissolution de l'Empire ottoman est maintenant un fait certain. Mentionnons qu'une de ses régions les plus intéressantes, la Syrie, avec toutes ses dépendances et extensions, doit, naturellement, être placée sous le protectorat français. Il ne peut y avoir à ce sujet aucun oubli.

On pourra avec les autres morceaux, qui sont beaux, constituer un sultanat turc au fond de l'Asie Mineure, faire, en outre, la part des Bulgares, des Italiens et des Grecs, sans parler, naturellement, des Russes, qui ont des titres à un lot considérable.

Les Italiens ont profité des circonstances, et personne, certes, ne les en blâmera, ni ne s'en étonnera,

pour occuper Vallona, le port de l'Albanie qui, en face d'Otrante, mettra l'Adriatique complètement dans leurs mains. Ce n'est pas la France qui y fera une objection quelconque.

La veille du jour de Noël devait voir un exploit qui sera commémoré, d'une façon indéfinie, dans l'histoire : les Anglais, combinant l'action de leurs navires légers avec sept hydro-aéroplanes, ont trouvé le moyen de manœuvrer, sans avarie, au milieu des mines sous-marines et sont venus jeter des bombes à Cuxhaven, entrée de la baie de Hambourg, sur les fortifications allemandes et les navires de guerre allemands.

A la bonne heure! Voilà une superbe et glorieuse prouesse ; elle réunit tous les titres à l'admiration : nouveauté, rapidité, œuvre de pure guerre, conforme à toutes les lois de la civilisation et où la population civile est respectée. Quel heureux contraste avec l'œuvre de ces hideux et exécrables Teutons, dont les zeppelins viennent, comme hier encore à Nancy, comme il y a quelques jours à Varsovie, ou comme les *tauben* à Paris, massacrer des femmes et des enfants, jeter des bombes sur les cathédrales! Oh! l'infinie férocité et bassesse de l'âme allemande que les quatre-vingt-treize forcenés intellectuels d'Allemagne voudraient proposer à l'admiration du monde!

Cette guerre colossale de la civilisation contre l'immonde barbarie teutonne dévore malheureusement bien des existences. Il faut renouveler sans cesse les forces. On parle, les uns de 3 millions, les autres de 4 millions de gens de la landstourm, adolescents ou hommes de la deuxième maturité, que l'Allemagne se proposerait de mettre graduellement en campagne. Nous ne croyons pas qu'il y ait trop à s'alarmer de ces gros nombres : ils comportent beaucoup de déchets, et la plupart de ces appelés seront peu utilisables.

Nous avons, nous Français, des réserves d'hommes plus modiques; il nous en reste, cependant. Comme nous

n'avons cessé d'en faire la remarque, la France a, au début de la guerre, maintenu en dehors du service, surtout du service actif, un grand nombre d'hommes d'un assez bon âge et ayant servi antérieurement. On se met maintenant à les utiliser. De plus, sans aucun excès, et sans recourir aux adolescents, on exerce ou l'on convoque les jeunes gens en âge de faire un bon et utile service. C'est ainsi que la classe de 1914, c'est-à-dire tous les jeunes gens nés en 1894, âgés tous, par conséquent, maintenant, de vingt ans révolus, certains même de vingt et un ans ou en approchant, viennent de rejoindre le front ou vont le rejoindre.

La classe de 1915, c'est-à-dire les jeunes gens nés en 1895, qui, par conséquent, ont tous maintenant dix-neuf ans accomplis, et dont certains ont vingt ans ou en approchent, ont été convoqués sous les drapeaux; mais ils sont en période d'instruction, et il est peu probable qu'ils aillent au front avant la fin du mois de mars ou le mois d'avril.

Enfin, la classe de 1916, les jeunes gens nés en 1896, âgés, par conséquent, à l'heure actuelle, de dix-huit ans accomplis, quelques-uns même ayant dix-neuf ans ou en approchant, vont passer le conseil de revision à partir du 4 janvier; ils n'iront guère dans les dépôts avant le mois de mars, et, s'ils doivent aller au front, ce ne sera pas avant le mois de juin ou celui de juillet; ils auront alors tous dix-huit ans et demi, et une bonne moitié aura dix-neuf ans.

C'est bien jeune, sans doute; mais le salut de la patrie l'exige, et nous ne pensons pas qu'il y ait jamais lieu d'appeler la classe 1917. Nous ne saurions trop insister, d'autre part, pour que les conseils de revision écartent tous les jeunes gens qui apparaissent comme faibles ou insuffisamment développés. Il ne s'agit pas d'encombrer nos armées de malades qui ne leur donneraient aucune force et qui, au contraire, en réduiraient l'entrain.

Que produira cette arrivée de jeunes classes ? Malheureusement, notre natalité est faible comparativement à celle de l'Allemagne. Nous donnons ci-dessous le tableau de la natalité en France et en Allemagne dans les années correspondant aux trois dernières classes, à savoir, les années 1894, 1895 et 1896[1] :

	Nombre des naissances.	
	En France.	En Allemagne.
1894	855.000	1.904.000
1895	834.000	1.941.644
1896	866.000	1.979.747
Total des trois années	2.555.000	5.825.391

Le nombre des naissances allemandes est donc dans l'ensemble, par rapport aux naissances françaises, environ comme 228 est à 100. C'est infiniment regrettable; mais il faut tenir compte que les Allemands ont à faire front aux Français, aux Anglais et aux Belges d'une part, aux Russes de l'autre; dans ces conditions, la disproportion disparaît.

Chacune de nos trois classes paraît devoir fournir 200.000 à 210.000 hommes nets pour le service actif, d'après la répartition que nous avons sous les yeux pour la classe de 1910[2].

Il faut espérer que, après la guerre, la natalité française reprendra et que la généralité des ménages français consentira à avoir trois ou quatre enfants. Combien de familles à un enfant vont se trouver complètement désolées, qui, si elles avaient agi avec une prévoyance moins bornée, auraient, dans les enfants survivants, une consolation et un soutien !

Quoi qu'il en soit, l'arrivée prochaine des troupes anglaises à l'entraînement et la force de renouvellement

1. Voir notre ouvrage *la Question de la population*, 1913, Alcan éditeur.
2. Voir l'*Annuaire statistique de la France pour 1911*, p. 38.

indéfinie des Russes assurent, dans la guerre présente, une prochaine et notable supériorité des effectifs aux membres de la Triple-Entente relativement aux Allemands et aux Austro-Hongrois, même avec, pour ceux-ci, l'appoint des Turcs.

VINGT-TROISIÈME SEMAINE

Du 1er au 7 janvier 1915.

Continuation des combats en Belgique en face de Nieuport et dans la région de Saint-Georges, à Perthes-les-Hurlus en Champagne, en Argonne et sur les Hauts de Meuse.
La famille Garibaldi.
Notre échec à Boureuilles, près de Varennes.
Violents combats en Alsace dans la région de Cernay.
La bataille des quatre rivières en Pologne.
Défaites sanglantes des Turcs au Caucase.
Nombreux assassinats de civils par des taubes allemands à Dunkerque.
Calculs divers sur les ressources en hommes de l'Allemagne et de la France.
Note du président Wilson à l'Angleterre sur la contrebande de guerre et le droit de visite.

Les derniers jours de 1914 et les premiers de 1915 ont été particulièrement pluvieux ; il en résulte non pas une suspension, mais un ralentissement de nos opérations militaires, particulièrement en Flandre, contrée naturellement humide et devenant facilement marécageuse : « D'une manière générale, dit le communiqué du 3 janvier (15 heures), le ralentissement sensible que l'on peut constater dans notre activité offensive doit être attribué aux pluies incessantes qui, détrempant le sol, rendent partout les opérations à peu près impossibles. »

Ce n'a pas été, cependant, un arrêt ; nous avons attaqué sur les points habituels : « En Belgique, malgré l'état du terrain et les difficultés qui en résultent, dit le communiqué du 5 janvier (15 heures), notre infanterie a progressé dans les dunes, en face de Nieuport. Dans la région de Saint-Georges, elle a gagné, suivant les points, 200, 300 et 500 mètres, enlevant des maisons et

des éléments de tranchées. Sur plusieurs points, l'artillerie belge a réduit au silence l'artillerie allemande. » Nous paraissons maintenant fortement établis à Saint-Georges, dont les Allemands nous ont disputé à outrance la possession et qui est un poste important dans la région d'Ostende.

Dans la Champagne orientale, aux environs de Perthes-les-Hurlus, où nous avions eu de beaux succès du 22 au 26 décembre, l'action continue d'être vive, et nous gagnons encore du terrain : « Près de Perthes-les-Hurlus, nous avons progressé de 300 mètres, » dit le communiqué du 3 janvier (15 heures). En Argonne et sur les Hauts de Meuse, il y a toujours des engagements violents et généralement à notre avantage.

Ces succès ne sont pas acquis sans pertes : c'est dans l'Argonne que luttent nos auxiliaires spontanés, enfants de notre sœur latine, les bataillons italiens conduits par les descendants de Garibaldi : deux des petits-fils du héros italien, Bruno et Constantin Garibaldi, ont été, en cette région, tués à l'ennemi, tombant martyrs pour la sauvegarde des races latines, de la civilisation et de l'indépendance des nations.

Outre ces cruelles mais glorieuses pertes individuelles, il advient de temps en temps que nous subissions quelque échec et qu'une de nos attaques ne réussisse pas ; c'est ce qui nous est arrivé à Boureuilles (à 2 kilomètres et demi de Varennes) ; ce sont de ces péripéties de guerre qui ne se peuvent éviter ; les incidents locaux sont dominés par les résultats d'ensemble, qui sont demeurés largement en notre faveur.

Il semble que notre effort, depuis quelques semaines, et la résistance la plus acharnée de l'ennemi aient la Haute-Alsace pour théâtre : « Les combats ont continué très violents dans la région de Cernay, dit le communiqué du 4 janvier (23 heures). La nuit dernière, nos troupes ont perdu, puis repris le quartier de l'église à Steinbach. Ce matin, elles ont enlevé le village tout entier.

Les ouvrages allemands à l'ouest de Cernay (cote 425), enlevés par nous hier, ont été perdus un instant, la nuit dernière, à la suite d'une très violente contre-attaque, mais les Allemands n'ont pu s'y maintenir, et cette position reste entre nos mains. »

Ainsi, des combats héroïques se livrent et durent souvent plusieurs jours pour la possession d'une partie de village, d'un cimetière, parfois d'une maison isolée. Finalement, nous possédons Steinbach tout entier ; les combats pour sa possession n'ont pas duré moins de deux semaines. « Les gains réalisés sur la route de Thann à Cernay, dit le communiqué du 5 janvier (15 heures), ont été maintenus à 1 kilomètre à l'est de Vieux-Thann, et le tir de notre artillerie lourde, à 2 kilomètres est de Burnhaupt-le-Haut, a fait taire l'artillerie ennemie. » La localité désignée est elle-même à 2 kilomètres sud-est de Thann. On lit avec plaisir ce nouveau témoignage en faveur de notre artillerie lourde. On en trouve encore d'autres dans les communiqués récents : « En face de Noulettes (région de la mer à l'Oise), dit le communiqué du 4 janvier (15 heures), notre artillerie lourde a réduit au silence les batteries allemandes. »

On voit que l'accalmie qui a dominé pendant la période considérée sur l'ensemble du front n'a été que relative et qu'elle a permis, sur des points choisis, des luttes à outrance.

La Belgique et l'Alsace, d'après toutes ces informations officielles, paraissent maintenant les deux champs principaux de l'action. Les journaux hollandais, nos habituels informateurs pour la région belge, annoncent que les Allemands massent de nouveau des forces importantes (on parle d'une centaine de mille hommes) en Belgique, notamment près de Courtrai, qu'ils paraissent avoir des desseins de nouvelle offensive et qu'ils fortifient à outrance tout le littoral entre Ostende et Zeebrugge, paraissant craindre un débarquement des armées anglaises constituées ces jours-ci et dont nous parlerons

tout à l'heure. C'est aux Anglais, d'accord avec notre généralissime Joffre, qu'il appartient de décider si et à quel moment (pourvu que ce ne soit pas trop distant) un effort de ce genre doit être fait.

Jusque-là, nous poursuivons notre « avance hectométrique », c'est-à-dire d'une ou quelques centaines de mètres par jour, non pas sur toute la ligne, mais sur quelques points choisis ; il vaudrait, sans doute, mieux qu'elle fût kilométrique ou myriamétrique. Il faut se faire à ces conditions nouvelles de guerre où les deux attitudes les plus habituelles au soldat sont de ramper sur le sol ou de se terrer dans des trous.

Les impatients trouveront que, après cinq mois de guerre, le progrès accompli ne répond pas complètement aux espérances; et cela, sans doute, n'est pas contestable. Mais il faut se rappeler le début de cette guerre. On sait que les vulgaires apaches, qui veulent s'approprier l'argent d'un inoffensif passant, se jettent sur lui à l'improviste et lui font ce qu'ils appellent, en leur argot, « le coup du père François »; cet assaut perfide réussit presque toujours. L'Allemagne, qui est une nation apache (elle le prouve sans cesse davantage), avait rêvé de faire à la nation française « le coup du père François »; on put se demander un moment, à Charleroi, si elle n'allait pas réussir; mais nos armées n'y ont été que bousculées; elles se sont repliées en bon ordre, puis se sont complètement ressaisies sur la Marne, ont rejeté les armées de la nation apache à 80 kilomètres plus au nord, et maintenant ce sont elles qui ont l'attitude agressive et qui tiennent le bon bout. Toutes ces attaques partielles, généralement heureuses, sont le prélude d'une offensive d'ensemble, à fond et soutenue, qui se produira le jour opportun.

Sur l'autre théâtre de la guerre, les Russes ont justifié avec éclat la bonne opinion que nous avons si souvent exprimée de leur tactique et de leur vaillance. Sans entrer dans des détails où l'on risquerait de commettre

des erreurs, au milieu de noms et de lieux qui nous sont peu familiers, ils ont montré que leur retraite en Pologne n'était pas le fait, comme le prétendaient les Allemands, d'une débâcle, ni d'une défaite, mais d'un dessein sagement mûri. On a pu illuminer à Berlin et sur tout le territoire allemand aux nouvelles transmises par la célèbre agence Wolff, coutumière de colossales exagérations, quand ce n'est pas de manifestes et parfois d'intentionnelles erreurs. Il y a eu en Pologne une série de rencontres acharnées que l'on appelle la bataille des quatre rivières, de même que nous avons eu en France et en Belgique la bataille des trois rivières, puis celle des sept rivières. Il appert bien que la bataille polonaise des quatre rivières, la Bzoura, la Rawka, la Nida et la Pilitza, a tourné à l'avantage des Russes. Les Allemands ne prendront pas plus Varsovie qu'ils n'ont pris Calais, pour ne pas parler de Paris. En attendant, les Russes rejettent les Autrichiens en dehors de la Galicie, et ils menacent la Hongrie : les armées austro-hongroises paraissent en pleine débandade : « le brillant second » est à la veille de faire défaut au kaiser. Et cependant, les infortunes du « brillant second » sont peu de chose à côté de celles du troisième compagnon.

Les Russes viennent, en effet, sur un théâtre nouveau de la lutte, au Caucase, d'infliger deux cruelles défaites successives aux Turcs, dont ils ont fait prisonnier tout un corps d'armée.

Ces sanglantes batailles se sont livrées à Ardahan et à Sarikamysch ; il est remarquable que c'est en territoire russe et même à une certaine distance de la frontière, en ce qui concerne Ardahan, que les Turcs ont éprouvé ces défaites ; on saisit là une nouvelle application de la méthode russe d'attirer chez soi l'ennemi, en territoire connu : c'était le général allemand Liman de Sanders qui commandait en personne les Ottomans ; on voit que les généraux allemands n'ont pas de lumières particulières pour la conduite des armées : depuis trois

ans, tous ces généraux allemands pachas, soit comme préparateurs, soit comme conducteurs de la lutte, ne rencontrent en Turquie que désastres et opprobre.

Pour se venger de leurs déceptions, les Allemands ont envoyé un de leurs taubes à Dunkerque, où il a jeté des bombes qui ont tué quinze civils et en ont blessé trente-deux, femmes et enfants, comme toujours, pour la plupart; c'est encore un nouvel exemple de la bassesse et de la férocité de l'âme allemande. Ils pourraient davantage se féliciter d'avoir, par une mine sous-marine ou une torpille de sous-marin, détruit le cuirassé anglais *Formidable*, d'assez ancienne construction; mais le ministre de la marine britannique, M. Churchill, a déclaré, il y a quelques semaines, que même la perte chaque mois d'un *dreadnought*, c'est-à-dire d'un vaisseau cuirassé du dernier modèle, ne compromettrait aucunement la supériorité de la flotte britannique.

Notons, comme fait se rattachant indirectement à la guerre présente, tout en en restant distinct, l'action italienne à Durazzo; déjà les Italiens avaient pris possession de Vallona, en Albanie; les voici qui sont intervenus à Durazzo, en bombardant les insurgés albanais qui voulaient se faire livrer les consuls français et serbe. Ce n'est pas nous qui critiquerons cette opération italienne; elle doit être considérée comme un nouveau mécompte et un nouvel échec pour l'Autriche-Hongrie, dont la filiale artificielle, l'Albanie, s'écroule de toutes parts.

On a discuté, ces derniers jours, sur les ressources en hommes de l'Allemagne qui perd des soldats par centaines de mille sur les deux fronts de guerre. On sait que les Allemands se vantent de pouvoir encore armer une dizaine de millions d'hommes. Ils en auraient bien besoin. Un professeur d'économie politique chez nous a fait le relevé de tous les Allemands du sexe masculin nés de 1867 à 1896 et qui se trouvaient en vie dans l'Empire allemand au 1er décembre 1910, d'après le *Statistisches*

Jahrbuch für das Deutsche Reich (Annuaire statistique pour l'Empire allemand) de 1913; il a trouvé un total de 15.101.673 hommes[1]; il faudrait en déduire ceux qui sont morts du 1er décembre 1910 à la date présente, c'est-à-dire en un peu plus de quatre ans; le professeur en question estime à 1.500.000 ces décès; il resterait 13 millions et demi d'hommes en nombre rond. Faisant diverses déductions, l'auteur de ce relevé estime qu'il peut rester 8 millions d'hommes capables de service armé; mais il en faudrait encore enlever ceux qui servent actuellement ou qui ont été mis par la guerre hors de service.

Ces renseignements sont intéressants; ils satisfont la curiosité; mais les conclusions qu'on en peut tirer sont bien imprécises. Si nous cherchons la contre-partie de ces calculs pour la France, voici ce que nous trouvons : le recensement de 1901, le dernier dont nous ayons les résultats détaillés, classe la population française par sexe et par grandes périodes d'âge; malheureusement, ces périodes d'âge sont trop étendues. Le nombre des hommes de vingt à trente-neuf ans était, chez nous, en 1901, de 5.764.000; celui des hommes de quarante à cinquante-neuf ans, de 4.245.000[2]; on peut bien admettre que les trois cinquièmes de ce dernier nombre représentent les hommes de quarante à quarante-huit ans, ce qui fait ressortir à 2.547.000 les hommes de cet âge ; il en résulte qu'il doit y avoir, en France, 8.300.000 hommes environ de vingt à quarante-huit ans, contre 13 1/2 millions d'hommes de cet âge en Allemagne. Etant donné que les Allemands ont à entretenir des troupes sur les deux fronts, à faire face aux Russes aussi bien qu'à nous, aidés des Anglais, cela ne nous met pas en infériorité numérique.

Puis voit-on ces hommes de quarante-cinq à quarante-huit ou cinquante ans, ces Allemands, que l'abus des

1. Voir le *Temps* du 4 janvier 1915 (deuxième page).
2. *Résultats statistiques du recensement de 1901*, p. 34.

beuveries de bière a rendus pour la plupart ventripotents et livrés à l'arthritisme, faire campagne, ramper sur le sol et bondir? Ce ne sont pas ces caricatures de soldats qui peuvent entrer en ligne de compte. Puis, comment vêtir, équiper, armer, commander, entretenir de munitions ces masses amorphes?

Autrement sérieuses sont les six armées anglaises dont le gouvernement britannique vient d'achever la constitution : six armées de trois corps chacune, soit dix-huit corps, qui viennent d'être pourvues chacune de leurs généraux en chef dont on nous donne les noms; en comptant à une quarantaine de mille hommes l'effectif de chaque corps, on a 720.000 hommes, d'un bon âge et de bonne santé, non pas des presque quinquagénaires ventripotents. Que l'Angleterre envoie dans les Flandres, au cours des mois prochains, ces 720.000 hommes ou même seulement 500.000, la poussée décisive pourra se produire pour rejeter les Allemands hors de la France et de la Belgique, et elle aura les plus grandes chances de succès.

La place nous manque aujourd'hui pour étudier la note que le président Wilson vient, au nom du gouvernement des Etats-Unis, d'envoyer à l'Angleterre au sujet de la contrebande de guerre et de la visite en mer des navires chargés de cargaisons américaines. Nous l'examinerons un jour prochain ; disons seulement qu'il ne paraît pas que cet incident doive avoir des suites considérables.

Nous devons également ajourner l'examen de tous les calculs faits sur les résultats du blocus de l'Allemagne, qui se trouve ainsi gênée dans son alimentation et dans la fabrication des armes et des munitions nécessaires à l'entretien de ses armées. Tout en se gardant de toute exagération dans les légitimes espérances que cette situation doit inspirer aux alliés, il est certain qu'il y aura là, pour l'Allemagne, des entraves chaque jour croissantes, et que c'est pour les nations alliées un motif de plus de

persévérer dans la guerre, quelles que soient les lenteurs et la durée qu'elle comporte. La patience, l'endurance, la persévérance, sont, dans la lutte colossale que la civilisation livre à la barbarie réapparue, les vertus décisives, celles qui donneront le succès. La France et ses alliées, grandes ou petites, continueront de fournir la preuve qu'elles possèdent ces hautes vertus, et elles achèteront ainsi la victoire qui sauvera la civilisation.

VINGT-QUATRIÈME SEMAINE

Du 8 au 14 janvier 1915.

Engagements divers sur notre front. — Notre offensive au nord de Soissons.
Les armées anglaises en préparation.
La poussée des Allemands sur Varsovie est toujours contenue par les Russes.
La guerre apparaît comme devant avoir une durée supérieure à celle qu'on lui assignait en novembre.
Le blocus de l'Allemagne. — Communiqué officiel sur la rencontre à Malmoë, les 18 et 19 décembre, des trois rois scandinaves. — La réponse britannique à la note américaine sur la contrebande de guerre et le droit de visite : tableau des filtrations pour les pays neutres des produits destinés à l'Allemagne.
Le triomphe de l'Allemagne contraindrait les Etats-Unis à un énorme accroissement de leurs défenses terrestres et navales.
Manifestation franco-roumaine à Paris.
Fléchissement des billets de banque allemands : la cote des paris chez les neutres.

Le mauvais temps, les pluies incessantes transformant le terrain en marais dans les Flandres, des tempêtes de neige dans les Vosges et en Alsace, ont ralenti et, sur certains points, complètement suspendu les opérations, depuis la deuxième semaine de janvier, sur le front occidental de la lutte. Elle se poursuivent cependant sur certains points.

Si l'agression vient le plus généralement de nous, elle se produit aussi parfois, plus que dans la seconde quinzaine de décembre, de la part de l'ennemi. Non seulement il se livre à de fréquentes contre-attaques, qui ne sont qu'un aspect de la défensive, mais il prend parfois une offensive spontanée et décidée, dans des régions mêmes où l'accalmie régnait depuis longtemps. C'est

ainsi que le communiqué du 7 janvier (23 heures) déclare : « On signale ce soir de violentes attaques allemandes dans la région de Lassigny (Oise), en Argonne, au croisement de la route du Four-de-Paris à Varennes et de celle de la Haute-Chevauchée, dans la région de Verdun, et sur la croupe qui domine Steinbach (Alsace). Toutes ces attaques ont été repoussées. »

En général, néanmoins, l'offensive vient de nous. Nous avons fait une agression vigoureuse au nord de Soissons, plusieurs jours durant; nous avions enlevé, sur une étendue de 600 mètres, trois lignes de tranchées allemandes, puis deux autres tranchées sur 500 mètres. L'ennemi, toutefois, s'est livré à des contre-attaques violentes, autour d'une saillie de terrain dénommée l'éperon 132, et le résultat définitif de cette rencontre acharnée paraît incertain.

En Champagne orientale, aux environs de Souain, notre activité s'est poursuivie dans la région de Perthes-les-Hurlus et, malgré de vives contre-attaques de l'ennemi, nous y avons gagné de nouvelles tranchées, de même, plus à l'est, devant Beauséjour; ici aussi, la lutte paraît acharnée; le communiqué du 12 janvier (15 heures) dit à ce sujet : « L'ennemi est parvenu à établir une tranchée à l'intérieur de l'ouvrage, dont nous conservons le saillant; la lutte continue. »

C'est toujours en Argonne et aussi sur les Hauts de Meuse que l'activité de part et d'autre atteint, en général, le plus haut degré d'intensité, sans que de grands détails nous soient fournis sur ce théâtre de la lutte. Nous y progressons graduellement.

La plupart des engagements relatés, sur la plus grande étendue du front, ne mettent pas en œuvre des effectifs considérables. Ainsi le communiqué du 11 janvier (15 heures) constate, à propos de Beauséjour : « L'ennemi s'est acharné à reprendre le fortin qu'il avait perdu; ses contre-attaques étaient fortes chacune de deux bataillons, la seconde en formations serrées; elles

ont été toutes deux repoussées, après avoir été très fortement éprouvées. » Voilà un engagement déclaré notable : les forces de l'ennemi y participant comprennent deux bataillons, soit environ 2.000 hommes. Pour une lutte où, sur l'ensemble du front occidental, il y a bien 1.500.000 hommes du côté de chacun des belligérants, la proportion des combattants dans chacune de ces rencontres apparaît comme restreinte.

Il y a là, néanmoins, de hauts exploits, des actes nombreux d'héroïsme et de dévouement, des succès très appréciables. Il ne faut pas mépriser ces prises de tranchées ou de fortins, ces avances que l'on a qualifiées d'*hectométriques*. Mais il est clair que ce ne sont là que des actes préparatoires, précédant et préparant une grande action d'ensemble et à fond, dont l'heure ne paraît pas venue. Ces rencontres, la plupart heureuses, témoignent de l'entrain de nos soldats, de leur supériorité effective sur l'ennemi ; elles contribuent à déprimer l'adversaire et à le mettre en fâcheuse position morale.

C'est avec grande raison que le président de la République est allé, lundi dernier, à Nieuport et à Hazebrouck porter à la brigade de fusiliers marins qui s'est si intrépidement battue à Nieuport et à Dixmude le drapeau des « Régiments de marins » et lui transmettre en même temps les félicitations de la France. On doit dire que, de ce côté, l'action avait été beaucoup plus ample, sinon plus chaude.

Quand viendra le jour de la poussée d'ensemble et à fond, soit sur tout le front, soit sur des parties choisies, pour rejeter vigoureusement l'Allemand hors de France et même hors de Belgique? Les impatients s'étonnent que ce moment tarde tant à venir ; il paraît probable qu'il n'est pas encore tout proche. Ce serait, en effet, une témérité que d'effectuer une attaque générale, à fond et soutenue, qui, même triomphante, coûterait la vie à des dizaines de mille hommes, quand des événements en vue doivent, dans quelques semaines, augmenter

considérablement la force du groupe de la Triple-Entente et de ses alliés.

Ces événements en vue, c'est d'abord l'entrée en ligne à la fin de l'hiver ou au début du printemps de six armées britanniques, en préparation depuis presque le début de la guerre dans la Grande-Bretagne. L'apport de 400.000 ou 500.000 hommes de troupes fraîches et d'un bon âge (20 à 35 ans) doit singulièrement accroître, dans un délai assez bref, la force des alliés. Le second événement, qui, sans être encore certain, paraît très probable, c'est l'entrée en campagne, en février ou mars, de la Roumanie, jetant 400.000 soldats d'excellentes troupes en Transylvanie et en Hongrie et pouvant forcer l'Allemagne à réduire ses effectifs sur le front occidental de la lutte. Quand on a en vue, à assez bref délai, des éventualités aussi favorables, il y aurait une coupable témérité à les devancer par l'engagement de grandes et générales batailles.

Un surcroît de patience s'impose donc. Il en est de même en Russie, où, après les effroyables rencontres et tueries de la fin de décembre et du début de janvier, à l'avantage, somme toute, des Russes, les Allemands, qui, dans leur dernière poussée, n'ont pas pu s'approcher à plus de 50 kilomètres de Varsovie, paraissent avoir renoncé à la capture de cette ville et se mettent à se terrer dans des tranchées, comme ils le font sur le front occidental. Mais le théâtre de la lutte en Prusse orientale, en Pologne russe, en Galicie, en Hongrie, étant presque deux fois plus étendu et la force de renouvellement des Russes étant très supérieure, il sera moins malaisé, semble-t-il, à ceux-ci, sans parler du concours éventuel des Roumains, de contraindre l'adversaire à la retraite.

De toutes ces circonstances, il résulte que la guerre apparaît comme devant avoir une durée supérieure à celle qu'on lui assignait en octobre ou en novembre; on ne la voit pas, sauf événement imprévu, finir avant l'été; mais elle s'annonce comme réservant au groupe

de la Triple-Entente un complet triomphe. Ce triomphe sera aidé, nous ne disons pas procuré (car il ne peut s'agir là, selon nous, que d'une aide accessoire, essentielle cependant) par le blocus de l'Allemagne.

Ce blocus a suscité plusieurs manifestations de la part de pays neutres : la première en date a été celle de l'entrevue de Malmoë, où les trois rois de Suède, de Norvège et de Danemark se sont rencontrés, les 18 et 19 décembre dernier, pour s'entendre sur la défense de leurs intérêts communs. Ces trois pays souffrent, en effet, d'une part, des mines sous-marines que les Allemands sèment abusivement tout le long de leurs côtes, d'autre part de certaines interdictions de commerce également abusives que font les Allemands aux peuples de la Baltique et de la mer du Nord, notamment en rangeant les bois parmi la contrebande de guerre. Un communiqué officiel a fait savoir que les trois pays scandinaves, à Malmoë, ont décidé de conserver dans le conflit européen la neutralité la plus stricte. Les belligérants appartenant au groupe de la Triple-Entente ne leur demandent rien de plus.

On a vu, il y a huit jours, que le président des Etats-Unis, M. Woodrow Wilson, a envoyé à l'Angleterre une note, conçue, d'ailleurs, en termes courtois et amicaux, pour attirer son attention sur ce qu'il considérait comme des abus du droit de visite à l'endroit des navires américains ou des expéditions de marchandises américaines sur navires tiers.

Cette note a causé, sinon quelque émoi, du moins quelque sensation : il est, en effet, de la plus haute importance, pour les Etats de la Triple-Entente, que l'Allemagne ne soit ravitaillée ni en denrées d'alimentation, ni en matières premières nécessaires à la fabrication des armements. La guerre peut être écourtée, au grand profit de l'humanité tout entière, si l'Allemagne est dans l'impossibilité de renouveler, par des importations ouvertes ou subreptices, celles-ci à travers les

Etats neutres, ses approvisionnements des deux catégories de produits sus-énoncées.

L'Angleterre ne peut donc renoncer au droit de visite, pour constater et réprimer la contrebande pouvant s'effectuer en ces matières. Elle a répondu aux Etats-Unis par une note très courtoise, où elle démontre qu'il s'est produit une infiltration de contrebande de guerre en Allemagne par la voie de divers pays neutres, et notamment pour certains produits, comme le cuivre, indispensables aux armements et que l'Allemagne ne produit pas en quantité suffisante. Il est bon de reproduire ici quelques faits tout à fait topiques mentionnés dans la réponse britannique à la note américaine; ces faits démontrent la contrebande effectuée à destination de l'Allemagne sous le couvert de pays neutres[1] :

Sir Edward Grey (ministre des affaires étrangères de la Grande-Bretagne) dresse le tableau suivant des exportations de New-York aux pays neutres pendant le mois de novembre 1913, comparativement à celles de novembre 1914 :

	1913.	1914.
Danemark.... Dollars[2].	558.000	7.101.000
Suède.....	377.000	2.858.000
Norvège	477.000	2.318.000
Italie	2.971.000	4.781.000
Hollande.....	4.389.000	3.960.000

Passant ensuite à l'allusion faite dans la note américaine à la détention du cuivre, sir Edward Grey cite les chiffres officiels d'exportation du cuivre des Etats-Unis en Italie depuis le début de la guerre jusqu'à la fin de la troisième semaine de décembre et qui sont les suivants :

1913 : 15 millions 202.000 livres.
1914 : 36 millions 285.000 livres.

Les chiffres pour les autres pays d'Europe, c'est-à-dire à l'exception du Royaume-Uni, de la France, de la Belgique, de l'Autriche, de l'Allemagne, de la Hollande et de l'Italie, étaient les suivants :

1913 : 7 millions 271.000 livres.
1914 : 35 millions 347.000 livres.

1. Voir le *Temps* du 12 janvier 1915, page 2.
2. Le dollar = 5 fr. 18.

La bonne foi et la rectitude des procédés de la Grande-Bretagne ressortent manifestement de ces citations; les Etats-Unis ne pourraient y faire objection qu'en contestant l'exactitude de ces chiffres, ce qui ne paraît pas possible. Le président Wilson a, d'ailleurs, reconnu que les manifestes des expéditeurs américains au sujet des marchandises embarquées sont souvent intentionnellement fautifs. Il semble bien que l'incident soulevé par la note américaine ne comportera aucune suite et que l'Angleterre continuera à arrêter tout envoi en Allemagne, par l'intermédiaire des pays neutres, de denrées d'alimentation et de matières pouvant servir aux armements.

Les Etats-Unis souffrent, sans doute, en une certaine mesure, de la guerre; ils doivent désirer que la durée en soit aussi courte que possible. Ils doivent se souvenir, d'autre part, que les peuples de la Triple-Entente favorisent certaines des productions américaines : c'est ainsi que la France a supprimé, pendant la durée des hostilités, tous les droits d'entrée sur les céréales, ce qui fera un vide considérable dans son budget.

La grande Union Américaine, quoiqu'elle soit neutre, ne peut se désintéresser complètement du résultat de la guerre. Comme l'écrivait, dans une lettre très topique que nous avons cru devoir reproduire il y a huit jours, un industriel américain[1], le triomphe de l'Allemagne serait une catastrophe pour tout le monde civilisé, y compris les Etats-Unis. L'Allemagne est animée d'un orgueil satanique, d'une ambition satanique et d'une férocité satanique; elle prétend à l'Empire de l'Europe d'abord, puis à celui du monde entier. Elle va inoculer le militarisme effréné à toutes les nations qui, jusqu'ici, en étaient exemptes. Le triomphe de l'Allemagne obligerait les Etats-Unis à veiller à leur sûreté, à doubler ou tripler leur marine, à constituer une armée perma-

1. Voir *l'Economiste Français* du 9 janvier 1915, page 41.

nente de 400.000 ou 500.000 hommes. Ce serait, outre des servitudes diverses, un surcroît de dépenses d'au moins 2 milliards de francs par an que le triomphe de l'Allemagne imposerait sûrement aux Etats-Unis. Aussi ce pays doit-il tolérer que l'on prenne toutes les dispositions pour interdire effectivement les expéditions américaines de produits pouvant prolonger la résistance de l'Allemagne.

Nous devons noter, en finissant, la grande manifestation franco-roumaine qui s'est produite, avec le concours de députés roumains notables, à Paris, le samedi 9 janvier sous la présidence de M. Deschanel, président de la Chambre des députés. Il ressort des déclarations qui y ont été faites que l'entrée en campagne de la Roumanie apparaît comme prochaine.

Tout témoigne, à un observateur attentif et impartial, que l'ensemble des nations neutres a une pleine confiance dans le triomphe du groupe de la Triple-Entente. Il y a, en quelque sorte, parmi les pays neutres, une cote des paris sur l'issue de la guerre; cette cote est irrécusable et on ne peut plus démonstrative; c'est la tenue, en pays neutre, du change français et du change allemand; en Suisse, en Hollande, aux Etats-Unis, les billets de banque français sont au pair ou font même prime; les billets de banque allemands perdent de 8 à 10 ou 12 p. 100. Si les neutres pensaient que l'Allemagne dût être victorieuse, qu'elle obtiendra une indemnité de guerre, comment se ferait-il qu'ils ne voulussent recevoir qu'à 8, 10 ou 12 p. 100 de perte les billets de banque allemands, tandis qu'ils reçoivent sans perte les billets de banque français? Voilà la cote des paris de la part des neutres; elle est décisive; elle témoigne que les neutres ont confiance dans le triomphe de la Triple-Entente et croient à l'écrasement de l'Allemagne.

VINGT-CINQUIÈME SEMAINE

Du 15 au 21 janvier 1915.

Nouveaux renseignements sur l'affaire du nord de Soissons : elle constitue un échec pour nos armes; communiqués allemands dithyrambiques et fallacieux à ce sujet. — Transformation fréquente des faits par les communiqués allemands : exemples.
Avance des Russes en Galicie.
Anniversaire de la proclamation de l'Empire allemand à Versailles.
Raid de zeppelins en Angleterre.
Calculs sur les pertes allemandes.
Démission du comte Berthold, premier ministre d'Autriche-Hongrie, et son remplacement par le Hongrois baron Burian.

Nous sommes maintenant complètement renseignés sur l'affaire de Soissons : elle a été très chaude, avec des effectifs un peu plus étendus sans doute que ceux des engagements habituels, mais restreints cependant; elle a duré six jours et une nuit, du 8 janvier au 13 et la nuit du 13 au 14; elle avait débuté très brillamment par l'enlèvement de plusieurs lignes de tranchées allemandes; elle eût fini, sans doute, d'une façon satisfaisante si une forte crue de l'Aisne n'avait rompu nos ponts de bateaux, empêché le transport de renforts et de munitions et amené le repli de nos forces de la rive droite sur la rive gauche de l'Aisne, pour ne pas les laisser peu soutenues et avec un ravitaillement malaisé sur cette rive.

Que la forte crue de l'Aisne ne soit pas un mythe, les pluies constantes depuis plusieurs mois l'expliquent assez; il suffirait, d'ailleurs, de longer à Paris les quais de la Seine et de voir les eaux du fleuve couvrant les troncs des arbres qui le bordent pour s'en convaincre.

Le communiqué officiel développé et récapitulatif sur les « principaux faits de guerre du 5 janvier au matin au 15 janvier au soir », fournit sur cette affaire de Soissons tous les renseignements désirables. Le communiqué, dans le préambule, la caractérise ainsi :

Les combats autour de Soissons, où notre offensive, brillamment commencée, a été enrayée par la crue de l'Aisne, qui a détruit trois ponts ou passerelles et empêché nos renforts de faire face sur la rive droite à une très forte attaque ennemie, d'où un repli de moins de 1.800 mètres sur un front de moins de 5 kilomètres.

Nous avons dû, par suite des difficultés de transport, abandonner quatre canons, que nous avons rendus inutilisables [1].

Les Allemands ont essayé de poursuivre un succès, dû beaucoup moins à eux-mêmes qu'aux éléments ; le 14, ils font une attaque très vive sur Saint-Paul, à 2 kilomètres nord-est de Soissons, et sont repoussés ; « le 15, dit le communiqué récapitulatif, notre artillerie disperse les rassemblements de l'ennemi qui n'attaque pas ; » il en est de même le 16, le 17, le 18 et tous les jours suivants. Ce succès local est donc sans lendemain pour les Allemands : ils ne sont pas parvenus à passer l'Aisne, ni même à enlever nos postes sur la rive droite de l'Aisne, à Saint-Paul et plus à l'ouest.

Les communiqués allemands confirment que « le chef suprême des armées », c'est-à-dire le kaiser, était présent à l'affaire. Puis, ils tâchent, pour la réclame à l'intérieur de l'Empire, de la transformer en victoire importante ; leur inaction pendant toute la semaine qui a suivi ces rencontres témoigne assez qu'il n'en est rien et précise la portée réelle de cet incident. Les effectifs engagés fournissent aussi le même témoignage : moins de trois brigades, c'est-à-dire tout au plus 18.000 hommes,

1. Nous devons dire que, postérieurement, la perte de canons aux combats du nord de Soissons a été portée à 22.

de notre côté ; tout un corps d'armée, soit 35.000 à 40.000 hommes, du leur.

Ce n'est pas la première fois que les Allemands cherchent à transformer un succès local en une victoire importante : qu'on se rappelle tout le bruit qu'ils ont fait, il y a quelques semaines ou plusieurs mois, autour de leur passage sur la rive gauche de l'Yser (vers le 25 octobre), également autour de l'affaire de Vailly (vers le 3 novembre), puis pour leur occupation de Dixmude (vers le 11 novembre), toutes affaires locales où les succès allemands, d'ailleurs très chèrement achetés, ont été sans lendemain et n'ont en rien modifié la situation militaire d'ensemble.

Relatons, dans ces combats au nord de Soissons, la belle conduite et la vaillance, auxquelles le communiqué rend hommage, de nos contingents marocains.

Il faut s'attendre à ce que, sur un front d'environ 400 kilomètres, avec engagements quotidiens en de nombreux points, il y en ait certains qui, par des circonstances diverses, ne tournent pas à notre avantage.

Dans la même série de jours, du 5 janvier au 15, et jusqu'à l'heure présente, nous avons eu de nombreux succès et effectué d'appréciables progrès, dans le détail desquels il serait trop long d'entrer : sur la rive droite de l'Yser, dans la région de Perthes-les-Hurlus, en Champagne orientale, dans l'Argonne et en Haute-Alsace.

Sur le front oriental, les opérations se poursuivent avec une certaine accalmie, qui paraît devoir être momentanée; les Russes contiennent partout les Allemands en Pologne, gagnent du terrain sur une partie de ce front immense, avancent toujours en Galicie et menacent la Hongrie. Dans le Caucase, ils achèvent l'écrasement des Turcs. Quelques contingents ottomans, d'autres disent quelques bandes kurdes, se sont mis à occuper sans combat la grande ville persane de Tabriz, voulant, d'une part, accomplir quelque pillage profitable

et prétendant, par surcroît, entraîner la Perse dans la guerre contre la Russie et l'Angleterre. Mais la Perse reste sourde à ces invites et prend des mesures pour recouvrer Tabriz.

C'était, ces jours derniers, l'anniversaire, le quarante-quatrième anniversaire, de la proclamation de l'Empire d'Allemagne au Palais de Versailles le 18 janvier 1871. Il est bon, à nous autres Français, de rappeler cette date : combien les temps sont changés et, malgré les prétendues victoires dont il se targue, combien l'actuel kaiser doit-il faire de mélancoliques réflexions sur le 18 janvier 1871 à Versailles et le 18 janvier 1915 sur les deux fronts de la lutte colossale que l'Allemagne a provoquée ! Aujourd'hui, ses troupes sont partout énergiquement contenues ; elle n'est parvenue à occuper aucune des villes notables qu'elle croyait prendre en quelques semaines : Paris, Nancy, Verdun, Calais, Varsovie ; ses armées subissent des pertes colossales ; elle les évalue, elle-même, pour les 136 premières listes prussiennes, à 877.107 hommes[1] ; il convient d'y ajouter les pertes des autres pays d'Empire qui ont une population égalant 62 p. 100 de celle de la Prusse, ce qui doit augmenter d'autant le total des pertes et l'élever à 1.420.000 hommes, en nombre rond : sans doute, on peut dire que 50 p. 100 environ des blessés retournent au front ; mais, d'autre part, ces listes ne sont pas poussées jusqu'au moment présent, et l'on ne tient pas compte des malades ; on peut donc accepter approximativement le chiffre de 1.500.000 Allemands définitivement hors de combat.

Ainsi les armées allemandes perdant le tiers au moins de leur effectif, et les alliés de l'Allemagne, « le brillant second » et le troisième compagnon s'effondrant dans une débâcle irrémédiable, voilà ce qui, le 18 janvier 1915, fait pendant au tableau de la proclamation de l'Empire allemand à Versailles le 18 janvier 1871.

1. Voir le *Temps* du 20 janvier 1915.

Pour se venger de toutes ces déceptions, les Allemands annonçaient qu'une flottille de zeppelins allait ravager Paris et Londres, c'est-à-dire promener la mort sur des foules inoffensives, composées presque exclusivement de femmes, d'enfants et de vieillards. Voilà bien toujours la bassesse et la férocité de l'âme allemande. Mais quand ils réussiraient ainsi à massacrer non seulement des dizaines, mais quelques centaines de femmes, de vieillards et d'enfants, où serait pour eux le gain? Depuis près de six mois que dure la guerre, les zeppelins ont pu causer quelques assassinats de non-combattants; mais ces mastodontes n'ont jamais montré qu'ils eussent une efficacité militaire, une valeur de combat; ils sont le produit de la manie allemande pour tout ce qui est colossal; chez les Allemands le grotesque et la férocité s'associent : les zeppelins se sont montrés jusqu'ici de simples épouvantails dont les peuples résolus subissent avec dédain les coups; il est bien probable qu'ils ne seront pas, à l'avenir, de plus effectives machines de guerre. La démonstration vient d'en être fournie par le raid qu'un ou plusieurs d'entre eux viennent d'accomplir en Angleterre, dans la nuit du 20 janvier, au-dessus de villes côtières paisibles et non fortifiées, Yarmouth, Cromer, King's Lynn et le palais royal de Sandringham; ces machines d'assassinat y ont jeté de nombreuses bombes, qui ont tué une demi-douzaine d'infortunés civils, en ont blessé grièvement le double et légèrement le triple ou le quadruple, détruisant, en outre, une trentaine de maisons bourgeoises. Voilà un nouvel exploit de la nation satanique.

Pour se venger encore de leurs nombreuses déceptions, les Allemands, ces zélateurs du christianisme, qui n'hésitent pas à prêcher la guerre sainte parmi les musulmans, c'est-à-dire le massacre des chrétiens, ont commis récemment une de ces inutiles bassesses dont ils sont coutumiers, en séquestrant dans sa demeure épiscopale le cardinal Mercier, archevêque de Malines, pour

un mandement des plus dignes et des plus modérés, dont ils ont interdit la lecture dans les chaires des églises.

On parle toujours de nouveaux rassemblements d'armées allemandes, et il est certain que nos ennemis, malgré leurs incommensurables pertes, ont encore des réserves d'hommes, réserves de qualité secondaire, mais pouvant fournir de nouveaux efforts. Tant dans les Flandres que sur d'autres points de notre front de 400 kilomètres, sur l'Oise et sur l'Aisne, aussi dans l'Argonne, dans les Hauts de Meuse et en Alsace, il est assez vraisemblable qu'ils se livreront prochainement à de fortes offensives. Ils chercheront ainsi à prévenir l'arrivée des armées anglaises que l'on annonce pour le printemps, ainsi que l'entrée en ligne de certaines puissances neutres, de la Roumanie, notamment.

Cette reprise des offensives allemandes n'aurait rien d'inquiétant; avec leurs méthodes de combat, il est probable qu'il en résultera pour eux de nouvelles et effroyables pertes d'hommes. Or, quoi qu'on en dise, leur force de renouvellement, à eux et à leurs alliés, Autriche-Hongrie et Turquie, est sensiblement inférieure à la force de renouvellement du groupe de la Triple-Entente.

La France, jusqu'ici, nous en avons fait bien des fois ici la remarque, n'a pas mis sur le front toutes les forces dont elle peut disposer. Elle s'occupe actuellement, sinon d'envoyer au front, du moins de rapprocher du théâtre de la lutte, comme soutiens éventuels, une partie des contingents qu'elle a disséminés partout sur tout l'ensemble du pays. Le ministre de la guerre, M. Millerand, vient, en outre, d'ordonner la formation, en Afrique, de nouveaux bataillons sénégalais pour les amener au printemps en Europe.

Les Anglais augmentent graduellement leurs troupes en Belgique et en France, et on espère qu'au printemps leurs six nouvelles armées, avec 400.000 ou 500.000 hommes tous frais et d'un bon âge, seront disponibles pour une campagne sur le continent.

La Roumanie, qui, depuis le début de la guerre, est frémissante, impatiente de libérer les 4 millions de Roumains soumis au joug des Austro-Hongrois, se propose, d'après tous les témoignages, de sortir prochainement, on dit le mois prochain, de l'inaction. Sous quelque forme que son intervention armée se produise, l'entrée de 300.000 ou de 400.000 Roumains en Transylvanie rendra disponibles de considérables contingents russes, qui pourront se diriger vers le cœur de la monarchie austro-hongroise ou prendre à revers les provinces allemandes.

Ce ne sont plus là des éventualités vagues ; ce sont des plans arrêtés et à la veille de l'exécution. Notre sœur latine, l'Italie, vient de subir une catastrophe : des tremblements de terre ont affligé certaines de ses provinces, coûté la vie à plusieurs dizaines de mille êtres humains et causé une perte de plusieurs centaines de millions. Toute la France émue envoie à sa sœur ses sympathies, dans cette catastrophe imprévue. L'Italie, ainsi frappée, n'en devient pas, par cette épreuve, indifférente aux événements politiques européens.

Il est à peine utile, avant de finir, de mentionner, pour la forme, la démission du comte Berchtold, premier ministre d'Autriche-Hongrie, et son remplacement par un Hongois, le baron Burian. La vieille monarchie, sur le point de sombrer, ressemble à un malade qui change de côté dans sa couche. Cette substitution de personnes ne paraît pas avoir une importance réelle, quoiqu'on y voie l'ardent désir de l'Autriche de retenir attachée à elle la Hongrie mécontente.

Dans l'ensemble, les perspectives pour le groupe de la Triple-Entente restent très satisfaisantes. Le succès final, quoique plus différé qu'on ne le pensait il y a quelques mois, apparaît aussi certain. Comme nous l'écrivions il y a huit jours, il y a la cote des paris chez les neutres : cette cote est manifestement et grandement pour le succès de la Triple-Entente. Revenons encore à

ce fait matériel précis et incontestable : le billet de banque français est au pair ou fait prime partout à l'étranger; le billet de banque allemand, le mark, perd partout de 8 à 12 p. 100 de sa valeur nominale. Quelles que soient les explications techniques que l'on cherche à donner de cet effondrement du mark, il est bien certain qu'il ne se produirait pas si les neutres croyaient que, dans six, sept ou huit mois, l'Allemagne va sortir victorieuse de cette guerre. Voilà l'indiscutable cote des paris.

VINGT-SIXIÈME SEMAINE

Du 22 au 28 janvier 1915.

Evaluation à plus de 20.000 hommes des pertes de l'ennemi dans les journées du 25 au 27 janvier, sur l'ensemble de notre front.
Les Russes se rendent maîtres des principaux passages des Balkans.
Les victimes du dernier raid de zeppelins en Angleterre.
Bombardement indéfini de Reims et d'Arras.
Une escadre britannique poursuit une escadre allemande et lui coule le croiseur *Blucher*.
Voyage de notre ministre de la guerre, M. Millerand, en Angleterre : la préparation des armées britanniques.

Plus de quinze jours se sont écoulés depuis les âpres combats au nord-est de Soissons; on sait que la présence du kaiser avait incité les Allemands, dans les journées du 8 au 13, à porter sur ce point des forces considérables et à y faire un effort inhabituel, tandis que nos effectifs restreints n'ont pu être renforcés par suite de la crue de l'Aisne qui a emporté plusieurs de nos passerelles sur cette rivière et forcé nos troupes à se replier. Les Allemands ont voulu transformer ces engagements durs, mais limités, en importante victoire pour eux ; leur communiqué officiel insinuait une comparaison avec l'importante bataille de Gravelotte en 1870. L'abstention depuis lors de toute action allemande dans ce secteur, après la tentative infructueuse de prendre la tête de pont de Saint-Paul, remet les choses au point et ramène cette affaire, si opiniâtre qu'elle ait été, aux proportions d'un de ces succès locaux qui sont sans lendemain.

C'est bien, comme nous le disions, l'analogue des prétendues victoires allemandes sur la rive gauche de l'Yser, vers la fin d'octobre, de l'affaire de Vailly au commencement de novembre et de celle de Dixmude au

milieu du même mois, autour desquelles les Allemands firent une réclame si grande et si disproportionnée.

L'administration militaire, qui paraît, en France, désirer se tenir de plus en plus en contact avec l'opinion publique et lui fournir des renseignements aussi précis que les circonstances le permettent, vient de publier un résumé des opérations de guerre pendant les deux derniers mois, du 15 novembre au 15 janvier. Passant en revue, région par région, les résultats obtenus, sur l'ensemble de notre front durant cette période, soit par nous, soit par les Allemands, ce communiqué rétrospectif montre nos avances notables et profitables sur de beaucoup la plus grande partie du front et fait ressortir que, sauf des bombardements et des destructions de bâtiments civils, à Ypres, à Nieuport, à Armentières, à Arras, à Thann, les gains des Allemands, en ces deux mois, se bornent à la reprises de la cote 132, de la dent de Crouy et à 1.200 ou 1.800 mètres de largeur au nord de Soissons, sans que la solidité de nos lignes en soit le moins du monde ébranlée.

Dans les jours écoulés de la fin de janvier, des combats locaux se sont produits, en grande partie par l'initiative allemande, sur le front de l'Yser, du côté d'Ypres, de la Bassée, aux environs de Craonne, toujours en Argonne et dans la région de Thann, en Alsace. L'ennemi a été partout repoussé, et l'ensemble de ses engagements est réconfortant pour nous. Les Anglais ont remporté un succès sérieux à la Bassée, et nous-mêmes avons infligé à l'ennemi des pertes cruelles.

Il semble, ainsi que nous l'annoncions dans nos précédentes revues, que les Allemands veuillent prendre, sur plusieurs points du front, une offensive beaucoup plus vigoureuse qu'ils ne l'avaient fait depuis quelques mois. Les journaux hollandais parlent toujours de 200.000 hommes concentrés autour de Courtrai. L'anniversaire, le cinquante-sixième, de la naissance du kaiser, qui tombait le 27 janvier, lui faisait désirer quelque

succès éclatant qui, jusqu'ici, n'est pas venu; sa présence même au nord de Soissons, sa résidence habituelle, en ce moment, dit-on, à Saint-Quentin, indiquent aussi un dessein de grande offensive. Outre que l'opinion publique en Allemagne, qui commence à témoigner d'un certain affaissement, a besoin d'être relevée, les Allemands voudraient intimider les neutres, comme la Roumanie frémissante, et devancer l'arrivée sur le continent des nouveaux contingents britanniques.

Une offensive allemande à fond, qui renouvellerait pour eux les inutiles hécatombes autour d'Ypres (au mois de novembre), et qui les laisserait plus affaiblis, devrait être pour nous la bienvenue.

C'est ce qui commence à se produire : le communiqué du 28 janvier, 15 heures, finit, en effet, par cette constatation : « D'après le nombre des morts trouvés sur le terrain, les 25, 26 et 27, à l'est d'Ypres, à la Bassée, à Craonne, en Argonne, en Woevre et dans les Vosges, les pertes de l'ennemi, dans ces trois journées, paraissent supérieures à 20.000 hommes.

Sur le front oriental de la lutte, il n'y a, dans les dernières journées, aucun fait nouveau considérable. La saison et les pluies ne favorisent pas les grandes opérations et les rencontres importantes. Les Allemands paraissent vouloir se terrer en Pologne, comme ils l'ont fait dans la partie occupée de la France et de la Belgique. Les Russes, toutefois, non seulement les contiennent, mais menacent leurs flancs par des mouvements heureux; ils conservent, en définitive, l'avantage, et, quand la saison le permettra, on peut espérer qu'ils les contraindront à la retraite. Ils gardent eux-mêmes les passages des Carpathes et continuent à menacer la Hongrie, en même temps qu'ils progressent dans la Prusse orientale.

Allemands et Austro-Hongrois se proposent, assure-t-on, de faire un nouvel effort contre la Serbie, dans le dessein beaucoup moins de venir à bout de ce glorieux

petit pays que de répandre le trouble parmi les États des Balkans et de décourager les Roumains. Il est bruit que de forts contingents bavarois se joindraient, dans cette région, aux forces austro-hongroises; on parle même d'un échange de troupes, consistant en l'envoi dans les Flandres d'effectifs autrichiens, et dans les parties les plus menacées de l'Autriche-Hongrie de contingents allemands. Ce n'est pas nous qui nous plaindrons de cet échange; il est à espérer que nos alliés, prévenus, pourront prendre leurs précautions pour n'en pas souffrir.

Les grandes opérations de guerre étant en chômage, des épisodes, parfois très tristes, retiennent l'attention publique. On est maintenant fixé sur les résultats du fameux *raid* des zeppelins en Angleterre; ils sont encore moindres qu'on ne l'avait annoncé au premier abord et que nous ne l'avions rapporté il y a huit jours; ces mastodontes, pour lesquels les Allemands témoignent d'un si vif enthousiasme, ont réussi, en Angleterre, à faire 13 victimes civiles, dont 4 tués et 9 blessés, parmi lesquels 4 enfants, la plupart surpris dans leur lit. Au récit de ces hauts faits, les Allemands ont témoigné, dans tout l'ensemble de leur pays, de la plus grande jubilation, et ils se proposent de recommencer ce *raid* dans des proportions, disent-ils, plus considérables. Le diable le veuille!

Ces monstrueux organismes, les zeppelins, que leur manie du colossal et leur infatuation habituelle font chérir et admirer aux Allemands, apparaissent, jusqu'ici, comme des appareils sans efficacité soit économique, soit militaire; et, comme machines d'assassinats, ils semblent inférieurs aux simples « taubes » ou aéroplanes teutons; une escadrille de ceux-ci, en effet, vient de jeter 80 bombes sur Dunkerque et y a fait 25 victimes, dont 9 tués et 16 blessés; parmi les tués sont trois infirmiers; c'est sur la population civile que ces bombes sont répandues à profusion.

Voilà les hauts faits de guerre des Allemands ; c'est ici qu'éclate leur brillante « kultur », dont les 93 féroces pédants de Berlin et autres villes universitaires allemandes vantent les mérites.

Un zeppelin vient, annonce-t-on, d'être abattu par les Russes.

Comme autre témoignage de cette célèbre « kultur » germanique, ils continuent à bombarder indéfiniment, depuis quatre mois, et Reims et Arras. Un communiqué officiel allemand du 14 janvier, reproduit dans le *Times* du 15, après avoir parlé de combats à Westende, dans les Flandres, puis des combats de Soissons, concluait ainsi : « Le bombardement de Reims est continué avec la plus grande énergie; 108 obus sont tombés sur la ville hier, faisant des dommages considérables. »

Les Allemands se proposaient, ces jours derniers, en l'honneur de la fête du kaiser, de reprendre le bombardement de paisibles villes anglaises : une importante escadre, composée de quatre croiseurs, le *Derfflinger*, le *Seydlitz*, le *Moltke* et le *Blucher*, et accompagnée de destroyers et de bâtiments servant d'éclaireurs, avait quitté l'Allemagne à ce sujet; elle eut la malchance de rencontrer, le 24 janvier, l'escadre britannique du vice-amiral sir David Beatty, constituée par les croiseurs *Tiger, Princess Royal, Lion, New Zealand, Indomitable;* la flotte allemande vira immédiatement de bord et prit la fuite ; mais l'escadre anglaise lui donna énergiquement la chasse ; elle coula le *Blucher*, croiseur de 15.800 tonnes, d'une vitesse de 25 nœuds et ayant un effectif de 885 hommes; elle endommagea, en outre, sérieusement deux autres croiseurs allemands. Elle ne s'arrêta qu'au point où elle avait à redouter les mines sous-marines. Le journal allemand le *Lokal Anzeiger*, connu par ses excentricités, en conclut que les Anglais ont craint d'approcher des côtes allemandes et qu'ils n'auraient pas eu un complet succès. Celui qui a été obtenu est glorieux et suffit. Une dépêche de l'agence Wolff prétend

que l'un des croiseurs anglais aurait coulé : cela est complètement faux; tous les vaisseaux anglais sont aujourd'hui revenus à leur base navale; l'un des croiseurs, le *Lion*, et l'un des destroyers, le *Meteor*, ont seulement quelques avaries secondaires, facilement réparables.

Notons que le *Blucher* était un des navires qui, en décembre, vinrent bombarder des villes côtières paisibles d'Angleterre. Il est bon de faire ressortir que l'amiral Beatty fit mettre les chaloupes à la mer pour sauver ce que l'on pourrait de l'équipage du navire allemand coulé, et environ 200 marins du *Blucher* échappèrent ainsi au désastre. L'escadre allemande, au contraire, qui, sur les côtes du Chili, coula, le 1er novembre dernier, deux navires britanniques, se garda bien de chercher à recueillir des marins des vaisseaux qui sombraient. Ainsi éclate toujours la différence de « kultur » entre l'Allemagne et ses adversaires.

Le fait le plus important de la dernière décade de décembre, après la victoire navale anglaise, c'est le voyage en Angleterre de notre ministre de la guerre, M. Millerand. Il est allé se rendre compte de l'état d'entraînement des nouvelles troupes britanniques; il en a passé des corps en revue, puis il a dû se concerter avec le ministre de la guerre d'Angleterre, lord Kitchener, au sujet de l'époque d'arrivée sur le continent des six nouvelles armées anglaises. Tant lord Kitchener que les autres ministres britanniques, M. Churchill, M. Samuel, dont nous rapportions les propos décisifs dans notre bulletin du 17 décembre 1914 (p. 177), n'ont jamais abandonné l'idée que l'Angleterre devait entretenir un million d'hommes sur le continent. Le moment le plus favorable approche où l'entrée en ligne d'armées anglaises nouvelles, à l'effectif tout au moins de 400.000 à 500.000 hommes, ferait pencher sérieusement la balance des forces en faveur de la Triple-Entente sur le front occidental.

Pour ce qui est du front oriental, on peut toujours espérer l'entrée prochaine en scène des Roumains, qui ne serait pas moins décisive.

En attendant ces renforts heureux, les engagements et les épisodes de la lutte continuent à entretenir l'absolue confiance dans le triomphe des nations alliées contre la barbarie teutonne.

VINGT-SEPTIÈME SEMAINE

Du 29 janvier au 4 février 1915.

Le communiqué rétrospectif de l'administration militaire sur les engagements du 16 au 26 janvier. — Continuation des combats dans la région de l'Yser, près de la Bassée, en Craonne et en Argonne.

Énorme étendue des fronts orientaux de la lutte.

L'inégalité frappante de préparation des deux groupes de belligérants est cause que le premier semestre de guerre n'ait pas apporté de résultats décisifs en notre faveur. — Preuves à ce sujet. — Examen général de la situation.

Prêt de l'Angleterre à la Roumanie.

Les sous-marins teutons se mettent à couler les navires de commerce britanniques.

Réunion à Paris des ministres des finances d'Angleterre, de Russie et de France.

L'administration militaire, suivant l'heureuse habitude qu'elle a prise il y a quelque temps, a publié le communiqué rétrospectif concernant la décade la plus récente, à savoir celle « du 16 janvier au matin au 26 janvier au soir ». Il est bon de reproduire tout le préambule de ce communiqué récapitulatif, qui contient, outre le résumé des faits accomplis en ces dix journées, certaines appréciations d'ordre général :

Les dix derniers jours n'ont été marqués d'aucun événement important par ses conséquences. Les faits de guerre les plus intéressants, en raison du chiffre des effectifs engagés, nous ont tous été favorables. Tels sont :

1° Le gros échec, très onéreux, subi par les Allemands à l'est d'Ypres, le 25.

2° L'échec, plus onéreux encore, subi par eux à la Bassée, le 25 et le 26.

3° Dans l'ordre négatif, l'absence de toute attaque allemande dans le secteur de Soissons.

Partout ailleurs, les engagements n'ont mis en ligne, de part et d'autre, qu'une, deux, trois, parfois quatre compagnies; c'est dire que leur importance n'était que secondaire.

Les circonstances atmosphériques, également défavorables pour l'ennemi et pour nous, expliquent pour une part la médiocrité de l'effort fourni.

En ce qui concerne les armées alliées, il y a une autre raison.

Ces armées se renforcent constamment en effectifs, en cadres, en matériel. Leur puissance offensive augmente de jour en jour. Il est donc de leur intérêt certain de produire leur effort maximum au moment où elles disposeront du maximum de moyens. C'est ce qu'elles feront.

Si, dans le public non mobilisé, l'attente qui en résulte produit une impression parfois désagréable, le commandement est convaincu que cette impression disparaîtra si ceux qui la ressentent veulent bien se rappeler que *ce qui seul importe, c'est d'atteindre, sans sacrifices inutiles, un résultat complet.*

Toutes les rencontres locales des derniers jours ont confirmé les autorités militaires dans la certitude qu'elles ont de ce résultat.

Pour résumer cette période, on peut dire que :

1° Partout où les Allemands ont attaqué avec de gros effectifs (une brigade au moins dans les secteurs d'Ypres et de la Bassée), ils ont été repoussés avec d'énormes pertes;

2° Là où, d'après leurs propres communiqués, ils prétendaient avoir obtenu un avantage décisif (secteur de Soissons), ils n'ont pas osé attaquer.

Sur les autres points du front, il n'y a eu que des affaires locales qui, dénuées d'importance sérieuse, ont toutes, sauf une, tourné complètement à notre profit.

Nous avons souligné les passages importants au point de vue général : nos armées se renforcent sans cesse; il y a, en France, des centaines de mille hommes frais dans les dépôts, peut-être 700.000 à 800.000 hommes; d'autre part, les contingents anglais commencent à arriver d'une façon vraiment importante. L'heure n'est donc pas venue encore de la poussée d'ensemble, méthodique et à fond, ou de la manœuvre décisive, qui doit forcer les Allemands à évacuer la France et la Belgique. On ne cesse de se préparer à cette heure capitale.

Depuis le 26 janvier, les combats se sont poursuivis sur tout l'ensemble du front, notamment dans la région de l'Yser, également près de la Bassée, en Craonne et dans l'Argonne; les résultats, avec naturellement des

péripéties diverses, en ressortent, dans l'ensemble, comme satisfaisants.

Les Russes restent engagés, dans des combats acharnés et d'ample envergure, sur leurs deux fronts : l'un de l'extrémité de la Prusse orientale jusqu'en Bukovine, sur environ un millier de kilomètres; l'autre au Caucase. Sur l'un et l'autre ils font de la bonne besogne : tout en contenant les Allemands dans le centre de la Pologne, et même les repoussant et leur faisant perdre du terrain, ils continuent à progresser dans la Prusse orientale, où les populations se montrent affolées, et dans les cols des Carpathes, d'où ils sont prêts à déboucher en Hongrie. Sur leur front asiatique, ils infligent de nouvelles défaites aux Turcs, dans la région caucasienne, et ils viennent d'entrer dans la grande ville persane de Tabris ou Tauris, que des bandes ottomanes, régulières ou irrégulières, avaient envahie et saccagée.

Voilà maintenant six mois que la guerre a éclaté; les personnes peu réfléchies s'étonnent que les alliés n'aient pas remporté encore des succès plus décisifs. La cause en est double, et il n'en résulte aucunement que la confiance dans l'heureux et complet résultat final doive en être atténuée.

L'une des causes de cette prolongation de la guerre et de l'ajournement des résultats décisifs sur lesquels nous sommes en droit de compter, c'est le caractère même qu'a pris la guerre : cette lutte de tranchées savamment organisées, entourées de réseaux de fils de fer barbelés, formant des séries de retranchements successifs, qui ne peuvent être enlevés, à moins de manœuvres exceptionnellement heureuses, qu'avec un énorme sacrifice de vies humaines.

Certains antécédents eussent pu faire prévoir le retour à ce genre de guerre, renouvelé des peuples anciens; on y avait recouru, en effet, dans la guerre de 1904-1905 entre les Russes et les Japonais, plus anciennement en 1877 lors de la défense d'Osman Pacha à Plevna, contre

les armées russes et roumaines réunies; on constate aussi que, en 1912, aux lignes de Tchataldja, ce sont des retranchements de cette nature qui ont brisé l'offensive bulgare, jusque-là complètement heureuse.

Quoi qu'il en soit, il semble bien que, hanté par les souvenirs de la guerre de 1870-1871, on n'ait pas prévu, pour la guerre présente, le retour à cette méthode des guerres primitives.

La cause, toutefois, de beaucoup la plus importante de la prolongation de la guerre de 1914-1915, c'est l'inégalité frappante de préparation des deux groupes de belligérants. Sur terre, sur mer et pour la lutte aérienne aussi, l'Allemagne, dont il faut se rappeler que, suivant le mot de Mirabeau sur la Prusse, la guerre constitue l'industrie nationale, avait poussé à l'extrême la préparation; à son image et sous son inspiration, il en était à peu près de même de l'Autriche-Hongrie.

Les peuples du groupe de la Triple-Entente, au contraire, à l'exception de la petite et héroïque Serbie, n'avaient eu les uns quasi aucune préparation, les autres qu'une préparation tout à fait insuffisante. Il est bon de faire ressortir et de démontrer en quelques mots cette évidente lacune dans le groupe de la Triple-Entente, pour répondre aux niaiseries persistantes et nuisibles des pacifistes.

Considérons la Belgique : le service militaire obligatoire n'y existait pas; s'il y eût existé, ne fût-ce que sur le modèle suisse, la Belgique, avec sa population de 7.571.000 âmes, eût pu mettre en armes environ 700.000 soldats ; il est incontestable que, dans ces conditions, l'Allemagne n'aurait jamais songé à l'attaquer; la Belgique eût ainsi sauvé la vie de dizaines de milliers de Belges, non seulement hommes, mais femmes et enfants; elle se fût épargné les transes effroyables où elle se trouve depuis six mois et les 5 ou 6 milliards de pertes dont nous aimons à penser, il est vrai, que le criminel envahisseur devra pleinement l'indemniser.

L'Angleterre n'était, sauf sur mer, pas plus préparée à la guerre que la Belgique : elle ne pouvait guère disposer immédiatement que de 60.000 à 80.000 hommes, et, six mois après la déclaration de guerre, elle n'a pu aligner que 220.000 à 250.000 hommes sur le continent; il est vrai que l'on attend l'arrivée de 400.000 ou 500.000 hommes de plus, peut-être davantage encore avec le temps, mais c'est huit à neuf mois, sinon dix à onze mois, après le début de la guerre qu'on doit les voir apparaître. Sur mer, l'Angleterre était beaucoup plus prête. Encore doit-on rappeler que la nation britannique, que les bandits teutons cherchent à rendre responsable de la guerre, avait, à une date assez récente, ce qui prouvait qu'elle ne nourrissait aucun dessein d'agression, cédé à l'Allemagne le précieux îlot d'Héligoland, que l'Allemagne a fortifié et derrière lequel elle abrite sa flotte.

Quant à la France, presque au moment même où notre ambassadeur à Berlin, M. Jules Cambon, envoyait à notre gouvernement, le 22 novembre 1913, une dépêche mémorable, l'avertissant que le kaiser inclinait alors vers les idées de guerre[1], la Chambre des députés renversait le ministère Barthou, qui était remplacé par une collection de politiciens manifestement pacifistes, et le nouveau ministre des finances, l'homme prépondérant du cabinet, retirait le projet d'emprunt de 1.300 millions, suspendant ainsi toutes les dépenses pour l'amélioration de nos armements.

La Russie, elle, devait voir sa mobilisation et toutes ses opérations militaires futures ralenties par l'insuffisance de son réseau de chemins de fer dans les provinces avoisinant l'Allemagne.

Ainsi, c'est l'insuffisance de la préparation militaire dans le groupe de la Triple-Entente qui est la cause de la longueur de la guerre; c'est à elle que sera dû le

1. Voir cette dépêche dans l'*Economiste français* du 5 décembre 1914, p. 575.

sacrifice, qui aurait pu être évité, de plusieurs centaines de mille hommes et d'une cinquantaine de milliards de francs. Bien plus, on peut dire que, si la préparation eût été plus complète dans le groupe de la Triple-Entente, la guerre, probablement, n'eût pas éclaté, l'Allemagne ayant dû reculer devant une Belgique disposant de 600.000 ou 700.000 hommes armés, une Angleterre ayant des troupes de terre encore supérieures, la France pourvue de tout l'armement qui lui était nécessaire, sans parler des ressources indéfinies de la Russie. Voilà ce qu'il faut répondre aux niaiseries persistantes des pacifistes.

A l'heure actuelle, nous avons réparé en grande partie cette insuffisance de préparation : la France dispose d'une artillerie lourde qui lui manquait à la bataille de la Marne et de munitions suffisantes, alors qu'elle en manqua en septembre pour poursuivre sa victoire et la rendre décisive.

Notre ministre de la guerre, M. Millerand, est revenu, annonce-t-on, très satisfait de son voyage en Angleterre. Les apports militaires britanniques s'accroissent. D'après les journaux hollandais, cités par le *Temps*[1], les derniers jours du mois de janvier auraient vu 100.000 soldats anglais passer sur le continent. C'est un commencement très appréciable. Ces troupes fortifient l'armée du maréchal French. Il restera à amener sur les lieux de la lutte les six armées nouvellement constituées qui, comptant dix-huit corps, devront bien, semble-t-il, représenter un effectif de 500.000 hommes. Il est probable qu'on les verra au printemps. On n'aura pas encore atteint le million d'hommes que les ministres anglais ont signalé maintes fois comme devant constituer la force britannique armée *permanente* sur le continent.

Ce sont là des perspectives très réconfortantes, des motifs non seulement d'espérance, mais de pleine et résolue confiance.

1. Le *Temps* du 1er février 1915.

Comme nouvelles se rattachant aux opérations sur le front sud-oriental, il est toujours bruit d'une troisième poussée autrichienne, cette fois avec une notable part de contingents allemands, sur la Serbie. On ne sait si cette manœuvre pourra être mise à exécution. L'héroïque petite nation tiendra bon ; il importerait, toutefois, si cette poussée prend d'énormes proportions, que la Serbie pût être soutenue. L'Angleterre va prêter à la Roumanie une somme de 125 millions ; c'est un indice favorable. La petite Grèce, les petites nations rivalisant actuellement d'héroïsme, se déclare disposée, si besoin est, à soutenir la Serbie.

Entre temps, les Allemands poursuivent leurs actes de férocité : leurs sous-marins se mettent à couler les navires de commerce; ils auraient coulé ainsi quatre de ces navires anglais, dont plusieurs dans la mer d'Irlande. Le droit de la guerre admet que les navires marchands peuvent être saisis, amenés dans un port de belligérant, mais rien n'établit — tout tend, au contraire, à dénier — qu'un belligérant ait le droit de couler systématiquement les navires de commerce portant le pavillon de la puissance adverse. Les Allemands, avec les machines les plus modernes, continuent à faire une guerre d'une férocité toute primitive.

Pour terminer cette revue de la semaine, constatons la réunion à Paris des ministres des finances des trois grandes puissances alliées : Angleterre, France, Russie. L'Allemagne pourra s'efforcer de désunir le faisceau d'adversaires que son ambition effrénée a réunis contre elle ; elle s'y usera les dents ; elle y dépensera en pure perte toute sa fourberie ; le faisceau est solide, et la paix, qui ne pourra être qu'une paix pleinement réparatrice, ne sera conclue qu'après la victoire définitive par le plein accord des alliés indissolublement unis et mutuellement confiants.

VINGT-HUITIÈME SEMAINE

Du 5 au 11 février 1915.

Nombreux engagements, en général heureux, sur diverses parties de notre front. — Nos succès en Alsace dans la région d'Altkirch et dans celle d'Harmannswiller.

Batailles acharnées, échelonnées, entre Russes et Allemands ou Austro-Allemands sur l'immense front allant du Niémen à la Bukowine.

Échec de l'attaque du canal de Suez par les Turco-Allemands.

Memorandum adressé aux pays neutres par le gouvernement français sur le torpillage, à la fin d'octobre 1914, du navire marchand l'*Amiral-Gantheaume*.

Décision allemande mettant en interdit, à partir du 18 février, toutes les côtes d'Angleterre et les côtes septentrionales de la France et autorisant les sous-marins teutons à y couler tous les navires de commerce sans sommation et sans visite.

Le gouvernement anglais décide de porter à 3 millions d'hommes l'effectif de l'armée britannique. — Les six nouvelles armées anglaises constituées.

L'emprunt bulgare en Allemagne.

Les prières publiques ordonnées pour la paix par le pape Benoît XV. — Ces prières et le clergé français ; invocation par l'abbé Sertillanges.

Réunion de la Douma russe ; résolution qui y est adoptée.

La mort de mon fils. — Circonstances de sa mort. — Résumé de sa carrière.

Aucun fait de guerre d'importance caractéristique ne ressort des communiqués concernant le front occidental de la lutte depuis les derniers jours de janvier. Le communiqué récapitulatif « du 27 janvier, matin, au 6 février, soir », mentionne bien brièvement, de nouveau, les efforts offensifs de l'ennemi sur diverses parties du front, à l'occasion de l'anniversaire de naissance du kaiser, lesquels n'ont abouti pour les Allemands

qu'à une perte de 20.000 hommes en trois jours; c'est là un fait déjà connu; il parle d'une brillante action dans les dunes entre Saint-Georges et la mer; de succès de l'artillerie belge; de combats heureux des Anglais à la Bassée; d'échecs allemands dans le secteur d'Arras; de succès de notre artillerie de la Scarpe à l'Oise; de l'impuissance persistante des Allemands devant Soissons; de nouveaux combats dans la région de Perthes-Mesnil-Massiges; d'engagements très vifs en Argonne « qui ont coûté à l'ennemi des pertes extrêmement élevées et nous en ont infligé d'assez sérieuses » dans les derniers jours de janvier; « mais la situation des adversaires n'en a pas été modifiée ». Entre la Meuse et les Vosges, on notait de l'accalmie; nous gagnions du terrain dans la région d'Altkirch et dans celle d'Hammannswiller.

Les communiqués quotidiens postérieurs n'ont rien ajouté qui paraisse avoir une portée sérieuse : celui du 9 février (15 heures) dit, par exemple, en ce qui concerne l'Argonne, où les combats paraissent toujours les plus chauds : « Les effectifs engagés le 7 février n'ont pas dépassé trois ou quatre bataillons de chaque côté. Au cours de la journée d'hier, un de nos bataillons seulement a combattu. »

Toutes ces rencontres paraissent donc avoir un caractère épisodique; elles sont intéressantes, néanmoins, témoignant de l'entrain soutenu de nos soldats. Il est visible que le moment de la poussée à fond ou de la manœuvre décisive n'est pas encore venu sur le front occidental. Il faudra, sans doute, attendre le printemps et l'entrée en ligne des nouvelles armées britanniques.

Tout autre est la situation sur le front oriental, des bords ou du voisinage du Niémen à la Bukovine, sur une ligne sinueuse qui ne paraît pas avoir moins d'un millier de kilomètres. Là, entre Russes et Allemands ou Austro-Allemands, se livrent simultanément une demi-douzaine de véritables batailles, engageant d'énormes

effectifs et se poursuivant avec acharnement pendant des semaines. Il serait long et fastidieux d'entrer dans des détails : avec des péripéties diverses, sur certaines parties de cet immense front, l'avantage, dans l'ensemble, apparaît comme restant aux Russes. Il leur revient, sans conteste, sur les deux ailes, en Prusse orientale et dans les Carpathes, d'où ils descendent en Hongrie. Dans la Pologne centrale, sur la Bzoura et la Ravka, près de Borgimow, les Russes ont infligé à l'ennemi des pertes énormes. Pratiquant leur méthode habituelle d'agir en colonnes compactes, les Allemands avaient engagé sept divisions, appuyées de cent batteries, dans un secteur de dix verstes, c'est-à-dire d'environ 10 kilomètres et demi; cette tactique, si peu ménagère de leurs troupes, n'a abouti, pour eux, qu'à d'inutiles massacres. Les Allemands ne pourront pas indéfiniment pratiquer cette tactique barbare, leur faculté de renouveler leurs effectifs étant inférieure à celle que possèdent les Russes. Dans quelques semaines ou peu de mois, il est probable que la supériorité de nos alliés se fera sentir, d'une manière éclatante, sur le front oriental.

Mentionnons l'échec, qui s'annonce définitif, de l'attaque du canal de Suez par les Turco-Allemands. Une douzaine de mille hommes, de leur côté, paraît y avoir pris part; après avoir perdu une notable partie de leur effectif (4.000 hommes auraient été mis hors de combat), ils semblent en complète déroute.

Sauf chez les Russes, ce n'est pas sur le terrain à proprement parler militaire, c'est sur le terrain diplomatique que se sont accomplis les principaux événements des deux premières semaines de février.

On a vu, il y a huit jours, que l'Allemagne s'arrogeait le droit, avec ses sous-marins, de détruire les navires marchands anglais. Elle transformait ainsi, de sa propre autorité, le droit traditionnel de visite et exceptionnellement de capture des vaisseaux marchands, entouré de toutes sortes de garanties humai-

nes, en un droit sommaire de destruction pure et simple, s'appliquant aux hommes comme aux biens.

Le gouvernement français vient d'adresser aux pays neutres un *memorandum,* après enquête, sur le naufrage du vaisseau marchand *l'Amiral-Gantheaume*, torpillé au cap Gris-Nez, le 26 octobre dernier, alors qu'il transportait de Calais à la Pallice 2.500 réfugiés, pour la plupart femmes et enfants, dont un certain nombre a péri. On sait que le gouvernement allemand a persisté dans ce genre de forfaits en torpillant plusieurs navires de commerce britanniques.

Joignant à la férocité son habituelle infatuation et faisant un pas de plus dans cette voie de sauvage arbitraire, voici que l'Allemagne, par une circulaire relatée dans une dépêche d'Amsterdam du 5 février, déclare mettre en interdit, à partir du 18 de ce mois, toutes les côtes d'Angleterre et toutes les côtes du nord et de l'ouest de la France, notamment toute la Manche, et avertit les Etats neutres que ses sous-marins y pourront couler, sans sommation et sans visite, sans secours pour les personnes et pour les biens, tous les navires neutres qui leur paraîtraient suspects. C'est l'établissement de la piraterie sans frein.

Les nations neutres, grandes ou petites, se soumettront-elles à ces menaces et à ces attaques sans précédent? Il est, depuis l'origine de la guerre, amplement prouvé que le groupe de la Triple-Entente défend la civilisation générale, la liberté générale, contre l'odieuse tyrannie d'une nation hallucinée ; chaque jour ajoute des preuves nouvelles, s'il en était besoin, à cette démonstration.

Le gouvernement allemand cherche peut-être, ici encore, à ranimer la confiance du peuple allemand qui commence à s'ébranler. Il est évident, en effet, que ses sous-marins, si périlleux que soient leurs raids, pour les vaisseaux placides des puissances adverses, ne sont pas en nombre ni en état d'empêcher l'Angleterre de

transporter des troupes sur le continent. On dit que le gouvernement anglais a nolisé, depuis le début de l'année, et qu'il emploie sur les diverses mers 2.000 vapeurs; la Manche, notamment, en est encombrée, et l'on s'aperçoit combien il est regrettable que de vains préjugés aient empêché la construction du tunnel sous-marin, qui eût rendu autant de services en temps de guerre qu'en temps de paix. Mais, en supposant que, sur les 2.000 vapeurs nolisés par le gouvernement anglais, les sous-marins allemands réussissent à en couler une dizaine ou même une vingtaine, ces actes barbares gêneraient à peine le transport des troupes britanniques sur le continent.

Le gouvernement anglais a répondu à la circulaire allemande en déposant au Parlement un acte qui élève à 3 millions d'hommes l'effectif de l'armée britannique. M. Asquith a refusé d'en faire connaître l'effectif actuel; mais on croit savoir que le total des engagements depuis la guerre s'élève à environ 1.800.000 hommes; on sait, positivement, que les pertes de toute nature jusqu'au 4 février, pour les armées anglaises, sont de 104.000 hommes. Quant aux six nouvelles armées, dont les cadres, y compris les commandants en chef, ont été constitués et paraissent prêtes à entrer en ligne dans un temps assez bref, on ne peut pas, semble-t-il, en évaluer l'effectif à moins de 500.000 hommes.

Nous avions noté, il y a huit jours, les conférences ouvertes à Paris entre les ministres des finances des trois grands Etats de la Triple-Entente, M. Ribot pour la France, M. Lloyd-George pour l'Angleterre et M. Bark pour la Russie. Nous avions chaudement applaudi à cette rencontre opportune. Elle vient d'aboutir à une entente financière. Cette entente porte sur divers points : pour l'amélioration du change, en ce qui concerne la Russie, par exemple, dont les exportations de grains vont reprendre par Vladivostok et dont les banques établies à Paris seront aidées par la Banque de France;

pour les achats en commun d'approvisionnements et de munitions, afin d'éviter une concurrence onéreuse; pour fournir des fonds aux Etats qui se joindraient à la Triple-Entente et auraient besoin d'avances; enfin, pour l'émission éventuelle d'emprunts portant les trois signatures de l'Angleterre, de la France et de la Russie. Ces résolutions témoignent de l'intimité croissante entre les trois principaux alliés et peuvent avoir sur le résultat de la lutte une influence considérable.

Il est regrettable que la Bulgarie ait choisi cette heure pour signer un contrat avec des établissements allemands et austro-hongrois ayant pour objet une avance de 150 millions de francs, au taux de 7 et demi pour 100; il est vrai que ce n'est là qu'une application d'une convention antérieure dont l'exécution était restée en suspens. Il est peu probable que la Bulgarie veuille faire de cette avance le point de départ d'une alliance effective et militante avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ; si elle poussait jusque-là l'imprévoyance, elle serait seule à en pâtir. Elle fera bien de longuement réfléchir avant de commettre la faute insigne que les Anglais couvrent de l'expression pittoresque : « ponter sur le mauvais cheval » ; or, le mauvais cheval, ici, semble bien être le cheval austro-allemand.

Les prières publiques pour la paix ordonnées par le pape Benoît XV se sont dites le dimanche 7 février dans toutes les églises de France; la généralité des évêques français, et en première ligne le cardinal Amette, archevêque de Paris, ont pris soin de déclarer solennellement qu'il s'agissait de la paix fondée sur la justice et sur le droit, procurant toutes les réparations et toutes les garanties légitimes et offrant toute chance de longue durée. Le plus en renom des prédicateurs catholiques de l'heure présente, l'abbé Sertillanges, dans l'église la plus sonore, la Madeleine, a, du haut de la chaire, commenté ainsi qu'il suit ces prières[1] :

1. Voir *le Temps* du 9 février 1915

La paix, Seigneur! la vraie; celle qui mettra toutes choses en ordre, puisque la paix n'est que la tranquillité de l'ordre. La paix qui fera droit à tous; à la France, à ses alliés, aux peuples opprimés, aux peuples piétinés et presque morts, à la Belgique, aux Alsaces-Lorraines, aux Pologne, aux Serbies sanglantes, à tout ce qui attend de nous aide ou libération, et, pour finir, à nos ennemis, mais dans la juste punition et la réparation de leur crime.

La paix, Seigneur, la vôtre; mais pas celle de l'Allemand!

Ce même dimanche 7 février, dans tous les quartiers de Paris, notamment les plus populaires, et dans la généralité des villes de France, a été la « journée du 75 », c'est-à-dire de la vente des insignes et médailles, notamment de la reproduction de notre glorieux canon, pour procurer des fonds destinés à l'amélioration de l'état de nos troupes sur le front. Cette « journée du 75 » a eu un grand succès.

Ainsi s'affirme de nouveau, chaque jour davantage, « l'union sacrée », la ferme résolution, dans toute la population française, de soutenir la lutte jusqu'au complet triomphe du droit et à l'écrasement définitif de la barbarie teutonne.

Disons, en terminant, que la Douma russe vient de se réunir : des discours très importants y ont été prononcés par le président du conseil et par le ministre des affaires étrangères, M. Sazonoff, l'un et l'autre se félicitant de la tournure que prennent les événements militaires ; les principaux chefs de parti sont aussi intervenus avec la même élévation patriotique. La séance s'est terminée par le vote unanime d'un ordre du jour attestant « la résolution inflexible de la nation russe de continuer la guerre jusqu'à ce que des conditions assurant la paix européenne et le rétablissement du Droit et de la Justice soient *imposées* à l'ennemi ».

Tous les membres de la Triple-Entente ont la même âme intrépide et poursuivent inébranlablement le même dessein.

LA MORT DE MON FILS, PIERRE LEROY-BEAULIEU; CIRCONSTANCES DE SA MORT; RÉSUMÉ DE SA CARRIÈRE

Mon fils Pierre Leroy-Beaulieu est mort le 17 janvier, dans l'ambulance allemande d'Anizy-le-Château, des suites d'une blessure mortelle reçue par lui en combattant héroïquement, le 13 janvier, dernière journée des combats au nord de Soissons.

Voici la traduction de la lettre que le médecin de l'ambulance allemande a adressée à ma belle-fille, Mme Pierre Leroy-Beaulieu, et qui ne lui est parvenue que le 9 février :

Anizy-le-Château, 19 janvier 1915.

Très Honorée Madame,

C'est avec l'expression de la plus profonde condoléance que j'ai l'honneur de vous faire part que M. votre mari, capitaine d'un groupe de territoriale du 9e régiment d'artillerie, est mort avant-hier, dans mon ambulance, des suites d'une grave blessure à la tête. Ainsi qu'il m'a été rapporté, il a été blessé en combattant avec la bravoure d'un héros.

Après que tous ses servants furent tombés, il a servi encore lui-même sa pièce; quand il fut obligé de cesser, il continua à se défendre avec son revolver à la main jusqu'à ce que la balle, qui pénétra dans la tempe droite en endommageant l'œil, l'eût atteint.

Il a été blessé le 13 janvier. La blessure était si grave qu'il a perdu immédiatement connaissance et ne l'a plus retrouvée jusqu'à sa mort, qui a été sans souffrance et douce. L'enterrement a eu lieu aujourd'hui, dans notre cimetière de militaires, avec les honneurs militaires, en présence d'officiers et de soldats allemands.

La tombe a été ornée d'une croix et est reconnaissable par le numéro 76. La bénédiction a été donnée par le prêtre catholique de la division de notre corps d'armée. Je m'incline profondément et plein d'admiration devant la vaillance de ce camarade combattant héroïquement jusqu'à la dernière extrémité pour sa patrie.

Ce m'est en même temps une douleur que notre science médicale, qui, bien entendu, a tout fait pour lui venir en aide, n'ait pu réussir à conserver cette vie si précieuse pour les siens.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de ma plus haute considération. Que Dieu vous console, vous et vos enfants.

Dr Geissler,
Stabzarzt et médecin-chef de l'ambulance no...
.e corps d'armée. »

Voici, d'autre part, la lettre jointe à la précédente, que Mme Pierre Leroy-Beaulieu a reçue du maire d'Anizy-le-Château.

M. Régnier, maire d'Anizy-le-Château,
à Mme Pierre Leroy-Beaulieu, à Paris.

Madame,

J'ai la douloureuse mission de vous informer que les obsèques du capitaine votre mari ont été célébrées aujourd'hui au château d'Anizy, propriété de M. le comte d'Aramon.

M. le commandant von der Goltz, commandant la place, a tenu à ce que les honneurs fussent rendus au brave soldat tombé en héros sur le champ de bataille.

Derrière le cercueil venaient les officiers et les soldats porteurs de deux couronnes de lierre ornées d'un ruban aux trois couleurs.

La cérémonie a été empreinte de solennité dans sa simplicité. Un prêtre, qui avait recueilli les dernières paroles du défunt, a prononcé en allemand, puis en français, une émouvante allocution dans laquelle il a rendu hommage à la bravoure du valeureux officier qui, tous ses canonniers tués ou blessés, a continué à servir lui-même sa batterie jusqu'à la mort. Honneur à lui!

J'ai moi-même obtenu la permission de prononcer quelques paroles, que M. le docteur allemand, qui a soigné votre mari et vous écrit en même temps que moi, m'a prié de vous faire connaître; vous voudrez bien les trouver d'autre part.

Avec mes respectueux hommages, veuillez agréer, Madame, l'expression de mes plus vives condoléances.

RÉGNIER.

Voici les paroles prononcées par le maire aux obsèques :

Mon capitaine,

Je ne veux pas laisser fermer cette tombe sans vous adresser, au nom de vos frères d'armes, le suprême adieu. MM. les officiers et soldats qui vous rendent les derniers honneurs, et que je remercie, s'associent à moi pour vous apporter le juste tribut d'hommages que vous avez mérité. Vous êtes mort en brave!

Capitaine Leroy-Beaulieu, je m'incline respectueusement et bien bas devant votre dépouille.

Mon fils, Pierre Leroy-Beaulieu, petit-fils de Michel Chevalier, était né le 25 septembre 1871 au domaine de

Montplaisir, commune d'Olmet-et-Villecun, près de Lodève (Hérault). Il fit ses études au lycée Condorcet, où il obtint de nombreux prix ; il en remporta plusieurs aussi au concours général : il entra à l'Ecole polytechnique en 1890.

Ayant donné sa démission d'officier d'artillerie, il fit deux grands voyages, l'un aux Etats-Unis, en Australie, en Nouvelle-Zélande, dans l'Afrique du Sud ; l'autre en Sibérie, en Chine, au Japon et en Indo-Chine.

A la suite de ces voyages, il publia d'abord *les Nouvelles Sociétés anglo-saxonnes : Australie et Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud,* puis *la Rénovation de l'Asie* et ensuite *les Etats-Unis au vingtième siècle.* Ces ouvrages, qui eurent chacun trois ou quatre éditions, furent couronnés par l'Académie des sciences morales et politiques, et les deux premiers également par l'Académie française. *Les Etats-Unis au vingtième siècle,* ainsi que *la Rénovation de l'Asie,* furent traduits en anglais et en plusieurs autres langues.

Depuis 1895, il collaborait assidûment au journal *l'Economiste français* et il en était devenu le directeur adjoint ; il a donné des séries d'articles à la *Revue des Deux Mondes.*

En 1906, la première circonscription de Montpellier l'envoya siéger à la Chambre des députés ; il y resta jusqu'aux élections générales de 1914. Durant ces deux législatures, Pierre Leroy-Beaulieu prit part à de nombreux débats, principalement d'ordre financier.

Il était membre du Conseil général de l'Hérault.

Professeur, depuis une douzaine d'années, à l'Ecole libre des sciences politiques, il y occupait, en dernier lieu, la chaire de géographie économique créée par M. Levasseur.

Il fut, malgré sa jeunesse, candidat aux deux dernières élections concernant la section d'économie politique à l'Académie des sciences morales et politiques, et il y obtint chaque fois un nombre important de voix

qui faisaient augurer son élection à l'une des prochaines vacances.

A la veille de la déclaration de guerre, Pierre Leroy-Beaulieu avait publié une étude sur *les Impôts et les Revenus en France, en Angleterre et en Allemagne.*

Désigné, au début de la guerre, en qualité de capitaine, pour commander le dépôt d'artillerie de Castres, en raison de ce qu'il était père de six enfants vivants, Pierre Leroy-Beaulieu avait insisté pour être envoyé sur le front; il fut nommé commandant d'une section de munitions et fit, à ce titre, la campagne de Belgique (Charleroi), la retraite sur Paris, participa à la bataille de la Marne et à celle de l'Aisne; il avait été mis, sur sa demande, il y a deux mois, à la tête d'une batterie de 90 nouvellement formée au nord de Soissons; c'est là qu'il reçut, le 13 janvier, dans les circonstances qui ont été relatées plus haut, la grave blessure dont il mourut, le 17 du même mois, à l'ambulance allemande d'Anizy-le-Château.

Parmi les nombreux hommages rendus à la mémoire de Pierre Leroy-Beaulieu en France et à l'étranger, en voici deux, l'un français, l'autre allemand :

Extrait de la séance du 13 février 1915 de l'Académie des sciences morales et politiques.

M. Alexandre Ribot, président, annonce à l'Académie la mort héroïque de M. Pierre Leroy-Beaulieu, capitaine d'artillerie, tué à l'ennemi en défendant glorieusement sa batterie. Pierre Leroy-Beaulieu avait acquis, dans la science économique, une place importante, justement méritée, et l'Académie, qui avait eu les yeux sur lui, se disposait à l'appeler bientôt dans son sein. Le président est sûr d'être l'interprète de l'Académie tout entière en adressant au père, si rudement frappé et si stoïque dans sa douleur, l'hommage profondément sympathique de ses confrères.

Voici maintenant le témoignage allemand; sous le titre : *Hommage de l'ennemi à l'armée française,* on lit dans le journal *le Temps* du 3 juillet 1915 cette information, qui a été reproduite par la plupart des journaux :

M. Bernhard Kellermann, auteur allemand, a adressé au *Berliner Tageblatt* une lettre où il reconnaît que le Français est un adversaire digne, que les Allemands doivent respecter et honorer.

Au cimetière d'Anizy-le-Château, écrit-il, est enterré maintenant un chef de batterie, le capitaine Leroy-Beaulieu. Sa batterie était écrasée par les obus, tous ses hommes tués; il a servi le dernier canon, et en même temps il tira avec son revolver contre une grande force allemande. Il y a beaucoup de Français comme lui. Il faut savoir cela en Allemagne. Honneur et gloire à lui et à ses braves camarades.

Pierre Leroy-Beaulieu a été porté à l'ordre du jour de l'armée.

L'Académie française, pour rendre un hommage posthume à Pierre Leroy-Beaulieu, lui a décerné en 1915, après son héroïque mort, l'un de ses prix (le prix Marcelin Guérin)[1].

1. Ce prix annuel est « destiné, selon les intentions du testateur, dit l'*Annuaire de l'Institut*, à récompenser les livres et écrits qui se seraient récemment produits en histoire, en éloquence et dans tous les genres de littérature et qui paraîtraient les plus propres à honorer la France ».

VINGT-NEUVIÈME SEMAINE

Du 12 au 18 février 1915.

Les engagements sur le front franco-belge : lutte ardente en Argonne dans la région de Bagatelle.
Énorme effort fait par les Allemands en Prusse orientale. — Les méthodes russes.
Le président Roosevelt aux États-Unis. Son livre *l'Amérique et la Guerre.*
Note du président Wilson à l'Allemagne au sujet de la menace par celle-ci de destruction des navires neutres, corps et biens, dans les mers qu'elle met en interdit.
Insuccès depuis le début de la guerre des attaques allemandes contre la marine marchande britannique et les transports britanniques.
Expédition d'escadres aériennes britanniques ou anglo-françaises sur les positions et les installations allemandes en Belgique.
Voyage en Angleterre de M. Delcassé, ministre des affaires étrangères. — Visite du président Poincaré et de M. Millerand en Alsace ; étendue du territoire alsacien occupé par nos troupes.

Les frais de la guerre et les moyens d'y pourvoir. — L'émission des obligations de la Défense nationale.

Les engagements quotidiens continuent sur diverses parties du front franco-belge; ils paraissent même, en certaines journées, avoir dépassé leur cadre habituel et moyen; outre les duels d'artillerie où nos canons lourds ou légers, les premiers devenus nombreux, déploient leurs qualités connues, il y a eu des rencontres de plus de portée, généralement heureuses, en Belgique, au nord d'Arras, en Champagne; nous avons gagné des tranchées et fait çà et là quelques centaines de prisonniers.

En Argonne, la lutte paraît toujours spécialement âpre, dans la région de Bagatelle, autour de l'ouvrage Marie-Thérèse. D'après certains indices, quelques criti-

ques militaires se demandent si les Allemands ne vont pas tenter un effort sérieux sur Nancy. On ne voit pas, cependant, à l'heure présente, se prononcer, ou même s'annoncer, le grand mouvement d'offensive ennemie sur nos lignes, dont on parlait il y a quelques semaines.

C'est du côté russe que se porte, depuis le début du mois, avec une suprême énergie, l'effort allemand. Incontestablement battus, avec des pertes colossales, en Pologne centrale, sur la Bzoura et la Ravka, les Allemands, profitant des facilités de transport que leur donnent les mailles serrées de leur réseau ferré sur la frontière polonaise, ont modifié leur plan et jeté en Prusse orientale d'énormes forces. Les Russes, pour faire face à cette agression, ont recouru à leurs méthodes de guerre traditionnelles en pareil cas; ils se sont repliés sur cette partie de leur front, évacuant la Prusse orientale et revenant en arrière sur des positions connues et fortes.

C'est bien la troisième fois, si nous ne nous trompons, depuis le début de la guerre, que les Russes se replient; il n'y a aucune inquiétude à éprouver, semble-t-il, du fait de cette retraite voulue et librement accomplie. Les Russes continuent, d'ailleurs, à occuper la majeure partie de la Galicie et les principales passes des Carpathes.

Cette guerre, si différente de toutes les guerres précédentes, est, il ne faut pas l'oublier, une guerre d'usure, ou plus exactement d'épuisement. Or, les Allemands s'usent et s'épuisent chaque jour, beaucoup plus que leurs adversaires, sur les deux fronts. Les Allemands paraissent recourir maintenant à leurs suprêmes ressources. On annonce, en effet, qu'ils viennent de convoquer les classes de 1879 et de 1880, c'est-à-dire les hommes de cinquante-cinq et cinquante-six ans. Quelle force militaire peuvent avoir des contingents ainsi composés?

C'est la perspective du prochain épuisement, ainsi que leur naturelle infatuation et leur mépris pour toutes les lois internationales, qui ont porté les Allemands à la

décision qu'ils ont communiquée aux puissances, ainsi que nous le relations dans nos précédents bulletins, de mettre en interdit toutes les côtes de l'Angleterre, celles aussi du nord et de l'ouest de la France, et d'autoriser leurs sous-marins à couler, sans vérification aucune ni sommation, sans mesure de secours pour l'équipage ou les passagers, tous les navires marchands, fussent-ils neutres, rencontrés dans cette zone.

Cette transformation du droit traditionnel de visite et de capture, avec de sérieuses garanties, en un droit de destruction arbitraire des navires marchands, corps et biens, devait soulever contre la nation scélérate l'indignation du monde. C'eût été le cas, pour les grands neutres, de suivre l'avis que leur a donné, infatigablement, l'ancien président Roosevelt, dans de nombreux articles et dans son livre récent *l'Amérique et la Guerre*. Avec une haute raison et une méritoire prévoyance, M. Roosevelt s'est prononcé contre « la neutralité passive et égoïste ». Il a justement blâmé les grandes puissances qui « reculent devant l'effort nécessaire pour imposer le respect de l'humanité et des conventions internationales ». Il proclame que « l'honnêteté et la justice absolue sont les lois fondamentales de la vie politique ». Il s'élève contre la « veule neutralité ». Il ne comprend pas que de grandes puissances se soient tenues les bras croisés devant la violation de la neutralité de la Belgique. Il voit dans cette abstention un péril pour le genre humain tout entier, et, en particulier, à un jour plus ou moins prochain, si l'Allemagne était victorieuse, pour les Etats-Unis.

M. Roosevelt a, certainement, raison : c'est lui l'homme sagace et l'homme sage. Quel exemple n'eût-ce pas été, quelles garanties de paix dans l'avenir pour l'humanité, si les grands neutres actuels s'étaient nettement levés devant l'Allemagne, la nation ennemie de l'indépendance des autres peuples, violatrice des traités les plus sacrés, contemptrice de toutes les règles qui

refrènent, dans l'exercice de la guerre, la férocité, le pillage, le libidinage, la destruction systématique des vies civiles et des biens et qui transforment la guerre en un débordement de crimes! Si chacun des grands neutres actuels avait pris résolument parti contre la nation scélérate, ne fût-ce qu'en envoyant quelques navires et quelques brigades, à titre de protestation résolue, combien l'avenir du genre humain en eût été éclairci! Quel progrès eût été réalisé par cette sorte d'intervention amphictyonique!

Tel est l'avis réfléchi de M. Roosevelt, qui, durant huit ans, a présidé aux destinées de la nation du monde civilisé la plus imposante par le nombre et par l'essor de l'industrie et de la richesse.

Quel recul, au contraire, et quels immenses dangers pour la civilisation générale, si la nation scélérate, qui fait profession de mettre ses conceptions et ses ambitions au-dessus de tous les traités, de tous les droits, venait à triompher!

Le président Wilson n'a pas osé suivre les conseils avisés de l'ancien président Roosevelt; il a, du moins, répondu à la communication allemande sur la mise en interdit des côtes de l'Angleterre et la menace de destruction des navires neutres, corps et biens, par une déclaration qui, pratiquement, ne prête à aucune ambiguïté :

Si les commandants de navires allemands, est-il dit dans la note américaine, s'autorisant du prétexte que le drapeau des Etats-Unis n'est pas employé de bonne foi, détruisent en haute mer des vaisseaux américains et mettent en perdition la vie de citoyens américains, il serait difficile au gouvernement des Etats-Unis de considérer cet acte autrement que comme une violation, impossible à défendre, des droits des neutres et comme une action tout à fait inconciliable avec les relations amicales qui existent heureusement à l'heure actuelle entre les deux gouvernements. *Le gouvernement des Etats-Unis, forcé de rendre le gouvernement impérial allemand responsable d'une telle attitude, serait obligé de prendre les mesures nécessaires pour protéger la vie et la propriété de ses nationaux.*

On peut supposer que l'Allemagne comprendra le sens de cette réponse et s'abstiendra de toute agression contre les navires américains. Mais elle n'abandonne rien de sa prétention de couler corps et biens, contrairement à tout le droit maritime coutumier, les navires marchands britanniques et ceux, peut-être, des petits neutres. Elle vient d'anticiper même la date du 18 février qu'elle avait fixée (pour les neutres, il est vrai), en coulant, le 15, sans avertissement, à 20 milles au nord-ouest de la Hève, le charbonnier anglais *Dulwich*, se rendant de Hull à Rouen, et, le 16 février, au nord du cap de Barfleur, le vapeur français *Ville-de-Lille*, de 997 tonnes, se rendant de Cherbourg à Dunkerque. C'est la double répétition de l'attaque contre le vaisseau marchand français *l'Amiral-Gantheaume*, le 26 octobre dernier, et contre quatre navires marchands anglais, récemment.

Ces actes de piraterie ne servent aucunement la cause de l'Allemagne. Certes, les sous-marins sont des instruments plus efficaces que ces machines d'assassinats, les zeppelins; mais leur action, en définitive, est très limitée. M. Winston Churchill, le ministre anglais de la marine, a fait au Parlement, le lundi 15 février, une déclaration dont nous extrayons les renseignements suivants :

> Durant ces trois derniers mois, 8.000 navires anglais sont restés constamment en mer; il y a eu 4.465 arrivées et 3.600 départs dans le Royaume-Uni; 19 vaisseaux seulement ont été coulés par les navires allemands...
>
> *Nous avons transporté un million d'hommes à travers le monde*, de l'Inde, de la Chine, du Canada et d'ailleurs, et aucun n'a péri, même par accident[1].

Les sous-marins allemands pourront couler deux ou trois douzaines de navires marchands britanniques (encore cela n'est-il pas certain); mais les transports de troupes d'Angleterre sur le continent et le ravitaillement de la Grande-Bretagne n'en éprouveront pas une gêne appréciable.

1. *The Times*, 16 février 1915, p. 10, 5e et 6e col.

En revanche, la décision britannique de pousser la guerre jusqu'au bout en sera encore ravivée. Peut-être les Anglais et nous arriverons-nous bientôt à purger la Belgique des arsenaux allemands et de toute présence des armées allemandes. Un communiqué officiel de Londres, du 12 février, a annoncé que trente-quatre avions ou hydravions anglais ont attaqué la région de Bruges, Zeebrugge, Blankenberghe et Ostende, précisément pour y empêcher le développement de la base des sous-marins allemands. Ils ont réussi dans cette tâche. Cette hardie et heureuse expédition aérienne a été renouvelée quelques jours après, le 17 février, par 40 aéroplanes britanniques et 8 aéroplanes français, qui ont bombardé avec succès les travaux et les postes ennemis à Ostende, Middelkerke, Ghistelles et Zeebrugge. Il est possible qu'une action méthodique et dans les airs et sur mer et même sur terre doive être combinée, pour chasser définitivement l'ennemi de cette région, ce qui pourrait être le commencement de la fin.

Mentionnons, en terminant, le voyage de notre ministre des affaires étrangères, M. Delcassé, en Angleterre, et la visite du président Poincaré, en compagnie du ministre de la guerre, du 10 au 12 février, dans les Vosges et en Alsace, non seulement aux armées, mais même aux communes et aux écoles alsaciennes. On sait que nous détenons plus de soixante communes en Alsace et une étendue d'environ 600 kilomètres carrés.

Ainsi s'affirme chaque jour de plus en plus, chez tous les membres de la Triple-Entente et leurs adhérents, l'inébranlable dessein de poursuivre la guerre sans lassitude, jusqu'au triomphe définitif.

LES FRAIS DE LA GUERRE ET LES MOYENS D'Y POURVOIR.
L'ÉMISSION DES OBLIGATIONS DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Le Trésor français a besoin, pour les frais de guerre, pour combler le déficit des ressources normales, pour avances éventuelles à des alliés se trouvant à l'étroit, d'environ 1.200 millions par mois. En supposant que la guerre se termine fin juillet (nous donnons cette date comme une simple éventualité, car nous jugeons qu'il est impossible de faire une prévision approximative à ce sujet), la guerre aurait duré juste une année; à 1 milliard 200 millions par mois, cela ferait une surcharge de 14 milliards 400 millions.

Au 4 février, la Banque avait avancé 3.900 millions à l'Etat: celui-ci avait reçu 805 millions de l'emprunt 3 1/2 contracté en juillet 1915; enfin, au 5 février courant (1915), les Bons de la Défense nationale placés en France, déduction faite des remboursements effectués, s'élevaient à 2.622 millions de francs, auxquels il convient de joindre 354 millions de Bons de la Défense nationale placés à l'étranger, partie à New-York, partie à Londres, soit un total, pour ces Bons, de 2 milliards 976 millions de francs; disons 3 milliards, car le placement en a continué depuis le 5 février. Nous laissons de côté les Bons du Trésor proprement dits, qui ont une autre origine et une autre destination; le montant en est, d'ailleurs modique, ils figurent pour 143 millions et demi. Il y aurait, en ce qui concerne les Bons de la Défense nationale, à déduire l'intérêt qui a été payé d'avance par retenue sur le capital versé au Trésor; mais, d'autre part, il y a aujourd'hui une dizaine de jours de plus de placement.

Pour ne pas compliquer les calculs, on peut admettre les chiffres ronds suivants :

RESSOURCES EXTRAORDINAIRES FOURNIES AU TRÉSOR

3.900	millions	avancés par la Banque.
805	—	Emprunt amortissable 3 1/2 1914.
3.000	—	Bons de la Défense nationale.
7.705	millions.	

C'est 7 milliards 700 millions, en nombre rond, de ressources extraordinaires que le Trésor s'est ainsi procurés.

On a vu que nous estimions à 14 milliards 400 millions les ressources extraordinaires nécessaires pour une guerre, comme l'actuelle, durant hypothétiquement une pleine année, soit du 1er août 1914 (veille de la mobilisation) au 31 juillet 1915. L'Etat se serait donc déjà procuré 53 p. 100 environ du montant de ces ressources. Il lui resterait à trouver encore environ 6 milliards 700 millions : disons 7 milliards, sinon 7 milliards un quart, car les armées ne seront pas licenciées ou ramenées à leur effectif et à leur stationnement habituels juste au lendemain de la signature des préliminaires de paix; il y aura bien encore une période de deux ou trois mois, au point de vue financier, du moins, d'état intermédiaire entre la guerre et la paix.

Si l'on cherche ce que coûtent à l'Etat les 7 milliards 700 millions de ressources extraordinaires qu'il s'est déjà procurés, on voit que les 3.900 millions avancés par la Banque de France lui coûtent seulement 1 p. 100, ou plus exactement 7/8 p. 100, soit 34.125.000 francs; les 805 millions de l'Emprunt 3 1/2 amortissable lui coûtent à peu près, impôt déduit, avec la prime au remboursement, 4 1/2 p. 100, soit 36.225.000 francs. Quant aux Bons de la Défense nationale, on pourrait soutenir qu'ils ne coûtent rien pour le moment, puisque l'intérêt a été retenu d'avance sur le montant de la somme versée au Trésor, mais il est clair que ce serait là une très décevante argutie; il est juste de considérer que les sommes

ainsi empruntées coûtent au Trésor 5.26 p. 100 par an, soit, pour les 3 milliards approximatifs, une somme de 157.800.000 francs. Récapitulons ces trois catégories de charges, on a :

34.125.000 francs, intérêts des 3.900 millions avancés par la Banque;
36.225.000 francs, charge des 805 millions de l'Emprunt amortissable 3 1/2;
157.800.000 francs; intérêts des 3 milliards de Bons de la Défense nationale.

228.150.000 francs.

C'est un total de 228.150.000 francs que coûtent au Trésor par année les 7 milliards 705 millions de ressources extraordinaires jusqu'ici créées par lui : l'intérêt moyen ressort à 2.96 p. 100. Assurément, voilà un intérêt bien modique. Cette modicité extrême tient à ce que le taux de l'intérêt des avances faites par la Banque est seulement de 7/8 p. 100 par an.

Il est clair que l'on ne pourrait demander encore à la Banque les 7 milliards en nombre rond de ressources extraordinaires dont le Trésor aura besoin si la guerre se prolonge jusqu'à la fin de juillet. On a prévu que la Banque pourrait encore avoir à avancer 2.100 millions. Il faudra s'en tenir là; autrement on risquerait de grossir trop la circulation et de provoquer une inflation, ce qui pourrait avoir quelque effet sur la tenue des billets. Cette tenue a été et reste remarquable, puisque non seulement le billet de la Banque de France continue à ne subir aucune perte, mais que même il fait une certaine prime sur la plupart des places étrangères. Il faut penser que l'on s'adresse à la Banque de France pour beaucoup d'aides diverses : ainsi, récemment, elle a consenti une ouverture de crédits jusqu'à concurrence de 500 millions pour faciliter les payements des Banques russes établies en France.

Il n'est pas douteux que l'on pourra placer encore une

somme notable de Bons du Trésor. Quand, il y a trois ou quatre mois, nous annonçâmes ici, dès le premier jour, qu'on pourrait, sans doute, en placer pour 3 milliards, nous soulevâmes l'incrédulité générale. Cependant, le fait s'est réalisé, rapidement même.

Il est bon, toutefois, de ne pas se contenter de Bons à un an ou moins pour rassembler les ressources nécessaires à l'Etat. Nombre de capitalistes ne veulent pas avoir à s'occuper tous les ans de leurs placements et désirent être fixés pour une période d'une sensiblement plus longue durée.

Nous avons toujours été partisan, quant à nous, d'une certaine diversité de la Dette publique, de manière à offrir aux capitalistes des titres correspondant à tous les goûts et à toutes les situations. Nous nous sommes toujours élevé contre la manie d'uniformité de la Dette nationale qui sévit en France et dans d'autres pays étrangers[1].

Nous jugeons, d'autre part, qu'en ce qui concerne la France du moins, il ne pourra être émis dans de bonnes conditions des emprunts de très longue durée qu'après la paix. Notre opinion est très formelle à ce sujet ; elle est aussi on ne peut plus formelle sur ce second point que les emprunts de consolidation des frais de la guerre devront être des emprunts de très longue durée, soit perpétuels, soit d'au moins soixante-quinze années ; nous trouvons d'un ascétisme absurde et pernicieux, de quelques exemples qu'elle s'autorise, la prétention de faire subir uniquement à la génération existante les frais d'une guerre comme la présente, laquelle a pour objet et aura, nous l'espérons, pour effet, de libérer le genre humain, durant plusieurs générations, des attentats d'une nation brigande.

On ne peut donc recourir, au cours de la guerre, qu'à

1. Voir, à ce sujet, notre *Traité de la Science des Finances*, 8e édit., t. II, pp. 403 et suiv.

des emprunts en quelque sorte intérimaires ; c'est ce que le ministre des finances, M. Ribot, a bien compris.

Le plan qu'il a fait adopter mérite l'approbation. L'Etat français va émettre des obligations à court terme, ayant une durée minima de cinq années et maxima de dix années. Le Trésor pourra les rembourser à son gré, suivant que les circonstances seront plus ou moins favorables au remboursement, entre la fin de la cinquième année et la fin de la dixième. Ces obligations seront dites *Obligations de la Défense nationale*.

Elles porteront un intérêt de 5 p. 100 nets de tout impôt, payable semestriellement d'avance. On trouvera ailleurs[1] les conditions de cette émission. Indiquons seulement ici les points principaux. L'intérêt sera de 5 p. 100 ; le prix d'émission, de 96 fr. 50, mais sur lesquels pour les souscripteurs immédiats il y aura environ 2 fr. 50 d'intérêts à retenir, ce qui portera aux environs de 94 fr. 20 la somme à payer ; par contre, au moment du remboursement, on ne touchera pas d'intérêt semestriel ; le taux de l'intérêt seul ressort ainsi à 5 fr. 20 p. 100 en nombre rond ; il faut y joindre le bénéfice de la prime de remboursement ; celle-ci est difficile à exactement calculer, puisque la date de remboursement variera, suivant l'appréciation future du gouvernement, entre la fin de la cinquième et la fin de la dixième année ; si le remboursement s'effectuait au bout de cinq ans, la prime au remboursement serait de près de 0 fr. 65 par an, ce qui porterait le revenu total à 5 fr. 85 p. 100 ; si le remboursement s'effectue seulement au bout de la dixième année, la prime sera d'environ 30 centimes par an, et le rendement net du titre ressortira à 5 1/2 p. 100. Disons qu'il paraît vraisemblable que ces titres auront une durée effective de sept ou huit ans environ, ce qui en portera le rendement moyen, prime au remboursement comprise, aux environs de

1. Voir l'*Economiste français* du 20 février 1915, p. 240.

5,70 p. 100. Ces calculs ne sont pas des calculs d'actuaire; ils sont simplement approximatifs et de nature à donner aux capitalistes des indications suffisantes.

Nous ne saurions trop, quant à nous, inviter nos lecteurs à souscrire à ces obligations, très largement profitables. Elles seront émises sans souscription publique, comme l'ont été et comme le sont encore les Bons de la Défense nationale. La période d'émission sera prolongée, sans doute, aussi longtemps que durera la guerre; pendant cette période d'émission, elles ne seront pas cotées à la Bourse; mais elles y seront cotées, semble-t-il, dès que la guerre aura pris fin ou peu après.

Une clause importante est celle qui décide qu'« elles pourront être échangées contre des titres des emprunts de l'Etat qui seront émis avant le 1er janvier 1918, au prix d'émission, soit 96,50 p. 100, augmenté de la portion déjà acquise de la prime et sauf déduction des intérêts déjà payés pour la période non écoulée du semestre en cours ».

Ce droit de participation aux emprunts de consolidation définitive après la guerre réserve en perspective de nouveaux avantages aux souscripteurs.

Tous les porteurs des obligations 3 1/2 amortissables 1914 libérées sont admis à échanger ces titres contre les nouvelles obligations de la Défense nationale; il est de leur intérêt de le faire; cela, toutefois, ne procurera pas de nouvelles ressources au Trésor.

Les porteurs de Bons de la Défense nationale peuvent aussi faire cet échange; c'est à eux de voir s'ils peuvent immobiliser, pendant cinq à dix ans, ou, suivant les probabilités, pendant sept ou huit ans, ainsi qu'il a été dit plus haut, les sommes qu'ils ont placées en Bons du Trésor; cela aussi, toutefois, n'apporterait pas au Trésor de nouvelles ressources.

Mais il y a encore, en France, d'énormes capitaux disponibles : les 2 milliards 300 millions environ de comptes courants particuliers à la Banque, le 4 février, en

témoignent; il est très probable qu'il y a une somme au moins égale gisant au fond des tiroirs. Puis, malgré la dureté du temps présent, il se fait encore des épargnes en France, sinon la moitié, du moins bien le tiers, des épargnes des temps normaux et toute cette épargne nouvelle, ou presque toute, peut se concentrer sur les titres offerts par l'Etat.

On doit espérer que, d'ici à la fin de la guerre, les placements nets nouveaux faits en obligations de la Défense nationale (c'est-à-dire défalcation faite des échanges ci-dessus) pourront atteindre 3 milliards de francs, et il y aura, d'autre part, de nouvelles souscriptions de Bons de la Défense nationale.

Nous avons, plus haut, dressé le compte des 7 milliards 700 millions déjà obtenus par le Trésor; ajoutons-y les 7 milliards environ à placer encore, en supposant que la guerre finisse fin juillet, on aura, d'une façon approximative, le tableau suivant, où ne figure plus l'emprunt amortissable 3 1/2, qui aura dû être converti en obligations de la Défense nationale :

RESSOURCES EXTRAORDINAIRES
FOURNIES OU A FOURNIR AU TRÉSOR POUR L'ENSEMBLE DES FRAIS
D'UNE GUERRE D'UNE ANNÉE PLEINE.

Capitaux.		Intérêts et primes au remboursement.
—		—
6.000 millions avancés par la Banque à 7/8 d'intérêts	Fr.	52.500.000
5.000 millions de Bons de la Défense nationale 5 0/0		263.000.000
3.700 millions d'obligations de la Défense nationale à 5.70 0/0 d'intérêts et prime au remboursement		210.900.000
14.700 millions.	Fr.	526.400.000

Ce serait un total de 14.700 millions de francs empruntés, qui coûteraient comme intérêt total 526 millions et demi par an, soit un intérêt moyen de 3.58 p. 100 par

an. Il est clair, toutefois, que cette composition ne peut convenir qu'à une dette provisoire.

Sans doute, sur ces 14 milliards 700 millions, une partie, mettons 700 millions, représentant des avances à des pays alliés, pourra rentrer avec le temps; mais il n'y faut pas compter à une date rapprochée.

Dans les quatre ou cinq années qui suivront la paix, il faudra consolider ces 14 milliards 700 millions, et on ne peut guère espérer le faire à un taux d'intérêt moyen inférieur à 5 p. 100; le premier emprunt de 2 milliards en 1871 fut en 5 p. 100, émis au cours de 79 francs pour la libération immédiate, soit un taux d'intérêt de 6,32 p. 100; mais cet emprunt a été l'objet de conversions successives qui en ont réduit l'intérêt des deux cinquièmes et l'ont ramené à 3,80 p. 100 environ. On n'aura certainement pas besoin de servir un intérêt aussi élevé après la paix de 1915, et il s'agira de se ménager avec la même prévoyance la ressource de toute une succession de conversions.

Les nécessités du Trésor français, dans la guerre présente, seront, par les moyens divers que nous avons indiqués et indépendamment des emprunts de consolidation à intervenir après la paix, régulièrement couvertes. Il ne peut y avoir à ce sujet aucun doute.

TRENTIÈME SEMAINE

Du 19 au 25 février 1915.

Arrivée graduelle sur le front de renforcements anglais. — Développement de notre artillerie lourde.
Notre lutte et nos succès sur les Hauts de Meuse, aux Éparges. — Continuation de la bataille des Hurlus. — La nation satanique continue à bombarder Reims.
Efforts gigantesques des Allemands en Prusse orientale et en Pologne pour tourner et capturer les armées russes.
La piraterie des sous-marins teutons. — Un zeppelin tue des civils à Calais. — Nouveau raid inefficace de zeppelins en Angleterre.
La question des vivres en Allemagne. — Nombreuses dissertations à ce sujet : grosses exagérations et espoirs excessifs.
Déclaration faite à la Chambre des députés le 18 février par le président du conseil Viviani.

Le surcroît d'activité que nous notions, il y a huit jours, sur l'ensemble de notre front, s'est maintenu et même accentué. L'arrivée graduelle des renforcements anglais, quoique les six nouvelles armées britanniques ne soient pas encore en vue, le dessein d'empêcher les Allemands de prélever des troupes sur le front occidental de la lutte pour les porter contre nos alliés sur le front oriental, enfin l'approche d'une saison plus clémente et plus propice aux opérations, l'opportunité de se préparer à des efforts plus méthodiques et de plus grande envergure, sont, sans doute, les causes convergentes de cette recrudescence d'ardeur de la lutte.

Le communiqué rétrospectif du 7 février (matin) au 17 février (soir) relate les principaux incidents de cette période qui, déclare-t-il au début, « a été bonne pour nous » : vive action d'artillerie de la mer à l'Aisne ; coups de main heureux dans le secteur de la Bassée-Arras

guerre de mines à la Boisselle; continuation de nos succès dans la région de Perthes; brillants succès de notre infanterie dans l'Argonne; action héroïque, quoique restreinte, au Signal de Xon, dans la région de la Meuse aux Vosges; enfin, quelques renseignements sur « la guerre aérienne » qui passe trop inaperçue.

Nous ne détacherons de tout cet ample récit vivant que quelques réflexions d'ordre général : « Notre artillerie, est-il déclaré au commencement de ce relevé décadaire, a obtenu de très brillants résultats. Les communiqués quotidiens les ont enregistrés. L'ennemi ne peut visiblement pas tirer autant que nous, et la supériorité de nos approvisionnements en munitions s'affirme de plus en plus. » A propos de la journée du 16 février, dans la région de Perthes, le communiqué décadaire revient sur cette importante constatation :

Le moral de nos fantassins a été heureusement impressionné par le tir continu et violent de nos batteries de campagne et de nos batteries lourdes qui, pendant la première partie de la journée, n'a provoqué, de la part de l'ennemi, qu'une riposte assez molle. Notre infanterie en a tiré la conclusion que les Allemands, dans cette région, ont moins de munitions à dépenser que nous.

Les communiqués quotidiens pour les journées suivantes relatent des faits également satisfaisants. On note des tentatives d'agression des Allemands, très heureusement repoussées, avec de fortes pertes pour l'agresseur, dans la région d'Ypres, de hauts faits de notre côté, avec progrès sensibles, presque à l'autre extrémité du front, sur les Hauts de Meuse, aux Eparges.

Des rapports complémentaires, dit le communiqué du 24 février, précisent l'importance particulière de notre succès aux Eparges et l'étendue des pertes ennemies. Sur une très petite partie du front enlevé par nous, nous avons déjà trouvé plus de 600 morts allemands. D'après des prisonniers faits depuis la fin de l'action, les deux régiments chassés de leurs positions par notre attaque ont perdu plus de 3.000 hommes, c'est-à-dire plus de la moitié de leur effectif.

C'est, toutefois, au centre du front, dans la région de Perthes et des Hurlus, que les rencontres paraissent avoir pris un caractère méthodique et une ampleur dépassant de beaucoup le cadre des engagements habituels. Se livre-t-il là, depuis une dizaine de jours, une véritable bataille, que des journaux ont déjà baptisée du nom de bataille des Hurlus? Le communiqué du 18 février constate que « parmi les nombreux prisonniers que nous avons faits le 16 et le 17, figurent des officiers et des hommes des 6e et 8e corps d'armée active, des 8e, 10e et 12e corps d'armée de réserve ». Cela paraît indiquer une véritable armée, et la lutte dure depuis une dizaine de journées. Notre avance est sensible et continue.

Ainsi, le mois de février est en voie de finir de la manière la plus brillante.

Nous n'aurions qu'à nous féliciter de toute cette activité accrue sur notre front, si la férocité germanique n'avait éclaté de nouveau dans la journée du 22 février, où l'ennemi a jeté 1.500 obus sur la ville ouverte de Reims, la grande victime. Ainsi, la nation satanique, quoique obligée de ménager ses munitions, n'hésite pas à les prodiguer quand il s'agit de détruire des monuments d'art et de massacrer des vieillards, des femmes et des enfants.

Sur le front oriental, du Niémen à la Bukovine, sur plus d'un millier de kilomètres de front sinueux, la lutte s'effectue, sans répit, en grandes masses, entre Allemands ou Austro-Hongrois et Russes. Les Allemands, grâce à la supériorité de leur réseau de chemins de fer et à la formation de nouveaux corps d'armée par l'appel des adolescents et des quinquagénaires, avaient fait et font encore, en Prusse orientale et sur les rives du Niémen, un effort gigantesque pour tourner la droite des Russes et la capturer. Ils avaient réalisé, en cette région, une grande supériorité numérique : ils ne sont arrivés qu'à prendre une partie d'un corps, et le gros de l'armée russe, replié sur de fortes positions et renforcé, oppose

une résistance que nous espérons devoir être victorieuse, aux énormes masses germaniques. Les méthodes russes, nous le répétons depuis plusieurs mois, diffèrent des nôtres; l'expérience prouve qu'il faut leur faire confiance.

Mentionnons seulement, pour y revenir plus tard, le bombardement effectué par les escadres anglaise et française des forts des Dardanelles; c'est le commencement d'une opération dont les résultats peuvent être considérables.

Sur mer, la piraterie allemande se donne libre jeu autour de l'Angleterre et de nos côtes de la Manche. Mines errantes ou sous-marins menacent les navires de commerce des belligérants ou des neutres. C'est ainsi que trois navires norvégiens et deux navires américains viennent d'être coulés dans la Manche : le navire-citerne norvégien *Belridge*, qui transportait du pétrole des Etats-Unis en Hollande; deux autres navires norvégiens, le *Bjoerke* et le *Regin;* enfin, les navires américains l'*Evelyn* et le *Carib,* l'un et l'autre chargés de coton : on se demande, pour certains de ces vaisseaux, s'ils furent victimes d'une mine ou d'un sous-marin. Ainsi, l'Allemagne, conformément à son *memorandum* récent, coule les navires des petits et même des grands neutres.

Elle continue aussi ses méfaits aériens : une de ses machines d'assassinat, un zeppelin, est venu tuer cinq malheureux civils, dont femme et enfants, à Calais. Un taube a jeté des bombes sur le comté britannique d'Essex, mais sans effet sérieux. Par contre, deux zeppelins se sont abattus et sont détruits, et un vaisseau français a coulé un sous-marin teuton.

Une question qui prend une importance croissante en Allemagne, depuis quelques semaines, est celle des vivres. On sait que l'Allemagne et la France ont presque exactement la même superficie territoriale : 540.857 kilomètres carrés pour la première, 536.463 pour la seconde; l'écart n'est pas de 1 p. 100; mais l'Allemagne

a 68 millions d'habitants, et la France un peu moins de 40 millions; c'est, pour la première, 126 habitants au kilomètre carré, et, pour la seconde, guère plus de 73. Il en résulte que, tandis que la France peut, en général, se procurer sa nourriture sur son sol, l'Allemagne ne le peut pas; elle trouve une compensation dans l'énormité de ses charbonnages, de beaucoup les plus importants du continent, qui lui permettent un très grand essor industriel, tandis que la France voit son industrie contenue par l'insuffisance de ses houillères.

L'Allemagne doit donc obtenir une notable partie de son alimentation par voie d'échange et la faire venir du dehors. Le blocus aujourd'hui l'en empêche. La situation est aggravée par les mauvaises récoltes de 1914 en Allemagne et en Autriche-Hongrie. Nous avions touché ce sujet dans notre communication du 3 octobre à l'Institut. Des détails sur ce point ont été fournis par M. le professeur Richet, M. Edmond Théry, M. Domergue et M. Georges Blondel.

L'Allemagne s'indigne de ce qu'on veuille, dit-elle, l'affamer. Elle a trouvé tout naturel, en 1870-1871, d'affamer littéralement les 2 millions et demi d'habitants de Paris et de sa banlieue; elle trouvait tout naturel, à la fin d'août et au commencement de septembre 1914, de prétendre affamer les 4 millions et demi d'habitants du camp retranché de Paris. Mais elle juge que ce qui était licite de sa part contre 4 millions et demi de personnes ne l'est pas, de la part de ses adversaires, contre 68 millions.

L'Allemagne pouvait prendre ses précautions; il lui manque 2 millions de tonnes de blé; au prix fort de 300 francs la tonne, ou de 30 francs le quintal, cela eût nécessité une avance de 600 millions de francs. Avec des provisions d'autres céréales, de fourrages, de conserves de toute sorte, c'eût été une dépense de 1.200 à 1.300 millions. L'Allemagne ne l'a pas faite, non pas qu'elle ne se fût pas préparée à la guerre avec le soin le plus méti-

culeux et la méthode la plus rigoureuse, mais, dans son infatuation, elle pensait qu'en quelques mois elle aurait terrassé la France et la Russie ; elle pensait, d'autre part, endormir l'Angleterre ou comptait sur ses sous-marins et ses zeppelins pour maintenir la mer libre.

Elle ne s'est avisée du danger que vers la fin de janvier, cinq mois et demi après la déclaration de guerre : le Conseil fédéral allemand alors a décidé la monopolisation des céréales par l'Etat et le rationnement du pain. L'Allemagne eût dû prendre ces mesures trois mois plus tôt, mais elle était alors dans l'enivrement de ses premiers succès obtenus par surprise et qu'elle s'imaginait être des victoires décisives.

Il ne paraît pas qu'on puisse littéralement affamer l'Allemagne ; mais, par la réduction obligatoire de la consommation, on affaiblira sa force de résistance et physique et morale, et cela est très licite. De même elle n'a qu'en quantités limitées des approvisionnements de divers produits nécessaires aux armements ou à la conduite des opérations de guerre : cuivre, nickel, nitrates, pétrole, caoutchouc ; M. de Launay se demandait, dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er février dernier, si la raréfaction de ces produits atteindrait profondément la force militaire de l'Allemagne. La véritable conclusion, c'est que la disette de ces matières gênera la résistance allemande et l'affaiblira dans des proportions très appréciables.

Mentionnons, en terminant, d'après le *Journal officiel* du 19 février, la noble et décisive déclaration qui a été faite à la Chambre des députés, dans la séance du 18 février, par le président du conseil, M. Viviani :

Le gouvernement a dit et il répète qu'il continuera sans défaillance et sans lassitude, d'accord avec ses alliés, la guerre jusqu'au bout, jusqu'à la libération morale de l'Europe, jusqu'à la restauration matérielle et politique de la Belgique, jusqu'à la reprise de l'Alsace-Lorraine.

Depuis quarante-quatre ans, messieurs, d'une façon permanente,

et plus vivement, j'allais dire plus tendrement, depuis le début des hostilités, l'Alsace-Lorraine, sous toutes les formes, a manifesté son attachement au foyer français. Elle a préparé elle-même, par son héroïque fidélité, le retour à la patrie mutilée, si bien que lorsque, au jour venu, nous pourrons pour ainsi dire resserrer les bras autour d'elle, nous pourrons dire qu'elle nous est revenue non pas par le fait d'une conquête, mais d'une restitution.

Messieurs, ai-je besoin d'ajouter ce que déjà nous avons dit unanimement qu'attaché au traité du 4 septembre 1914, le gouvernement de la République ne pourra envisager l'éventualité d'une solution pacifique que d'accord avec ses nobles alliés, l'Angleterre et la Russie, dont la fidélité dans les épreuves, l'indomptable énergie, le courage partout déployé sur les champs de bataille, resserreraient, s'il était possible, les liens d'une alliance sacrée?

Messieurs, c'est cette alliance qui, jointe à l'entente qui nous lie à l'intrépide Serbie, sauvera la cause de la civilisation et du droit; c'est elle qui sauvera l'Europe et peut-être le monde de la tyrannie que le triomphe du militarisme prussien pourrait lui imposer.

Cette déclaration ministérielle a été hachée par les applaudissements répétés et unanimes de la Chambre. La France entière l'approuve, et on peut dire que, à part l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Turquie, toute l'humanité s'en réjouira.

TRENTE ET UNIÈME SEMAINE

Du 26 février au 4 mars 1915.

Causes de la prolongation de la guerre au delà de la durée primitivement indiquée.
La situation sur les différents points du front occidental.
Continuation des batailles entre Russes et Allemands : succès important des Russes à Prasnysch dans le nord de la Pologne.
Bombardement des Dardanelles par les flottes anglo-françaises.
La piraterie teutonne s'exerce contre les navires neutres.
Baisse de plus en plus accentuée du billet de banque allemand; cours des fonds publics allemands.
Demande au Parlement anglais par le président du conseil, M. Asquith, de nouveaux crédits portant au delà de 9 milliards de francs la dépense pour les huit premiers mois de guerre.

Voilà plus de sept mois écoulés depuis la déclaration de guerre. C'est à peu près la durée que, au début des hostilités, les hommes réfléchis et expérimentés assignaient comme limite probable à la lutte. Cependant, elle se poursuit sans qu'on puisse encore en fixer la fin; mais on entrevoit, néanmoins, cette fin; on sait, on sent, non seulement les belligérants, mais les neutres, qu'elle sera certainement favorable au groupe de la Triple-Entente et qu'il est possible qu'elle se présente plus rapidement que ne l'escomptent nombre de calculs à l'heure actuelle.

Ce qui a prolongé la guerre, c'est, d'une part, l'insuffisante préparation des belligérants du groupe de la Triple-Entente, et c'est, d'autre part, la tactique adoptée par les Allemands de se terrer dans des tranchées dont on ne peut les chasser qu'en sacrifiant des masses d'hommes. L'heure approche où seront déjoués ces calculs, où l'arrivée des nouvelles armées britanniques,

les renforcements incessants des Russes, permettront les manœuvres décisives qui triompheront des troupes allemandes épuisées.

Les troupes ennemies donnent, en effet, sur l'un et l'autre front, des signes d'épuisement. Elles sont partout contenues. Elles vont perdre, chaque jour, l'avantage de la supériorité des effectifs et d'une partielle supériorité d'armement, de munitions et de préparation.

Sur le front occidental, la lutte se poursuit avec, sur plusieurs points, ce regain d'offensive de notre part que nous notions dans nos précédentes revues. Ne relevons, dans les intéressants communiqués récents, que quelques points caractéristiques : celui du 28 février, 15 heures, témoigne de l'activité des Belges : « Près de Dixmude, l'artillerie des Belges a démoli deux ouvrages ennemis; leur infanterie a occupé une ferme sur la rive droite de l'Yser, et un de leurs avions a lancé des bombes sur la gare maritime d'Ostende. » Ainsi, ce vaillant petit peuple fait toujours preuve d'énergie. Il semble que l'appel des hommes de dix-huit à trente ans puisse, dans quelques mois, renforcer ses effectifs.

C'est toujours en Champagne que se porte notre plus vigoureux effort, dans la région de Perthes et des Hurlus; nous y avons remporté de nouveaux succès, relatés dans les communiqués journaliers. Celui du 28 février (15 heures) déclare que « le nombre total des soldats allemands qui se sont rendus (en cette région) depuis dix jours s'élève à plus de 1.000 ». Celui du 1er mars (15 heures) ajoute : « En Champagne, les divers points d'appui successivement gagnés forment maintenant une ligne continue de deux kilomètres, au nord et au nord-ouest de Perthes. » Le communiqué du 3 mars (23 heures), relatif aux rencontres au nord de Souain, de Mesnil et de Beauséjour, est non moins réconfortant : « Nous tenons sur tout le front d'attaque, c'est-à-dire sur une longueur de six kilomètres, un ensemble de lignes allemandes représentant en profondeur un kilo-

mètre. » Ainsi ce qu'on appelle la bataille des Hurlus tourne de plus en plus à notre avantage.

En Alsace, d'après le communiqué du 1er mars (23 heures), « à l'Hartmannswillerkopf, nous avons conservé, malgré des contre-attaques allemandes, le terrain gagné par nous ».

Ainsi, tout va bien sur notre front, où nous préparons heureusement, pour le printemps, les mouvements décisifs.

Tout va bien aussi sur le front oriental. Nous avions bien raison de faire toujours confiance aux méthodes russes. La ruée teutonne ne paraît pas plus aboutir, en cette région, qu'elle ne l'a fait dans ses deux tentatives précédentes, en septembre et en novembre. Si elle remporte quelque victoire comme celle qu'on a appelée dernièrement la victoire des lacs de Mazurie, c'est un succès provisoire et sans lendemain. Les Russes, ayant reçu les renforts qu'ils attendaient, contiennent partout ou repoussent les Allemands, sur le Niémen, dans le nord et le centre de la Pologne ; ils font de même pour les Austro-Allemands dans les Carpathes et également en Galicie et en Bukovine.

Outre ces succès divers, les Russes viennent de remporter une victoire importante à Prasnysz, dans le nord de la Pologne ; ils ont fait plus de 10.000 prisonniers, et la retraite des Allemands a l'aspect d'une déroute. On a l'espoir que, dans quelques semaines, nos alliés, sur tout leur front de 1.000 à 1.200 kilomètres, prendront une offensive victorieuse, qui leur assurera une avance rapide en Prusse orientale, en Hongrie et peut-être en des territoires dont l'invasion sera plus sensible encore à l'Allemagne.

Le bombardement des Dardanelles, après une journée d'interruption causée par le mauvais temps, a été repris énergiquement par les flottes anglo-françaises, qui comptent 52 unités de tous ordres. La pénétration dans ce couloir de 65 kilomètres de long et parfois de moins

de 1.500 mètres de large exige de grandes précautions et du temps, beaucoup plus pour échapper aux mines qu'à l'artillerie des forts. Nos contre-torpilleurs sont allés jusqu'à la ville de Dardanelles ou Chanak, le point le plus étroit du défilé; après l'avoir entièrement franchi, nos flottes se trouveront dans la mer de Marmara, un peu plus longue que le détroit, puis en face de Constantinople. Des troupes russes et peut-être aussi des contingents anglo-français viendront sur terre prêter leur aide à nos vaisseaux. La prise de Constantinople par les escadres et les armées de la Triple-Entente paraît devoir se réaliser peu après le début du printemps. Ce sera un grand événement historique que l'effacement de la souillure de l'an 1453. Ce sera aussi un facteur important pour l'avancement et l'issue de la présente guerre.

Les Allemands ont réalisé le système de piraterie qu'ils avaient bruyamment annoncé. A partir du 18 février, leurs sous-marins ont systématiquement torpillé les navires marchands anglais, français ou neutres sur les côtes de l'Angleterre et de la France et dans toute la Manche. Ils n'avaient pas, d'ailleurs, attendu cette date, puisque le torpillage de l'*Amiral-Ganteaume*, vaisseau marchand français, chargé de 2.000 réfugiés belges, dont un grand nombre de femmes et d'enfants, parmi lesquels une vingtaine a péri, est du 26 octobre.

Dans l'œuvre de banditisme ainsi entreprise, les Allemands se sont, d'ailleurs, jusqu'ici et selon nos prévisions, montrés impuissants. Nous disions qu'ils pourraient peut-être couler quelques douzaines de navires anglais. Quinze jours se sont écoulés depuis le 18 février, les sous-marins teutons ont réussi à couler sept navires marchands anglais ou français, presque tous de modique tonnage, et cinq navires neutres. Ces bandits se fiaient trop à leurs instruments d'assassinat.

L'Angleterre et la France ont répondu au banditisme naval germanique par la déclaration du blocus de l'Allemagne, ce qui les amène à saisir toute marchandise

à destination ou en provenance de ce pays. Elles procéderont systématiquement à ces saisies, en se conformant, pour les vaisseaux neutres, aux règles traditionnelles du droit maritime. Elles respectent ainsi, à la fois, les règles de la correction juridique et celles de l'humanité. Ne pouvant plus effectivement rien recevoir de l'étranger et rien y envoyer, l'Allemagne verra son activité commerciale, déjà bien ralentie, de plus en plus comprimée.

Le croiseur auxiliaire français *Europe* a arrêté et amené à Brest le *Dacia,* ce vaisseau allemand qui, depuis la guerre, se trouvait confiné à New-York et que des spéculateurs américains avaient acheté, pour lui faire faire, sous le pavillon étoilé, le trafic avec l'Allemagne, par voie directe ou indirecte. Il n'y a aucun doute que le tribunal des prises validera cette saisie et qu'il sera mis ainsi fin à une fraude qui eût favorisé l'ennemi.

L'Allemagne souffre de difficultés économiques intérieures. Le billet de banque allemand, le mark, est arrivé à perdre, à New-York et également à Rotterdam, 14 p. 100 de sa valeur nominale. Quelles que soient les explications techniques que l'on cherche à donner de cette perte, nous y voyons surtout, quant à nous, la preuve que les pays neutres sont convaincus de l'écrasement prochain de l'Allemagne; autrement, ce serait une spéculation très simple d'acheter des marks perdant 14 p. 100 et qui, dans six ou huit mois, pourraient revenir au pair.

L'administration allemande répand des circulaires invitant les enfants à supplier leurs parents de verser à la Banque d'Empire, en l'échangeant contre du papier, tout l'or qu'ils détiennent; c'est le cas de dire que ce sont là des moyens tout à fait puérils; ils sont même ridicules et ne peuvent qu'accroître la dépréciation du mark papier, sur lequel ils jettent le discrédit.

Le gouvernement allemand s'est opposé à la réouver-

ture des Bourses de Berlin, Francfort et autres, quoique les Bourses de New-York, de Londres, de Paris, soient rouvertes depuis tout au moins le début de l'année, et que les Bourses hollandaises le soient depuis quelques jours. On craint, à Berlin, que les cours des emprunts allemands ne s'effondrent. Disons que, à Londres, le 3 p. 100 prussien a eu, en ces derniers temps, des cours assez nombreux aux environs de 53; le 4 1/2 p. 100 hongrois a coté, à la même Bourse, 57, et le 4 1/2 p. 100 autrichien 60 1/4[1].

Les difficultés financières ne peuvent avoir une portée prédominante sur l'issue de la guerre; l'influence décisive restera toujours aux faits militaires; mais elles contribueront, cependant, en une certaine mesure, comme les difficultés alimentaires, à rendre la résistance moins efficace et peut-être, à la longue, un peu moins tenace.

Le premier ministre d'Angleterre, M. Asquith, vient de faire, à la Chambre des communes (1er mars), à propos d'une demande de crédits de 6.875 millions de francs, portant à 9.050 millions de francs les dépenses des huit premiers mois de guerre (jusqu'au 31 mars), un discours plein de la plus robuste confiance.

Cette robuste confiance anime tous les membres de la Triple-Entente.

1. Voir le *Financial Times* du 27 février 1915.

TRENTE-DEUXIÈME SEMAINE

Du 5 au 11 mars 1915.

Continuation de la lutte sur tout le front occidental, notamment en Belgique, dans la région de Notre-Dame-de-Lorette, en Champagne, dans la région des Hurlus, en Argonne, à Vauquois, dans les Vosges et en Alsace.

Résistance énergique des Russes aux Allemands, du Niémen à la Bukovine.

Espérances que suscite l'expédition des Dardanelles. — Négociations de la Triple-Entente avec la Grèce; elles n'aboutissent pas par l'opposition du roi Constantin.

La piraterie des sous-marins allemands. — Déclaration décisive de M. Taft, ancien président des Etats-Unis, sur la fourniture par cette contrée de munitions à la Triple-Entente.

Les engagements se poursuivent sur les points principaux du front occidental de la guerre, notre offensive et celle de l'ennemi alternant, la première, cependant, plus fréquente : en Belgique, dans la région des Dunes; entre la Lys et le canal de la Bassée, où les Anglais ont avancé de deux kilomètres et fait un millier de prisonniers; puis au nord d'Arras, près Notre-Dame-de-Lorette; en Champagne également, où nous continuons à progresser et où nous consolidons et élargissons nos positions au nord de Perthes, de Mesnil, et dans la région des Hurlus; en Argonne, il se livre de très durs combats à Vauquois, où nous prenons l'avantage. Dans les Vosges et en Alsace, nous maintenons contre de vives contre-attaques allemandes le terrain gagné ou y ajoutons encore. La situation, partout, reste ainsi fort encourageante.

Il est vrai que les communiqués allemands, sans chanter victoire, contredisent les communiqués français et se targuent de repousser notre offensive ou de nous

arracher même quelques morceaux de tranchée : les péripéties d'une lutte, sur un front de 500 kilomètres, sinon plus, peuvent fournir à l'ennemi quelques succès tout partiels ou tout momentanés. Mais les communiqués allemands ont tellement dénaturé les faits dans le passé, par exemple quand ils faisaient de leur succès tout local et tout restreint, sans lendemain, au nord de Soissons, l'équivalent de la victoire de Gravelotte, en 1870, qu'il n'y a guère à y prêter attention.

Mentionnons une utile prouesse aérienne : lundi, un aviateur, le capitaine Happe, a bombardé une des plus importantes poudreries allemandes, celle de Rottweil, près de Donaueschingen, y provoquant un incendie destructeur.

Sur le front oriental, il n'est pas douteux que non seulement les Russes ont contenu les Allemands et les Austro-Hongrois sur toute l'énorme ligne sinueuse d'environ 1.200 kilomètres, sinon plus, du Niémen à la Bukovine, mais qu'encore, sur les points principaux, ils les ont rejetés en grand désordre, leur infligeant d'énormes pertes.

Ici aussi, les Allemands ont magnifié, dans d'exorbitantes proportions, les succès qu'ils avaient remportés dans la seconde quinzaine de février à l'extrémité de la Prusse orientale et sur les bords du Niémen contre deux corps d'armée russes : ils parlaient de la capitulation d'un grand nombre de divisions russes et d'un butin incalculable. Il est, cependant, certain que quelques jours après, dans toute cette région et celle du nord de la Pologne, ils sont en pleine retraite et qu'il en est à peu près de même sur toute l'immense ligne qui s'étend jusqu'en Bukovine. Leur défaite de Prasnysh est bien pour eux une cruelle réalité. Ils essayent de concentrer leurs troupes au centre de la Pologne, sur la Pilitza, et feraient montre de vouloir marcher sur Varsovie par le sud après avoir tenté vainement de saisir cette ville en partant de l'ouest, puis en partant du nord. Tout fait

penser qu'ils échoueront, comme les deux ou trois fois précédentes.

On a comparé, avec justesse, la Pologne russe à une sorte de péninsule qui s'avance entre la Prusse orientale et la Galicie, ce qui ne rendra la situation des Russes pleinement assurée que le jour où ils occuperont solidement ces deux dernières provinces. Tout témoigne que ce jour viendra.

La conduite des armées russes rappelle le flux et le reflux de l'Océan, jusqu'à l'heure où il se produira un flux exceptionnel, un raz de marée qui jettera les armées russes en plein cœur de l'Allemagne.

Le front de la lutte colossale entreprise par la civilisation contre les Etats bandits, ou plutôt contre le chef Etat bandit et le complice qu'il a asservi, s'est encore étendu, puisqu'une action méthodique et de longue durée, jusqu'ici toute maritime, mais qui devra se poursuivre et s'achever avec d'abondantes troupes terrestres, est engagée par l'Angleterre et la France contre les Dardanelles, pour aboutir, avec le concours de la Russie, à la pleine libération des détroits et à l'occupation de Constantinople.

Les flottes anglo-françaises, parmi lesquelles quatre cuirassés français : le *Gaulois*, le *Charlemagne*, le *Bouvet* et le *Suffren*, quoique contrariées parfois par le mauvais temps, soumettent successivement la série des forts turcs à un énergique et victorieux bombardement, en même temps que les contre-torpilleurs et autres bâtiments légers draguent les mines dont les détroits sont couverts. Le *superdreadnought* britannique *Queen-Elisabeth*, le premier bâtiment de toutes les flottes mondiales, tire indirectement à 21.000 yards (environ 19 kilomètres), de la manière la plus effective, par-dessus la péninsule de Gallipoli, contre les forts de la ligne d'Europe ou de celle d'Asie.

Le défilé des Dardanelles a une longueur d'environ 70 kilomètres; on évalue à une trentaine de jours le

temps qu'en exigera la prise de possession ; on se trouvera ensuite dans la mer de Marmara, dont la longueur est de 150 milles, ou environ 240 kilomètres, et où, sauf les mines, nos escadres pourront naviguer à l'abri de l'ennemi, pour gagner Constantinople. Il faudra le concours de troupes de terre importantes, mi-partie russes, mi-partie anglo-françaises, pour triompher de l'armée turque considérable qui occupe les abords de Constantinople et toute la Thrace. On a annoncé qu'un corps expéditionnaire se constituait chez nous à ce sujet. On peut espérer que, dans le courant d'avril, cette opération sera heureusement terminée, que les détroits, Constantinople et la région seront aux mains de la Triple-Entente.

Il était nécessaire, pour dégager le commerce russe, pour assurer l'arrivée rapide et régulière de munitions en Russie, de libérer les détroits du joug turc et de les occuper solidement. Cette opération avait un caractère de première nécessité pour les alliés. Elle assurera, en même temps, la sortie opportune des blés russes, qui sera un grand réconfort pour les neutres de la Méditerranée et même pour la France et l'Angleterre, où, dans cette perspective, les prix excessifs du blé se sont déjà tassés. En même temps, les finances de la Russie et le cours du rouble en tireront un très appréciable avantage.

L'Allemagne, qui se plaint que l'Angleterre et la France veuillent la bloquer, trouvait tout naturel de bloquer étroitement, tant par elle-même qu'avec le concours de son amie, puis alliée, la Turquie, l'Empire russe ; mettre fin à ce blocus sera un succès sérieux.

Il ne faut pas oublier, toutefois, l'œuvre de beaucoup la principale qui s'impose à la Triple-Entente et à ses adhérents : rejeter les Allemands en dehors de France, de Belgique, de Pologne, et porter la guerre au cœur même de l'Allemagne. C'est là l'œuvre essentielle.

Il est vrai de dire que, l'Allemagne ayant une longueur d'un millier de kilomètres au nord, et de 800 à

900 au centre, de la Lorraine à l'extrémité de la Silésie, il n'apparaît pas comme impossible qu'on puisse porter la guerre chez elle par une autre entrée que le front franco-belge ou le front polonais.

L'offensive maritime énergique et méthodique prise contre les Dardanelles et projetée contre Constantinople par les escadres britanniques et françaises devait attirer l'attention des neutres de la région ou de la Méditerranée. La vaillante petite Grèce, la première, s'en est vivement émue. Le président du conseil hellénique, M. Venizelos, dont le monde entier a admiré depuis quatre ans le caractère et les talents, a proposé à son souverain de se joindre à la Triple-Entente, en envoyant une escadre coopérer avec les escadres anglaise et française et en mettant sur terre une division à la disposition de l'Angleterre et de la France. M. Venizelos s'est conduit comme un Cavour hellène; mais, pour des raisons que nous n'avons pas à scruter, le roi Constantin ne s'est pas décidé à être le Victor-Emmanuel de l'Hellade; peut-être, si l'occasion se prolonge, s'y décidera-t-il; mais, pris tardivement, ce rôle pourrait être moins brillant et même moins profitable.

Voici trois semaines, soit depuis le 18 février, que l'Allemagne a organisé officiellement la piraterie sur les côtes d'Angleterre et de France avec ses sous-marins qui doivent couler systématiquement les navires marchands anglais ou français et même ceux des neutres se trouvant dans cette zone. Nous écrivions, il y a quinze jours, qu'elle parviendrait peut-être à couler deux ou trois douzaines de navires anglais ; jusqu'au 8 mars, elle avait coulé huit navires britanniques et un français.

D'après une communication de l'amirauté britannique, aucun navire anglais n'a été torpillé du 24 février au 3 mars. Le 7 mars, un vapeur de Liverpool, le *Bengrove*, jaugeant 2.300 tonnes, a été coulé, par une torpille de sous-marin, pense-t-on. Il est vrai que, dans la journée du 9 mars, trois navires marchands britanniques, le

Tangistan (3.738 tonnes), le *Blackwood* (1.230 tonnes), la *Princess-Victoria* (1.130 tonnes), ces deux derniers d'un tonnage restreint, ont succombé aux torpilles de sous-marins, tout l'équipage du premier, sauf un homme, ayant été noyé.

Les attaques des sous-marins sont loin de toujours réussir. L'amirauté britannique a fait remarquer que, depuis le 1er février jusqu'au 8 mars, 14 navires ont été attaqués sans succès par des sous-marins [1]. Par contre, les sous-marins sont mis en danger, non seulement par les contre-torpilleurs, mais par les simples navires marchands; on suppose (car leur destruction ne laisse pas toujours de traces certaines) qu'une demi-douzaine de sous-marins teutons ont été coulés depuis un mois. L'un l'aurait été par un navire marchand anglais des plus modestes, le *Thordis*, acheté en Norvège, n'ayant que 501 tonnes de jauge et une dizaine d'hommes d'équipage. Les Allemands, il est vrai, déclarent que le sous-marin en question n'a été qu'avarié par le *Thordis* et qu'il a pu gagner un port allemand où il se fait réparer.

Notons, en terminant, une admirable réponse faite aux prétentions allemandes par M. Taft, l'ancien président des Etats-Unis : un Allemand naturalisé, professeur à l'Université américaine d'Harvard, M. von Mach, l'avait consulté sur le point de savoir si les Etats-Unis ne devaient pas interdire l'exportation de munitions aux belligérants. Voici, d'après le *New-York Times*, la réponse de M. Taft :

A mes yeux, l'interdiction des exportations de munitions et d'armes serait une politique qui nous porterait un grave préjudice si nous étions jamais engagés dans une guerre contre une puissance mieux préparée au conflit que nous. La politique que vous défendez aurait pour conséquence que les puissances fortement militarisées, constamment armées de pied en cap, auraient nécessairement la supériorité sur les pays en moins bon état de préparation. Il en résulterait que tous les pays du monde devraient se

1. Voir le *Temps* du 10 mars 1915, deuxième page.

soumettre à un poids d'armement plus lourd encore que dans les vingt dernières années, résultat que nous aurions tous à déplorer.

J'estime donc qu'il ne serait point sage d'accepter une loi modifiant les principes du droit international, concernant la vente d'armes aux belligérants par des pays neutres. Je ne pense pas non plus qu'une telle politique serait compatible avec la neutralité, puisqu'elle ne profiterait qu'à l'un des belligérants.

Ce langage est empreint de la plus haute sagesse. L'Allemagne est professionnellement un Etat bandit qui prépare méthodiquement et inlassablement la conquête successive du globe. Les neutres ne peuvent, sans forfaire à la civilisation et compromettre gravement leur avenir, se prêter à ses prétentions.

TRENTE-TROISIÈME SEMAINE

Du 12 au 18 mars 1915.

Succès des troupes belges sur l'Yser et des troupes britanniques à Neuve-Chapelle, près de la Bassée. — Brillante conduite de la division canadienne. — La question des munitions en Angleterre.
Continuation de la lutte à Notre-Dame-de-Lorette. — Suite de la bataille des Hurlus; importance de notre succès. — Bombardement de Reims par les Allemands.
Nouveaux efforts des Allemands sur Varsovie.
Les communiqués officiels rétrospectifs sur les principaux épisodes de guerre.
Les généraux Maunoury et de Villaret gravement blessés.
La piraterie allemande par les sous-marins. — Le *William-P.-Frye*, navire marchand américain, coulé par un corsaire allemand. — Destruction ou disparition des croiseurs réguliers ou auxiliaires teutons agissant en corsaires.
L'Allemagne offre à l'Italie, pour prix de sa neutralité, des morceaux d'Autriche. — Rappel des propositions de Bismarck à Napoléon III avant la guerre de 1866.

Il semble bien qu'avec le mois de mars on soit entré dans une phase nouvelle de la guerre, phase qui doit conduire, dans un temps assez long encore sans doute, au triomphe du groupe de la Triple-Entente.

Notre offensive et celle de nos alliés, sur des points importants du front occidental, sont devenues beaucoup plus énergiques et plus soutenues qu'elles ne le furent dans la plupart des mois précédents.

C'est ainsi que deux divisions de l'armée belge, dans la boucle de l'Yser, ont obtenu, au cours des journées du 11 au 14, des succès sérieux, en même temps qu'une escadrille anglaise bombardait Westende.

Bien plus considérable, et tout à fait d'un ordre élevé, correspondant à une véritable bataille, a été l'action des

troupes britanniques, renforcées par de nouveaux contingents, à Neuve-Chapelle, au nord de la Bassée et à guère plus d'une vingtaine de kilomètres de Lille. Cette offensive victorieuse prise par nos alliés et soutenue par notre artillerie a duré du 10 au 13 : le bourg de Neuve-Chapelle a été pris et gardé, avec environ 1.500 mètres au delà; nos alliés ont fait 1.700 prisonniers, dont trente officiers, et le communiqué britannique estime à 17 ou 18.000 hommes les pertes totales de l'ennemi.

C'est là à la fois une victoire effective et un symptôme des plus réconfortants. Nous avons toujours, quant à nous, considéré que l'apport des nouvelles armées britanniques devait être, dans la seconde partie de la guerre, un facteur de premier ordre et quasi décisif. L'armée du maréchal French a été sérieusement accrue, et elle ne cessera pas de l'être dans les mois prochains. Lord Kitchener, ministre de la guerre britannique, vient de le déclarer à la Chambre des lords, précisant que, parmi les renforts récents envoyés sur le continent, se trouvent *notamment* la division canadienne, la division du North Middland et la seconde division de Londres. Ce sont les premières divisions territoriales à effectifs complets transportées en France. Il semble qu'elles représentent environ 45.000 hommes. On est encore très loin d'avoir sur le continent les six armées nouvelles en constitution dans la Grande-Bretagne et le million d'hommes dont il a été souvent question; mais l'on doit espérer que, graduellement, ces importants effectifs britanniques viendront grossir d'un apport de troupes, pour la plus grande partie fraîches et d'un bon âge, les troupes du front occidental.

Dans le même discours à la Chambre des lords, le 15 mars, lord Kitchener s'est particulièrement étendu sur les envois de matériel de guerre et de munitions, qui doivent être de plus en plus abondants. Ces déclarations paraissent se rapporter à des bruits de grève dans certaines manufactures d'armes de la Grande-

Bretagne, qui ont amené le gouvernement britannique à placer ces manufactures sous son contrôle, durant la guerre. Il n'est pas douteux que cette éventualité de grève, qui serait criminelle dans les circonstances présentes, sera écartée.

Les Allemands, qui avouent, en termes voilés, leur échec de Neuve-Chapelle, ont cherché à prendre une revanche sur les Anglais, par une attaque contre leurs lignes plus au nord, à Saint-Eloi; ils n'ont pas abouti.

Les troupes françaises, de leur côté, ont continué, sur divers point du front, leur ardente offensive. Nous avons conquis, au nord d'Arras, l'éperon de Notre-Dame-de-Lorette; puis, surtout, nous avons poursuivi notre poussée en Champagne. Il vient d'être publié un communiqué récapitulatif de toutes les luttes acharnées en cette région, qui ont duré près d'un mois, du 16 février au 10 mars, et que l'on a baptisées la bataille des Hurlus. Les effectifs engagés par les Allemands, d'après ce communiqué, ont varié de quatre à cinq corps d'armée et demi : ils ont laissé sur le terrain près de 10.000 cadavres et 2.000 prisonniers. Nous avons gagné, sur un front de 7 kilomètres en longueur, 2 à 3 kilomètres de profondeur et, par la prise d'accidents de terrain stratégiquement utiles, sensiblement amélioré nos positions.

Il est vrai que les communiqués allemands nient ces résultats et, sans enregistrer pour leurs troupes des gains de terrain, leur attribuent la capture de 2.450 hommes et évaluent nos pertes à un chiffre énorme (45.000 hommes). Mais les communiqués allemands ont tellement travesti les faits dans le passé que l'on ne peut leur accorder aucune confiance.

Il est incontestable que, depuis six semaines, notre front a profité de progrès nombreux, de rectifications heureuses. Sans doute, la pression exercée sur l'ennemi, quoique très intense à Neuve-Chapelle et dans la région des Hurlus, ne représente pas encore la poussée décisive

qui devra être tentée un jour pour rejeter l'ennemi en dehors de France et de Belgique, à supposer qu'une manœuvre heureuse ne dispense pas de ce grand effort sur le front des lignes allemandes. Il peut être sage d'attendre que les contingents britanniques aient atteint leur plein ou soient plus près de leur plein.

Notons que les Allemands continuent le bombardement de Reims et ont repris le bombardement de Soisson, œuvre manifeste de barbarie.

Nos offensives récentes, outre les très utiles résultats qu'elles ont procurés et les promesses qui en résultent pour l'avenir, ont eu, d'autre part, cet effet nécessaire d'empêcher les Allemands de prélever des troupes sur le front occidental de la lutte pour les porter sur le front oriental contre nos alliés les Russes.

Ceux-ci, on le sait, ont remporté à la fin de février et au début de mars de très grands succès : ils ont rejeté les armées allemandes des bords du Niémen et leur ont infligé une sanglante défaite à Prasnysch. Les Allemands, toutefois, ne pouvaient battre complètement en retraite, sans compromettre complètement le sort de la guerre et plonger dans un complet découragement l'opinion publique allemande. Leur chef tenace, le maréchal von Hindenburg, tente un nouvel effort; ils avaient d'abord fait une attaque sur la Pilitza, mais il semble que cela ait été une feinte; ils paraissent maintenant devoir essayer une nouvelle poussée sur Prasnysch, toujours en vue de la prise de Varsovie. Tout témoigne qu'ils n'y réussiront pas plus que les trois fois précédentes. Ces offensives par grandes masses des Allemands les acheminent à l'épuisement.

L'action des flottes anglo-françaises contre les Dardanelles se poursuit avec méthode. Elle sera soutenue par des troupes de débarquement; on annonce que le contingent français qui y prendra part sera sous les ordres du général d'Amade, dont on connaît l'heureuse campagne au Maroc au cours de l'année 1908.

Le gouvernement s'est mis, depuis quelques semaines, à publier des communiqués sur certains épisodes brillants de la guerre. On ne saurait trop l'en remercier : *Comment nous sommes entrés à Vauquois; un Echec allemand devant Reims; la Ferme d'Alger; la Prise du fortin de Beauséjour*. Il y fait apparaître les noms d'officiers, de sous-officiers et de soldats qui se sont conduits en héros, par exemple, au fortin de Beauséjour, le capitaine Poirier, le lieutenant Raynal, le sous-lieutenant Cazeau, le soldat Jouy.

La vaillance est dans le sang de notre race. Tous les rangs la possèdent; parfois on pourrait dire qu'elle agit sans assez de ménagement : c'est ainsi que, dans l'inspection d'une tranchée, à l'extrême front, le général Maunoury, commandant la sixième armée, et le général de Villaret, commandant l'un des corps de ladite armée, ont été gravement blessés, l'un et l'autre, à la tête.

La guerre maritime continue : la piraterie allemande s'y donne pleine carrière; de temps en temps, quelque navire marchand français, anglais ou neutre périt d'une torpille de sous-marin teuton. Ce sont des sinistres regrettables, mais sans effet général. L'amirauté britannique a fait savoir que, depuis le début de la guerre jusqu'au 10 mars, 88 navires marchands et 47 bateaux de pêche anglais ont été pris ou coulés : 11 navires marchands, du chef de rencontre de mines; 54 par des croiseurs allemands; 22 seulement par des sous-marins. Plus de la moitié des fois, les torpilles lancées par ces derniers ne réussissent pas à couler les navires contre qui elles sont dirigées.

Il est possible que, avec les progrès de la navigation sous-marine et de l'aviation, une puissance qui posséderait un jour quelques centaines de sous-marins et quelques centaines de ballons dirigeables d'un type beaucoup plus stable, plus rapide et plus efficace que les grossiers zeppelins, pût sérieusement gêner la navigation d'une grande nation maritime. Mais l'Allemagne est loin d'en

être là avec sa trentaine de sous-marins, dont la moitié paraît détruite ou inutilisable. On n'a pas connaissance d'un sous-marin teuton portant un numéro au delà de l'U-29 : cette lettre U, par laquelle les Allemands désignent ces petits navires, est l'initiale du mot *Underseeboot* (bateau sous la mer).

La piraterie allemande s'exerce aussi par les croiseurs réguliers ou les croiseurs auxiliaires. C'est ainsi qu'il vient de se réfugier à Newport News, aux Etats-Unis, un de ces derniers, le *Prinz-Eitel-Friedrich,* qui avait coulé près d'une dizaine de navires marchands de toutes nations, dont le *William-P.-Frye,* vaisseau marchand américain chargé de blé à destination d'Angleterre; l'opinion publique américaine s'est révoltée devant cet attentat au droit des nations : l'Allemagne cherche à l'apaiser en prétendant qu'il y a eu erreur et en offrant une indemnité. Notons la destruction, par des croiseurs anglais, du croiseur teuton *Dresden.*

La diplomatie allemande, entre temps, fait les plus persistants efforts pour empêcher certaines nations neutres de participer contre elle à la lutte : elle leur offre des morceaux de territoire de son alliée l'Autriche-Hongrie et, sans doute aussi, de son autre alliée la Turquie. L'Allemagne imite ainsi les plus lâches et les plus vils criminels qui, en cour d'assises, pour se sauver, cherchent à rejeter sur leurs complices la responsabilité et le châtiment.

Pour ce qui est de l'acceptation des offres allemandes, on peut dire que, à première vue, il paraît séduisant pour une nation, dans un conflit général, de devenir partie prenante sans avoir été partie belligérante. Mais ce dessein ultrapratique risque de rester un rêve ingénu : l'offre, en effet, n'est pas toujours sincère ni complète; elle peut être révocable; puis elle est soumise à des conditions d'une difficile acceptation.

On rappelle que déjà, en 1866, la Prusse avait promis à l'Italie le Trentin, dont il ne fut plus question à la

paix. Il y a un exemple plus topique encore et plus célèbre : dans les années 1865 et 1866, Bismarck avait endormi l'empereur Napoléon III, à Biarritz et à Paris, et l'avait déterminé à l'abstention, dans la guerre de la Prusse contre l'Autriche, par des promesses de compensations territoriales, notamment en ce qui concernait le Luxembourg, appartenant alors au roi de Hollande, avec lequel ont eût pu s'entendre. Or, quand, en 1867, après Sadowa, la France pensa à transformer cette promesse en réalité, Bismarck, reniant ses engagements formels, souleva un *casus belli*.

Les neutres qui ont des reprises à exercer ou des droits à faire valoir feront bien de se rappeler cette affaire du Luxembourg. Il n'y a qu'un moyen sûr d'être partie prenante, c'est d'être d'abord partie belligérante.

TRENTE-QUATRIÈME SEMAINE

Du 19 au 25 mars 1915.

Il semble que l'on soit entré dans une phase nouvelle et plus active de la guerre.
Accentuation des combats dans le nord autour de Notre-Dame-de-Lorette et à la Boisselle; en Argonne, près de Bagatelle et aux Eparges; en Alsace, à l'Hartmannswillerkopf. — Bombardements sauvages par les Allemands d'Ypres, Soissons et Reims. — Caractère nouveau des communiqués français.
Les Russes reprennent l'offensive et entrent à Memel. — Ils prennent en Galicie la forteresse de Przemysl et toute une armée autrichienne.
Pertes de cuirassés anglais et français aux Dardanelles.
La piraterie allemande; elle s'étend aussi aux navires neutres.
Raid de zeppelins sur Paris.

Les derniers jours écoulés marqueront grandement dans le cours de la guerre présente; ils l'acheminent, avec évidence, au triomphe final de la Triple-Entente.

Sur le front occidental de la lutte, il ne paraît pas s'être accompli de changement notable : relativement aux semaines précédentes, où les engagements avaient été particulièrement intenses et importants, il y a régné, en général, une sorte d'accalmie. Néanmoins, du fait le plus souvent de l'offensive ou de contre-attaques de l'ennemi, des rencontres encore vives se sont produites dans le Nord, autour de Notre-Dame-de-Lorette et à la Boisselle, au nord d'Albert; en Argonne, près de Bagatelle, et aux Eparges; en Alsace, à l'Hartmansswillerkopf, où se livrent des combats sanglants et où des tranchées ou des morceaux de village sont disputés avec acharnement.

Dans l'ensemble et comme résultat final, ces luttes, toutes locales, paraissent tourner à notre avantage.

Un critique militaire anglais, le « témoin oculaire », signale que tous ces engagements récents se font avec deux armes seulement : le canon et la baïonnette; or, on sait que la baïonnette a toujours été, comme l'indique son nom, l'arme préférée de nos soldats.

On recourt, cependant, de plus en plus aux mines souterraines pour faire sauter les tranchées ennemies.

Devant la démonstration continue de leur impuissance, les Allemands redoublent leurs actes de férocité : ils bombardent de nouveau Ypres, Soissons, Reims, s'en prenant toujours avec prédilection aux monuments, même aux hôpitaux, à celui d'Albert, le 21 mars, où ils tuent cinq vieillards hospitalisés, en même temps qu'ils font de nouvelles victimes dans la population civile de Reims.

L'administration de la guerre vient de publier deux récits vivants d'épisodes de la lutte : *la Prise de l'éperon sud de Notre-Dame-de-Lorette* et *l'Enlèvement du Bois-Sabot* (en Champagne), où elle fait apparaître quelques officiers, sous-officiers ou soldats ayant fait preuve d'héroïsme : le lieutenant-colonel Mignot, le commandant Dupont, le capitaine Maire, le lieutenant Bour, les sous-lieutenants Bois et de Roquetaillade, les sergents Blond, Lyonnet, Morel et Claude et les simples soldats Bonneau et Pichon, tous du 158e régiment d'infanterie.

Les événements principaux de la dernière semaine se sont accomplis sur le front oriental de la lutte. On sait notre constante confiance dans les méthodes russes; nous l'avons toujours témoignée. Nous comparions, il y a huit jours, les campagnes des armées russes au flux et au reflux de l'Océan, jusqu'au jour où un raz de marée se produira, qui portera les armées russes au cœur même de l'Allemagne.

Si ce jour n'est pas encore venu, il viendra certainement, et on sent qu'il approche. Les victoires, célébrées avec tant d'enthousiasme en Allemagne, du maréchal de Hindenburg sont toujours sans lendemain; sinon la

défaite, du moins la défaillance et le recul leur succèdent presque aussitôt. Les Russes ont repris une offensive heureuse sur quasi tout leur énorme front sinueux de plus de 1.000 kilomètres. Ils y ont eu des succès considérables.

Le premier de ces succès, ç'a été le rejet des Allemands dans la Prusse orientale et l'occupation par les Russes, temporaire, il est vrai, de la ville allemande de Memel, sur la Baltique. Memel est une ville qui compte, d'après le recensement du 1er décembre 1910, 21.470 habitants[1]. Les Russes y sont entrés, et, s'ils s'en sont retirés, c'est que la position excentrique de cette agglomération leur a paru devoir immobiliser inutilement des troupes.

Sur tout le reste du front, en Pologne, les Russes contiennent ou repoussent les Allemands, naguère si arrogants de leur avance.

C'est, toutefois, en Galicie que le grand coup vient d'être porté par les Russes. Dans la matinée du 22 mars, la célèbre forteresse de Przemysl, assiégée par eux depuis le mois de novembre, s'est rendue. On sait combien de combats s'étaient livrés autour de cette place, défendue avec une remarquable obstination par les Autrichiens du dedans et du dehors. Une grande sortie avait été faite, le 19, par la garnison; elle n'avait abouti qu'à un désastre. C'est une véritable armée qui y était enfermée; le général autrichien Kusmanek, qui la commandait et dont il est juste de citer le nom, a obtenu pour elle, dit-on, les honneurs de la guerre; les effectifs capturés sont estimés officiellement à 9 officiers généraux, 93 officiers supérieurs, 2.500 officiers ou assimilés et 117.000 soldats, en tout 120.000 hommes en nombre rond.

La chute de Przemysl est, avec raison, qualifiée de l'événement le plus important de la guerre en l'année

1. *Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich 1913*, p. 15.

1915. Elle met aux mains des Russes une situation de premier ordre; cette place, en effet, domine le cours du San; puis, elle est au centre des voies ferrées entre Lemberg, Tarnow et Cracovie; elle assure aux Russes la possession de quasi toute la Galicie; elle rend, en outre, disponible, déduction faite de la garnison pour occuper la place prise, au moins une centaine de mille hommes qui pourront servir à d'autres opérations.

Politiquement, diplomatiquement, ce très grand succès aura des répercussions importantes; il affaiblit, autant moralement que militairement, l'Autriche-Hongrie; il n'est pas possible que les Allemands n'en éprouvent pas un affaiblissement. Que penseront de cet éclatant succès les neutres toujours aux aguets? C'est leur secret, et nous ne nous chargeons pas de le pénétrer; il nous suffit de rappeler, en y ajoutant quelques mots pour la préciser, notre formule d'il y a huit jours : pour devenir partie prenante, il n'y a qu'un moyen assuré, c'est d'être d'abord partie belligérante, au moment opportun, et ce moment est celui où la victoire n'apparaît pas encore comme complètement acquise.

Ce qui se passe en Galicie mérite, certes, l'attention des neutres, de même que ce qui se passe dans les Dardanelles : là, il est vrai, l'action de nos escadres a été, sinon suspendue, du moins ralentie, non pas par les pertes qu'elles ont subies, mais par le mauvais temps. Elle reprendra bientôt avec méthode.

Les pertes éprouvées par nos flottes, non pas du chef des obus des forts, mais du fait des mines flottantes, sont, sans doute, regrettables : trois des cuirassés engagés dans l'action, deux anglais et un français, ont coulé : l'*Irresistible* et l'*Ocean*, navires britanniques, et notre *Bouvet*. Le mal serait secondaire, si la plus grande partie de l'équipage du *Bouvet*, à savoir environ 600 hommes, n'avait, par la soudaineté de l'explosion, été engloutie.

Les amirautés des deux pays savaient, certes, qu'une

opération aussi ardue que le forcement des Dardanelles ne pouvait s'effectuer sans perte de vaisseaux. Aussi, tout en employant à cette tâche quelques navires de tout à fait premier ordre, comme le *Queen Elisabeth*, ils avaient composé la majorité des unités de bateaux vieillis qui n'auraient pu faire la guerre d'escadre et qui ne devaient être considérés que comme des batteries flottantes.

Tel était le cas des trois cuirassés coulés; les deux navires anglais l'*Ocean* et l'*Irresistible* dataient l'un de 1898, l'autre de 1899; notre *Bouvet* était encore plus ancien, datant de 1896; un de nos autres cuirassés, celui-ci endommagé, le *Gaulois*, avait pris la mer en 1897; il devait en être de même d'un autre navire britannique, qui fut touché et avarié, l'*Inflexible*.

La perte ou l'endommagement de ces vaisseaux vieillis est donc, en soi, peu de chose; on les a remplacés; mais la disparition des 600 marins du *Bouvet*, soudainement engloutis, en criant : « Vive la France ! » reste cruelle.

L'entreprise sera énergiquement, mais prudemment continuée, et conduite au succès final, qui n'est aucunement douteux.

Entre temps, la piraterie allemande continue de se donner carrière sous mer et dans les airs. Les sous-marins torpillent de temps à autre quelques navires de commerce appartenant soit aux belligérants, soit aux neutres, sans parvenir à jeter une gêne notable dans la navigation britannique : la prime d'assurance contre les risques de guerre, qui était montée jusqu'à 2 p. 100 de la valeur des cargaisons et du corps des navires aux mois d'août et de septembre dernier, se traite couramment aujourd'hui au-dessous de 1 p. 100. On note que les Allemands ont arrêté et conduit à Zeebrugge deux navires hollandais : le *Zaanstrom* et le *Batavia n° 5*, qui transportaient en Angleterre des œufs et des marchandises diverses.

Pour terminer cette revue des faits des dernières journées, il nous reste à mentionner la randonnée des *zeppelins* sur Paris. Elle s'est produite dans la nuit du samedi 20 au dimanche 21. Entre 1 h. 15 et 3 heures du matin, quatre zeppelins, venant de la direction de Compiègne, par la vallée de l'Oise, furent signalés. Deux d'entre eux, arrêtés, sans doute, par des avions ou par tout autre obstacle, firent demi-tour, avant d'arriver à Paris, l'un à Ecouen, l'autre à Mantes.

Les deux autres parvinrent à l'agglomération parisienne; mais ils n'en purent survoler que la périphérie nord-ouest; ils y jetèrent, ainsi que dans la banlieue, à Saint-Germain, à Colombes et à la Garenne, à Courbevoie, à Gennevilliers, à Neuilly, à Asnières, à Levallois-Perret, à Mantes, à Saint-Ouen, à Montmorency, une cinquantaine de bombes (on en énumère trente-sept, dont six seulement sur Paris), les unes explosibles, les autres incendiaires. Une partie de ces bombes n'a pas éclaté. Les autres n'ont fait que des dommages matériels insignifiants; elles n'ont tué personne; une dame âgée, toutefois, veuve d'un receveur des finances, quoique non atteinte, est morte de saisissement. On a compté sept à huit blessés, non pas très gravement, dont deux fillettes brûlées aux jambes dans leur lit, par suite d'un commencement d'incendie en leur modeste chambrette. On avait annoncé le retour de *zeppelins;* ils ne sont pas venus ; on croit que l'un des deux, de la nuit du 20 au 21, a été gravement endommagé.

La population allemande pourra, si elle le veut, illuminer pour cette action d'éclat de ces grossières machines d'assassinat qu'elle appelle, paraît-il, les *Wickings de l'air*. Les quatre-vingt-treize féroces pédants de Berlin et autres villes universitaires allemandes pourront continuer à vanter ce qu'ils appellent leur « kultur ». Ce n'est pas nous qui accolons cette qualification à ces savants ou pseudo-savants : c'est leur roi Frédéric II qui disait : « Je commence par prendre une province

(la Silésie) ; je trouve ensuite des pédants pour justifier la prise. » Il les connaissait bien.

Jeter des bombes incendiaires sur notre Notre-Dame, comme il y a cinq mois ; brûler des petites filles dans leur lit, voilà les méthodes de guerre teutonnes. Le peuple de Paris, avec son héroïsme gouailleur, a opposé victorieusement la blague parisienne à ce féroce bluff allemand.

TRENTE-CINQUIÈME SEMAINE

Du 26 mars au 1er avril 1915.

Calme relatif sur le front occidental; combats ardents et heureux, toutefois, à l'Hartmannswillerkopf.
Evaluation des forces britanniques en France. — Déclaration de deux ministres anglais sur l'augmentation graduelle et prochaine de ces forces.
Echec de l'attaque « foudroyante » du maréchal de Hindenburg sur Varsovie. — Lamentations autrichiennes.
Conditions de l'action franco-britannique aux Dardanelles.
La piraterie des sous-marins pendant les cinq premières semaines du « blocus des côtes anglaises »; les navires neutres : l'affaire du *Falaba*.

Le calme, tout au moins relatif, règne sur le front occidental. Il n'y a pas eu, d'après les communiqués, de mouvements dépassant une portée locale, comme il y en eut dans le mois de février et dans la première quinzaine de mars. Les engagements, soit d'artillerie, soit de mines, soit même d'infanterie, restent cependant fréquents; mais il ne semble y prendre part que des corps restreints. Tel est le cas dans la région de Nieuport, en Belgique, aux environs de Beauséjour et de Ville-sur-Tourbe, en Champagne, au Four-de-Paris, à Bagatelle, en Argonne, aux Eparges, au bois le Prêtre, entre Meuse et Moselle.

En Alsace, où l'on dit que les Allemands ont concentré une armée de 50.000 hommes, les combats sont plus étendus et plus opiniâtres; à l'Hartmannswillerkopf, d'après le communiqué du 30 mars (23 heures), où brille la bravoure inlassable de nos alpins, nous aurions relevé sur le terrain dont nous sommes devenus ou restés maîtres, 700 cadavres allemands.

Quoi qu'il en soit, il semble qu'une action de tout à

fait grande envergure ait peu de chance de se produire, sur le front occidental, à une date très prochaine. Il est naturel que l'on attende d'abord qu'une saison vraiment favorable ait succédé au début tout hivernal du printemps, cette année; puis que les renforts abondants tirés de nos dépôts où se trouve, dit-on, près d'un million d'hommes, soient entrés en ligne; ensuite que les nouvelles armées anglaises soient arrivées sur le continent. Dans ces conditions pourrait se produire soit la poussée énergique, soit la manœuvre décisive, qui rejetterait l'ennemi en dehors de France et probablement de Belgique.

On n'est pas fixé sur le nombre des effectifs anglais actuellement engagés dans la lutte. Le ministre de la guerre britannique, lord Kitchener, s'est refusé, au Parlement, à toute information de cette nature. On évalue, toutefois, à 450.000 hommes environ le nombre des soldats anglais qui, depuis le début de la guerre jusqu'à l'heure présente, ont été transportés en France ou en Belgique : ce chiffre semble devoir être réduit par les pertes à 310.000 ou 320.000 hommes environ, dont la moitié approximativement se trouverait sur le front, le reste étant en seconde ligne ou dans les camps. Ce ne sont, d'ailleurs, là que des conjectures.

Rappelons que, dans la première quinzaine du mois de décembre dernier, trois hommes politiques anglais considérables, M. Churchill, ministre de la marine, dans un meeting, à Friars Barnet; M. Samuel, ministre également, à Birmingham, et M. Austen Chamberlain, ancien ministre, l'un des chefs de l'opposition à la Chambre des communes, déclaraient hautement que « le seul moyen sûr pour arriver au résultat (la victoire), c'était d'envoyer au maréchal French une armée d'au moins 1 million d'hommes, et de la maintenir en pleine force, quelles que soient les pertes qu'elle subisse[1]. »

1. Voir la Semaine finissant le 17 décembre 1914, p. 177.

Trois mois et demi se sont écoulés depuis lors. Trois semaines après ces déclarations des hommes d'Etat anglais, dans les tout premiers jours du mois de janvier 1915, lord Kitchener annonçait qu'il était constitué six armées britanniques, chacune de trois corps, soit dix-huit corps, et que ces six armées venaient d'être pourvues chacune de leurs généraux en chef, dont on donnait les noms. Ces trois armées et ces dix-huit corps doivent représenter environ 700.000 hommes, sinon plus, destinés à se joindre à l'armée du général French[1].

Voilà juste trois mois que ces armées ont été constituées par la nomination de leurs généraux en chef. Depuis lors, l'armée du général French en France n'a cessé d'être renforcée; mais il n'y a eu encore que peu de divisions nouvelles anglaises à effectifs complets transportées en France. Lord Kitchener à la Chambre des lords, au milieu de mars, le lendemain de la brillante victoire britannique de Neuve-Chapelle, mentionnait l'envoi sur le continent, *notamment*, de trois divisions : la division canadienne, la division du North Midland et la seconde division de Londres, qui, toutes les trois, pouvaient former un effectif de 45.000 hommes.

Il est permis d'espérer que graduellement, en grande partie avant le milieu du printemps et, pour le reste, vers le début de l'été, les six armées britanniques, constituées au début de janvier, pourront opérer sur le continent. Il paraît naturel d'attendre l'arrivée d'une partie tout au moins de ces forces considérables avant d'engager une action de tout à fait grande envergure.

Il importe, toutefois, de retenir toutes les troupes allemandes sur le front occidental et d'empêcher qu'il en soit rien distrait pour opposer aux Russes. Les actions locales qui se poursuivent chaque jour sur divers points du front, si elles ne nous procurent pas de notables avances kilométriques, nous assurent, d'ailleurs,

1. Voir la Semaine finissant le 7 janvier 1915, p. 204, également celle finissant le 4 février 1915, p. 234.

des profits appréciables : la possession de divers reliefs ou de diverses saillies de terrain, côtes ou crêtes, points culminants ou dominants, qui placent l'ennemi en infériorité et faciliteront le succès de la poussée décisive quand le jour en sera venu.

Nos alliés font, sur l'immense front oriental, de la magnifique besogne. La prétendue attaque « foudroyante » du maréchal de Hindenburg sur le Niémen et la Vistule paraît avoir complètement échoué. Les troupes allemandes sont ou rejetées ou contenues à l'ouest du Niémen, sur la rive droite de la Narew, ou Naref, sur la rive gauche de la Vistule, et l'action des Russes se développe victorieusement contre les Austro-Allemands dans les Carpathes. Dès que l'hiver de fait aura fait place au printemps, il est probable que les Russes déborderont en Hongrie.

Les journaux autrichiens se répandent en réflexions judicieuses, mais tardives, comme en témoignent celles qui suivent, de la *Neue Freie Presse*, de Vienne[1] :

Les Français et les Anglais, constate cette feuille avec amertume, croient encore que les chevaux des cosaques se désaltéreront dans les eaux de la Sprée et du Danube. Ce qui est le plus dur pour notre monarchie, c'est que notre armée a empêché l'Empire allemand d'être frappé au cœur; nous avons vaillamment combattu sur la Nida, sur la Pilitza, en Pologne; nos mortiers ont plongé le monde dans l'étonnement; notre campagne d'hiver dans les Carpathes est sans exemple dans l'histoire; aucune autre armée n'aurait pu accomplir une tâche aussi rude. Et, cependant, nous devons prouver, chaque jour, que nous sommes encore vivants. Nous remettons notre sort entre les mains de l'armée qui combat dans les Carpathes; mais nous sentons tout le poids du passé dans ces heures d'anxiété; et ce passé nous est revenu en mémoire lorsque tomba Przemysl.

Eh oui! Les Autrichiens ont empêché l'Allemagne d'être envahie, et maintenant l'Allemagne offre à tout venant des morceaux de leur Empire. Il est équitable de

1. Voir le *Journal des Débats* du 28 mars 1915.

constater que, sauf dans leur dernière campagne de Serbie, les armées austro-hongroises ont eu une plus belle tenue qu'on n'eût pu le supposer. Il ne faut pas oublier que la moitié environ de leurs soldats, appartenant à des nations opprimées, est de cœur contre le drapeau qu'ils servent. Dans les jours d'épreuves surtout, c'est là une cause de grande faiblesse; il n'est donc pas étonnant que les Russes fassent presque quotidiennement quelques milliers de prisonniers et qu'il y ait, à l'heure présente, affirme-t-on, 600.000 soldats austro-hongrois captifs en Russie.

Il paraît bien que les armées de l'Autriche-Hongrie deviennent chaque jour plus démoralisées et qu'elles ne représenteront bientôt plus qu'un fantôme de force.

A l'extrémité du front oriental, les escadres anglo-françaises ont repris leur action contre les Dardanelles : instruites par l'expérience, elles procèdent avec énergie sans doute, mais aussi avec circonspection, leurs navires légers et spéciaux se livrant avec soin à l'œuvre préliminaire de relever les mines flottantes. A l'entrée du Bosphore, d'autre part, est apparue une escadre russe qui bombarde les ouvrages ottomans de défense. Le Bosphore n'a qu'une trentaine de kilomètres de long, soit moins de la moitié de la longueur des Dardanelles (70 kil.); mais il est aussi beaucoup plus étroit, sa largeur n'ayant qu'entre 300 et 3.000 mètres, tandis que celle des Dardanelles varie de 1.400 mètres environ à 7 kilomètres. Quoique le courant qui va avec force de la mer Noire à la mer Egée seconde l'entrée de la mer de Marmara par le Bosphore, tandis qu'il la contrarie par les Dardanelles, il semble bien qu'il y ait moins de difficultés, quoique très grandes encore, pour passer non sans encombre, mais en maintenant une force navale suffisante, par le second défilé que par le premier. L'action des Russes sur le Bosphore paraît donc une action préparatoire ou d'appoint, à moins qu'elle ne soit soutenue, ce qui se produira peut-être, par une

forte armée de terre. On se rappelle que Constantinople a été pris par Mahomet II le 29 mai 1453; on doit souhaiter que le 29 mai 1915 voie Constantinople, ex-Stamboul, aux mains des chrétiens.

Les Allemands continuent à donner libre cours à leurs instincts de piraterie. Ils s'attaquent maintenant ouvertement aux navires neutres : on a vu, il y a huit jours, qu'ils avaient saisi deux navires hollandais : le *Zaanstrom* et le *Batavia* ou *Batavier n° 5*. Ils ont fait mieux ces jours derniers : on a appris qu'un de leurs aéroplanes, le 21 mars, avait jeté des bombes sur un bateau hollandais, le *Sevenbergen;* puis, s'enhardissant dans cette voie, voilà qu'un de leurs sous-marins, l'*U-28*, a coulé, la semaine dernière, le vapeur hollandais *Medea* (de 1.235 tonnes, construit en 1913), allant de Salonique à Londres. Les Hollandais, avec raison, s'indignent; mais *Deutschland über alles,* l'Allemagne au-dessus de tout : c'est ce que pensent tous les Allemands, depuis les 93 pédants universitaires, signataires du manifeste pour la *Kultur,* jusqu'au plus militant social-démocrate.

L'œuvre des sous-marins allemands est sans aucune portée militaire ou commerciale. L'amirauté britannique a fait savoir que, du 18 février au 24 mars inclus, pendant juste cinq semaines, 22 navires marchands anglais seulement ont été coulés par ces pirates, ce qui n'a aucune conséquence économique sérieuse[1]. Il est vrai que, dans les jours suivants, des sous-marins ont coulé encore trois navires anglais : l'un dénommé *Vosges,* un autre *Falaba,* un troisième *Aguila;* le cas de ces deux derniers est spécialement tragique : le *Falaba* était un paquebot à voyageurs, faisant le trajet de Liverpool à la côte occidentale d'Afrique; il avait à bord 147 passagers, dont 6 femmes; il se trouvait aussi des femmes dans le personnel de service. Le sous-marin n'a pas laissé au *Falaba* le temps de mettre les canots à

1. Le *Temps* du 30 mars 1915.

flot : sur 251 personnes, passagers et marins, 149 seulement ont pu être sauvées, les autres, soit 112, ont péri, moitié environ passagers, moitié matelots. On raconte que l'équipage du sous-marin, réuni sur le pont du bateau pirate, regardait, en se gaussant, les vains efforts pour se sauver et la noyade de ces infortunés. L'*Aguila* a été détruit dans des circonstances analogues : 23 hommes d'équipage et 3 passagers, parmi lesquels 2 femmes, ont péri. *Deutschland über alles* : l'Allemagne au-dessus de tout !

Cette nation a le banditisme dans le sang; l'observateur attentif s'en aperçoit en temps ordinaire à certains symptômes qui ne trompent pas; et, dès qu'une occasion se présente, le banditisme atavique se réveille pleinement chez elle et fait rage.

TRENTE-SIXIÈME SEMAINE

Du 2 au 8 avril 1915.

Nombreux engagements sur le front occidental. — Les communiqués rétrospectifs.
Enormes batailles entre les Russes et les Austro-Allemands dans les Carpathes.
Invasion du territoire serbe par des *comitadjis* ou francs-tireurs bulgares.
Raid d'avions anglais sur les ouvrages allemands et les chantiers de sous-marins à Hoboken (Belgique).
Note américaine en réponse à « l'Ordre du Conseil » britannique interdisant le commerce, même des neutres, avec l'Allemagne.
Les privations alimentaires des Allemands : le pain K et KK ; elles ne peuvent avoir sur la guerre qu'une action indirecte et accessoire.
Déclaration à la Chambre du ministre de la guerre, M. Millerand, sur la production des munitions.

Malgé le temps peu favorable, il s'est produit des rencontres nombreuses sur le front occidental de la guerre : offensive allemande, repoussée par les Belges, sur la rive gauche de l'Yser ; guerre de mines dans la région de la Somme, à la Boisselle et à Dompierre ; attaque allemande repoussée à Lassigny, dans la région de l'Oise, qui était, il y a quatre ou cinq mois, un des théâtres les plus habituels de combats, les Allemands paraissant alors avoir l'intention d'y forcer nos lignes pour reprendre leur marche sur Paris, mais qui, depuis bien des semaines, jouissait d'une complète accalmie ; attaques heureuses, par nous, dans la direction d'Etain et dans le bois d'Ailly (sud-est de Saint-Mihiel) ; prise et organisation de Regniéville, près du bois le Prêtre, devenu légendaire avec sa maison du père Hilarion ; enlèvement, par nous, d'un piton, au sud d'Hartmanns-

willer : telles sont les principales actions, quelques-unes très disputées, entre Meuse et Moselle surtout, des derniers jours de mars et des premiers d'avril.

Nos soldats continuent ainsi à témoigner de leur vaillance, de leur activité, de leur supériorité sur l'ennemi ; les positions de nos lignes sont graduellement et, sur plusieurs points, substantiellement améliorées, pour faciliter la poussée décisive le jour où le conseillera le renforcement de nos effectifs et des troupes britanniques; cette attente, en ajoutant à la sûreté de l'opération, réduira les sacrifices.

L'administration de la guerre a publié plusieurs récits épisodiques intéressants se rapportant aux affaires entamées et conduites dans les dernières semaines; l'un de ces récits concerne les Eparges, entre Meuse et Moselle, où les combats ont été acharnés dans ces derniers temps; l'autre, plus détaillé, retrace toutes les phases de la prise du sommet de l'Hartmannswiller, en Alsace, la victoire du « Vieil Armand », comme l'ont baptisée nos troupiers. Ce récit est particulièrement dramatique; il narre la « forteresse invisible »; la préparation de l'attaque depuis la fin de janvier; les assauts du 26 février et du 5 mars; les actions nouvelles du 17, puis du 23 mars; le « chef-d'œuvre de notre artillerie »; le coup décisif du 26 mars; l'héroïsme d'un régiment d'infanterie et de bataillons de chasseurs; le succès définitif et maintenu depuis lors. Il cite les noms de héros, tués ou blessés, commandants, lieutenants, adjudants, sergents, simples soldats, associant dans la gloire et dans la reconnaissance du pays, suivant la culture française, tous ces coopérateurs de rangs divers, également dignes d'admiration.

Il est nécessaire que notre activité ne se relâche pas sur le front occidental. Les journaux de pays neutres, hollandais ou suisses, bien informés ou non, parlent de mouvements de troupes allemandes dans les Flandres, dans la direction de l'ouest à l'est, de l'interruption des

trains civils dans la région de Munich par le transport d'un corps allemand allant de Belgique en Autriche. Il est difficile de démêler ce qu'il peut y avoir d'exact dans ces bruits; ils sont en contradiction avec d'autres d'après lesquels le maréchal de Hindenburg viendrait, avec deux nouvelles armées allemandes, se mettre à la tête des opérations germaniques sur le front occidental. Nous apprendrions sans déplaisir l'arrivée en Belgique et dans le nord de la France de ce chef de guerre qui paraît surtout exposer, sans hésitation ni remords, ses troupes à d'effroyables et inutiles massacres.

Il n'est nullement douteux que le maréchal de Hindenburg a définitivement échoué dans ses ruées successives sur les Russes. Nos alliés continuent leur besogne efficace : ils contiennent et repoussent les Allemands à l'ouest du Niémen et en Pologne, et ils tirent toutes les conséquences favorables de la prise de Przemysl en poursuivant et développant leur action grandiose dans les Carpathes. Là se livre une énorme bataille dont tout l'avantage promet de rester aux Russes. Du col de Doukla à celui d'Uzsock, ils culbutent les colonnes autrichiennes : ils se sont emparés d'un centre de communication important et de matériel de chemins de fer à Cisna, et il paraît bien que, avec le beau temps et le terrain redevenu solide, ils pourront dévaler en grandes masses en Hongrie.

L'action des escadres anglo-françaises aux Dardanelles est de nouveau dans la voie de préparation méthodique, pour écarter les mauvaises chances qui, sans mettre en danger l'entreprise, pourraient en accroître les sacrifices.

On a annoncé que le croiseur turc *Medjidié,* construit en 1904, ayant heurté une mine, a coulé dans la mer Noire.

Un très regrettable incident s'est produit en Serbie du fait de *comitadjis* ou francs-tireurs bulgares qui, à l'effectif de 2.000 hommes bien armés et dont beaucoup

portaient des uniformes de troupes régulières, ont soudain franchi la frontière et massacré des postes serbes; ils ont été ensuite repoussés en Bulgarie par des troupes serbes de renfort. Le gouvernement bulgare donne une version opposée de l'incident; il prétend qu'il s'agit de Turcs, sujets nouveaux de la Serbie, qui se seraient insurgés et auraient seuls fait le coup; il représente la Bulgarie comme victime en cette affaire. Les précédents sont loin d'accréditer cette version. Le gouvernement bulgare doit se convaincre de la responsabilité qu'il encourrait si de pareils faits venaient à se reproduire.

L'aviation des alliés a fait parler d'elle avec éloge ces jours derniers : des avions anglais ont fait œuvre utile sur les ouvrages allemands et les chantiers de sous-marins à Hoboken, en Belgique. On a appris, d'autre part, d'efficaces prouesses de deux de nos aviateurs, aux noms depuis longtemps populaires, Garros et Pégoud, qui ont mis à mal des aviatiks ou taubes allemands.

Les sous-marins teutons poursuivent leur œuvre de piraterie : les torpillages de navires ont été plus fréquents ces jours derniers; la plupart, toutefois, concernent des bateaux très modestes, des chalutiers par exemple, ou même des barques de pêcheurs, unités dont la plupart n'ont que quelques centaines et même, certaines, quelques dizaines de tonnes. Ce n'est pas ainsi que l'on pourra arrêter ou sérieusement gêner la navigation britannique.

On connaît, à l'heure présente, la note américaine en réponse à l' « Ordre en conseil » britannique qui interdit tout commerce, même de neutres, avec l'Allemagne. Cette réponse est conforme à la prévision des hommes compétents : elle est conçue en termes amicaux; elle blâme les procédés allemands; mais elle maintient les droits des neutres, tels qu'ils ont été reconnus jusqu'à la guerre présente. On peut considérer ce document

comme une déclaration de principes; étant donné que l'Angleterre et la France apportent dans l'application des mesures qu'elles ont dû édicter la plus évidente modération et qu'elles indemnisent les neutres des pertes imméritées, il apparaît peu probable que la note américaine puisse susciter des complications sérieuses.

Les Etats-Unis ont le plus manifeste intérêt à ce que la guerre n'ait pas une durée indéfinie; ils eussent fait acte de prévoyance en se conformant à l'avis de l'ancien président Roosevelt et en prenant nettement parti contre l'Allemagne; en tout cas, ils ne peuvent prendre aucune mesure qui paraisse encourager l'Allemagne ou la fortifier.

Si l'Allemagne pâtit des mesures franco-britanniques, si elle est assujettie à un ralentissement industriel et à certaines privations alimentaires, il ne faut pas s'exagérer ces souffrances.

Les journaux sont remplis de descriptions du pain K (*Krieg*, pain de guerre) ou du pain KK, qui en est une variante, des discussions sur le monopole des pommes de terre, sur l'exécution en cours ou projetée de 10 à 15 millions de porcs chez nos voisins. Il ne faut pas en conclure que l'Allemagne va être affamée et que la faim l'amènera à une prochaine capitulation.

Les privations alimentaires des Allemands n'ont rien de comparable à celles des Parisiens en 1870-71. On ne peut assimiler à une ville assiégée, même de 2 millions et demi d'habitants, un Empire, à plus forte raison deux Empires de 125 millions d'âmes et de 1 million 150.000 kilomètres carrés. La Hongrie, jadis un des greniers de l'Europe, paraît souffrir autant de la disette que l'Allemagne. Il se produit toujours des infiltrations du dehors sur ces énormes surfaces. Puis, les Allemands restent maîtres de la Baltique et des côtes de la mer du Nord, qui leur apportent un certain approvisionnement. Les bouches inutiles peuvent sortir d'Allemagne, et l'administration invitait, il y a quelques semaines, les

5 millions d'habitants aisés à aller se répandre dans les pays neutres, qui pourraient trouver cet effectif d'immigrants, même passagers, plutôt indésirable. Enfin, les Allemands ont tout leur cheptel de bêtes à cornes, à laine et à soies, et à la rigueur, plutôt que de capituler par la faim, ils pourraient le dévorer tout entier.

Les privations alimentaires pourront amener en Allemagne une certaine dépression physique et morale qui affaiblira la défense; elles n'y amèneront pas la capitulation par la famine.

Ce qui affaiblira tout autant les Allemands que la rareté du blé, c'est celle des chevaux, puis du caoutchouc, du pétrole, des nitrates, pour ne pas parler du cuivre.

Pendant ce temps, nous développons nos munitions et nos instruments de combat, comme en témoignent les déclarations faites par M. Millerand à la Chambre, dans la séance du 1er avril dernier :

Je n'ai pas le droit, a déclaré le ministre de la guerre, de répéter ici les chiffres que j'ai donnés ailleurs, mais je puis bien, sans manquer à la discrétion qui m'est imposée, donner au moins au Parlement et au public une idée de l'intensité de notre effort. La production française en projectiles de tout calibre atteint aujourd'hui 600 p. 100 de celle qu'au début de la guerre on avait crue suffisante, et dans quelque temps elle atteindra 900 p. 100.

Ce que nous avons obtenu pour les projectiles, nous l'avons naturellement obtenu — c'était une conséquence inévitable — pour la production en poudres et explosifs; le résultat a même été supérieur, car nous avons produit des engins nouveaux, nécessaires pour la guerre de tranchées : lance-bombes, grenades, etc.

Quant à notre artillerie lourde, nous avons, depuis le début des hostilités, septuplé le nombre des batteries existant au début de la guerre[1].

Voilà un langage clair : nos armées sont pourvues, à l'heure présente, de tous les éléments de succès, tandis qu'elles souffraient de l'insuffisance de ces éléments

1. *Journal officiel* du 2 avril 1915, *Chambre des députés*, p. 517, 1re col.

dans la première partie de la guerre. Les effectifs des alliés vont graduellement devenir sensiblement supérieurs à ceux des Austro-Allemands. En de semblables conditions, toutes nouvelles dans la lutte présente, avec la vaillance de nos troupes et l'efficacité de notre commandement, on ne peut douter de la victoire.

TRENTE-SEPTIÈME SEMAINE

Du 9 au 15 avril 1915.

Recrudescence d'activité sur notre front, particulièrement entre Meuse et Moselle. — Evaluation des pertes allemandes aux Eparges.
Récapitulation des récentes batailles russes en Pologne et en Galicie. — Maîtres de la plupart des cols des Carpathes, les Russes menacent les plaines hongroises.
Préparation d'une offensive plus méthodique aux Dardanelles.
Le sort des croiseurs allemands, réguliers ou auxiliaires, qui tenaient les mers lointaines ; évaluation des pertes qu'ils ont causées.
La piraterie des sous-marins teutons : le nombre des navires par eux détruits rapproché du chiffre annuel des constructions des navires en Grande-Bretagne.
Un zeppelin sur Nancy.
Note allemande aux Etats-Unis contre la fourniture d'armes et de munitions à la Triple-Entente.
Déclaration de M. Viviani à l'ouverture du Conseil général de la Creuse.

Les moyens de change et d'arbitrage entre la France et l'étranger : les valeurs américaines en France. — Des prélèvements à effectuer sur l'encaisse d'or de la Banque.

L'activité, avec plus d'intensité que d'habitude même, s'est manifestée sur le front occidental, comme sur le front oriental de la lutte, pendant la partie écoulée du mois d'avril. L'effort russe et celui des alliés occidentaux se combinent, autant que les distances le permettent, et s'appuient mutuellement.

Sur le front occidental, les troupes britanniques repoussent des attaques allemandes entre Kemmel et Wulverghen. Les Belges livrent de vifs combats près de Driegrachten. Nos communiqués ne font guère que mentionner ces rencontres ; mais les journaux de Hol-

lande, très attentifs à ce qui se passe dans leur voisinage, les représentent comme acharnées et heureuses. Il en est de même d'attaques allemandes repoussées avec grandes pertes pour l'ennemi au nord d'Albert, dans la Somme.

Entre Meuse et Moselle, les engagements quotidiens, prolongés pendant des semaines et devenus particulièrement ardents du 4 au 10 avril, ont pris le caractère d'une véritable bataille et ont abouti à une victoire, locale sans doute, mais modifiant très heureusement et sensiblement nos lignes. Citons ici textuellement le résumé qui en est fait dans le communiqué du 8 avril (23 heures) :

1° Sur les fronts nord-est et est de Verdun, nous avons gagné, sur un front de vingt kilomètres de long, de un à trois kilomètres en profondeur, occupé les hauteurs qui dominent le cours de l'Orne et enlevé les villages de Gussainville et de Fromezey;

2° Sur les hauts de Meuse, aux Eparges, nous avons conquis la presque totalité de la forte position tenue par l'ennemi sur le plateau qui domine Combres et conservé le terrain gagné malgré des contre-attaques nombreuses et extrêmement violentes;

3° Plus au sud, près de Saint-Mihiel, nous nous sommes emparés de toute la partie sud-ouest du bois d'Ailly, où les Allemands étaient fortement établis et qu'ils n'ont pas pu reprendre malgré des contre-attaques répétées;

4° Dans la Woëvre méridionale, entre le bois de Mortmare et le bois le Prêtre, nous avons conquis, sur un front de sept à huit kilomètres de long, trois kilomètres en profondeur, et enlevé à l'ennemi les villages de Fey-en-Haye et de Regniéville.

Sur tous ces points, les Allemands ont subi des pertes formidables, dont le nombre de cadavres trouvés aux Eparges permet d'apprécier l'importance.

Les communiqués suivants, notamment celui du 10 avril (23 heures), confirment ces brillants faits d'armes et la continuation de notre avance. Le dernier ajoute : « Les pertes subies aux Eparges par les Allemands dans les deux derniers mois montent à 30.000 hommes. »

Nous devons dire que les communiqués allemands relatant cette série de combats déclarent qu'ils ont

tourné à l'avantage des troupes allemandes; mais leur récit très étendu est à la fois confus, contradictoire et renferme des demi-aveux qui laissent éclater une vérité en opposition avec leur affirmation. C'est ce qui ressort de celui qui nous est transmis à la date du 12 avril par Amsterdam : il reconnaît que, dans la matinée du 9, les Français occupèrent « les parties de tranchées que nous (les Allemands) avions évacuées à la suite d'un bombardement terrible »; ce bombardement terrible témoigne des effets de notre artillerie accrue et de l'abondance de nos munitions. Après nombre de détails, le communiqué tudesque conclut : « Toutes les tranchées perdues dans ces combats furent regagnées, excepté une petite partie et sans importance. » On peut voir là une sorte de confirmation implicite du communiqué français.

Ce ne sont plus ici seulement pour nous des avances « hectométriques »; elles sont, sur plusieurs points, kilométriques (trois kilomètres); elles préparent les mouvements ultérieurs d'une plus générale envergure.

Sur le front oriental, les masses russes, conduites avec énergie et méthode, poursuivent leurs amples et heureuses opérations. Notre administration militaire vient de publier, dans le *Bulletin des armées*, un exposé de l'œuvre de l'armée russe pendant les huit mois de guerre écoulés jusqu'au 1er avril. On sait que, quant à nous, même aux jours qui suscitaient le plus de perplexités, nous n'avons cessé de témoigner de notre inébranlable confiance dans les méthodes russes.

En la partie écoulée du mois d'avril, sur le front à l'ouest du Niémen et en Pologne, nos alliés ont continué à repousser ou à contenir les Allemands. Leur grand effort s'est porté sur les Carpathes : l'immense bataille engagée, depuis plusieurs semaines, au faîte des défilés de ces montagnes, entre les Russes et les Austro-Allemands, se poursuit avec de grands succès acquis et des promesses de plus grands encore succès prochains.

Les Russes détiennent tous les cols occidentaux : ceux de Dukla, de Lupkow, et exercent une offensive très vigoureuse contre les cols orientaux de Rostoki et d'Uszok et dans le secteur de la rivière Stryj. Les Allemands, pour tâcher de préserver la Hongrie, ont fait venir, en ces régions orientales, des troupes de Bavière. Il est probable que l'élan des armées russes triomphera de ces obstacles et qu'elles dévaleront bientôt avec ensemble dans les plaines de Hongrie, où elles ont déjà poussé leurs avant-gardes.

Une nouvelle offensive se prépare méthodiquement, cette fois terrestre en même temps que navale, contre les Dardanelles. On ne pouvait espérer enlever ce défilé par une attaque brusquée et le forcer rapidement que si les Turcs étaient restés abandonnés à eux-mêmes. Mais on sait que, depuis bien des mois, il était arrivé en Turquie environ 3.000 officiers, sous-officiers et techniciens ou spécialistes allemands qui avaient remis en état toutes les défenses de la Porte. Il est donc nécessaire de procéder à des opérations soigneusement préparées et lentes. On annonce une reconnaissance effectuée ces jours-ci par le contre-torpilleur anglais *Renard* et le cuirassé *London* dans les Dardanelles, le premier ayant pénétré jusqu'à dix milles marins (près de 20 kilomètres) à l'intérieur du détroit. Quelques jours auparavant, le *Triumph* reprenait efficacement le bombardement des batteries turques.

Un corps de débarquement français a été constitué, nous l'avons dit, sous les ordres du général d'Amade. On apprend que ce corps est arrivé en Egypte, à Alexandrie, où il va attendre le moment opportun pour agir.

Il est permis de rappeler que, dès le premier jour, dans notre revue du 11 mars, nous signalions que l'action contre les Dardanelles ne devait pas être considérée comme une action principale de la guerre présente, qu'elle est secondaire, relativement à la lutte

qui se poursuit et doit se poursuivre directement contre les armées allemandes[1].

La piraterie germanique a continué de se manifester. Un des genres de cette piraterie, celui s'exerçant par des croiseurs auxiliaires, paraît, toutefois, arrivé à son terme. Deux de ces croiseurs corsaires, le *Prinz-Eitel-Friedrich* et le *Kronprinz-Wilhelm*, à bout de charbon ou de vivres, ont dû venir chercher un refuge dans un port des Etats-Unis, Newport-News. Le premier y est désormais interné, et il est probable qu'il en sera ainsi du second.

Les méfaits de ces croiseurs corsaires ont été importants. Voici la liste que l'on donne des navires qu'ils ont coulés, la plupart anglais, mais quelques-uns français ou même neutres[2] :

Emden	19	nav. coulés	jaug.	83.475 t.
Karlsruhe	17	—	—	75.618 t.
Kronprinz-Wilhelm	11	—	—	46.845 t.
Prinz-Eitel-Friedrich	10	—	—	28.267 t.
Dresden	5	—	—	16.080 t.
Kaiser-Wilhelm-der-Grosse	3	—	—	10.685 t.
Leipzig	2	—	—	10.305 t.
Kœnigsberg	1	—	—	6.601 t.
Soit au total	68	nav. coulés	jaug.	277.876 t.

C'est donc 68 navires, jaugeant ensemble 277.000 tonnes, qu'ils ont coulés, en huit mois il est vrai. Ces huit croiseurs corsaires n'existent plus : on croit, en effet, que le *Karlsruhe*, dont on n'a pas entendu parler depuis bien des mois, a dû sombrer par un accident de mer.

Les sous-marins allemands continuent leurs courses et leurs torpillages ; ils ont causé jusqu'ici beaucoup moins de dommages que les corsaires. L'amirauté britannique, dans une note récente, fixe à cinq navires, jaugeant ensemble 7.904 tonnes, les destructions faites

1. Voir la Semaine finissant le 11 mars 1915, p. 278.
2. Voir le *Temps* du 14 avril 1915.

par les sous-marins dans la semaine du 1er au 7 avril. Il est vrai que la moyenne depuis le 18 février, ouverture de ce que les Allemands ont appelé le blocus de l'Angleterre, est plus élevée : elle atteindrait 14.874 tonnes par semaine. En admettant que cette piraterie pût durer six mois, soit 26 semaines, ce qui est fort douteux, ce serait un tonnage détruit de 386.724 tonnes.

Ce chiffre paraît considérable ; il ne dépasse que d'une centaine de mille celui des destructions de navires effectuées au cours de huit mois par les huit croiseurs corsaires dont nous avons parlé plus haut.

Il faut, pour bien juger les proportions du mal, se rappeler l'immensité de la marine britannique. Nous trouvons, dans un document officiel anglais, que, au 31 décembre 1912, la marine marchande britannique comptait 20.892 vaisseaux, d'un tonnage de 19 millions 179.177 tonnes [1]. Rapprochons de ce chiffre colossal les 386.724 tonnes que les sous-marins allemands pourraient détruire pendant six mois, au train actuel, cela représente presque exactement 2 p. 100. On voit que le mal serait restreint.

Il est vrai que si, dans une guerre future, au lieu d'une trentaine de sous-marins, les Allemands en avaient trois cents, ils pourraient porter un préjudice des plus sérieux à la navigation de la Grande-Bretagne. Cela prouve que le gouvernement britannique a été bien avisé de ne pas laisser se développer sans résistance l'Etat brigand qu'est l'Allemagne.

Beaucoup plus inoffensifs que les sous-marins sont les zeppelins. Une de ces grossières machines d'assassinat vient de jeter des bombes sur Nancy avec des résultats insignifiants et sans perte de vie humaine. Un autre, il est vrai, à Bailleul, a tué trois civils.

La semaine qui s'écoule a vu un événement qui serait

1. *Statistical Abstract for the United Kingdom*, from 1898 to 1912, p. 327.

paradoxal si l'on ne connaissait la prodigieuse infatuation allemande : l'Allemagne a envoyé une note aux Etats-Unis les accusant, en termes vifs et inconvenants, de violer la neutralité, en fournissant des armes et des munitions aux alliés ; l'ambassadeur allemand aux Etats-Unis a aggravé cet incident en faisant publier cette note dans les journaux avant que le gouvernement américain l'eût reçue. Rappelons que M. Taft, ancien président des Etats-Unis, dans une lettre à un professeur allemand près d'une Université américaine, a très nettement exposé que si les Etats neutres s'interdisaient de fournir des armes en temps de guerre aux belligérants, ils assureraient le succès des puissances militaristes à l'extrême et imposeraient au monde entier, en temps de paix, un surcroît d'armements [1].

Mentionnons, en terminant, l'appel de la classe 1889 pour garder les voies de communication, une visite du président Poincaré au roi des Belges, et un discours de M. Viviani à l'ouverture du Conseil général de la Creuse :

> Pas plus que l'Angleterre, la Russie, la Belgique et la Serbie, a déclaré le président du conseil, la France n'a voulu la guerre. Et maintenant, ainsi que je l'ai dit déjà, d'accord avec ses alliés, elle la fera jusqu'au bout. Nous avons la certitude de la victoire, qui sera celle de la justice. Nous voulons l'Europe libérée, la Belgique libre, la restitution des provinces perdues, l'écrasement du militarisme prussien, puisque la paix du monde est inconciliable avec ses sanglants caprices.
>
> Voilà la tâche.

Toute la France applaudit à ses paroles. Tous les présidents des Conseils généraux ont fait des déclarations analogues.

1. Voir le passage capital de cette lettre dans la Semaine finissant le 11 mars 1915, p. 280.

LES MOYENS DE CHANGE ET D'ARBITRAGE ENTRE LA FRANCE ET L'ÉTRANGER. — LES VALEURS AMÉRICAINES EN FRANCE. — DES PRÉLÈVEMENTS A EFFECTUER SUR L'ENCAISSEMENT D'OR DE LA BANQUE.

Il est incontestable que les Etats-Unis jouent, à l'heure présente, comme fournisseurs de denrées alimentaires, de matières premières industrielles et d'articles d'armement et de munitions, un rôle prédominant dans le commerce international.

Depuis l'ouverture, particulièrement, de l'année en cours, ils vendent beaucoup et achètent peu : les soieries, les articles de mode, ceux de bijouterie, de joaillerie, tous les autres objets de luxe, ne leur parviennent plus qu'en quantités modestes, la production de ces articles se trouvant elle-même très réduite, par la guerre, dans le vieux monde, et notamment en France. D'autre part, les millionnaires américains ont suspendu leurs voyages et leurs séjours dans le vieux monde, où ils dépensaient facilement 1 milliard de francs par an, sinon même bien davantage.

Vendeurs partout et peu acheteurs, les Américains se sont, de débiteurs habituels de l'étranger, transformés en créanciers. Cela leur a permis de faire des prêts aux autres puissances, et c'est là une nouveauté : ils font des prêts à court terme, il est vrai, et en proportions modérées, à la France, à l'Allemagne, à l'Italie, aux pays scandinaves. Néanmoins, la balance des payements reste à leur avantage, et ils ont un solde à réclamer. On est embarrassé pour trouver un moyen de le leur payer sans faire traverser l'Océan à des centaines de millions de francs d'or.

Le change est devenu très favorable aux Etats-Unis : le chèque sur New-York fait prime en tous les pays

du globe ; au lieu de 5 fr. 18, qui est le pair, le dollar par câble sur New-York vaut à Paris entre 5 fr. 30 et 5 fr. 35 : c'est, en nombre rond, 2 à 3 p. 100 de prime.

Cette question des chèques sur les Etats-Unis et l'Angleterre nous a, quant à nous, toujours préoccupé. Dès le début de la guerre, le 12 septembre 1914, nous publiions ici un article sur l'*urgente nécessité de faire cesser l'anarchie des changes internationaux et les mesures à prendre à ce sujet*[1]. Nous y revenions le 26 septembre et fréquemment depuis lors. Nous nous étonnions qu'on ne pût négocier à Paris des livres sterling — et encore difficilement — qu'au-dessous de 25 francs, et que les chèques sur New-York ne trouvassent preneur qu'aux environs de 4 fr. 50 le dollar. Nous incitions les gens du métier à les acheter, en leur disant : « Mais c'est de l'or; c'est de l'or en barre et c'est même mieux : un chèque de Société solvable sur New-York vaut plus que de l'or; » voilà ce que nous répétions à satiété dans nos articles du mois de septembre 1914. Nous conseillions aux porteurs de bonnes valeurs américaines qui reçoivent des chèques en payement de dividendes d'attendre, pour les négocier, que les intermédiaires fussent revenus à la conception exacte des choses.

Aujourd'hui les chèques sur New-York sont recherchés au-dessus du pair; il y a bien, il est vrai, la prime contre les risques de guerre, qui est d'environ 1 p. 100; mais comme le dollar jouit à présent d'une prime de 2 à 3 p. 100, on doit pouvoir, tout compensé, le négocier encore avec une prime nette à Paris.

Le Trésor français a de très forts payements à faire à New-York pour ses achats d'articles d'armements et de munitions. On a vu, par la citation que nous avons faite des déclarations de M. Millerand à la Chambre, que la France, trop tardivement, hélas ! a énormément déve-

1. Voir l'*Economiste français* du 12 septembre 1914, p. 317.

loppé son matériel d'artillerie et ses munitions. Une partie vient d'Amérique : comment la payer?

La France a conclu à New-York, l'automne dernier, un emprunt de 10 millions de dollars (52 millions de francs) en bons du Trésor 6 p. 100. C'était bien peu de chose. Elle vient de conclure en bons du Trésor, sur la même place, un autre emprunt de 50 millions de dollars (260 millions de francs), dont 30 millions de dollars ont été souscrits en deux jours.

Mais tout cela est très loin de suffire. Il y a les dividendes des valeurs américaines ou canadiennes appartenant à des Français et qui sont représentés par des chèques sur New-York. Nous avons, quant à nous, depuis environ un quart de siècle, signalé assidûment dans le bulletin financier de l'*Economiste français* les principales obligations et quelques-unes des actions de chemins de fer américains cotées à New-York; nous y consacrions près d'une colonne par semaine. Cela nous valut de nombreuses critiques. Nous n'avons, cependant, qu'à nous applaudir de cette initiative. Il serait à désirer que la masse du public y eût largement répondu : elle y eût, dans l'ensemble, fait des placements avantageux et elle pourrait aujourd'hui, au grand bénéfice de l'Etat, négocier la généralité de ces titres dans de bonnes conditions.

Ainsi, parmi les obligations qui figuraient dans notre nomenclature habituelle depuis environ un quart de siècle, la plupart peuvent se vendre facilement à New-York sur le pied d'un revenu entre 4 et 4 1/4 p. 100; certaines même sur le pied d'un revenu de 3 1/2 à 3 3/4 p. 100; c'est dire que ces titres ou bien n'ont pas baissé, ou ont baissé sensiblement moins que les titres français similaires. Citons, par exemple, les obligations *Pensylvania Railroad 3 1/2 1915,* qui valent entre 100 et 101, et les *4 p. 100 1923,* qui valent 96 1/2; les *Atchinson 4 p. 100 1955 et 1960,* qui valent 99 et 99 1/2; les *Baltimore and Ohio 4 p. 100,* qui se négo-

cient à 90; les *Union Pacific 4 p. 100,* qui se cotent 90 à 91; les *Lake Shore Debentures* à 91 ou 92, et beaucoup d'autres.

Il en est de même pour les actions des principales lignes de chemins de fer américaines, qui ont considérablement repris depuis trois mois : les *Atchinson Topeka,* qui sont revenues au-dessus du pair; les *Union Pacific,* qui cotent 130 ou 130 1/2, après avoir détaché un ensemble de droits qui se négocient à Londres pour 30 dollars; les *Norfolk and Western,* qui valent, à New-York, 104 1/2 à 105, et nombre d'autres titres analogues.

Tous ces titres donnent lieu, pour dividendes ou intérêts, à des chèques sur New-York qui peuvent actuellement, comme nous l'avons dit, se négocier dans de bonnes conditions.

On peut se demander s'il n'y aurait pas lieu, profitant de la vive hausse à New-York, de vendre une partie tout au moins de ces titres américains et de les arbitrer contre les titres du gouvernement français à haut intérêt qui sont aujourd'hui en cours d'émission, les obligations de la Défense nationale notamment.

Nous n'hésitons pas, quant à nous, à conseiller cet arbitrage, au moins pour une partie des titres américains figurant dans les portefeuilles français : il est patriotique et il est avantageux; ce sont deux conditions qui sont rarement réunies.

L'automne dernier, nous n'avons pas cessé de conseiller, au milieu de l'indifférence générale, les obligations 3 1/2 amortissables, qui cotaient alors 80 à 84; nous disions qu'elles devaient se rapprocher rapidement du cours de 91; elles l'ont dépassé. Aujourd'hui, nous signalons les obligations de la Défense nationale qui rapportent 5.60 p. 100, prime d'amortissement comprise. Le public commet une faute s'il reste indifférent devant ces titres.

Les occasions d'arbitrage de valeurs étrangères

contre les rentes françaises sont malheureusement assez rares dans le temps actuel; elles sont beaucoup plus rares relativement qu'en 1870-71. La guerre actuelle atteint directement ou indirectement presque toutes les nations.

Les Français n'ont presque pas de valeurs britanniques, sauf en mines d'or. Ils possèdent des quantités de valeurs russes, un assez grand nombre de valeurs scandinaves et suisses, espagnoles, portugaises et italiennes; beaucoup de valeurs autrichiennes, rentes de l'Etat autrichien et de l'Etat hongrois (c'est malheureux, mais l'Autriche-Hongrie n'avait pas toujours été une nation ennemie), des actions et obligations des chemins de fer autrichiens et des chemins de fer lombards, des actions de banque, de mines et d'industrie en Autriche-Hongrie, reste des placements de Bontoux et de l'Union générale; ils ont une grande quantité de valeurs ottomanes, des titres helléniques et balkaniques, certaines valeurs égyptiennes, d'énormes masses de titres de l'Amérique latine, mexicains, brésiliens, argentins; puis une quantité appréciable, sans être très considérable, de valeurs de l'Amérique du Nord, Etats-Unis et Canada.

Si l'on examine cette nomenclature, on voit que la plupart des valeurs qui y entrent ont été assez sensiblement affectées par la guerre et seraient d'une négociation soit difficile, soit onéreuse.

Nous ne voyons, pour donner place à des arbitrages de titres étrangers contre des valeurs françaises, disons contre les rentes nouvelles de l'Etat français, actuellement, sauf exception, que les valeurs des Etats-Unis; l'ensemble des valeurs espagnoles, soit d'Etat, soit de sociétés, lesquelles profitent de la hausse de la peseta et des achats péninsulaires; les mines d'or du Transvaal, qui ont aujourd'hui un marché assez animé, et les titres du gouvernement égyptien. On ne peut guère espérer, toutefois, se procurer, d'ici à la fin de l'année, par des ventes de ces valeurs, une somme qui dépasse

notablement 1 milliard. Ultérieurement, après la paix, d'autres arbitrages deviendront possibles.

Si les chèques de dividendes étrangers et les arbitrages dont il vient d'être question ne suffisaient pas pour solder nos comptes à New-York et à Londres, rien n'empêcherait le gouvernement de demander de l'or à la banque; il puiserait dans cet établissement 500 à 600 millions d'or ou même 1 milliard qu'il n'y aurait lieu, de ce chef, à aucune alarme. Cela se rétablirait bien vite à la paix telle qu'elle doit être, c'est-à-dire à la paix victorieuse, dût celle-ci être encore assez distante.

TRENTE-HUITIÈME SEMAINE

Du 16 au 22 avril 1915.

Les engagements sur notre front. — Notre succès à Metzeral, en Alsace, avoué par les Allemands.
Les difficultés de la guerre de tranchées : rappel d'une étude publiée dans l'année 1902, en prévision de cette guerre, par le colonel suisse Feyler.
Les pertes totales des troupes britanniques jusque vers le milieu d'avril. — L'action des troupes britanniques sur les différents théâtres de guerre ; la question de la conscription.
Résumé de l'immense bataille des Carpathes entre le 19 mars et le 16 avril.
La lutte maritime et aérienne. — Zeppelins en Grande-Bretagne et *Taube* meurtrier à Amiens.
Un document cynique danois sur les vols allemands en Belgique et en France.
Déclaration aux Etats-Unis de l'ancien ministre allemand Dernburg sur le sort futur de la Belgique.

Des rencontres nombreuses, avec une moindre intensité, toutefois, que dans la première quinzaine d'avril, ont continué à se produire sur les deux fronts, l'occidental et l'oriental.

En Belgique et en France, nous améliorons graduellement nos lignes par la conquête et l'occupation de quelques accidents de terrain et nous les avançons sur plusieurs points. Dans la région d'Ypres, les Anglais se sont ainsi emparés d'un relief appelé la cote 60, après une série d'attaques et de contre-attaques. Les pertes de l'ennemi, en ce point, du 17 au 21 avril, sont évaluées, par le communiqué, à 3.000 ou 4.000 hommes. Au nord d'Arras, le fameux éperon sud-est de Notre-Dame-de-Lorette, ardemment disputé, est définitivement en nos mains et fortifié par nos soins. A Thiepval et à la Boisselle, dans la région d'Albert, en Argonne, à Ba-

gatelle, aux Eparges, au bois de Mortmare et au bois le Prêtre, en Lorraine, aux environs de la forêt de Parroy, dans toutes ces localités, depuis des semaines, pour la plupart, connues, des engagements renaissent : souvent ce sont de vaines attaques ennemies pour ressaisir les points perdus. Il arrive parfois que les communiqués allemands reconnaissent des échecs : « Au sud-ouest de Metzeral, dans les Vosges, dit le communiqué allemand du 18 avril, nos avant-postes, ayant devant eux un ennemi en forces supérieures, ont été retirés de leur point d'appui. »

Il faut mettre à part, pour l'acharnement et l'importance, les combats en Alsace, sur le versant oriental des Vosges : le mouvement sur Metzeral, dont il vient d'être parlé, par les deux rives de la Fecht; l'ennemi a réattaqué en vain l'Hartmannswillerkopf, le fameux « Vieil Armand », comme disent nos troupiers. Il y a là un point particulièrement sensible aux Allemands.

Ainsi, avec une persévérance méthodique, nous redressons et avançons nos lignes. Certains s'étonnent que, depuis sept mois, notre pression n'obtienne pas de résultats plus visibles sur les cartes et ne parvienne pas à dégager des morceaux notables de notre territoire envahi.

On a rappelé, à ce propos, une étude publiée en 1902 par l'un des critiques militaires neutres les plus en renom, le colonel suisse Feyler. Décrivant avec une sorte de don prophétique, s'il est permis d'employer ce mot dont on a tant abusé, la guerre future de tranchées sur des lignes indéfinies, le colonel Feyler arrivait à la conclusion que les deux adversaires, face à face dans leurs retranchements, seraient en quelque sorte condamnés à l'immobilité, et que c'est à des circonstances extérieures seules que serait due la fin de la guerre purement défensive de l'avenir[1].

1. Voir le *Temps* du 7 avril 1915, p. 3.

La lutte qui se poursuit depuis sept mois, sur le front occidental, sans résultat décisif, paraît à certains fortifier, sinon absolument confirmer, cette appréciation. Il faut remarquer, toutefois, que le colonel Feyler, dans ces prévisions, partait de cette hypothèse : « S'il y a égalité dans l'armement, dans les effectifs et dans la valeur morale des troupes en présence. »

Or, la tendance est de plus en plus à une supériorité qui finira par devenir très notable de l'armement, notamment des munitions, des effectifs et de la valeur morale, du côté de la Triple-Entente.

Il est utile de recueillir, à ce sujet, quelques récents renseignements concernant nos alliés anglais. Mentionnons d'abord que, à la Chambre des communes, répondant à une question, le représentant du gouvernement britannique, M. Mac Kenna, a déclaré que les pertes totales anglaises, jusqu'au 11 avril, s'élevaient à 139.347 hommes; nous n'avons pas la répartition de ces pertes; les deux tiers doivent bien concerner les blessés, et l'on sait que la moitié de ceux-ci sont, au bout de quelques semaines, en état de revenir sur le front; les pertes définitives doivent donc tout au plus s'élever à une centaine de mille hommes.

L'effectif de l'armée britannique sur le continent et sur le front a été, néanmoins, notablement accru, mais non pas jusqu'ici dans les proportions que l'on désirerait. Voici, toutefois, que le correspondant militaire du *Times*, dans le numéro du 19 avril de ce journal, déclare que, sans aucun doute, en comprenant les troupes actuellement sur le théâtre de la guerre, un million d'hommes seront, cet été, sur le front occidental; plus d'un million d'autres soldats seront en réserve en Angleterre, sans compter les troupes expédiées sur les théâtres secondaires de la guerre[1]; laissons de côté ces théâtres secondaires : Mésopotamie, Egypte, Dardanel-

1. Voir le *Times* du 17 avril 1915, p. 6, 1re colonne.

les, etc. Si la Grande-Bretagne entretient, dans le cours de l'été, des armées à l'effectif complet et toujours maintenu d'un million d'hommes sur le théâtre occidental de la lutte, elle aura réalisé les promesses faites et dont nous avons souvent parlé[1]. Il en résultera, sur ce front occidental, une supériorité d'effectifs qui, à la longue, pourra être approximativement de près de trois soldats de la Triple-Entente contre deux allemands. Cette supériorité d'effectifs pourra permettre, le jour venu, soit une poussée victorieuse, soit une manœuvre décisive.

Mentionnons encore que le gouvernement anglais, interrogé le 20 avril, à la Chambre des communes, sur la question de l'établissement de la conscription, a répondu, par l'organe de M. Lloyd George, remplaçant le président du conseil, M. Asquith, absent, que le gouvernement ne pensait pas à recourir à la conscription et qu'il est très satisfait de la réponse des volontaires à l'appel du roi. Il est certain que la conscription, si utile que nous l'eussions jugée avant la guerre ou même au début de la guerre, interviendrait maintenant bien tardivement. Quant aux engagements volontaires, ils paraissaient s'être grandement ralentis au cours des derniers mois; les férocités teutonnes avec les zeppelins et les sous-marins semblent leur avoir rendu de l'élan.

En supposant qu'une poussée intense sur le front occidental parût exiger de trop grands sacrifices d'hommes, on ne doit pas oublier, comme nous l'avons déjà signalé, que l'Allemagne peut être attaquée et pénétrée par d'autres côtés que le front occidental ou le front oriental. Elle a un millier de kilomètres environ de front septentrional et autant de front méridional. Il se pourrait qu'on cherchât et qu'on trouvât un accès chez elle moins hérissé de défenses, soit par le nord, soit par le sud.

1. Voir les Semaines finissant le 1er avril 1915, p. 297, et le 17 décembre 1914, p. 177.

C'est à quoi il semble que nos alliés les Russes travaillent avec énergie, méthode et succès. Ils cherchent actuellement la route de Breslau ou même de Dresde et de Berlin par Budapest; c'est un détour, même un grand détour, mais qui peut mener plus rapidement au but.

Le plan, ou plutôt le quatrième plan du fameux maréchal de Hindenburg, le favori des petites filles allemandes et de tout le peuple allemand, le *Russenschreck*, la terreur des Russes, comme on l'a appelé avec emphase, pour prendre Varsovie ou pour détruire les armées du tsar, paraît bien avoir définitivement échoué. Certains critiques disent, il est vrai, qu'il le reprend sur de nouveaux frais : les Allemands se remettent à bombarder énergiquement Ossowiec, à faire des mouvements sur la Mlawa et sur la Bzura; mais il semble que ce soient là de simples réminiscences et des feintes.

Le grand intérêt de la lutte, au front oriental, paraît bien se concentrer sur les Balkans. Pour venir au secours des Austro-Hongrois, les Allemands ont amené en cette région, dit-on, sept corps d'armée. Un communiqué du grand état-major russe fait le résumé de l'immense bataille des Carpathes, notamment entre le 19 mars et le 16 avril; dans des engagements acharnés, sur les cols ou les pentes de cette chaîne de montagnes, les Russes ont capturé 70.000 hommes, dont 900 officiers, pris 30 canons et 200 mitrailleuses. Ils occupent les principaux cols, mais des combats prolongés se livrent encore autour du col d'Uzsok et dans les secteurs de Telepovce et du Strij. Le terrain, rendu inutilisable par le dégel et le grossissement des eaux, ralentit en ce moment les opérations, qui semblent bien devoir tourner définitivement à l'avantage des Russes et leur permettre, dans un temps prochain, d'envahir les plaines hongroises.

Sur les théâtres secondaires de la guerre, notons de nouveaux succès russes contre les Turcs au Caucase, la reprise de bombardements, sinon de combats entre

Austro-Hongrois et Serbes, des reconnaissances navales aux Dardanelles et une victoire des troupes indo-britanniques sur les Turcs en basse Mésopotamie.

De nouveaux épisodes, sans grande importance militaire, se présentent sur mer et dans les airs. La piraterie allemande continue à s'en prendre aux navires neutres, tout autant qu'à ceux des belligérants; c'est ainsi qu'un sous-marin teuton a coulé le navire hollandais *Katwijk,* qui était à l'ancre; un navire grec aussi dans la mer du Nord, l'*Hellispontos,* a péri par une torpille teutonne.

Dans les airs, une flottille de ces grossières et jusqu'ici inefficaces machines d'assassinat, les zeppelins, a parcouru les comtés avoisinant la côte orientale de la Grande-Bretagne, sans réussir, outre d'insignifiants dommages matériels, à faire d'autres victimes qu'une femme légèrement blessée et trois chevaux tués. Un simple taube, à Amiens, a fait beaucoup plus de ravages, massacrant une douzaine de civils, pour la plupart femmes ou enfants. Nos aviateurs ont le plus grand souci de ne s'en prendre qu'aux ouvrages militaires ou aux avions ennemis; ils réussissent, en général, dans cette œuvre essentiellement licite. Nous avons eu le regret d'apprendre que l'un des plus populaires de nos hommes aériens, Garros, dont nous mentionnions, il y a huit jours, les exploits, a été forcé d'atterrir en territoire allemand et fait prisonnier; c'est là fortune ou mauvaise fortune de l'air.

Les Allemands ont continué à montrer leur férocité en lançant cinquante obus incendiaires sur Reims, l'éternelle victime.

Un document naïf ou cynique, qui illustre la pillerie allemande et la conception teutonne de la guerre, est fourni par des annonces dans un journal danois, le *Politiken,* concernant la mise en vente de « six wagons de meubles, parmi lesquels des meubles antiques, arrivés de Belgique, France, Hollande et Allemagne et vendus

à moitié prix et au-dessous, meubles de châteaux et de palais de toute espèce, etc.[1] ».

Les faits d'ordre diplomatique ou s'en rapprochant continuent à attirer l'attention. M. Dernburg, l'ancien ministre allemand des colonies, qui, depuis plusieurs mois, est accrédité par son gouvernement à New-York auprès de l'opinion américaine pour l'influencer, a eu l'idée de déclarer, dans une lettre adressée au président d'une assemblée tenue à Portland (Etat du Maine), que la conquête de la Belgique avait été payée par le sang allemand et que l'Allemagne ne pourrait s'en dessaisir, sauf peut-être moyennant un statut économique, qui la ferait économiquement allemande.

On comprend que les neutres s'alarment de plus en plus devant ces arrogantes prétentions. On parle chaque jour davantage de l'intervention armée de l'Italie contre l'Autriche. D'autre part, on vient de publier le texte de deux longues lettres, véritables mémoires, adressées en janvier dernier par M. Venizelos, alors président du conseil de Grèce, à son roi. Ce sont là des documents capitaux.

Sur le terrain diplomatique, comme sur le terrain militaire, les choses tournent fort mal pour l'Allemagne.

1. Voir le détail édifiant de ces annonces dans le *Journal des Débats* du 20 avril 1915. Le *Petit Parisien* a également cité des annonces analogues.

TRENTE-NEUVIÈME SEMAINE

Du 23 au 29 avril 1915.

Succès momentané des Allemands sur un point du canal de l'Yser, grâce à l'emploi de bombes asphyxiantes. — Offensive allemande repoussée sur d'autres points du front occidental. — Les Allemands cherchent ainsi à intimider et à retenir l'Italie.

Déclaration de M. Lloyd George à la Chambre des communes sur le montant des forces britanniques en Belgique et en France; cette déclaration a suscité des interprétations excessives.

Relative accalmie sur le front oriental.

Débarquement des troupes anglo-françaises aux Dardanelles.

La piraterie des sous-marins teutons; elle s'en prend de plus en plus aux navires neutres.

Perte, dans le canal d'Otrante, du croiseur français *le Léon-Gambetta*.

Action militaire des aviateurs de l'Entente. — Action assassine des aviateurs allemands à Nancy.

Discours du président Wilson, préparant sa médiation éventuelle pour l'issue de la guerre. — Réserves catégoriques à faire à ce sujet.

Sauf l'énergique effort des Anglais, couronné de succès, pour s'emparer de la cote 60 dans la région d'Ypres, nous notions, il y a huit jours, une accalmie relative sur le front occidental, interrompue en partie d'attaques de l'ennemi pour ressaisir les points par lui perdus. Les journaux hollandais, toutefois, annonçaient d'importants rassemblements et mouvements de troupes allemandes en Belgique qui leur semblaient présager une offensive importante.

Cette offensive de l'ennemi s'est produite dans des conditions de barbarie et de déloyauté inattendues. Le prélude en a été, en des conditions normales, d'ardentes attaques allemandes, qui ont échoué, contre la célèbre cote 60, conquise par les Anglais. Au même moment,

les troupes belges au nord de Dixmude repoussaient des assauts de l'ennemi en lui infligeant de grandes pertes.

Dans la journée de jeudi 22 avril, l'offensive teutonne a pris des proportions beaucoup plus vastes et a changé de caractère. Mettant en ligne deux corps d'armée et recourant à des bombes asphyxiantes au nord d'Ypres, aux environs de Steenstraete et de Langemarck, les Allemands, par surprise et par l'engourdissement soudain d'une partie de nos troupes, sont parvenus à nous rejeter en arrière, même à passer sur un point le canal de l'Yser et à occuper, sur la rive gauche de cette voie d'eau, le village de Lizerne. En même temps, les troupes britanniques, pour maintenir leur front en liaison avec le nôtre, ont dû effectuer un léger recul. Cette action traîtresse du recours aux bombes asphyxiantes a été solennellement et explicitement interdite par une décision de la Conférence de la Haye, qui porte la signature de l'Allemagne. Une fois de plus la nation allemande témoigne hautement de son incurable perfidie et de son obstiné mépris des traités et conventions qui portent sa signature.

Le trouble porté dans nos lignes par cet acte déloyal a été sans durée et sans portée. Nos vaillantes troupes sont revenues de leur surprise, se sont ressaisies, ont réoccupé définitivement Lizerne, rejeté l'ennemi au delà du canal de l'Yser et reconquis la plus grande partie du terrain momentanément perdu. Elles ont fait de nombreux prisonniers et pris du matériel (lance-bombes et mitrailleuses). Les troupes canadiennes, de leur côté, avec un élan magnifique, et dont on doit vivement les féliciter, ont repris quatre canons lourds tombés passagèrement aux mains des Allemands. La situation, un instant troublée sur les rives de l'Yser, est donc rétablie et pourra servir de base à une avance méthodique de nos troupes.

En même temps qu'en Belgique, l'ennemi attaquait en

grandes forces sur d'autres points du front : à Notre-Dame-de-Lorette, près d'Arras; en Champagne, à Beauséjour; aux Hauts de Meuse, avec un plein corps d'armée; à la tranchée de Calonne, aux Eparges et près de Combres, sur le terrain où nous avions livré depuis six semaines tant d'heureux combats; il y a subi un complet échec; sur un seul point du front, en ce secteur, on a compté près d'un millier de cadavres allemands.

En Alsace aussi, à l'Hartmannswillerkopf, l'ennemi prononçait une violente attaque, et quelques instants il parvint à occuper le sommet que nous avions conquis le 26 mars; il en fut presque immédiatement chassé, et « le vieil Armand », comme disent nos troupiers, reste en nos mains.

Toute cette furieuse offensive des Allemands en grandes forces, sur l'Yser, sur les Hauts de Meuse, en Alsace, a complètement échoué. Nous restons maîtres, sur tout notre front, de tous les points importants récemment conquis : la cote 60 aux environs d'Ypres, les Eparges, l'Hartmannswillerkopf, pour ne nommer que les trois principaux.

La victoire ne consiste pas, surtout en recourant à des moyens déloyaux et interdits, dans la prise de quelques canons qui n'affaiblissent pas sérieusement l'adversaire, ou d'un chiffre restreint de prisonniers qui ne réduisent pas sensiblement ses effectifs, mais dans la rupture et la dislocation définitive des lignes de l'ennemi, dans le découragement et la dépression durables qui lui sont infligés, dans l'ascendant irrésistible que l'on prend sur lui. Ces résultats n'ont nullement été obtenus à Ypres par les Allemands. S'il leur plaît de claironner dans le monde une prétendue victoire et de provoquer une illumination à Berlin, ils n'en ont pas moins subi un échec, d'autant plus pénible pour eux que leurs efforts ont été plus grands et les moyens employés par eux plus condamnables.

Cette soudaine et violente offensive allemande s'explique par des raisons diverses : les unes d'ordre militaire, les autres d'ordre politique ou diplomatique. Une raison de premier ordre, c'est le désir de devancer l'arrivée sur le front des nouvelles et très importantes formations d'armées britanniques et françaises; il était naturel que les Allemands engageassent la lutte alors que les effectifs de leurs adversaires n'étaient pas encore considérablement grossis. Une raison politique et diplomatique devait porter aussi les Allemands à un grand effort; il était bruit partout de la prochaine entrée en campagne de l'Italie, peut-être aussi de la Grèce. On sait que les négociations entre Vienne et Rome pour assurer aux Austro-Allemands, moyennant des promesses de cession de territoire, la neutralité italienne jusqu'à la fin de la guerre ont échoué et que des pourparlers sont engagés entre l'Italie et la Triple-Entente. Les Allemands, en se livrant à une offensive énergique et à fond sur le front occidental, espéraient impressionner les neutres qui ont des reprises à exercer et les maintenir dans l'inaction. Le prochain avenir montrera si l'échec de leur tentative sur notre front aura, au point de vue politique et diplomatique, avancé leurs affaires.

Il a beaucoup été parlé, dans la dernière semaine, des renforts anglais amenés sur le continent. Ces renforts sont notables, mais il est malaisé d'en fixer, comme on a voulu le faire, exactement le chiffre. M. Lloyd George, le chancelier de l'Echiquier, dans un discours à la Chambre des communes, le 21 avril, s'est exprimé en ces termes[1] :

Je vais donner à la Chambre un chiffre, afin de faire voir ce qui a été accompli. On ne l'a jamais donné jusqu'ici, et je le donne après consultation avec lord Kitchener et avec son plein consentement. Il a été souvent question, depuis cinq ou dix ans, de l'effectif possible d'un corps expéditionnaire. Jamais, que je sache, personne n'a proposé qu'il dépassât six divisions. Qu'est-il arrivé?

1. *The Times* du 22 avril, p. 12, 2e et 3e col.

Au bout de huit mois de guerre, il y en a plus de six fois autant qui combattent pour le pays, pleinement équipées et fournies maintenant des munitions nécessaires, et chaque homme perdu est aussitôt remplacé. Je dis que c'est un magnifique triomphe d'organisation, et je ne crois pas que dans aucun pays on en ait jamais fait autant.

M. Lloyd George n'a donné aucun chiffre quant au nombre de soldats que représentent ces 36 divisions; des journaux français ont supputé qu'une division britannique compte 20.000 hommes et que, par conséquent, il s'agit ici de 720.000 hommes; ce chiffre paraît exagéré, et il semble plus conforme à la réalité de compter 15.000 hommes par division, d'autant que ce chiffre cadre avec une déclaration de lord Kitchener qui parlait d'un envoi moyen, sur le continent, de 30.000 hommes par semaine. A 15.000 hommes par division il y aurait, pour les 36 divisions, 540.000 Anglais environ en France et en Belgique. De beaucoup le plus grand nombre ne sont pas sur le front.

Un communiqué français (en date du 26 avril) évalue à 950 kilomètres le front occidental; une évaluation de ce genre est très malaisée, ce front, de Langemarck à Lassigny, puis à Thann, représentant une ligne très sinueuse, avec beaucoup de saillants et de rentrants. En supposant qu'au lieu de 950 kilomètres, ce front, aux sinuosités répétées, n'en comporte que 800, les troupes britanniques ne paraissent pas y occuper sensiblement plus d'une soixante de kilomètres; on en doit conclure que si les effectifs britanniques s'élèvent, en France, à 550.000 ou 600.000 hommes, à plus forte raison s'ils atteignent un chiffre plus élevé, les deux tiers environ doivent être encore en deuxième ligne ou dans les camps.

Le nombre des soldats de nos alliés augmente, d'ailleurs, continuellement. Le gouvernement anglais, pour faciliter les transports de troupes, suspendit, il y a quelque temps, les services maritimes réguliers entre

l'Angleterre et la Hollande. On peut, de plus en plus, espérer que, dans le cours de l'été, les troupes britanniques coopérant avec les nôtres atteindront l'effectif souvent indiqué de 1 million d'hommes, qui pourra être toujours maintenu au plein.

Notons que, des six armées britanniques nouvelles, constituées au début de l'année, la première, qui doit être commandée par le général sir Douglas Haig, doit se trouver actuellement sur notre front nord, puisque ce général vient de recevoir des félicitations à propos des combats de Neuve-Chapelle; le commandant de la quatrième armée, de même formation, le général sir Jan Hamilton, a été indiqué, depuis quelques semaines, et figure aujourd'hui comme ayant le commandement en chef de l'armée anglo-française d'opérations aux Dardanelles.

Nous avons, de notre côté, environ 1 million d'hommes en réserve ou dans les dépôts; on constitue avec ces troupes d'attente de nouvelles armées, et c'est à ces armées en formation, constituées avec des hommes de toutes classes et de toutes régions, que le président Poincaré a été remettre leurs drapeaux et porter le salut de la France, dans les journées du dimanche 25 et du lundi 26 avril.

Avec ces nouvelles formations tant britanniques que françaises nous devons arriver à avoir, sur le front occidental, relativement aux Allemands, une supériorité d'effectifs qui pourra graduellement approcher, nous l'avons dit, de 3 contre 2.

Sur le front oriental, la continuation du dégel, la difficulté des transports, ont amené une relative accalmie : il y a, cependant, toujours de vifs combats où les Russes maintiennent et même développent leurs avantages aux environs du col d'Oujok et dans le secteur du Stryj. Quoique les Allemands semblent retirer de grandes quantités de troupes de la Prusse orientale et de Pologne pour s'opposer à la descente en masse des Russes en

Hongrie, cette descente paraît toujours avoir les plus grandes chances de s'effectuer, en conditions favorables, dès que le permettront le terrain et la température.

Un événement considérable, qui aura une portée historique de premier ordre, s'est produit le 25 avril : reprenant, ce jour-là, les opérations un peu hâtivement commencées à la fin de février, et cette fois avec le concours des armées de terre et des flottes, les troupes alliées, britanniques et françaises, sous le commandement, pour l'ensemble, de sir Jan Hamilton, qui avait été nommé le 2 janvier commandant de la quatrième des six nouvelles armées britanniques, et du général d'Amade, pour nos propres troupes, ont commencé avec bonheur leur débarquement sur les deux rives des Dardanelles; les flottes alliées l'ont secondé en bombardant les positions et les forts turco-allemands. D'autre part, les navires russes ont continué leurs attaques contre l'entrée du Bosphore. Voilà une grande opération méthodiquement engagée. Il lui faudra un certain temps pour s'achever avec le complet succès dont personne ne doute.

La piraterie allemande continue, mais elle a moins de succès que jamais depuis quelque temps. Dans la semaine finissant le 20 avril, les bateaux pirates ne sont parvenus à couler que deux petits navires anglais, un navire marchand de 784 tonnes et un bateau de pêche de 158 tonneaux. Dans les deux premiers mois écoulés du prétendu « blocus de l'Angleterre », les sous-marins teutons n'ont coulé que 40 navires britanniques, dont beaucoup de très petit tonnage, et pas un seul transport chargé de troupes. C'est, comme nombre de navires, quatre de plus que le nombre prévu par nous avant l'établissement de ce prétendu blocus[1]. Par contre, les sous-marins continuent à détruire des navires neutres : on a vu que tel a été le sort du *Katwijk*, hollandais, et de l'*Ellispontos*, grec; il faut y ajouter le *Olandia*, hollandais, le *Folk* et

1. Voir la Semaine finissant le 18 février 1915, p. 252.

le *Ruth*, suédois, le *Brillant*, norvégien, etc., tous détruits par des torpilles teutonnes. Les Allemands continuent à se montrer ainsi les ennemis des neutres; ils promettent bien parfois à ceux-ci des indemnités à discuter, mais ce sont des réparations incertaines et insuffisantes.

Nous avons la douleur d'apprendre le torpillage, dans la nuit du 27 avril, à l'entrée du canal d'Otrante, par un submersible autrichien, du croiseur français *le Léon-Gambetta* et la perte de ce navire avec tous ses officiers et la plus grande partie de son équipage : 136 hommes seulement, dont quelques sous-officiers, ont été sauvés; quant aux officiers, réunis tous sur la passerelle, ils ont magnifiquement péri au cri de : « Vive la France! » Rapproché de l'infortune analogue dont furent victimes, au début de la guerre, les trois croiseurs britanniques *Hogue, Cressy* et *Aboukir*, ce cruel accident tend à prouver que les sous-marins, à des intervalles très espacés et dans des conditions très favorables, peuvent avoir plus d'efficacité comme instruments de guerre véritable que pour l'établissement d'un blocus.

Les aviateurs des Alliés ont fait preuve, dans le mois qui vient de s'écouler, d'une très grande et heureuse activité pour le bombardement des gares et des postes ou organes militaires de l'ennemi : cela les distingue des aviateurs allemands, qui se plaisent à jeter des bombes dans les villes ouvertes, comme ils viennent encore de le faire, le 27 avril, à Nancy, ayant jeté trois bombes dans le quartier de la célèbre place Stanislas, tuant trois civils et en blessant six grièvement, et aussi à Epernay, ville qui ne contient que des établissements sanitaires.

En dehors des faits proprement de guerre, il convient de mentionner, comme un événement intéressant, la note américaine du secrétaire d'Etat Bryan, repoussant l'arrogante prétention de l'Allemagne qui sommait les États-Unis de cesser de fournir des munitions aux na-

tions de la Triple-Entente. Un discours du président Wilson mérite aussi d'être mentionné : citons ces paroles mémorables :

La période écoulée a été assez difficile; celle qui s'ouvre devant nous ne paraît pas l'être moins. Quoi que l'on puisse dire sur la condition actuelle des affaires du monde, il est clair qu'elles arrivent au moment critique, non seulement pour les nations engagées dans la lutte colossale qui se déroule, mais aussi pour nous particulièrement.

Vous rendez-vous compte que nous sommes presque la seule nation qui ne soit pas en guerre? Notre atmosphère n'est pas encore chargée de ces éléments de trouble qui doivent avoir pénétré toutes les nations européennes. N'est-il pas probable, par conséquent, que les nations se tourneront un jour vers nous pour que nous départagions de sang-froid les belligérants?

Je n'ai pas la pensée de formuler un jugement. Aucune nation n'a le droit d'en juger une autre, mais nous aurons quelque jour à donner notre concours pour établir les bases de la paix. Nous devons préparer notre esprit à connaître quelles sont les meilleures choses à faire et quelle est la meilleure route à prendre pour y parvenir. Nous devons mettre notre argent, notre énergie, notre enthousiasme, nos sympathies, au service de ces choses.

Tout en applaudissant aux nobles intentions du président Wilson, tout en rendant hommage à son élévation de caractère et à son ardent désir d'impartialité, nous devons faire des réserves au sujet de ce discours. Il n'est pas possible qu'après une lutte qui aura duré un an ou davantage, qui aura coûté la vie ou infligé des blessures graves à plus d'un million d'hommes, qui aura dévoré des vingtaines de milliards, les membres de la Triple-Entente et leurs adhérents aillent accepter une médiation, quelle qu'elle soit, pour faire la paix. Les belligérants seuls peuvent apprécier équitablement les sacrifices faits, les réparations nécessaires, les garanties indispensables pour fonder la paix future. Il ne peut donc être question d'un arbitrage, pas plus que d'un Congrès général de toutes les puissances où les neutres seraient conviées. Pour cette grande œuvre, une connaissance approfondie de l'histoire et de la situation de l'Europe

est nécessaire, qui ne se peut improviser et que rien ne peut remplacer. Le jour venu, c'est-à-dire quand l'Allemagne sera terrassée, les peuples de la Triple-Entente imposeront *seuls* à l'Etat bandit les conditions de la paix qui donnera au monde entier la sécurité pendant une suite de générations.

QUARANTIÈME SEMAINE

Du 30 avril au 6 mai 1915.

La situation après neuf mois de guerre. — Rappel des populations des deux groupes de belligérants.
Les troupes coloniales britanniques : les pertes du contingent canadien en Belgique et en France.
Importance et conditions de la tâche générale à accomplir par les Etats de l'Entente.
Bombardement de Dunkerque par un canon monstre allemand.
La bataille de la Dunajec en Galicie. — L'action allemande en Courlande.
Recrudescence de la piraterie teutonne : torpillage du vapeur américain *Gulflight*.
Lutte entre torpilleurs anglais et allemands dans la mer du Nord.
Déclarations annexionnistes de M. Erzberger, important député (du parti du Centre) au Reichstag.
Lancement du cuirassé *le Languedoc*.
Cérémonie grandiose à Quarto, près de Gênes, pour l'anniversaire de l'expédition des Mille.

Voici entamé le dixième mois de guerre. Il peut sembler aux hommes inattentifs, qui regardent superficiellement les cartes et qui se remémorent indistinctement les événements, que les situations des belligérants soient restées, depuis la fin du deuxième mois, c'est-à-dire depuis la fin ou même le milieu de septembre, à peu près stationnaires et que les prévisions sur l'issue d'une lutte si colossale soient entourées d'obscurité.

Il n'en est rien : les raisons, nous ne disons pas d'espérance, mais de pleine confiance pour les membres de la Triple-Entente, se sont développées et confirmées.

Il est inutile d'insister sur l'inégalité de préparation, au début, des deux groupes de belligérants. Tandis que l'Allemagne, dont la guerre, suivant un mot célèbre, dit

il y a près d'un siècle et demi à propos de sa grande province dominatrice la Prusse, constitue l'industrie nationale, s'était assidûment préparée depuis plusieurs générations à un conflit mondial et qu'il en était, pendant le dernier quart de siècle, de même de son alliée et subordonnée l'Autriche-Hongrie, les peuples de la Triple-Entente, France, Russie, Angleterre, avaient apporté beaucoup de négligence et laissé beaucoup de lacunes dans leurs armements. Tout chez elles était insuffisant : et les effectifs, et les armes, et les munitions.

Peu à peu, au cours même de la lutte, — et c'est ce qui l'a indéfiniment prolongée, — toutes ces insuffisances ont été comblées ou vont l'être d'ici à quelques semaines ou à quelques mois.

L'Allemagne, malgré la supériorité de ses effectifs et de son état militaire, a été, dès le mois de septembre et toujours depuis lors, contenue, subissant des pertes colossales dans sa double ruée à l'ouest et à l'est. Le moment approche où l'on a droit de penser que ses troupes vont être rejetées en dehors des territoires qu'elles ont occupés par surprise et où elle-même aura à défendre ses frontières d'abord et ensuite ses provinces.

Chaque jour la supériorité d'effectifs ainsi que celle d'armements et de munitions tend à tourner de plus en plus en faveur de la Triple-Entente. Il est, en outre, amplement prouvé que l'Allemagne ne possède aucune supériorité de commandement. La formidable machine militaire qu'elle a construite avec tant de persévérance et qu'elle croyait devoir broyer en quelques mois ses adversaires s'est montrée inefficace. Ni Paris, ni Nancy, ni Calais, ni, à l'autre extrémité de l'Europe, Varsovie ne sont tombés aux mains des Allemands. Ils ont fait une énorme renommée à un de leurs généraux, Hindenburg, qui a, sans doute, des qualités de chef militaire, mais qui ne possède aucune réelle maîtrise et qui, après des succès passagers et tout locaux, a échoué dans toutes ses entreprises. Il ne s'est révélé que comme un

entraîneur d'armées qui fait massacrer sans merci et sans réelle efficacité ses troupes.

Dans ces conditions, l'Allemagne ne pourra offrir à ses adversaires, pourvu que ceux-ci aient une longue constance, qu'une résistance graduellement affaiblie et finalement défaillante.

A cette nouvelle phase de la guerre, il est bon de rappeler les sources d'hommes auxquelles peuvent puiser les deux groupes de belligérants; nous reproduisons, en les complétant pour la Turquie, les chiffres que nous fournissions dans notre communication à l'Académie des sciences morales et politiques, peu de temps après le début de la guerre, le 3 octobre 1914[1] :

Le premier groupe des nations belligérantes, celui de la Triple-Entente et de ses adhérents, représente les chiffres de population qui suivent :

	Habitants.
La Russie (1912)	171.059.000
La France (1911)	39.601.000
La Belgique (1910)	7.428.000
L'Angleterre (1911)	45.370.000
La Serbie (avec territoires nouveaux)	4.500.000
Le Monténégro (avec territoires nouveaux)	516.000
Le Japon (1913)	52.985.000
Premier groupe de belligérants	321.459.000

Le second groupe de belligérants se compose des deux empires d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie, puis de la Turquie :

	Habitants.
Allemagne (1912) en nombre rond	66.500.000
Autriche-Hongrie (1910)	49.437.000
Turquie (approximativement)	16.000.000
Deuxième groupe de belligérants	131.937.000

Les populations des deux groupes de belligérants

1. Voir la Semaine finissant le 8 octobre 1914, p. 79.

réunis : 321 millions d'une part, 132 millions de l'autre, représentent ensemble 453 millions d'âmes, soit plus que le quart de la population entière du globe.

Ce n'est pas tout : il faut tenir compte, en outre, d'autres participants à la guerre :

	Habitants.
Possessions de la France dans l'Afrique du Nord (Maroc compris)	12.000.000
Dominions ou grandes colonies britanniques autonomes (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud)	25.000.000
Indes britanniques	320.000.000
Colonies européennes diverses, notamment celles de l'Afrique qui fournissent des soldats	60.000.000
	417.000.000

Il faut, sans doute, tenir compte de ce que le service obligatoire n'existe pas en Angleterre; cependant, ce pays a levé, à l'heure présente, plus de 2 millions d'hommes et continue son recrutement avec l'intention de le pousser, si possible, jusqu'à 3 millions. D'autre part, les colonies, soit anglaises, soit françaises, ne fournissent en soldats qu'une faible proportion de leur population; mais il ne faut pas oublier que des régiments canadiens ont vaillamment combattu ces dernières semaines à Ypres; le sous-secrétaire d'Etat britannique à la guerre, d'après une dépêche de Londres du 5 mai, vient de déclarer que leurs pertes en France et en Belgique s'élèvent, tant en tués qu'en blessés, à 232 officiers et 6.204 hommes. Des troupes indiennes depuis l'automne dernier en France et en Belgique, plus récemment en Mésopotamie et en Egypte, prennent activement part à la lutte; enfin des contingents néo-zélandais et australiens viennent de se signaler par leur heureux débarquement dans la péninsule de Gallipoli.

Tout en tenant compte de la modicité relative du recrutement dans les possessions coloniales de l'Angleterre et de la France, la disproportion numérique entre

les deux groupes de belligérants est énorme : 133 millions de population au plus pour l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Turquie; 270 millions pour les territoires européens de la Triple-Entente et de ses adhérents d'Europe, sans compter les 417 millions de population coloniale, en laissant de côté le Japon, dont le rôle actif dans la guerre paraît à peu près terminé.

Cette grande inégalité des populations assure que l'épuisement se fera bien plus vite et plus profondément sentir dans le groupe qui a l'Allemagne à sa tête que dans celui de la Triple-Entente. Cela apparaît d'autant plus certain que les circonstances économiques où se meuvent l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie sont beaucoup plus défectueuses que celles où se meuvent leurs adversaires.

L'épuisement, sans doute, de l'ennemi devra se manifester par des échecs militaires. Ce sont des événements militaires qui garderont toujours la prépondérance. Suivant les prévisions du colonel suisse Feyler, que nous reproduisions et commentions il y a quinze jours[1], il est très malaisé, dans une guerre de tranchées, comme celle qui se poursuit depuis la fin de septembre, que l'un des adversaires culbute absolument l'autre et le mette en déroute. Il y faut certaines conditions; nous les aurons, sans doute, bientôt réunies. Il viendra un jour, quand nos effectifs et ceux de nos alliés seront au complet, où nous ne pourrons plus nous contenter d'avances hectométriques; il faudra des avances, non seulement kilométriques, mais myriamétriques; il faudra pénétrer soit au cœur de l'Allemagne, soit tout au moins dans les grandes provinces industrielles allemandes, la Westphalie à l'ouest et la Silésie à l'est, camper simultanément sur le Rhin et sur l'Oder, sinon au delà. On doit penser que, lorsque tous les effectifs sur lesquels peut compter la Triple-Entente seront réunis, ces résultats seront dans les possibilités.

1. Voir la Semaine finissant le 22 avril 1915, p. 324.

La tâche actuelle, toute encore de préparation, est, sans doute, plus bornée. Sur le front occidental, la bataille d'Ypres, où Belges, Anglais, Canadiens et Français ont été engagés de notre côté, s'est prolongée tous les derniers jours d'avril et même, après quelque accalmie momentanée, dans les premiers de mai. Les Allemands ont reperdu tout le terrain qu'ils avaient gagné par leurs procédés déloyaux, sauf une tête de pont à Steenstraete, sur l'Yser; ils sont parvenus, il est vrai, à réoccuper, en usant de nouveau des gaz asphyxiants, une partie de la cote 60, succès tout local et, sans doute, passager. Leurs pertes d'hommes ont été énormes; des évaluations britanniques les portent à 12.000 tués. Notons qu'une enquête anglaise a été faite, sur les blessés canadiens, au sujet des gaz asphyxiants répandus dans nos tranchées par les Allemands. Cette enquête, conduite par le docteur Haldane, est très concluante sur le forfait et ses conséquences[1].

Ne pouvant percer ni disloquer nos lignes, les Allemands ont recouru à un de ces moyens d'intimidation pour lesquels ils ont une prédilection connue. Ils ont bombardé Dunkerque, y tuant vingt personnes et en blessant quarante-cinq. On a cru un moment que les obus provenaient de navires de guerre allemands ayant échappé à la surveillance des croisières britanniques. Il n'en était rien : le bombardement était dû, affirme-t-on, à un canon de 380 millimètres, dont le tube a 20 mètres de long, la charge de poudre 313 kilogrammes, et dont la portée atteint 37 kilomètres; Dunkerque est à 30 kilomètres des lignes allemandes les plus rapprochées. Cette virtuosité d'artillerie, qui réjouit les Allemands parce qu'ils se disent que, s'ils étaient les maîtres de Calais, ils pourraient bombarder la côte anglaise, n'a aucune utilité militaire.

Sur le reste du front occidental, des engagements très

1. Voir le *Temps* du 30 avril 1915, p. 4.

vifs continuent de se livrer, avec des péripéties diverses, la plupart en notre faveur, dans les secteurs habituels, en Champagne, à l'ouest de Perthes, en Argonne, entre Meuse et Moselle, aux Eparges, à Calonne, au bois d'Ailly, au bois de Mortmare; nous progressons en Alsace vers Steinbruck. Une nouveauté : nous avons bombardé un des points du camp retranché de Metz.

Il est assez malaisé d'apprécier exactement les actions en train, sur l'énorme front oriental, qui se développe, on le sait, avec mainte sinuosité, sur plus d'un millier de kilomètres. Les Russes tiennent toujours fermement les principales passes des Carpathes ; on continue de lutter autour du col d'Ouzok et dans le secteur de Stryj.

Pour préserver la Hongrie, les Allemands, soit isolément, soit joints aux Austro-Hongrois, se livrent à de furieuses attaques en Pologne et en Galicie ; ils manœuvrent notamment contre les flancs de l'armée russe des Carpathes, pour essayer de la contraindre à la retraite ; ils prétendent avoir gagné une victoire en Galicie ; leurs troupes, disent-ils dans un communiqué du 3 mai, sous le commandement du général de Mackensen, auraient « forcé sur de nombreux points le front russe entre la frontière hongroise et le confluent de la Vistule et de la Dunajec ». Un communiqué russe du 4 reconnaît que des éléments allemands ont réussi à passer la Dunajec, affluent de la Vistule, sur la rive droite ; mais il ajoute que les forces russes ont empêché ces éléments allemands de progresser. Il semblerait qu'il y aurait là une action analogue à celle toute récente des Allemands sur l'Yser. La situation russe ne paraît donc pas plus ébranlée que la nôtre en Belgique. L'ambassade russe, par une communication spéciale, dément formellement la prétendue victoire allemande en Galicie occidentale.

Simultanément avec ces actions importantes, les Allemands accomplissent un acte de virtuosité, ce qui est différent d'un acte d'éclat, en poussant des corps de cavalerie et d'artillerie légère en Courlande, à plus de

100 kilomètres au delà de la frontière russe. Nos alliés restent indifférents à ce *raid;* avec leurs immensités de territoires et l'éloignement de leurs deux capitales, les Russes peuvent céder du terrain sans inconvénients graves, quand une manœuvre de l'ennemi ne leur paraît pas redoutable. C'est sur les Carpathes que se joue la grande partie ; on peut espérer qu'elle tournera en faveur de nos alliés.

Le débarquement des corps anglo-français aux Dardanelles et l'action des flottes se poursuivent avec succès.

La piraterie allemande a eu une recrudescence d'activité cette semaine; les sous-marins ont coulé un peu plus de bateaux ; mais il arrive que la plupart sont de simples chalutiers, d'un jaugeage d'une ou deux centaines de tonneaux chacun; ces chalutiers coulés font nombre : cela rappelle ces tableaux de chasse où l'on compte les pièces abattues, sans dire qu'il s'agit non pas de faisans, mais d'alouettes. En dehors de chalutiers, les navires coulés récemment par les sous-marins allemands sont surtout des navires neutres, ceux-ci plus importants; c'est ainsi qu'un sous-marin teuton a torpillé, le samedi 1er mai, le vapeur américain *Gulflight,* jaugeant 5.189 tonnes, qui, venant de Port-Arthur aux Etats-Unis, transportait un chargement d'huile à destination de Rouen. Le capitaine américain et deux matelots ont été noyés. Ce méfait, attentatoire aux droits des neutres et, d'ailleurs, à l'humanité, suscite beaucoup d'indignation aux Etats-Unis. Le gouvernement allemand vient de faire insérer dans les journaux américains des annonces pour signifier au public que ceux qui s'aventurent dans les eaux anglaises sont en péril de mort.

Une lutte a eu lieu entre torpilleurs dans la mer du Nord : un torpilleur anglais et deux torpilleurs allemands ont été coulés.

Des zeppelins ont renouvelé un *raid* en Angleterre, sans réussir à faire de sérieux dégâts.

On doit signaler, comme indice de l'esprit allemand

dans les couches influentes, les déclarations concordantes et fréquentes de personnes notables au sujet du sort des territoires occupés par l'Allemagne. Nous avons, il y a quinze jours, reproduit les observations de l'ancien ministre Dernburg, accrédité par le gouvernement allemand près de l'opinion publique américaine[1], lequel affirmait que l'Allemagne doit garder la Belgique, ou ne la quitter qu'en l'assujettisant à un servage économique. On sait que l'un des chefs du parti du Centre au Reichstag, M. Erzberger, s'est prononcé, il y a quelques mois, de la façon la plus formelle pour que l'Allemagne garde la Belgique. Voici maintenant qu'un vice-président du Reichstag, l'un des chefs du parti national-libéral, le docteur Paasche, dans un discours à Kreuznach, émet la même prétention en y ajoutant que l'Allemagne doit rester, ou plutôt se mettre en possession (car elle ne l'occupe pas) de la côte de France en face de l'Angleterre sur la mer du Nord et le Pas-de-Calais. Au même moment, le fils de l'un des chefs du parti du Centre, qui est lui-même professeur à Strasbourg, le docteur Spahn, écrit que l'Allemagne doit rejeter la France dans ses frontières du moyen âge, au delà de la Saône et du Rhône. On voit quelles sont les convoitises de l'ogre allemand.

Comme autres incidents divers des derniers jours, il convient de mentionner le lancement du cuirassé *superdreadnought Languedoc;* cela ne nous console, certes, pas de la perte du navire moins important, le *Léon-Gambetta;* mais c'est une preuve que nos chantiers maritimes (les chantiers de la Gironde) ne restent pas inactifs pendant la guerre. Notons encore la réception chaleureuse de la mission irlandaise à Paris et les discours patriotiques prononcés, à cette occasion, par M. Poincaré et M. Viviani. M. Lloyd George, chancelier de l'Echiquier, vient de déposer le budget de l'Angle-

1. Voir la Semaine finissant le 22 avril, p. 329.

terre ; il apprécie les faits de la guerre dans deux hypothèses : l'une si la guerre dure encore six mois, l'autre si elle dure encore un an. Enfin, pour employer une expression anglaise, *last not least*, le dernier incident, non le moindre, qui est que, le gouvernement italien se ravisant, roi et ministres se sont abstenus d'assister à la cérémonie de l'inauguration du monument commémoratif de l'expédition des Mille, en 1860, à Quarto, près de Gênes. On a beaucoup discuté sur cet incident ; le secret en échappe ; il ne nous semble pas qu'il y ait grandement à s'en émouvoir ; la fête commémorative de l'expédition de Garibaldi dans les Deux-Siciles en 1860 a eu lieu le 5 mai au milieu d'un immense concours de population et d'un enthousiasme débordant ; le grand poète Gabriel d'Annunzio a prononcé un discours étincelant et entraînant ; il reste à voir si le torrent populaire, comme il y a cinquante-cinq ans, triomphera des hésitations et des atermoiements du gouvernement et de la Couronne et les entraînera à la réalisation immédiate des nouvelles destinées de l'Italie.

QUARANTE ET UNIÈME SEMAINE

Du 7 au 13 mai 1915.

Torpillage par un sous-marin teuton du paquebot *Lusitania* et perte de plus d'un millier de vies humaines, en grande partie femmes et enfants, dont une centaine d'Américains. — Rappel de l'attitude énergique contre l'Allemagne de l'ancien président Roosevelt.
Brillants combats dans le secteur d'Arras : à Neuville-Saint-Wast, Souchez, Carency; importantes pertes allemandes.
Les Russes perdent du terrain en Galicie; grande supériorité de l'artillerie lourde allemande sur celle de nos alliés.
Bombardements allemands sur Dunkerque et sur Bergues. — Nouveau raid de zeppelins en Angleterre.
Attitude pleine de promesses de l'Italie.
Entente conclue entre la Chine et le Japon.

Les frais de guerre; les obligations de la Défense nationale; la convention financière avec l'Angleterre; l'envoi d'or à Londres; l'élévation des avances de la Banque au Trésor et de la limite de la circulation des billets. — Un discours de M. Lloyd George sur la constitution de capitaux durant la guerre.

Les choses de terre, quoique importantes et favorables à nos armes, sur le front occidental du moins, cèdent, cette fois, la première place aux choses de mer, à la grande victoire navale que les Allemands assurent avoir remportée et qu'ils célèbrent avec exultation ; il s'agit du torpillage, par un sous-marin teuton, d'un grand paquebot anglais chargé de voyageurs ; écoutons leurs principaux journaux ; voici d'abord la *Gazette de Francfort* (*Francfürter Zeitung*) :

Les eaux, autour de la Grande-Bretagne, ayant été déclarées zone de guerre depuis le 18 février, celui qui brave ce danger n'a pas le droit de se plaindre. Le nombre grandissant des victimes des sous-marins allemands montre chaque jour que la flotte allemande a la

force de réaliser ses menaces. La *Lusitania* s'est moquée de cet avertissement; malgré toutes les moqueries anglaises, les voix allemandes ne cessaient leurs avertissements.

Pour la flotte allemande, le torpillage de la *Lusitania* signifie un succès immense.

Et le même grand journal, aux allures habituellement doctrinales, dans un numéro suivant :

L'engin de guerre allemand qui a coulé le navire a fait son devoir. Pour la marine allemande, c'est un succès extraordinaire, car la perte de la *Lusitania* a détruit le dernier espoir de l'Angleterre d'échapper aux menaces allemandes. Aucun navire de commerce n'est assez rapide pour échapper à nos torpilles, puisque le plus rapide et le plus grand bateau anglais a pu être recherché, trouvé et anéanti. Cette nouvelle provoquera un immense effroi parmi des milliers de personnes.

Voici, maintenant, la *Gazette de Cologne* (*Kœlnische Zeitung*), autre principale feuille allemande :

Le peuple allemand apprendra avec une satisfaction manifeste le torpillage de la *Lusitania*, car il prouve aux Anglais et à tout le monde que l'Allemagne poursuit sérieusement sa guerre de sous-marins et que ses coups sont dangereux.

Voici, enfin, le journal le plus important d'Autriche-Hongrie, la *Nouvelle Presse Libre* (*Neue Freie Presse*), de Vienne :

Il y avait à bord des milliers de personnes, et la catastrophe n'a pas pu se produire sans une grande perte de vies humaines. Nous nous réjouissons de ce nouveau succès de la flotte allemande, qui montre à tous que, tout comme les armées alliées ont accompli des faits d'armes semblant presque impossibles, de même les flottes alliées font preuve d'une égale bravoure, récompensée par de brillants succès.

Voilà la grande victoire navale allemande. La semaine précédente, les sous-marins teutons s'acharnaient à couler des chalutiers, navires de pêche, de 100 à 200 tonnes chacun et munis d'un équipage d'une demi-douzaine à une dizaine d'hommes : c'était médiocre. Cette fois-ci

un ou plusieurs sous-marins allemands, l'*U-39* ou quelque autre, a réussi à couler, le vendredi 8 mai, à 2 heures de l'après-midi, un bateau à voyageurs allant des Etats-Unis en Angleterre, portant 1,906 personnes, dont 1.255 passagers, en grand nombre des femmes et des enfants. Le torpillage s'est fait sans aucun avertissement; le navire a coulé en une vingtaine de minutes; on n'a pu sauver que 761 personnes, dont un certain nombre sont blessées; il y a 1.145 vies humaines perdues.

Quel triomphe pour la Germanie! Ce paquebot à voyageurs était guetté depuis plusieurs mois déjà par les sous-marins teutons; il avait pu leur échapper deux fois à des voyages antérieurs. Le coup était admirablement concerté et préparé. L'ambassade allemande aux Etats-Unis a fait paraître, comme nous le disions il y a huit jours, dans les journaux américains, une annonce pour avertir le public que ceux qui s'engageraient dans les mers anglaises s'exposeraient à la mort. Et les Allemands invoquent, non pas comme une excuse (car ils croient n'en avoir pas besoin), mais comme une preuve de leur attention et de leur courtoisie cette annonce de leur ambassade.

Voilà la grande victoire navale allemande! Il est incontestable que c'est un événement mondial et historique; il en sera parlé dans les bourgades ou les habitations les plus reculées du globe, dans les temps et dans les siècles les plus éloignés de nous : 1.145 personnes civiles, inoffensives, en grand nombre femmes et enfants, coulés en moins d'une demi-heure par un bâtiment de guerre, qui se refuserait, pensent les Allemands, à trouver cet acte glorieux!

Parmi les 1.255 passagers, on comptait 904 Anglais, 138 Américains, 62 Russes, 39 Irlandais, 13 Ecossais, 5 Français, 3 Hollandais, 6 Grecs, 1 Suisse, 1 Suédois, 1 Finlandais, 4 Scandinaves, 21 Persans, 1 Italien, 4 Mexicains, 1 Belge; il serait difficile de trouver sur

un navire un ensemble plus cosmopolite et où toutes les conditions, des plus hautes (il s'y trouvait un membre de la richissime famille Vanderbilt) aux plus humbles, fussent plus représentées.

Le navire atteint et détruit était célèbre : il passait pour le premier de la flotte anglaise, peut-être même de toutes les flottes desservant les lignes d'Europe à New-York; voici les renseignements techniques qui le concernent :

La *Lusitania* était — avec son frère *Mauritania* — le plus beau des transatlantiques. Il appartenait à la Cunard Line et avait été lancé en 1907.

Long de 245 mètres, large de 26m,40, il avait, au pont des embarcations, une hauteur de quille de 24 mètres. Il déplaçait 32.500 tonnes. Ses quatre machines faisaient une puissance totale de 65.000 chevaux.

La *Lusitania* avait été construite sous la surveillance de l'amirauté britannique. Elle était aménagée pour recevoir 550 passagers de première classe, 550 de deuxième classe et 1.700 de troisième, soit 2.800 passagers.

Son état-major comprenait 26 officiers, et son équipage, normalement, 874 maîtres, matelots, chauffeurs, maîtres d'hôtel, garçons de service et cuisiniers. C'était donc 3.700 personnes qui pouvaient prendre place à son bord.

La construction de l'énorme navire avait coûté plus de 30 millions de francs.

En 1907, la *Lusitania* avait battu le record du *Deutschland* de la Hamburg Amerika pour la traversée de l'Atlantique, qu'elle avait effectuée en cinq jours cinquante-quatre minutes, au lieu de cinq jours sept heures trente-huit minutes.

En 1909, la *Lusitania* battait son propre record en traversant l'Atlantique en quatre jours dix heures.

Le monde civillisé, en apprenant le torpillage et la destruction de ce grand vapeur à passagers, la perte de ces 1.145 personnes civiles, inoffensives, dont un grand nombre de femmes et d'enfants, a éprouvé de tout autres sentiments que ceux qu'a ressentis l'Allemagne : il a vu là un épouvantable crime, l'acte de piraterie le plus féroce et le plus barbare qu'on puisse trouver dans l'histoire de l'humanité.

Les traditions et les règles du droit maritime permettent aux vaisseaux de guerre des belligérants d'arrêter, de visiter, en certains cas de capturer les navires de commerce, en les conduisant dans un port où ils sont l'objet d'une instruction ou d'un jugement. Jamais il n'a été autorisé de couler un navire de voyageurs, et cela sans avertissement, sans répit, sans mesures pour sauver les vies humaines.

L'acte de l'Allemagne est un acte satanique : il montre à tous les gens prévenus, ou légers, ou indifférents, qui pouvaient en douter encore, que l'Allemagne est essentiellement, comme nous l'avons toujours dit, une nation satanique; satanique par l'orgueil, satanique par l'appétit de domination, satanique par la déloyauté, satanique aussi par la férocité.

Le torpillage de la *Lusitania* est un acte de perverse cruauté qui frappe les esprits par l'aspect dramatique de l'exécution et par la quantité de vies humaines sacrifiées d'un seul coup; mais il n'est pas pire que toutes les horreurs qu'ont commises systématiquement les Allemands contre la population civile inoffensive en Belgique et en France : ces mises à mort de milliers d'habitants infortunés, ces pendaisons de femmes, ces assassinats d'enfants, ces viols de couvents entiers, ces captures de vieillards, jusqu'à des octogénaires, des femmes enceintes, emmenés au nombre de plusieurs dizaines de mille prisonniers civils en Allemagne.

L'Allemagne s'est toujours montrée une nation satanique; elle n'a jamais cessé de l'être depuis plus de deux mille ans que l'histoire parle d'elle. Elle a toujours porté autour d'elle la dévastation; il n'y a dans son histoire aucun acte de générosité et d'altruisme. Elle n'a cessé de troubler et de ravager le monde qu'aux époques où elle a été fermement contenue de l'extérieur et à celles où ses divisions et ses guerres intestines la rendaient impuissante au dehors.

Une question se pose maintenant. Que feront les neu-

tres et surtout les grands neutres, les Etats-Unis ? S'inclineront-ils, balbutieront-ils des remontrances inefficaces ? Ou bien prendront-ils, nous parlons des Etats-Unis, une attitude résolue? Parmi les 1.145 victimes, il doit y avoir environ 100 Américains.

L'histoire romaine a légué un grand exemple aux Etats-Unis ; on sait combien Rome imposait partout le respect du *civis Romanus,* du citoyen romain. Les Etats-Unis, ce peuple de 100 millions d'âmes, le plus riche et le plus industrieux de tous les peuples existant, à l'heure présente, sur le globe, vont-ils prendre hautement la défense contre les pirates du *civis Americanus,* du citoyen américain, et, qui mieux est, de la femme américaine, des bébés américains? Ou vont-ils se contenter de verbeuses représentations? Ils n'ont pas, dit-on, d'armée et ils n'ont qu'une flotte.

Le président Wilson, paraît-il, réfléchit; il prend, prépare ou reçoit des notes. Dans l'opinion générale du globe, il semble que le fait soit assez certain et assez caractérisé pour que des échanges de notes soient superflus. Un acte comme la mise d'embargo sur tous les navires allemands se trouvant dans les ports des Etats-Unis fût intervenu avec opportunité; il eût rassuré et satisfait, en partie du moins, la conscience universelle. Le gouvernement allemand a fait présenter officiellement au gouvernement américain des condoléances pour la perte de vies américaines.

M. Roosevelt, qui paraît, à l'heure présente, tenir la place, aux yeux du monde, de représentant effectif, quoique sans mandat, de l'opinion américaine, et qui frémit d'indignation devant les crimes allemands, publiait, il y a une quinzaine de jours, un livre intitulé *America and the World War* (l'Amérique et la guerre mondiale) ; on y trouve, dit-on, cette phrase, que nous ne prenons pas à notre compte, au sujet du président actuel des Etats-Unis : « Dans la crainte d'offenser les puissants qui ont fait le mal, il s'abstient scrupuleuse-

ment de dire un seul mot en faveur des faibles qui ont souffert[1]. » Nous espérons que le président Wilson aura à cœur d'écarter de lui ce reproche; en ayant une attitude ferme, il soutiendrait le bon droit et donnerait satisfaction à l'immense majorité de l'opinion américaine.

Arrivons, maintenant, aux choses de terre et résumons-les : elles ont été importantes, cette semaine, sur les deux fronts. Dans la recherche d'une victoire, ou de quelque chose en ayant l'apparence, en plus de la victoire navale dont il vient d'être parlé, les Allemands ont fait une série d'attaques sur le front occidental; nous-mêmes et nos alliés avons aussi pris l'offensive : de Nieuport et Dixmude à Arras, sur un front de plus de 35 kilomètres, dans les journées du 6 au 11 mai, des séries d'actions en masses nombreuses et avec une suprême énergie ont été engagées où se sont signalés les Belges, les Anglais et les troupes françaises : le résultat a été très brillant et très heureux pour nos armes : au nord d'Arras, devant Loos, à Notre-Dame-de-Lorette, dont nous avons achevé la conquête, à Neuville-Saint-Vaast, à Souchez, à Carency, nous avons culbuté l'ennemi ; nous lui avions fait, d'après le communiqué du 10 mai (23 heures), plus de 3.000 prisonniers, dont une quarantaine d'officiers, pris 10 canons, 50 mitrailleuses et gagné 4 kilomètres de terrain. De nouveaux engagements heureux dans le même secteur portaient, d'après le communiqué du 11 mai, 15 heures, au delà de 50 le nombre des officiers allemands faits prisonniers en cette région, et les engagements paraissent y continuer de la manière la plus favorable. Voilà une action heureuse qui dépasse considérablement en importance et en résultats celles dont il était question dans les dernières semaines. Au sud de Dixmude les troupes belges, à l'est d'Ypres les troupes britanniques, ont infligé à l'ennemi des

1. Voir le *Temps* du 26 avril 1915, p. 2, 5e et 6e col.

pertes considérables. Des engagements favorables, mais de moindre importance, ont eu lieu sur d'autres parties de nos lignes : en Argonne, à Bagatelle, dans la région de Vauquois, etc.

Sur le front oriental, les Russes ont dû céder du terrain en Galicie ; mais, suivant leurs habitudes, ils ont, avec leur admirable résolution et leur habituelle persévérance, rétabli leur front; une division russe, un moment presque entourée, s'est frayé héroïquement un passage et a rallié, le 7 mai, le corps principal de l'armée. Les Russes ont dû, toutefois, se replier sur une partie de leurs lignes; ils gardent, néanmoins, plusieurs des cols des Carpathes, et l'on se bat toujours autour d'Ouzok. Quant à l'avance des Allemands sur Libau, où ils sont entrés, elle paraît toujours excentrique et sans portée. On peut espérer que les Russes, qui reçoivent des renforts, pourront reprendre bientôt avec succès leur poussée, momentanément interrompue, sur la Hongrie. C'est un retard regrettable, qui prolonge la guerre; mais la ténacité russe nous a habitués à ce que les retraites de nos alliés ne soient que passagères; on sait que les retraites peuvent être le point de départ de mouvements heureux, comme le fut la nôtre sur la Marne.

Dans les communiqués, soit anglais, soit russes, il est quelques indications à retenir : le communiqué anglais du maréchal French, en date du 9 mai, s'exprime ainsi : « Ce matin, *notre première armée* a attaqué la ligne ennemie. » C'est la première fois que, dans les communiqués britanniques, il est question de plusieurs armées : c'est une note bonne à retenir; il en résulte que certaines des nouvelles formations anglaises ont pris place sur le front.

Un communiqué anglais et un communiqué russe parlent, presque simultanément, de bombardements très violents exécutés par les Allemands contre leurs lignes; on peut en conclure ou que nos ennemis ne manquent pas autant de munitions qu'on le prétendait ou que, par

des raisons politiques ou diplomatiques, ils tenaient à se livrer actuellement à des démonstrations d'une particulière violence. Le communiqué russe du 6 mai mentionne « la supériorité de l'artillerie lourde de l'ennemi ». Ici encore éclate l'inégalité de préparation, qui est, cependant, en voie de diminuer graduellement.

Les opérations aux Dardanelles se poursuivent normalement : le général d'Amade, étant tombé malade, a été remplacé, comme chef de notre corps expéditionnaire, par le général Gouraud, l'un de nos plus jeunes divisionnaires (il a quarante-huit ans), qui s'est signalé au Maroc par ses hautes qualités militaires et par des actions d'éclat.

Notons que les Allemands ont lancé encore trois obus sur Dunkerque et onze obus sur Bergues, où il y eut 12 tués et 11 blessés. Des zeppelins ont de nouveau fait un *raid* en Angleterre, le troisième depuis l'ouverture des hostilités, tuant, dit-on, deux malheureuses femmes et un homme et faisant des dégâts matériels réduits. Par contre, un taube est venu survoler, le 11 mai, Saint-Denis, y faisant six victimes. On voit que la piraterie teutonne s'est donné ample carrière dans tous les éléments.

La situation en Italie n'a pas officiellement changé ; mais les Allemands quittent en masse le pays, et cela semble bien être le prodrome d'une prochaine décision définitive. Les journaux allemands prétendent que nous attendons avec la plus grande anxiété l'intervention italienne : c'est une erreur ; nous laissons, sans prétendre l'influencer, à la conscience de notre sœur latine le soin de se déterminer, suivant ses intérêts, ses sentiments et ses traditions.

On annonce qu'une entente est intervenue entre la Chine et le Japon ; il est à désirer que, tout en faisant droit à tous les griefs légitimes du Japon, la Chine maintienne sur son énorme territoire la situation égale pour les étrangers de toutes les puissances.

M. Ribot va, dans le cours de ce mois, présenter à la Chambre des projets de douzièmes provisoires demandant des crédits de guerre pour les trois mois de juillet, août et septembre.

LES FRAIS DE GUERRE

LES NOUVELLES MESURES FINANCIÈRES; LES BONS DU TRÉSOR; LES OBLIGATIONS DE LA DÉFENSE NATIONALE ; LA CONVENTION FINANCIÈRE AVEC L'ANGLETERRE ; L'ENVOI D'OR A LONDRES ; L'ÉLÉVATION DES AVANCES DE LA BANQUE AU TRÉSOR ET DE LA LIMITE DE LA CIRCULATION DES BILLETS ; UN DISCOURS DE M. LLOYD GEORGE SUR LA CONSTITUTION DE CAPITAUX PENDANT LA GUERRE.

La première semaine du mois de mai a été pleine d'intéressants exposés ou projets financiers, en France et auparavant en Angleterre.

M. Ribot, ministre des finances, dans la séance du 7 mai, a prononcé, à la Chambre, un discours qui a eu le plus vif succès sur notre situation financière et les desseins gouvernementaux.

L'occasion de ce discours était un projet de loi ayant pour objet de porter à 6 milliards de francs la limite d'émission des bons du Trésor et des bons de la Défense nationale qui avait été portée à 4 milliards et demi par la loi du 27 mars dernier. Nous avions, quant à nous, avant le vote de cette dernière loi, déclaré ici très nettement que la limite stipulée était beaucoup trop basse; nous écrivions ici même : « Nous croyons que M. Ribot, au lieu de proposer l'élévation à 4 milliards et demi de la limite d'émission de ces bons, qui était auparavant de 3 milliards et demi, eût pu aller jusqu'à 5 milliards ou 5 milliards et demi [1]. »

On va maintenant porter cette limite à 6 milliards, et

1. Voir l'*Economiste français* du 27 mars 1915, p. 387.

nous jugeons que cela est insuffisant et que l'on eût pu aller à 7 ou 8 milliards.

La situation de ces bons, au 30 avril, était la suivante : déduction faite des remboursements et des transformations en obligations décennales, il y avait en circulation, en France, pour 4 milliards 337 millions de bons de la Défense nationale ; il convient d'y joindre 129 millions de bons ordinaires du Trésor et 512 millions de bons placés à l'étranger, partie en Angleterre, partie aux Etats-Unis ; c'est un total de 4 milliards 978 millions de bons, sans y comprendre ceux qui représentent des avances faites aux gouvernements alliés et que la Banque de France escompte. Ce chiffre dépassait, on le voit, de 478 millions le chiffre autorisé; la nouvelle limite de 6 milliards de francs ne laisse guère que 1 milliard de ressources nouvelles pour le gouvernement : c'est peu, aussi aurions-nous préféré, nous le répétons, la limite de 7 à 8 milliards.

Les bons de la Défense nationale, ceux de six mois surtout, portant intérêt de 5 1/4 p. 100 en nombre rond, constituent le placement favori.

M. Ribot a déclaré que, dans le mois d'avril, déduction faite des remboursements, il a été souscrit pour 645 millions de bons, contre 350 millions seulement d'obligations de la Défense nationale, ensemble 995 millions. On voit que les bons sont presque deux fois plus recherchés que les obligations décennales.

Le total des obligations de la Défense nationale existant fin avril atteint 1.750 millions; mais, si l'on déduit celles qui ont été placées par voie d'échange avec des obligations 3 1/2 amortissables ou des bons du Trésor, le total des obligations, objet non d'échanges, mais de souscriptions directes, n'atteint, selon M. Ribot, que 969 millions de francs.

M. Ribot déclare cette somme « assez respectable »; nous la trouvons, nous, insuffisante, et nous jugeons que cette insuffisance témoigne des préjugés du public;

celui-ci juge que ces obligations n'ont pas assez de champ de hausse; il a tort, car la préférence dont elles jouissent pour les emprunts futurs leur réserve un champ de hausse beaucoup plus étendu que celui qui ressort de l'écart entre le taux d'émission et le pair. Nous ne saurions trop dire au public que le meilleur placement, à l'heure présente, sans aucune comparaison possible, c'est l'obligation de la Défense nationale.

Quoi qu'il en soit, le public souscrivant par mois (d'après les résultats d'avril) pour 645 millions de bons et pour 350 millions d'obligations, c'est 995 millions, disons 1 milliard de ressources extraordinaires d'emprunt que chaque mois peut apporter au Trésor.

Cela ne suffit pas et même suffit de moins en moins. M. Ribot a expliqué, ce que nous avons dit déjà ici, que le déficit mensuel des ressources du Trésor était de 1.100 millions dans les derniers mois de 1914, et qu'il était passé à 1.300 millions dans les premiers mois de 1915. Il s'agit du déficit causé non seulement par les dépenses extraordinaires de guerre, mais aussi par les moins-values des impôts, les avances aux pays alliés, les achats de certaines denrées destinées à être vendues à la population civile : blé, viande, sucre, etc. La charge des allocations pour soutiens de famille est l'un des articles de dépenses qui montent le plus : de 90 millions pour chacun des premiers mois, elle s'est élevée à 133 millions en avril.

Tout l'ensemble de ces dépenses s'accroissant, d'autant que le nombre de classes appelées sous les drapeaux augmente, qu'une nouvelle et lointaine expédition, celle des Dardanelles, est entreprise, on est arrivé à un déficit mensuel de 1 milliard 500 millions en avril; le milliard approximatif produit par les bons et les obligations laisse ainsi subsister environ 500 millions de déficit mensuel. Pour y pourvoir jusqu'ici, l'on a puisé à la Banque de France : 400 millions, par exemple, dans le mois d'avril.

La Banque, fin avril, a ainsi avancé à l'Etat 5 milliards 400 millions, à valoir sur l'avance stipulée de 6 milliards; il ne resterait donc plus que 600 millions à lui demander; c'est une ressource qui serait épuisée en cinq ou six semaines au plus. Aussi, le gouvernement va-t-il déposer un projet pour élever de 6 à 9 milliards les avances à faire à l'Etat par la Banque et pour porter à 15 milliards, au lieu de 12, la limite d'émission des billets. Il est très naturel que ce projet soit voté. Nous espérons, toutefois, que l'inflation de la circulation pourra ne pas s'élever dans une proportion strictement correspondante; cela pourrait, en effet, avoir des inconvénients pour le change.

Afin de parer à la détérioration du change, M. Ribot s'est étendu sur nos relations avec les Etats-Unis et l'Angleterre et sur les dispositions auxquelles il s'est arrêté dans son récent voyage à Londres, de concert avec M. Lloyd-George. Les Etats-Unis sont actuellement le grand fournisseur de l'Europe en matières industrielles diverses et aussi en pièces d'armement et de munitions. « L'Europe, dit M. Ribot, s'endette actuellement de 700 à 800 millions par mois vis-à-vis des Etats-Unis. » Les éléments actuels de compensation manquent; ils ne manqueront pas toujours.

Nous tenons à honneur d'avoir, depuis vingt-cinq ans, dans le bulletin financier de l'*Economiste français*, fait une part régulière notable aux valeurs américaines cotées à New-York, qui ont depuis lors, dans l'ensemble, fourni des rémunérations supérieures au taux habituel en Europe et ont beaucoup mieux résisté aux causes de baisse des années récentes que les valeurs européennes[1]. Quoi qu'il en soit, le nombre des titres placés en France est encore trop restreint pour fournir un considérable élément de change.

1. C'est en 1889 que l'*Economiste français* a commencé la publication d'un bulletin des obligations des principaux chemins de fer américains;

M. Ribot estime que, dans les six prochains mois, le gouvernement aura pour plus d'un milliard et demi de payements à effectuer soit aux Etats-Unis, soit au Canada, soit en Angleterre. Il a imaginé, pour payer ce milliard et demi, une combinaison qui est digne d'approbation. Le gouvernement britannique s'est engagé à prendre pour 1.500 millions de francs de bons du Trésor français, remboursables un an après la conclusion de la paix, à un intérêt égal à celui que le gouvernement britannique payera pour ses propres bons du Trésor, c'est-à-dire un taux très modéré : la seule condition mise à cette avance qui fournira du change pour 1.500 millions de francs, c'est que le gouvernement français avance au gouvernement britannique une somme en or égale au tiers des bons du Trésor de cette nature. C'est donc 500 millions d'or à envoyer *graduellement* en Angleterre pour obtenir d'elle 1.500 millions de change.

Le marché est avantageux; il importe peu que l'encaisse d'or de la Banque soit réduite de 500 millions, qu'elle fléchisse à 3 milliards 500 millions ou même à 3 milliards; on n'a pas accumulé cette énorme encaisse pour ne jamais s'en servir. La France, d'ailleurs, regorge d'or, quoiqu'il ne se montre pas et qu'il n'y ait aucun intérêt à le faire se montrer; après la paix, l'encaisse d'or de la Banque, si l'on suit une bonne politique financière et fiscale, se reconstituera graduellement.

Une autre question reste à trancher : on sait que la Chambre n'a voté des crédits que jusqu'à la fin du mois de juin. Nous écrivions, il y a huit jours, que le gouvernement devrait, dans le courant même de ce mois, déposer une demande de crédits provisoires pour trois mois, et nous évaluions à 4 milliards le montant des crédits extraordinaires (frais de guerre, couverture des moins-values d'impôts, avances aux alliés, etc.) pour ces trois

il l'étendit, quelques années plus tard, aux actions de chemins de fer et aux actions industrielles les plus recommandables du marché de New-York.

mois[1]. M. Ribot a annoncé qu'il déposera une demande de crédits pour les trois premiers mois du second semestre ; mais il n'en a pas indiqué le montant; d'après les explications qu'il a données et que nous avons résumées, il semble, toutefois, que ce montant doive s'élever à 4 milliards et demi, sinon un peu plus.

Il y a peu de probabilités que la guerre puisse être terminée avant le mois d'octobre et peut-être pourrait-elle se prolonger davantage. On peut évaluer approximativement, d'après les plus récentes données, si elle se termine aux environs de cette date, à une vingtaine de milliards de francs le coût de cette guerre et de ses conséquences directes pour le gouvernement, abstraction faite des pertes particulières, individuelles ou collectives. Il ne faut pas oublier que de beaucoup la plus grande partie de cette vingtaine de milliards n'aura été fournie que par des ressources provisoires et devra être consolidée après la paix.

Si, comme nous avons tout lieu de l'espérer, nos alliés et nous réussissons à terrasser complètement l'Allemagne et à la mettre hors d'état de nuire pour plusieurs générations, si énorme que soit le fardeau, nous aurons une sérieuse compensation politique, économique, sociale et morale.

Nous ne pouvons que mentionner ici le grand discours qu'a fait, le 4 mai, à la Chambre des communes, M. Lloyd-George, chancelier de l'Echiquier. Il a examiné deux cas, celui où la guerre finirait en septembre et celui où elle durerait jusqu'à la fin de mars 1916; dans ce dernier cas, dit-il, la charge de la guerre pour la Grande-Bretagne s'élèverait à 1.100 millions de livres sterling, soit à 27 milliards et demi de francs. On peut espérer, semble-t-il, qu'une nouvelle campagne d'hiver pourra être épargnée, surtout si certains concours se produisent opportunément.

1. Voir l'*Economiste français* du 1er mai 1915, p. 549.

M. Lloyd George, dans son discours, a émis une idée originale : c'est que, pour l'Angleterre, car il ne saurait aucunement en être de même pour la France, le revenu du pays, c'est-à-dire de l'ensemble des habitants, est, en temps de guerre, plus élevé qu'en temps de paix, le travail des manufactures pour les munitions et les approvisionnements apportant un élément nouveau; certains commentateurs de M. Lloyd George, favorables à sa thèse, ont été jusqu'à imaginer que l'épargne de la Grande-Bretagne, en temps de guerre, pourrait être presque double de ce qu'elle est en temps de paix et que, par exemple, au lieu de 350 à 400 millions de livres sterling par an (9 à 10 milliards de francs), elle pourrait s'élever à 700 millions sterling (17 1/2 milliards de francs)[1].

Nous croyons qu'il y a là un paradoxe; c'est le cas de rappeler le titre de l'un des pamphlets célèbres de Bastiat : *Ce que l'on voit et ce que l'on ne voit pas;* on ne tient pas compte de l'amoindrissement d'une foule de revenus et de la restriction de diverses branches d'industrie, même pour un pays comme l'Angleterre qui n'est pas envahi et qui fournit des armes et des munitions à beaucoup de belligérants. Ce qui est vrai dans cette thèse, c'est qu'il se fait encore d'importantes épargnes en temps de guerre ; certaines de ces épargnes sont même facilitées par la réduction universelle du train de vie; puis, tous les capitaux nouveaux ou presque tous, au lieu de se disperser sur l'ensemble du globe, se concentrent dans le pays; c'est ce qui peut donner de la réalité à cette constatation qu'un pays en guerre, pourvu du moins qu'il ne soit pas envahi et dévasté, continue de s'enrichir; mais il nous paraît tout à fait paradoxal de prétendre qu'il s'enrichit plus qu'en temps de paix.

1. Voir *The Economist* du 8 mai 1915, p. 889 et 890.

QUARANTE-DEUXIÈME SEMAINE

Du 14 au 20 mai 1915.

Importants succès sur notre front dans le Nord et en Belgique. — Résumé des gains effectués. — Combats acharnés près de Berry-au-Bac et du bois le Prêtre.
Communiqué du maréchal French constatant que l'artillerie teutonne tire sur des détachements allemands prêts à se rendre.
Insuffisance de munitions des troupes britanniques. — Exposé de lord Kitchener à la Chambre des lords. — Conquête de l'Afrique sud-occidentale allemande par les troupes de l'Union sud-africaine britannique.
Les Russes, inférieurs en artillerie, doivent évacuer les Balkans.
Les opérations aux Dardanelles : torpillage du cuirassé anglais *Goliath*.
La piraterie teutonne sous-marine et aérienne. — Note sévère du président Wilson au gouvernement allemand sur la piraterie des sous-marins.
Consolidation en Italie du ministère Salandra-Sonnino : l'opinion italienne se manifeste ardemment pour la Triple-Entente.
Rapport de la mission officielle anglaise sur les atrocités allemandes en Belgique.

La question de la population.

Les derniers jours écoulés ont été témoins d'événements politiques et diplomatiques de la plus haute importance. Nous reviendrons, cependant, à notre habitude d'analyser d'abord les événements militaires.

Ils ont été particulièrement brillants et heureux pour nos alliés et nous sur le front occidental, en Belgique, en Flandre et dans l'Artois. Nous avons élargi et complété le mouvement en avant de la semaine précédente. D'Ypres au nord d'Arras, les combats se sont succédé, avec de constants succès pour nos armes. Ce que les uns ont appelé la bataille de Notre-Dame-de-Lorette,

d'autres la bataille de Carency, s'est poursuivi en ajoutant de nouveaux résultats à ceux précédemment acquis. Belges, Anglais et Français y ont été engagés suivant les secteurs. La lutte des derniers jours au nord d'Arras s'est livrée particulièrement à Souchez, à Neuville-Saint-Waast et à Ablain; nous avons gagné de nouvelles tranchées ennemies, fait de nombreux prisonniers et capturé du matériel important.

Le communiqué du vendredi 14 mai (23 heures) déclare : « Le nombre des officiers faits prisonniers depuis dimanche est d'une centaine. Celui des canons pris est de vingt, dont huit pièces lourdes; nous avons en outre capturé cent mitrailleuses et lance-bombes. » Et cela a dû s'accroître sensiblement les jours suivants.

Au nord de la Bassée, entre Richebourg-l'Avoué et la Quinque-Rue, les troupes britanniques ont enlevé un front étendu de tranchées allemandes en faisant subir à l'ennemi de très grosses pertes.

Toutes ces opérations avaient été préparées avec le plus grand soin et de longtemps. L'administration militaire a publié trois communiqués spéciaux sur les affaires de Carency, de Neuville-Saint-Waast et d'Ablain-Saint-Nazaire. Dans celui sur l'affaire de Carency, on lit que, dès le 18 décembre et de nouveau le 27 du même mois, puis tout l'hiver, des attaques méthodiques avaient eu lieu contre la « forteresse de Carency »; elle fut emportée par nous dans les journées du 9 au 11 mai.

Du côté d'Ypres et de l'Yser, nous avons recouvré toute la rive gauche du canal, repris la tête de pont de Steenstraete que les Allemands avaient réussi à conserver depuis la fin du mois d'avril; d'après le communiqué du 18 mai (15 heures), « sur le terrain conquis hier et avant-hier, les Allemands ont laissé deux mille morts environ et un grand nombre de fusils ».

On estimait, il y a quelques jours, à une trentaine de mille hommes les pertes de l'ennemi d'Ypres à Arras, depuis le 6 ou le 7 mai. Malheureusement, à partir du

18 mai, le mauvais temps, pendant plusieurs jours onsécutifs, a suspendu les opérations dans la région du Nord.

Des engagements, heureux aussi, mais de moindre importance, ont eu lieu sur d'autres parties du front : en Argonne, à Bagatelle ; dans la région de la Ville-au-Bois, près de Berry-au-Bac, à Ville-sur-Tourbe, où nous avons fait 400 prisonniers, dont 350 non blessés, les 50 autres blessés, au bois le Prêtre, au bois d'Ailly, où nous avons fait 250 prisonniers.

On remarquera le nombre de prisonniers ; dans les rencontres d'Ypres et au nord d'Arras, il doit bien atteindre, depuis moins de quinze jours, sinon même dépasser, le chiffre de 6.000.

Un communiqué du maréchal French, en date du 17 mai, contient à ce sujet une note nouvelle et intéressante; il est ainsi conçu :

Au sud de Richebourg-l'Avoué, nous avons pris toutes les tranchées allemandes sur un front de deux milles.

Dans la matinée, plusieurs détachements allemands se sont rendus spontanément à nos troupes, qui continuent à déployer une grande bravoure et une grande décision.

L'artillerie allemande a dirigé son feu sur un des détachements qui essayait de capituler et l'a presque anéanti.

Le nombre exact des prisonniers est encore inconnu, mais 550 ont été évacués sur notre ligne de communications.

Doit-on conclure que l'ensemble des troupes allemandes soit déprimé? Cela ne concorderait pas avec beaucoup d'autres déclarations récentes. Mais il a été dit naguère qu'il y avait dans les Flandres des régiments autrichiens, composés de soldats tchèques ou d'autres nationalités que l'Autriche opprime ; ce sont probablement des formations de ce genre qui se montrèrent, comme le dit le communiqué britannique, prêtes à capituler et que l'artillerie allemande canonna alors impitoyablement.

De la lutte des derniers jours ressort un fait regrettable :

les succès des Anglais auraient été, paraît-il, plus étendus s'ils n'avaient manqué de munitions. Ainsi apparaît de nouveau l'insuffisante préparation à la guerre des puissances de la Triple-Entente. Seule, la France, grâce sans doute à l'énergie et à l'activité du ministre de la guerre, M. Millerand, et à ce que M. Ribot, ministre des finances, ne ménage pas les fonds, a pu réparer à peu près complètement la lacune d'armement de la première heure. Mais l'Angleterre et la Russie en souffrent encore gravement. Ainsi est démontrée l'action néfaste des pacifistes, qui, en réduisant les armements pendant la paix, n'aboutiraient, si leurs idées triomphaient, qu'à livrer les nations paisibles aux nations féroces.

Le ministre britannique de la guerre, lord Kitchener, dans un discours prononcé, le 18 mai, à la Chambre des lords et où il a fait un exposé de toute la campagne, a déclaré qu'il avait besoin encore de 300.000 recrues pour de nouvelles armées et qu'il les demandait au pays. Il est évident, en effet, que pour donner aux glorieux combats livrés sur notre front tout leur effet, pour arriver à chasser l'ennemi de France et de Belgique, il est indispensable que les armées alliées possèdent, étant donné les retranchements des Allemands, une forte supériorité d'effectifs. Il faut que les troupes britanniques, sur le front occidental, atteignent le million d'hommes dont il a souvent été question[1] et que ce million d'hommes soit amplement muni de munitions ; dans ces conditions seulement, la guerre peut être menée à bonne fin, sans une durée indéfinie.

A l'extrémité de l'Afrique, les troupes de l'Union sud-africaine se sont emparées de tout le territoire de la colonie allemande de l'Afrique sud-occidentale et en occupent la capitale; ce fait d'armes excentrique n'est pas à oublier.

1. Voir les Semaines finissant le 22 avril 1915, p. 326, et le 29 avril, p. 335.

Quoi qu'il en soit, nos triomphes dans les Flandres ont complètement justifié la lettre de félicitations que, au milieu même de l'action, le 13 mai, M. Millerand adressait au généralissime.

Il est regrettable que les grands succès ne se présentent pas au même moment et ne coïncident pas sur les deux fronts. Nos alliés les Russes ont été moins heureux, au milieu du mois, sur le front oriental que nous ne l'étions nous-mêmes sur le front occidental, et il semble bien que ce soit l'insuffisance des munitions, dont nous parlions, en ce qui les concerne, il y a huit jours, qui leur ait infligé des mécomptes. Ils en ont éprouvé, en effet, de sérieux ; et ils le reconnaissent avec franchise dans leur communiqué récapitulatif du 15 mai : dès la mi-avril, les Allemands ont massé d'énormes armées constituées en partie avec des formations nouvelles, en partie avec des troupes détournées des autres régions et même, dit-on, du front occidental, pour disloquer l'armée russe et, si possible, en envelopper et capturer d'importantes fractions dans la Galicie occidentale. Soit sous cette menace et cette pression, qu'aggravait la supériorité des Allemands en artillerie lourde, soit par cette méthode stratégique de repliement opportun qui leur est familière et qui leur a rendu de grands services, les Russes n'ont pas hésité à rétrécir leur front, à le reporter en arrière, de 60 ou 70 kilomètres sur certains points, renonçant à l'occupation de plusieurs des cols des Carpathes et reformant avec continuité leurs lignes sur le San, en avant de Przemysl.

Le dessein allemand de rompre et de disloquer le front russe a échoué ; la liaison se maintient entre toutes les armées de nos alliés. Ils ont des succès au nord, contre le corps allemand qui a été occuper Libau et qu'ils ont mis dans une position instable ; ils viennent, en outre, de remporter une vraie et grande victoire sur les Autrichiens en Bukovine. On peut espérer qu'ils auront bientôt ainsi complètement rétabli leur position

et qu'ils seront en état de reprendre leur marche en avant.

Maintenant que le port d'Arkhangel est libre de glace, en attendant que les Dardanelles soient ouvertes à la libre navigation, on doit penser que les munitions vont arriver en Russie. Il ne faut pas oublier que nos alliés, depuis plusieurs mois, luttent contre toute l'armée autrichienne et contre le tiers de l'armée allemande, qu'ils repoussent, en outre, les Turcs dans le Caucase.

Les opérations se poursuivent aux Dardanelles avec méthode et succès; mais, contrairement à l'opinion première des mois de février et de mars, elles paraissent devoir être longues; on n'a plus l'espoir que les alliés puissent devenir maîtres de Constantinople le 29 mai, jour anniversaire de la prise de cette ville, en 1453, par les Turcs. Un cuirassé anglais, le *Goliath,* de 13.850 tonnes, datant de 1898, c'est-à-dire déjà ancien, a coulé, atteint par la torpille d'un contre-torpilleur ottoman, le 12 mai; c'est là fortune ou infortune de guerre navale; il n'y a pas à s'en étonner; par contre, le sous-marin britannique *E-4* a pénétré dans la mer de Marmara et y a coulé deux canonnières et un transport turcs.

Les gouvernants de Constantinople avaient imaginé de prendre 50 civils anglais et français et de les envoyer dans les places bombardées par les escadres ou les armées alliées. M. Delcassé et sir Edward Grey leur ont fait connaître qu'ils tiendraient le grand vizir et les autres ministres comme personnellement responsables de ce méfait. Ce rappel à l'humanité a fait réfléchir les ministres jeunes-turcs et les a ramenés à une conduite plus loyale et plus honnête. Il y aurait, de la part des alliés, à généraliser cette mise des méfaits à la responsabilité personnelle de leurs auteurs.

La piraterie allemande continue de se donner carrière sous mer et dans les airs. Les sous-marins n'ont, toutefois, pas torpillé de nouveau grand paquebot : la *Transylvania,* en faisant un détour opportun, est arrivée

saine et sauve de New-York à Greenock, en Ecosse, au lieu d'atterrir à Queenstown ou à Liverpool.

Si les sous-marins peuvent, quand l'occasion se présente bien, couler un grand paquebot à voyageurs, les désastres qu'ils causent restent toujours, sauf ces exceptions, en général restreints : on annonce, en effet, que pendant la semaine qui a pris fin le 12 mai, six navires seulement, y compris la *Lusitania*, sur 1.427 entrés dans les ports du Royaume-Uni ou qui en sont sortis, ont été coulés par des sous-marins : le tonnage des navires coulés représente, il est vrai, cette fois, 47.344 tonnes, mais la seule *Lusitania* a un tonnage de 32.000 tonnes, de sorte qu'il reste seulement 15.000 tonnes pour l'ensemble des autres navires coulés. Ce n'est pas cette piraterie qui rendra effectif le blocus de la Grande-Bretagne.

La piraterie allemande aérienne s'est manifestée par un nouveau *raid* de zeppelin sur l'Angleterre, qui y a blessé trois personnes, mais qui a fait plus de mal à Calais qu'il est venu aussi survoler, y tuant une vieille femme et deux enfants; ainsi se confirme la constatation que les zeppelins sont de grossières machines d'assassinat.

Nous arrivons aux deux grands faits politiques et diplomatiques importants des jours derniers.

Le président des Etats-Unis, M. Woodrow Wilson, a envoyé à l'Allemagne la note annoncée au sujet du torpillage de la *Lusitania*. Ce document diplomatique est rédigé avec le plus grand soin et une lumineuse netteté. On peut contester et regretter certains passages où le président américain exagère la courtoisie envers l'Allemagne, en donnant une sorte d'approbation à sa conduite antérieure; mais on peut dire que ce sont là des clauses de style; d'autres y voient même une amère ironie, qui rappelle la méthode de l'écrivain humoriste américain Mark Twain.

Ce qui importe, c'est le fond de la note; il est très

précis et très ferme : le président rappelle la série d'attentats récents commis par l'Allemagne : le coulage du navire anglais *Falaba,* qui causa la mort d'un citoyen américain; l'attaque du navire américain *Cushing,* le 28 avril, par un aéroplane allemand; le torpillage du vaisseau américain *Gulflight,* le 1er mai, par un sous-marin allemand, qui eut pour résultat la mort de deux citoyens américains; enfin, le torpillage et la destruction du paquebot *Lusitania,* où plus de cent Américains périrent. Le président Wilson, après ces rappels, déclare que les Etats-Unis ne reconnaissent pas « la zone de guerre » proclamée par l'Allemagne; il ajoute que les sous-marins ne peuvent agir contre les navires de commerce « sans méconnaître les règles de justice, de raison et d'humanité, que l'opinion moderne du monde entier considère comme impératives ». Il proclame le caractère illégal de « l'avertissement allemand » inséré dans les journaux. Il termine ainsi :

Le gouvernement des Etats-Unis attend avec confiance que le gouvernement impérial allemand désavoue les actes dont les Etats-Unis ont à se plaindre, qu'il accorde les réparations autant que cela est possible, pour des dommages qui sont sans mesure, et qu'il prenne des mesures immédiates pour éviter le retour de quoi que ce soit d'aussi évidemment contraire aux principes de la guerre auxquels le gouvernement impérial allemand est resté dans le passé si sagement fidèle.

Le gouvernement et le peuple des Etats-Unis comptent sur le gouvernement impérial allemand pour une action prompte, juste et éclairée en cette matière vitale, avec d'autant plus de confiance que les Etats-Unis et l'Allemagne sont liés ensemble non seulement par des liens spéciaux d'amitié, mais aussi par les stipulations explicites du traité de 1828 entre les Etats-Unis et le royaume de Prusse.

Des expressions de regret et des offres de réparation pécuniaire dans le cas de la destruction de navires neutres coulés par erreur, si elles peuvent satisfaire aux obligations internationales dans le cas où il n'y aurait pas eu mort d'homme, ne sauraient justifier ni excuser des pratiques dont l'effet naturel et nécessaire est de soumettre les nations neutres et la personne des neutres à des risques nouveaux et impossibles à mesurer.

Le gouvernement impérial allemand ne doit pas attendre du

gouvernement des Etats-Unis l'omission d'un seul mot ni d'un seul acte qui serait nécessaire à l'accomplissement de son devoir sacré de soutenir les droits des Etats-Unis et de leurs citoyens et d'en assurer libre exercice et jouissance.

Voilà une injonction formelle, en termes impératifs, qui ne laisse place à aucune échappatoire ; il est probable, cependant, que c'est à des arguments dilatoires que voudra recourir le gouvernement allemand. On verra alors la suite. Si les Etats-Unis se décidaient à intervenir militairement, il est certain que leur puissante flotte pourrait rendre de sérieux services dans la Manche et la mer du Nord.

Le second grand événement politique de la semaine, c'est la consolidation du ministère italien Salandra-Sonnino, l'échec définitif des intrigues pour le renverser, la dénonciation, le 4 mai, de l'alliance entre l'Italie et l'Autriche. Une intervention armée de notre sœur l'Italie, aux côtés des puissances de la Triple-Entente, apparaît comme la conséquence naturelle de ce grand événement. On annonce, en effet, que le gouvernement italien vient de déposer un projet de loi ayant pour objet de faire face aux dépenses d'une guerre éventuelle.

Les journaux allemands ont accablé, à ce sujet, d'invectives le grand poète Gabriel d'Annunzio, l'un d'eux le déclarant « traître à la *kultur* allemande ». Voilà un étrange reproche. Cette fameuse *kultur* n'excite, de plus en plus, que mépris et haine en dehors de la Germanie.

Comme menu fait intéressant, on doit relater la semaine de Jeanne d'Arc et l'apport de couronnes par les Anglais, hôtes de Paris, à la statue de notre grande héroïne nationale, place des Pyramides.

Mentionnons, en terminant, le rapport fait par la mission anglaise sur les atrocités commises par les Allemands en Belgique : les membres de la mission, lord Bryce, le grand historien, ancien ambassadeur d'Angleterre aux États-Unis, et des légistes considérables, sir Edward Clarke, sir Frederick Pollock et M. Harold Cox,

hommes de grande expérience et de haute renommée, constatent la réalité des actes infâmes commis par les autorités teutonnes contre la population civile ; ainsi se trouvent de nouveau dénoncés, par les témoignages les plus décisifs, les crimes de la nation satanique.

LA QUESTION DE LA POPULATION. — ÉTENDUE DU MAL. — ÉNORME RÉDUCTION FUTURE DES EFFECTIFS. — INDICATION PAR L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES D'UN ENSEMBLE DE MESURES POUR COMBATTRE CE FLÉAU.

On s'occupe, depuis quelques mois, dans la presse et en nombre de groupements et de sociétés, aussi un peu au Parlement et dans des commissions officielles, des mesures à prendre pour assurer et développer l'essor de la France après la guerre.

C'est ainsi que l'on étudie le perfectionnement de nos ports et de nos voies de communication, de notre représentation, de notre propagande commerciale à l'étranger, des moyens de susciter de nouvelles industries. On se prend aussi à combattre certaines causes d'affaiblissement ou de dégénérescence nationale, comme l'ivrognerie.

Tout cela est fort bien ; on doit applaudir à ces efforts. Mais il y a une question infiniment plus importante que toutes celles-là, même que la dernière, qui les domine toutes, c'est la question de la population.

Personne n'ignore que la France, après avoir eu une population, pendant un quart de siècle, sinon davantage, presque absolument stationnaire, est aujourd'hui littéralement menacée de dépopulation.

Notre natalité n'a cessé de décliner : elle est, de beaucoup, la plus faible de toutes les nations du globe ; elle tombe maintenant fréquemment au-dessous de notre mortalité, quoique celle-ci se soit graduellement réduite. Les années où les décès dépassent les naissances, en temps calme et prospère, deviennent de plus en plus

fréquentes. Bref, il faut envisager, si des mesures énergiques et efficaces ne sont pas sans délai adoptées, la diminution rapide de la population française. On aura beau restreindre la mortalité, l'amoindrissement accéléré de la race française reste certain, si l'on ne parvient à relever la natalité.

S'il arrive, ce qui, sans doute, n'est pas encore tout à fait le cas, mais ce qui paraît prochain, que dix ménages français n'aient ensemble que quinze enfants, soit quinze remplaçants pour vingt personnes à remplacer, on aura beau réduire la mortalité, il arrivera fatalement que, à chaque génération, la population française perdra le quart de son effectif.

Cette question de la population et de la natalité, qui jusqu'ici n'a été qu'une sorte de thème à dissertations, domine donc tout l'avenir de la nation. C'est en vain que nous montrerions les plus belles qualités guerrières, tout notre héroïsme ne servirait qu'un temps et ne parviendrait pas à sauver la nation française.

Dans vingt ans, nous ne pourrions opposer à l'ennemi, si une nouvelle guerre éclatait, que des effectifs très affaiblis, nos classes devenant de moins en moins nombreuses.

Un simple coup d'œil jeté sur le tableau des naissances, dans la seconde partie du dix-neuvième siècle et dans les années écoulées du siècle présent, en fournit la démonstration saisissante. Après avoir été de 1 million et même plus, vers le milieu du second Empire, le nombre annuel des naissances est tombé au-dessous de 900.000 à partir de 1887, puis il a oscillé autour de 850.000 dans les années de 1894 à 1902, il est descendu au-dessous de 800.000 à partir de 1907, et il a fait une nouvelle chute au-dessous de 750.000 depuis 1911; il a donc diminué de plus de 250.000 à partir du milieu du second Empire, et d'environ 200.000 à partir de 1881-1883, chute effroyable et d'une vertigineuse rapidité.

Les résultats que l'on a publiés dernièrement du mouvement de la population, dans le premier semestre de 1914, sont non seulement désolants, mais terrifiants : le nombre des naissances, encore inférieur à celui des semestres correspondants de toutes les années antérieures sans exception, ne s'est élevé pour toute la France, sauf les cinq départements de l'Aisne, la Meuse, le Nord, le Pas-de-Calais et la Somme, dont les résultats sont actuellement inconnus, qu'à 331.398, contre 335.369 en 1913; le chiffre des décès dans les mêmes départements a atteint 357.236, soit un excédent des décès sur les naissances de 25.838 dans un seul semestre; et le mouvement va continuer en s'accentuant de plus en plus.

Les classes jusqu'ici sous les drapeaux, celles de 1888 à 1916, correspondent aux naissances des années 1868 à 1896; or, le nombre annuel moyen des naissances en France pour les vingt premières années, c'est-à-dire les vingt classes les plus anciennes actuellement mobilisées, s'élevait à 935.650, et le nombre annuel moyen des naissances pour les neuf années suivantes, correspondant aux classes les plus jeunes, principalement celles de l'armée active et de la réserve, était de 861.400[1]. Nous venons de dire que la natalité est tombée, à partir de 1911, au-dessous de 750.000; il en résulte que si, dans une trentaine d'années par exemple, la France avait à soutenir une grande guerre, les effectifs des trente classes sous les drapeaux seraient diminués, en moyenne, d'au moins 15 à 16 p. 100; ce serait un déficit de près de 700.000 hommes relativement aux effectifs actuels, et ce déficit porterait proportionnellement beau-

1. Le total des naissances des vingt années 1868 à 1887, correspondant aux classes 1888 à 1907, est de 18.713.000, correspondant à un nombre moyen de 935.650 par année; d'autre part, le total des naissances des neuf années 1888 à 1896, correspondant aux classes les plus récentes appelées, est de 7.753.000, soit, en moyenne, 861.400 naissances par année, et, aujourd'hui, on est sensiblement au-dessous de 750.000 naissances par an.

coup plus sur les classes militairement les plus effectives, celles de l'armée active et de la réserve.

En vérité, l'opinion publique et les pouvoirs publics ne peuvent rester plus longtemps indifférents devant un si redoutable fléau.

Ce n'est pas, d'ailleurs, seulement dans l'éventualité d'une guerre, c'est aussi dans celle du maintien de la paix, que ce constant et progressif affaiblissement de la natalité est terrifiant. Des commissions diverses se livrent à de minutieux travaux pour développer notre agriculture, notre industrie, notre commerce extérieur; on doit juger que tout cela est bavardage et sornettes, si la question de population n'est pas auparavant résolue. Comment voulez-vous avoir une agriculture plus intensive, une industrie et un commerce plus actifs, une marine plus agissante, une représentation commerciale plus nombreuse à l'étranger, si vous n'avez que des familles squelettes et s'il naît de moins en moins d'hommes en France ? Il faut donc ramener les esprits, éblouis par toutes ces discussions d'apparat, à la vraie question, on peut presque dire à la seule question, à la question vitale.

Depuis plus de vingt-cinq ans, nous nous efforçons de le faire ici et ailleurs, dans le *Journal des Débats*, à la *Revue des Deux Mondes,* dans des livres divers. Il faut une cure énergique, des mesures de salut public, pour relever la natalité en France. Ce n'est plus l'heure des discussions, c'est celle des résolutions, des résolutions de salut public, nous le répétons.

De grands corps se sont émus de cette question d'un intérêt national suprême : nous ne parlons pas des commissions officielles constituées à diverses reprises pour étudier ce problème; elles ont eu le sort de toutes les commissions officielles, vouées par un destin fatal au néant.

L'Académie des sciences morales et politiques a témoigné, au contraire, à ce sujet, de la plus louable acti-

vité, et elle a abouti au vote d'un ensemble de projets nets et clairs, qu'on peut vouloir compléter, mais qui contiennent déjà des mesures intéressantes, pouvant, si on les fait passer dans la pratique, sans les atténuer, avoir une certaine efficacité; elles seraient, en tout cas, le point de départ d'un traitement méthodique du mal.

Nous avions, il y a un peu plus de deux ans, aux mois de janvier et de février 1913, soumis à ce grand corps quelques chapitres d'un ouvrage, alors en cours d'impression : *la Question de la population*[1]. Une discussion étendue eut lieu à ce sujet pendant plusieurs séances, à laquelle prirent part de nombreux membres de l'Académie. Une enquête fut votée et confiée à M. Charles Benoist.

Plus récemment, M. Colson a donné également lecture à l'Académie des sciences morales d'un mémoire intitulé *la Tâche de demain; la Population;* il en a fait paraître les parties essentielles dans la *Revue des Deux Mondes* (numéro du 15 avril 1915). Il a soumis à l'Académie tout un ensemble de propositions qui ont été discutées dans une série de séances aux mois de mars et d'avril derniers. Des résolutions méthodiques, embrassant la généralité des mesures à prendre, ont, avons-nous dit, été adoptées.

La pensée maîtresse du projet est qu'il faut faire sur la nation française une impression profonde pour la convaincre que la famille normale doit se composer d'au moins trois enfants; pour obtenir ce résultat, il serait accordé aux familles de trois enfants ou de plus toute une série d'avantages sérieux, non seulement au point de vue de l'assistance publique, des impôts, des obligations militaires, mais, d'une manière très élargie, en ce qui concerne l'accès aux fonctions publiques, les traitements, les bourses, le vote même, en admettant le vote plural en rapport avec le nombre des enfants.

1. *La Question de la population,* par Paul Leroy-Beaulieu. Un volume in-18; Alcan éditeur, 1913.

Ce programme est, en lui-même, digne d'attention; il pourrait encore être développé et précisé : toutes les bourses scolaires, moins 10 pour 100, par exemple, devraient être réservées aux membres de famille de trois enfants ou davantage; de même, pour les fonctions publiques et celles des chemins de fer, sauf aussi une réserve de 10 p. 100; les neuf dixièmes des augmentations de traitements devraient être attribuées aux pères de famille de trois enfants au moins; la réserve de 10 p. 100 ainsi faite serait largement suffisante pour s'assurer les concours jugés utiles de personnes ne se trouvant pas dans ces conditions de famille.

Une autre proposition avait été formulée par nous-même, il y a déjà une quinzaine d'années, et développée par nous dans le *Journal des Débats* et ici également : c'est celle d'un système de primes à la natalité pour le troisième enfant et les enfants suivants[1]. Nous voyons que M. le docteur Charles Richet, de l'Académie des sciences, la reprend, en l'accentuant même, dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 mai 1915.

Au printemps de 1910, un certain nombre de sénateurs, MM. Lannelongue (celui-ci ayant l'honneur de l'initiative), Poirrier, Cuvinot, Peytral, Léon Bourgeois, Léon Labbé, Rouvier et autres avaient soumis au Sénat un ensemble de propositions intéressantes pour combattre ce fléau de la dépopulation[2]. La haute assemblée y consacra quelques discussions ; mais tout est resté en suspens.

D'autre part, se fondant sur l'idée émise antérieurement par nous, M. Messimy, ancien ministre des colonies et de la guerre, et un certain nombre d'autres députés avaient déposé, en 1912, une proposition de loi pour « l'attribution d'une allocation immédiate ou d'une rente viagère ultérieure aux mères de famille

1. Voir, notamment, l'*Economiste français* du 25 juin 1910, p. 961, et notre ouvrage : *la Question de la population*.
2. Se reporter à notre ouvrage *la Question de la population*.

françaises à la naissance de chaque enfant venant au monde en plus des trois premiers[1] ». Cette proposition de loi n'eut aucune suite; elle était, d'ailleurs, mal conçue : c'est à partir du troisième enfant, comme nous l'avons démontré, et non à partir du quatrième, que l'on devrait faire partir ces allocations; il ne faut pas placer l'idéal trop haut; ce ne sera jamais, en France, que la minorité des familles qui consentira à avoir quatre enfants; on peut, au contraire, espérer généraliser le troisième enfant.

Après la terrible épreuve que traverse la France, il n'est plus possible de s'en tenir à des discours; il faut aboutir; le salut public exige, pour la perpétuité de la nation, que les pouvoirs publics adoptent et appliquent méthodiquement sans aucune défaillance, sans atténuation, un ensemble de mesures énergiques; c'est la première tâche, la tâche fondamentale, celle qui prime toutes les autres.

1. On trouvera, dans l'*Economiste français* du 25 juin 1910, p. 963, le texte de la proposition de M. Lannelongue et de ses collègues du Sénat.

QUARANTE-TROISIÈME SEMAINE

Du 21 au 27 mai 1915.

La journée historique du 20 mai à la Chambre italienne : discours de M. Salandra. — L'Italie déclare, le 23 mai, la guerre à l'Autriche-Hongrie.

Télégramme de M. Millerand et discours de MM. Deschanel et Viviani à la Chambre française, sur ce grand événement. — Opinion formulée par le ministre des affaires étrangères russes, M. Sazonoff.

Constitution en Angleterre d'un ministère national, composé des principales notabilités des deux grands partis politiques. — M. Lloyd-George quitte le ministère des finances pour le *ministère des munitions*. — Les nouvelles conditions pour le recrutement des volontaires anglais.

Création en France, au ministère de la guerre, d'un sous-secrétariat d'Etat des munitions et de l'armement, confié au député socialiste Albert Thomas.

Avance des troupes anglaises près de Festubert. — Communiqué du maréchal French sur les gaz asphyxiants.

Lutte ardente aux Dardanelles : torpillage du cuirassé anglais *Triumph*.

Continuation des opiniâtres batailles entre les Russes et les Austro-Allemands en Pologne et en Galicie.

La piraterie allemande par sous-marins continue, mais avec peu de résultats.

La hausse des prix depuis la guerre en Angleterre.

Le grand événement, depuis plusieurs mois attendu, un instant tenu en suspens, vient de se produire avec éclat dans les conditions les plus heureuses. L'Italie, par l'union étroite du roi, du ministère et de la nation, a triomphé des misérables intrigues des journées des 9, 10 et 11 mai, et, prenant résolument parti pour la Triple-Entente, a déclaré la guerre à l'Autriche-Hongrie : les opérations militaires ont immédiatement commencé sur terre, sur mer et dans les airs.

Cette décision de l'Italie était prévue. Notre bien-aimée et très honorée sœur latine a un idéal, une histoire et des intérêts qui sont en complet antagonisme avec l'idéal, l'histoire et les intérêts de la Germanie. Un moment, pensant assurer la paix et désarmer les convoitises teutonnes, l'Italie s'était unie au point de vue purement défensif à l'Allemagne et à l'alliée de celle-ci, l'Autriche-Hongrie. Cela se passait en l'année 1882.

Les deux puissances de proie prétendirent bientôt traiter l'Italie en humble protégée, en alliée de rang secondaire et subalterne. L'Allemagne n'a jamais traité et ne s'est jamais conduite avec les autres nations, même ses alliées, sur le pied d'une complète et d'une sincère égalité. Elle a fait de l'Autriche-Hongrie sa suivante et sa subordonnée, « le brillant second », et elle eût voulu que l'Italie, à son tour, devînt la suivante et la subordonnée de l'Autriche-Hongrie.

Dans sa poussée vers l'Est, le fameux *Drang nach Osten*, l'Allemagne ne cherchait, par l'intermédiaire de l'Autriche, qu'à assurer la prédominance aux intérêts allemands dans la péninsule balkanique et aussi dans la mer Adriatique. Elle avait, contrairement à la lettre et encore plus à l'esprit de la charte de la défunte Triple-Alliance, tenu l'Italie à l'écart de ses projets contre la Serbie et de tous les incidents qui ont fait éclater la guerre.

Justement froissée dans sa dignité et menacée dans ses intérêts, l'Italie avait fait, dès les premiers jours de l'effroyable lutte qui sévit sur le monde, le 3 août, une déclaration de neutralité. Elle rendait ainsi un éminent service à la civilisation, mais elle ne pouvait s'en tenir là. L'accumulation de crimes à laquelle se livrèrent les deux nations de proie, l'étalage cynique de leurs convoitises, ne permirent bientôt plus à l'Italie une attitude persistante de spectatrice. Elle dut se résoudre à défendre par les armes son idéal de liberté et d'indépendance des nations et à arracher à la servitude les hommes de sa

race qui gémissent sous un joug dont la pesanteur chaque jour s'est accrue.

Suivant la parole du premier ministre, M. Salandra, à la Chambre italienne, l'Italie a vu qu'il ne lui était pas possible de « rester sans sûreté et sans prestige au moment où l'histoire du monde traverse une phase décisive ».

Il était clair que les pourparlers entamés avec l'Autriche, malgré toutes les séductions et toute l'habileté de de l'agent austro-allemand, le prince de Bulow, ne pouvaient aboutir à une solution sérieuse. Non seulement les concessions territoriales promises par l'Autriche restaient fort au-dessous des légitimes revendications italiennes, mais elles étaient sujettes, en fait, à de dangereuses reprises. D'une part, l'idéal des deux nations de proie, qui réside dans la domination par la force, restait en complet antagonisme avec l'idéal italien de liberté; d'autre part, il était évident que si l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie sortaient victorieuses de la lutte, elles seraient beaucoup plus portées à foncer sur l'Italie, suivant leurs antécédents, pour lui arracher le Milanais et la Vénétie, qu'à lui reconnaître la paisible possession du Trentin et de Trieste.

La journée historique du 20 mai au Parlement italien a tranché rapidement le nœud gordien. Les propositions du ministère Salandra sur les crédits en vue d'une guerre éventuelle ont été votées à la Chambre par 407 voix contre 74, et au Sénat à l'unanimité moins deux voix. Un enthousiasme délirant a soulevé la population entière de la péninsule.

L'Italie a déclaré le 23 mai la guerre à l'Autriche-Hongrie. Les hostilités ont commencé dès le lendemain. Des navires autrichiens ont essayé, sans succès, de bombarder plusieurs ports italiens, et des taubes austro-hongrois ont jeté, sans effet, quelques bombes sur Venise; d'autre part, des troupes italiennes sont entrées, le 24 mai, en Carniole et dans le Frioul, vers

l'Isonzo, et se sont emparées de plusieurs passages du Trentin, notamment de l'un des plus importants, celui de Tonale.

Le ministre de la guerre français, M. Millerand, a adressé au général Joffre, généralissime, et au général Gouraud, commandant le corps expéditionnaire français des Dardanelles, le télégramme suivant, qui, pour la portée historique de l'événement, mérite d'être cité :

Nous recevons de notre ambassadeur à Rome la dépêche suivante :

« *A partir de demain, 24 mai, l'Italie se considère en état de guerre avec l'Autriche-Hongrie.* »

Nos troupes accueilleront avec un joyeux enthousiasme la nouvelle de l'entrée en action de notre sœur latine.

Fidèle à son glorieux héritage, l'Italie se lève pour mener aux côtés de nos alliés et aux nôtres le combat de la civilisation contre la barbarie.

En adressant à nos frères d'armes d'hier et de demain une cordiale bienvenue, nous saluons dans leur intervention un nouveau gage de la victoire définitive. A. MILLERAND.

A la Chambre des députés de France, dans la séance du 25 mai, le président Deschanel et le premier ministre Viviani ont prononcé des discours souhaitant, en termes enthousiastes, la bienvenue à l'Italie dans l'œuvre active des puissances qui défendent la civilisation contre les assauts des nations de proie. Ils ont rappelé la communauté de sang, d'idéal, de développement historique de l'Italie et de la France. La Chambre, qui écouta debout ces magnifiques discours, en a ordonné l'affichage. Le président de la République Poincaré a adressé au roi d'Italie une dépêche constatant « la nouvelle confraternité d'armes » entre les deux nations sœurs. Le cœur de la France entière, ravivant les souvenirs de 1859 et de tout un glorieux passé, bat à l'unisson du cœur de l'Italie.

Il est inutile d'énumérer en ce moment les ressources militaires de la nation italienne; elles sont très considérables. Sur terre, l'Italie peut mettre en mouvement

2 millions d'hommes; sur mer, sa flotte dépasse sensiblement celle de l'Autriche : elle compte 399 canons, dont 93 du plus fort calibre (305 millimètres), contre 312 canons, dont 48 seulement du plus fort calibre, pour la flotte autrichienne[1].

Sans anticiper sur les événements, qui échappent à la prévision, il est permis d'adhérer à l'opinion du ministre des affaires étrangères de Russie, M. Sazonoff, formulée en ces termes[2] :

L'entrée en action de l'Italie rendra la guerre beaucoup plus courte. Elle aura une énorme influence sur l'attitude des pays neutres et amènera le rapprochement des Etats dont les intérêts semblent actuellement opposés. En tout cas, a ajouté M. Sazonoff, jamais aucune puissance ennemie ne pourra se renforcer aux dépens d'un pays neutre quelconque.

En même temps que se produisait ce grand événement de l'entrée de l'Italie dans la lutte aux côtés de la France, de l'Angleterre et de la Russie, il s'accomplissait en Angleterre un acte des plus importants et qui peut avoir aussi sur la guerre une très heureuse influence, c'est la transformation du ministère britannique sur une base tout à fait nationale. Le ministère anglais va cesser d'être un ministère de parti, représentant le seul parti libéral et radical; il conserve à celui-ci la majorité, une majorité de deux ou trois voix; mais il appelle dans son sein, et non pas seulement comme ministres consultants, mais la plupart comme ministres opérants, les principaux membres du parti unioniste. Sur 22 membres, le cabinet nouveau, dont le président reste M. Asquith, va compter une douzaine de libéraux, qui conservent leur portefeuille ou le changent contre un autre, huit unionistes, dont tous les principaux : lord Lansdowne, M. Bonar Law, M. Balfour, M. Austen Chamberlain et un représentant du parti ouvrier.

1. *Temps* du 23 mai 1915, p. 2, 2e et 3e col.
2. *Figaro* du 26 mai, p. 2.

Le but principal de cette transformation, on a le droit de le constater, est de donner à l'effort britannique, dans la guerre présente, toute l'efficacité qu'on en attend et que, faute de préparation initiale, il ne paraît pas avoir eue pleinement jusqu'ici.

On avait constaté, notamment, de malheureuses dissidences dans la direction de la marine, entre le ministre, M. Churchill, et le directeur technique de l'amirauté, lord Fisher. On considérait que l'expédition des Dardanelles avait été engagée, en février et mars, sans une préparation suffisante; on se demandait aussi s'il n'eût pas été possible de protéger la *Lusitania* par des torpilleurs ou des destroyers. On était, d'autre part, très impressionné de la constatation que le manque de munitions avait, dans les dernières semaines, entravé le développement des opérations de l'armée anglaise dans les Flandres et en Belgique.

M. Churchill, dont on continue à estimer l'ardeur et l'énergie, quitte le ministère de la marine pour un poste qui lui confère plutôt une situation de conseiller, la chancellerie du duché de Lancastre. Certaines critiques, mais que l'esprit public a immédiatement étouffées, s'étaient élevées contre lord Kitchener, dont on ne saurait trop louer l'intensité de travail; il reste ministre de la guerre; mais M. Lloyd George quitte les finances et devient *ministre pour les munitions*.

Il importe que l'Angleterre fournisse à la fois, dans le temps le plus proche, les effectifs qu'on avait espérés et toutes les munitions dont ces effectifs ont besoin pour une œuvre complètement efficace. Il convient que le million d'hommes de troupes britanniques, dont il a été parlé si souvent depuis six mois[1], se trouve, dans le courant de juillet, sur le front ou tout près du front, et non pas dans des camps, soit en Angleterre, soit en France. C'est la condition indispensable pour que la

1. Voir les Semaines finissant le 17 décembre 1914, les 22 et 29 avril 1915.

poussée des alliés sur le front occidental rejette les Allemands, non seulement hors de France et de Belgique, mais au delà du Rhin, de même que les Russes devront les rejeter au délà de l'Oder; c'est le résultat minimum nécessaire pour obtenir la paix, la vraie paix, celle qui consacrera l'écrasement définitif de l'Allemagne.

Pour obtenir les 300.000 hommes de nouvelles recrues qu'il désire, lord Kitchener a réduit les conditions de taille et élevé la limite d'âge des engagés futurs. Ils seront admis de dix-huit à quarante ans et avec une taille d'au moins $1^{m},574$. Au commencement d'août, on n'acceptait que les hommes de dix-neuf à trente ans, ayant au moins $1^{m},67$; puis, après diverses modifications, on était arrivé, fin octobre et en novembre, à admettre les hommes jusqu'à trente-huit ans et avec une taille de $1^{m},60$.

On voit que l'Angleterre devient de plus en plus consciente de l'immense effort que la lutte mondiale présente, dont les proportions dépassent toutes celles jusqu'ici connues dans l'histoire, lui impose de même qu'à chacun de ses alliés.

Nous avons créé en France un sous-secrétariat à la guerre, qui a été confié à M. Albert Thomas, député socialiste de la Seine ; on dit que le nouveau sous-secrétaire d'Etat remplissait déjà, en ce qui concerne les munitions, les fonctions d'aide de M. Millerand; ce peut être un soulagement pour notre ministre de la guerre, trop fréquemment appelé dans des commissions parlementaires où il risque de dépenser en parlotes un temps qui serait beaucoup plus utilement employé à un labeur strictement professionnel.

Les événements militaires, quoique intéressants, pâlissent, ces jours derniers, devant les grands événements politiques que nous venons de relater. Aussi en dirons-nous peu de chose aujourd'hui. Sur notre front, après une accalmie causée par le mauvais temps, des actions ont repris, avec une grande violence, dans les Flandres,

soit aux environs d'Ypres, soit au nord d'Arras, dans les environs d'Ablain, de Neuville, d'Angres, de Souchez; elles ont donné, en général, de bons résultats. Les troupes belges ont repoussé, près de Dixmude, les assauts allemands. Les troupes britanniques ont marqué une nouvelle avance du côté de la Bassée; elles ont enlevé des tranchées près de Festubert et y ont fait 800 prisonniers. Notons, toutefois, le communiqué suivant, en date du 25 mai, du maréchal French :

Les parties de notre ligne à l'est d'Ypres perdues hier à la suite de l'emploi des gaz asphyxiants ne sont pas encore reconquises.

Le volume de gaz employé avait été plus considérable qu'auparavant; le gaz a été projeté des cylindres pendant quatre heures et demie consécutives sur un front de cinq milles (8 kilomètres), pendant que nous étions bombardés par des obus asphyxiants.

Le nuage de gaz atteignait par endroits 40 pieds de hauteur.

Certaines portions de notre ligne restèrent intactes pendant tout le temps; nos soldats ont prouvé ainsi qu'avec des précautions il est possible d'affronter ce genre d'attaque.

Ainsi est dénoncée, de nouveau, la méthode de guerre de la nation satanique. Il est clair qu'il va falloir lutter contre elle avec des moyens analogues.

Une remarque du témoin oculaire près des troupes anglaises de Belgique dit que les détachements ennemis qui, il y a une semaine, voulaient se rendre et qui furent bombardés par l'artillerie prussienne[1], étaient des détachements saxons. L'observation mérite d'être relevée.

La lutte se poursuit très ardente et sanglante aux Dardanelles; nous continuons de gagner du terrain; mais la lutte paraît évoluer en guerre de tranchées, ce qui en prolongerait la durée; on annonce qu'un cuirassé anglais, le *Triumph*, datant de 1903 et qui avait été commandé jadis par le Chili, puis racheté par l'Angleterre, aurait été torpillé et coulé; l'équipage serait sauvé.

Sur le front oriental, les affaires paraissent en voie de

1. Voir la Semaine finissant le 20 mai 1915, p. 368.

rétablissement. Sur l'énorme front sinueux de plus de 1.500 kilomètres, de Libau en Bukovine, les Russes contiennent, aujourd'hui, partout les Austro-Allemands; ils les repoussent et gagnent même du terrain sur des points importants : c'est ainsi qu'ils ont eu des succès notables à Opatow, au milieu de la Pologne; la formidable poussée allemande pour s'emparer de Przemysl et de Lemberg paraît tout à fait contenue. Il semble qu'on puisse augurer un reflux victorieux de nos alliés.

L'Allemagne n'a pas encore répondu à la note du président Wilson au sujet du torpillage de la *Lusitania*, crime commis le 8 mai, c'est-à-dire il y a trois semaines. On pensait qu'elle s'abstiendrait d'attaques par sous-marins de nature à entretenir l'exaspération des Etats-Unis : il parut en être ainsi quelque temps; elle s'en était prise de nouveau surtout aux chalutiers; au cours de la semaine finissant le 19 mai, d'après un communiqué de l'amirauté britannique, deux navires marchands anglais seulement, sur un total d'arrivées et de départs de 1.438 long-courriers, avaient, ainsi que quatre bateaux de pêche, été coulés par des sous-marins teutons; mais voici qu'une dépêche de Londres, du 26 mai, apprend que le vapeur américain *Nebraskan*, de 4.400 tonnes, allant de Liverpool à Delaware, a été torpillé, le temps ayant été, toutefois, laissé à l'équipage pour monter dans les canots.

Mentionnons, en finissant, la grave maladie du roi de Grèce.

L'entrée en ligne de l'Italie, le remaniement heureux du ministère britannique, nos brillants succès dans les Flandres, l'arrêt de l'offensive allemande en Galicie, donnent grand espoir que la lutte pourra être amenée à des résultats décisifs dans les cinq mois de saison favorable qui s'ouvrent devant nous.

LA HAUSSE DES PRIX DEPUIS LA GUERRE EN ANGLETERRE

Nous nous sommes mis à rechercher et à mesurer, autant que les renseignements précis le permettaient, la hausse effectuée dans les prix des principales denrées d'usage général, en Angleterre et en France, depuis que la guerre a éclaté.

On connaît la méthode dite des Nombres Indices ou *Index Numbers* : elle consiste à grouper un certain nombre de marchandises principales, les unes d'usage populaire direct, les autres d'usage industriel, telles que la viande, le blé, le sucre, le charbon, le coton, la laine, le fer, l'indigo, etc., une vingtaine ou une cinquantaine de ces marchandises de l'une et l'autre catégories, à prendre leur prix total à une date déterminée qui sert de point de départ; ce prix total est une base, et on note à des époques successives depuis lors les fluctuations au-dessus ou au-dessous de ces prix de base.

C'est ainsi que, en résumant un tableau d'*Index Numbers* paru dans *The Economist* (de Londres), du 8 mai 1915, on a les renseignements suivants pour des groupes de marchandises et pour l'ensemble de ces groupes, en ce qui concerne : 1° les prix moyens de la période 1901-1905, considérée comme base de comparaison; 2° les prix à la fin de juin 1914, c'est-à-dire juste avant les anxiétés politiques et diplomatiques qui ont précédé immédiatement la guerre; 3° les prix de la fin du mois de décembre 1914 (cinq mois après que la guerre éclata); 4° successivement les prix fin janvier, fin février, fin mars et fin avril 1915 :

ÉPOQUES	Céréales et viandes.	Autres produits alimentaires (thé, sucre, etc.).	Textiles.	Minéraux, charbon compris.	Divers (caoutchouc, bois, huile, etc.)	Totaux.	Pourcentage aux diverses époques.
Prix de base (moyenne de 1901-1905).....	500	300	500	400	500	2.200	100.0
Fin juin 1914	565½	345	616	471½	551	2.549	115.9
— décembre.....	714	414½	509	476	686½	2.800	127.3
— janvier 1915.....	786	413	535	521	748	3.003	136.5
— février.....	845	411	552½	561½	761	3.131	142.3
— mars	840	427	597	644	797	3.305	150.2
— avril	857	439½	594½	630	860	3.337	151.6

Ainsi, les prix moyens additionnés de ces cinq grands groupes de marchandises représentaient, en moyenne, dans la période 1901-1905, le nombre 2.200, ce qui est figuré, comme point de départ de la comparaison, par le nombre 100; à la fin de juin 1914, il y avait déjà eu une hausse sensible de l'ensemble des prix, dû au mouvement industriel ou social en temps de paix, et, au lieu de 100, prix de base pour les années du début du siècle, on arrivait à 115,9, soit près de 16 p. 100 d'augmentation pour l'ensemble des prix; mais cette hausse était due aux influences sociales et économiques diverses en temps de paix. Une fois la guerre déclarée, la généralité des prix, sauf de rares exceptions, monte en quelque sorte par bonds. On arrive à un pourcentage de 127,3 fin décembre 1914, puis 136,5 fin janvier 1915, 142,3 fin février, 150,2 fin mars, et 151,6 fin avril.

Cela veut dire que l'ensemble des prix des cinq groupes de marchandises considérées est, fin avril 1915, de 51,6 p. 100 plus élevé que la moyenne des cinq premières années du siècle.

Si l'on compare les prix actuels à ceux de la fin du mois de juin 1914, immédiatement avant les incidents qui ont amené la guerre, on voit que le chiffre de 151,6, résumant la totalité des prix fin avril 1915, s'oppose à celui de 115,9 en juin 1914, soit une hausse de 35 points 7, ou de presque exactement 30 p. 100.

Ainsi, l'ensemble des prix des marchandises principales, soit de consommation populaire directe, soit d'usage industriel, s'est élevé, en Angleterre, depuis la guerre, de 30 p. 100 en nombre rond, et de beaucoup la plus grande partie de cette hausse (plus des deux tiers) s'est effectuée depuis le début de l'année en cours.

Si maintenant on examine chacun des cinq groupes de marchandises, toujours en Angleterre, on voit que c'est le grand groupe des denrées principales d'alimentation, céréales et viande, qui a le plus haussé : les chiffres pour ce groupe sont de 857 fin avril 1915, contre 565 1/2 fin juin 1914, ce qui correspond à une hausse de 291 points 1/2, ou de 51,7 p. 100. Ainsi, les denrées principales d'alimentation ont haussé, en Angleterre, de plus de 50 p. 100 depuis que la guerre a éclaté. Les denrées accessoires d'alimentation (sucre, thé, etc.) ont fortement monté aussi, mais dans une moindre mesure : de 345 (fin juin 1914) à 439,5 (fin avril 1915), ce qui représente une hausse de 27,1 p. 100.

Sur les minéraux (charbon compris), la hausse ressort des chiffres 630 (fin avril 1915), contre 471,5 (fin juin 1914), ce qui représente 33,5 pour 100. Les textiles, par contre, ont légèrement baissé depuis la guerre, ce qui tient à un considérable fléchissement des prix du coton. Tout l'ensemble des textiles fournit la cote 594,5 fin avril 1915, contre 616 fin juin 1914, ce qui représente une baisse de 21 1/2 points, ou d'un peu plus de 3 pour 100. Cette grande catégorie fait un contraste frappant avec les autres. La cinquième catégorie, comprenant le bois, les huiles, le caoutchouc et autres produits divers, témoigne, dans l'ensemble, d'une hausse très prononcée : les denrées qui la composent cotent, réunies, 860 fin avril 1915, contre 551 fin juin 1914; c'est une hausse de 309 points, ou de 56 p. 100.

Un autre journal anglais, économique et statistique, le *Statist*, s'est livré, dans son numéro du 15 mai, à des recherches du même genre que celles que *The Economist*

a entreprises : il arrive à des résultats analogues[1]. « Dans les dix mois écoulés depuis le mois de juin dernier, dit-il, la hausse générale des prix en Angleterre a légèrement dépassé 30 p. 100, et pour trouver un ensemble de prix aussi élevé il faut remonter jusqu'à l'année 1873. » La nourriture végétale, depuis le mois de juin, aurait, d'après les recherches du *Statist,* augmenté de 64 p. 100; la nourriture animale (bœuf, porc, lard, dans une moindre mesure, mouton) se serait accrue de 28,2 p. 100 en ces dix mois; le sucre, le café et le thé, en moyenne, de 39 p. 100; l'ensemble des minéraux, de 22,7 p. 100. Les matières textiles, toutes réunies, n'auraient monté que de 9,7 p. 100 depuis la guerre; les autres matières premières : peaux, suif, huiles, bois, de 31,4 p. 100. En définitive, c'est la nourriture qui a été la plus atteinte.

Telle est la marche des prix en Angleterre, dans le pays par excellence de la liberté commerciale et du grand commerce maritime. Les prix ont été influencés beaucoup moins par le resserrement du crédit que par les difficultés de la navigation, la hausse des frets, les assurances contre le risque de guerre, la raréfaction de la main-d'œuvre et d'autres circonstances se rattachant à la guerre.

1. *The Statist,* numéro du 15 mai 1915, p. 295.

QUARANTE-QUATRIÈME SEMAINE

Du 28 mai au 3 juin 1915.

Les événements militaires se ressentent de l'inégalité de préparation des deux groupes de belligérants. — Colossale action d'artillerie allemande contre les Russes.
Insuffisance de la préparation en France. — Nullité de la préparation en Angleterre.
Les *pacifistes* tendent à livrer les nations paisibles, sans défense suffisante, en proie aux nations féroces.
L'affaire de la *Lusitania* : réponse dilatoire et ambiguë de l'Allemagne aux Etats-Unis.
Discours du chancelier allemand au Reichstag sur l'intervention italienne : ses menaces. — Prétentions annexionnistes émises par plusieurs orateurs au Reichstag.
Les combats sur notre front, notamment à Souchez et au Labyrinthe : évaluation des pertes allemandes dans ces combats.
Continuation des batailles acharnées sur le front oriental. — Succès des Russes en Arménie.
Entrée en campagne des Italiens.
La guerre de tranchées et la guerre sous-marine aux Dardanelles : perte du cuirassé anglais *Majestic*.
La piraterie teutonne sur les côtes d'Angleterre : navires neutres coulés. — Nouveau raid de zeppelins sur des faubourgs de Londres.
Une escadre d'avions français bombarde une fabrique allemande d'explosifs près de Mannheim.

La hausse des prix en France depuis la guerre.

Le onzième mois de la guerre est entamé ! Il est certain que la guerre eût dû être notablement plus courte, moitié ou un tiers plus courte ; il eût suffi que les puissances de la Triple-Entente eussent eu une préparation, nous ne disons pas égale à celle des deux empires du Centre, mais s'en rapprochant.

L'écart de préparation entre les deux groupes a été,

au contraire, énorme, et la lutte en a été non seulement prolongée, mais elle se ressent encore, dans une assez large mesure, de cette inégalité de préparation.

L'Allemagne, nation de proie, et son associée, sa subordonnée, l'Autriche, avaient poussé à l'extrême la préparation de la guerre. Qu'on en juge : après dix mois de lutte contre des ennemis plus nombreux et beaucoup plus obstinés qu'elle ne le prévoyait, l'Allemagne, qui croyait, cependant, pouvoir triompher en moins de six mois, est encore abondamment pourvue d'hommes et, quoique séparée du reste du monde, de munitions. On a bien dit qu'elle en manquait, mais rien ne le confirme. Nos alliés les Russes ont été soumis, ces jours derniers, à des bombardements formidables, comme jamai l'humanité n'en a connus ; ils ont reçu sur un front étroit jusqu'à 700.000 obus en quatre heures, lancés par 1.500 pièces d'artillerie, d'après une dépêche officielle de Pétrograd en date du 30 mai[1]. Sur notre front aussi, les bombardements allemands sont fréquents et amples. Si les munitions paraissent moins abondantes chez l'ennemi pour les pièces de campagne, il y supplée par le recours de plus en plus prononcé à l'artillerie lourde.

A cette préparation formidable et minutieuse de la guerre chez les Allemands et chez les Austro-Hongrois, il est triste de comparer l'impréparation, tout au moins relative, des Etats de la Triple-Entente.

La France, sans doute, avait fait un grand et patriotique effort par l'établissement du service militaire de trois ans ; ç'a été pour nous le salut. Mais l'emprunt de 1.300 millions, que nous jugions, quant à nous, insuffisant[2] pour nos dépenses extraordinaires de guerre, avait été témérairement retiré, au mois de décembre 1913, par un ministère nouveau ; on ne se décida qu'au mois de juillet 1914 à lancer un tardif et insuffisant

1. Voir le *Temps* du 1er juin 1915, 1re page, 6e colonne.
2. Voir notre article du 22 novembre 1913 (*Economiste français*), p. 741.

emprunt de 805 millions qui, bien que souscrit quarante fois, fut arrêté dans les versements par la guerre et ne produisit, avant et peu de temps après l'ouverture des hostilités, que 380 millions ; il restait, plusieurs mois ensuite, 425 millions à faire rentrer ; cet emprunt si restreint n'avait pu servir à la préparation de la guerre.

Ainsi, la France était assez en état quant aux effectifs, mais très insuffisamment quant au matériel, à l'équipement, à l'armement, et c'est ce qui enleva une grande partie de son efficacité à notre magnifique victoire de la Marne, dans la première quinzaine du mois de septembre. L'ennemi en déroute, que nous ne pûmes suffisamment poursuivre faute de cavalerie et de munitions, réussit à s'accrocher sur les bords de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme ; de là vient cette lutte indéfinie de tranchées, dont un critique suisse, le colonel Feyler, avait, il y a déjà plusieurs années, prévu les difficultés et l'infinie longueur[1].

L'Angleterre, grâce au ministre de la marine, M. Churchill, auquel on ne saurait trop, malgré quelques fautes postérieures, témoigner de reconnaissance, grâce aussi au concours que lui avaient donné le chef du cabinet et les principaux ministres, était bien préparée pour la grande guerre navale ; on avait, malgré l'opposition des pacifistes, construit de nombreux *dreadnoughts*.

Au point de vue de la guerre terrestre, au contraire, l'Angleterre était absolument dépourvue de tout. Elle n'avait qu'une armée coloniale, destinée à combattre des populations primitives, n'ayant que de faibles effectifs et un médiocre armement. Il lui fallait tout improviser pour la grande guerre : officiers, soldats, armements, munitions. Aussi, après dix mois écoulés depuis l'ouverture des hostilités, elle n'a pu amener sur le front, sur tous les fronts, y compris les Dardanelles, l'Egypte, la Mésopotamie, que des effectifs qui sont singulièrement

1. Voir la Semaine finissant le 22 avril 1915, p. 324.

restreints par rapport aux 9 millions d'hommes qu'un seul de ses adversaires, l'Allemagne, tient sous les armes; et ces effectifs relativement restreints, l'Angleterre, qui possède une puissance métallurgique à peu près égale à celle de l'Allemagne, et une puissance financière infiniment plus grande, n'est pas parvenue jusqu'ici, parce qu'elle n'avait quasi aucun approvisionnement initial, à les efficacement pourvoir de munitions.

Nous pensons que les choses vont grandement s'améliorer avec le nouveau ministère national; mais cet effort demande encore un certain temps, et l'on devra être heureux si, un an après l'ouverture des hostilités, la Grande-Bretagne, dont le rôle sur mer, il est vrai, aura été très effectif, peut entretenir sur terre une armée adéquate aux circonstances.

La Russie aussi souffrait et souffre encore d'une relative impréparation : outre que ses lignes ferrées sur la frontière, également à ses ports, comme celui d'Arkhangel, sont trop embryonnaires, elle a notoirement manqué de munitions et elle en manque encore : c'est la cause principale, sinon unique, de ses échecs et du retard que subissent ses opérations, qui paraissent bien menées et sont conduites avec une suprême énergie.

Les obstacles matériels, toutefois, dans l'énormité du pays, sont plus la cause de cette impréparation en Russie qu'elles ne l'ont été en Angleterre et en France, où elle fut l'œuvre des pacifistes. Cette variété d'innocents que l'on appelle les pacifistes naît surtout, presque exclusivement même, et se développe chez les nations paisibles : il en résulte que toute l'œuvre des pacifistes, on ne saurait trop le répéter, tend à livrer sans défense, ou avec des défenses insuffisantes, les nations paisibles aux nations féroces.

C'est aux pacifistes anglais et français, à leur pression sur la prévoyance nationale, qu'ils ont endormie, que l'on devra, dans cette guerre, un surcroît de morts d'au moins 1 million d'hommes, un surcroît de mutilés d'un

autre million et un surcroît de dépenses de 40 à 50 milliards.

Qu'il existe des nations féroces, qui pourrait en douter maintenant, après le torpillage de la *Lusitania* et après le plaidoyer de l'Allemagne en cette criminelle affaire? Le grand paquebot à voyageurs a été coulé le 7 mai, la note du président Wilson à l'Allemagne suivit presque immédiatement. Nous écrivions ici, en l'analysant : « Il est probable que c'est à des arguments dilatoires que voudra recourir le gouvernement allemand[1]. »

Nous ne nous étions pas trompé : trois semaines après cet effroyable crime où plus de mille personnes civiles, parmi lesquelles un grand nombre de femmes et d'enfants et plus de cent Américains, trouvèrent la mort, le gouvernement allemand répond par des arguments dilatoires en y ajoutant des déclarations d'un effroyable cynisme. Le principal, sinon le seul argument qu'il donne, c'est que le paquebot *Lusitania* portait, prétend-il, des munitions à la Grande-Bretagne ; et quand il eût porté des munitions, cela autorisait-il l'Allemagne, contrairement à tous les précédents, à toutes les traditions du droit maritime, à faire périr d'une mort terrible plus d'un millier de personnes civiles de toute nationalité, parmi lesquelles des centaines de femmes et d'enfants ?

L'Allemagne ajoute qu'elle recommande à l'examen attentif du gouvernement américain ses déclarations ; elle se réserve d'étudier la réponse que lui fera ce dernier et d'adopter ultérieurement une attitude définitive. Au cours de ce cynique plaidoyer, l'Allemagne suggère, relativement au cas du *Gulflight* (bâtiment américain coulé par un sous-marin allemand)[2], le recours à une commission internationale, conformément au titre III de la convention de la Haye du 18 octobre 1907.

1. Voir la Semaine finissant le 20 mai 1915, p. 374.
2. Voir la Semaine finissant le 6 mai 1915, p. 347.

Ainsi, tour à tour, l'Allemagne se montre cynique sur les points importants, et fait le bon apôtre sur les points secondaires. Ce qui ressort et de ses actes et de son plaidoyer, c'est qu'il y a des nations féroces; il y en a tout au moins une, une nation féroce, une nation satanique : c'est l'Allemagne.

Cela ressort encore d'autres manifestations allemandes récentes : le chancelier de l'Empire, M. de Bethmann-Holweg, a fait, au Reichstag, le 28 mai, un grand discours à propos de l'intervention italienne; nous n'en extrairons que quelques déclarations générales ; il parle de la « frénésie de guerre », comme si ce n'était pas l'Allemagne qui avait jusqu'aux moelles cette frénésie de guerre; faisant allusion à l'enquête anglaise, conduite par des hommes d'une haute renommée d'impartialité, l'historien lord Bryce, les jurisconsultes sir Frederick Pollock et sir Edward Clarke, sur les atrocités commises par les Allemands en Belgique, il déclare que ce sont là « cruautés si monstrueuses, qu'il n'y a que des cerveaux de fous qui puissent y ajouter foi ». Et le torpillage de la *Lusitania,* avec ses mille personnes civiles englouties, de toute nationalité, de tout sexe et de tout âge, est-ce aussi une imagination de fous? Si c'est un fait réel, ne confirme-t-il pas toutes les constatations sur les atrocités des Allemands dans la guerre terrestre?

Et le chancelier a l'effronterie de parler de l'indignation qu'il éprouve, puis des enfants allemands ! Voici ses paroles, avec les mouvements de séance qui y sont relatés :

Dans cette guerre, s'écrie-t-il, ce n'est pas la haine qui nous inspire, c'est l'indignation (*Vifs applaudissements*), la sainte indignation (*Nouveau tonnerre d'applaudissements sur tous les bancs*). Plus est grand le danger auquel nous avons à faire face, entourés que nous sommes de tous côtés par des ennemis, plus profondément l'amour de nos foyers étreint nos cœurs, plus jalousement nous devons veiller à la protection de nos enfants, de nos petits-enfants, plus nous devons tout endurer et tenir bon jusqu'à ce que nous ayons conquis toutes les garanties d'assurance possibles qu'aucun

ennemi, soit seul, soit coalisé, n'osera jamais plus se mesurer avec nous les armes à la main (*Tonnerre d'applaudissements*).

Quelles sont ces précautions que le chancelier du kaiser songe à prendre? Deux des trois orateurs qui ont occupé la tribune à la suite du discours de M. de Bethmann-Holweg l'expliquent : le premier de ces trois orateurs est le socialiste Ebert, qui, il faut lui rendre cette justice, ne fait pas de déclarations annexionnistes. Mais les deux autres, le comte Westarp, conservateur, M. Schiffert, national-libéral, au nom des groupes dominant au Reichstag et en conformité avec les déclarations antérieurement faites par les principaux chefs du parti du centre, se déclarent nettement pour des annexions : « Nous sommes d'avis que nous ne devons pas reculer devant les augmentations de territoires nécessaires, » dit le premier. « Si ces garanties rendent nécessaires des augmentations territoriales qui nous rendront plus forts contre les attaques de l'ennemi, s'écrie le second, nous sommes d'avis que ces changements de frontières sont notre premier devoir[1]. » Voilà la nation de proie et ses indéfinies convoitises.

Elle n'a, d'ailleurs, aucune chance de les réaliser. Les faits militaires, pendant les derniers huit jours, ont été la continuation, heureuse sur le front occidental, des faits antérieurs, quoique encore incertaine sur le front oriental.

En Belgique, les Belges luttent toujours avec efficacité près de Dixmude. Dans les Flandres, les Anglais ont encore réalisé quelques progrès auprès de Festubert, et en Belgique, près de Zonnebecke. Notre action à Ablain-Saint-Nazaire, à Souchez, au Labyrinthe (sud-est de Neuville), s'est poursuivie avec succès. Le communiqué allemand reconnaît l'évacuation d'Ablain par les détachements teutons. Des luttes favorables pour nos armes ont eu lieu au bois le Prêtre et, en Alsace, dans le massif Schnepfenrieth.

1. Le *Temps* du 31 mai 1915, p. 4.

Le communiqué officiel du 2 juin (23 heures) résume ainsi notre série de combats récents dans la région d'Arras :

Il est intéressant de noter qu'entre le 9 mai et le 1er juin, la division française qui a pris Carency, Ablain-Saint-Nazaire, le moulin Malon et la sucrerie de Souchez, a fait 3.100 prisonniers, dont 64 officiers, enterré 2.600 cadavres allemands et perdu en blessés, tués ou disparus, 3.200 hommes, dont les deux tiers sont des blessés légers.

Il est plus difficile d'apprécier exactement le résultat des luttes gigantesques que les Russes soutiennent sur un front d'environ 1.500 kilomètres, de Courlande en Bukovine ; leur situation, sur plusieurs des points où elle avait faibli, paraît rétablie, et elle est, sur d'autres, nettement favorable : c'est le cas en Courlande et en Pologne. Les Allemands ont bien recommencé des attaques, mais sans succès, sur les bords de la Bzoura et de la Rawka, témoins de leurs sanglants échecs il y a quelques mois. En Galicie occidentale, où se livre depuis les premiers jours de mai une bataille colossale et ininterrompue, nos alliés ont eu un succès très sérieux à Seniawa ; l'effort des Austro-Allemands pour cerner Przemysl et pour rompre les communications de cette ville avec Lemberg se poursuit, il est vrai, avec la plus grande intensité.

D'autre part, les Russes, continuant à bousculer les Turcs, se sont rendus, en Arménie, maîtres de Van et de la région qui l'entoure.

Les Italiens, entrés immédiatement en campagne, font de la bonne et rapide besogne : ils ont occupé la plupart des cols du Trentin tant occidental qu'oriental ; ils progressent aussi en Carniole et dans le Frioul, et sont maîtres de la plus grande partie de la rive de l'Isonzo.

La lutte est opiniâtre aux Dardanelles et tend, on l'a vu, à dégénérer en guerre de tranchées. Un cuirassé anglais, le *Majestic*, vieux navire lancé en 1897, a été coulé par un sous-marin allemand qui est parvenu en Méditer-

ranée; c'est le cinquième cuirassé anglais et le sixième des flottes alliées (avec notre *Bouvet*) qui a ce triste sort; mais les équipages, contrairement à ce qui s'est passé pour notre *Bouvet*, ont été, pour la plus grande partie, sauvés, et l'on rappelle que l'Angleterre possède en réserve une trentaine de cuirassés de ces types qui ne peuvent plus servir à la grande guerre navale.

Il n'y a pas de doute que notre action combinée aux Dardanelles, malgré les mécomptes initiaux, ne réussisse avec le temps; c'est là, d'ailleurs, nous l'avons dit dès la première heure, un théâtre secondaire de la guerre[1], et, malgré les énormes conséquences qu'aura l'effondrement de l'empire turc, c'est, en ce qui concerne l'issue de la guerre présente, presque un épisode.

Un sous-marin britannique a fait une magnifique prouesse *militaire* en traversant la mer de Marmara et en allant devant Constantinople détruire des navires transportant des troupes ottomanes.

Les sous-marins teutons, par contraste, négligeant les opérations militaires, ont poursuivi leur campagne de piraterie; ils ont coulé quelques navires de commerce, dont plusieurs neutres : le vapeur danois *Soborg* et le navire portugais *Cysne*; ils viennent de torpiller, sans avertissement, le 1er juin, un navire anglais, le *Saïdieh*, allant d'Alexandrie à Hull, comptant 49 hommes d'équipage, presque tous Grecs, et 8 passagers : 7 hommes et une femme ont péri. Néanmoins, dans l'ensemble, sauf quand elle coule un grand paquebot, la piraterie des sous-marins n'obtient que des résultats bornés.

La piraterie aérienne teutonne s'est donné également ample carrière : pour la septième fois depuis le début des hostilités, et pour la troisième fois au cours du mois de mai, des zeppelins, dans la nuit du 26 au 27 mai, ont parcouru la côte sud-est de la Grande-Bretagne et ont lancé des bombes qui ont tué deux femmes et blessé

1. Voir la Semaine finissant le 15 avril 1915, p. 313.

grièvement un enfant. Ils ont fait un nouveau *raid*, dans la nuit du 31 mai au 1er juin, à Ramsgate, Brentwood et sur certains faubourgs de Londres ; ils ont jeté quatre-vingt-dix bombes incendiaires, allumé plusieurs incendies facilement éteints, tué un homme, une femme et deux enfants, blessé gravement une femme, et légèrement un certain nombre de personnes.

C'est à d'autres exploits, d'ordre strictement militaire, que nous employons nos avions : c'est ainsi qu'une escadre de dix-huit de ces petits aérostats est allée, le 27 mai, bombarder les usines de la Badische-Aniline und Soda Fabrik, l'une des plus considérables fabriques d'explosifs d'Allemagne, à Ludwigshafen et à Oppau, près Mannheim. Cette expédition en plein territoire ennemi a parfaitement réussi. Dix-sept de nos avions sont rentrés en France après un parcours heureux de 400 kilomètres ; le dix-huitième a été fait prisonnier.

Ainsi s'opposent l'une à l'autre la *Kultur* allemande et la civilisation des pays de la Triple, aujourd'hui Quadruple-Entente ; ainsi se distinguent nos actes tout militaires des persistants assassinats allemands.

LA HAUSSE DES PRIX EN FRANCE DEPUIS LA GUERRE

On a vu, il y a huit jours, le mouvement des prix en Angleterre depuis la guerre[1] : il se traduit par une hausse des plus accentuées, qui est, pour l'ensemble, d'environ 30 p. 100, et qui s'élève jusqu'à 50 p. 100 sur les principales denrées d'alimentation.

Passons maintenant à la France, voyons d'abord le prix du blé : dans la première quinzaine de mai, d'après les tableaux officiels, ce prix a varié, en France, du minimum de 31 fr. 50 le quintal métrique dans le Morbihan au maximum de 36 francs à Vienne, en Isère ; pour neuf

1. Voir la Semaine finissant le 27 mai 1915, p. 391.

places ou départements en France, où le cours du blé est coté dans cette période, il atteint ou dépasse 35 francs dans six places ou départements, à savoir : Ille-et-Vilaine, Lyon, Pau, Rouen, Toulouse, Vienne, en Dauphiné[1].

Ce cours de 35 francs le quintal métrique est un cours fort élevé, sans être un cours de famine; voici le prix du quintal de blé à Paris dans la première quinzaine de mai des cinq années antérieures :

1910	1911	1912	1913	1914
25 fr. 35	28 fr. 75	31 fr. 10	28 fr. 60	28 fr. 80

En laissant de côté l'année de bas prix 1910, on voit que le cours du blé le plus habituel en France à l'heure présente, soit 35 francs le quintal, dépasse de 5 fr. 70 ou de 19,4 p. 100 le prix moyen des quatre dernières années, 1911-1914, lequel était de 29 fr. 31; c'est une hausse sensible, non une hausse énorme ; il est vrai qu'elle n'a été contenue dans ces limites que par la suspension des droits de douane frappant ce produit. S'il arrivait que les Dardanelles fussent prochainement ouvertes au commerce, il est probable que le blé baisserait de quelques francs, mettons de 2 à 3 francs par quintal, grâce à l'arrivée des blés russes.

Autrefois, les prix du blé étaient beaucoup plus bas : ainsi le prix moyen pour l'ensemble de la France et pour toute l'année n'a été que de 22 fr. 39 le quintal pour la période de vingt ans de 1893 à 1912[2]. Par rapport à cette moyenne les prix actuels du blé représentent une hausse de plus de 50 p. 100; mais il faut reconnaître que les prix étaient en hausse constante depuis 1908.

L'évaluation officielle du prix du pain reste encore dans des limites modérées; d'après un document officiel récent (*Bulletin municipal officiel* du 20 mai 1915, p. 1035), le kilogramme de pain de première qualité

1. *Journal officiel* du 17 mai 1915, p. 3153.
2. *Ministère de l'agriculture : statistique agricole*, 1912, p. 124.

revient à 0 fr. 4263, ce qui met le pain habituel de 2 kilogrammes une très légère fraction au-dessus de 85 centimes (exactement 0 fr. 8526).

Voici, comme terme de comparaison, le prix moyen annuel de vente du pain à Paris depuis le début du siècle[1] :

PRIX DU KILOGRAMME DE PAIN A PARIS

1901	Fr.	0 333	1908	Fr.	0 375
1902		0 333	1909		0 377
1903		0 358	1910		0 386
1904		0 355	1911		0 395
1905		0 362	1912		0 424
1906		0 359	1915[2]		0 426
1907		0 373			

On voit que le prix actuel diffère à peine de celui de 1912 et qu'il est de 8 à 14 p. 100 plus élevé que dans la généralité des années de 1907 à 1911.

On sait que la Chambre est saisie d'un projet de loi autorisant la réquisition du blé non seulement pour l'armée, mais pour la population civile, avec un prix maximum de 32 francs le quintal métrique. Ce projet de loi a donné lieu, dans la séance du 21 mai 1915, à un débat très vif, tournant même à la violence[3]. Il est douteux que les circonstances comportassent la réquisition de tout le blé en France, pour la population civile ; le précédent de la Révolution française et du maximum n'est guère favorable ; puis, l'on ne voit pas comment l'Etat pourra réquisitionner le blé au maximum de 32 francs quand il cote maintenant officiellement, ainsi qu'on l'a vu plus haut, 35 francs, ou même davantage, dans six places sur neuf, où les prix ont été officiellement constatés dans la première quinzaine de mai.

Les prix de la viande *sur pied* ont sensiblement, mais très inégalement, monté ; on s'en rendra compte par le

1. *Ministère de l'agriculture : statistique agricole 1912*, p. 354.
2. Mai, prix de revient officieux.
3. Voir le *Journal officiel : Chambre des députés*, séance du 21 mai 1915, p. 727 et suiv.

tableau suivant, que nous extrayons du *Journal officiel* du 17 mai 1915, page 3153, relatif au marché de la Villette :

PRIX MOYEN DU KILOGRAMME DE VIANDE DU 3 AU 6 MAI 1915 ET POUR LES PÉRIODES CORRESPONDANTES DES QUATRE ANNÉES PRÉCÉDENTES

Dates.	*Bœuf.*			*Veau.*		
	1re qual.	2e qual.	3e qual.	1re qual.	2e qual.	3e qual.
1915 :						
Lundi 3 mai	2 34	2 26	2 16	2 50	2 26	2 06
Mardi 4 mai	2 34	2 26	2 16	2 50	2 26	2 06
Mercredi 5 mai	2 34	2 26	2 16	2 50	2 26	2 06
Jeudi 6 mai	2 32	2 24	2 14	2 70	2 40	2 20
Totaux et moyennes	2 33	2 25	2 15	2 55	2 29	2 09
Totaux et prix de la semaine précédente	2 34	2 26	2 16	2 53	2 29	2 09
En 1914	1 87	1 74	1 63	2 68	2 35	2 05
En 1913	1 81	1 63	1 46	2 80	2 57	2 38
En 1912	1 93	1 83	1 58	2 52	1 96	1 62
En 1911	1 91	1 71	1 49	2 59	2 19	1 89

Dates.	*Mouton.*			*Porc.*		
	1re qual.	2e qual.	3e qual.	1re qual.	2e qual.	3e qual.
1915 :						
Lundi 3 mai	2 62	2 44	2 30	2 16	2 10	1 90
Mardi 4 mai	»	»	»	»	»	»
Mercredi 5 mai	»	»	»	»	»	»
Jeudi 6 mai	2 62	2 44	2 30	2 02	1 94	1 60
Totaux et moyennes	2 62	2 44	2 30	2 09	2 02	1 85
Totaux et prix de la semaine précédente	2 64	2 46	2 32	2 16	2 10	1 90
En 1914	3 05	2 75	2 45	1 71	1 65	1 60
En 1913	2 50	2 16	1 90	1 86	1 80	1 74
En 1912	2 47	2 21	2 11	2 14	2 07	1 99
En 1911	2 65	2 55	2 45	2 08	2 03	1 93

Ce tableau montre que la viande de bœuf, de toutes les qualités, a sensiblement monté sur pied : la première qualité se paye 2 fr. 33, soit 0 fr. 46 de plus qu'en

1914, et 0 fr. 40 à 0 fr. 52 de plus que dans les trois années 1913, 1912 et 1911; c'est une hausse moyenne de 20 à 25 p. 100.

Les mêmes tableaux feraient ressortir qu'il n'y a pas eu de hausse sur la viande de veau, qu'il y a même eu une baisse sur celle de mouton; la hausse, il est vrai, réapparaît assez sensible pour la viande de porc.

Ces tableaux ne paraissent pas, toutefois, rendre un compte exact de la réalité, de ce qui se passe dans les ménages : ainsi, la viande de mouton, quoique n'ayant pas monté sur pied, a bel et bien, en ce qui concerne les gigots et les côtelettes, dans la plupart des quartiers, monté de 20 à 25 p. 100 depuis quelques mois. Sans doute, la vente au détail a, en temps de guerre, des frais qui dépassent ceux des temps normaux.

Dans l'ensemble, il est prudent d'admettre que, au détail, la viande se vend actuellement, à Paris, 20 à 30 p. 100 plus cher que dans les trois ou quatre années antérieures.

Cette hausse de la viande s'est produite malgré que le gouvernement, au lendemain de la mobilisation, ait suspendu le droit de 35 francs par quintal grevant les viandes étrangères importées.

Pour prévenir une nouvelle élévation du prix de la viande et pour ménager notre cheptel et en faciliter la reconstitution, le gouvernement a passé des contrats pour l'achat et l'importation en France, jusqu'à fin février prochain, de 240.000 tonnes de viandes frigorifiées; bien plus, la Chambre vient d'adopter un projet de loi autorisant le ministre de la guerre à importer, de l'étranger ou des colonies, pour les besoins de l'armée et subsidiairement de la population civile, à laquelle on rétrocéderait l'excédent, une quantité de 120.000 tonnes, par an et pendant cinq ans, de viandes frigorifiées. Les agriculteurs, même les plus protectionnistes, voient ce projet, vu les circonstances, les uns avec faveur, les autres avec résignation. Ce projet, dont les effets se

prolongeraient quatre années ou quatre années et demie au delà de la guerre présente et qui créerait pour l'Etat un monopole commercial nouveau, suscite, d'autre part, des critiques très justifiées.

Le vin, par opposition au pain et à la viande, à la suite non seulement d'une récolte plus abondante, sans être énorme, mais surtout des difficultés de transport, a baissé d'un bon tiers, aux lieux de production, par comparaison avec les années récentes.

La généralité des fromages a haussé de 15 à 20 p. 100. Le beurre a subi, dans la plupart des cas, une hausse analogue.

Une hausse considérable s'est produite aussi sur le sucre; cette denrée a doublé : le sucre blanc brut n° 3 vaut (à la fin mai) 70 fr. 50 à 71 francs les 100 kilogrammes (droit non compris), contre 34 francs en 1914 et 31 fr. 75 en 1913, et le sucre raffiné, droit compris (sauf une surtaxe de 2 fr. par 100 kilogr.), vaut 105 fr., contre 65.50 en 1914 et 63.50 en 1913. La Chambre de commerce de Paris, dans l'intérêt des consommateurs, s'est mise à fournir du sucre aux marchands, sous la réserve que ceux-ci le revendent dans certaines conditions; tout considéré, son intervention paraît avoir été utile et avoir contenu, sinon réduit, la hausse du sucre.

Parmi les denrées coloniales, le café n'a nullement haussé : celui du Brésil (Santos), qui est la qualité la plus courante, aurait même fléchi, en entrepôt, de 3 à 4 p. 100 relativement à l'an dernier et de 20 p. 100 par rapport à l'année 1913; le thé, au contraire, a renchéri, également en entrepôt, de 30 à 40 p. 100, et le cacao d'environ 50 p. 100.

On disserte beaucoup en ce qui concerne les légumes et les fruits ; il ne paraît pas y avoir à ce sujet une forte hausse générale, sensible du moins; cela dépend des sortes et aussi des localités.

La généralité des huiles a monté de 30 à 40 p. 100 environ : celles de colza épurées valent 122 francs les

100 kilogrammes, au lieu de 84 fr. 75 en 1914 et de 86 fr. 50 en 1913 ; celles de lin se tiennent à 77 fr. 50, contre 60 fr. 25 et 63 francs respectivement dans chacune des deux années précédentes.

Le pétrole, en Angleterre du moins, tout en ayant monté relativement à 1914 (8 pence 3/4 le gallon de 4 litres 54, contre 7 pence 1/2), se retrouve au même prix qu'en 1913 ; mais il s'agit là de vente en gros ; et les choses se passent tout autrement au détail, du moins en France, où cette denrée est très rare.

Le cuir, en entrepôt, a haussé d'environ 50 p. 100.

Un article qui a formidablement monté est le charbon : en Angleterre, celui de Newcastle est porté, dans les tableaux du journal spécial le *Statist*, pour 25 shillings la tonne, ou 31 fr. 25, contre 14 sh. 6 (18 fr. 10) en 1914 et 16 sh. 3 (20 fr. 30) en 1913 ; il a ainsi augmenté de 50 à 80 p. 100 suivant le terme de comparaison. Quant au cardiff, il est tellement rare qu'on ne le cote plus.

A Paris, nous avons sous les yeux une circulaire qui presse les clients d'une maison de combustibles de s'approvisionner pour l'hiver et leur offre, pour les attirer, les prix de 98 francs la tonne pour la gailleterie (gros morceaux) et de 100 francs pour les têtes de moineaux, descendant à 85 ou 87 francs pour le charbon de calorifère. Il y a sur les bois de toutes sortes une hausse analogue à celle sur le charbon.

On connaît l'énorme hausse de la plupart des métaux ; le tableau suivant en fournit la démonstration :

	Fin mai 1915.	Fin mai 1914.	Fin mai 1913.
	Livres sterling la tonne.		
Cuivre-Standard	78 17/6	68 7/6	68 7/6
Étain (anglais)	163	150-151	220-222
Étain (des Détroits)	168	150	218
Plomb doux	20 5	19	19 15-19 17/6
Zinc	82	21 7/6	23
Mercure (75 lb) la bouteille	12 12/6	7	7 10
Aluminium	100-105	81-83	88-92
Antimoine-Regulus	115-120	26 15-28	31-33

On voit que l'antimoine a plus que quadruplé; le zinc, qui, il est vrai, avait considérablement baissé les années précédentes, a presque quadruplé également; le mercure s'est élevé de 70 p. 100; l'aluminium, de 25 p. 100; le cuivre a monté d'environ 15 p. 100; le plomb, dont les cours étaient très élevés depuis quelques années, par suite de la presque cessation de la production au Mexique, n'a monté que de 6 p. 100, et l'étain de 12 p. 100, par rapport à 1914, ce dernier métal étant en gros recul relativement à 1913; la hausse des premiers de ces métaux intéresse surtout les munitions; le cuivre, toutefois, intéresse aussi l'agriculture pour le traitement des vignes.

En résumé, et en s'en tenant aux tout principaux articles de consommation populaire directe, la hausse est surtout forte sur le charbon et sur le sucre; elle est sensiblement moindre sur la viande, et beaucoup moindre encore sur le pain.

Il était naturel que la guerre, réduisant la main-d'œuvre et les transports, restreignant aussi le crédit, renchérît tout. Ce renchérissement est en France, pour les denrées d'alimentation, plutôt moindre, dans l'ensemble, qu'en Angleterre; cela inflige des privations, mais elles sont tolérables, et, en définitive, ces épreuves, bien moindres, certes, que chez nos ennemis, ou que même dans nos départements envahis, sont supportées avec beaucoup de patience; c'est encore le moindre des maux qu'impose la nécessité de repousser la nation de proie et d'assurer l'indépendance du pays.

QUARANTE-CINQUIÈME SEMAINE

Du 4 au 10 juin 1915.

Evacuation de Przemysl par les Russes. — Le repli russe a le caractère d'une retraite, non d'une défaite.
Les communiqués français rétrospectifs sur les combats dans le Nord et en Argonne : on désirerait dans ces récits des noms propres de combattants. — La prise du Labyrinthe; celle de la ferme Quennevières, au nord de l'Aisne.
Déclarations du premier ministre, M. Asquith, au Parlement anglais : *chiffre officiel des pertes britanniques sur terre au 31 mai.* Action des troupes italiennes au Trentin et sur les rives de l'Isonzo.
La piraterie teutonne sous-marine et aérienne : nouveau raid de zeppelins en Angleterre; récapitulation du nombre de leurs victimes. — Un aviateur britannique détruit un zeppelin au-dessus de Gand.
Desseins annexionnistes formulés par le comité directeur du parti national libéral en Allemagne et par le roi de Bavière.
Démission du secrétaire d'Etat américain Bryan.

Les Russes ont évacué la ville importante de Przemysl, en Galicie, le 3 juin au petit jour. Ils en avaient commencé le siège au mois de novembre, puis avaient dû plusieurs fois l'interrompre; ils s'étaient définitivement emparés de la place le 22 mars, en capturant une armée de 120.000 Autrichiens et 1.000 canons; la ville avait été complètement démantelée par le siège. Ce fut pour nos alliés un très gros succès, et, pendant les semaines qui suivirent, on put croire que, devenus possesseurs des principaux cols des Carpathes, ils allaient, dans les mois suivants, se rendre maîtres de la Hongrie.

L'énorme effort fait par les Allemands, de concert avec les Austro-Hongrois, dans une bataille commencée aux premiers jours de mai et poursuivie pendant un mois sur un front de plus de 300 kilomètres, avec une

très grande supériorité d'artillerie lourde et de munitions, amena les Russes à se replier de 150 kilomètres en arrière de leurs positions de la fin du mois de mars, puis, pour redresser et resserrer leur front, à abandonner Przemysl en retirant leurs troupes intactes et leur matériel intégral.

Quoique cet échec n'ait nullement les proportions qu'avait eues le triomphe du 22 mars, ce n'en est pas moins, on doit le reconnaître, un gros échec : il aura retardé de deux ou trois mois, si, comme nous l'espérons, nos alliés reprennent le dessus, leur marche en avant. Cela peut être compensé sur le front occidental et sur le front méridional, ou peut-être, si certains concours attendus se produisent, sur le front oriental lui-même.

Le chancelier de Bethmann-Holweg, dans son discours au Reichstag, le 28 mai dernier, disait que, en France, « on ne sait rien des grandes défaites subies par les Russes, même celles de l'an passé ». Cette déclaration était tout à fait inexacte. Nous n'avons rien ignoré des revers essuyés par les Russes à trois reprises depuis le début de la guerre, à quatre reprises même, y compris le revers récent ; nous avons noté soigneusement le flux et le reflux des armées russes ; mais le chancelier de Bethmann-Holweg se sert d'une expression inexacte quand il parle des « grandes défaites subies par les Russes ». Nos alliés ont subi des revers, non des défaites. Au sens militaire, comme au sens étymologique, le terme *défaite* ne peut s'appliquer qu'à une armée, sinon détruite, du moins complètement rompue, disloquée, incapable de tenir la campagne pendant plusieurs mois.

Les Russes n'ont jamais été mis en cet état ; à l'heure présente, après l'évacuation de Przemysl, ils continuent à opposer à l'ennemi sur le San, sur les deux rives du Dniester, entre Przemysl et Lemberg, une résistance acharnée ; ils ont des succès tout au moins locaux ; ils font des prisonniers. Les Allemands parviendront-ils à

prendre Lemberg? L'événement le montrera. Mais les armées russes continuent d'être un facteur des plus actifs, des plus énergiques, et rien n'indique qu'elles ne doivent pas reprendre le dessus, comme les trois fois précédentes.

Les Allemands et les Austro-Hongrois perdent un nombre d'hommes énorme, et le moment approche où l'écart des effectifs va être considérable en faveur de la *Quadruple-Alliance* et de ses alliés. C'est, de plus en plus, une guerre d'usure; une telle guerre ne peut que tourner en faveur de ceux qui ont, dans leur population, le plus grand fonds de renouvellement, en même temps que la plus grande force morale.

Cette force morale, elle éclate chaque jour davantage sur le front occidental de la lutte. Les combats glorieux et efficaces s'y succèdent, particulièrement depuis la seconde quinzaine de mai. L'administration de la guerre, qui, on se le rappelle, dans les premiers mois de la lutte, ne livrait au public que des communiqués si brefs et si secs, avec cette mention finale habituelle : « Situation inchangée », publie maintenant, outre ses communications journalières abondantes et détaillées, des résumés rétrospectifs du plus haut intérêt, à la gloire de nos héros, de nos « poilus », comme ils s'appellent, car il faut bien prononcer ce terme, qui deviendra historique.

C'est ainsi que l'on a eu successivement, depuis une quinzaine de jours, les récits officiels sur les *combats de Neuville-Saint-Vaast,* du 9 au 15 mai ; *nos Succès sur l'Yser,* du 24 avril au 18 mai ; l'*Echec allemand de Ville-sur-Tourbe,* du 21 mai ; la *Conquête du massif de Lorette,* du 9 au 22 mai; la *Conquête du bois le Prêtre,* qui prit plusieurs mois; *nos Sapeurs dans la bataille d'Arras; notre Succès d'Ablain-Saint-Nazaire,* des 28 et 29 mai; le *Compte rendu des combats de Lorette,* par un officier allemand, d'après son carnet ; la *Prise de la sucrerie de Souchez,* du 31 mai au 1er juin ; l'*Enlèvement du saillant*

de Quennevières (entre Oise et Aisne), les 5 et 6 juin[1]. Encore cette nomenclature récente doit-elle être incomplète, quelques-uns de ces récits officiels ayant pu nous échapper.

Certains se plaignent que, dans ces récits, il n'y ait pas de noms propres de chefs et de soldats ; c'est, en effet, une lacune; nous ignorons si les nécessités militaires l'imposent.

Faisons une place à part à une publication officielle rétrospective de la plus haute importance, celle qui vient de paraître dans le *Bulletin des armées,* relatant les *Ordres du général Joffre,* du 25 août au 4 septembre, pour la préparation de la bataille de la Marne; on y voit que cette magnifique victoire n'a eu rien de fortuit, qu'elle a été préparée avec la méthode la plus minutieuse et la plus sûre.

Dans la série récente d'actions brillantes et heureuses, éclatent l'élan et l'ascendant de nos troupes. C'est, en général, autour d'Arras que se livrent tous ces combats. Dans ces dernières journées, c'est au « Labyrinthe », nom pittoresque et exact donné par nos troupiers à un dédale inextricable de tranchées en un point particulièrement difficile; c'est aussi près d'Hébuterne, toujours dans cette région, que la lutte a été le plus acharnée; nous avons fait ici des prisonniers par centaines, avançant d'un kilomètre sur un front de 1.800 mètres.

Sur un autre point de nos lignes, resté calme depuis bien longtemps, au nord de l'Aisne, à l'est de Tracy-le-Mont, devant la ferme de Quennevières, nous avons pris une offensive très heureuse, enlevant deux rangs de tranchées ennemies, détruisant trois canons de 77, capturant vingt mitrailleuses et mettant hors de combat plus de 3.000 ennemis, morts et prisonniers, blessés non compris. En Champagne aussi, près de Beauséjour, nous avons eu des luttes favorables.

1. Voir, sur ces différentes affaires, le *Journal officiel* des 18, 22, 23, 27 et 30 mai, des 3, 4 et 6 juin.

Le communiqué du 7 juin déclare : « A Vauquois, nous avons, par représailles, aspergé de liquide enflammé les tranchées de l'ennemi, qui a riposté par un bombardement. »

Les Allemands, en outre, avec un de ces mortiers géants qu'ils affectionnent et qui ont une portée de plusieurs dizaines de kilomètres, ont jeté, sans résultat, quelques bombes sur Verdun. Cela peut avoir répandu chez eux le bruit qu'ils avaient pris ou allaient prendre cette ville.

Le président du ministère anglais, M. Asquith, s'est rendu dans les tranchées britanniques des Flandres, portant à ses brillantes troupes le salut et les félicitations de la nation. A son retour, M. Asquith a fait connaître au Parlement que, à la date du 31 mai, sur le front occidental et aux Dardanelles, les pertes britanniques s'élevaient à 10.955 officiers et 258.069 soldats, soit 3.327 officiers tués, 6.498 blessés et 1.130 disparus; 47.015 soldats tués, 147.482 blessés et 52.617 disparus; même en tenant compte de ce que la moitié environ des blessés ont pu, sans doute, reprendre le service, on voit que le chiffre net des pertes britanniques est fort élevé et doit osciller autour de 200.000 hommes, dont plus de 50.000 morts.

Aux Dardanelles, la lutte devient chaque jour plus vive, nos troupes d'une part, et les troupes britanniques de l'autre, composées en grande partie d'Australiens et de Néo-Zélandais, y montrant la plus magnifique vaillance.

Les Italiens, sans attendre que leur mobilisation soit terminée, poussent en avant avec décision; ils prennent possession de nombreux forts au Trentin et s'établissent solidement, en Carniole, sur les deux rives de l'Isonzo. C'est là, d'ailleurs, une œuvre préliminaire, comme le dit leur communiqué officiel du 5 juin : « Les mouvements de concentration des grandes masses s'effectuent avec ordre, ainsi que la mise en action de tout le complexe organisme des services. »

La piraterie allemande continue de se donner libre cours sur mer ; elle y a été plus heureuse que la semaine précédente : d'après les déclarations de l'amirauté britannique, dans la semaine qui s'est terminée le 2 juin, 1.382 navires de commerce sont entrés dans les ports anglais ou en sont sortis : huit navires marchands anglais, d'un tonnage de 23.868 tonnes, ont été coulés par des sous-marins. Il faut se rappeler que l'Angleterre a une marine marchande d'un tonnage de 20 millions de tonnes, exactement 19.179.177 tonnes à la fin de 1912, et il augmente chaque année[1].

Dans les tout derniers jours, les sous-marins teutons paraissent s'en être pris particulièrement aux navires neutres : c'est ainsi qu'ils auraient coulé la goélette danoise *Salvador*, le vapeur suédois *Lapland-Novik*, le vapeur norvégien *Glittertind* (717 tonnes), le vapeur norvégien *Trudwang* (1.041 tonnes) et le voilier norvégien *Superb* (1.393 tonnes).

M. Balfour a annoncé au parlement qu'un navire anglais a coulé un sous-marin teuton, dont tout l'équipage a été capturé.

La première quinzaine de juin restera célèbre dans les fastes de l'aviation. Notons que 29 avions français sont allés bombarder, le 3 juin, le quartier général du kronprinz et y ont jeté avec succès 178 obus.

Les journaux anglais ont publié un relevé statistique d'où il appert que, dans les onze *raids* que les zeppelins ont faits sur l'Angleterre orientale, jusqu'à la fin du mois de mai, ces machines d'assassinat ont jeté 408 bombes et tué, en tout, 16 personnes ; c'était, concluait la note, un « bilan misérable ». Il faut dire, toutefois, qu'un douzième raid de zeppelins sur la Grande-Bretagne, dans la nuit du 7 au 8 juin, a fait une besogne assassine plus considérable ; il a tué cinq personnes et en a blessé quarante.

1. Voir le *Statistical Abstract for the United Kingdom from 1898 to 1912*, p. 326.

Deux aviateurs anglais, pour prévenir ces sinistres exploits, ont avec succès jeté des bombes sur un hangar de dirigeables, à Evéré, au nord de Bruxelles, et y ont provoqué un incendie.

Voici, toutefois, la grande aventure dont une de ces machines d'assassinat a fait les frais et a été victime. Un hardi et habile aviateur britannique, l'enseigne Warneford, a réussi, en Belgique, à survoler un zeppelin, l'a incendié avec des bombes, de sorte qu'il est tombé détruit, avec son équipage de vingt-huit hommes mort ou expirant. Cet aviateur, âgé de vingt-trois ans, ne pratiquait l'aviation que depuis le 24 février dernier, et n'avait de certificat que depuis le 15 mars. Voilà une incomparable prouesse toute militaire. Malheureusement, en s'effondrant enflammé sur un couvent de béguines, à Gand, le zeppelin expirant a tué deux infirmières et deux orphelins.

Les Allemands continuent à ne rêver que de crimes; ils ont étalé, ces jours derniers, toutes leurs convoitises de territoires. Le comité directeur du parti national libéral, qui est le parti gouvernemental classique, a voté l'ordre du jour suivant :

A l'unanimité, le comité a exprimé le vœu que le gouvernement tire toutes les conséquences politiques des succès obtenus par l'armée et la flotte. A l'ouest, il faudra annexer à l'empire allemand les territoires nécessaires pour assurer et fortifier la situation de l'empire sur terre et sur mer. A l'est, il ne faudra pas seulement tracer une frontière plus avantageuse au point de vue stratégique, il faudra aussi acquérir de nouveaux territoires de peuplement. Le domaine colonial de l'empire allemand devra subir un accroissement correspondant à l'étendue et à l'importance des intérêts commerciaux de l'Allemagne.

Le roi de Bavière, d'autre part, dans un discours qu'il vient de prononcer à Munich, au banquet de la Ligue des canaux, a déclaré qu'il faut que l'Allemagne possède désormais l'estuaire du Rhin, et il a ajouté :

Dix mois se sont écoulés, et beaucoup de sang précieux a été

versé, mais ce n'aura pas été en vain. Renforcer l'empire allemand, l'étendre au delà des frontières autant qu'il est nécessaire pour nous assurer contre les attaques futures, voilà quels seront les fruits de la guerre.

Voilà bien l'éternelle nation de proie; ces affirmations s'ajoutent à celles des orateurs au Reichstag, dont nous parlions il y a huit jours; l'Allemagne entend pour le moment absorber la Belgique et le Congo belge; puis, sous une forme ou sous une autre, la Hollande et les colonies néerlandaises; voilà les repas que se prépare aujourd'hui l'ogre allemand; plus tard il se propose d'y en joindre d'autres; mais on peut compter que la guerre présente, poussée par la Quadruple-Entente jusqu'au complet triomphe, refrénera pour longtemps la boulimie teutonne.

Il n'y a rien de nouveau dans le différend entre les Etats-Unis et l'Allemagne, sinon la démission du secrétaire d'Etat américain Bryan, le pacifiste par excellence.

QUARANTE-SIXIÈME SEMAINE

Du 11 au 17 juin 1915.

La poussée allemande en Courlande, en Pologne et en Galicie : résistance opiniâtre des Russes. — Mesures prises par le gouvernement autrichien contre des régiments tchèques qui avaient fait défection.

Sur le front occidental, lutte des Belges et des Anglais en Belgique et dans la région de la Bassée. — Notre avance sur diverses parties du front, notamment en Alsace sur les rives de la haute Fecht. — Inventaire de notre butin en avant de Neuville-Saint-Vaast.

Les Allemands bombardent Compiègne, Soissons et Reims.

Action des Italiens en Tyrol et en Carniole.

Les Serbes répriment les clans albanais.

La lutte aux Dardanelles.

Total des vies de soldats et marins britanniques perdues : comparaison avec les mêmes pertes françaises.

La semaine des sous-marins. — Douzième raid de zeppelins en Angleterre.

A titre de représailles contre les méfaits teutons, une escadrille d'avions français bombarde Carlsruhe.

Appréciation sur la démission du secrétaire d'Etat américain Bryan.

Les élections grecques donnent une grande majorité à M. Venizelos.

Déclarations à la Chambre des communes de M. Asquith pour la continuation de la guerre jusqu'au succès complet. Les dépenses britanniques atteignent 2 milliards un quart de francs par mois.

Il est naturel que, depuis l'évacuation de Przemysl, le 3 juin au petit jour, par les Russes, l'attention se porte d'abord sur le front oriental de l'immense guerre qui absorbe l'Europe presque entière. Les armées russes étaient-elles, comme le prétendaient les Allemands, brisées, disloquées, incapables d'une résistance énergique, méthodique et efficace? Nous opinions, il y a huit jours, qu'il n'en était rien.

Le temps jusqu'ici a justifié nos prévisions. Depuis

près de quinze jours qu'ils ont évacué Przemysl, les Russes soutiennent, sur tout le front sinueux de 1.200 à 1.500 kilomètres de la Courlande à la Bukovine, une lutte acharnée, avec des péripéties diverses, mais où nos alliés obtiennent des succès locaux contre les Allemands et les Austro-Hongrois.

Nous laisserons de côté la poussée teutonne en Courlande qui s'est, dans une certaine mesure, accentuée, les Allemands ayant peut-être comme objectif, sur terre et sur la Baltique, le port important de Riga et la conquête des fameux « territoires de peuplement ou de colonisation » dont parlait follement le Comité directeur du parti libéral national allemand, ainsi que nous le rapportions il y a huit jours[1]. Ces opérations allemandes en Courlande ne paraissent avoir, dans les circonstances présentes du moins, qu'un caractère épisodique. Aucun coup essentiel ne peut y être frappé.

Il semble aussi que la nouvelle offensive teutonne, au nord et au centre de la Pologne, sur les champs de bataille hivernaux du côté de Prasnysch et du côté de la Bzoura, n'ait actuellement que le caractère d'une diversion, quoique certains critiques militaires attribuent aux Allemands le dessein d'effectuer une nouvelle poussée sur Varsovie.

C'est bien en Galicie que continue à se livrer la bataille colossale commencée dans les premiers jours de mai. Depuis le 3 juin que les Russes ont évacué Przemysl et resserré leur front, pas un jour ne passe sur les 300 ou 400 kilomètres de la lutte en cette région, sans combats acharnés. Les péripéties sont diverses : il est inutile d'entrer ici dans une description des lieux, des multiples rivières, dont les deux parties se disputent la possession. Il est certain que, après trois journées de lutte, les Russes ont, le 10 juin, rejeté sur la rive droite du Dniester les grandes forces ennemies qui avaient passé

1. Voir la 45e Semaine, p. 418.

sur la rive gauche du fleuve, près de Jourawno ; ils ont fait prisonniers, d'après le communiqué russe, 348 officiers et 15.431 soldats, pris soixante-dix-huit mitrailleuses et dix-sept pièces de canon. D'autre part, les Austro-Allemands seraient parvenus à franchir de nouveau le Dniester, mais sensiblement plus au sud. Ils paraissent toujours avoir en vue Lemberg. Dans l'ensemble, les opérations en Galicie resteraient encore indécises; mais on peut avoir l'espoir que, recevant des renforts et des munitions, dont l'insuffisance a été la cause de leurs revers, les Russes pourront reprendre leur marche en avant.

Le gouvernement russe vient de fermer au commerce privé les lignes ferrées desservant Arkhangel, pour les réserver au transport des munitions. D'autre part, on annonce qu'il vient de conclure avec la Compagnie du Canadian Pacific, qui, outre ses lignes ferrées, possède une flotte active, une convention pour amener à Vladivostok les munitions ou armements fabriqués dans les usines de l'Est-Canadien; il y a là, jusqu'en Galicie, un transport d'une vingtaine de mille kilomètres.

On a remarqué la quantité de prisonniers que les Russes font, parfois dans des affaires qui ne paraissent pas tourner à leur avantage. On rapporte, à ce propos, que deux régiments tchèques d'infanterie, le 28e (Prague) et le 32e (Pilsen), se seraient rendus sans combat. Un ordre de l'empereur François-Joseph aurait décidé que le n° 28 d'infanterie serait à tout jamais rayé des cadres de l'armée autrichienne. Ces défections, si elles sont confirmées, constituent un symptôme des plus heureux. Il ne faudrait pas croire, toutefois, que ce soit là la cause principale des nombreux prisonniers que font les Russes. C'est ainsi qu'un communiqué de Pétrograd, du 11 juin, révèle que parmi les prisonniers faits à Jourawno se trouve une compagnie entière d'un régiment prussien de fusiliers de la garde.

Les pertes allemandes en Galicie sont colossales :

aussi le gouvernement allemand vient-il d'interdire que l'on publie « la totalisation » des pertes germaniques.

Sur le front occidental, les Belges ont, avec succès, poussé des détachements sur la rive droite de l'Yser, au sud de Dixmude. Les Anglais ont livré des combats dans la région de la Bassée, à l'est de Festubert, et également au nord de Hooge, près d'Ypres, où ils auraient pris deux lignes de tranchées.

Quant à nous, nous avons continué et étendu notre offensive heureuse dans la région autour d'Arras, aux environs de Lorette et du fameux Labyrinthe, qu'il faut conquérir boyau par boyau. Nous avons, d'autre part, effectué des progrès du côté de Tracy-le-Mont, en Lorraine aussi, dans la forêt de Parroy et d'Emberménil; dans les Vosges, nous avons réalisé des progrès importants sur les deux rives de la haute Fecht, nous emparant du Braunkopf, où nous avons fait 340 prisonniers non blessés, pris beaucoup de matériel, de nombreux fusils et 500.000 cartouches.

L'administration de la guerre a publié un communiqué spécial sur la prise des tranchées de Toutvent (au sud d'Hébuterne). Le communiqué du 11 juin (15 heures) donne des détails intéressants sur les résultats de notre action en avant de Neuville-Saint-Vaast :

L'inventaire du butin, qui se poursuit encore, nous a déjà permis de trouver dans les décombres 3 pièces de 77, 3 lance-bombes, une quinzaine de mitrailleuses ensevelies ou endommagées, des milliers de grenades, 800.000 cartouches, 1.000 fusils, des appareils incendiaires, des obus de 105, des outils de parc en très grande quantité, de nombreuses caisses d'explosifs, d'équipements et de vivres.

Dans toutes ces rencontres, nos troupes montrent une magnifique vaillance et prennent l'ascendant sur l'ennemi.

Les Allemands ont jeté deux gros obus de 380 sur Compiègne, 120 obus sur Soissons, et de nouveau une centaine d'obus sur Reims, trois villes ouvertes.

Les Italiens continuent, au Tyrol et en Carniole, à faire de l'excellente besogne. Il y a déjà quelques jours, on évaluait à 4.000 kilomètres carrés, soit à une surface représentant les deux tiers d'un département français moyen, le territoire jadis austro-hongrois qu'ils occupent; ils se fortifient sur l'Isonzo et se sont emparés de la ville de Gradiska. Dans un seul engagement, à Freikopel, ils ont mis près d'un millier d'Autrichiens hors de combat. Ils sont aujourd'hui devant Goritz et, en une rencontre près de cette ville, ils ont infligé aux Autrichiens une perte de 2.000 hommes. Il est probable que leur action, si rapide et si heureuse, va encore prendre de l'ampleur au début de l'été.

Les Serbes ont mis à la raison les clans albanais qui envahissaient et pillaient la zone frontière de la Serbie; il paraît probable que, ayant pris un légitime et nécessaire repos après leurs luttes intrépides et prolongées, ils seront bientôt en état d'effectuer une pointe efficace en territoire autrichien.

On a publié un communiqué officiel rétrospectif des opérations aux Dardanelles du 15 mai au 1er juin. On se rappelle que c'est le 19 février qu'avait commencé le bombardement hâtif et insuffisamment préparé de ce terrible défilé par les flottes franco-anglaises. C'est à partir du 25 avril que les troupes de terre anglo-françaises, comprenant des contingents australiens et néo-zélandais, en ce qui concerne nos alliés, et des troupes noires en ce qui nous touche, ont livré une série de combats qui se poursuit avec le plus grand acharnement. Nous gagnons graduellement du terrain, non sans pertes; celles-ci sont importantes; l'on compte toujours sur le succès avec le temps.

A la Chambre des communes, le premier ministre, M. Asquith, a déclaré que les pertes navales anglaises en vies humaines, officiers et hommes, se sont élevées, depuis le début de la guerre, à 8.245 ; si l'on y joint les 50.342 officiers ou soldats de l'armée de terre qui ont

péri[1], on a, pour l'ensemble des forces britanniques, un total de 58.587 tués. C'est un chiffre notable pour les effectifs encore restreints que nos alliés ont mis en ligne : le nombre des officiers et soldats français qui ont péri, quoiqu'il ne soit pas officiellement communiqué jusqu'ici, est évalué à environ cinq fois autant.

La piraterie allemande a continué de s'étaler sur les mers qui entourent les Iles-Britanniques : dans la semaine finissant le 5 juin, les sous-marins auraient coulé 46 navires, dont 6 neutres, 1 danois, 1 suédois, 4 norvégiens ; il resterait 40 navires appartenant aux alliés qui auraient péri par torpillage, dont 2 français, 2 belges et 1 russe ; les 35 autres sont anglais ; mais 29 n'étaient que des navires de pêche ; il resterait donc 6 navires de commerce anglais ; on n'en donne pas le tonnage ; mais il est peu probable qu'il atteigne et surtout qu'il dépasse une vingtaine de mille tonnes. Tout en reconnaissant que le nombre des sous-marins teutons et leur aire d'action se sont accrus, il n'est pas douteux que leurs ravages, quand on les analyse exactement, sont beaucoup moins redoutables, sauf une *action d'éclat*, comme celle de la *Lusitania*, en réalité qu'en apparence et ce n'est pas cette œuvre scélérate, d'importance restreinte, qui pourrait amener l'Angleterre à composition.

Les Allemands poursuivent aussi leur piraterie aérienne ; un zeppelin a visité, le 15 juin, la côte nord-est de l'Angleterre, lançant des bombes qui ont causé quelques incendies aussitôt éteints et tuant 15 personnes, en blessant 15 autres ; c'est le douzième raid sur la Grande-Bretagne de ces machines d'assassinats ; ils se succèdent plus fréquemment depuis quelque temps, et les deux derniers sont plus meurtriers.

Pour répondre à la piraterie teutonne aérienne, et également comme représailles des incessants bombar-

1. Voir la 45e Semaine, p. 416.

dements de villes ouvertes françaises par les Allemands, une flottille de 23 avions français est allée, le 14 juin, bombarder Carlsruhe, la capitale du grand-duché de Bade ; elle y a jeté 130 projectiles, en ayant soin de prendre pour objectifs le château, la manufacture d'armes et la gare ; tous ces avions sont rentrés, sauf deux. Un dirigeable allemand a été détruit en Belgique, se joignant au zeppelin détruit la semaine dernière.

Nous annoncions, il y a huit jours, la démission de M. Bryan, le secrétaire d'Etat américain, ultrapacifiste. Il est surtout connu par les bruyantes excentricités de langage avec lesquelles il soutient, depuis un tiers de siècle, des thèses paradoxales et funestes. C'est un de ces pacifistes qui, comme nous le disions, travaillent à désarmer les nations paisibles et à les livrer sans défense aux nations féroces. Il voulait que les Etats-Unis obtempérassent aux injonctions allemandes, que les citoyens américains, *par patriotisme*, s'abstinssent de voyager dans les mers déclarées par les Allemands zone de guerre ; il prétendait aussi que le règlement du différend entre l'Allemagne et les Etats-Unis fût ajourné à une année, conformément à une clause qu'il a fait insérer dans des traités d'arbitrage. Le robuste bon sens des Américains a écrasé ces humiliantes niaiseries.

Le départ de M. Bryan a paru, aux Etats-Unis, n'avoir aucune importance sérieuse, ou, s'il en a une, l'avoir bienfaisante. On connaît maintenant le texte de la deuxième note du président Wilson à l'Allemagne au sujet de la zone arbitraire de guerre que celle-ci prétend établir et de l'œuvre criminelle des sous-marins. Cette note est très ferme dans le fond ; elle est courtoise et, en certains points, bienveillante dans la forme. Les Allemands se rattachent aux formules de courtoisie et à une vague proposition du président de servir d'intermédiaire entre l'Allemagne et l'Angleterre au sujet des conditions de la guerre maritime. Ils vont continuer,

comme nous le prévoyions il y a trois semaines, d'user de procédés dilatoires.

Un événement politique important vient de se produire dans le sud-est de l'Europe : les élections helléniques ont donné une majorité sérieuse à M. Venizelos; il obtient 193 sièges sur 316, le gouvernement en ayant seulement une centaine, et le reste appartenant à des groupes divers. Les conséquences de ce grand fait se feront, sans doute, sentir au cours de l'été.

Mentionnons, en terminant, un discours, à la Chambre des communes, du président du conseil britannique, M. Asquith; il s'y prononce nettement pour la continuation de la guerre jusqu'au succès final et complet; il ajoute que les dépenses de la Grande-Bretagne vont s'élever bientôt à 3 millions sterling (75 millions de francs) par jour, soit 2 milliards 250 millions de francs par mois; cela dépasse de près de 20 p. 100 celles de la France, qui, d'après M. Ribot, atteignent par mois 1 milliard 870 millions, non compris certains suppléments éventuels. Quelle que soit la dépense, *delenda est Germania,* il faut détruire l'Allemagne en tant que puissance politique et militaire; le repos et la liberté des nations sont à ce prix.

QUARANTE-SEPTIÈME SEMAINE

Du 18 au 24 juin 1915.

Continuation des vifs combats au Labyrinthe et à Neuville : tir de près de 300.000 obus. — Autre action sur tout l'ensemble du front, notamment en Alsace.
Les Russes, à bout de munitions, abandonnent Lemberg.
Succès italien à Monte-Nero et sur l'Isonzo.
Aux Dardanelles, prise d'assaut de la redoute *le Haricot*.
Les nouveaux sous-marins allemands. — Récapitulation par l'amirauté britannique des pertes que les sous-marins ont causées depuis le 18 février. — Récapitulation analogue pour les raids de zeppelins en Grande-Bretagne. — Mort, dans un banal accident, de l'aviateur britannique vainqueur du zeppelin allemand.
Controverses en Angleterre sur le service militaire obligatoire. — Le service militaire facultatif dans le monde contemporain n'a pas plus de raison d'être que l'impôt facultatif.
Projet de convention proposé, en Angleterre, aux syndicats ouvriers et patronaux par le ministre des munitions Lloyd George.

Ainsi que la saison le comporte, car nous venons d'entrer en été, les rencontres ont été, ces derniers huit jours, nombreuses, presque continues, acharnées, sur les principaux fronts de l'immense lutte qui ensanglante l'Europe depuis bientôt un an.

En Belgique et dans les Flandres, on signale l'activité soutenue des troupes belges autour de Dixmude; elles viennent de s'emparer d'une tranchée allemande au sud-ouest de Saint-Georges. Les Anglais combattent également avec vaillance, autant que l'insuffisance de munitions dont ils souffrent le leur permet. Quant à nous, nous continuons de vives actions sur les points principaux des 600 à 700 kilomètres de notre front.

C'est toujours dans la région d'Arras, pour emporter les derniers accidents de terrain et les lieux spéciale-

ment fortifiés qui séparent nos troupes de la plaine de Lens, que notre offensive, alternant avec de fréquentes contre-attaques de l'ennemi, offre le plus haut degré d'intensité. Nos succès se poursuivent, avec quelques péripéties passagères. L'autorité militaire, dans des communiqués biquotidiens très étendus, en donne la très vive narration. Nous continuons de progresser du côté de Souchez et dans le Labyrinthe. Suivant la méthode actuellement toujours suivie, nous préparons par des bombardements à outrance l'avance de notre infanterie.

Le communiqué du 17 juin (23 heures) donne à ce sujet des renseignements précis :

Au nord, à l'est et au sud de Neuville, nous avons pris d'assaut la première ligne ennemie et, dans certains points, la seconde. Les unités engagées se battent à la baïonnette et à coups de grenades sous un feu violent d'artillerie. Notre infanterie, après avoir attaqué avec une extrême énergie, très efficacement appuyée par un tir de près de 300.000 obus, a dû faire face, dans la nuit de mercredi à jeudi, à des contre-attaques violentes et répétées menées par de gros effectifs. Elle les a repoussées sur tout le front. Nous n'avons évacué qu'un petit bois, conquis hier matin, au sud de la cote 119, et que le feu de l'artillerie ennemie rendait intenable.

Les Allemands ont engagé onze divisions, qui ont subi des pertes extrêmement élevées. De notre côté, nous avons éprouvé des pertes sérieuses. Le moral de nos troupes est parfait. Le nombre des prisonniers faits par nous a dépassé 600, dont plus de 20 officiers.

Onze divisions engagées de la part de l'ennemi, cela témoigne d'une véritable bataille; 300.000 obus en une seule et assez brève affaire, cela démontre que nous ne sommes plus à court de munitions. Nous avons enlevé d'assaut, le 18 juin, « le fond de Buval, défendu par l'ennemi depuis le 9 mai ».

Un communiqué rétrospectif retrace la conquête du « Labyrinthe », du 30 mai au 19 juin; on y voit quelle méthode préside à cette guerre de siège et quelle vaillance y déploient nos troupes.

Si notre principale action s'exerce dans le Nord, nous

livrions aussi, ces jours derniers, des combats sérieux en Argonne, sur la route Binarville-Vienne-le-Château, sur les Hauts de Meuse à la tranchée de Calonne, aux lisières du célèbre bois le Prêtre, en Lorraine près de Leintrey et au sud-est de Parroy; en d'autres points encore, notamment, ce qui a une importance particulière, en Alsace dans la vallée de la Fecht; nous avons, en ce secteur, dépassé Metzeral, et nous nous acheminons vers Munster.

Tout cet ensemble de rencontres brillantes où éclate l'ascendant de nos troupes sur l'ennemi n'a toujours encore qu'un caractère préparatoire à la poussée décisive qui devra se tenter un jour ou l'autre, mais qu'il serait téméraire de prétendre hâter.

Sur le front oriental, les Russes ont continué leur énergique défensive, entremêlée de vives contre-attaques, le long des 1.200 à 1.500 kilomètres de leurs immenses lignes. Ils ont prouvé, par quelques importants succès locaux, que leurs armées sont restées compactes, liées les unes aux autres et possédant la plus haute force morale. L'insuffisance des munitions, toutefois, les a contraints à continuer, malgré des luttes journalières, leur mouvement de repli. C'est en Galicie toujours que se livre la colossale bataille auprès de laquelle les autres engagements sur l'immense front russe ne sont relativement que des épisodes.

Les Russes ont évacué Przemysl, on se le rappelle, le 3 juin, au matin, luttant infatigablement sur le San et sur le Dniester; ils étaient pressés par l'armée de Mackensen, venant de Rava-Rousska, au nord, et par celle de Lintzingen, venant du sud. Ils ont obtenu quelques succès brillants : sur le Dniester, en amont de Zurawno, les 14 et 15 juin, ils ont eu de glorieux combats, où ils capturèrent 202 officiers, 8.544 soldats, 6 canons, 21 mitrailleuses, des caissons et des trains. A Nijniow, où l'ennemi passait le Dniester, ils ont eu aussi de brillants engagements, du 15 au 21 juin, fai-

sant 3.500 prisonniers et capturant un grand nombre de mitrailleuses. Mais, dans l'ensemble, la fortune leur a été contraire : contraints à ménager les munitions, ils multipliaient les luttes à la baïonnette. Ils durent se retirer près des lacs de Grodek, à une vingtaine de kilomètres de Lemberg, et on annonce que, fidèles à leur méthode de ne pas risquer de grandes batailles en des conditions fâcheuses, ils viennent d'abandonner Lemberg. Ils l'avaient occupée le 2 septembre.

Ce sont là des revers regrettables, mais qui n'ont rien d'irréparable. Les Russes ont lutté, en ordre parfait, avec d'importants succès locaux, pendant les trois semaines écoulées depuis le 3 juin, et leurs armées conservent une magnifique tenue. Les Allemands ont subi des pertes colossales ; plus ils s'éloignent de leur base, et plus leur situation s'affaiblit. Napoléon, en 1812, entra à Moscou, et cela ne lui fut d'aucun profit. L'empire russe a, aujourd'hui, trois fois la population qu'il avait au temps de Napoléon ; ses ressources en hommes sont indéfinies ; l'enthousiasme de la population est porté au plus haut point ; le tsar Nicolas vient encore, dans une déclaration à l'ambassadeur d'Italie, d'affirmer qu'il pousserait la lutte jusqu'au triomphe final ; les munitions, par les routes, longues sans doute, d'Arkhangel et de Wladivostok, compléteront ce qui est produit dans le pays. Ces revers russes causent seulement un retard, un retard peut-être de trois mois, il est vrai.

Les Italiens, qui sont à peine entrés en campagne depuis un mois (24 mai), poursuivent leur avance et leurs succès, au Monte-Nero, sur l'Isonzo, autour de Plava, où ils prennent force soldats et munitions. A Monfalcone, ils se sont emparés d'une quantité de navires marchands, de trois vaisseaux de guerre en construction, deux superdreadnoughts et un croiseur ; l'on évalue tout ce butin à plusieurs centaines de millions.

Aux Dardanelles, on annonce que, dans les lignes de

Kérévés-Déré, une de nos divisions a pris d'assaut une redoute formidable, dite *le Haricot,* ensemble de tranchées rappelant le *Labyrinthe* de la région d'Arras.

La piraterie navale allemande continue ; on dit que les Allemands auraient construit 24 nouveaux sous-marins de 1.200 tonnes, avec un rayon d'action de 3.000 milles et une vitesse de 16 nœuds en immersion et de 20 nœuds en surface. Ce sont des instruments redoutables; il ne faut pas, cependant, sauf le cas exceptionnel de la *Lusitania,* exagérer leurs ravages. Pendant la semaine finissant le 9 juin, 9 navires marchands anglais, jaugeant 16.235 tonnes, et 30 bateaux pêcheurs de 4.621 tonnes, ensemble moins de 21.000 tonnes, ont été coulés par des sous-marins.

L'amirauté britannique déclare que, depuis le commencement du blocus édicté par l'Allemagne (18 février), 82 navires marchands, jaugeant ensemble 252.686 tonnes, ont été perdus, 5 ayant été coulés ou capturés par des croiseurs ennemis, 2 coulés par des mines et 75 par des sous-marins ; il y faut joindre 72 bateaux de pêche, d'un tonnage de 12.035 tonnes, qui ont été perdus, 6 ayant été détruits par des mines et 66 coulés ou capturés par des navires ennemis. On peut estimer, en définitive, pour les quatre mois du 18 février au milieu de juin, à 250.000 tonnes environ les destructions de navires britanniques attribuables aux sous-marins teutons; on doit se rappeler que le tonnage de la marine marchande anglaise approche de 20 millions de tonnes de gros tonnage (exactement 19.179.177 tonnes) et 11.894.791 tonnes de tonnage net à la fin de 1912[1]; nous ignorons quelle est la sorte de tonnage que l'on prend en considération, dans ces calculs ; en l'un et l'autre cas, ce ne sont pas les sous-marins teutons qui arrêteront la navigation et le commerce de la Grande-Bretagne.

1. Voir le *Statistical Abstract for the United Kingdom from 1898 to 1912,* p. 326.

Les monstres aériens que l'on appelle les zeppelins, simples machines d'assassinat, sont bien inférieurs en efficacité aux sous-marins teutons, quoique l'œuvre de ceux-ci reste bien au-dessous de ce que suppose l'infatuation allemande. Les journaux anglais ont dressé le tableau des résultats des 14 *raids* de zeppelins effectués en Angleterre du 25 décembre au 15 juin : ces quatorze incursions sur le territoire anglais ont causé 56 morts; il faut dire, toutefois, que les méfaits des deux derniers *raids* ont été plus graves que ceux des *raids* antérieurs; celui du 6 juin a fait 24 tués et 40 blessés; celui du 15 juin, 16 tués et 40 blessés aussi. Il y a donc aggravation depuis quelque temps.

La France ne possède pas de zeppelins et n'en éprouve aucun regret; elle possède quelques dirigeables, mais elle se sert surtout d'aéroplanes qui ont un rôle plus efficace, et jusqu'à ces derniers jours tout militaire, celui d'effectuer des reconnaissances et, éventuellement, d'atteindre des pièces ennemies et des arsenaux. Contrainte par les méfaits et les crimes des Allemands contre nos villes ouvertes, ne pouvant tolérer davantage le bombardement de nos populations civiles, la France s'est décidée, on l'a vu, à envoyer une flottille de 23 de nos avions jeter des bombes sur la ville de Carlsruhe, capitale du grand-duché de Bade : il y a eu 27 tués, dit-on, et environ 60 blessés; ce serait un peu plus de ravages que ceux du dernier zeppelin en Angleterre.

L'empereur et les Allemands jettent les hauts cris contre « la méchante attaque de Carlsruhe »; la « nation élue », qui est, en réalité, la nation satanique, veut garder le monopole de l'attaque des villes non militaires; elle s'indigne aussi de ce que, ayant été les premiers dans l'aviation, nous puissions, avec des instruments plus légers, avoir autant ou plus d'efficacité qu'eux avec leurs monstres aériens. Sans désirer la généralisation ou même le renouvellement du dernier

raid de nos aéroplanes, il pouvait être bon de montrer aux Allemands qu'ils ne détiennent aucunement la maîtrise des airs, et que leurs grandes villes, à deux ou trois centaines de kilomètres de nos lignes, peuvent être atteintes par nous. S'ils continuent à bombarder Reims, Compiègne, Nancy, même Dunkerque, ils ne pourront s'en prendre qu'à eux-mêmes au cas où quelque escadrille d'avions français viendrait à sévir, par juste représaille, sur quelque grande cité germanique.

Nous ne pouvons quitter ce sujet de l'aviation sans déplorer la mort imprévue, en un banal accident d'aérodrome, à Buc, du jeune aviateur britannique Warneford, le destructeur du zeppelin allemand. Il faudrait un Pindare pour chanter la gloire de ce jeune héros, dont trois semaines auront enfermé le haut fait et le trépas. Son nom traversera les siècles.

On discute en Angleterre sur le service militaire obligatoire; c'est une question de circonstances; quand la Grande-Bretagne n'avait à soutenir que des guerres coloniales, le service militaire facultatif ou, pour exprimer la réalité, le service purement de mercenaires pouvait se soutenir; mais aujourd'hui l'Angleterre doit lutter contre un ennemi qui arme et met successivement en ligne 8 millions d'hommes, qui prétend s'annexer la Belgique, les côtes maritimes de la France jusqu'à la Somme, la Hollande, établir dans toutes ces vastes régions des bases de sous-marins et de dirigeables aériens, sans doute un jour plus perfectionnés que les grotesques zeppelins; si ce plan allemand, comprenant, en outre, l'annexion du Congo belge et l'inféodation des colonies néerlandaises, se généralisait, la Grande-Bretagne perdrait toute indépendance politique et économique.

Dans ces conditions, on peut dire que le service militaire facultatif n'a pas plus de raison d'être que n'en aurait l'impôt facultatif.

Il ne faut pas oublier, en effet, que l'impôt autrefois

n'a pas été général ; il admettait des quantités d'exemptions, des « dons gratuits » même, ceux du clergé, par exemple, sous notre ancien régime.

Ce qu'il faut, c'est qu'un pays soit préparé à la guerre en temps de paix, qu'il possède des cadres, des troupes élastiques, des approvisionnements ; autrement, un an après la déclaration de guerre, le pays le plus riche et le plus industriel du globe n'arrive pas à mettre en ligne des effectifs et des munitions adéquats aux exigences de la guerre contemporaine.

Le nouveau ministère national anglais s'efforce — et l'on doit l'en applaudir — de combler ces funestes lacunes ; le « ministre des munitions », M. Lloyd George, vient de proposer aux Syndicats ouvriers et patronaux, *pour les trois mois qui vont suivre,* l'arrangement suivant :

1° Aucun relâchement dans le travail ;
2° Suspension pendant la guerre des restrictions syndicales à la production, sur promesse de la nation qu'elles seront rétablies comme elles existaient à leur origine ;
3° Défense aux patrons de s'enlever leurs ouvriers ;
4° Aucun *lock-out* ni aucune grève.

On dit que les ouvriers travaillant actuellement aux munitions et les dockers ont déjà accepté cette dernière clause.

Ainsi, voilà la constatation officielle que, dans une guerre où la vie même de l'Angleterre est en jeu, nombre de syndicats britanniques s'appliquaient à restreindre l'efficacité du travail. Il est grand temps de suspendre, puisqu'on répugne à l'abolir, cette méthode antipatriotique.

Le dialogue est suspendu entre le président Wilson et le gouvernement allemand, par le silence prolongé de ce dernier ; le torpillage de la *Lusitania* est du 7 mai.

QUARANTE-HUITIÈME SEMAINE

Du 25 juin au 1er juillet 1915.

Accalmie relative sur le front occidental. — La barbarie teutonne s'étale par divers modes. — Chiffre des prisonniers faits dans la région de la Fecht.
Mouvement méthodique de repli des Russes. Déclarations du ministre Delbrück au *Landtag* de Prusse.
Consolidation des gains italiens sur l'Isonzo.
Occupation de Scutari, en Albanie, par les Monténégrins.
Résultats de la piraterie des sous-marins teutons pendant les quatre derniers mois. — Résultats des quatorze raids de zeppelins en Angleterre.
Examen de la question de la disette en Allemagne. Pronostics à ce sujet.
Vote par le Sénat des crédits montant à 5 milliards 936 millions pour les trois mois de juillet à fin septembre 1915.

Les derniers jours de juin, le temps se montrant peu favorable, ont été marqués par une accalmie relative sur les principaux fronts de l'immense lutte européenne.

Les communiqués français ont été plus brefs, et la note, qui était si fréquente l'automne dernier, « situation inchangée », a réapparu. Il y a eu, cependant, d'assez fréquents combats, mais surtout d'artillerie et de mines. L'ennemi a pris souvent l'offensive pour tâcher de reprendre les positions perdues ; il y a complètement échoué, dans l'ensemble; nous maintenons, sauf quelques parcelles insignifiantes de tranchées sur quelques rares points, tout le terrain par nous gagné.

La barbarie teutonne a continué de s'étaler par des voies diverses. « L'ennemi a bombardé Arras, dit le communiqué du 24 juin (15 heures). L'ambulance du Saint-Sacrement a été particulièrement atteinte; des

religieuses et des infirmières ont été tuées. » « Sur les Hauts de Meuse, à la tranchée de Calonne, dit le communiqué du 25 juin (15 heures), les Allemands ont, dans la soirée, lancé sur tout le front une attaque d'une grande violence, accompagnée de jet de bombes asphyxiantes et de liquides enflammés. » Le communiqué du 27 juin (23 heures) confirme l'usage de ces liquides enflammés.

Ce sont maintenant des pratiques teutonnes courantes. Un des plus importants journaux d'Allemagne, la *Gazette de Cologne,* n'hésite pas à les justifier :

> Ce qui a fait pousser à l'ennemi des cris de protestation, dit-elle, contre l'emploi des gaz (asphyxiants), c'est seulement l'impossibilité où il est de rivaliser avec la science allemande [1].

Voilà bien la perpétuelle infatuation et l'implacable cynisme de la nation satanique. Il conviendra de lui opposer les mêmes moyens. Les Allemands ont, le dimanche 27 juin, repris, cette fois avec des obus de gros calibre, le bombardement de Reims, l'éternelle victime, en visant particulièrement la cathédrale.

Tout considéré, la situation reste excellente sur le front occidental. Mentionnons cette note sur nos opérations en Alsace : « Le nombre des prisonniers faits depuis le 14 juin, dans la région de la Fecht, s'élève à 25 officiers, 53 sous-officiers et 638 hommes. » (Communiqué du 24 juin, 15 heures.)

Sur le front oriental, les troupes russes, en Galicie et aussi dans le sud de la Pologne, ont continué, depuis l'évacuation de Lemberg, le 22 juin, ou plutôt depuis celle de Przemysl, le 3 juin, leur mouvement méthodique de repli, amené par l'insuffisance des munitions dont nos alliés disposent. Ils ont successivement établi leurs lignes sur divers affluents de la rive gauche du Dniester. Ils occupent encore une partie notable de la

1. Le *Temps* du 28 juin 1915, p. 1.

Galicie; mais il est possible qu'ils se reportent en deçà de leurs frontières.

Tout en regrettant un mouvement qui est une cause de retard, on ne doit en concevoir aucun émoi. Il ne faut pas oublier que nous avons, à la fin d'août et en septembre, effectué une retraite analogue qui a abouti à la victoire de la Marne. Les armées russes restent solidement organisées, ayant, sauf l'insuffisance des munitions, toute leur force combative; elles constituent un facteur des plus énergiques qui reprendra certainement l'offensive.

Elles se replient méthodiquement en combattant, en infligeant à l'ennemi de très grosses pertes, en ayant même, de temps à autre, de notables succès locaux : le communiqué russe du 24 juin dit que les armées moscovites ont fait, sur la rive gauche du Dniester, 40 officiers et 1.700 soldats autrichiens prisonniers; d'après le communiqué du 25, elles ont pris, en plus, 15 officiers et 700 soldats; d'après le communiqué du 26, dans la région de Zolkief et de Lemberg, elles avaient, dans la journée du 24, fait encore 2.000 prisonniers, dont 30 officiers, et se seraient emparées de 18 mitrailleuses. Des armées qui, tout en se repliant, font ces captures sur l'ennemi, restent pleines de promesses et de facultés de revanche pour l'avenir.

Le plan allemand était soit de disloquer, soit d'envelopper l'armée russe ou une notable partie de l'armée russe; il a, sous ce rapport, le seul capital, incontestablement échoué. Depuis le début de la guerre, on ne parle que de projets d'enveloppement faits par les Allemands, qui voudraient renouveler leurs grands succès de 1870; ils ne retrouvent pas ces chances prodigieuses.

Que vont faire maintenant les Allemands sur le front oriental? Les uns les voient se retournant sur Varsovie, d'autres marchant sur le centre de la Russie par Brest-Litovsk, position importante qui est en Russie même,

et, beaucoup plus à l'est, à peu près à la même latitude que Varsovie; d'autres supposent qu'ils vont pousser leur armée de Courlande non seulement sur Riga, mais sur Pétrograd. Il suffit de mentionner ces hypothèses des nouvellistes militaires. La Russie est immense; si l'on s'y enfonce, on s'éloigne de toutes ses communications et l'on s'affaiblit. On ne saurait trop répéter que Napoléon est allé à Moscou, et que ce fut sa perte. Les Allemands, en se bornant, parviendront-ils à occuper Varsovie? L'avenir le montrera. Ce serait un retard pour l'issue de la guerre; mais cela ne changerait pas l'état des forces respectives : les Russes, qui regorgent d'hommes, commencent à recevoir graduellement des munitions. Il semble, toutefois, qu'il faille un certain nombre de semaines pour qu'ils en soient suffisamment pourvus.

A la Chambre des députés de Prusse (*Landtag*), le président a résumé dans les termes suivants un débat où le ministre de l'intérieur, M. Delbruck, avait pris la parole[1] :

> Le colosse russe peut être considéré comme à peu près terrassé dans sa force vitale et momentanément impuissant à entreprendre une offensive vigoureuse. Sur le front d'Occident, la troisième offensive de l'adversaire a échoué contre le mur de granit de nos braves troupes.

Ce jugement partial peut être cité comme une preuve de l'infatuation de nos ennemis. Encore doit-on relever que le président de la Diète prussienne proclame le colosse russe comme « *momentanément* impuissant à entreprendre une entreprise vigoureuse »; il convient de souligner le mot *momentanément*. Quant au front occidental, nos troupes ont réussi, sinon encore à faire brèche dans « le mur de granit » des troupes allemandes, du moins à le rejeter en arrière, en le privant de ses travaux de soutien. Ce n'est là, il est vrai, qu'une œuvre

1. Le *Temps* du 26 juin 1915, p. 4.

préparatoire, qui sera développée quand tous les effectifs, y compris ceux de la Grande-Bretagne, et toutes les munitions seront réunis.

Les Italiens sur l'Isonzo consolident leurs positions brillamment conquises et prennent des mesures pour continuer leur heureuse poussée, en la dirigeant non pas vers Trieste, mais directement vers les provinces proprement autrichiennes.

La guerre de tranchées se poursuit avec succès aux Dardanelles. On a annoncé, puis démenti que l'Italie doive y prendre une part prochaine; il peut être préférable que notre alliée dirige actuellement tout son effort sur l'Autriche.

Les Monténégrins ont occupé Scutari, en Albanie.

La piraterie teutonne sous-marine s'est montrée moins active au cours du mois de juin, en ce qui concerne les navires britanniques du moins. Dans la semaine finissant le 9 juin, neuf navires marchands anglais avaient été coulés; dans celle finissant le 16 juin, sept navires, et dans celle se terminant le 23 juin, trois navires seulement. En récapitulant les pertes de la marine britannique par torpillage de sous-marins depuis l'établissement du « blocus » fait par l'Allemagne à partir du 18 février, on arrive pour quatre mois à une perte pour la marine commerciale britannique par torpillage de sous-marins de 280.000 tonnes au maximum de tonnage net, y compris les 30.000 tonnes environ de la *Lusitania;* cela ferait, pour une année entière, un total de 840.000 tonnes; ce chiffre paraît très considérable; il est, cependant, sensiblement au-dessous du chiffre annuel des constructions navales en Angleterre, autres que celles de navires de guerre, ces constructions ayant été de 1.398 navires marchands d'un tonnage net de 1 million 107.796 tonnes en 1911, et de 1.296 navires d'un tonnage net de 1.096.929 tonnes en 1912[1].

1. *Statistical Abstract for the United Kingdom 1898 to 1912*, p. 326.

Complétons des chiffres antérieurement donnés sur la piraterie aérienne des zeppelins : d'après les déclarations faites à la Chambre des communes par le sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur, les quatorze attaques aériennes teutonnes dirigées principalement, en Angleterre, contre des villes ou des villages sans défense, ont tué 56 personnes, dont 24 hommes, tous civils, 21 femmes et 11 enfants, et blessé 138 personnes, dont 86 hommes, 35 femmes et 17 enfants. On voit que, parmi les morts, les femmes et les enfants dominent.

L'aviateur français Gilbert, dans un *raid* heureux, a réussi à incendier un hangar de zeppelins à Friedrichshafen.

On annonce que le président Wilson a envoyé à l'Allemagne une nouvelle note, celle-ci concernant spécialement la destruction, en mars dernier, du navire américain le *Frye* par le vaisseau de guerre teuton l'*Eitel-Friedrich*.

On épilogue sur la prochaine réponse de l'Allemagne à la note américaine relativement au torpillage de la *Lusitania* (7 mai); l'Allemagne invoque toujours, dit-on, comme justification de ses attentats, que l'Angleterre veut affamer la population civile allemande.

Cette prétendue justification est complètement irrecevable. L'Allemagne ne s'est pas gênée, en 1870-1871, pour affamer les deux millions et demi d'habitants de Paris et du département de la Seine; elle prétendait, à la fin d'août 1914 et au début de septembre, affamer les quatre millions et demi d'habitants du camp retranché de Paris.

Le recours à la famine a toujours compté parmi les moyens de guerre réguliers : cette famine n'est jamais que conditionnelle, puisqu'on y échappe en traitant. L'Allemagne a bien établi le blocus le plus étroit dans la mer Baltique et, par son alliée la Turquie, aux Dardanelles contre la Russie. Il est vrai que la Russie ne manque pas de vivres; mais elle manque de munitions,

et, par conséquent, si cet état de choses se prolongeait, elle ne pourrait se défendre. Le cas de la Russie bloquée et le cas de l'Allemagne bloquée sont identiques; dans l'un et l'autre cas, il s'agit, en effet, de rendre la continuation de la lutte impossible à l'ennemi.

Les protestations de l'Allemagne contre le blocus qu'établit l'Angleterre sont ainsi irrecevables.

Le ministre de l'intérieur Delbruck a, d'ailleurs, dans la séance du Reichstag du 14 mai dernier, déclaré triomphalement que l'Allemagne ne serait pas à bout de vivres :

> Contrairement aux évaluations, les pommes de terre ne manqueront pas en Allemagne, disait-il, comme on avait pu le redouter, et il n'y a pas lieu de restreindre l'élevage du porc.

L'Allemagne ayant presque exactement la même superficie que la France et comptant 68 millions d'habitants, au lieu de 39, doit faire venir, en temps normal, une partie de son alimentation du dehors. Des statisticiens en France, ayant une foi superstitieuse dans les chiffres absolus, après des études détaillées et en y joignant la constatation que la récolte de 1914 avait été déficitaire, annonçaient que l'Allemagne devait capituler, les uns en avril, les autres en juin. Nous avons, dès les premiers jours d'octobre, dans notre communication à l'Académie des sciences morales et politiques et plusieurs fois ici même, mis nos lecteurs en garde contre ces illusions[1]. Des statistiques ne révèlent pas à elles seules toute la vérité; il convient de les interpréter avec expérience et circonspection. Une nation bloquée ne peut aucunement être assimilée à une ville assiégée.

Il y a toujours des infiltrations à travers les pays neutres que des considérations politiques obligent à ménager; il faut tenir compte de la sortie des bouches

1. Voir les Semaines finissant le 8 octobre 1914, p. 84, et 8 avril 1915, p. 307.

inutiles, le gouvernement allemand ayant convié, dit-on, les 5 millions d'habitants aisés à quitter le pays pendant la guerre et, en fait, 2 millions d'hommes des armées allemandes trouvent leur nourriture en partie dans les pays ennemis qu'ils occupent. Il faut aussi noter qu'il y a toujours dans un pays riche certains approvisionnements; que, d'autre part, en temps normal, il y a un certain gaspillage que la nécessité porte à réduire en temps de guerre; qu'en outre, on peut, sans tomber d'inanition, réduire, dans une certaine mesure, ne fût-ce que de 5 à 6 p. 100, les consommations alimentaires. Il en résulte que nombre de redressements indispensables enlèvent tout caractère probant aux statistiques qui ne tiennent aucun compte de toutes les données précédentes.

Ce dont l'Allemagne manquait, d'ailleurs, c'était surtout de nourriture végétale : la question des pommes de terre, notamment, a pour elle une importance beaucoup plus grande que pour la France, sa production de ce tubercule oscillant entre 450 et 500 millions de quintaux, contre 120 à 150 millions chez nous; mais l'Allemagne possédait un cheptel animal abondant qu'elle pouvait entamer et réduire, comme en témoigne le tableau suivant :

Animaux et bétail en l'année 1910 pour la France et l'Angleterre, et en l'année 1912 pour l'Allemagne[1].

	Allemagne.	France.	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande.
	—	—	—
Race chevaline.....	4.516.000	3.198.000	2.095.000
— bovine.....	20.158.000	14.532.000	11.765.000
— ovine.....	5.780.000	17.111.000	31.165.000
— porcine.....	21.885.000	6.900.000	3.560.000

En laissant de côté les chevaux, dont l'Allemagne

1. *Annuaire statistique de la France*, 1912, 2e partie, p. 192, et le *Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich*, 1913, p. 49 : il y a, en outre, en Allemagne, 3.383.000 chèvres.

possédait 40 p. 100 de plus que la France, et en supposant toutes les têtes de bétail de même valeur alimentaire dans les trois pays, on voit que l'Allemagne possédait près de 50 p. 100 de plus de têtes de race bovine que la France; elle ne comptait que peu de moutons, guère plus du tiers de la quantité qu'en a la France; par contre, elle possédait trois fois plus de porcs.

Rappelons que la population humaine de l'Allemagne dépasse de 70 p. 100 la nôtre.

L'Allemagne avait donc, dans son cheptel animal, une ample réserve d'alimentation qui devait incontestablement la préserver de toute famine au cours de la première année de guerre et au delà. Cette réserve, elle l'a entamée; il en résulte que si la guerre devait se prolonger longtemps, l'Allemagne serait, à partir du printemps prochain (1916), dans une situation alimentaire plus difficile que celle où elle s'est trouvée jusqu'ici; cela ne suffirait sans doute pas pour la faire capituler; les événements militaires seuls auront cette vertu; mais cela devrait affaiblir sa résistance physique et morale.

Les crédits de 5 milliards 939 millions demandés pour les trois mois de juillet à fin septembre 1915 ont été votés par le Sénat, après des discours de M. Viviani et de M. Millerand, à l'unanimité de 263 votants; les oppositions qui, paraît-il, se produisaient dans les couloirs ne se sont pas traduites dans le vote; cela est fort heureux; la nation, toute réserve faite quant aux opinions politiques personnelles des membres du ministère, — ce à quoi elle n'attache pas d'importance durant la guerre, — a confiance dans le gouvernement; elle serait indignée qu'on voulût le renverser ou le battre en brèche; elle estime hautement le ministre de la guerre M. Millerand pour sa puissance de travail, son intelligence, l'esprit d'ordre et d'organisation qu'on lui a toujours reconnu et dont il n'a cessé de donner de

nouvelles preuves. La formule de « l'Union sacrée » s'impose à tous : le Parlement peut exercer un contrôle; mais il faut que ce contrôle soit sobre, ordonné et bienveillant. Ceux qui manqueraient à cette règle assumeraient une redoutable responsabilité devant la nation.

QUARANTE-NEUVIÈME SEMAINE

Du 2 au 8 juillet 1915.

Nombreuses offensives allemandes sur les points habituels du front occidental. — Annonce d'une prochaine poussée générale des Allemands. — Le transport des troupes d'un front à l'autre.
Situation sur le front oriental : l'affaire de Krasnick. — Les munitions, venant aux Russes, en grande partie, de l'Est canadien et du Japon, ne peuvent leur parvenir qu'avec lenteur.
Les Italiens menacent Goritz.
Les troupes australasiennes et indiennes et nos Sénégalais aux Dardanelles. — Rentrée en France du général Gouraud, gravement blessé.
Succès de l'escadre russe dans la Baltique.
La semaine des sous-marins teutons.
La question des munitions en Angleterre : le registre national (*national register*).
Création de deux nouveaux sous-secrétariats d'Etat au ministère français de la guerre.
Tentative d'assassinat du banquier Morgan aux Etats-Unis par un Américano-Germain.
La Fête nationale des Etats-Unis à Paris et la « Journée Française » en Angleterre.

Nous notions, il y a huit jours, sur le front occidental, de fréquentes offensives allemandes. L'offensivê de l'ennemi s'est, cette semaine, généralisée, tantôt par des bombardements intenses ou des coups de mines multipliés, tantôt aussi par des attaques « en formations serrées ». Le communiqué du 4 juillet (15 heures) en note une de ce genre, dans la région au nord d'Arras, au chemin creux d'Angres à Ablain.

Sur la plupart des points saillants du front occidental, où se sont livrés d'ardents combats depuis plusieurs mois, en Belgique, contre les troupes belges et les troupes britanniques, au nord d'Arras, à Souchez, Neuville,

Ecurie et Roclincourt, dans le secteur de Quennevières, sur la rive droite de l'Aisne, dans la région de Soupir et de Noyon, ainsi qu'en Champagne, près de Perthes et Beauséjour, puis plus particulièrement en Argonne, entre Binarville, Vienne-le-Château et le Four-de-Paris, sur les Hauts de Meuse, à la tranchée de Calonne, sur la croupe du ravin de Sonvaux et sur le front de la Haye, aux Eparges, dans la région du fameux bois le Prêtre, au lieu dit le « Quart-en-Réserve », au sud-est de Saint-Mihiel et dans la région d'Apremont, dans les Vosges et en Alsace, de la Fontenelle à l'Hartmannwiller, et dans tout le secteur de Metzeral, l'ennemi, par des ruées quelquefois d'une grande violence, s'est efforcé de recouvrer le terrain perdu par lui depuis quelques semaines. Généralement, il a été repoussé avec des pertes sévères ; sur un ou deux points, par exemple sur la lisière du bois le Prêtre, il a réussi à reprendre, sur une étendue d'un kilomètre, une des lignes de tranchées que nous lui avions enlevées, succès tout local, restreint et, sans doute, éphémère.

On continue d'annoncer que les Allemands prépareraient une énergique poussée, avec des forces ramenées du front oriental, pour trouer nos lignes, non pas, sans doute, dans le dessein de marcher sur Paris, mais dans celui de prendre Calais et Verdun. Il s'agirait de faire une profonde impression favorable sur l'opinion publique allemande, avec l'illusion de provoquer le découragement chez nous.

Ce qui accrédite ce plan, c'est que les Allemands ont, depuis quelques jours, en partie avec des lignes de fils de fer barbelé parcourues par des courants électriques et avec des avis de danger de mort, fermé les frontières suisses et les frontières hollandaises, pour voiler leurs mouvements de troupes. On fait valoir qu'en faisant faire à leurs armées la navette sur leurs lignes intérieures, avec la douzaine de voies ferrées à peu près parallèles d'occident en orient dont ils sont pourvus,

ils peuvent transporter d'un front à l'autre environ 100.000 hommes par jour.

Il est probable que c'est là, pour les chemins de fer allemands, un rendement théorique dont il faut beaucoup rabattre dans la réalité. En tout cas, il semble qu'il n'y aurait nullement à s'émouvoir s'ils voulaient renouveler leur intense poussée sur notre front, « en formations serrées » ; ce serait, sans doute, la répétition de la campagne hivernale sur l'Yser; ils s'y épuiseraient, et cela aiderait à la bonne et à une plus brève issue de la guerre.

Outre que ces transports des troupes allemandes d'un front à l'autre les harasse et laisse un de ces fronts momentanément dégarni, il ne semble pas que, à l'heure présente, les Allemands puissent retirer beaucoup de troupes de leur front oriental.

Un certain nombre de journaux continuent de parler des défaites russes; on ne saurait trop répéter que le mot de *défaite* ne trouve ici nulle application. Les Russes ont éprouvé des revers, nullement des défaites; ils exécutent une retraite ordonnée, méthodique, en infligeant de lourdes pertes à l'ennemi. Il semble bien que celui-ci ait actuellement Varsovie pour objectif; s'il réussissait à prendre cette ville, ce serait un succès plus politique que militaire. En laissant de côté les parties aujourd'hui secondaires de l'énorme front russe, le général, aujourd'hui maréchal, de Mackensen pousse ses troupes entre la Vistule et le Bug sur Lublin, pour atteindre ensuite Varsovie. Il progresse, mais lentement; un communiqué russe du 6 juillet signale que les Russes ont infligé à l'ennemi, à l'est de Krasnick, un échec sérieux, lui enlevant plus de 2.000 prisonniers avec 29 officiers et lui tuant plus de 2.000 hommes. En même temps, dans la région du Dniester inférieur, quoique ayant reculé de la Gnila-Lipa sur la Zlota-Lipa, rivière parallèle à une trentaine de kilomètres plus à l'est, les Russes font subir des pertes sévères à l'armée de Linsingen.

La question est de savoir si les Russes recevront des munitions assez à temps pour repousser les Allemands avant qu'ils atteignent Varsovie. Une partie des munitions attendues par nos alliés vient de l'Est-Canadien, a à franchir tout le continent du Canada, puis le Pacifique, toute la Sibérie et toute la largeur de la Russie, soit environ 18.000 à 20.000 kilomètres; cela, naturellement, exige un certain nombre de semaines. Quoi qu'il en soit, un reflux des armées russes au cours de l'été vers l'Allemagne ou la Hongrie n'est aucunement douteux.

Les Italiens poursuivent leur offensive heureuse à l'est de l'Isonzo, menaçant Goritz et toute la région environnante. Il faudra bien que les Autrichiens envoient de notables armées pour essayer de les contenir, d'autant que les Serbes, plus tranquilles du côté de l'Albanie, ont repris les hostilités contre les troupes autrichiennes.

Le général Jan Hamilton, qui commande en chef les armées alliées aux Dardanelles, a fait un rapport d'ensemble sur les opérations dans cette région depuis l'attaque navale infructueuse du 18 mars. Les troupes australasiennes, ainsi que les indiennes, et les troupes françaises, parmi lesquelles nos tirailleurs sénégalais, déploient en cette rude contrée une émulation d'héroïsme. Le général Gouraud, blessé, a dû rentrer en France et est remplacé par le général Bailloud.

L'escadre russe a eu des succès dans la Baltique contre la flotte allemande qu'elle y a endommagée. Un sous-marin anglais, ayant réussi à pénétrer dans cette mer presque fermée, y a attaqué et fait sauter, à l'aide de deux torpilles, un cuirassé allemand du type *Deutschland*. C'est là un beau fait d'armes, tout militaire.

La piraterie allemande continue à couler dans les mers britanniques des navires marchands et des bateaux de pêche. C'est ainsi qu'elle a fait sombrer, le 28 juin, le paquebot *Armenian*, dont une fraction de l'équipage,

se composant de 50 hommes et quelques passagers, en partie Américains, a péri; ces Américains étaient, paraît-il, des hommes de couleur, et peut-être pour cette raison l'opinion américaine s'en est-elle moins émue.

D'après les renseignements fournis par un journal anglais spécial, dans la semaine finissant le 30 juin, les sous-marins teutons auraient coulé ou capturé 5 navires anglais de commerce d'un *gross-tonnage* de 11.626 tonnes et 14 navires de pêche d'un *gross-tonnage* de 1.297 tonnes, ensemble 12.923 tonnes de *gross-tonnage*[1]; c'est la première fois que nous voyons indiqué de quelle sorte de tonnage il s'agit. Il ne faut pas oublier que la marine marchande anglaise compte près de 20 millions de tonnes de *gross-tonnage*. Les torpillages de sous-marins ne peuvent, d'après le passé, avoir qu'une action toute secondaire sur le mouvement maritime et commercial de la Grande-Bretagne. Il est vrai que, dans ces derniers temps, les sous-marins teutons paraissent avoir fait plus de victimes parmi les navires neutres que parmi les navires britanniques.

Chez les peuples de la Quadruple-Entente, l'attention se porte particulièrement, depuis quelques semaines, sur les munitions. L'Italie, bien préparée, ayant une excellente artillerie, paraît en être parfaitement pourvue. Nous-mêmes en avons assez, semble-t-il, pour la défensive, mais aurions besoin d'être assurés d'une plus grande quantité pour une offensive prolongée et d'ensemble. Quant aux Anglais et aux Russes, il est incontestable que leur approvisionnement en est très insuffisant.

Les Russes, outre qu'ils en développent la production chez eux, en font venir par Arkhangel et par Vladivostock. Les Anglais viennent, par un effort très méritoire et malgré les adjurations d'incurables pacifistes, de constituer ce qu'ils appellent le registre national (*natio-*

1. *Financial Times* du 5 juillet 1915, p. 3.

nal register), consistant en un recensement de tous les ouvriers et de toutes les ouvrières, de manière à pouvoir en appeler le nombre suffisant dans les ateliers travaillant à la défense nationale. Ce projet a été adopté à la Chambre des communes par 253 voix contre 30.

Sur le rapport de M. Millerand, l'on a constitué en France deux nouveaux sous-secrétariats d'Etat, l'un chargé de l'intendance et l'autre du service de santé, et on leur a donné pour titulaires deux députés, MM. Thierry et Godart. Espérons qu'on laissera M. Millerand, en qui la France a pleine confiance, travailler, sans être troublé par les commissions, à l'immense tâche qui lui incombe.

La scélératesse allemande vient de s'affirmer par de nouveaux forfaits aux Etats-Unis : un Américano-Germain, se faisant appeler Holt, mais ayant un nom plus teuton, est allé tirer quatre balles de revolver sur le banquier Pierpont Morgan, sous prétexte que celui-ci était à la tête d'un syndicat pour la souscription aux Etats-Unis de 100 millions de dollars de l'emprunt britannique en cours. Il s'est reconnu l'auteur de la mise d'une bombe au Capitole de Washington qui y a provoqué une explosion. Depuis son forfait, cet Allemand s'est suicidé.

Rappelons que des Allemands ou des Américano-Germains se sont arrogé le droit de faire sauter des ponts de chemins de fer et des manufactures d'armes au Canada. C'est une application pratique du célèbre chant *Deutschland über alles*, l'Allemagne au-dessus de tout! Hymne sacrilège qui est un défi au genre humain et à la civilisation.

A un banquet donné par la Chambre de commerce américaine de Paris, pour la fête nationale des Etats-Unis, le 4 juillet, des discours, pleins de la plus ardente sympathie réciproque, dont l'un de M. Viviani, ont été échangés.

Mentionnons, en finissant, l'immense succès de la

« Journée française » en Angleterre, célébrée avec enthousiasme par toute la population et où, à Londres, 750.000 enfants des écoles ont entonné la *Marseillaise*, qui est en train de devenir le chant national commun de la Quadruple-Entente.

CINQUANTIÈME SEMAINE

Du 9 au 15 juillet 1915.

Succès russe à Wilkolas sur les Austro-Hongrois. — Déclaration du président de la Douma.
Offensive dispersée des Allemands sur le front occidental. — Notre succès au Ban-de-Sapt.
Activité heureuse de nos escadres d'avions.
Reprise des hostilités entre l'Autriche et la Serbie.
Capitulation des troupes allemandes dans l'Afrique sud-orientale.
Rencontre à Calais des principaux ministres anglais et des principaux ministres français, avec le concours du général Joffre et du maréchal French.
Discours de lord Kitchener au Guildhall : son appel aux hommes de dix-neuf à quarante ans.
Réponse équivoque de l'Allemagne à la note du président Wilson.
Fête nationale du 14 juillet : transfert des cendres de Rouget de l'Isle aux Invalides : discours énergique du président Poincaré.
L'emprunt national britannique a réuni 15 milliards de francs de souscriptions.

Le colossal emprunt britannique. — Les emprunts français : bons et obligations de la Défense nationale. — La question de l'or et du change.

L'événement important de la semaine, ç'a été l'extension des succès russes en Pologne sud-orientale et l'arrêt de la poussée austro-allemande en cette région.

Sur l'immense front oriental de la lutte, qui comprend environ 1.500 kilomètres, de la Courlande à la Bukovine, il est permis de négliger, pour le moment, les parties actuellement secondaires et de concentrer son attention sur les parties actuellement principales, celles où des faits quasi décisifs peuvent s'accomplir.

Après avoir occupé Przemysl, le 3 juin, puis Lemberg, le 22, les Austro-Allemands hâtaient leur ruée en

triomphateurs. Nous conservions, quant à nous, toute notre foi dans la constance et l'habileté russes, dans les méthodes russes. En s'éloignant de leur base de communications et des lignes ferrées, après avoir subi des pertes colossales, les Austro-Allemands s'affaiblissaient. Les Russes n'étaient nullement défaits; ils exécutaient un repliement volontaire, en excellent ordre. Ils ont bientôt prouvé qu'ils conservaient toute leur puissance combative.

Deux armées, l'une austro-hongroise, l'autre allemande, dirigeaient de conserve l'invasion, la première, sous le commandement de l'archiduc Joseph-Ferdinand, sur Lublin, étape importante sur la route de Varsovie ; la seconde, sous le commandement du nouveau maréchal von Mackensen, sur Cholm, première étape importante vers le grand centre russe de Brest-Litovsk, nœud de plusieurs lignes de voies ferrées s'irradiant en Pologne et en Russie.

On a vu, il y a huit jours, par le communiqué russe du 7 juillet, que nos alliés avaient battu, à Krasnick, dans les journées des 5 et 6 de ce mois, les troupes de l'envahisseur et lui avaient fait 2.000 prisonniers. Prenant, à leur tour, l'offensive, les armées russes ont rejeté loin en arrière les Austro-Hongrois de l'archiduc et, s'avançant le long de la rivière la Bistrika, à Wilkolas, ont porté à 11.000 le nombre des prisonniers; les combats se sont poursuivis les jours suivants, et le nombre des prisonniers, depuis le début de ces violents engagements, s'est trouvé élevé à 15.000. Ces succès ont été remportés sur l'archiduc autrichien, aidé, peut-être, de quelques renforts allemands. On évalue à six ou sept corps d'armée le nombre des troupes ennemies qui ont pris part à la lutte. Quant au gros des troupes du maréchal von Mackensen et à ce chef lui-même, ils paraissent s'être tenus dans une sorte d'inertie. Le communiqué russe du 11 juillet parle encore d'un surcroît de 900 prisonniers, au sud de la Bikhava.

Les ruées allemande et austro-hongroise sur Varsovie et Brest-Litovsk sont donc, en ce moment, contenues, avec de notables pertes d'hommes. S'agit-il d'un arrêt définitif ou d'un simple répit? Les données actuelles ne permettent pas de se prononcer sur ce point. Alors même que ce ne serait qu'un délai de deux ou trois semaines dans l'invasion austro-allemande, comme il s'agit surtout pour les Russes de recevoir des munitions et des renforts, ce délai serait précieux et pourrait changer la face de la campagne. En tout cas, il n'y a aucun doute, conformément à notre foi constante, que la marée russe ne se reforme un jour plus ou moins prochain, ne balaye l'invasion austro-allemande et ne se répande elle-même en Hongrie et en Allemagne.

Toute la Russie se tourne vers l'utilisation la plus efficace à donner à l'effort national; le président de la Douma, M. Redzianko, dans une interview accordée aux journaux de Moscou, a déclaré :

La Douma sera réunie vers la fin de juillet. Elle donnera des directives à tout le pays et saura montrer combien l'état d'esprit du peuple russe est élevé. La « militarisation de la nation » sera l'objet principal de nos travaux.

Sur le front occidental, les Allemands ont continué une offensive dispersée dans la plupart des secteurs habituels. Nous avons eu, dans les Vosges, en la région du Ban-de-Sapt, à la Fontenelle, un succès marqué le 8 juillet, ayant fait 881 prisonniers, dont 21 officiers, d'après le communiqué du 10. Depuis lors, en recourant sur de nombreux points, en Belgique, dans la région d'Arras, en Champagne, en Argonne, sur les Hauts de Meuse, aux gaz asphyxiants, dont ils tendent à généraliser l'usage, les Allemands se sont efforcés de reprendre les tranchées perdues par eux dans les dernières semaines. Ils n'y ont réussi, grâce à cet artifice, que sur quelques points restreints, au cimetière de Souchez et à l'ouest de l'Argonne, entre Marie-Thé-

rèse et la Haute-Chevauchée, où ils ont repris 400 mètres en profondeur. Dans la plupart des cas où nous avons été victimes de ces surprises, nous avons réoccupé, par des contre-offensives, la totalité ou une partie des parcelles de terrain momentanément perdues, et sur d'autres points nous avons progressé.

C'est en Argonne que la lutte paraît avoir le plus de violence. Le ministre de la guerre, M. Millerand, vient de se rendre en cette région, inspecter nos positions.

L'ennemi s'acharne à bombarder les monuments d'Arras, avec des obus de tout calibre. Un rapport étendu du maréchal French donne des renseignements instructifs sur l'emploi, les effets des gaz stupéfiants et les préservatifs qu'ils comportent.

Notons un très intéressant communiqué officiel épisodique sur les hauts faits en Alsace, dans les environs de Metzeral, des « chasseurs de l'Hilsenfirst », soit notre 7e bataillon de chasseurs.

Nous recourons de plus en plus aux escadres aériennes ; c'est ainsi qu'un *raid* de 35 de nos avions a bombardé la gare stratégique que les Allemands ont installée à Vigneulles-les-Hattonchâtel, pour desservir la tranchée de Calonne et la forêt d'Apremont ; nos avions ont lancé sur les ouvrages allemands 171 obus de 90, qui ont déterminé plusieurs foyers d'incendie. Un autre *raid* de 20 de nos avions a lancé sur la gare de Libercourt, bifurcation militaire entre Douai et Lille, 22 obus de 90 et 16 obus de 155, et des « avions-canons » qui accompagnaient l'escadre y ont bombardé un train; ainsi s'affirme de plus en plus notre maîtrise de l'air.

Les troupes italiennes, avec un entrain qui ne se dément pas, étendent leur action à l'est de l'Isonzo et développent leurs opérations contre Goritz, ville à laquelle il faudra restituer son vrai nom de Goritzia.

Les hostilités ont repris entre l'Autriche et la Serbie.

Il se fait toujours de magnifiques prouesses aux Dardanelles; les troupes alliées y progressent, non sans

pertes. Le général Gouraud, l'un des plus jeunes, sinon le plus jeune, de nos divisionnaires, le héros africain, qui y commandait en chef notre contingent, a dû rentrer en France avec le bras amputé : sa patriotique et éclatante carrière n'en sera qu'interrompue.

La guerre présente n'est pas confinée à l'Europe ; elle s'étend à des milliers de lieues de distance; les troupes qui défendaient l'Afrique sud-occidentale allemande, énorme contrée de 830.000 kilomètres carrés (60 p. 100 de plus de surface que la France), présentant, il est vrai, peu de ressources culturales, mais ayant de notables « possibilités » minières, ont capitulé le 9 juillet entre les mains du général Botha, l'ancien général boer, aujourd'hui chef du gouvernement de l'Afrique méridionale britannique. L'Allemagne perd ainsi successivement toutes ses colonies et africaines, et asiatiques, et océaniennes; il est bon de le rappeler aux Allemands, car ils paraissent l'oublier dans leur incommensurable orgueil.

Les membres de la Quadruple-Entente sentent de plus en plus l'utilité de combiner leur action. C'est ainsi que les principaux ministres anglais, à savoir : le président du conseil, M. Asquith , le ministre des affaires étrangères, lord Crewe, remplaçant sir Edward Grey, le ministre de la guerre, lord Kitchener, et le ministre de la marine, M. Balfour, se sont rendus à Calais, le lundi 5 juillet, pour prendre part à une conférence qui y a été tenue avec nos ministres Viviani, Delcassé, Millerand, Augagneur et le sous-secrétaire d'Etat Thomas. Le général Joffre et le maréchal French y assistaient. On signale en même temps la présence à Paris du général italien Porro, sous-chef d'état-major des armées italiennes. Cette entente de plus en plus étroite des alliés est un gage certain de succès.

Le général Kitchener, ministre britannique de la guerre, a ouvert au Guildhall, à la fin de la semaine dernière, avec le concours du lord-maire, et entouré de

plusieurs membres du cabinet, une campagne pour le recrutement des bataillons de la Cité de Londres; il a déclaré que le manque d'équipement et de munitions n'existe plus maintenant, et il fait appel à tous les hommes ayant de dix-neuf à quarante ans. On peut espérer que les fortes armées britanniques, dont l'entrée en ligne a éprouvé du retard, viendront un jour, non très distant, contribuer au rejet des Allemands en Allemagne et à leur définitif écrasement.

Le gouvernement allemand s'est enfin décidé à envoyer au président Wilson la réponse à la note que celui-ci lui avait adressée au sujet du torpillage de la *Lusitania* le 7 mai dernier. Comme on s'y attendait, le gouvernement de Berlin esquive les observations si précises du président américain sur l'impossibilité, au point de vue du droit international et de l'humanité, de tolérer l'action des sous-marins contre les navires marchands. Il se complaît dans des propositions grotesques comme celle d'autoriser la libre navigation des bâtiments américains qui lui seraient signalés comme ne portant pas de munitions, et aussi celle de quatre navires anglais spécialement désignés qui seraient dans les mêmes conditions, ce qui signalerait au torpillage tous les autres navires.

Le peuple allemand, dont la crédulité est sans bornes, garde une foi enfantine dans l'efficacité de l'action des sous-marins contre les navires de commerce, et il en attend la capitulation de l'Angleterre : les cinq mois d'inutiles torpillages de bateaux marchands ou de pêche ne l'ont pas éclairé.

Il est clair que la note allemande, mélange d'artifice et de cynisme, ne donne aucune satisfaction au président Wilson et aux neutres.

La fête nationale du 14 juillet a été célébrée, en France, avec une grave et émouvante solennité. Les cendres de Rouget de l'Isle, l'auteur de la *Marseillaise*, ont, dans une cérémonie à laquelle a pris part toute la

population de Paris, été transférées du cimetière de Choisy-le-Roi aux Invalides. Le président Poincaré a prononcé un magnifique discours où il a retracé, en un langage sobre et impressionnant, les origines et la conduite de la guerre. Trois fois, dans cette brève harangue, il est revenu sur la nécessité de pousser la guerre jusqu'au complet triomphe :

Puisqu'on nous a contraints à tirer l'épée, nous n'avons pas le droit de la remettre au fourreau, s'est-il écrié, avant le jour où nous aurons vengé nos morts et où la victoire commune des alliés nous permettra de réparer nos ruines, de refaire la France intégrale et de nous prémunir efficacement contre le retour périodique des provocations...

. . . . . .

Ce n'est pas pour signer une paix précaire, trêve inquiète et fugitive entre une guerre écourtée et une guerre plus terrible...

. . . . . .

Employons tout ce que nous pouvons avoir de calme, de vigueur et de fermeté à... ramasser la totalité des énergies nationales dans une seule pensée et une seule résolution : *la guerre poussée, si longue qu'elle puisse être, jusqu'à la défaite définitive de l'ennemi et jusqu'à l'évanouissement du cauchemar que la mégalomanie allemande fait peser sur l'Europe.*

En prononçant ces nobles et fortes paroles, le président Poincaré s'est montré l'interprète éloquent et exact du sentiment et de la volonté de la nation entière.

Disons, en finissant, que le colossal emprunt britannique en cours a réuni des souscriptions d'*argent frais* pour une somme de 15 milliards de francs; c'est un succès prestigieux; avec les emprunts antérieurs, cela porte à environ 23 milliards de francs les ressources extraordinaires que la Grande-Bretagne s'est jusqu'ici procurées pour la guerre présente.

LE COLOSSAL EMPRUNT BRITANNIQUE. — LES EMPRUNTS FRANÇAIS. — BONS ET OBLIGATIONS DE LA DÉFENSE NATIONALE. — LA QUESTION DE L'OR ET DU CHANGE.

On s'attendait à ce que les souscriptions en *argent frais* au colossal emprunt britannique, émis jusqu'au samedi 10 juillet inclusivement, sans aucune limitation de quotité, en obligations 4 1/2 p. 100 émises au pair, s'élevassent aux environs du chiffre prestigieux, sinon prodigieux, de 15 milliards de francs (600 millions de livres sterling); ces souscripiions en *argent frais*, c'est-à-dire indépendamment des conversions autorisées de titres anciens, qui ne procurent aucune ressource nouvelle au Trésor, d'après la déclaration du chancelier de l'Echiquier à la Chambre des communes, ont réellement atteint 585 millions de livres sterling, susceptibles encore de quelques compléments, soit presque exactement 15 milliards de francs.

Rappelons que si l'emprunt est émis en titres 4 1/2 p. 100, comme ces titres supportent l'impôt sur le revenu qui est actuellement de 12 1/2 p. 100, le rendement net se trouve ramené à 4 p. 100 exactement, le porteur pouvant garder l'espérance que cet impôt sera plus ou moins diminué après la guerre, mais devant envisager, par contre, l'éventualité d'une élévation de l'impôt si les circonstances y portent.

Rappelons encore que le gouvernement britannique s'est engagé à ne pas rembourser cet emprunt avant dix ans, de sorte que le porteur de titres est assuré du rendement brut de 4 1/2 p. 100 (impôt sur le revenu à déduire) pendant cette période décennale. D'autre part, le gouvernement britannique a pris l'engagement d'avoir remboursé complètement l'emprunt en 1945, dans trente ans, par conséquent.

Le premier versement à effectuer pour l'emprunt était fixé à un taux très modique : 5 p. 100, de sorte que les 15 milliards de francs souscrits ne représentent qu'un versement de 750 millions de francs à la souscription. Un deuxième versement de 10 p. 100 doit être effectué le 20 juillet, faisant ainsi 15 p. 100, soit 2 milliards et quart, en nombre rond, à verser dans le courant du présent mois; puis viennent trois versements chacun de 15 p. 100, les 3, 17 et 31 août, de sorte que, à la fin du mois d'août, 60 p. 100 du montant total de l'emprunt, 9 milliards de francs, en nombre rond, auront dû être versés en moins de deux mois. Enfin, quatre versements, chacun de 10 p. 100, doivent se succéder, à raison de deux par mois, en septembre et en octobre. Ainsi, à la fin d'octobre, les 15 milliards de francs souscrits dans la première décade de juillet auront dû être complètement versés au Trésor.

Le succès de cette opération apparaît comme quasi merveilleux et témoigne de l'incontestable primauté financière de la Grande-Bretagne.

L'emprunt a dû être souscrit presque exclusivement dans l'Empire britannique, entendant par ce mot non seulement le Royaume-Uni, mais toutes ses colonies, les grands Dominions (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud) et les autres colonies, notamment les Indes.

Il est peu probable que l'étranger y ait largement participé : autrefois, il n'eût pas manqué de le faire. Aujourd'hui, il n'en est plus de même. D'une part, à l'exception des Etats-Unis d'Amérique, toutes les grandes nations sont engagées à fond dans la guerre présente et ont assez à faire pour fournir chacune au Trésor de leur propre pays les ressources dont il a besoin.

Il y a, en outre, une autre raison : la fiscalité outrancière adoptée par la Grande-Bretagne depuis le début de ce siècle, à l'encontre des capitaux et des revenus qu'ils donnent, a nécessairement enlevé aux fonds britanni-

ques le caractère de valeurs internationales qui était une de leurs forces et de leurs parures[1].

Il est possible, toutefois, qu'une quantité modique du colossal emprunt ait été souscrite aux Etats-Unis et dans quelques pays neutres, comme la Hollande, pour s'assurer, notamment, du change à un moment donné. A ce titre, et non pas comme placement courant, des particuliers étrangers peuvent bien avoir une dizaine ou quelques dizaines de mille francs de titres de cet emprunt, et des sociétés peuvent en acquérir, pour le même motif, des quantités plus considérables. On sait que M. Pierpont Morgan était, à New-York, à la tête d'un syndicat pour le placement de 100 millions de dollars, soit 518 millions de francs de titres dudit emprunt, et c'est ce qui lui a valu les balles d'un assassin d'origine allemande. Les journaux anglais spéciaux, toutefois, notamment le *Financial Times*, ne dissimulent pas que, pour donner beaucoup d'ampleur aux souscriptions américaines, on eût dû exempter les titres placés aux Etats-Unis de tout impôt britannique sur le revenu, et il eût dû ajouter de toute taxe britannique sur les successions.

Heureusement la Grande-Bretagne peut se suffire à elle-même, en matière financière, surtout dans le moment présent où, d'après les témoignages de certains spécia-

1. Toutes les valeurs britanniques appartenant à des étrangers sont frappées de l'*income-tax* britannique et des droits de succession britanniques; cela pouvait ne pas tirer à conséquence quand l'impôt sur le revenu, sous Gladstone, variait entre 0.80 p. 100 et 2 p. 100; mais c'est autre chose aujourd'hui qu'il est porté à 12 1/2 p. 100 et qu'une loi récente a même enlevé aux étrangers la faculté d'obtenir certaines réductions ou détaxes qui restent accordées aux nationaux britanniques. De même pour les droits de succession, qui vont maintenant jusqu'à 25 p. 100, et qui, par les conventions internationales analogues à celle que la Grande-Bretagne a signée avec la France en 1907, doivent se cumuler avec les droits de succession, très élevés aussi, perçus dans le pays auquel appartient le détenteur étranger de titres britanniques.

Il est clair que, par cette fiscalité outrancière à l'encontre des capitaux et de leurs revenus, la Grande-Bretagne a enlevé en fait aux valeurs britanniques et aux fonds britanniques le caractère d'internationalité qui était un de leurs attraits.

listes, non seulement elle n'éprouverait aucun détriment économique, mais où même sa puissance d'épargne serait, du chef de la guerre, suivant ces spécialistes, à peu près doublée. N'étant pas envahie, les sous-marins ne lui causant, quoi qu'en pense la crédule population allemande, qu'un détriment économique et commercial très restreint, n'ayant aux armées en campagne ou en préparation que tout au plus 5 p. 100 de sa population, tandis que les principaux belligérants y ont 12 p. 100, l'Angleterre ferait des gains énormes : c'est au point, et nous croyons qu'il y a là de l'exagération, que *The Economist* (de Londres), dans son numéro du 8 mai 1915, estimait que la Grande-Bretagne, qui épargne, en temps normal, 8 milliards trois quarts environ par année, pourrait, pendant cette guerre, porter son épargne annuelle au double, soit à 17 milliards et demi de francs (700 millions de livres sterling)[1].

Ainsi les 15 milliards de francs souscrits au dernier colossal emprunt anglais ne représenteraient pas même, d'après ce témoignage britannique compétent, quoique peut-être erroné, la totalité du montant de l'épargne britannique annuelle en temps de guerre.

Il faut dire aussi que les épargnes britanniques s'accroîtront d'autant plus cette année que toute la partie épargnante de la population, c'est-à-dire la classe opulente et la classe moyenne, a supprimé ou considérablement restreint toutes les dépenses de luxe ou de fantaisie ; la proportion des épargnes aux revenus tend donc à s'accroître. Les placements en valeurs mobilières étrangères ou coloniales sont aussi beaucoup moins importants. D'autre part, les capitalistes anglais ont commencé à réaliser, sur le marché de New-York, une partie de leurs valeurs américaines, ce qui a amené un petit fléchissement de celles-ci. Ces réalisations se sont effectuées déjà pour le premier versement de 5 p. 100

1. Voir *The Economist* (de Londres) du 8 mai 1915, p. 889 et 890.

à l'emprunt : elles vont s'accroître considérablement, d'ici au 31 octobre, pour les versements beaucoup plus considérables qui vont suivre. Enfin, les banques britanniques font de très amples avances aux souscripteurs à l'emprunt. Ainsi s'explique cette souscription de 15 milliards.

Nous sommes bien loin, en France, d'être dans une situation de ce genre. Avec nos neuf départements, dont plusieurs des plus industriels et des plus riches, soit partiellement, soit certains même complètement, occupés par l'ennemi, avec les ravages que celui-ci a faits dans d'autres départements qu'il a parcourus et qu'il a dû évacuer, avec les 11 p. 100 de notre population qui sont aux armées, nous ne pouvons, certes, maintenir, pendant la guerre, le montant de nos épargnes en temps normal. On peut dire que ces épargnes seront diminuées d'une bonne moitié; elles disparaîtraient même complètement si on mettait en regard les dévastations qu'ont subies et que subissent encore nos territoires.

Aussi les méthodes françaises pour « financer la guerre » doivent-elles différer considérablement des méthodes anglaises, et les résultats que le gouvernement obtient dans ses appels au public sont-ils sensiblement moindres, même par comparaison à la richesse réelle de chacune des deux nations. De là vient la nécessité pour le gouvernement d'emprunter à la Banque de France, ce qui n'est pas sans inconvénients graves, des sommes fixées d'abord à 6 milliards, puis à 9; il en résulte une inflation de la circulation qui doit, dans une certaine mesure, déprécier les billets.

Les appels au public, par la voie d'emprunts de formes diverses, donnent, d'ailleurs, des résultats qui, s'ils ne peuvent fournir la quotité des ressources nécessaires, sont, pour les circonstances, satisfaisants.

Ces emprunts se font sous deux formes : les Bons du Trésor à un an, six mois et trois mois, qui peuvent être

renouvelés, portant, pour ceux de un an et de six mois, 5 p. 100 d'intérêt, payés d'avance, et, pour ceux de trois mois, 4 p. 100 ; puis les obligations de la Défense nationale, émises à quatre points environ au-dessous du pair, avec un intérêt de 5 p. 100, également payé d'avance et ayant une durée fixée à dix ans au maximum.

Le public a souscrit, mensuellement, depuis le début de l'année, environ 1 milliard de francs sous ces deux formes. Les déclarations que vient de faire M. Ribot, pour porter à 7 milliards la limite maxima des bons du Trésor (nous ignorons pourquoi on établit une limite et on la met toujours à un chiffre insuffisant), sont satisfaisantes pour les circonstances; au mois de mai dernier, il a été souscrit pour 776 millions de bons de la Défense nationale et pour 231 millions d'obligations de la Défense nationale, ensemble : 1 milliard 7 millions. Durant le mois de juin, les nécessités de la fin du semestre et des dividendes à servir en juillet ont réduit à 454 millions le montant des bons de la Défense nationale souscrits, déduction faite de ceux remboursés; par contre, il a été souscrit pour 392 millions d'obligations décennales de la Défense nationale, ensemble : 846 millions.

Nous espérons qu'en juillet, mois de nombreux dividendes, quoique beaucoup aient été diminués ou réduits, ce chiffre augmentera considérablement. Il serait à désirer qu'il pût s'élever à 1.200 millions par mois.

Un symptôme très favorable, c'est le développement notable de la souscription en juin des obligations de la Défense nationale, qui y a atteint la somme de 392 millions de francs. Cela indique que le public commence à se rendre compte des très grands avantages de ce titre, le meilleur des placements que l'on puisse faire actuellement.

Depuis le début de la guerre, les sommes que le gouvernement a obtenues du public, sous la double forme de bons actuellement en cours et d'obligations de la Défense nationale, s'élèvent à 8 milliards 400 millions.

Il est clair qu'il faudra, quand les circonstances seront propices, recourir à un grand emprunt en rentes perpétuelles, suivant la formule française, qui procurera, sans doute, au Trésor une somme de 7 à 8 milliards d'*argent frais*, sinon davantage. C'est probablement vers la fin de l'année qu'il conviendra de faire cette grande et décisive opération.

On continue à se préoccuper du change et de l'encaisse d'or de la Banque. Nous continuons à penser que, cette encaisse ayant toujours été considérée comme notre trésor de guerre, il est naturel qu'on en fasse un large emploi, et nous ne verrions aucun inconvénient à ce qu'on y prélevât 500 millions ou même 1 milliard, sinon davantage, pour l'envoyer à l'étranger, afin d'y payer nos achats d'armements, de munitions ou d'approvisionnements divers.

On conçoit, néanmoins, que l'on s'occupe d'entretenir et de renouveler dans la mesure du possible cette encaisse qui est aux environs de 4 milliards de francs. M. Ribot a fait au public un appel très digne et mesuré à ce sujet. Un décret du 3 juillet a, en outre, prohibé l'exportation de l'or autrement que par les soins de la Banque de France. Il importe, toutefois, de s'abstenir de toute mesure tracassière.

La foule de braves gens qui viennent apporter à la Banque, à Paris et en province, les pièces d'or qu'ils détiennent est très touchante; le certificat qui leur est donné et qu'ils pourront conserver et faire encadrer équivaudra, dans leur famille, à un certificat de civisme. C'est grâce à ces bonnes gens que l'encaisse d'or de la Banque de France a augmenté de 13 millions, puis de 42 millions dans chacune des semaines finissant le 8 et le 15 juillet. On doit, toutefois, éviter les exagérations allemandes; il serait tout à fait abusif d'aller apporter à la Banque des bijoux ou des pièces de collection, des

choses ayant soit une valeur de sentiment, soit une valeur d'art.

Nous sommes, par les circonstances, au régime du cours forcé, comme y ont été l'Angleterre et les Etats-Unis jadis, sans doute pour une dizaine d'années. Nous nous en tirerons comme ils s'en sont tirés. La tension du change vient non seulement de la difficulté d'effectuer les payements sur les places étrangères, mais aussi de l'inflation de la circulation à l'intérieur : il est bon de s'en tenir pour avertis; c'est au gouvernement de ne pas pousser celle-ci trop loin. Il est nécessaire également que l'esprit public garde en tout sa fermeté et son bon sens; rien ne paraît être à appréhender de ce côté.

CINQUANTE ET UNIÈME SEMAINE

Du 16 au 22 juillet 1915.

Relative accalmie sur le front occidental, sauf en Argonne, où les combats sont toujours violents. — Intéressants communiqués rétrospectifs.
Situation sur le front occidental : étendue des pertes faites par l'armée de l'archiduc à Krasnick et à Wilkolas. — Entretien du kaiser à Posen avec le maréchal de Hindenburg, rentré en grâce.
Le front austro-italien : la bataille du Carso.
Les pertes britanniques aux Dardanelles.
Continuation de l'activité de nos escadres d'avions.
La semaine des sous-marins teutons : tentative de torpillage contre le bateau *Orduna*. — Etat exact officiel des pertes de vies par le torpillage de la *Lusitania*.
Note autrichienne aux Etats-Unis demandant la suppression de fournitures de munitions à la Quadruple-Entente.
Menaces de l'Allemagne à la Roumanie au sujet du refus de laisser passer des munitions pour la Turquie.
Déclaration de M. Asquith à la Chambre des communes sur l'éventualité de l'entrée en ligne de nouveaux alliés.
La situation dans les Balkans : pour être partie largement prenante, dans les résultats d'une guerre, il faut avoir été partie belligérante.

Les cours des principaux fonds d'Etat français et étrangers avant la guerre et un an après.

Quoique les engagements et surtout les combats d'artillerie n'aient pas cessé, dans les derniers huit jours écoulés, sur les principaux points du front occidental, — en Flandre sur la ligne de l'Yser, en Artois devant Souchez, sur la rive droite de l'Aisne, à l'ouest de Soissons, en Argonne sur les Hauts de Meuse, en Lorraine dans les Vosges, — ils n'ont eu nulle part, en cette période, une particulière ampleur.

C'est toujours en Argonne et sur les Hauts de Meuse

qu'ils sont le plus vifs ; mais ils ont eu beaucoup moins d'importance qu'au début du mois. Le projet du kronprinz d'arriver à l'investissement de Verdun apparaît toujours comme restant dans les futurs contingents. Ses attaques ont été repoussées dans la forêt d'Argonne, près de Saint-Hubert, contre le ravin de Sonvaux, à l'ouest des Eparges. Les quelques centaines de mètres qu'une surprise lui avait fait gagner, il y a une dizaine de jours, ont été en partie repris par nous.

Voilà plus d'un mois que l'ennemi s'acharne, avec des forces relativement importantes, en cette région : le 20 juin, il faisait une poussée sur la route de Binarville à Vienne-le-Château; le 30 juin, dans le bois de la Grurie, à Bagatelle, Marie-Thérèse, il renouvelait sa ruée en recourant aux gaz asphyxiants; il faisait une nouvelle offensive plus ample vers le 13 juillet et prétendait avoir réalisé des gains importants ; en définitive, sauf des modifications insignifiantes sur quelques centaines de mètres, la situation reste inchangée et nos lignes inébranlées.

Ne parvenant pas à les percer, les Allemands prodiguent les bombardements, sans utilité militaire, contre ces perpétuelles victimes : Ypres, Arras, Soissons, Reims, Pont-à-Mousson ; le communiqué du 20 juillet, 23 heures, en annonce un des plus violents à Reims, qui tua ou blessa plusieurs civils.

Nous progressons en Alsace.

Mentionnons deux intéressants communiqués épisodiques et rétrospectifs : l'un, sur le combat de Metzeral, en Alsace; l'autre, sur celui de la Fontenelle ou du Ban-de-Sapt, dans les Vosges ; on aimerait à y trouver quelques noms propres d'officiers et de soldats.

La partie engagée sur le front oriental offre, aujourd'hui, l'intérêt prédominant. Nous signalions, il y a huit jours, grâce aux succès russes à Krasnick et à Wilkolas, dans la Pologne sud-orientale, sur les troupes de l'archiduc Joseph-Ferdinand, que la poussée austro-

allemande en cette région se trouvait arrêtée. Le communiqué russe du 14 juillet porte à 297 officiers et 22.464 soldats le nombre total des prisonniers faits par nos alliés en ce secteur pendant la semaine du 4 au 11 juillet.

Si la marche des armées de l'archiduc et du maréchal von Mackensen sur Lublin et sur Cholm, dans la double direction de Varsovie et de Brest-Litovsk, s'est ainsi trouvée contenue pendant quelques jours, les autres armées russes dans les régions de l'ouest, et particulièrement du nord et du nord-est de la Pologne, ont dessiné et chaque jour accentué un mouvement convergent sur Varsovie.

L'empereur aurait eu à Posen des entretiens avec le maréchal von Hindenburg, qui, après être tombé, on ne sait pour quelle raison, dans sa disgrâce, aurait retrouvé sa faveur ; de ces entretiens serait sorti le plan d'une poussée à outrance par le nord, par l'ouest et par le sud sur la capitale de la Pologne russe. C'est la quatrième fois que les Allemands se ruent sur Varsovie ; les armées du nord et du nord-est se rabattent sur la Narew, sous-affluent de la Vistule ; leurs têtes de colonnes sont parvenues près de Novo-Georgiewsk, forteresse qui se trouve à une trentaine de kilomètres de Varsovie ; les armées venant de l'ouest sur les anciens champs de bataille de la Bzoura et de la Pilitza ne paraissent avoir, à l'heure présente, qu'une action secondaire. Celles du sud venant de Galicie, l'armée de l'archiduc qui est parvenue à se reformer et celle du maréchal de Mackensen, ont repris leur marche sur Lublin et Cholm et s'efforcent de saisir la ligne de chemin de fer qui unit ces deux villes. Elles sont parvenues à occuper Krasnostaw, qui est à une quinzaine de kilomètres au sud de cette voie ferrée.

Les Russes luttent avec opiniâtreté contre toutes ces forces ennemies ; ils suivent leur méthode habituelle, le cas le comportant, de concentration et de repli. Sont-ils

aujourd'hui assez pourvus de munitions ? Dans ce cas, leur succès demeurerait probable. Etant donné, toutefois, que ces munitions viennent en partie d'Arkhangel, en partie du Japon et même de l'Est-Canadien, ce qui leur impose un trajet de 12.000 à 18.000 kilomètres, on ne sait s'ils en sont encore suffisamment approvisionnés.

Si les Allemands échouaient dans cette quatrième poussée sur Varsovie, ce serait pour eux un revers dont ils auraient bien de la peine à se relever. Si, au contraire, les Russes doivent abandonner cette ville, ils pourront, dans leurs immensités qui se trouvent à l'abri de toute incursion, reconstituer leurs armées dans des conditions pleinement efficaces ; ce serait, néanmoins, un retard de plusieurs mois.

Les Italiens poursuivent dans les passes du Trentin, et surtout sur la rive orientale de l'Isonzo, leurs succès que la nature des lieux rend graduels. Ils ont remporté une bataille sur le plateau du Carso, infligeant aux Autrichiens des pertes évaluées à plus de 10.000 hommes, dont 3.478 prisonniers.

Aux Dardanelles, les troupes des alliés progressent dans la mesure que comporte une guerre de tranchées où la nature du terrain favorise la défense; mais la bonne issue finale n'est pas douteuse. Les pertes britanniques aux Dardanelles, d'après la déclaration à la Chambre des communes de M. Asquith, le chef du ministère anglais, s'élevaient, à la fin de juin, à 40.501 hommes et 1.933 officiers, dont 541 officiers et 7.543 hommes tués, 1.257 officiers et 25.557 hommes blessés, 135 officiers et 7.401 hommes manquants. On ignore les pertes françaises dans la même région.

Nos avions ont continué de procéder par escadres, avec succès, à la destruction des ouvrages ou des installations de l'ennemi, ainsi : dix avions sur la gare de Chauny, quatre à la gare de Challeranges, près Vouziers, six à la gare de Colmar, trente et un avions à la gare de Conflans-en-Jarnisy (Meurthe-et-Moselle), etc.

La piraterie allemande n'a pas eu de grands succès en ces derniers jours; on annonce qu'elle a manqué une superbe affaire : elle a failli couler un autre grand paquebot de la ligne Cunard, sur lequel se trouvaient 227 passagers, dont 24 Américains; ce paquebot, l'*Orduna,* allait d'Angleterre à New-York; on ne pouvait donc prétendre qu'il portât des munitions. Un sous-marin teuton lança contre cet inoffensif grand navire marchand une torpille qui ne l'atteignit pas, et six obus.

Quel dommage pour l'Allemagne de n'avoir pu renouveler le coup de la *Lusitania!* En ce qui concerne ce dernier paquebot, on a, maintenant, d'après le jugement de la Cour britannique, les renseignements précis qui suivent :

L'équipage de la *Lusitania* comprenait, au total, 702 personnes : 677 hommes et 25 femmes; 397 hommes et 16 femmes périrent.

Le nombre des passagers à bord était de 1.257 : 944 sujets britanniques, 159 Américains et 154 personnes de diverses nationalités. Ont péri : 584 des premiers, 124 Américains et 77 étrangers, soit 785, dont 421 hommes et 270 femmes. En outre, sur 90 enfants à bord, 59 périrent, et sur 39 tout petits enfants, 4 seulement furent sauvés.

Le nombre total des existences humaines détruites par le sous-marin allemand ressort à 1.198.

On remarquera le nombre considérable de femmes et d'enfants qui ont péri ; tels sont les exploits de la nation satanique.

On attend toujours la réplique du président Wilson à la note allemande, qui a prétendu, non pas excuser, mais pleinement justifier ce forfait.

L'Autriche, « le brillant second », ou plutôt la suivante docile de l'Allemagne, s'est avisée d'envoyer une note aux Etats-Unis, pour leur demander d'interdire les exportations de munitions; nous avons déjà cité la déclaration si topique de l'ancien président Taft, un des hommes les plus pondérés du globe ; il disait que l'interdiction aux neutres d'exporter des munitions donnerait, dans les guerres de l'avenir, un énorme avantage

aux nations ultramilitaristes, qui prépareraient de longue main un guet-apens contre une nation paisible[1].

Par une étrange contradiction, qui est conforme, toutefois, à son infatuation habituelle, l'Allemagne envoie une note menaçante à la Roumanie, la sommant de laisser passer en transit les munitions qu'elle veut expédier à son alliée la Turquie, qui en manque.

La prétention de l'Allemagne, on l'a démontré, est absolument contraire à l'article 2 de la cinquième convention de la Haye, en date du 18 octobre 1907, ainsi conçu : « Il est interdit aux belligérants de faire passer à travers le territoire d'une puissance neutre des troupes et des convois, soit de munitions, soit d'approvisionnements[2]. » Les particuliers d'une nation neutre peuvent exporter des munitions ; mais un Etat belligérant ne peut en faire passer par le territoire d'un neutre ; la différence des deux cas frappe l'esprit attentif.

On parle toujours de l'intervention éventuelle dans la lutte de divers Etats balkaniques ; voilà près d'un an qu'ils délibèrent sans conclure. L'heure est-elle venue où ils vont se décider ? M. Asquith, le président du conseil des ministres de la Grande-Bretagne, dans la séance de la Chambre des communes du 20 juillet, à l'appui d'une demande de crédits, s'est exprimé ainsi :

> Les dépenses journalières de la guerre montrent une tendance naturelle à augmenter ; de plus, le chapitre des prêts aux alliés pourrait également s'accroître par suite de l'adhésion à notre cause d'Etats n'ayant pas encore pris part à la guerre.

Les récents revers russes, quoiqu'ils n'aient rien de décisif, peuvent avoir refroidi certains des Etats des Balkans ; mais ces Etats ne se décidaient pas davantage quand la Russie occupait presque toutes les passes de ces montagnes. Ils doivent, cependant, se dire, ainsi

1. Voir cette déclaration de l'ancien président Taft dans la Semaine finissant le 11 mars 1915, p. 280.
2. Voir l'exposé à ce sujet dans le *Journal des Débats* du 21 juillet 1915.

que nous l'avons établi, qu'on ne peut être partie prenante dans les résultats d'une grande guerre, surtout partie largement prenante, sans avoir été partie belligérante.

Tous ces Etats, qui ont, chacun le reconnaît, des ambitions légitimes, paraissent portés à les pousser à l'extrême. La Roumanie, dit-on, se plaignait que les Etats de la Triple-Entente ne voulussent lui consentir que 90 pour 100 de ses prétentions ; il semble que la sagesse indique que celui qui est assuré d'obtenir 90 pour 100 de ses demandes serait bien imprudent de repousser un arrangement de ce genre.

Tel autre Etat balkanique paraît mettre son concours ouvertement aux enchères comme un condottiere du moyen âge; il fera bien de vérifier la loyauté et la solvabilité de l'enchérisseur; il est vrai qu'il voudrait se faire payer d'avance et aux dépens de tous ses voisins, ce qui n'est conforme ni aux usages ni aux possibilités.

Le gouvernement hellénique vient d'ajourner la réunion de la Chambre.

Il semble que si les Etats balkaniques laissent, sans intervenir, passer la belle saison actuelle, ils risquent bien d'être forclos et d'avoir laissé passer une occasion qui ne se retrouvera sans doute pas d'ici à plusieurs générations.

Nous avons beaucoup d'estime et d'affection pour les Etats balkaniques; nous le leur avons prouvé au cours des magnifiques luttes qu'ils ont conduites avec succès. Leur intervention pourrait, non pas changer le résultat de la guerre, qui est certain, mais en abréger la durée en sauvant des centaines de mille vies d'hommes et des dizaines de milliards. La réalisation de leurs ambitions, si légitimes qu'elles soient, dépend de leur intervention au moment opportun, c'est-à-dire quand le sort des armes n'a pas encore tout décidé. Une grande nation réputée pour sa clairvoyance, l'Italie, leur a donné un exemple qu'ils auraient dû déjà suivre.

LES COURS DES PRINCIPAUX FONDS D'ÉTAT FRANÇAIS ET ÉTRANGERS AVANT LA GUERRE ET UN AN APRÈS

On s'est remis à parler de la liquidation des opérations de Bourse de fin juillet 1914, c'est-à-dire il y a juste un an. On sait que ces opérations sont toujours en suspens.

En attendant qu'un projet convenable ait été présenté à ce sujet, nous allons faire, ce qui est instructif à bien des égards, la comparaison des cours des fonds publics cotés à Paris, il y a un an et aujourd'hui. Nous prendrons comme terme de comparaison les derniers cours de compensation de la Bourse de Paris, qui sont ceux de la fin de juin 1914 pour les rentes françaises et ceux du 15 juillet 1914 pour tous les autres titres. Dans l'un et l'autre cas, comme on le voit par ces dates du 30 juin et du 15 juillet 1914, la comparaison s'établit avec une époque qui a précédé non seulement la guerre, mais même les bruits de guerre; car personne, avant le 15 juillet 1914, ne supposait que la guerre pût éclater prochainement : si l'assassinat de l'archiduc héritier d'Autriche est antérieur à ces dates (il est du 28 juin), l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie leur est postérieur.

Cours des principaux fonds publics à la fin de juin 1914 ou au 15 juillet 1914 et vers la fin de juillet 1915.

	Fin juin ou mi-juillet 1914.	Vers la fin juillet 1915.	Baisse.
3 p. 100 français perpétuel	83 05	69 »	14 05
3 p. 100 français amortissable	87 »	75 75	11 25
Consolidés anglais 2 1/2	75 20	65 »	10 20
Autrichien or 4 p. 100	85 »	61 25	23 75
Belge 3 p. 100 1873-1909	76 50	63 25	13 25
Espagne 4 p. 100 extérieure	87 70	84 95	2 75

	Fin juin ou mi-juillet 1914.	Vers la fin juillet 1915.	Baisse.
Hollande 3 p. 100	78 »	74 10	3 90
Hongrois 4 p. 100 or	80 50	60 »	20 50
Italien 3 1/2	94 75	75 90	18 85
Russie 4 p. 100 1867	90 25	80 25	10 »
— 4 p. 100 1893	86 75	76 75	10 »
— consolidés 4 p. 100 1re et 2e séries	87 25	73 50	13 75
— 5 p. 100 1906	102 50	88 70	13 80
— 4 1/2 1909	98 60	77 65	20 95
Serbie 4 p. 100 1895	76 50	61 55	14 95
— 5 p. 100 1910	480 »	406 »	74 »
Suède 3 1/2 1904-1906	83 »	76 75	6 25
— 3 1/2 différé 1907	81 10	71 40	9 70
Suisse 3 p. 100 différé (des chemins de fer)	395 »	370 50	24 50
Dette ottomane unifiée	81 10	60 50	20 60
Egypte dette unifiée	100 50	88 20	12 30
— privilégiée	91 30	76 50	14 80
Chine 5 p. 100 or 1911	480 »	421 »	59 »
— 5 p. 100 or 1913 (de réorganisation)	476 »	433 »	43 »
Japon 5 p. 100 1907	102 50	94 50	8 »
— 4 p. 100 1910	84 »	73 80	10 20
— Bons du Trésor 5 p. 100 1913	508 »	487 »	21 »
Argentine 5 p. 100 or 1909	502 »	463 50	38 50
— 4 1/2 1911	89 40	81 »	8 40
Brésil 5 p. 100 Funding 1898	100 »	92 »	8 »
— 4 p. 100 1889	72 20	55 75	16 45
— 4 p. 100 1911	340 »	240 »	100 »

Le fléchissement, sur la plupart des fonds publics, a été très fort; quelques rares fonds neutres, seuls, offrent un recul qui est contenu entre 3 et 7 ou 8 p. 100; mais la généralité des autres fonds, même des Etats non belligérants, fléchit de 12 ou 15 à 30 p. 100.

La rente française 3 p. 100 perpétuelle, qui cotait 83 fr. 05 à la liquidation de juin 1914, ne cote plus, dans la dernière quinzaine de juillet 1915, que 69 francs environ; c'est une baisse de 14 points, ou d'environ 17 p. 100. La rente 3 p. 100 amortissable s'est un peu

mieux maintenue : de 87, elle est descendue à 75,75, soit 11 1/4 points de baisse, ou près de 13 p. 100 de recul.

La baisse des consolidés anglais, soit 10 points, de 75,20 à 65, est approximativement de 14 p. 100; mais on regarde à Londres le prix actuel comme tout nominal et on pense qu'il serait impossible d'effectuer des négociations à ce cours. Tout considéré, la baisse des consolidés britanniques est au moins égale à celle des rentes françaises.

La rente belge 3 pour 100, par suite de la situation exceptionnelle et, d'ailleurs, on doit l'espérer, toute temporaire de la Belgique, a subi un recul un peu plus considérable; elle se tient à une demi-douzaine de points au-dessous de la rente française.

Les fonds russes, répartis en un grand nombre de séries, ont été très inégalement affectés : l'emprunt 4 p. 100 1867, qui a un excellent classement et qui est soutenu par des tirages importants, a seulement reculé de 90,25 à 80,25, ce qui n'est qu'un écart de 11 p. 100 environ; l'emprunt 4 p. 100 1893 est à peu près dans le même cas; la baisse est plus sensible sur les consolidés 4 p. 100 1re série qui, de 87,25 en juillet 1914, descendent à 73,50 en juillet 1915, soit 16 p. 100 environ d'écart. Le 5 pour 100 russe 1906 fléchit de 13 points 80, ce qui marque un recul de 13 pour 100, à peu près équivalent à celui des rentes françaises. Le 4 1/2 russe 1909 est beaucoup plus atteint : de 98,60, il fléchit à 77,65, soit près de 21 points d'écart.

La Rente italienne 3 1/2 a perdu près de 19 points.

Il est difficile de mesurer la baisse des fonds des belligérants adverses, les transactions étant très rares sur ces titres; mais cette baisse est beaucoup plus considérable que celles de nos fonds publics et ceux de nos alliés : l'autrichien or 4 pour 100, qui cotait 85 dans la première quinzaine de juillet 1914, a eu quelques rares cours aux environs de 61, malgré deux coupons d'intérêts qui y sont encore attachés; c'est, en tenant compte

de ceux-ci, 28 points de baisse ou 33 p. 100 environ; le hongrois 4 p. 100 or, dans les mêmes conditions, serait en recul de 24 points, y compris les coupons qui restent attachés, soit de 30 p. 100 également.

Le turc unifié se présente à peu près dans les mêmes conditions : il a faibli de près de 21 points ; soit, toujours y compris les coupons attachés, de 30 p. 100 approximativement.

La faiblesse qui a atteint les fonds des pays neutres est très inégale : sur quelques-uns, elle est très modique; sur l'extérieure espagnole, par exemple, titre à transactions nombreuses, qui n'a fléchi que de 2 points 75, soit de 3 p. 100 environ; le hollandais 3 pour 100 a baissé de près de 4 points, soit environ de 5 pour 100. Le suisse 3 p. 100 différé n'a guère perdu également que 6 p. 100. Les fonds suédois sont plus atteints et perdent entre 6 1/4 et 10 points.

Les fonds égyptiens ont subi la répercussion de l'ébranlement du marché anglais, ce qui leur imprime un recul d'une douzaine de points.

En Asie, les fonds japonais, quoique le Japon soit l'un des belligérants, mais à une telle distance et dans des conditions si spéciales qu'il ne ressent que modérément l'influence de la guerre, perdent entre 4 et 11 points.

En Amérique, les fonds argentins subissent, dans une certaine mesure, la double influence de la guerre d'une part, et, d'autre part, de la crise qui sévit sur le pays : leur recul est, toutefois, modéré, le pays ayant de vastes ressources; ils perdent entre 8 et 9 p. 100.

Les fonds brésiliens sont naturellement beaucoup plus atteints, la crise dans le pays étant beaucoup plus forte.

Cette comparaison entre les cours des divers fonds publics justifie amplement la doctrine que nous avons souvent mise en relief de la division géographique des placements. Malheureusement, les fonds des Etats-Unis ne sont pas à la portée des capitalistes européens : étant en très petite quantité et ayant pour mission spéciale

de servir de garantie à la circulation des banques, ils sont à des cours exorbitamment élevés et ne rapportent guère que 3 p. 100; mais on pouvait y suppléer avec des obligations de chemins de fer américains cotées sur les places américaines.

D'autre part, une baisse de 8 à 10 p. 100 sur les fonds des Etats neutres, même les plus à l'abri de toute conflagration, est très justifiable dans les circonstances présentes : la nécessité d'emprunter 180, sinon 200 milliards de francs, pour payer les frais de la guerre sans précédent que subit l'humanité doit bien, en effet, relever pendant une dizaine d'années de 10 p. 100 environ le taux de l'intérêt sur l'ensemble du globe [1].

1. Les fonds allemands n'ont jamais été cotés à la Bourse de Paris, et la Bourse de Berlin ainsi que toutes les Bourses allemandes ont été fermées presque au lendemain de la guerre et sont toujours restées fermées depuis lors. En juin 1914, c'est-à-dire quand la paix ne paraissait pas sérieusement menacée, les fonds publics allemands et prussiens 3 p. 100 se traitaient dans les cours de 76 à 77; depuis la guerre, on en a négocié, de temps à autre, à Londres, pendant le printemps et l'été de 1915, à des cours variant entre 52 et 55 ou 56.

CINQUANTE-DEUXIÈME SEMAINE

Du 23 au 29 juillet 1915.

Continuation de la relative accalmie sur le front occidental, sauf toujours en Argonne et en Alsace.
Augmentation des effectifs anglais sur le continent. — Déclaration de M. Asquith sur le total des pertes des armées britanniques terrestres et navales. — Très forte proportion, parmi les tués, des officiers aux soldats.
Continuation des colossales batailles en Pologne et en Galicie : les armées allemandes parviennent à franchir la Narew.
Situation sur le front italien et aux Dardanelles.
Succès anglais en Mésopotamie.
Ralentissement de la piraterie des sous-marins allemands. — Complète inefficacité de cette piraterie en ce qui concerne le blocus commercial de l'Angleterre.
Otages prélevés par les Allemands à Roubaix et emmenés en Allemagne.
Permissions accordées aux soldats français sur le front : conditions de ces permissions.
La grève des mineurs au pays de Galles : réflexions à ce sujet d'un ministre britannique.
Célébration au Havre de la fête nationale belge.
Intrigues de couloirs au Parlement français.

Nous voici dans la cinquante-deuxième semaine de la guerre ; la première année va se clore.

Sur le front occidental, il ne s'est produit, dans les derniers jours écoulés, aucun fait de première importance. Canonnades fréquentes et luttes de mines, engagements en général de compagnies ou de bataillons, sur les lieux habituels : à Furnes et Oost-Dunkerque, aux environs d'Arras, au secteur de Perthes-Beauséjour en Champagne, au bois le Prêtre, au Ban-de-Sapt dans les Vosges. Nous avons, sur ce dernier point, d'après les communiqués du 25 juillet, eu des succès marqués,

prenant des positions dominantes et faisant prisonniers 11 officiers et 825 hommes, capturant aussi un nombreux matériel, dont six mitrailleuses. L'offensive allemande en Argonne, naguère très vive, définitivement contenue par nous, s'est calmée. En Alsace, nous avons, aux dernières nouvelles, occupé des hauteurs qui dominent la vallée principale de la Fecht et la grande route de Notre-Dame-des-Trois-Epis, pèlerinage célèbre, à 15 kilomètres de Colmar.

Il est intéressant de noter que la partie du front occupé par les troupes anglaises en France s'est assez sensiblement étendue dans les semaines récentes, ce qui indique que les armées britanniques, sans atteindre encore, il s'en faut, les effectifs qui avaient été prévus pour cet été et qui devaient s'élever à 1 million d'hommes[1], deviennent graduellement plus considérables.

Un autre indice de l'augmentation des effectifs de nos alliés d'Occident, c'est le tableau même de leurs pertes qui vient d'être publié et qui porte sur de gros nombres : en voici le détail, pour les armées britanniques de terre et de mer, arrêté au 18 juillet pour les premières et au 20 juillet pour les secondes, d'après les déclarations faites ces jours-ci par le président du conseil, M. Asquith :

Armée. — Officiers tués en France : 3.288 ; aux Dardanelles : 567 ; autres théâtres : 145. Blessés sur les mêmes théâtres : 6.803, 1.379 et 248 respectivement. Manquants : 1.163, 198 et 22.

Hommes tués : 48.372, 7.567, 1.445 ; blessés : 156.308, 28.625, 3.247 ; manquants : 50.969, 10.892, 641.

Marine. — Officiers tués : 499 ; blessés : 87 ; manquants : 29.

Hommes tués : 7.430 ; blessés : 787 ; manquants : 274.

Total des pertes militaires : 321.889 ; navales : 9.106. *Total général :* 330.995, dont 69.313 tués, 197.494 blessés et 64.188 manquants.

Ce qui est à retenir surtout, c'est le chiffre des tués, soit 69.313 ; la proportion des officiers parmi eux est très forte : 1 officier tué contre 14 soldats environ. Le chiffre aussi des manquants, c'est-à-dire, en général,

1. Voir les 20e, 38e et 39e Semaines.

des prisonniers, doit être signalé : il s'élève à 64.488; mais, ici, la proportion des officiers est beaucoup plus faible, 1 par 44 soldats environ. En admettant, comme c'est le cas habituel, que la moitié approximativement des blessés puisse reprendre du service, le total des pertes définitives pour les troupes britanniques oscillerait autour de 230.000 hommes.

On remarquera que les pertes de nos alliés aux Dardanelles représentent environ le sixième jusqu'ici de leurs pertes totales.

C'est sur le front oriental que se livre actuellement une bataille colossale, dont l'issue peut avoir une considérable influence sur la guerre. On se rappelle que les Russes ont évacué Przemysl le 3 juin, puis Lemberg le 22 juin, il y a donc plus d'un mois. Depuis lors, les armées austro-allemandes, particulièrement celle de l'archiduc Joseph-Ferdinand, un moment battue à Krasnick et à Wilkolas, et celle du maréchal de Mackensen exerçaient une ruée en Pologne sud-orientale, dans la double direction de Lublin et de Cholm. Ces armées, qui, un instant, avaient eu un succès en s'emparant de Krasnostaw, un peu au sud d'une ligne de chemin de fer importante, reliant la place forte d'Ivangorod à Kovel et à tout le réseau russe, paraissent contenues; elles n'avancent plus et n'ont pu, jusqu'ici, occuper la ligne ferrée précitée.

D'autres armées allemandes, venant de l'ouest et du nord, font un mouvement convergent vers Varsovie, avec le triple objet, semble-t-il, de prendre cette capitale, de couper les voies ferrées, au nombre de trois, la rattachant au réseau des chemins de fer russes, enfin d'envelopper et de faire prisonnières, partiellement tout au moins, les armées de nos alliés.

L'armée allemande du centre, qui attaque la place forte d'Ivangorod, n'a pas, jusqu'ici, abouti et paraît énergiquement contenue. Les armées du nord, au contraire, qui descendent le long de la Narew, ont eu, sur

deux points, un succès qui n'a rien jusqu'ici de décisif, mais qui est très préoccupant : elles sont parvenues à jeter une partie de leurs forces au delà de la Narew, entre Rozan et Pultusk, et aussi en amont d'Ostrolenka. Elles sont encore à une cinquantaine de kilomètres de Varsovie ; mais elles ont franchi un des principaux obstacles ; elles en rencontreront un autre, le Bug. Les armées russes opposent une magnifique résistance à l'envahisseur.

Parviendront-elles à le rejeter ou à le contenir ? Cela paraît toujours dépendre des munitions qu'elles recevront. On évalue à au moins quarante corps allemands et quatorze corps autrichiens les forces de nos ennemis participant à ce mouvement convergent vers Varsovie ; c'est, en nombre rond, environ 2 millions d'hommes. C'est la plus grande bataille qui se soit encore livrée dans l'histoire de l'humanité.

Si les Allemands réussissaient à contraindre les Russes au repliement dans la Russie proprement dite, et qu'ils occupassent Varsovie, le triomphe serait, sans doute, plus politique que militaire. Les armées russes se reformeraient, avec des munitions en suffisance ; ce ne serait guère qu'un retard de plusieurs mois. Si, au contraire, les Russes, par leur héroïque opiniâtreté, contenaient les Allemands et les forçaient, avec le temps, à se retirer, ce serait l'équivalent de la victoire de la Marne, avec cette circonstance particulièrement favorable qu'elle surviendrait quand l'Allemagne approche de l'épuisement. La durée de la guerre en serait, sans doute, notablement diminuée.

Les Italiens poursuivent le cours de leurs hauts faits, à l'est de l'Isonzo, sur le Monte-Nero et le Carso ; ils font des prisonniers par milliers ; on en a compté, en cinq jours, 5.500. Ils ont occupé l'îlot de Pelogasa, position maritime importante.

Aux Dardanelles, l'action est toujours très vive, comme en témoignent les chiffres des pertes anglaises

relatées plus haut; nos progrès sont continus, mais ils sont soumis aux conditions de la guerre de tranchées.

On relate de nouveaux succès anglais en Mésopotamie.

La piraterie allemande a langui dans la dernière quinzaine : une semaine même, celle finissant le 21 juillet, malgré 1.326 départs ou arrivées de long-courriers dans les ports britanniques, n'a vu couler aucun navire anglais; c'est la *semaine blanche;* dans la suivante, on a noté d'assez fréquents torpillages, mais de bateaux de pêche, en général, ou de navires neutres; parmi ces derniers, se trouve un bateau américain, le *Lee-Lanaw,* portant du lin d'Arkhangel à Belfast et, vu son point de départ, ne pouvant porter aucune munition de guerre; il est vrai que les pirates ont laissé à l'équipage le temps de monter dans les chaloupes. La complète inefficacité, au point de vue économique, de la campagne des sous-marins teutons ouverte le 18 février et du prétendu blocus par eux de la Grande-Bretagne, ressort manifestement du chiffre du commerce extérieur de ce pays, dont les importations, pour le premier semestre de 1915, se sont élevées à 429 millions de livres sterling (10 milliards 725.000.000 de fr.), dépassant de 53.201.000 livres sterling (1 milliard 330 millions de francs) le chiffre du premier semestre de 1914.

Avec l'insigne crédulité qui le distingue, le peuple allemand s'entête, néanmoins, à vouloir poursuivre cette piraterie aussi cruelle qu'inefficace. Il prétend tenir pour non avenue la note, enfin connue, du président Wilson; celui-ci, avec les circonlocutions complimentaires qui lui sont habituelles, maintient très énergiquement ses protestations antérieures contre les atteintes portées par l'Allemagne à la liberté, à la vie et aux biens des Américains; il déclare que la continuation de ces pratiques serait regardée par les Etats-Unis comme un procédé *délibérément inamical* (*unfriendly*); on sait toute la force de ce mot dans la langue anglaise.

Les Allemands n'entendent aucunement mettre un

terme à leurs violences superflues et à leurs constantes violations du droit des gens : ils viennent d'en donner une preuve nouvelle à Roubaix, où ils ont pris 130 notables, dont l'ancien maire et député, grand manufacturier, M. Eugène Motte, 35 conseillers municipaux, 6 ecclésiastiques, qu'ils ont déportés au camp de Gustrow, en Mecklembourg.

La durée de la guerre au delà des prévisions premières a amené le haut commandement en France à accorder des permissions de quatre jours francs aux soldats qui ont six mois de séjour sur le front; elles sont d'abord données aux hommes décorés de la Croix de guerre ou de la Légion d'honneur pour faits de la guerre présente, à ceux qui ont fait des prisonniers, aux pères de cinq, quatre, trois ou deux enfants, puis aux mariés sans enfant, et enfin aux simples célibataires. Les civils admirent la bonne tenue, la bonne santé et l'entrain de la généralité de ces permissionnaires; c'est un gage assuré de la victoire finale.

La grève des 200.000 mineurs du pays de Galles est terminée, après une semaine de chômage; d'après la dernière loi britannique sur les munitions, à raison de 5 livres sterling (125 fr.) par homme et par jour, ils eussent dû être condamnés à une amende totale de 6 millions de livres sterling (125 millions de francs)[1]. Il ne leur a été fait aucune application de cette peine et on leur a octroyé toutes leurs demandes. Cette grève n'eût jamais dû se produire; elle confirme la déclaration récente de l'un des ministres britanniques, M. Long :

> Ce n'est faire aucun reproche à nos compatriotes que de constater qu'après onze mois d'une guerre terrible et dure, le pays se rend à peine compte que nous sommes engagés dans une lutte mortelle. Nous sommes tous trop enclins à vivre comme en temps normal, ce qui est impossible pour nos alliés, dont le territoire est envahi.

1. Voir *The Economist* de Londres (n° du 24 juillet 1915), p. 124.

On peut espérer que désormais tous les habitants de la Grande-Bretagne seront convaincus qu'il ne s'agit pas, en ce moment, d'une guerre coloniale et que l'existence même de l'empire britannique dépend de son issue.

La fête nationale belge a été célébrée au Havre et, en général, en France, le mercredi 21 juillet, avec l'admiration et la reconnaissance que tous les Français ont pour l'héroïque Belgique.

On agite, à l'heure présente, la question du contrôle à exercer par le Parlement sur les choses militaires : certains réclament un « contrôle permanent et absolu des parlementaires sur les diverses administrations et les divers services des armées en campagne ». Cette formule et ce projet doivent être repoussés; on ne peut éparpiller la direction et les responsabilités. On a créé trois sous-secrétariats d'Etat au ministère de la guerre pour permettre au Parlement d'exercer le contrôle justifié sur les services annexes à la guerre; mais le pouvoir exécutif seul doit demeurer complètement maître de la conduite des opérations; c'est la condition évidente du succès.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

PRÉFACE .....

PREMIÈRE SEMAINE : *du 1er au 7 août 1914.* — Motifs qui poussent à la guerre l'Allemagne, nation de proie. — Intrigues de l'ambassadeur d'Allemagne à Paris. — Première déclaration de l'Angleterre pour la protection de la marine marchande et des côtes de la France. — Résistance de la Belgique aux injonctions de l'Allemagne. Déclaration de guerre par l'Angleterre à l'Allemagne. — Neutralité de l'Italie. — Occupation allemande du Luxembourg. Conjectures sur la durée de la guerre 1

DEUXIÈME SEMAINE : *du 8 au 13 août 1914.* — Population respective des deux groupes de belligérants. — La guerre de 1914 contre-partie de la guerre de 1814. — La résistance des Belges à Liège. — Brillants débuts des opérations. — Pénétration des Français dans la Haute-Alsace. — L'entrée à Mulhouse. — Nécessité entrevue de la patience. — Le temps doit travailler pour la Triple-Entente. Les convoitises de l'ogre allemand 8

TROISIÈME SEMAINE : *du 14 au 20 août 1914.* — Adresses du roi George et du ministre anglais de la guerre lord Kitchener à l'armée britannique. — Affermissement de la neutralité italienne. — Entrée du Japon dans la lutte aux côtés de la Triple-Entente. — Appel de la Russie aux Polonais en vue de la reconstitution intégrale de la Pologne. — Appel également de la Russie aux Ruthènes.

Résistance acharnée des Belges à l'envahisseur teuton. — Développement de l'offensive française en Alsace et en Lorraine. — Transport de la résidence des autorités belges de Bruxelles à Anvers.

La situation ne paraît plus comporter des batailles pleinement décisives comme celles d'Austerlitz et d'Iéna.

Action des Serbes et des Russes 16

La liberté des mers ; l'assurance contre les risques de guerre. — Taux de cette assurance. — Garantie assumée

par les gouvernements anglais et français de ces risques à concurrence de 80 p. 100. — Les services de la navigation internationaux..... 22
L'ouverture à la navigation du canal de Panama 25

QUATRIÈME SEMAINE : *du 21 au 27 août 1914.* — La bataille de Charleroi. — Echec, non défaite, pour les troupes françaises et britanniques. — Déclaration de lord Kitchener au Parlement anglais au sujet des effectifs prochains et futurs des armées anglaises opérant sur le continent. — La France est loin d'avoir mobilisé toutes les classes aptes au service. — Résistance héroïque des Belges.
Succès des Serbes. — La mobilisation russe rapidement effectuée. — Avance triomphale des Russes dans la Prusse orientale : leurs victoires ou succès.
La comparaison des ressources effectives en hommes de l'Allemagne et de la France doit s'établir sur la population respective des deux pays il y a vingt ans et non sur la population respective totale actuelle : calculs à ce sujet.
Imperturbable constance et longue persévérance nécessaires aux membres de la Triple-Entente.
Le ministère de la Défense nationale 26

CINQUIÈME SEMAINE : *du 28 août au 3 septembre 1914.* — Nos lignes de l'Est restent fermes; Nancy demeure inviolé; Verdun n'est pas attaqué. — L'invasion, après la bataille de Charleroi, vient par le Nord : le communiqué officiel du 28 août annonce que notre front est sur les bords de la Somme. — Brillant succès à Guise. — Le camp retranché de Paris. — Toutes nos armées demeurent intactes. — Conjectures sur le siège de Paris. — La retraite française s'effectue à l'est et au sud de la capitale. — Proclamation gouvernementale annonçant le départ des pouvoirs publics pour Bordeaux.
La France est loin d'avoir réalisé son maximum d'efforts.
Les Russes poursuivent leurs succès en Prusse orientale et en Galicie. — Les Allemands transportent des troupes de leur front occidental à leur front oriental..... 35

SIXIÈME SEMAINE : *du 4 au 10 septembre 1914.* — La déclaration de Londres du 5 septembre : les membres de la Triple-Entente s'interdisent toute paix séparée.
Les Allemands se détournent de Paris et font une marche forcée vers le Sud-Est. — Diminution de la population de Paris par les départs. — Préparation et engagement d'une immense bataille des environs de Meaux aux Vosges. 42

SEPTIÈME SEMAINE : *du 11 au 17 septembre 1914.* — « La bataille qui se livre depuis cinq jours, dit le général Joffre, s'achève en une victoire incontestable. » — L'ennemi a été rejeté de la Marne sur l'Aisne. — Les Anglais projettent de porter à un million d'hommes l'effectif de leurs troupes opérant contre l'Allemagne. Déclaration de M. Asquith, président du ministère britannique. — Succès des Serbes et des Russes 49

HUITIÈME SEMAINE : *du 18 au 24 septembre 1914.* — Bataille opiniâtre de l'Oise et de l'Aisne jusqu'en Lorraine. — Les communiqués officiels. — Bataille de l'Aisne et prolongements. — Notre armée fait une sorte de siège. — L'Allemagne paraît penser à la paix et sonder le président des Etats-Unis pour une médiation. — Déclarations énergiques de M. Winston Churchill, ministre britannique de la marine. — Continuation des victoires russes en Galicie.. 56

NEUVIÈME SEMAINE : *du 25 septembre au 1er octobre 1914.* — Extension vers la Somme de la bataille de l'Aisne et de l'Oise. — L'état moral de la population berlinoise au milieu de septembre. — Continuation des intrigues de l'Allemagne auprès du président Wilson pour susciter sa médiation. — Les Etats de la Triple-Entente peuvent prendre le président Wilson comme un témoin des atrocités allemandes, mais nullement comme un médiateur. — Atrocités allemandes à Louvain, à Senlis, à Reims. — Succès des Russes dans les Carpathes.

Perspectives générales à la fin du mois de septembre 1914..... 64

DIXIÈME SEMAINE : *du 2 au 8 octobre 1914.* — Visite du président de la République aux armées. — La bataille gagne la région d'Arras et celle des Flandres. — La critique des communiqués officiels. — Lutte ardente dans la région de Berry-au-Bac au centre, puis dans celle des Hauts de Meuse.

Résistance persistante des Belges.

Péripéties de la guerre entre les Russes d'une part, et les Allemands et les Austro-Hongrois de l'autre. — Echecs russes en Prusse orientale, puis victoire d'Augustow. — Brillantes actions des Serbes et des Monténégrins 72

Observations sur la durée et le caractère de la guerre présente. — L'Allemagne sera gênée dans son alimentation, mais elle ne sera pas affamée..... 78

ONZIÈME SEMAINE : *du 9 au 15 octobre 1914.* — On apprend la chute d'Anvers. — Emigration au Havre des pouvoirs

publics belges. — La bataille se poursuit de la Meuse à l'Oise, puis de l'Oise à la Somme et aux Flandres. — Les Allemands occupent Lille. — Les forces anglo-françaises, avec le reste de l'armée belge, s'établissent à Ypres.

Les batailles gigantesques continuent sur le front oriental.

On agite de plus en plus la question de l'intervention de la Roumanie. — Le roi de ce pays paraît retenu par sa parenté avec le kaiser; une abstention causée par ce motif serait une atteinte au principe monarchique 86

DOUZIÈME SEMAINE : *du 16 au 22 octobre 1914.* — La bataille dite des trois rivières : Aisne, Oise et Somme, s'étend de plus en plus. — On revient aux procédés de guerre d'il y a 2.000 ans, des Cimbres et des Teutons contre Marius, de Vercingétorix et de César.

Les méthodes russes sur le front oriental; péripéties de la lutte des Russes contre les Allemands; leurs succès quasi constants contre les Austro-Hongrois.

Les Allemands prétendent-ils annexer la Belgique? — En tout cas, ils voudraient s'emparer du Congo belge.

La faculté de renouvellement des forces se révèle comme beaucoup plus forte chez les membres de la Triple-Entente que chez leurs adversaires; le triomphe final des premiers apparaît, avec le temps, comme ayant un caractère de nécessité 95

TREIZIÈME SEMAINE : *du 23 au 29 octobre 1915.* — La bataille sévit avec rage sur les rives de l'Yser entre Nieuport et Dixmude. — Des forces allemandes ont réussi à franchir le cours d'eau. — Elles sont contenues par nos troupes et ne peuvent progresser.

Nouvelle visite du président Poincaré aux armées.

Le langage des communiqués : il est critiqué à l'Institut.

La Belgique appelle sous les armes les hommes de 18 à 30 ans.

A notre droite, Nancy, Verdun et Toul restent inviolées. — Nos offensives heureuses en cette région.

Les Serbes suspendent le siège de Sérajevo.

Les Russes ont rejeté les Allemands loin de Varsovie.

Les Allemands paraissent convoiter nos ports du Nord : Dunkerque, Calais, Boulogne, surtout Calais.

Rêves mystiques allemands pour la « revision de l'attribution des parts au gouvernement général du monde » et pour la « direction de l'humanité » 102

Observations financières concernant la guerre présente : paralysie de l'appareil international de circulation des va-

leurs sur le globe ; l'estimation actuelle des frais mensuels de guerre ; comparaison avec les guerres antérieures ... 109

QUATORZIÈME SEMAINE : *du 30 octobre au 5 novembre 1914.* — La retraite des Allemands sur l'Yser. — Nous faisons sur tout le front un grand nombre de prisonniers.

Prétention des Allemands de disposer de 18 millions d'hommes en Allemagne et en Autriche-Hongrie. — Lord Kitchener veut porter à 2 millions d'hommes les engagements volontaires dans la Grande-Bretagne. — Le nombre des engagements effectués parmi les élèves ou anciens élèves des grandes universités britanniques.

Appréciation de M. Bergson sur l'idéal allemand ; présages de ce philosophe.

Les succès russes : adresse du général Joffre au grand-duc Nicolas.

Les Allemands suscitent la révolte de De Wett dans l'Afrique du Sud.

Les procédés systématiques inamicaux de la Turquie entraînent l'Angleterre et la France à entrer en guerre avec cette puissance 115

QUINZIÈME SEMAINE : *du 6 au 12 novembre 1914.* — Les Allemands poursuivent leur ruée sur Ypres, la Bassée et Arras, dans l'espoir d'arriver à Calais et à Boulogne ; continuation de leur échec.

Nous laissons jusqu'ici en France inoccupés 700.000 hommes aptes au service. — Interview de M. Fallières ; l'ancien président déclare que la campagne sera longue et que la guerre ne fait que commencer.

Pertes colossales subies par les Allemands : évaluation à ce sujet.

La lutte sur le front oriental.

Déclaration de lord Kitchener, le 9 novembre, à l'installation du lord-maire de Londres. — Les enrôlements dans le monde de la Bourse en Angleterre.

Echec d'une escadrille anglaise attaquée sur les côtes du Chili par une escadre allemande notablement plus forte. — Destruction des corsaires allemands 125

SEIZIÈME SEMAINE : *du 13 au 19 novembre 1914.* — La bataille de l'Yser s'achève définitivement contre les Allemands.

Population des territoires français actuellement occupés par l'Allemagne.

Les facultés de transport de troupes allemandes d'un front à l'autre, d'après le colonel suisse Feyler.

L'Angleterre décide de porter son armée à 3 millions

d'hommes; émission d'un emprunt anglais de 8 milliards 750 millions de francs..... 134

DIX-SEPTIÈME SEMAINE : *du 20 au 26 novembre 1914.* — Échec général du plan allemand depuis le début des hostilités.

Répartition et commandement de nos armées du Nord.

Ordre du jour prussien « à la jeunesse qui quitte les bancs de l'école pour endosser l'habit du roi ».

Importantes réserves de forces chez les Anglais et les coloniaux britanniques.

Bruits de coopération d'armées japonaises à la guerre terrestre en Europe; cette coopération ne semble pas nécessaire.

La guerre en Pologne.

La guerre dans le golfe Persique : les Anglais occupent Bassorah..... 142

DIX-HUITIÈME SEMAINE : *du 27 novembre au 3 décembre 1914.* — Hallucination générale allemande pour la prise de Calais; discours de M. Erzberger, député au Reichstag, représentant le parti du centre (parti catholique). — La ruée teutonne dans cette direction paraît calmée ou ajournée. — L'accalmie succède à d'effroyables mêlées.

Un rapport du maréchal French.

Accroissement continu des forces anglo-françaises.

Lutte opiniâtre des Russes en Pologne : le feld-maréchal von Hindenburg. — Succès des Russes en Galicie.

Visite du roi George, accompagné du président Poincaré, à l'armée anglaise en France. — Déclaration énergique du président Poincaré. — Témoignages analogues de M. Clemenceau et de M. Pelletan.

Le général Joffre en Alsace : son adresse aux Alsaciens. 149

DIX-NEUVIÈME SEMAINE : *du 4 au 10 décembre 1914.* — Les Allemands débaptisent Ostende et l'appellent Kales, créant en Allemagne une confusion avec Calais. — Continuation de la lutte en Belgique : la *maison du passeur.* — Succès entre Béthune et Lens : enlèvement du château et du parc de Vermelles. — Nous continuons à faire de nombreux prisonniers. — Les Allemands bombardent Reims avec acharnement.

Tournée de M. Millerand dans l'Alsace occupée par nous; il y visite les écoles.

Sur le front oriental, les Allemands font une nouvelle poussée sur Varsovie.

Sur le front sud, les Serbes triomphent des Autrichiens.

Destruction de l'escadre allemande du Pacifique par une escadre anglaise.

Publication officielle de récits rétrospectifs des opérations de guerre.

Importantes discussions sur la situation diplomatique passée et présente au Parlement italien 159

VINGTIÈME SEMAINE : *du 11 au 17 décembre 1914.* — Nouveaux combats en Belgique : l'ennemi achève l'évacuation de la rive ouest de l'Yser.

Lutte ardente dans la région de l'Argonne : le bois le Prêtre. — Notre artillerie lourde se développe : elle fait notamment ses preuves dans la région de l'Aisne. — Les rimailhos : exemple des récompenses que donne l'Etat à ses grands serviteurs.

Les soldats français se familiarisent avec la guerre de tranchées et de mines.

Renseignements sur l'énorme victoire serbe : complète déroute des Austro-Hongrois.

Raid d'une escadre allemande sur les ports de Scarborough, Hartlepool et Whitby.

Déclarations de MM. Churchill et Samuel, membres du gouvernement britannique, ainsi que de M. Ansten Chamberlain, sur les enrôlements et sur la force future des armées britanniques 169

VINGT ET UNIÈME SEMAINE : *du 18 au 24 décembre 1914.* — Les communiqués deviennent moins laconiques. — Offensive prise par nos troupes sur divers points du front : en Belgique, dans la région d'Arras, en Champagne, au nord de Beauséjour.

Nouveaux éloges de notre artillerie lourde. — Brillante tenue des troupes britanniques.

Batailles épiques en Pologne. — La poussée russe sur Varsovie est contenue.

Détails concernant le raid des croiseurs allemands sur les ports anglais de plaisance ou de pêche.

Réouverture du Parlement français. — Déclaration gouvernementale..... 179

VINGT-DEUXIÈME SEMAINE : *du 25 au 31 décembre 1914.* — Lutte acharnée en Belgique autour de Saint-Georges. — Combats près d'Albert à la Boisselle. — Bataille en Champagne dans la région de Perthes-les-Hurlus. — Engagements en Argonne, le bois de la Grurie; sur la Meuse, la forêt d'Apremont; en Alsace, autour de Steinbach. — Nombreuses avances *hectométriques.*

Continuation des luttes colossales en Pologne.

Les opérations en Turquie. — L'Angleterre place l'E-

gypte sous son protectorat et y installe un nouveau khédive. — La France doit se réserver la Syrie.

Occupation par les Italiens du port de Vallona, en Albanie.

Raid de navires légers et d'hydro-aéroplanes britanniques sur Cuxhaven.

Les réserves d'hommes de la France : les jeunes classes en France et en Allemagne d'après les chiffres respectifs des naissances de 1894 à 1896 188

VINGT-TROISIÈME SEMAINE : *du 1er au 7 janvier 1915*. — Continuation des combats en Belgique en face de Nieuport et dans la région de Saint-Georges ; à Perthes-les-Hurlus en Champagne, en Argonne et sur les Hauts de Meuse.

La famille Garibaldi.

Notre échec à Boureuilles, près de Varennes.

Violents combats en Alsace dans la région de Cernay.

La bataille des quatre rivières en Pologne.

Défaites sanglantes des Turcs au Caucase.

Nombreux assassinats de civils par des taubes allemands à Dunkerque.

Calculs divers sur les ressources en hommes de l'Allemagne et de la France.

Note du président Wilson à l'Angleterre sur la contrebande de guerre et le droit de visite 197

VINGT-QUATRIÈME SEMAINE : *du 8 au 14 janvier 1915*. — Engagements divers sur notre front. — Notre offensive au nord de Soissons.

Les armées anglaises en préparation.

La poussée des Allemands sur Varsovie est toujours contenue par les Russes.

La guerre apparaît comme devant avoir une durée supérieure à celle qu'on lui assignait en novembre.

Le blocus de l'Allemagne. — Communiqué officiel sur la rencontre à Malmoë, les 18 et 19 décembre, des trois rois scandinaves. — La réponse britannique à la note américaine sur la contrebande de guerre et le droit de visite : tableau des filtrations par les pays neutres des produits destinés à l'Allemagne.

Le triomphe de l'Allemagne contraindrait les Etats-Unis à un énorme accroissement de leurs défenses terrestres et navales.

Manifestation franco-roumaine à Paris.

Fléchissement des billets de banque allemands : la cote des paris chez les neutres 206

VINGT-CINQUIÈME SEMAINE : *du 15 au 21 janvier 1915.* — Nouveaux renseignements sur l'affaire du nord de Soissons : elle constitue un échec pour nos armes ; communiqués allemands dithyrambiques et fallacieux à ce sujet. — Transformation fréquente des faits par les communiqués allemands : exemples.

Avance des Russes en Galicie.

Anniversaire de la proclamation de l'Empire allemand à Versailles.

Raid de zeppelins en Angleterre.

Calculs sur les pertes allemandes.

Démission du comte Berthold, premier ministre d'Autriche-Hongrie, et son remplacement par le Hongrois baron Burian 214

VINGT-SIXIÈME SEMAINE : *du 22 au 28 janvier 1915.* — Évaluation à plus de 20.000 hommes des pertes de l'ennemi dans les journées du 25 au 27 janvier, sur l'ensemble de notre front.

Les Russes se rendent maîtres des principaux passages des Balkans.

Les victimes du dernier raid de zeppelins en Angleterre.

Bombardement indéfini de Reims et d'Arras.

Une escadre britannique poursuit une escadre allemande et lui coule le croiseur *Blücher*.

Voyage de notre ministre de la guerre, M. Millerand, en Angleterre : la préparation des armées britanniques . 222

VINGT-SEPTIÈME SEMAINE : *du 29 janvier au 4 février 1915.* — Le communiqué rétrospectif de l'administration militaire sur les engagements du 16 au 26 janvier. — Continuation des combats dans la région de l'Yser, près de la Bassée, en Craonne et en Argonne.

Enorme étendue des fronts orientaux de la lutte.

L'inégalité frappante de préparation des deux groupes de belligérants est cause que le premier semestre de guerre n'ait pas apporté de résultats décisifs en notre faveur. — Preuves à ce sujet. — Examen général de la situation.

Prêt de l'Angleterre à la Roumanie.

Les sous-marins teutons se mettent à couler les navires de commerce britanniques.

Réunion à Paris des ministres des finances d'Angleterre, de Russie et de France 229

VINGT-HUITIÈME SEMAINE : *du 5 au 11 février 1915.* — Nombreux engagements, en général heureux, sur diverses

parties de notre front. — Nos succès en Alsace dans la région d'Altkirch et dans celle d'Hartmannswiller.

Batailles acharnées, échelonnées entre Russes et Allemands ou Austro-Allemands sur l'immense front allant du Niémen à la Bukovine.

Echec de l'attaque du canal de Suez par les Turco-Allemands.

Memorandum adressé aux pays neutres par le gouvernement français sur le torpillage, à la fin d'octobre 1914, du navire marchand *l'Amiral-Gantheaume.*

Décision allemande mettant en interdit, à partir du 18 février, toutes les côtes d'Angleterre et les côtes septentrionales de la France et autorisant les sous-marins teutons à y couler tous les navires de commerce sans sommation et sans visite.

Le gouvernement anglais décide de porter à 3 millions d'hommes l'effectif de l'armée britannique. — Les six nouvelles armées anglaises constituées.

L'emprunt bulgare en Allemagne.

Les prières publiques ordonnées pour la paix par le pape Benoît XV. — Ces prières et le clergé français; invocation par l'abbé Sertillanges.

Réunion de la Douma russe; résolution qui y est adoptée. 236

La mort de mon fils. — Circonstances de sa mort. — Résumé de sa carrière 243

VINGT-NEUVIÈME SEMAINE : *du 12 au 18 février 1915.* — Les engagements sur le front franco-belge : lutte ardente en Argonne dans la région de Bagatelle.

Enorme effort fait par les Allemands en Prusse orientale. — Les méthodes russes.

Le président Roosevelt aux Etats-Unis. Son livre *l'Amérique et la Guerre.*

Note du président Wilson à l'Allemagne au sujet de la menace par celle-ci de destruction des navires neutres, corps et biens, dans les mers qu'elle met en interdit.

Insuccès depuis le début de la guerre des attaques allemandes contre la marine marchande britannique et les transports britanniques.

Expédition d'escadres aériennes britanniques ou anglo-françaises sur les positions et les installations allemandes en Belgique.

Voyage en Angleterre de M. Delcassé, ministre des affaires étrangères. — Visite du président Poincaré et de M. Millerand en Alsace; étendue du territoire alsacien occupé par nos troupes 248

Les frais de la guerre et les moyens d'y pourvoir. — L'émission des obligations de la Défense nationale..... 254

TRENTIÈME SEMAINE : *du 19 au 25 février 1915.* — Arrivée graduelle sur le front de renforcements anglais. — Développement de notre artillerie lourde.

Notre lutte et nos succès sur les Hauts de Meuse, aux Eparges. — Continuation de la bataille des Hurlus. — La nation satanique continue à bombarder Reims.

Efforts gigantesques des Allemands en Prusse orientale et en Pologne pour tourner et capturer les armées russes.

La piraterie des sous-marins teutons. — Un zeppelin tue des civils à Calais. — Nouveau raid inefficace de zeppelins en Angleterre.

La question des vivres en Allemagne. — Nombreuses dissertations à ce sujet : grosses exagérations et espoirs excessifs.

Déclaration faite à la Chambre des députés le 18 février par le président du conseil Viviani..... 262

TRENTE ET UNIÈME SEMAINE : *du 26 février au 4 mars 1915.* — Causes de la prolongation de la guerre au delà de la durée primitivement indiquée.

La situation sur les différents points du front occidental.

Continuation des batailles entre Russes et Allemands : succès important des Russes à Prasnysch, dans le nord de la Pologne.

Bombardement des Dardanelles par les flottes anglo-françaises.

La piraterie teutonne s'exerce contre les navires neutres.

Baisse de plus en plus accentuée du billet de banque allemand; cours des fonds publics allemands.

Demande au Parlement anglais par le président du conseil, M. Asquith, de nouveaux crédits portant au delà de 9 milliards de francs la dépense pour les huit premiers mois de la guerre 269

TRENTE-DEUXIÈME SEMAINE : *du 5 au 11 mars 1915.* — Continuation de la lutte sur tout le front occidental, notamment en Belgique, dans la région de Notre-Dame-de-Lorette, en Champagne, dans la région des Hurlus, en Argonne, à Vauquois, dans les Vosges et en Alsace.

Résistance énergique des Russes aux Allemands, du Niémen à la Bukovine.

Espérances que suscite l'expédition des Dardanelles. — Négociations de la Triple-Entente avec la Grèce; elles n'aboutissent pas par l'opposition du roi Constantin.

La piraterie des sous-marins allemands. — Déclaration décisive de M. Taft, ancien président des Etats-Unis, sur la fourniture par cette contrée de munitions à la Triple-Entente..... 275

TRENTE-TROISIÈME SEMAINE : *du 12 au 18 mars 1915.* — Succès des troupes belges sur l'Yser et des troupes britanniques à Neuve-Chapelle, près de la Bassée. — Brillante conduite de la division canadienne. — La question des munitions en Angleterre.

Continuation de la lutte à Notre-Dame-de-Lorette. — Suite de la bataille des Hurlus; importance de notre succès. — Bombardement de Reims par les Allemands.

Nouveaux efforts des Allemands sur Varsovie.

Les communiqués officiels rétrospectifs sur les principaux épisodes de guerre.

Les généraux Maunoury et de Villaret sont gravement blessés.

La piraterie allemande par les sous-marins. — Le *William-P.-Frye,* navire marchand américain, coulé par un corsaire allemand. — Destruction ou disparition des croiseurs réguliers ou auxiliaires teutons agissant en corsaires.

L'Allemagne offre à l'Italie, pour prix de sa neutralité, des morceaux d'Autriche. — Rappel des propositions de Bismarck à Napoléon III avant la guerre de 1866..... 282

TRENTE-QUATRIÈME SEMAINE : *du 19 au 25 mars 1915.* — Il semble que l'on soit entré dans une phase nouvelle et plus active de la guerre.

Accentuations des combats dans le nord autour de Notre-Dame-de-Lorette et à la Boisselle; en Argonne, près de Bagatelle et aux Eparges; en Alsace, à l'Hartmannswillerkopf. — Bombardements sauvages par les Allemands d'Ypres, Soissons et Reims. — Caractère nouveau des communiqués français.

Les Russes reprennent l'offensive et entrent à Memel. — Ils prennent en Galicie la forteresse de Przemysl et toute une armée autrichienne.

Pertes de cuirassés anglais et français aux Dardanelles.

La piraterie allemande; elle s'étend aussi aux navires neutres.

Raid de zeppelins sur Paris..... 289

TRENTE-CINQUIÈME SEMAINE : *du 26 mars au 1er avril 1915.* — Calme relatif sur le front occidental; combats ardents et heureux, toutefois, à l'Hartmannswillerkopf.

Evaluation des forces britanniques en France. — Décla-

ration de deux ministres anglais sur l'augmentation graduelle et prochaine de ces forces.

Echec de l'attaque « foudroyante » du maréchal de Hindenburg sur Varsovie. — Lamentations autrichiennes.

Conditions de l'action franco-britannique aux Dardanelles.

La piraterie des sous-marins pendant les cinq premières semaines du « blocus des côtes anglaises »; les navires neutres; l'affaire du *Falaba* 296

TRENTE-SIXIÈME SEMAINE : *du 2 au 8 avril 1915*. — Nombreux engagements sur le front occidental. — Les communiqués rétrospectifs.

Enormes batailles entre les Russes et les Austro-Allemands dans les Carpathes.

Invasion du territoire serbe par des *comitadjis* ou francs-tireurs bulgares.

Raid d'avions anglais sur les ouvrages allemands et les chantiers de sous-marins à Hoboken (Belgique).

Note américaine en réponse à « l'Ordre du Conseil » britannique interdisant le commerce, même des neutres, avec l'Allemagne.

Les privations alimentaires des Allemands : le pain K et KK; elles ne peuvent avoir sur la guerre qu'une action indirecte et accessoire.

Déclaration à la Chambre du ministre de la guerre, M. Millerand, sur la production des munitions..... 303

TRENTE-SEPTIÈME SEMAINE : *du 9 au 15 avril 1915*. — Recrudescence d'activité sur notre front, particulièrement entre Meuse et Moselle. — Evaluation des pertes allemandes aux Eparges.

Récapitulation des récentes batailles russes en Pologne et en Galicie. — Maîtres de la plupart des cols des Carpathes, les Russes menacent les plaines hongroises.

Préparation d'une offensive plus méthodique aux Dardanelles.

Le sort des croiseurs allemands, réguliers ou auxiliaires, qui tenaient les mers lointaines; évaluation des pertes qu'ils ont causées.

La piraterie des sous-marins teutons : le nombre des navires par eux détruits rapproché du chiffre annuel des constructions de navires en Grande-Bretagne.

Un zeppelin sur Nancy.

Note allemande aux Etats-Unis contre la fourniture d'armes et de munitions à la Triple-Entente.

Déclaration de M. Viviani à l'ouverture du Conseil général de la Creuse..... 310

Les moyens de change et d'arbitrage entre la France et l'étranger : les valeurs américaines en France. — Des prélèvements à effectuer sur l'encaisse d'or de la Banque.... 317

TRENTE-HUITIÈME SEMAINE : *du 16 au 22 avril 1915*. — Les engagements sur notre front. — Notre succès à Metzeral, en Alsace, avoué par les Allemands.

Les difficultés de la guerre de tranchées : rappel d'une étude publiée dans l'année 1902, en prévision de cette guerre, par le colonel suisse Feyler.

Les pertes totales des troupes britanniques jusque vers le milieu d'avril. — L'action des troupes britanniques sur les différents théâtres de guerre; la question de la conscription.

Résumé de l'immense bataille des Carpathes entre le 19 mars et le 16 avril.

La lutte maritime et aérienne. — Zeppelins en Grande-Bretagne et *Taube* meurtrier à Amiens.

Un document cynique danois sur les vols allemands en Belgique et en France.

Déclaration aux Etats-Unis de l'ancien ministre allemand Dernburg sur le sort futur de la Belgique..... 323

TRENTE-NEUVIÈME SEMAINE : *du 23 au 29 avril 1915*. — Succès momentané des Allemands sur un point du canal de l'Yser, grâce à l'emploi de bombes asphyxiantes. — Offensive allemande repoussée sur d'autres points du front occidental. — Les Allemands cherchent ainsi à intimider et à retenir l'Italie.

Déclaration de M. Lloyd George à la Chambre des communes sur le montant des forces britanniques en Belgique et en France; cette déclaration a suscité des interprétations excessives.

Relative accalmie sur le front oriental.

Débarquement des troupes anglo-françaises aux Dardanelles.

La piraterie des sous-marins teutons; elle s'en prend de plus en plus aux navires neutres.

Perte, dans le canal d'Otrante, du croiseur français *Léon-Gambetta*.

Action militaire des aviateurs de l'Entente. — Action assassine des aviateurs allemands à Nancy.

Discours du président Wilson, préparant sa médiation éventuelle pour l'issue de la guerre. — Réserves catégoriques à faire à ce sujet..... 330

QUARANTIÈME SEMAINE : *du 30 avril au 6 mai 1915.* — La situation après neuf mois de guerre. — Rappel des populations des deux groupes de belligérants.

Les troupes coloniales britanniques : les pertes du contingent canadien en Belgique et en France.

Importance et conditions de la tâche générale à accomplir par les Etats de l'Entente.

Bombardement de Dunkerque par un canon monstre allemand.

La bataille de la Dunajec en Galicie. — L'action allemande en Courlande.

Recrudescence de la piraterie teutonne : torpillage du vapeur américain *Gulflight*.

Lutte entre torpilleurs anglais et allemands dans la mer du Nord.

Déclarations annexionnistes de M. Erzberger, important député (du parti du centre) au Reichstag.

Lancement du cuirassé *le Languedoc*.

Cérémonie grandiose à Quarto, près de Gênes, pour l'anniversaire de l'expédition des Mille..... 340

QUARANTE ET UNIÈME SEMAINE : *du 7 au 13 mai 1915.* — Torpillage par un sous-marin teuton du paquebot *Lusitania* et perte de plus d'un millier de vies humaines, en grande partie femmes et enfants, dont une centaine d'Américains. — Rappel de l'attitude énergique contre l'Allemagne de l'ancien président Roosevelt.

Brillants combats dans le secteur d'Arras : à Neuville-Saint-Vaast, Souchez, Carency; importantes pertes allemandes.

Les Russes perdent du terrain en Galicie; grande supériorité de l'artillerie lourde allemande sur celle de nos alliés.

Bombardements allemands sur Dunkerque et sur Bergues. — Nouveau raid de zeppelins en Angleterre.

Attitude pleine de promesses de l'Italie.

Entente conclue entre la Chine et le Japon..... 350

Les frais de guerre ; les obligations de la Défense nationale ; la convention financière avec l'Angleterre ; l'envoi d'or à Londres; l'élévation des avances de la Banque au Trésor et de la limite de la circulation des billets. — Un discours de M. Lloyd George sur la constitution de capitaux durant la guerre..... 360

QUARANTE-DEUXIÈME SEMAINE : *du 14 au 20 mai 1915.* — Imporants succès sur notre front dans le Nord et en Belgique.

— Résumé des gains effectués. — Combats acharnés près de Berry-au-Bac et du bois le Prêtre.

Communiqué du maréchal French constatant que l'artillerie teutonne tire sur des détachements allemands prêts à se rendre.

Insuffisance de munitions des troupes britanniques. — Exposé de lord Kitchener à la Chambre des lords. — Conquête de l'Afrique sud-occidentale allemande par les troupes de l'Union sud-africaine britannique.

Les Russes, inférieurs en artillerie, doivent évacuer les Balkans.

Les opérations aux Dardanelles : torpillage du cuirassé anglais *Goliath*.

La piraterie teutonne sous-marine et aérienne. — Note sévère du président Wilson au gouvernement allemand sur la piraterie des sous-marins.

Consolidation en Italie du ministère Salandra-Sonnino : l'opinion italienne se manifeste ardemment pour la Triple-Entente.

Rapport de la mission officielle anglaise sur les atrocités allemandes en Belgique 366

La question de la population 375

QUARANTE-TROISIÈME SEMAINE : *du 21 au 27 mai 1915*. — La journée historique du 20 mai à la Chambre italienne : discours de M. Salandra. — L'Italie déclare, le 23 mai, la guerre à l'Autriche-Hongrie.

Télégramme de M. Millerand et discours de MM. Deschanel et Viviani à la Chambre française, sur ce grand événement. — Opinion formulée par le ministre des affaires étrangères russe M. Sazonoff.

Constitution en Angleterre d'un ministère national, composé des principales notabilités des deux grands partis politiques. — M. Lloyd George quitte le ministère des finances pour le *ministère des munitions*. — Les nouvelles conditions pour le recrutement des volontaires anglais.

Création en France, au ministère de la guerre, d'un sous-secrétariat d'Etat des munitions et de l'armement, confié au député socialiste Albert Thomas.

Avance des troupes anglaises près de Festubert. — Communiqué du maréchal French sur les gaz asphyxiants.

Lutte ardente aux Dardanelles : torpillage du cuirassé anglais *Triumph*.

Continuation des opiniâtres batailles entre les Russes et les Austro-Allemands en Pologne et en Galicie.

La piraterie allemande par sous-marins continue, mais avec peu de résultats 382

La hausse des prix depuis la guerre en Angleterre 391

QUARANTE-QUATRIÈME SEMAINE : *du 28 mai au 3 juin 1915.* — Les événements militaires se ressentent de l'inégalité de préparation des deux groupes de belligérants. — Colossale action d'artillerie allemande contre les Russes.

Insuffisance de la préparation en France. — Nullité de la préparation en Angleterre.

Les *pacifistes* tendent à livrer les nations paisibles, sans défense suffisante, en proie aux nations féroces.

L'affaire de la *Lusitania* ; réponse dilatoire et ambiguë de l'Allemagne aux Etats-Unis.

Discours du chancelier allemand au Reichstag sur l'intervention italienne : ses menaces. — Prétentions annexionnistes émises par plusieurs orateurs au Reichstag.

Les combats sur notre front, notamment à Souchez et au Labyrinthe : évaluation des pertes allemandes dans ces combats.

Continuation des batailles acharnées sur le front oriental. — Succès des Russes en Arménie.

Entrée en campagne des Italiens.

La guerre de tranchées et la guerre sous-marine aux Dardanelles ; perte du cuirassé anglais *Majestic*.

La piraterie teutonne sur les côtes d'Angleterre : navires neutres coulés. — Nouveau raid de zeppelins sur des faubourgs de Londres.

Une escadre d'avions français bombarde une fabrique allemande d'explosifs près de Mannheim..... 395

La hausse des prix en France depuis la guerre..... 404

QUARANTE-CINQUIÈME SEMAINE : *du 4 au 10 juin 1915.* — Evacuation de Przemysl par les Russes. — Le repli russe a le caractère d'une retraite, non d'une défaite.

Les communiqués français rétrospectifs sur les combats dans le Nord et en Argonne : on désirerait dans ces récits des noms propres de combattants. — La prise du Labyrinthe; celle de la ferme Quennevières, au nord de l'Aisne.

Déclarations du premier ministre, M. Asquith, au Parlement anglais : chiffre officiel des pertes britanniques sur terre au 31 mai.

Action des troupes italiennes au Trentin et sur les rives de l'Isonzo.

La piraterie teutonne sous-marine et aérienne : nouveau raid de zeppelins en Angleterre; récapitulation du nombre des victimes de l'ensemble de ces raids. — Un

aviateur britannique détruit un zeppelin au-dessus de Gand.

Desseins annexionnistes formulés par le comité directeur du parti national libéral en Allemagne et par le roi de Bavière.

Démission du secrétaire d'Etat américain Bryan..... 412

QUARANTE-SIXIÈME SEMAINE : *du 11 au 17 juin 1915.* — La poussée allemande en Courlande, en Pologne et en Galicie : résistance opiniâtre des Russes. — Mesures prises par le gouvernement autrichien contre des régiments tchèques qui avaient fait défection.

Sur le front occidental, lutte des Belges et des Anglais en Belgique et dans la région de la Bassée. — Notre avance sur diverses parties du front, notamment en Alsace sur les rives de la haute Fecht. — Inventaire de notre butin en avant de Neuville-Saint-Vaast.

Les Allemands bombardent Compiègne, Soissons et Reims.

Action des Italiens en Tyrol et en Carniole.

Les Serbes répriment les clans albanais.

La lutte aux Dardanelles.

Total des vies de soldats et marins britanniques perdues : comparaison avec les mêmes pertes françaises.

La semaine des sous-marins. — Douzième raid de zeppelins en Angleterre.

A titre de représailles contre les méfaits teutons, une escadrille d'avions français bombarde Carlsruhe.

Appréciation sur la démission du secrétaire d'Etat américain Bryan.

Les élections grecques donnent une grande majorité à M. Venizelos.

Déclarations de M. Asquith à la Chambre des communes pour la continuation de la guerre jusqu'au succès complet. — Les dépenses britanniques atteignent 2 milliards un quart de francs par mois 420

QUARANTE-SEPTIÈME SEMAINE : *du 18 au 24 juin 1915.* — Continuation des vifs combats au Labyrinthe et à Neuville : tir de près de 300.000 obus. — Autre action sur tout l'ensemble du front, notamment en Alsace.

Les Russes, à bout de munitions, abandonnent Lemberg.

Succès italien à Monte-Nero et sur l'Isonzo.

Aux Dardanelles, prise d'assaut de la redoute « le Haricot ».

Les nouveaux sous-marins allemands .— Récapitulation par l'amirauté britannique des pertes que les sous-marins

ont causées depuis le 18 février. — Récapitulation analogue pour les raids de zeppelins en Grande-Bretagne. — Mort, dans un banal accident, de l'aviateur britannique vainqueur du zeppelin allemand.

Controverses en Angleterre sur le service militaire obligatoire. — Le service militaire facultatif dans le monde contemporain n'a pas plus de raison d'être que l'impôt facultatif.

Projet de convention proposé, en Angleterre, aux syndicats ouvriers et patronaux par le ministre des munitions Lloyd George..... 428

QUARANTE-HUITIÈME SEMAINE : *du 25 juin au 1er juillet 1915.* — Accalmie relative sur le front occidental. — La barbarie teutonne s'étale par divers modes. — Chiffre des prisonniers faits dans la région de la Fecht.

Mouvement méthodique de repli des Russes. — Déclarations du ministre Delbrück au *Landtag* de Prusse.

Consolidation des gains italiens sur l'Isonzo.

Occupation de Scutari, en Albanie, par les Monténégrins.

Résultats de la piraterie des sous-marins teutons pendant les quatre derniers mois. — Résultats des quatorze raids de zeppelins en Angleterre.

Examen de la question de la disette en Allemagne. Pronostics à ce sujet.

Vote par le Sénat des crédits montant à 5.936 millions pour les trois mois de juillet à fin septembre 1915... 436

QUARANTE-NEUVIÈME SEMAINE : *du 2 au 8 juillet 1915.* — Nombreuses offensives allemandes sur les points habituels du front occidental. — Annonce d'une prochaine poussée générale des Allemands. — Le transport des troupes d'un front à l'autre.

Situation sur le front oriental : l'affaire de Krasnick. — Les munitions, venant aux Russes, en grande partie, de l'Est canadien et du Japon, ne peuvent leur parvenir qu'avec lenteur.

Les Italiens menacent Goritz.

Les troupes australasiennes et indiennes et nos Sénégalais aux Dardanelles. — Rentrée en France du général Gouraud, gravement blessé.

Succès de l'escadre russe dans la Baltique.

La semaine des sous-marins teutons.

La question des munitions en Angleterre : le registre national (*national register*).

Création de deux nouveaux sous-secrétariats d'Etat au ministère français de la guerre.
Tentative d'assassinat du banquier Morgan aux Etats-Unis par un Américano-Germain.
La Fête nationale des Etats-Unis à Paris et la « Journée française » en Angleterre 446

CINQUANTIÈME SEMAINE : *du 9 au 15 juillet 1915.* — Succès russe à Wilkolas sur les Austro-Hongrois. — Déclaration du président de la Douma.
Offensive dispersée des Allemands sur le front occidental. — Notre succès au Ban-de-Sapt.
Activité heureuse de nos escadres d'avions.
Reprise des hostilités entre l'Autriche et la Serbie.
Capitulation des troupes allemandes dans l'Afrique sud-orientale.
Rencontre à Calais des principaux ministres anglais et des principaux ministres français, avec le concours du général Joffre et du maréchal French.
Discours de lord Kitchener au Guildhall : son appel aux hommes de dix-neuf à quarante ans.
Réponse équivoque de l'Allemagne à la note du président Wilson.
Fête nationale du 14 juillet : transfert des cendres de Rouget de l'Isle aux Invalides : discours énergique du président Poincaré.
L'emprunt national britannique a réuni 15 milliards de souscriptions 453

Le colossal emprunt britannique. — Les emprunts français : bons et obligations de la Défense nationale. — La question de l'or et du change 460

CINQUANTE ET UNIÈME SEMAINE : *du 16 au 22 juillet 1915.* — Relative accalmie sur le front occidental, sauf en Argonne, où les combats sont toujours violents. — Intéressants communiqués rétrospectifs.
Situation sur le front occidental : étendue des pertes faites par l'armée de l'archiduc à Krasnick et à Wilkolas. — Entretiens du kaiser à Posen avec le maréchal de Hindenburg, rentré en grâce.
Le front austro-italien : la bataille du Carso.
Les pertes britanniques aux Dardanelles.
Continuation de l'activité de nos escadres d'avions.
La semaine des sous-marins teutons : tentative de torpillage contre le bateau *Orduna.* — Etat exact officiel des pertes de vies par le torpillage de la *Lusitania.*
Note autrichienne aux Etats-Unis demandant la sup-

pression de fournitures de munitions à la Quadruple-Entente.

Menaces de l'Allemagne à la Roumanie au sujet du refus de laisser passer des munitions pour la Turquie.

Question de M. Asquith à la Chambre des communes sur l'éventualité de l'entrée en ligne de nouveaux alliés.

La situation dans les Balkans : pour être partie largement prenante il faut avoir été partie belligérante 468

Le cours des principaux fonds d'Etat français et étrangers avant la guerre et un an après..... 475

CINQUANTE-DEUXIÈME SEMAINE : *du 23 au 29 juillet 1915*. — Continuation de la relative accalmie sur le front occidental, sauf toujours en Argonne et en Alsace.

Augmentation des effectifs anglais sur le continent. — Déclarations de M. Asquith sur le total des pertes des armées britanniques terrestres et navales.

Continuation des colossales batailles en Pologne et en Galicie : les armées allemandes parviennent à franchir la Narew.

Situation sur le front italien et aux Dardanelles.

Succès anglais en Mésopotamie.

Ralentissement de la piraterie des sous-marins allemands. — Complète inefficacité de cette piraterie en ce qui concerne le blocus commercial de l'Angleterre.

Otages prélevés par les Allemands à Roubaix et emmenés en Allemagne.

Permissions accordées aux soldats français sur le front: conditions de ces permissions.

La grève des mineurs au pays de Galles : réflexions à ce sujet d'un ministre britannique.

Célébration au Havre de la fête nationale belge.

Intrigues de couloir au Parlement français..... 480

11 15

SOCIÉTÉ ANONYME D'IMPRIMERIE DE VILLEFRANCHE-DE-ROUERGUE